



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**22e Législature — 3e session**

**Vol. 2 - Séances du 28 mars au 10 mai 1947**

**1947**

**Texte établi par Jean-Luc Tremblay et Sarah Filotas**

---

**Orateur : l'honorable Alexandre Taché**









# **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**22e Législature – 3e session**

**Vol. 2 - Séances du 28 mars au 10 mai 1947**

**1947**



## Première séance du vendredi 28 mars 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Belœil

**M. Gatien (Maisonnette)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Belœil, demandant l'adoption d'une loi concernant la ville de Belœil, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Belœil, demandant l'adoption d'une loi concernant la ville de Belœil (M. Gatien).

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 38 modifiant le Code municipal, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 18 est modifié en insérant immédiatement après le mot: "imprimés", dans la troisième ligne du paragraphe "11", le mot: "semblables".

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 40 modifiant la loi des cités et villes, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

L'article 7 est modifié:

*a.* en insérant, immédiatement après le mot: "imprimés", dans la troisième ligne du paragraphe "15<sup>a</sup>", le mot: "semblables";

*b.* en biffant, à la suite du mot: "dollar", dans la septième ligne du paragraphe "27<sup>b</sup>", les mots suivants:

"et pour prescrire que ces permis ne seront accordés qu'avec la recommandation du chef de police. Lorsqu'un propriétaire ou conducteur de taxi commet une infraction à la loi ou aux règlements municipaux, le conseil peut, avec la recommandation du chef de police, annuler son permis annuel de propriétaire ou conducteur de taxi."

## Projets de loi:

## Code municipal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 38 modifiant le Code municipal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi  
des cités et villes

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 40 modifiant la loi des cités et villes.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

## Motions de condoléances:

Décès de  
Mgr Eugène Lapointe

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** fait part à la Chambre de la nouvelle de la mort de Mgr Eugène Lapointe, P.A. Cet éminent prélat a joué un rôle éminent non seulement dans la région de Chicoutimi, mais par toute la province et dans l'Église catholique canadienne. Il s'est spécialement occupé de la grande cause de l'éducation. Comme professeur d'abord, puis comme directeur et, plus tard, comme supérieur du Séminaire de Chicoutimi, dont il fit une institution de

haut savoir. Il a présidé pendant un demi-siècle au mouvement éducationnel chez nous.

Il a compris de très bonne heure le rôle du journalisme catholique et il fut l'un des fondateurs du journal de Chicoutimi, *Le Progrès du Saguenay*, dont l'influence est grande et qui s'est toujours intéressé aux nobles causes.

L'Église a reconnu ses mérites en le nommant protonotaire apostolique. Avec M. J.-E.-A. Dubuc, il a été le fondateur dans la province du syndicalisme catholique, mouvement qui n'a cessé de croître et de rendre service. En mon nom, au nom du député de Chicoutimi et de mes collègues, je présente au Séminaire et au diocèse de Chicoutimi nos plus sincères condoléances.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** s'unit de tout cœur à cet hommage formulé par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) à Mgr Lapointe. Cet homme grand et digne a laissé, dit-il, une œuvre qui a passé à travers toutes les tempêtes: le syndicalisme catholique, dont il a été l'âme dirigeante dans notre région jusqu'en ces dernières années. Il (M. Fillion) offre aux autorités religieuses de Chicoutimi et au Séminaire de cette ville l'expression de ses vives condoléances. En 50 ans, Mgr Lapointe a formé presque tous les hommes de profession et les prêtres de la région de Chicoutimi. Il laisse un souvenir qui ne s'effacera jamais.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mgr Lapointe a formé une grande partie du clergé du diocèse de Chicoutimi. Il était l'un des membres les plus éminents de ce clergé à qui nous devons tout. Il était remarquable, non seulement par son grand savoir et par ses grandes qualités de cœur et d'esprit, mais aussi par son admirable piété. Je suis certain qu'au ciel Mgr Lapointe continuera d'aider les œuvres auxquelles il avait consacré sa vie.

**M. Godbout (L'Islet):** Mgr Lapointe fut un modèle de distinction et de largeur d'esprit. Son zèle apostolique était admirable et l'empreinte de sa vie restera marquée sur toute la région où il a vécu pendant si longtemps. Il (M. Godbout) parle de ses activités en faveur de la classe ouvrière et du rôle qu'il a joué dans la fondation des syndicats catholiques qui, dit-il, ont été chez nous un élément modérateur et progressif. Mgr Lapointe fut le premier à penser aux ouvriers de sa race et à les inviter à entrer dans des syndicats de leur langue et de leur religion. Il (M. Godbout) offre ses condoléances aux syndicats catholiques et aux autorités religieuses du diocèse de Chicoutimi.

**M. Chaloult (Québec):** Mgr Lapointe fut une des rares figures éminentes de notre race.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** offre ses condoléances aux autorités religieuses de Chicoutimi pour la mort de Mgr Lapointe.

#### Travaux de la Chambre:

##### Comité du drapeau

**M. Chaloult (Québec)** pose une question au premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'intention du gouvernement et du trésorier provincial de convoquer une première séance du comité du drapeau, immédiatement après l'ajournement de Pâques.

#### Projets de loi:

##### Commission électrique municipale de Hull

**M. Larivière (Témiscamingue)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 établissant la Commission électrique municipale de Hull.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 26 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 27, qui se lit comme suit:

"27. La Commission peut placer toutes réserves ou autres fonds disponibles dans des valeurs émises par le gouvernement de la province ou garanties par lui ou dans des valeurs émises par la cité ou garanties par elle".

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** s'élève contre la suppression d'une partie de cette clause. La Commission pourra placer ses réserves ou autres fonds disponibles dans des valeurs émises par le gouvernement du Canada. L'article tel qu'amendé

limite les placements aux débentures de la province de la cité de Hull. C'est un autre dangereux précédent à créer dans la législation provinciale.

Ce gouvernement, qui se prétend le champion de l'autonomie et désireux de collaborer avec le gouvernement fédéral sur toutes les questions qui intéressent la population du Canada et du Québec, traite ensuite le gouvernement fédéral comme un gouvernement étranger et donne tous les jours un mauvais exemple d'empiètement sur les privilèges des autres corporations et leur impose ses vues sur le moyen d'administrer leurs affaires. Il refuse sa collaboration chaque fois qu'il a l'occasion de la manifester.

Je suis en faveur de l'autonomie de la province, mais je suis aussi citoyen canadien. Bien que je ne sois pas, dit-il, un défenseur de la centralisation, je suis d'avis que la ville de Hull devrait pouvoir acheter les obligations qu'elle souhaite, du dominion, de la province ou de la municipalité. Cette décision du premier ministre est à l'encontre de toute l'économie de nos lois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La question est simple. La ville de Hull veut acquérir cette partie des services de l'Ottawa Electric Company qui est dans ses limites. La ville a même demandé d'acheter ses propres débentures, et c'est un privilège que nous lui avons accordé. Nous lui avons donné le pouvoir de le faire de gré à gré ou par expropriation, mais elle demandait de placer ses surplus d'exploitation dans les obligations d'Ottawa ou de la province de Québec.

Les libéraux confondent le parti avec le pays. Nous ne nous attaquons pas à Ottawa. Dans l'exploitation des ressources d'une province, c'est naturel qu'on exige que les placements soient faits dans les débentures de la province. Cette clause est normale, parce que la ville de Hull est située dans la province et que les profits réalisés se seront à même les ressources naturelles de la province de Québec.

C'est tout simplement une affirmation de nos droits. De plus, nous donnons à Hull ce qu'elle n'a pas demandé. Nous lui avons donné, au lieu d'Ottawa, le droit de placer ces surplus dans les obligations de la ville de Hull. Des tentatives se font pour englober cette ville dans un district fédéral outaouais sur le modèle de Columbia aux États-Unis. Je puis dire que nous verrons à ce que la ville de Hull reste dans la province de Québec.

**M. Godbout (L'Islet)** parle dans le même sens que le député de Rivière-du-Loup. L'attitude du

premier ministre est très étrange. Sous prétexte de protéger les droits de la province, il porte sérieusement atteinte à l'autonomie de la ville de Hull. Il se demande pourquoi la Commission électrique municipale de Hull ne pourrait pas placer ses fonds en obligations du Canada. Il se demande en outre pourquoi la Législature de Québec lui impose une restriction en ce sens. Ce n'est pas une revendication des droits de la province, c'est la négation des droits de la corporation de la ville de Hull et je m'y oppose.

On écarte les placements dans les valeurs émises par le gouvernement du dominion. La situation financière de la ville de Hull est excellente. On aurait dû permettre à cette Commission de placer les surplus dans les obligations du dominion qui sont encore les débentures les mieux garanties en vente sur le marché canadien.

Je ne vois aucune raison pour restreindre ainsi les pouvoirs de la ville de Hull. Il s'agit d'une étroitesse d'esprit qui n'a pas sa place et dont le premier ministre ne devrait pas faire montre devant le reste du pays. En défendant notre autonomie, respectons celle des autres. Cessons donc de penser à Ottawa en termes rouges ou de bleus, quand il est question du gouvernement de notre pays.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il s'agit d'une situation bien spéciale. Hull est une ville de la province qui exploite des ressources de la province, et il convient que les surplus de la Commission soient placés dans des débentures de la province ou de la ville de Hull. Ce n'est pas la première fois qu'une clause semblable est mise dans la loi. D'ailleurs, j'aime mieux les débentures de la province que celles du fédéral.

Les débentures provinciales offrent plus de garanties parce que la dette de la province est la plus basse entre toutes celles des autres gouvernements du Canada; celle d'Ottawa est la plus élevée. Elle représente 20 fois la dette de Québec. Cela concerne des projets de développement qui appartiennent à la province de Québec. Et une délégation de Hull n'a certainement pas protesté lorsque nous avons remplacé les débentures du dominion par celles de la ville de Hull.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)**

s'objecte à l'inclusion de cette clause dans le bill. La province a un marché d'obligations moins considérable que celui du Canada. Si on a confiance aux commissaires, on doit leur laisser un peu de discrétion, et ils doivent avoir la latitude de placer

leur fonds dans des obligations municipales, provinciales ou fédérales. Le premier ministre fait preuve d'étroitesse d'esprit en leur imposant cette restriction. Apparemment, la clause en question indique bien la politique de son gouvernement.

L'article 27 est adopté.

Les articles 28 à 33, ainsi que le préambule, sont adoptés.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 111 sans l'amender.

**M. Larivière (Témiscamingue)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Petit Séminaire de Saint-Georges de Beauce**

**M. Poulin (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 172 constituant en corporation le Petit Séminaire de Saint-Georges de Beauce.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 172 sans l'amender.

**M. Poulin (Beauce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Sillery**

**M. Samson (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 constituant en corporation la cité de Sillery.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 146 sans l'amender.

**M. Samson (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Joseph-Aristide-Lionel Émond**

**M. Johnson (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 autorisant Joseph-Aristide-Lionel Émond, de la cité de Sorel, à pratiquer comme comptable public et lui conférant le titre de membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 178 sans l'amender.

**M. Johnson (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Convention sur les terres destinées aux anciens combattants et Pointe-Claire**

**M. Johnson (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 171 ratifiant une convention entre le directeur de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants et la ville de Pointe-Claire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 171 sans l'amender.

**M. Johnson (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Charte des Trois-Rivières**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Village de McMasterville**

**M. Johnson (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 concernant le village de McMasterville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Caisse nationale d'Économie**

**M. Johnson (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 concernant la Caisse nationale d'Économie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Charte de Verdun**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé par l'honorable représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) à la motion du représentant de Montréal-Verdun (M. Ross) proposant que le bill 124 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une troisième fois, et lequel amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "soit" par les suivants: "renvoyé de nouveau en comité plénier avec instructions de l'amender de façon à retrancher tout l'article 6 dudit bill 124 modifiant la charte de la cité de Verdun".

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Cette motion est inspirée par le député de Montréal-Verdun (M. Ross) qui a déjà d'ailleurs vivement combattu l'article en litige, tant à la Chambre qu'au comité des bills privés. Je félicite le député de Montréal-Verdun de sa ferme attitude et j'espère que

la Chambre respectera l'autonomie des contribuables. Il ne faut pas passer par-dessus la tête des électeurs qui ont approuvé un changement dans le mode des élections municipales de Verdun.

### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Dix pour cent seulement des électeurs de Verdun se sont prévalus de leur droit de vote, lors du référendum de 1945, ce qui signifie que 90 % n'étaient pas intéressés, et le problème a été renvoyé à la Législature pour y être réglé. Par suite de cela, il n'était que juste et raisonnable de se rendre aux demandes des propriétaires et de revenir à l'ancien système, les propriétaires étant les principaux payeurs de taxes dans Verdun comme ailleurs. On ne fait que revenir à un système qui prévaut par toute la province. Le conseil municipal m'a adressé une résolution de félicitations à la suite du changement fait au bill.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** s'élève contre la clause qui rend nulle la volonté exprimée en 1945, au cours d'un référendum décrété par la Législature elle-même, par une majorité des électeurs de Verdun. De plus, dit-il, l'acte du gouvernement est odieux, car aucune association des propriétaires de Verdun n'a demandé au premier ministre de changer le nouveau mode d'élection dans Verdun. La population est indignée et proteste contre l'acte du gouvernement. La résolution a été votée 4 contre 3.

Si l'échevin Pat Quinn, qui est décédé à Québec la semaine dernière, eût été là, le vote aurait été de 4 contre 4, et le maire Wilson aurait voté pour blâmer, et non féliciter l'Assemblée législative et le gouvernement, pour cette tentative de s'opposer à la volonté de la population de Verdun telle qu'exprimée par le scrutin de l'année dernière. Je veux protester encore une fois contre ce procédé qui consiste à ignorer la volonté exprimée librement par la population de Verdun. Il (M. Ross) remercie le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) qui a proposé l'amendement annulant ce qui a été fait la semaine dernière par le comité des bills privés de l'Assemblée législative. Il (M. Ross) demande le vote.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau,

Lemieux, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 31.

**Contre:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte, après division.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Loi pour réglementer la comptabilité**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 201 modifiant la loi pour réglementer la pratique de la comptabilité et de la vérification.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 201 sans l'amender.

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Bois des terres de la couronne<sup>1</sup>**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 24 relatif à l'utilisation du bois coupé sur les terres de la couronne.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que lorsqu'en raison de conditions industrielles, commerciales ou économiques particulières le lieutenant-gouverneur en conseil jugera dans l'intérêt du pays, de la province ou d'une région de la province qu'il soit dérogé à l'article 1 de la loi qui accompagne la présente résolution, il pourra restreindre, dans la mesure et aux conditions qu'il déterminera, l'application de cet article et autoriser le ministre des Terres et Forêts à émettre des permis à cet effet et aux conditions stipulées à l'article 3 de la loi qui accompagne la présente résolution.

Les ordres en conseil adoptés en vertu de cette résolution seront publiés dans la *Gazette officielle de Québec* dans les dix jours de leur sanction.

La loi ne sera pas appliquée en entier immédiatement. On commencera par obliger les compagnies à faire des rapports de leurs opérations. C'est après cela qu'on pourra fixer un maximum et un minimum. Dans le cas des scieries, les permis seront probablement gratuits, mais on verra à ce que le bois ne soit pas ouvré de façon qu'une partie puisse encore servir à faire du papier. Certaines compagnies coopèrent très bien, d'autres, comme la Compagnie Price, sont revêches.

Des mesures seront prises pour que les rapports donnent une idée exacte de la situation. Il y a beaucoup de différence entre l'exportation du papier et celui de la pulpe. Le papier est un produit fini, tandis que la pulpe sert à alimenter d'autres industries et à dégager d'autres forêts dont on se sert pour entrer en concurrence avec nous. Si une tonne de papier représente 100 % de l'ouvrage fait dans la province, une tonne de pulpe ne représente que 45 % à 55 %.

Il ne s'agit pas de construire une muraille de Chine, ni d'empêcher la collaboration entre les provinces, mais de mettre de l'ordre dans notre



maison. Je puis vous dire qu'il n'y aura pas de sabotage. Nous visons à assurer la stabilité d'une industrie très importante. Les gouvernements de l'Ontario ou du Nouveau-Brunswick, deux provinces où l'on exporte du bois de la province de Québec, seront consultés.

Le Nouveau-Brunswick a expédié 350,000 cordes de bois de pulpe aux États-Unis et le Québec a expédié la même quantité au Nouveau-Brunswick. Ça n'a pas de bon sens. Ce qu'on veut, c'est la collaboration des provinces, afin d'établir un *modus vivendi* convenable à tout le monde et une meilleure façon de protéger les intérêts de tous, et spécialement du Québec.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** rappelle à l'attention du premier ministre les rumeurs selon lesquelles les droits sur les permis de coupe seront augmentés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les taux des permis de coupe ont déjà été augmentés et sans doute que l'ordre en conseil apparaîtra dans la *Gazette officielle de Québec*, comme celui qui augmentait les loyers de terrain de \$8 à \$10 du pied carré. Ces nouveaux taux peuvent générer une augmentation de \$5,000,000 de revenus pour la province.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Le temps est mal choisi pour pareille augmentation, vu la hausse des salaires et la hausse probable des taux des chemins de fer. La main-d'œuvre a aussi augmenté de même que les taux de fret. Je crois que le gouvernement a eu tort.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ils sont stationnaires depuis 1920. Il est évident que la valeur des produits forestiers a augmenté considérablement depuis cette date. On a eu tort de ne pas les augmenter avant. C'est ridicule de ne pas l'avoir fait, et ça a causé des dommages.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Je demande que les permis soient meilleur marché pour l'Abitibi, où la situation est particulière.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les taux des permis d'exportation seront les mêmes dans chaque région sous les mêmes conditions. Tout sera calculé selon des bases définies.

La résolution est adoptée.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division. La résolution relative au bill 24 est agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée à un comité plénier chargé d'étudier le bill 24 relatif à l'utilisation du bois coupé sur des terres de la couronne.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Lorsqu'en raison de conditions industrielles, commerciales ou économiques particulières le lieutenant-gouverneur en conseil juge dans l'intérêt du pays, de la province ou d'une région de la province qu'il soit dérogé à l'article 1, il peut restreindre, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, l'application de cet article et autoriser le ministre des Terres et Forêts à émettre des permis à cet effet."

L'article est amendé en ajoutant:

"Les ordres en conseil adoptés en vertu de cette résolution seront publiés dans la *Gazette officielle de Québec* dans les dix jours de leur sanction."

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)<sup>2</sup>:** C'est quelque chose, mais ce n'est pas assez. C'est une amélioration, mais c'est un peu comme si l'on appelait les pompiers, quand la maison est en feu. Nous aurons connaissance du mal lorsqu'il aura été consommé.

On ne supprime pas le danger que nous avons signalé et nous ne serons pas plus renseignés. Nous savons comment le premier ministre sait rédiger ses ordres en conseil. L'arrêté en conseil ne nous dira pas en milliers de dollars ce que vaut l'exception faite en faveur de telle ou de telle compagnie, et le gouvernement continuera à être exposé à des tentations. Le gouvernement devrait établir des tarifs comme nous le lui avons demandé.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** demande au premier ministre de lui fournir des statistiques précises sur le chiffre des permis d'exportation de bois de pulpe accordés pendant l'année 1945-1946.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle des statistiques fédérales, qui incluent le bois coupé par les colons.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le département doit avoir les chiffres que je demande.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** L'amendement vaut certainement quelque chose, mais le danger d'arbitraire subsistera. Mieux vaudrait fixer dans la loi les conditions auxquelles les exemptions pourront être accordées. Je regrette que le gouvernement n'ait pas trouvé de formule plus précise.

**M. Dansereau (Argenteuil)** demande au premier ministre si le gouvernement va charger une base unitaire pour la corde de bois et quel revenu il compte retirer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un maximum et un minimum seront sûrement établis pour les tarifs qui seront chargés, mais il est impossible de fixer des règles précises, même avec la meilleure volonté du monde, à cause des conditions locales et des diverses circonstances qui peuvent se présenter, l'industrie forestière étant trop vaste et trop diversifiée. Notre seul but, c'est d'assurer à la province de Québec le plein bénéfice du rendement de ses ressources naturelles. Nous voulons que certaines compagnies se conforment aux lois, qu'elles réalisent leurs obligations et ne pillent pas nos forêts. Il y en a qui ne respectent pas leurs engagements.

Il (M. Duplessis) rappelle la réglementation que son premier gouvernement dut adopter en 1938, en période de chômage, pour limiter la production du papier à journal, afin d'éviter une surproduction

ruineuse pour l'industrie du papier à journal. Après la guerre, on a fait de la surproduction. Il (l'honorable M. Duplessis) dit que son gouvernement veut sauver l'industrie contre elle-même. Il expose les dangers de la surproduction et des coupes abusives à des époques, comme celle que nous traversons, où le papier est en grande demande sur tous les marchés du monde. Il y a une tendance à l'augmentation du volume des journaux, dit-il. S'il fallait répondre à toutes les demandes, nos forêts seraient ruinées en peu de temps.

À une certaine époque, les journaux ont craint que la compétition de la radio soit féroce, mais l'expérience a démontré que cette compétition n'est pas dangereuse. Il est reconnu que l'annonce dans les journaux est supérieure à l'annonce à la radio, car ce que l'on voit de ses propres yeux se grave mieux que ce qu'on entend. Dans les journaux, les marchands ont la possibilité de montrer des illustrations de robes et de costumes pour vendre aux femmes<sup>3</sup>. On voit des journaux publier à 270 pages pendant que d'autres sont obligés de refuser des annonces, faute de papier. Peut-être que cela ne me regarde pas, mais il est de mon devoir d'empêcher ces gens de ruiner les provinces pour ce qui est des forêts, avec leurs journaux du dimanche.

Il n'est pas question d'empêcher directement ou indirectement le développement normal de cette industrie. Il faut assurer un juste équilibre, empêcher l'accumulation des stocks et les coupes abusives, dans l'intérêt de l'industrie elle-même. Nous voulons laisser à l'industrie sa liberté, mais sans oublier que la liberté de l'un finit où commence celle du voisin. Nous voulons d'abord maintenir la permanence de la forêt et rendre justice à tout le monde. Voilà pourquoi nous avons présenté cette loi.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** demande s'il y aura ingérence dans les engagements actuels des compagnies qui opèrent dans la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je peux garantir qu'il n'y aura rien, aucun sabotage ni aucun procédé révolutionnaire pour nuire à la stabilité actuelle.

**M. Godbout (L'Islet):** En 1938, il y avait trop de production. Ce n'est pas la même chose dans le moment. Le gouvernement n'a pas besoin de ces pouvoirs extraordinaires pour prévenir les abus. Le gouvernement possède déjà, par la loi des terres et forêts, tous les pouvoirs nécessaires pour contrôler la production et empêcher les coupes abusives. Le

ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) a tous les pouvoirs. La seule portée de la présente loi, c'est de restreindre l'exportation d'une part, et d'accorder, d'autre part, des permis d'exportation aux conditions qu'on jugera bon de déterminer.

Ce qu'on veut, c'est de donner des permis de coupe à qui l'on voudra. Le projet de loi est dangereux parce qu'il abandonne à l'arbitraire du gouvernement le soin de déterminer ceux qui profiteront des exemptions prévues par la loi. On fera payer le minimum aux amis de l'Union nationale et le maximum aux libéraux. Cette loi placera la province de Québec dans une position difficile vis-à-vis des autres provinces. C'est pour cela qu'elle est dangereuse. Il est extrêmement dangereux de mettre nos ressources naturelles dans la possibilité de servir à des fins électorales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition n'a pas de mémoire. En 1935, à la veille des élections provinciales, il était alors ministre de l'Agriculture. Le gouvernement libéral passa alors une loi permettant au lieutenant-gouverneur en conseil d'augmenter en tout temps jusqu'à \$6<sup>4</sup> par corde, mais sans fixer de minimum, les droits de coupe payables par les compagnies qui possédaient déjà leurs permis.

**M. Godbout (L'Islet):** Avez-vous combattu cette loi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, et on va la rappeler. Cette loi donnait beaucoup plus de pouvoirs que la loi actuelle. Ces pouvoirs étaient beaucoup plus considérables que ceux que nous demandons.

**M. Godbout (L'Islet):** La loi dont parle le premier ministre a été votée en 1935 et il l'a combattue. Mais, lors du premier règne de l'Union nationale, elle ne fut pas rappelée, et le gouvernement ne l'a pas rappelée non plus depuis deux ans qu'il est au pouvoir. Sous le régime libéral, on augmentait les droits de coupe, mais également pour tout le monde. Ce n'est pas ce que prévoit la loi que la Chambre discute.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons abroger cette loi de 1935. Elle a été passée à la veille des élections par des gens qui ne pensent qu'à la caisse électorale et qui en parlent constamment.

**M. Godbout (L'Islet):** On parle souvent de la caisse électorale. C'est facile à expliquer. Tout le monde en parle. Si mon parti en parle, c'est parce que la question est dans l'air.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sa caisse est en l'air et son parti est à terre!  
(Rires de part et d'autre)

**M. Godbout (L'Islet):** Alors, faites des élections générales et nous verrons bien. Le changement qui s'opèrera sera suivi d'un long soupir de soulagement de toute la population.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le chef de l'opposition mette son siège en jeu. Je vais mettre le mien en jeu et nous verrons qui sera réélu.

**M. Godbout (L'Islet):** Avec des lois comme celle-là, le gouvernement verra qu'il ne sera pas facile de se faire réélire.

**M. Chaloult (Québec):** Le premier ministre vient, en donnant lecture de cette loi, de prononcer le plus fort réquisitoire contre le bill 24. Si ce n'était pas bien pour les libéraux de se faire donner les pouvoirs que donnait la loi de 1935, ce n'est pas mieux pour le gouvernement actuel de se faire octroyer des pouvoirs encore plus considérables. Si cette loi de 1935 était mauvaise, le gouvernement actuel ne devrait pas en proposer une autre de même nature. Ce n'est pas une justification que de dire que les adversaires ont fait pire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas la même chose. On était alors, en 1935, à la veille des élections.

**M. Chaloult (Québec):** Qui nous dit qu'on n'est pas à la veille des élections en ce moment? Ma caisse électorale, elle, est entre les mains du député de Saint-Sauveur (M. Hamel). Les noms des souscripteurs qui m'ont aidé dans mes élections sont entre les mains du député de Saint-Sauveur. Je suis prêt à publier cette liste dans les journaux, si le premier ministre veut faire de même. La nécessité de remplir la caisse électorale a corrompu notre politique électorale depuis 50 ans. Elle a corrompu notre peuple. C'est ce qui a permis que notre politique soit dirigée contre le peuple. Le gouvernement n'était qu'une façade; ce sont les puissances financières qui menaient. Ce sont les

étrangers qui nous dictent notre politique parce qu'ils paient le gros prix pour avoir ce droit.

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. La loi 1 George VI, chapitre 29, et le chapitre 95 des Statuts refondus, 1941, qui en reproduit le texte, sont abrogés."

L'article est amendé et se lit comme suit:

"6. La loi 1 George VI, chapitre 29, et le chapitre 95 des Statuts refondus, 1941, qui en reproduit le texte, ainsi que les chapitres 22, 25 et 26 George V, sont abrogés."

L'amendement est adopté.

L'article 6, ainsi amendé, est adopté.

L'article 7 est ajouté et se lit comme suit:

"7. Chaque article de la présente loi aura son effet à compter de la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation; cette date peut être différente pour chaque article."

Le nouvel article 7 est adopté et l'article suivant est, en conséquence, renuméroté.

L'article 8, ainsi que le préambule, sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 24 après l'avoir amendé.

Le bill tel qu'amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain):

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 24 intitulé: "Loi relative à l'utilisation du bois coupé sur les terres de la couronne", soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à supprimer toute possibilité de discrimination ministérielle envers les concessionnaires forestiers."

### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Cette motion n'a aucun sens, mais elle est conforme aux règlements de la Chambre.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lemieux, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 32.

**Contre:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford) Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et la motion principale "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 28 mars 1947

### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 33 modifiant la loi du salaire minimum;
- bill 42 concernant l'école d'agriculture des Clercs de Saint-Viateur, à La Ferme, dans le comté d'Abitibi;
- bill 45 modifiant la loi de la gazoline;
- bill 49 modifiant la loi des asiles d'aliénés;
- bill 108 concernant la corporation de la paroisse de Saint-Martin, Beauce;
- bill 109 modifiant la charte de la ville de La Prairie;
- bill 116 concernant la ville de Mont-Royal;
- bill 152 modifiant la charte de la ville de La Tuque;
- bill 158 relatif à la ville de Coaticook;
- bill 167 concernant le Bishop's College.

**M. l'Orateur** communique également à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 32 modifiant la loi des syndicats professionnels, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, à la page 2, dans les sixième et septième lignes du paragraphe "2a", les mots suivants:

"ou plus".

2. L'article 5 est modifié en remplaçant, à la page 4, dans la deuxième ligne de l'alinéa "c" du paragraphe "20a" les mots:

"sont des aubains"

par les mots suivants:

"ne sont pas des citoyens canadiens".

Aussi, le bill 121 conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Bruno, et à la corporation municipale du village de Saint-Bruno, et ratifiant et validant certains règlements faits par lesdites corporations et votés par leurs contribuables, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a. en biffant, dans la deuxième ligne, les mots suivants:

"(Annexe "A")";

b. en biffant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots suivants:

"(Annexe "B")";

c. en biffant, dans les huitième et neuvième lignes, les mots suivants:

"(Annexes "C" et "D")".

2. Et les annexes "A", "B", "C" et "D" sont biffées.

Aussi, le bill 141 concernant la succession de feu James McCready, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

"1. Les exécuteurs testamentaires, administrateurs ou fiduciaires de la succession de feu James McCready devront, dans un délai de soixante jours à compter de la sanction de la présente loi, liquider, payer ou distribuer en nature, aux petits-neveux et petites-nièces dudit feu James McCready, ses légataires universels en vertu de son dernier testament, par parts égales, quinze pour cent du capital de ladite succession, calculé à la valeur du marché le jour que la présente loi entrera en vigueur."

2. L'article 2 est biffé.

3. L'article 3, qui devient l'article 2, est modifié en biffant, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes, les mots suivants:

"sur le certificat desdits petits-neveux et petites-nièces du testateur".

4. L'article 4 devient l'article 3.

5. Et l'annexe est biffée.

Aussi, le bill 156 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié à la page 2:

a. en biffant, dans la douzième ligne, le mot:

"pas";

b. en remplaçant, dans la douzième ligne, le mot:

"aucun"

par le mot:

"aucuns".

2. L'article 3 est modifié en ajoutant, à la fin dudit article, le paragraphe suivant:

"La cité paiera en outre une compensation de \$800.00 à la municipalité du canton d'Orford en deux versements, le premier devenant dû le 1<sup>er</sup> juillet 1948 et le second le 1<sup>er</sup> juillet 1949."

3. L'article 5 est modifié dans la version anglaise seulement.

### Projets de loi:

#### Loi des syndicats professionnels

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 32 modifiant la loi des syndicats professionnels.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### Saint-Bruno

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 121 conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Bruno, et à la corporation municipale du village de Saint-Bruno, et ratifiant et validant certains règlements faits par lesdites corporations et votés par leurs contribuables.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### Succession de James McCready

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 141 concernant la succession de feu James McCready.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### Charte de Sherbrooke

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 156 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### Caisses populaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 43 pour collaborer au succès des caisses populaires.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose: Attendu qu'en 1937, par la loi 1 George VI, chapitre 92, la Législature a autorisé le gouvernement à accorder aux fédérations des caisses populaires Desjardins une subvention annuelle de quarante mille dollars pendant cinq ans;

Attendu que cette aide a efficacement contribué à l'expansion de ce salubre mouvement coopératif et à la constitution d'importants capitaux pour répondre aux besoins du crédit populaire;

Attendu qu'il y a lieu de continuer cette assistance à une œuvre aussi éminemment sociale et nationale;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux conditions qu'il déterminera, à toute fédération de syndicats coopératifs de crédit, communément appelés "caisses populaires Desjardins", constituées en vertu de l'article 49 de la loi des syndicats coopératifs de Québec, ou à tout groupement de telles fédérations, une ou des subventions payables à même le fonds consolidé du revenu et n'excédant pas en tout quatre-vingt-dix mille dollars par année, pendant une période de trois ans.

2. Que le ministre de l'Agriculture soit autorisé à signer, au nom du gouvernement, tout contrat requis pour l'exécution des décrets du lieutenant-gouverneur en conseil adoptés en vertu de la résolution 1.

3. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Les résolutions sont adoptées.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 pour collaborer au succès des caisses populaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill a pour objet de porter de \$40,000 à \$90,000 la subvention annuelle accordée par le gouvernement aux fédérations des caisses populaires Desjardins.

**M. Godbout (L'Islet)** n'y voit aucune objection. La subvention, qui était autrefois de \$20,000, avait été portée à \$40,000, en 1937.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Loi des compagnies de fidéicommis

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 modifiant la loi des compagnies de fidéicommis soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi a pour but de placer les compagnies de fiducie sur le même pied que les compagnies d'assurance, en ce qui concerne les immeubles acquis en paiement d'une dette.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 51 modifiant la loi des compagnies de fidéicommis.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Que l'article 38 de la loi des compagnies par fidéicommis (Statuts refondus, 1941, chapitre 284) soit remplacé par le suivant:

"38. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe chaque année la somme que les compagnies enregistrées doivent verser au trésorier de la province pour payer les dépenses du bureau de l'inspecteur des compagnies par fidéicommis.

"Cette somme est prélevée sur chaque compagnie proportionnellement à ses revenus bruts de l'année précédente relatifs à ses opérations dans la province. Le certificat du trésorier de la province est péremptoire quant au montant que chaque compagnie doit payer en vertu du présent article."

Adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée à un comité plénier chargé d'étudier le bill 51 modifiant la loi des compagnies de fidéicommis.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 51 modifiant la loi des compagnies de fidéicommis.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:  
"[[2. L'article 38 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"38. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe chaque année la somme que les compagnies enregistrées doivent verser au trésorier de la province pour payer les dépenses du bureau de l'inspecteur des compagnies par fidéicommis.

"Cette somme est prélevée sur chaque compagnie proportionnellement à ses revenus bruts de l'année précédente relatifs à ses opérations dans la province. Le certificat du trésorier de la province est péremptoire quant au montant que chaque compagnie doit payer en vertu du présent article.]]"

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il s'agit d'un remboursement.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a étudié le bill 51, sans l'amender.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des assurances**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 modifiant la loi des assurances de Québec concernant le Bureau de l'inspecteur des sociétés de secours mutuels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 52 modifiant la loi des assurances de Québec concernant le Bureau de l'inspecteur des sociétés de secours mutuels.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Que la loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 257, le suivant:

"257a. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe chaque année la somme que les sociétés de secours mutuels enregistrées doivent verser au trésorier de la province pour payer les dépenses du Bureau de l'inspecteur des sociétés de secours mutuels.

"Cette somme est prélevée sur chaque société de secours mutuels proportionnellement aux cotisations ou primes nettes, moins les ristournes ou dividendes accordés, perçus au cours de l'année précédente des membres résidant dans la province.

"Le certificat du trésorier de la province est péremptoire quant au montant que chaque société de secours mutuels doit payer en vertu du présent article."

Adopté.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division.



Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 52 modifiant la loi des assurances de Québec concernant le Bureau de l'inspecteur des sociétés de secours mutuels.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 52 modifiant la loi des assurances de Québec concernant le Bureau de l'inspecteur des sociétés de secours mutuels.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 256 de la loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299) est modifié en remplaçant, dans les première, deuxième et troisième lignes, les mots "À l'exception des sociétés de secours mutuels ou charitables autorisées par la puissance du Canada, toutes" par le mot "Toutes"."

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Les sociétés de secours mutuels se sont grandement multipliées et il est bon qu'elles soient soumises à l'inspection. Je profite de l'occasion pour louer M. Georges Lafrance, surintendant des assurances. Grâce à sa sage direction, dit-il, les Canadiens français ont fait des progrès énormes dans le domaine des assurances en ces dernières années.

Par ce bill, nous reprenons les droits de la province en assujettissant à l'inspection les sociétés de secours mutuels autorisées par le fédéral. Ottawa a pris tous les moyens à sa disposition pour envahir les droits provinciaux en matière d'assurance. De 1881 à 1943, les provinces ont lutté devant les tribunaux pour le maintien des droits provinciaux en matière d'assurance et elles ont réussi. En 1940, Ottawa a tenté de faire amender l'article 16 de l'Acte des revenus en temps de guerre pour appliquer une taxe aux compagnies d'assurance licenciées par les provinces et non par le dominion. Le fédéral a tenté à plusieurs reprises d'empiéter sur les droits des provinces.

Je suis heureux de reconnaître que le procureur général d'alors, l'honorable Wilfrid Girouard, a été le premier à se dresser contre cet empiètement du fédéral dans ce domaine. Il a fait

attaquer cet empiètement devant la Cour suprême. La loi a été soumise à la Cour suprême et Me Aimé Geoffrion, de regrettée mémoire, a fait triompher le point de vue de la province à Ottawa. La province de Québec gagna son point. La Cour suprême a décidé que la loi fédérale était inconstitutionnelle.

Un appel a été interjeté au Conseil privé qui a non seulement maintenu le jugement, mais admonesté le gouvernement du Canada en disant qu'il n'avait pas le droit d'empiéter sur le domaine des assurances. Le Conseil privé, qui avait déjà décidé à plusieurs reprises que seules les provinces avaient juridiction en matière d'assurance, a refusé le droit d'appel en laissant entendre au fédéral que les droits des provinces étaient définitivement reconnus. Nous prenons avantage de ce droit. Par notre bill, nous affirmons les droits de la province en disant que même les sociétés de secours à charte fédérale seront soumises à l'inspection provinciale.

**M. Godbout (L'Islet)** est heureux de cette reconnaissance tardive de la ferme attitude de son gouvernement. Le trésorier provincial le reconnaît aujourd'hui et je pense avoir établi, quand nous étions à l'administration, que la province ne doit rien céder de ses droits et que le gouvernement libéral a toujours défendu jalousement l'autonomie du Québec dans un domaine d'importance majeure, celui des assurances. Nous devons batailler pour garder notre autorité sur cette question. Mon gouvernement a également veillé sur nos droits dans le domaine du travail et de l'éducation. Ce sont là trois domaines où il faut constamment surveiller toute tentative d'empiètement de la bureaucratie fédérale à cause de leurs répercussions sur notre vie économique. C'est dans ce domaine économique que l'on va chercher le soutien moral et spirituel d'un peuple.

Comme le trésorier l'a dit, l'honorable juge Girouard a été le premier à lutter dans cette cause et le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a continué la lutte contre les bureaucraties d'Ottawa, qui ne cessent de vouloir empiéter sur les droits provinciaux dans le domaine des assurances. L'acte que pose aujourd'hui le gouvernement n'est peut-être pas d'une portée considérable, mais je reconnais qu'il raffermit nos droits. En autant que l'acte posé aujourd'hui par le gouvernement est une affirmation de nos droits, j'en suis.

J'invite le gouvernement à lutter contre tout empiètement du fédéral. Il peut compter que l'opposition sera toujours heureuse de collaborer avec lui à ce propos. L'insistance que met la

bureaucratie fédérale à vouloir s'introduire dans le domaine des assurances est une preuve de l'importance de ce domaine.

**M. Chaloult (Québec):** Je suis heureux d'approuver les paroles du chef de l'opposition et de le féliciter de son geste. Je me réjouis de son attitude au sujet de la conservation de nos droits en matière d'assurance. Je lui demande, dit-il, de toujours avoir une attitude aussi ferme pour protester et lutter contre les empiètements du fédéral. Cette collaboration entre les deux côtés de la Chambre pour maintenir les droits provinciaux devrait se manifester plus souvent.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

[[ "2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 257, le suivant:

"257a. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe chaque année la somme que les sociétés de secours mutuels enregistrées doivent payer au trésorier de la province pour payer les dépenses du Bureau de l'inspecteur des sociétés de secours mutuels.

"Cette somme est prélevée sur chaque société de secours mutuels proportionnellement aux cotisations ou primes nettes, moins les ristournes ou dividendes accordés, perçus au cours de l'année précédente des membres résidant dans la province.

"Le certificat du trésorier de la province est péremptoire quant au montant que chaque société de secours mutuels doit payer en vertu du présent article." ]]

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup), M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges) et M. Godbout (L'Islet)** déplorent que le gouvernement, en prenant avantage d'une victoire constitutionnelle et autonomiste remportée par le Parti libéral devant les tribunaux, s'empresse d'imposer une taxe nouvelle.

**M. Godbout (L'Islet):** Par le deuxième article de ce projet, c'est une petite taxe qu'on impose aux mutuelles. Je vois que le gouvernement veut garder sa réputation de taxeur. Je n'y vois pas d'objection jusqu'aux prochaines élections. Elle disparaîtra après les prochaines élections.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pour ma part, je m'oppose à l'imposition de cette taxe aux sociétés de secours mutuels. Il s'agit encore d'un nouvel impôt.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** C'est une nouvelle répartition de l'impôt.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Auparavant, les sociétés de secours mutuels ne payaient pas de droits d'inspection et elles en paieront à l'avenir. C'est, par conséquent, une nouvelle taxe. Si le gouvernement anticipe des revenus de \$150,000,000, il ne devrait pas augmenter les taxes. Les cris du premier ministre pour l'autonomie ne font plus d'impression car, malheureusement, l'autonomie semble se borner à ses yeux à un simple droit de taxer et surtaxer. Le gouvernement mérite son nom de "Régime de taxeux".

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** Je m'oppose au nom des cultivateurs à l'article du bill qui taxe les sociétés de secours mutuels. Ces derniers viennent de fonder une mutuelle de secours sur laquelle ils seront obligés de payer les frais d'inspection. C'est une grave injustice.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une nouvelle taxe, mais une répartition plus juste des frais d'inspection. Les mutuelles bénéficient comme les autres de l'inspection, qui donne plus de valeur et de crédit à leurs bilans. Il n'est que juste qu'elles paient leur part comme les autres compagnies.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 52 sans l'amender.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Cours de jeunes délinquants

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48

concernant le greffe des Cours de jeunes délinquants soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 48 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1947-1948

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait l'éloge de son collègue le ministre des Terres et des Forêts (l'honorable M. Bourque), retenu chez lui par la maladie depuis quelques mois. À l'occasion de Pâques, la Chambre ferait un beau geste à son endroit en votant tous ses crédits, sauf trois, quitte à discuter plus tard le budget en son entier, si nécessaire. Nous pourrions lui écrire pour lui annoncer cette nouvelle. Je suis sûr que ce geste lui plaira.

**M. Godbout (L'Islet)** fait l'éloge du ministre des Terres et des Forêts (l'honorable M. Bourque). Il lui souhaite un prompt rétablissement. Cependant, bien que le premier ministre le remplace, il ne connaît pas le département comme le ministre lui-

même et ne donne pas d'aussi bonnes garanties. Il préfère attendre son retour pour lui voter tout son budget parce que le ministre est plus à même de le renseigner sur l'administration de son département. Toutefois, pour lui faire plaisir, il se dit prêt à voter un poste du budget sans discussion.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** invite le premier ministre à parler de l'état de santé du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) se rétablit rapidement. Son médecin lui prédit qu'avant longtemps, sa santé sera meilleure que jamais. Il pourra bientôt reprendre ses fonctions.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 113 pour autoriser l'Institut des comptables agréés de Québec, à admettre Henri-A. Martin, de Rimouski, à l'exercice de la profession de comptable et de vérificateur;
- bill 120 concernant la ville de Val d'Or;
- bill 130 autorisant E.-Ludger Boulet, de la cité de Québec, à pratiquer comme comptable public et lui conférant le titre de membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;
- bill 137 concernant la ville de Saint-Joseph-de-Sorel;
- bill 139 concernant le droit de certaines personnes d'être admises comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec;
- bill 142 fixant l'évaluation municipale des immeubles de la Manufacture de laine de Saint-Camille de Bellechasse, limitée;
- bill 151 concernant la ville d'Acton Vale;
- bill 153 concernant l'Association des médecins de langue française du Canada;
- bill 159 agrandissant le territoire de la municipalité du village de la Station-du-Coteau;
- bill 164 concernant Alfred Lafond;
- bill 170 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marcel Gaumond à la pratique de la profession.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### Sanction royale

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture.

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- 32 Loi modifiant la loi des syndicats professionnels;
- 33 Loi modifiant la loi du salaire minimum;

37 Loi modifiant la loi des compagnies de Québec relativement à la tenue de certains livres;

38 Loi modifiant le Code municipal;

40 Loi modifiant la loi des cités et villes;

42 Loi concernant l'école d'agriculture des Clercs de Saint-Viateur, à La Ferme, dans le comté d'Abitibi;

45 Loi modifiant la loi de la gazoline;

49 Loi modifiant la loi des asiles d'aliénés;

101 Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Arthur Patrick Wickham à l'étude de la profession de notaire et à régulariser sa cléricature;

102 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Irving William Sloane à l'exercice de l'art dentaire après examen;

103 Loi concernant l'adoption de Joseph-Jacques-Alcide Roy;

108 Loi concernant la corporation de la paroisse de Saint-Martin, Beauce;

109 Loi modifiant la charte de la ville de La Prairie;

113 Loi pour autoriser l'Institut des comptables agréés de Québec à admettre Henri-A. Martin, de Rimouski, à l'exercice de la profession de comptable et de vérificateur;

116 Loi concernant la ville de Mont-Royal;

120 Loi concernant la ville de Val d'Or;

121 Loi conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Bruno, et à la corporation municipale du village de Saint-Bruno, et ratifiant et validant certains règlements faits par lesdites corporations et votés par leurs contribuables;

126 Loi pour valider le titre de Jas. A. Ogilvy's, Limited, à un emplacement situé dans le quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal;

127 Loi ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Plessisville, dans le comté de Mégantic et des commissaires d'écoles de la municipalité du village de Plessisville, et certains contrats passés entre eux et la Coopérative centrale des producteurs de lin du Québec;

130 Loi autorisant E.-Ludger Boulet, de la cité de Québec, à pratiquer comme comptable public et lui conférant le titre de membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

132 Loi modifiant et refondant la loi constituant en corporation Les Sœurs de Miséricorde de Montréal;

137 Loi concernant la ville de Saint-Joseph-de-Sorel;

138 Loi pour autoriser la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Marcel Laurin à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire après examen et à régulariser son brevet de cléricature;

139 Loi concernant le droit de certaines personnes d'être admises comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec;

141 Loi concernant la succession de feu James McCready;

142 Loi fixant l'évaluation municipale des immeubles de la Manufacture de laine de Saint-Camille de Bellechasse, limitée;

151 Loi concernant la ville d'Acton Vale;

152 Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque;

153 Loi concernant l'Association des médecins de langue française du Canada;

156 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

158 Loi relative à la ville de Coaticook;

159 Loi agrandissant le territoire de la municipalité du village de la Station-du-Coteau;

160 Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est et ratifiant certains règlements et contrats;

162 Loi pour modifier le chapitre 110 de la loi 10 George VI, 1946;

164 Loi concernant Alfred Lafond;

167 Loi concernant le Bishop's College;

170 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Marcel Gaumond à la pratique de la profession;

173 Loi modifiant la charte de Montreal Tramways Company.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

## Travaux de la Chambre:

### Vœux pour le congé de Pâques<sup>5</sup>

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Joyeuses Pâques à toute la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
et **M. Godbout (L'Islet)** se souhaitent mutuellement de joyeuses Pâques.

**Les députés** se répètent ces vœux.

## Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose que, la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée au mardi, 8 avril, à trois heures.  
Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

## NOTES

1. *La Presse* du 29 mars 1947, à la page 51, précise que durant les discussions relatives à ce bill "de part et d'autre, on a su garder le sourire, malgré la fatigue accumulée d'une grosse semaine de travail".

2. Ce débat sur le principe de la loi se déroule avant que les députés ne tiennent le comité plénier, selon *Le Soleil* du 29 mars 1947, à la page 8.

3. *The Gazette* du 29 mars 1947, à la page 2, souligne que des explications sont données par notre "célibataire premier ministre".

4. *Le Devoir* du 29 mars 1947, à la page 3, dit plutôt "\$8.00".

5. Il est alors peu avant 5 heures, selon *L'Événement-Journal* du 29 mars 1947, à la page 1.



## Première séance du mardi 8 avril 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Club  
Laval-sur-le-Lac**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition du club Laval-sur-le-Lac, demandant l'adoption d'une loi concernant le club Laval-sur-le-Lac, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- du club Laval-sur-le-Lac, demandant l'adoption d'une loi concernant le club Laval-sur-le-Lac (M. Tellier).

**Succession de  
William Thomas Newcomb**

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu William Thomas Newcomb et validant le titre de ladite succession à un emplacement situé dans la cité de Montréal, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu William Thomas Newcomb et validant le titre de ladite succession à un emplacement situé dans la cité de Montréal (M. Jolicoeur).

## Rapports des comités permanents:

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Marino Paperelli et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Casa d'Italia - Maison d'Italie;

- de La Congrégation des Filles de Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi constituant en corporation La Congrégation des Filles de Jésus;

- de George Vassili Candris, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de l'art dentaire, après examens;

- de l'Hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des religieux de Sainte-Croix, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de Les religieux de Sainte-Croix;

- des révérends frères Ferdinand Meloche et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant une nouvelle corporation sous le nom de La corporation des Frères de Sainte-Croix.

**M. Ducharme (Laviolette):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 163 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières;

- bill 140 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

**Projets de loi:****Casa d'Italia**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 174 constituant en corporation Casa d'Italia - Maison d'Italie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de  
l'Hôpital Sainte-Justine**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 180 modifiant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**La Congrégation des  
Filles de Jésus**

**M. Caron (Maskinongé)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 182 modifiant la loi constituant en corporation La Congrégation des Filles de Jésus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**George Vassili Candris**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 181 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre George Vassili Candris à l'exercice de l'art dentaire après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**La corporation  
des Frères de Sainte-Croix**

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 177 constituant en corporation La corporation des Frères de Sainte-Croix.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Les religieux  
de Sainte-Croix**

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 179 modifiant la charte de Les religieux de Sainte-Croix.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Office  
du crédit agricole**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 concernant les fonctions de régisseurs de l'Office du crédit agricole du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**École de  
médecine vétérinaire**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 57 autorisant l'établissement d'une école provinciale de médecine vétérinaire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Belleterre Quebec Mines,  
Limited**

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 50 autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Quebec Mines, Limited.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la  
Régie provinciale  
de l'électricité**

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 61 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Séminaire  
de Joliette**

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 55 concernant le Séminaire de Joliette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.



**Orphelinat  
Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau**

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 56 concernant l'orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôpital  
Saint-Michel Archange**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 58 concernant l'Hôpital Saint-Michel Archange.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
véhicules automobiles**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 59 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
valeurs mobilières**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 60 modifiant la loi des valeurs mobilières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Demande et dépôt de documents:**

**Achats  
de machines à écrire**

**M. Sylvestre (Berthier)** propose qu'il soit déposé, sur le bureau de la Chambre, un état montrant:

1. Quelles marques de machines à écrire le gouvernement provincial a achetées depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1947?
2. De quelle maison il a fait ces achats?
3. Combien de machines à écrire le gouvernement provincial a fait réparer depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1947?
4. Par qui ces réparations ont été effectuées?
5. Le coût de chacune de ces réparations?

6. Si le gouvernement provincial a acheté des machines à polygraphier et à additionner depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1947.

Dans l'affirmative:

- a. De qui il les a achetées?
- b. Le coût de chacune de ces machines?
- c. Le montant total de ces achats?

7. Si le gouvernement a fait réparer des machines à polygraphier et à additionner depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1947.

Dans l'affirmative:

- a. Par qui elles ont été réparées?
- b. Le coût de chacune de ces réparations?
- c. Le montant total de ces réparations?

Adopté.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit état. (Document de la session no 26)

**Projet hydroélectrique  
à Shawinigan**

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le gouvernement de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1946 jusqu'à date, relativement au développement projeté par Shawinigan Water & Power Co., à Shawinigan Falls.

Adopté.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à ladite adresse. (Document de la session no 27)

**Questions et réponses:**

**Permis de vente d'alcool  
émis par la Commission des liqueurs**

**M. Dumoulin (Montmorency):** Combien de licences, pour la vente de la bière, et des liqueurs alcooliques dans les tavernes, grills, restaurants et hôtels, la Commission des liqueurs de Québec avait-elle émises dans chacune des villes de la province?

- a. Au 1<sup>er</sup> janvier 1944?
- b. Au 1<sup>er</sup> janvier 1945?
- c. Au 1<sup>er</sup> janvier 1946?
- d. Au 1<sup>er</sup> janvier 1947?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Tous les permis accordés par la Commission des liqueurs sont mentionnés dans le rapport annuel et officiel de la Commission des liqueurs. Les réponses demandées aux paragraphes *a. b. et c.* sont données au rapport annuel de ladite Commission pour les années 1943-1944, 1944-1945 et 1945-1946.

Quant aux renseignements demandés au paragraphe *d.*, ils seront contenus dans le rapport de la Commission des liqueurs qui sera publié prochainement, et nous les mentionnons ci-après:

*District de Montréal*

	<i>Cité</i>	<i>District</i>
Auberges .....	8	327
Hôtels .....	21	304
Cafés .....	86	3
Restaurants .....	32	11
Bateaux .....	4	.....
Wagons-restaurants .....	14	.....
Clubs .....	36	75
Épiceries .....	857	429
Tavernes (y compris tavernes dans hôtels et auberges) .....	314	144
Brasseries .....	5	.....

*District de Québec*

Tavernes .....	62	42
Épiceries .....	277	265
Restaurants .....	33	4
Cafés .....	16	.....
Clubs .....	16	36
Hôtels .....	9	108
Auberges .....	1	113
Brasseries .....	1	.....

**Personnel de  
l'Office provincial de publicité**

**M. Sylvestre (Berthier):** 1. Quels étaient, le 15 mars 1947, les noms des personnes faisant partie de l'Office provincial de publicité?

2. Quel était le traitement annuel de chacune de ces personnes?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les renseignements demandés par cette question sont inclus chaque année dans les documents et les arrêts

ministériels produits et déposés en Chambre, à chaque session.

**Victor Trépanier**

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** 1. Du 1<sup>er</sup> septembre 1945 au 1<sup>er</sup> mars 1947, a-t-il été payé quoi que ce soit à M. Victor Trépanier par un des départements, offices, commissions ou régies de l'administration provinciale?

2. Dans l'affirmative, le département du procureur général a-t-il confié des causes à M. Trépanier?

3. Quels sont les noms de ces causes?

4. Quels sont la date et le montant de chaque paiement fait à M. Victor Trépanier, à titre d'honoraires?

5. Quel est le montant des honoraires qui restaient dus à M. Victor Trépanier le 15 mars 1947?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, aucun montant n'a été payé à M. Victor Trépanier.

**Projets de loi:**

**Belleterre Quebec Mines, Limited**

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 50 autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Quebec Mines, Limited.

Adopté.

**Séminaire de Joliette**

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 55 concernant le Séminaire de Joliette.

Adopté.

**Orphelinat**

**Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau**

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au

bill 56 concernant l'orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau.

Adopté.

#### **École de médecine vétérinaire**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 57 autorisant l'établissement d'une école provinciale de médecine vétérinaire.

Adopté.

#### **Hôpital Saint-Michel Archange**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 58 concernant l'Hôpital Saint-Michel Archange.

Adopté.

#### **Loi de la Régie provinciale de l'électricité**

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 61 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité.

Adopté.

#### **Voies et moyens:**

##### **Débat sur le budget 1947-1948**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 25 mars courant, sur la motion de l'honorable représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)<sup>1</sup>:** Il y a eu deux discours sur le budget. Le discours que le trésorier a prononcé, le 25 mars dernier, était en réalité le second discours sur le budget, une conférence, puisque le premier ministre

avait décidé, une semaine auparavant, de confier aux courriéristes parlementaires et non pas aux députés, ce qui est contraire aux coutumes parlementaires, au cours d'une conférence de presse, les faits principaux de la politique financière du gouvernement. On a fait part aux journaux de la politique financière du gouvernement avant d'en faire part à la Chambre. Je proteste contre cette façon de procéder. C'est une atteinte aux droits et prérogatives des représentants du peuple.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre! Je n'ai pas fait de discours. Dans cette conférence de presse, j'ai simplement dit qu'il n'y aurait pas d'impôt provincial sur le revenu, étant donné que l'impôt fédéral était déjà ruineux pour les contribuables.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le premier ministre a dit plus que cela. Il a dit qu'il fondait sa politique financière sur celle du premier ministre Drew de l'Ontario. Il a dit qu'il suivait aveuglément son maître. Est-ce un bon maître pour notre premier ministre, le colonel Drew? Qui est M. Drew? C'est l'homme qui, en parlant des allocations familiales, a attaqué durement la province de Québec dans un discours en disant: "Pas de traitement de faveur pour Québec qui n'a pas fait sa part dans la guerre". Il (M. Mathewson) cite des discours du premier ministre Drew dans lesquels celui-ci prétend que le gouvernement fédéral favorise Québec au détriment des autres provinces. Il cite d'autres affirmations de M. Drew où il se dit plus favorable au développement des provinces de l'Ouest, des Maritimes et de la Colombie-Britannique, qu'à celui du Québec. M. Drew n'aurait jamais dû traiter ainsi ses compatriotes de la province de Québec.

(Applaudissements à gauche)

Enfin, le deuxième discours sur le budget a été prononcé le 25 mars par le trésorier provincial. Mais c'est plutôt un pamphlet politique qu'un discours sur le budget. Dans son discours, le trésorier m'a demandé de ne citer que des faits dans ma réponse. Qu'a-t-il cité des faits authentiques lui-même? Voyons son long discours. Dans ce volumineux texte de 112 pages, on trouve des considérations historiques qui n'ont absolument rien à faire avec la situation financière de la province. On y trouve aussi d'abondantes félicitations à l'adresse du premier ministre et l'Union nationale.

Quant au reste, c'est une inintelligible agglomération de chiffres qu'un comptable chinois

serait incapable de comprendre. Ça n'a ni système, ni principes. C'est bourré de contradictions et de chiffres qui ne tiennent pas debout, et que même le trésorier lui-même ne comprend pas. Je n'ai pas aimé ce discours, ni rien dans ce discours, et je n'ai pas une grande confiance dans ces prétentions.

Le trésorier a fait grand état du fait que 1946 marquait le centenaire de l'institution de notre système actuel de l'instruction publique et que le gouvernement a voulu faire de cette année-là l'année de l'éducation, en doublant le budget mis à la disposition de l'enseignement. Ce que nous devons célébrer, malheureusement, ce n'est pas notre émancipation scolaire. La vérité est que ce fut l'enterrement de la liberté de l'éducation dans la province de Québec.

(Applaudissements à gauche)

Qu'est-ce que le gouvernement actuel a fait pour l'éducation? Il a exercé une mainmise sur l'enseignement de deux façons. D'abord, il a assumé les dettes des commissions scolaires en les forçant à quêter des permissions du gouvernement chaque fois qu'elles voudront bâtir des écoles ou augmenter les salaires de famine des instituteurs et institutrices. Il en a fait des débitrices du gouvernement. Et l'on sait que le débiteur est toujours l'esclave de son créancier. Les commissions scolaires ne peuvent plus vivre si elles ne se soumettent pas à la volonté du gouvernement. Ensuite, le gouvernement a pris le contrôle de nos écoles et même de la nomination de la majorité des commissaires des commissions scolaires de Québec et de Montréal. Désormais, si les commissions scolaires veulent vivre, il faudra qu'elles se soumettent à la volonté de l'État.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je ne veux pas interrompre, mais le député n'a pas le droit de discuter des lois qui sont devant le Conseil législatif. Le problème de la réorganisation de la Commission des écoles catholiques de Montréal a fait l'objet d'un bill qui a été discuté en Chambre, à cette session-ci, et le débat sur cette question est clos.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je comprends l'inquiétude du premier ministre pour ses bills 8 et 9. Il y a cent ans, MacAulay disait que les Écossais devraient être plus instruits que les Anglais pour mieux réussir. Nous voulons la même chose pour les Canadiens de notre province.

(Applaudissements)

Ce qu'il nous faut, c'est une jeunesse mieux instruite que les autres; le gouvernement actuel, lui, songe avant tout à faire de la politique avec

l'éducation. Pour assurer le progrès de l'instruction, il faut la libérer de la politique. Ce n'est pas ce que fait le gouvernement. Au contraire, il assume des pouvoirs qui appartiennent de droit aux pères de famille. Il (M. Mathewson) reproche au gouvernement de faire fi des droits des parents en matière éducationnelle.

Messieurs du gouvernement, cessez de vous emparer de l'éducation pour la restreindre. Ce ne sont pas les ministres, mais les pères de famille qui doivent contrôler l'éducation des enfants. Le trésorier a dit que les Canadiens riches ne peuvent léguer d'argent à nos institutions d'enseignement à cause des trop lourds impôts sur leurs successions. La vérité: ils peuvent léguer 50 % de leur fortune et il n'y a pas d'impôt sur ces legs.

Le trésorier provincial a l'air de dire qu'il ne reste plus rien à faire dans le domaine de l'éducation, car il dit dans son discours que, si la chose était nécessaire pour assurer le progrès de l'éducation, il recommanderait de nouvelles taxes. Cette affirmation laisse entendre que nous avons atteint le maximum d'efficacité dans l'enseignement, alors que les besoins sont immenses, dans les campagnes surtout. Tout est loin d'être parfait en ce domaine. Il y a des besoins immenses à satisfaire. Les instituteurs et les institutrices reçoivent encore des salaires de famine. Partout, il y a des écoles à bâtir.

Si vraiment on a assumé \$78,000,000 de dettes scolaires, la dette de la province a dû être augmentée d'autant. Mais, de toute façon, cette opération financière ne donne pas d'écoles et ne donne pas de salaires aux instituteurs et aux institutrices.

Le trésorier a dit que la province dépense \$24 par tête de population adulte pour l'éducation et il a comparé cela avec New York, Boston, etc. La vérité: on ne compare pas une province avec de grandes cités.

Le trésorier n'est pas sérieux quand il se porte à la défense du principe que toutes les dépenses doivent être soumises aux contrôles des députés. Le gouvernement a donné un bien mauvais exemple sous ce rapport, parce qu'il a pris les moyens de se faire voter des montants entre \$160,000,000 et \$200,000,000 en dehors du budget, depuis qu'il est au pouvoir, soustrayant ainsi une partie importante des dépenses publiques au contrôle normal des représentants du peuple.

Au sujet de l'établissement d'une importante raffinerie de zinc à Arvida, le gouvernement a permis par le fait même la création d'un monopole dans la province, ce qui est contraire aux intérêts de la population en général.

Le trésorier a dit qu'il n'a imposé aucune nouvelle taxe et a fait disparaître la taxe sur les tracteurs de fermes. La vérité est que le dollar que le cultivateur payait pour enregistrer ses tracteurs, le trésorier le lui reprend plusieurs fois en augmentant le prix de sa gazoline par une nouvelle taxe.

La situation financière actuelle de la province repose sur les taxes et sur l'extravagance dans les dépenses. Si on fait abstraction du montant de \$20,000,000 que le gouvernement va recevoir, ce mois-ci, d'Ottawa comme dernier paiement en vertu de l'entente fédérale-provinciale de 1941, montant que l'on aurait dû porter au compte capital au lieu du compte de revenus pour l'année courante, on aurait, à la place du surplus de \$9,500,000 annoncé par le trésorier, un déficit d'environ \$10,000,000.

Le trésorier a mis dans ses revenus les \$20,000,000 d'arrérages de taxes qu'il va toucher du fédéral et il dit: "Vous n'avez pas charge d'intérêts!" On ne charge pas d'intérêts quand un montant n'est pas dû. Je me demande même si les \$20,000,000, il ne les a pas déjà calculés dans ses budgets comme compte recevable. Ce montant de \$20,000,000 a probablement été crédité, déjà dans les livres de la province pour les années où le fédéral devait rembourser le revenu de certaines taxes perçues par Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** nie cette assertion.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Si les revenus de la province ont augmenté de façon si considérable, c'est parce que l'on a poussé d'une façon exagérée la vente de la boisson. Il n'y a qu'une chose qui fleurit dans la province de Québec sous le régime de l'Union nationale, c'est le commerce des liqueurs alcooliques qui a rapporté au gouvernement \$28,000,000 l'an dernier. La province nage dans la boisson. En 1944, les profits de la Commission des liqueurs ont été de \$9,900,000 pour les ventes, et de \$3,000,000 pour les licences. En 1947, les profits ont été de \$20,500,000 et de \$7,500,000 respectivement. C'est deux fois plus de profits et deux fois plus de permis.

Il (M. Mathewson) s'en prend à ce qu'il appelle le "caractère fantaisiste" des chiffres fournis par le gouvernement. À un endroit du discours sur le budget, on dit que l'Union nationale a reconstruit en tout 218 ponts depuis 1944. Ailleurs, dans le même texte, on parle de 125 ponts, et le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) a prononcé récemment un discours pour dire que le

gouvernement en avait reconstruit 270. Où est la vérité? Même Dieu le Père aurait de la difficulté à s'y retrouver s'il tentait de comprendre le budget de la province de Québec.

Si les chiffres ne sont pas fiables dans les petites choses, ils ne le sont pas plus dans les grandes. Ainsi, le trésorier dit à un moment donné que l'Union nationale a réduit la dette nette de \$17,000,000 en deux ans. Le trésorier prétend que les résultats supposément éclatants de l'administration de l'Union nationale pendant près de trois ans lui ont permis d'administrer sans augmenter les taxes provinciales. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette déclaration est d'une inexactitude flagrante. D'après ses chiffres, la dette consolidée du Québec, quand le présent gouvernement a pris le pouvoir en 1944, était de \$305,000,000. En 1945, toujours d'après le trésorier, elle aurait été de \$308,000,000, soit \$3,000,000 de plus.

À la page 25 de son discours, on dit que la dette nette au 31 mars 1946 était de \$299,413,000. Cependant, dans le prospectus de la province publié à New York le 31 août<sup>2</sup> 1944, cette dette nette était de \$299,725,000<sup>3</sup>. La réduction ne serait donc que de \$300,000. Quelle est au fait la dette réelle de la province? Comment analyser un discours qui contient des chiffres aussi impossibles à contrôler? Le gouvernement se fie tellement peu à ses propres chiffres que, lorsqu'il a des emprunts à faire, il met dans ses prospectus les chiffres fournis par l'administration libérale. Il sait que ces chiffres ont plus de poids auprès des financiers.

Comment le gouvernement peut-il se vanter d'avoir réduit la dette de la province, après avoir pris à ses charges les dettes des commissions scolaires pour un montant de \$78,000,000, sans compter le fonds d'amortissement? Ou bien le gouvernement n'est pas responsable de cette dette scolaire, et alors il ne doit pas s'en vanter, ou il a réellement enlevé ce fardeau des épaules des commissions scolaires, et alors, il a augmenté d'autant la dette de la province.

Le trésorier se vante aussi d'avoir réduit les bons du Trésor de \$35,000,000 à \$6,000,000. Comme si c'était là un coup formidable. La vérité est que l'administration libérale a, chaque année, à même les revenus, payé totalement les bons du Trésor. Le 31 août 1944, il y avait \$35,000,000 de bons du Trésor. Mais, le 31 décembre de la même année, ce chiffre était monté à \$48,000,000. Quatre mois après l'avènement de l'Union nationale, ils avaient augmenté de \$35,000,000 à \$48,000,000. Comment mettre fin à un pareil régime, M. l'Orateur? Des élections générales, M. l'Orateur.

Le trésorier s'est vanté que les titres de la province sont à la hausse. La vérité: les titres du Canada et de toutes les provinces le sont en général. Dans le cas de Québec, il faut en louer l'administration libérale qui a assaini nos finances. Le trésorier actuel se vante d'avoir réduit de \$28,000,000 la dette de l'Hydro. Avec quoi? Ce n'est pas avec l'argent du gouvernement; il faut donc que ce soit avec l'argent des consommateurs ou des contribuables.

Il l'a fait avec l'argent des usagers de l'électricité et des actionnaires de la Montreal Power. Si le premier ministre veut régler avec les actionnaires, qu'il n'emploie pas le système "c'est à prendre ou à laisser". En forçant l'Hydro-Québec à contribuer aux dépenses publiques, au lieu de diminuer les taux, on détourne la nationalisation de son objet, tout en imposant directement de véritables taxes aux consommateurs d'électricité. La loi d'expropriation pose le principe que l'indemnité doit porter intérêt à compter de la date de la dépossession.

Il (M. Mathewson) demande au gouvernement de sauvegarder ce principe, en payant aux actionnaires de la Montreal Power une compensation pour l'intérêt qu'on n'eût pas à payer depuis qu'ils ont été dépossédés, en 1944, en plus des \$25 par action. Le gouvernement devrait payer une compensation juste aux actionnaires qui n'ont rien touché depuis trois ans. Il évaluait leurs actions à \$25 dans leurs successions, avant de prendre tous leurs revenus. Il leur offre encore \$25. Si le gouvernement actuel n'était pas entré au pouvoir en 1944, la question de payer les actionnaires aurait été réglée en septembre de cette même année.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas un sou n'est dû aux actionnaires, sauf la valeur des biens expropriés.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** La province doit payer ce qu'elle a exproprié. Les actionnaires ont été dépossédés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui les a dépossédés?

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Cette affaire devrait être réglée équitablement depuis longtemps.

Il (M. Mathewson) souhaite corriger une fausse impression que les orateurs du gouvernement tentent de répandre à travers la province, en ce qui concerne la première Conférence du dominion de

1941. On a entendu dire que le gouvernement Godbout aurait vendu à Ottawa ses droits de taxation. En fait, rien n'a été cédé, mais bien prêté selon certaines conditions, pour venir en aide au pays, pendant la période de la guerre. La province n'a rien perdu, financièrement parlant, mais n'a fait que son devoir durant une période cruciale de l'histoire de notre pays.

Il (M. Mathewson) répond aux déclarations du trésorier relativement à l'entente fiscale de 1942 avec Ottawa. Si cette entente était si mauvaise, dit-il, pourquoi le trésorier actuel ne l'a-t-il pas mise de côté comme il en avait le droit? Il (M. Mathewson) appuie en tout point l'argumentation du député de Montmagny (M. Choquette) sur la question des droits de la province et du fédéral. Il montre les bons résultats de l'entente de 1942. Il reproche au gouvernement de dénoncer sans cesse les centralisateurs d'Ottawa et de pratiquer, à Québec, la plus formidable centralisation des pouvoirs qui ne se soit jamais vue et de ne pas prendre les mesures nécessaires pour conclure des ententes avec Ottawa.

On est en train, dit-il, de confisquer l'autorité des commissions scolaires et de tous les corps publics et privés. Le gouvernement est en voie d'établir dans Québec une dictature en miniature. Le fédéral a financé la moitié de la guerre avec des taxes. Les citoyens ont payé pour le salut de la patrie, et maintenant que le fédéral diminue ses taxes, le trésorier provincial augmente les siennes.

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie):** Ottawa a dépensé pour faire tuer le monde et nous dépensons pour faire de bons chemins.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** L'attitude des provinces actuellement vis-à-vis des offres d'Ottawa est une campagne de force en vue d'obtenir pour les provinces récalcitrantes les meilleures conditions possibles de la part de l'administration centrale. Le trésorier se fait une gloire de citer MM. Hepburn, Pattulo et Aberhart. Ce sont ces trois anciens premiers ministres qui ont tué la Conférence de 1941, et on sait ce qui leur est advenu. Deux d'entre eux ont disparu de la scène politique, et l'autre, M. Aberhart, est décédé. Je ne souhaite pas le même destin à ceux qui ont saboté la dernière Conférence fédérale-provinciale.

Le trésorier devrait avoir honte d'annoncer un surplus de \$10,000,000, en 1947-1948. Ce surplus est scandaleux, s'il est réel, parce que tous les gouvernements font leur possible pour réduire les taxes. M. l'Orateur, depuis le début de la session, je

n'ai pas entendu un seul mot en faveur des payeurs de taxes. Tout ce que l'on entend dire aux ministres, c'est qu'il faut arracher le plus possible d'argent au fédéral. Le gouvernement dit que ses taxes sur les compagnies n'affectent pas le peuple. Ça n'a pas de sens.

On oublie sans cesse que les revenus du fédéral comme ceux des provinces proviennent des contribuables canadiens qui ont droit, une fois l'urgence passée, d'avoir un allègement de leur fardeau. Toutes les taxes, où qu'elles soient payées, affectent le peuple. Les taxes qu'on impose aux compagnies ne sont pas payées par les compagnies. Elles ne sont pas absorbées par elles. Elles ont leurs répercussions sur le contribuable, sur le payeur de taxes et c'est toujours ce dernier qui paie en dernier ressort.

La province annonce pour la prochaine année fiscale un surplus qui n'est pas justifié. Elle a taxé dans une proportion de neuf millions et demi de dollars au-delà de tous les besoins de la province. Si le trésorier a un surplus de \$9,000,000, pourquoi n'abolit-il pas enfin la taxe de vente tel qu'il le promettait en 1944? Il (M. Mathewson) cite des discours et des déclarations de l'honorable trésorier lors des dernières élections générales. Non seulement le gouvernement ne diminue pas les taxes, dit-il, mais il les augmente d'une façon substantielle.

Et malgré les énormes profits sur la vente de l'alcool, la taxe sur la gazoline a été augmentée de 3 cents, ce qui rapportera \$6,000,000 de plus au Trésor. On porte de 5 % à 7 % l'impôt sur les profits des corporations, ce qui assurera \$6,000,000 de plus. Ce n'est pas tout. À part cela, on augmente les droits de coupe de bois, de façon à retirer encore \$5,000,000 de plus. Et on a taxé les compagnies pour le fonds d'éducation. Comment, après cela, le trésorier peut-il se vanter de n'avoir pas augmenté les taxes quand une pareille affirmation est contredite par les faits? Elle constitue une grave inexactitude.

Il (M. Mathewson) demande au gouvernement d'avoir pitié du payeur de taxes. Il reproche à l'administration de s'emparer, pour son compte, des taxes que le fédéral laisse tomber, et l'invite à pratiquer l'économie dans la taxation qu'Ottawa commence à mettre en pratique. Le gouvernement se contredit en niant au fédéral le droit d'accorder des subsides aux provinces et en se vantant d'en accorder aux municipalités.

Le premier ministre se vante tous les jours de sa lutte contre le communisme. Tous les citoyens sont contre le communisme et l'approuvent en principe, mais il n'en reste pas moins vrai que le chef

du gouvernement n'a rien fait pour combattre les éléments subversifs qui travaillent à contaminer la population de la province. Le gouvernement a fait pire que de ne rien faire. Il a appuyé, lors des élections complémentaires fédérales de Montréal-Cartier, deux candidats, risquant ainsi d'assurer l'élection du candidat ouvrier-progressiste contre le candidat libéral. Si le gouvernement provincial avait été sincère dans sa lutte contre le communisme, il aurait appuyé le candidat libéral, au lieu de prêter main-forte à d'autres candidats. Est-ce ainsi qu'on fait la lutte au communisme? Le vrai moyen et le meilleur de combattre le communisme, c'est de donner à la province une administration honnête et progressive.

Les libéraux ont combattu le communisme de façon sincère et honnête, dans Cartier, en appuyant la candidature de M. Hartt, tandis que l'Union nationale a cherché à miner l'influence du gouvernement fédéral, qu'il déteste encore plus que les communistes, en appuyant d'autres candidats. L'Union nationale déteste tellement les libéraux qu'elle est prête à se liguier contre eux-mêmes avec les pires ennemis de notre pays. Nos adversaires disent que l'honorable chef de l'opposition, premier ministre d'hier et de demain, est pour la centralisation parce qu'il a appuyé le candidat libéral dans Cartier. Mon chef est allé dans Cartier pour combattre de façon pratique le communisme.

(Applaudissements à gauche)

**M. Choquette (Montmagny):** Très bien.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Les libéraux ont combattu le communisme de manière sincère, honnête, sérieuse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les libéraux ont fait des élections comme les communistes, en rayant 1,500 noms de la liste électorale dans le comté de Cartier. Il y avait plus de voteurs que d'inscrits. Rayer 1,500 noms des listes, c'est employer des méthodes communistes. C'est provoquer l'enthousiasme, un enthousiasme tel qu'il y a plus de voteurs que de noms inscrits sur les listes.

**M. Choquette (Montmagny):** Quelle est la majorité?

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Si le premier ministre voulait combattre le communisme, il n'aurait pas cherché à nuire au candidat du gouvernement pour faire de la petite

politique. Un excellent moyen de faire la lutte au communisme, c'est de corriger les abus sociaux et politiques, de corriger les erreurs sociales et économiques actuelles, d'empêcher les nôtres d'entrer dans le sillage de la propagande communiste et en offrant au peuple de meilleures conditions de vie. C'est le seul moyen pour nous d'empêcher les nôtres de se laisser tenter par le communisme. L'enquête fédérale a démontré que les communistes professionnels se sont immiscés dans tous les domaines et que le communisme a pénétré profondément partout.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pourquoi donner la radio aux communistes? Tim Buck<sup>4</sup> parle à la radio.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Ces gens sont organisés d'une façon formidable et tenter de les contrôler par la force n'est peut-être pas le meilleur moyen de venir à bout d'eux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les gens qui sont atteints d'une maladie contagieuse, qui ont la diphtérie, on les met en quarantaine. On devrait à plus forte raison mettre en quarantaine ceux qui sont atteints d'une maladie de l'âme. Le gouvernement d'Ottawa devrait mettre les communistes en quarantaine.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Combien en avez-vous mis en quarantaine?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Assez pour que cela nuise au chef de l'opposition.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pas un seul.

**M. Choquette (Montmagny):** La serrure du cadenas était rouillée.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le trésorier a annoncé un revenu estimé de \$147,000,000 pour l'année fiscale 1947-1948, un surplus de \$28,000,000 des revenus ordinaires sur les dépenses ordinaires, des dépenses capitales de \$19,000,000 et un surplus global de \$9,500,000. Ce n'est pas \$147,000,000 que le gouvernement va retirer, au cours du présent exercice, mais en réalité une somme d'au moins \$170,000,000, en tenant compte des fonds qu'il s'est fait voter par des lois

spéciales. Les chiffres fournis par le provincial sont incompréhensibles.

Mais même si les chiffres cités par le trésorier sont véridiques, le trésorier devrait avoir honte d'annoncer cela, parce que tous les gouvernements, dans le moment, font tout en leur possible pour employer leurs surplus à diminuer les charges du peuple. Il (M. Mathewson) reproche au trésorier de faire des menaces au public, en laissant entendre que le gouvernement pourrait aussi taxer le revenu personnel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On ne donnera certainement pas cet impôt à Ottawa.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** N'avez-vous pas assez de votre surplus de \$9,500,000? Le gouvernement provincial profite du fait que le gouvernement diminue le fardeau des contribuables, pour l'augmenter à son tour proportionnellement. L'Union nationale impose des taxes pour que le peuple ne sente pas ce soulagement. L'Union nationale n'a pas voulu profiter de la bonne politique du gouvernement fédéral. Bien au contraire, il impose des taxes injustifiées pour un montant de \$9,500,000.

Le trésorier a fait de la fantaisie en disant qu'il avait élevé le budget de l'éducation à \$31,000,000. Il a compté ce qui est donné à chaque département. Mais ces sommes sont données depuis longtemps! Le trésorier nous a dit qu'à la Conférence de Québec de 1864, qui a précédé la Confédération, il n'y avait que trois délégués canadiens-français. Il y avait Cartier, Langevin, Chapais. Mais il y avait aussi le grand-père du député de Montmagny (M. Choquette), votre parent, M. l'Orateur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Quel était son nom?

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Taché.

(Applaudissements à gauche)

C'est une des nombreuses erreurs que j'ai relevées dans le discours du trésorier, qui nous a révélé que le présent gouvernement n'a pas de politique financière, pas de politique industrielle, pas de politique économique. C'est le plus grand régime de gaspilleurs qu'il y ait eu au pays. Sa seule politique, c'est celle du favoritisme pour les amis. Voilà toute la politique d'un régime qui impose à l'heure actuelle des taxes injustifiées pour un montant de \$9,500,000. Bref, le gouvernement actuel



n'a aucune politique définie, si ce n'est celle de tout laisser aller à la dérive, de dépenser sans compter, de taxer à mesure que le fisc fédéral s'emploie à détaxer dans les mêmes domaines et vogue la galère... Viennent les élections et le peuple chassera du pouvoir ce régime autocratique, despotique et imprévoyant.  
(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (l'honorable M. Trudel), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport du ministre de la Colonisation, 1946

**L'honorable M. Bégin (Dorchester)** dépose sur le bureau de la Chambre, le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1946. (Document de la session no 28)

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### Deuxième séance du 8 avril 1947

##### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Projets de loi:

##### Code municipal

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 203 pour modifier le Code municipal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Loi des cités et villes

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 204 pour modifier la loi des cités et villes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Motions d'urgence:

##### Situation des colons

**M. Drouin (Abitibi-Est)** attire l'attention du gouvernement sur la pénible situation des colons de sa région à la suite d'une tempête qui a mis les chemins dans un état épouvantable. Je demande au gouvernement, dit-il, de mettre toute la machinerie dont il peut disposer, qu'elle appartienne à la Colonisation ou à la Voirie, pour ouvrir les chemins des colonies dans l'Abitibi. Ces colonies ne sont pas organisées en municipalités. Les compagnies forestières ont entretenu ces chemins au cours de l'hiver, mais ont cessé de les entretenir. Il s'est créé de chaque côté des routes des remblais très élevés et, à la suite d'une tempête extraordinaire survenue il y a une dizaine de jours, les chevaux ne peuvent passer sur les chemins et les colons doivent en certains cas transporter leurs marchandises sur leur dos.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**<sup>5</sup>:  
Le gouvernement verra à remédier à la situation, comme c'est l'habitude de l'Union nationale.

#### Voies et moyens:

##### Débat sur le budget 1947-1948 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion de l'honorable représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)**<sup>6</sup>:  
M. l'Orateur, il était à prévoir que l'exposé solide, précis, clair de l'honorable trésorier provincial susciterait de la part de l'opposition une critique très haute de ton et soit reçu aussi amèrement par l'opposition libérale. Après tout ce que le

gouvernement a fait pour la stabilité financière de la province et sa sécurité sociale et industrielle, il n'y a rien là d'étonnant, venant de ceux qui, lorsqu'ils étaient au pouvoir, n'ont rien fait, ou plutôt moins que rien, pour les électeurs. Si l'Union nationale a été capable de poser des gestes pour la population du Québec, c'est parce qu'elle est demeurée libre du joug fédéral, qu'elle a protégé l'autonomie de la province contre les centralisateurs d'Ottawa et leurs amis de l'opposition libérale du Québec.

L'opposition a reproché au trésorier la longueur de son discours, mais la critique d'aujourd'hui n'a pas été plus courte. Jamais nous avons entendu un discours aussi long venant d'un critique financier de l'opposition. Le discours du député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) détient au moins deux records: c'est le discours le plus long, il a parlé pendant deux heures quarante-cinq minutes, et c'est sûrement ainsi le discours le plus terme jamais entendu par l'opposition sur les finances provinciales.

Mais il se détache de ce discours une chose très importante qui est, en quelque sorte, un aveu de la part du critique de l'opposition. Dans ses remarques, il a dit qu'il avait des reproches à faire à l'honorable trésorier provincial parce qu'il avait déclaré un surplus trop élevé, soit un surplus de \$9,500,000, dont \$8,500,000 environ de diminution de la dette. C'est la première fois qu'un expert financier de l'opposition critique un trésorier provincial parce qu'il a un surplus trop élevé.

Au cours de ses remarques, le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce a touché à plusieurs dizaines de sujets: il a voulu reprocher bien des choses à l'honorable trésorier provincial. Il a déclaré que le discours sur le budget pouvait être considérablement abrégé. Il est évident, M. l'Orateur, que le discours de l'honorable trésorier provincial aurait pu être résumé. Mais il est une chose certaine, c'est que ceux qui l'ont entendu l'auraient regretté. Il est aussi vrai qu'après avoir entendu l'ancien trésorier, tout le monde est d'accord pour dire que son discours aurait pu facilement se résumer à dix ou douze minutes sans susciter aucun regret de la part de personne.

Il a formulé un autre reproche qui s'adressait, semble-t-il, à l'honorable premier ministre autant qu'à l'honorable trésorier provincial, parce qu'il a dit que l'honorable premier ministre a annoncé la disparition de la taxe sur le revenu personnel avant le discours sur le budget. Il a sans doute voulu décrocher un trait à son chef car, hier soir, le chef de l'opposition critiquait le budget provincial, et conséquemment, devançait son collègue à qui il avait précisément confié ce rôle.

Ceux qui ont entendu le discours du député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce sont témoins qu'il a fait un exposé magnifique de l'œuvre de notre trésorier provincial. Après un effort qui a duré deux heures et quarante-cinq minutes, il a rendu en quelque sorte un témoignage au gouvernement, en matières financières, puisque le discours de l'honorable trésorier provincial reste inviolable après cette vaine attaque. Au cours de ses remarques, le député a abordé bien des sujets différents; il nous a parlé du crédit agricole, il s'est étendu longuement sur le sujet et nous a dit que nous n'avons pas inventé le crédit agricole; c'est bien vrai. Nous avons toujours dit que l'ancien régime connaissait les besoins de la classe agricole, savait qu'il était possible d'introduire un système agricole dans la province, mais qu'il ne l'a pas fait.

Il a prétendu qu'il y avait auparavant un système de prêt fédéral; c'est encore vrai, nous l'avons dit et nous le disons encore, mais nous répétons aussi que le prêt fédéral est fait pour les gens de l'Ouest, parce qu'il n'accepte pas en garantie les immeubles, les maisons ou bâtiments; il est fait spécialement pour les cultivateurs de l'Ouest, alors que notre crédit agricole provincial tient compte non seulement de la valeur du sol, de la terre, mais aussi des constructions. Le chef de l'Union nationale avait promis de créer un crédit agricole, a-t-il manqué à ses promesses? Non, et il a sauvé la classe agricole de sa province. Ce système, qu'il a conçu, fonctionne encore, comme l'a dit l'honorable trésorier provincial, et il constitue une mesure salvatrice.

L'ancien trésorier provincial a voulu faire un rapprochement encore entre le premier ministre de la province, M. Macdonald, premier ministre de la Nouvelle-Écosse, et M. Drew, premier ministre de la province d'Ontario. Il a voulu voir dans ces relations une alliance politique entre les deux premiers ministres, quelque chose de mauvais et de méchant pour la province. Il ne s'agit aucunement d'une alliance politique. M. l'Orateur, est-ce parce que deux ou trois hommes partagent la même opinion, quand il s'agit de la défense de la Confédération et de sauvegarder l'autonomie de la province, que nous dirons que c'est là une alliance politique?

M. l'Orateur, parce qu'il y a trois hommes, des premiers ministres, qui s'entendent pour sauver la Confédération et l'autonomie des provinces, un libéral, M. Macdonald, premier ministre de la Nouvelle-Écosse, M. Drew, premier ministre conservateur de l'Ontario, et le chef de l'Union nationale, l'honorable premier ministre, devons-nous conclure à un cartel politique?

Non, ce n'est pas une alliance politique, mais une entente entre patriotes qui prévoient l'avenir, qui veulent conserver l'unité nationale et sauvegarder l'autonomie provinciale.

L'honorable trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon), que je désire féliciter sans réserve, s'est révélé un grand administrateur. Son discours lumineux prouve que nous pouvons produire des hommes de grande valeur. Il reste intact et a rassuré les contribuables et les citoyens de la province de Québec parce qu'il comporte d'abord la disparition d'une taxe sur le revenu personnel, parce qu'il annonce un surplus indiscutable avec une diminution de la dette.

Le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce disait qu'on pouvait résumer le discours de l'honorable trésorier provincial; nous sommes, pour un moment, d'accord avec lui parce qu'on peut résumer le discours magistral en quelques phrases: Diminution considérable de la dette, sans augmentation de taxes, un surplus de \$10,000,000, augmentation de crédits dans tous les ministères, construction de ponts, construction de routes, de sanatoria, d'écoles spécialisées, d'améliorations dans toute la province à même les revenus ordinaires, sans augmenter les taxes et en baissant la dette. Voilà ce qui a été pour l'an dernier, et voilà ce qui sera fait cette année.

Quand l'ancien trésorier provincial reproche au gouvernement d'avoir un surplus trop considérable, il ne se rappelle pas les jours de crise dont a souffert la province de Québec? La province de Québec se prépare à faire face à toutes les situations dans l'avenir. Nous voulons affronter les besoins présents et futurs de la province à même les revenus ordinaires. Nous administrons avec un surplus de façon à ce que, s'il survient des imprévus, nous sachions y faire face.

Les libéraux se demandaient comment nous allions faire pour administrer la province sans conclure d'ententes avec Ottawa. Je conçois très bien, M. l'Orateur, que l'opposition est déçue de voir que nous n'avons pas besoin de faire des ententes avec Ottawa, et je comprends aussi la faiblesse de ses critiques sur nos finances. Nos amis libéraux avaient prédit que l'Union nationale serait forcée de conclure des ententes avec Ottawa; leur prédiction ne s'est pas réalisée.

Ce qui fait mal aux libéraux, c'est que le gouvernement n'est aucunement forcé de conclure une entente avec Ottawa, et ils doivent admettre aujourd'hui que, même sans cette entente, jamais les finances de la province n'ont été meilleures. Autant l'opposition est déçue et piteuse, autant la population

de la province est satisfaite. Le gouvernement organise ses finances d'une façon si parfaite qu'il peut se passer de l'aide du fédéral.

Nous avons vu les chefs du Parti libéral chercher de vieux dossiers et des documents poussiéreux, fouillant partout, allant dans les archives; nous les avons vus, les grands avocats du Parti libéral, sortir de vieux bouquins rongés, afin de s'en servir pour essayer d'inhumer nos libertés constitutionnelles.

Nous les avons vus se lever les uns après les autres pour déclarer, au début de leurs remarques, qu'ils étaient des autonomistes. Ils ont tous fait cela, mais, par la suite, ils ont tous affirmé que la partie était perdue, et que nous étions vaincus d'avance; ils l'ont dit partout, ils se sont dits des autonomistes et ils ont conclu en disant: "Nous sommes des vaincus, rendons-nous, faisons des ententes et des accords avec Ottawa".

Mais lorsqu'ils parlent de livrer quartier et que le chef de l'Union nationale leur demande à quelles conditions, ils ne le savent plus; ils insistent cependant pour que la province signe une entente, un bail, un accord le plus vite possible, car il faut sortir Ottawa de l'impasse et sauver le parti libéral au détriment des droits de la province, si cela est nécessaire.

Le discours du budget de l'honorable trésorier provincial est la preuve éclatante que Québec sait diriger son administration et peut dominer la situation, sans se plier aux exigences des centralisateurs. Voilà où va le discours de l'honorable trésorier provincial. Ce discours contient la condamnation la plus complète de l'administration des libéraux, c'est la réponse la plus concluante aux centralisateurs et à leurs amis de la province de Québec.

Après avoir entendu l'exposé de ce bilan, et après avoir entendu les réponses cinglantes de mes collègues, les honorables ministres de la Voirie (l'honorable M. Talbot), de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) et des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) aux attaques de l'opposition, il importe que la Chambre et la province entendent le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) exposer ce qui s'est fait pendant deux ans et demi et dire ce que l'Union nationale a réalisé dans le domaine de la sécurité sociale, de la sécurité syndicale, de la sécurité familiale.

Ce sera la preuve que si les contribuables de la province ont été bien traités par le trésorier provincial, les ouvriers et les patrons, depuis 1944, M. l'Orateur, ont été également bien traités par

l'Union nationale et le ministre provincial du Travail. Jamais les ouvriers n'ont bénéficié d'une plus grande protection que sous le gouvernement de l'Union nationale. C'est un plaisir que de rendre compte de notre travail et essayer d'ouvrir les yeux de ceux qui ont jusqu'ici refusé de voir.

Tous les orateurs libéraux qui ont parlé dans cette Chambre depuis quelques semaines ont mêlé la question fédérale-provinciale à la colonisation, à la justice, aux travaux publics, à la voirie. Ils ont abordé prudemment, à tour de rôle, les questions ouvrières. Ils souffriront bien que je réponde à certaines questions qui, je le conçois, sont des choses très naturelles dans un régime parlementaire. M. l'Orateur, quand un gouvernement a fait autant que l'Union nationale dans le domaine de la sécurité sociale et des législations ouvrières, il a le droit, je crois, de demander à l'un de ses représentants d'expliquer ce qui s'est fait, et de le dire à toute la province.

Certains députés libéraux ont prononcé des paroles dénuées de sérieux et des paroles injustes. L'un d'eux a dit que le gouvernement avait encouragé les grèves, un autre que le gouvernement avait encouragé le communisme. Évidemment, ces deux députés ont fait écho aux attaques lancées par les agitateurs.

Ces députés, M. l'Orateur, auraient été bien embarrassés de préciser, parce qu'au moment même où ils prétendaient que l'Union nationale avait encouragé les grèves, des chefs libéraux, eux, ont déclaré que l'Union nationale s'était appliquée à les briser. Il y a une contradiction qu'il serait intéressant d'entendre expliquer.

D'ailleurs, M. l'Orateur, les chiffres que je vais soumettre rendront encore plus laborieuses ces explications, non seulement sur deux sujets particuliers, mais sur une douzaine d'autres questions qui couvrent l'ensemble des activités du ministère du Travail. Ces activités, comme on s'en rendra compte, sont du domaine de la sécurité sociale industrielle syndicale et familiale.

Pour savoir si vraiment l'Union nationale a fait quelque chose, qu'il nous suffise de comparer ce qui a été fait par l'Union nationale avec ce qui s'est fait sous le régime libéral. Pour savoir si le gouvernement actuel a fait plus que l'ancien régime, il est suffisant de comparer les deux gouvernements pour réaliser pleinement laquelle des deux administrations a protégé le plus le peuple et l'ouvrier, laquelle de ces deux administrations doit servir d'exemple à l'autre. Nous ne prétendons pas qu'il ne reste plus rien à faire.

Il est certain que le problème ouvrier, qui renferme tant d'aspects et d'angles différents, ne peut être réglé à la satisfaction de tous, du jour au lendemain, surtout quand il faut remédier à plus de 40 années d'inertie libérale dans ce domaine, mais nous pouvons cependant affirmer que la législation ouvrière passée par l'administration Duplessis est de beaucoup supérieure à tout ce qui a été fait par les régimes rouges d'autrefois.

Entre 1936 et 1939, le gouvernement de l'Union nationale, pour faire face à une crise aiguë de chômage et venir en aide aux nombreux ouvriers sans revenu, entreprit d'importants travaux de chômage un peu partout dans la province: construction et réparation de routes, travaux d'égouts, de pavage, construction d'écoles, d'hôpitaux, d'aréas, de piscines, de terrains de jeu, d'édifices publics et de nombreuses autres améliorations opportunes. Des millions furent par conséquent dépensés pour venir en aide à la population dans la détresse. À la même époque, le gouvernement de l'Union nationale fit voter des lois accordant, par exemple, à l'ouvrier accidenté le libre choix de son médecin, et un représentant de la classe ouvrière fut nommé membre de la Commission des accidents du travail.

Je veux d'abord, M. l'Orateur, vous parler des amendements apportés à la loi du salaire minimum, durant la session de 1946, de la portée de ces amendements, et aussi, des changements apportés à certaines ordonnances, sous l'ancien gouvernement et sous l'Union nationale. Il est bon de rappeler que cette loi du salaire minimum, adoptée sous le premier gouvernement de l'Union nationale, a donné à des centaines de milliers d'ouvriers une protection qu'ils n'avaient pas auparavant.

Avant la passation de cette loi et avant 1936, il y avait des groupes nombreux qui n'étaient protégés en aucune façon. L'Union nationale a corrigé cette injustice criante. Avant 1936, il y avait des dizaines de milliers de travailleurs qui étaient obligés, pour garder leur emploi, de travailler durant de très longues heures et à n'importe quel salaire. Il y avait de nombreux employés dans des établissements commerciaux et industriels qui étaient obligés de travailler 75 à 80 heures par semaine, pour un salaire de \$0.12 et \$0.15<sup>7</sup> de l'heure, et pour \$18 à \$20 de salaire par semaine, et n'étaient protégés en aucune façon.

Le gouvernement de l'Union nationale passa la loi du salaire raisonnable qui améliora considérablement la condition de milliers d'ouvriers, si bien que sous le titre "Employés satisfaits de

l'ordonnance no 14", dans *La Presse* du 5 novembre 1938, on pouvait lire ce qui suit: "L'Union canadienne nationale des opérateurs d'ascenseurs et des préposés d'entretien des édifices, mouvement affilié au Congrès pan canadien du travail, vient d'obtenir par la mise en vigueur de l'ordonnance no 14, sanctionnée en vertu de la loi de salaires raisonnables, un grand succès pour l'amélioration des conditions de travail et de salaire pour tous les ouvriers employés dans les édifices publics."

Les améliorations obtenues par cette ordonnance sont à noter. Ainsi, on a obtenu des augmentations de salaires variant de \$5 à \$10 par mois, pour certains employés. Les heures de travail sont réduites de 90 heures à 60 heures par semaine, dans certains cas. Ce qui faisait dire à M. Jos Wail que "cette ordonnance était la plus belle jamais encore sanctionnée en vertu de la loi du salaire raisonnable, et que c'était aussi l'un des plus grands succès mentionnés dans l'histoire ouvrière de notre province". Voilà un témoignage émanant directement de chefs ouvriers et qui prouve suffisamment l'excellence de cette loi.

Poursuivant toujours sa politique sociale, l'Union nationale a étendu l'application de la loi du salaire minimum de façon à protéger des centaines de catégories d'ouvriers. C'est nous qui avons amendé la loi des conventions collectives et la loi des relations de travail. Il fallait l'arrivée au pouvoir du chef de l'Union nationale pour remédier à cet état de choses.

Savez-vous pourquoi, M. l'Orateur, cet état de choses existait? C'est que le chef du Parti libéral du temps, avant 1936, invitait les grands industriels à venir s'établir à Québec, en disant: "Venez-vous-en chez nous, les salaires sont plus bas que partout ailleurs, nos ouvriers se contentent de peu, et il est facile de s'entendre avec eux. Vous serez bien traités par le gouvernement" et, en même temps, le Parti libéral vendait à vil prix nos richesses naturelles. M. l'Orateur, le sort des bûcherons nous a toujours intéressés. Autrefois, les réclamations de salaires, concernant les bûcherons, se prescrivaient par six mois.

Par un amendement que nous avons apporté à la loi, à la session de 1946, la Commission du salaire minimum, sur simple lettre, arrête la prescription et garantit par le fait même le paiement intégral du salaire à des dizaines de milliers de travailleurs en forêt. En même temps que l'Union nationale protège les bûcherons, elle empêche les employeurs de bonne foi, et ils forment l'immense majorité, d'être victimes de poursuites coûteuses pour eux et

préjudiciables aux ouvriers. Par conséquent, l'Union nationale protège les petits, sans molester les puissants.

Un autre amendement très important concerne le surtemps. Quand il n'y avait pas de convention de travail, établissant le taux horaire pour travail additionnel, rien n'obligeait un patron à payer le surtemps à ses employés, pour l'ouvrage exécuté après les heures ordinaires, si ceux-ci recevaient une fois et demie le salaire prescrit par une ordonnance. Il arrive fréquemment qu'une ordonnance fixe un salaire minimum de \$0.10 de l'heure, quand en réalité le salaire touché est de \$0.60 ou \$0.70 de l'heure, c'est-à-dire une fois et demie le salaire établi comme minimum.

Dans ces cas, l'ouvrier ne pouvait réclamer le surtemps, car l'employeur n'était tenu de payer que une fois et demie le salaire établi par l'ordonnance. Depuis l'amendement de l'an passé, les ouvriers reçoivent, pour le temps additionnel, une fois et demie le salaire payé, et non pas une fois et demie le salaire fixé par une ordonnance.

Les unions ouvrières réclamaient depuis longtemps cette amélioration qui affecte des milliers de salariés de toutes catégories et dans toute la province. Mais le principal amendement peut-être, qui a été apporté à la loi du salaire minimum, a trait aux congés payés pour les salariés. Depuis l'an dernier, la Commission du salaire minimum, par une ordonnance spéciale, garantit sept jours de congé avec paie, à tous les salariés assujettis aux ordonnances.

Comme il y a environ 900,000 personnes dans la province, qui sont concernées par les ordonnances, et que la majorité d'entre elles n'avaient pas de vacances payées, on peut estimer au minimum que 500,000<sup>8</sup> salariés, hommes ou femmes, bénéficient maintenant de ces congés payés. La loi de la convention collective a aussi été amendée pour permettre au lieutenant-gouverneur en conseil d'inclure dans toutes les conventions collectives une clause pour les congés payés.

Pour être juste, je dois dire que l'ancien gouvernement a voulu, au moins une fois, faire quelque chose et se montrer généreux pour plusieurs catégories d'ouvriers. Le 17 octobre 1941, tel que publié dans la *Gazette officielle* du 8 novembre 1941, le ministre du Travail du temps (M. Rochette, Charlevoix-Saguenay) a accordé une augmentation de salaires de 10 % à certaines catégories d'ouvriers. Mais, un mois plus tard, le même ministre du Travail abrogeait cette ordonnance pour faire plaisir au gouvernement fédéral. Il avait accordé une augmentation de salaires de 10 % à tous les ouvriers visés par les ordonnances 6, 7, 10, 15, 17, 19, 22, 31, 32, 34, 36, 37.

Savez-vous ce que cela donnait aux ouvriers? Par l'ordonnance no 7, cette augmentation de salaire variait de 1½ cent à 3.4 cents pour 11 groupes d'employés; l'ordonnance no 10, concernant aussi 11 groupes, accordait une augmentation variant de 2 cents à 2½ cents. L'ordonnance no 15 accordait dans 9 groupes, des augmentations variant de 1 cent à 2.6 cents de l'heure. L'ordonnance no 17, des augmentations de 1½ cent à 3 cents de l'heure. Et ainsi de suite, pour une centaine de catégories de travailleurs qui recevaient des augmentations par cet arrêté ministériel de novembre 1941, variant de \$0.01 à \$0.03½ de l'heure et, dans quelques rares cas, 5 cents de l'heure.

Jusque là, M. l'Orateur, c'était quelque chose, mais ce qui est plus extraordinaire, c'est qu'après avoir accordé cette augmentation, le ministre du Travail s'est ravisé et, environ un mois plus tard, il a abrogé, par une ordonnance portant le no 44, l'augmentation qu'il avait accordée, et il disait dans cette ordonnance: qu'il fallait éviter tout conflit possible dans l'interprétation des dites ordonnances, et que pour ne pas nuire à l'effort de guerre, il importait d'abroger ces ordonnances de la Commission, et que celles du 15 novembre 1941 étaient abrogées et annulées. Cette ordonnance no 44, approuvée par un ordre en conseil, annulait donc les ordonnances nos 6, 7, 10, 15, 17, 19, 22, 31, 32, 34, 36 et 47, qui affectaient une centaine de catégories de travailleurs et qui n'avaient donné que des augmentations ridicules.

S'il avait été sincère, le ministre du Travail aurait vu au moins qu'en 1943, l'arrêté ministériel no P.C. 9384, du fédéral, lui donnait le pouvoir d'augmenter des minima sans l'autorisation du Conseil régional, en temps de guerre. Mais il n'a rien fait. Quand le ministre accordait une augmentation de 10 %, cela voulait dire que des travailleurs qui gagnaient 10 cents de l'heure, et ils étaient nombreux, recevaient une augmentation de \$0.01 par heure. On avait donné une augmentation de 10 % et, un mois plus tard, pour plaire au gouvernement fédéral, pour ne pas nuire à l'effort de guerre, comme dit l'ordonnance, on l'a enlevée.

Depuis son retour au pouvoir, le gouvernement de l'Union nationale a fait autre chose que cela, concernant les salaires minima. Sur instructions du ministre du Travail, la Commission du salaire minimum a abrogé les ordonnances nos 13, 15, 16, 17, 30, 36, et il a donné son approbation pour l'annulation des ordonnances nos 6, 7, 10, 28, 31, 32, 33. Et, savez-vous pourquoi, M. l'Orateur?

Parce que l'ordonnance no 4 a été amendée de façon à hausser les minima de 50 % et qu'à l'avenir, tous les ouvriers visés par les ordonnances que je viens de mentionner seront assujettis à l'ordonnance no 4. Non seulement nous avons accordé une augmentation de 50 %, mais nous avons éliminé les plus basses catégories de salaires; en plus, nous avons augmenté de 50 %, en moyenne, les ordonnances concernant les:

- Salariés de bureaux;
- Messagers de bureaux;
- Chauffeurs, groupes A.-B.-C.;
- Aide-chauffeurs;
- Salariés de garages, groupes A & B;
- Garçons et filles de table ou de chambre;
- Cuisiniers;
- Employés de maisons de logement et

pensions;

- Commis de comptoirs;
- Chasseurs;
- Commis aux vivres;
- Aides de cuisine;
- Gardiens d'immeubles;
- Concierges;
- Institutrices;

Et tous les salariés non visés par des ordonnances.

Et, pour certaines catégories, l'augmentation va jusqu'à 200 %.

Dès la première session du deuxième gouvernement de l'Union nationale, ainsi que nous nous étions engagés à le faire, nous avons amendé la loi des relations ouvrières pour la rendre plus démocratique. Avant cet amendement, pour qu'une union ou un syndicat soit certifié, il fallait que 60 % des employés fassent partie de l'union, tandis que maintenant, il suffit qu'une union représente la majorité des employés visés pour qu'elle obtienne une certification. Le pouvoir des négociations est donc augmenté pour les ouvriers dans une forte proportion. Nous avons aussi nommé, sur la Commission des relations, un ouvrier authentique, M. C. Rochefort, et un spécialiste en questions ouvrières, M. Lebrun, en portant le nombre des Commissaires de trois à cinq.

La sécurité syndicale n'a jamais été plus complète que sous le présent gouvernement. À partir du 3 février 1944, date de la mise en opération de la Commission des relations ouvrières, jusqu'au mois de septembre 1944, la commission avait accordé:

- 152 certifications à des unions ouvrières dans l'industrie;

- 83, dans le commerce;

2, dans le service privé;

1, dans un service d'utilité publique, formant un total de 238 certifications en 7 mois. Quant aux autres certifications accordées aux commissions scolaires, et qui forment un chiffre plus considérable encore, elles étaient sans effet, parce que le surintendant de l'Instruction publique, sur les ordres du secrétaire provincial du temps, avait adressé une lettre circulaire à toutes les commissions scolaires pour leur dire qu'elles n'étaient pas assujetties à la loi des différends entre les services publics et leurs salariés, sanctionnée en 1944.

On voit le petit jeu. D'un côté, la Commission des relations ouvrières accréditait les institutrices pour fins de négociations et faisait son devoir, mais, de l'autre côté, le secrétaire provincial disait aux commissions scolaires "ne négociez pas", ne vous occupez pas de la Commission des relations ouvrières. Comme conséquence, il y avait sur le bureau du ministre du Travail, en septembre 1944: 238 demandes d'arbitrage faites par des institutrices et qui restaient sans réponse.

Nous avons procédé avec plus de franchise que l'ancien gouvernement; nous avons fait aviser les commissions scolaires, par une autre circulaire, qu'elles étaient tenues de négocier; nous avons formé des conseils d'arbitrage pour régler les causes pendantes et des centaines d'autres, et lorsque ces cas furent réglés, le gouvernement a libéré les commissions scolaires rurales de l'obligation d'aller à l'arbitrage, mais en portant le salaire minimum de \$400 qu'il était à \$600, soit le nouveau minimum établi par les conseils d'arbitrage et représentant 50 % d'augmentation. Le gouvernement de l'Union nationale ne pouvait faire plus. Du même coup, il rendait justice aux institutrices et aux commissions scolaires et reconnaissait le minimum établi par les conseils d'arbitrage.

Je vous ai dit, M. l'Orateur, que, du 3 février 1944 au 1<sup>er</sup> septembre de la même année, soit durant 7 mois, la Commission des relations ouvrières avait certifié 238 syndicats ou unions dans l'industrie, le commerce, les services publics et l'utilité publique. Voyons maintenant ce qui s'est fait sous l'Union nationale.

Pour chaque période de 7 mois sous l'Union nationale, à comparer à 238 certifications sous le gouvernement libéral, il y a eu 328 certifications sous le présent gouvernement. Du 1<sup>er</sup> septembre 1944 au 31 décembre 1946, nous avons accordé 1,314 certifications pour les mêmes catégories d'employés dans l'industrie, le commerce, les services publics et les utilités publiques.

Sous le régime libéral, 238 en 7 mois, et sous l'Union nationale, 1,314 en un peu moins de 28 mois, soit 40 % de plus de certifications émises sous l'Union nationale que sous le gouvernement libéral par même période temps. Est-ce cela une politique anti-ouvrière? N'est-ce pas plutôt une autre preuve que la sécurité syndicale n'a jamais été plus complète que sous le présent gouvernement et que les ouvriers n'ont jamais été mieux protégés que maintenant? Quel gouvernement a accordé plus de sécurité syndicale aux ouvriers?

Comparons maintenant, pour le bénéfice de ceux qui favorisent un code national du travail, ce que l'organisme fédéral des relations ouvrières a fait dans Québec. Le Conseil des relations en temps de guerre, organisme fédéral, opérant dans la province de Québec, a accordé du 1<sup>er</sup> septembre 1944 au 31 décembre 1946: 135 certifications affectant 29,940 salariés. Dans la même période, du 1<sup>er</sup> septembre 1944 au 31 décembre 1946, l'organisme provincial accordait 1,810 certifications, concernant 84,987 employés, soit 13 fois autant. C'est une preuve que la province de Québec peut prendre soin des ouvriers de Québec.

Un député de la gauche a dit, au début de la session, que le gouvernement de l'Union nationale encourageait les grèves. À la suite de cette affirmation peu sérieuse et injuste, j'ai voulu savoir combien il y avait eu de grèves durant les deux dernières années complètes du régime libéral, et durant les deux premières années complètes du deuxième gouvernement de l'Union nationale. Or j'ai constaté que le gouvernement libéral, pour me servir de la même expression que celle du député en question, avait encouragé les grèves 3.25 fois plus que sous l'Union nationale, puisqu'en 1942-1943, il y eut 153 grèves affectant 47,784 employés, en 1943-1944, il y eut 129 grèves affectant 80,305 employés, formant un total, pour deux années complètes, de 282 grèves affectant 128,089 salariés. Et, en 1945-1946, sous l'Union nationale, il y eut 43 grèves affectant 16,732 salariés, en 1946-1947, 46 grèves affectant 15,399 salariés, soit 89 grèves affectant 32,131 employés, c'est-à-dire 3 fois moins de conflits dans la même période de temps affectant 4 fois moins d'ouvriers.

En parlant de grèves, M. l'Orateur, tout le monde se souvient des grèves désastreuses du régime libéral: La grève de l'Aluminium à Arvida en 1941 qui affecta 4,500 ouvriers. Les déclarations faites contre les ouvriers qu'on accusait d'être des saboteurs. Qui les accusait? Un grand chef du Parti libéral. Qui les a défendus? Le chef de l'Union nationale et mon collègue le député de Chicoutimi,

aujourd'hui ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot), qui se sont levés dans le Parlement de la province pour protester contre cette accusation.

On se souvient aussi des grèves des employés de Price Brothers en 1941 et 1942, en 1943, les grèves des employés de tramway à Montréal, affectant 3,000 ouvriers, les grèves des fonctionnaires municipaux, des policiers et pompiers de Montréal, soit un total de 10,000 employés. On se rappelle le désarroi qui existait partout, les assemblées monstres de protestation contre l'inertie du gouvernement. La grève de l'Aluminium à Shawinigan en octobre 1943, avec un régiment qui paradait dans la ville, l'arrestation de chefs ouvriers qui n'avaient commis aucun acte criminel, mais qui furent arrêtés simplement parce qu'ils avaient déclaré une grève.

Il y a même eu, M. l'Orateur, une grève d'employés de la voirie. En 1941, 225 ouvriers travaillant à Saint-Nicolas se sont mis en grève pour protester contre les salaires dérisoires que le ministère de la Voirie payait aux chômeurs. J'invite nos amis de la gauche à penser deux fois avant d'accuser à l'avenir.

Il y a eu progression constante, sous l'Union nationale, dans le nombre de personnes visées par les ententes collectives. En septembre 1944, il y avait 250,000 personnes assujetties à des ententes collectives dans la province. En février 1947, soit après deux ans et demi d'administration sous l'Union nationale, il y a 325,000 personnes visées par des ententes collectives, soit 30 % de plus. Est-ce cela de l'obstruction contre les organisations ouvrières?

	Septembre 1944	Février 1947
Assujettis par décret.....	135,000	150,000
Assujettis en vertu de la loi des syndicats professionnels .....	40,000	50,000
Par "gentlemen agreements" ou ententes particulières après vérifications par la Commission des relations ouvrières .....	75,000	150,000

M. l'Orateur, j'ai poussé plus loin mon enquête, et j'ai constaté par des chiffres certifiés que les augmentations de salaires pour la province se totalisent pour: 1944 à \$10,302,539.76; 1945 à \$13,702,219.08; et 1946 à \$56,570,304.24.

Elles ont été plus considérables au cours des deux dernières années que pendant les cinq années du régime libéral. Les augmentations de salaires au

total de \$70,272,523.32, pour les années 1945 et 1946 dans la province de Québec, forment un montant supérieur à toutes les augmentations accordées durant les cinq années complètes du régime libéral. Pour les années 1941-1942-1943, sous le régime libéral, ces augmentations se totalisent à \$54,236,175.00, contre \$56,570,304.24 pour 1946 seulement, sous l'Union nationale.

Où se trouve la véritable sécurité syndicale? Tout le monde le sait, dans la province, excepté l'ancien régime qui tente en vain de démolir notre œuvre. Tous les ouvriers savent que c'est l'Union nationale, dirigée par son vaillant chef, qui les aide et qui les protège. On demandera ce que le ministre du Travail a pu faire encore. Permettez-moi de citer un fait. Au cours d'une grève extrêmement regrettable, il régnait, dans une filature importante, un conflit sérieux, et les employés d'une manufacture se mirent en grève. J'ai communiqué immédiatement avec ces ouvriers, je les ai invités à venir à mon bureau et leur ai expliqué immédiatement qu'il serait préférable pour eux d'en venir à l'arbitrage plutôt que de faire la grève. Ils m'ont demandé certaines garanties écrites, et voici ce qu'ils avaient quand ils sont partis, une lettre adressée au président de l'Association des ouvriers concernés, et conçue en ces termes:

M. le Président,

Pour faire suite à la conférence que nous avons eue ce jour, soit le 7 juin, à mon bureau à l'hôtel du Gouvernement, Québec, j'ai bien l'honneur de présenter, par votre entremise, aux ouvriers (ici le nom de la compagnie) les propositions suivantes dont l'acceptation mettrait un terme à la grève, tout en garantissant aux employés une solution rapide et juste de leurs griefs.

1. La Commission des relations ouvrières a reconnu l'association des employés de chez (ici le nom de la compagnie) comme agent négociateur auprès de la compagnie.

2. La compagnie, à ma demande expresse, s'est engagée à ne faire aucune discrimination contre les employés qui ont participé directement ou indirectement à la grève.

3. La compagnie, par télégramme que j'ai en main et dont je me porte garant, a agréé de retirer les procédures criminelles contre les ouvriers de même que les procédures d'injonction.

4. Il est stipulé que les négociations entre les parties commenceront jeudi le 3 juin.

5. Il est stipulé également que les parties devront réaliser une entente sur les dispositions



d'une convention collective dans un délai de six jours, à compter du 13 juin. À défaut d'entente sur les salaires, l'association présentera immédiatement une requête au Conseil régional du travail. Celui-ci disposera de ladite requête dans les plus brefs délais légaux possible. Il est stipulé qu'à titre de président du Conseil régional, je recommanderai la rétroactivité de la décision relative aux salaires, à compter de la date de la cessation de la grève.

Toutes autres dispositions d'une convention collective, à l'exception des salaires, devront être agréées de part et d'autre dans les six jours. À défaut, le sous-signé, sur requête d'une des parties, constituera un tribunal d'arbitrage avec recommandation aux dites parties de la sentence dudit tribunal.

Il est entendu que toutes les conditions précitées seront réalisées à condition que les ouvriers acceptent de mettre fin à la présente grève, immédiatement.

J'ai bien l'honneur, M. le Président, de me souscrire,

Votre tout dévoué,

(Signé) Antonio Barrette,  
ministre du Travail

Les employés de cette manufacture ont négocié et ont obtenu 22 % d'augmentation. C'est comme ça, M. l'Orateur, que nous avons obtenu \$56,000,000 d'augmentation de salaires dans la province de Québec en 1946, et voilà ce que l'on fait quand on comprend les ouvriers et qu'on aime son métier.

Je voudrais vous parler aussi de la sécurité sociale, de la médecine du travail, et de l'apprentissage. Nous avons, le 28 mai 1945, sanctionné la loi connue sous le nom de "Loi de l'aide à l'apprentissage". Peu de temps après avoir été assermenté comme ministre du Travail, j'ai reçu la visite de représentants ouvriers et patronaux qui m'ont expliqué la situation existante dans les métiers du bâtiment. Ils m'ont dit ce que je savais déjà, que, depuis de longues années, à cause de la guerre et de la terrible crise qui l'avait précédée, il n'y avait pas eu d'apprentissage dans les métiers de la construction. Nous avons immédiatement décidé de faire l'étude complète de toute la question.

Un comité de vingt-cinq personnes fut initié. Il était composé de représentants patronaux et ouvriers, d'économistes des universités Laval, Montréal et McGill. Un premier projet fut d'abord élaboré, puis soumis à l'honorable premier ministre,

et accepté intégralement par le Conseil supérieur du travail. Cette loi, que j'ai mentionnée il y a un moment, n'oblige personne à faire l'apprentissage, mais elle favorise des ententes entre les employeurs et les ouvriers. Au moyen de commissions, elle encourage la création d'écoles du bâtiment. Ainsi que de nombreux constructeurs nous l'ont confirmé, les Canadiens français possèdent des aptitudes spéciales pour ce genre de travail. D'importants entrepreneurs de race étrangère nous ont affirmé que nulle part ailleurs ils avaient rencontré des ouvriers doués de dispositions aussi naturelles dans le domaine particulier.

Le premier centre d'apprentissage a commencé à fonctionner à Montréal le 5 novembre 1945. Jusqu'à maintenant, 611 apprentis ont été admis; 310 ont terminé leur apprentissage, et ces jeunes apprentis ont gagné pas moins de 60 sous de l'heure en laissant le centre d'apprentissage. J'ai été curieux de savoir ce que les patrons en ont pensé. J'ai des pages et des pages de témoignages de patrons, de grands entrepreneurs, commerçants, etc... qui demandent au centre d'apprentissage de leur envoyer des artisans, parce qu'ils sont mieux que tous ceux qu'ils ont rencontrés jusqu'à maintenant, ce qui prouve bien que nos jeunes gens savent profiter des avantages que nous leur offrons. Les employeurs sont satisfaits et ils en demandent encore. Patrons et organisations ouvrières y souscrivent pour une somme de \$100,000.

En plus du centre d'apprentissage des métiers du bâtiment de Montréal, régi par la loi de l'aide à l'apprentissage, existent aussi le Centre de Chicoutimi, qui fonctionne depuis juillet 1946 et qui compte 98 apprentis, et le Centre de Sherbrooke, ouvert le 1<sup>er</sup> juin 1946, avec 139 apprentis admis depuis cette date. On compte neuf autres centres semblables à Chicoutimi et à Sherbrooke. Deux autres centres à Québec et à Joliette commenceront bientôt de fonctionner. Avant longtemps, mille jeunes gens sortiront tous les ans de ces écoles pour les métiers du bâtiment, jeunes gens qui gagneront leur vie facilement et seront d'excellents artisans avec la fierté d'un métier, et orgueilleux d'une personnalité. Les unions ouvrières et les associations patronales contribuent, avec le gouvernement, au maintien de ces centres qui étaient réclamés depuis longtemps et que l'Union nationale a donnés aux ouvriers et aux patrons.

Nous avons aussi, depuis deux ans, organisé des cours de plomberie dans 23 municipalités de la province à la demande de l'Association des maîtres plombiers et des ouvriers. Près de 1,000 patrons,

employés, compagnons et apprentis ont suivi des cours avec une présence moyenne de 85 %. Déjà, les résultats de cette politique se font sentir dans toute la province. Nous avons formé un comité spécial pour étudier la possibilité d'appliquer dans la province un code de plomberie sanitaire. Après un an de travail, ce comité a soumis un code qui a été accepté et approuvé par arrêté ministériel.

En agissant ainsi, l'Union nationale répondait à une demande formulée, il y a plusieurs années, par l'Association des maîtres plombiers et les unions ouvrières des constructeurs. Cette demande avait été renouvelée en septembre 1945 par une forte délégation reçue par l'honorable premier ministre et ses collègues. Notons que l'ancien gouvernement avait reçu de nombreuses demandes à ce sujet, sans même étudier la question. Sous le présent gouvernement, une seule démarche a suffi et le projet s'est concrétisé.

Et, parmi les innovations les plus remarquables et les plus urgentes que nous avons réalisées, je veux mentionner ce que nous avons accompli dans le domaine de la sécurité industrielle et de la médecine du travail. Nous avons institué à Montréal une clinique pour traiter les victimes d'accidents du travail, connue sous le nom d'hôpital Saint-Jean-Baptiste. C'est une institution dont l'installation a coûté \$87,000. Dans une bâtisse moderne, que dirigent des spécialistes de renom en médecine industrielle, nous traitons maintenant, au moyen des méthodes les plus avancées et pourvus des meilleurs appareils de physiothérapie, d'hydrothérapie, mécanothérapie et actino-thérapie, les malheureuses victimes d'accidents du travail.

Nous nous sommes rendu compte que la misère qui existe dans des milliers de foyers ouvriers avait eu comme origine un accident du travail. Nous avons voulu guérir la société de ce mal. Notre clinique fonctionne depuis le mois de février, et voici le premier rapport mensuel que je recevais le 31 mars 1947:

M. le Ministre,

Il me fait plaisir de vous faire parvenir un résumé des activités de notre service, pour le mois de mars qui vient de s'écouler.

Depuis le début de mars, nous avons reçu 96 patients pour examens radiographiques, et 95 patients nouveaux pour traitements physiothérapiques; mais il en est parti quatre, grandement améliorés ou pratiquement guéris, prêts à reprendre leur travail.

Il nous reste donc, à la clinique, 114 patients sous traitements. Nous avons donné durant le mois de mars: 48 traitements de radiothérapie, 793 traitements d'électrothérapie, 1,254 traitements de diathermie, 471 traitements d'actino-thérapie, 261 traitements de bain, 170 traitements d'exercices mécaniques. Total des traitements: 3,185.

Veuillez accepter, M. le Ministre, l'expression de ma haute considération et me croire,

(Signé) D. Leonard, M.D.  
Surintendant médical

Voici ce que nous faisons pour remédier à une lacune qui était devenue une plaie sociale!

Depuis des années, toutes les grandes corporations, toutes les grandes entreprises et les unions ouvrières déploraient ce mal. Il a fallu que le gouvernement de l'Union nationale vienne au pouvoir, pour que ce projet se réalise. Et c'est là une preuve ajoutée à cent autres de la sympathie agissante du chef de l'Union nationale pour les ouvriers.

Et pour couronner notre œuvre de réhabilitation où les victimes d'accidents du travail sont traitées par des spécialistes dotés des appareils les plus modernes, l'Union nationale a organisé un service de placement pour cette catégorie d'ouvriers. Autrefois, quand un ouvrier était blessé gravement, il était traité à l'hôpital, et, quand le patient laissait l'hôpital, il était laissé à lui-même. Maintenant, quand le patient quitte l'hôpital, il est reçu au centre de réadaptation. Immédiatement, notre service commence à fonctionner.

Pendant qu'à la clinique on s'efforce de redonner à l'ouvrier le pouvoir de gain qu'il a perdu à la suite d'un accident, ce service de placement trouve un autre emploi à l'ouvrier qui ne peut reprendre son travail ordinaire. Autrefois, lorsqu'un ouvrier était blessé, on lui donnait 45 % à 50 % de son salaire, ou toute indemnité à laquelle il avait droit, et on l'abandonnait à son sort. Le salaire qu'il reçoit, ajouté à son indemnité qui ne baisse pas par le fait qu'il travaille, lui donne environ le revenu qu'il touchait avant l'accident. Ce service, qui a commencé d'opérer en 1946, a placé dans des fonctions spéciales 335<sup>9</sup> ouvriers, dont 204 chez le même employeur et 131 chez un nouvel employeur.

Comme conclusion, lorsqu'il s'agissait d'un père de famille, il était dans l'obligation, après avoir vainement cherché un emploi pour lui-même, de faire travailler ses enfants dès leur bas âge. Il devenait un misérable, et c'était une famille de

miséreux de plus. Grâce à cette clinique, qui augmente d'un côté sa capacité de gain, et à ce service, d'un autre côté, qui lui trouve du travail, ce père de famille, après son accident, conserve le même revenu, et voici de quelle façon: après avoir été traité et guéri, et lorsqu'une indemnité a été fixée, disons à 50 %, il hérite d'une position qui représente 50 % ou plus du salaire qu'il recevait auparavant.

Le traitement qu'il reçoit et la position qu'il détient ne diminuent jamais en aucune façon l'indemnité à laquelle il a droit. Ce n'est pas tout.

De concert avec l'honorable ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette), nous sommes à organiser la médecine du travail comme faisant partie du système de la sécurité sociale. Un spécialiste, jeune médecin, le Dr Bellemarre, qui vient de terminer des études spéciales de deux années aux États-Unis, est à la disposition du ministère du Travail pour faire des enquêtes spéciales dans les industries et pour compléter le dossier médical dans les cas d'amiantose et de silicose dont le diagnostic est très difficile à faire, ou de toute autre maladie industrielle.

Aucun spécialiste ne peut dire la proportion exacte de silicose ou d'amiantose dont souffre un ouvrier; il faut se baser sur les années de travail. Mais chaque fois qu'il y aura doute, la Commission des accidents du travail paiera l'indemnité complète. Nous avons déjà réglé un grand nombre de cas présents, et nous réglons maintenant les cas passés. Des instructions précises ont été données pour que, dans tous les cas de doute, ce doute soit interprété en faveur de l'ouvrier, et qu'il reçoive sa pleine indemnité.

Le Dr Bellemarre est aidé dans son travail par un avocat, Me Cantin, spécialiste en relations industrielles, qui étudie pour le bénéfice de l'ouvrier tout le dossier et le fait compléter, afin que la Commission des accidents du travail soit mieux en état de juger avec des dossiers complets. Ces nouveaux employés sont en réalité le spécialiste médical et le spécialiste légal au service des ouvriers dans les cas particuliers. Lorsqu'il s'agit d'une usine ou manufacture, ils ont l'autorité nécessaire pour faire installer les moyens de prévention recommandables, et pour faire disparaître tout ce qui peut nuire à la santé des travailleurs. C'est une nouvelle initiative de l'Union nationale qui ne regarde pas à la dépense, quand il s'agit de protéger le capital humain.

Cette décision fut prise lors d'une visite au bureau de l'honorable premier ministre. Nous lui

avons exposé la situation. C'était un problème difficile et c'est à la suggestion du premier ministre lui-même que le ministre du Travail a mis sur pied cette organisation. Nous voulons constituer un département parfait de la médecine du travail et de l'hygiène industrielle, et nous réussissons, car nos débuts ont été des réalisations. Nous avons même devancé dans ce domaine des pays d'Europe.

Il y a quelque temps, je lisais dans un quotidien de Montréal, en date du 7 mars 1947, un article où un grand sociologue de France estimait que la sécurité sociale ne peut se concevoir sans l'organisation d'une véritable médecine du Travail. Les deux grands principes de celle-ci étant: liberté et prévention. Dans un article que vous avez sans doute lu, l'économiste parisien Claude Dufresne observe: "Considérer d'abord la nocivité du travail elle-même, c'est là le point de départ de toute action contre la maladie et les accidents. Les nouveaux médecins du travail ont donc employé leurs premiers soins à limiter, dans la mesure du possible, les risques entraînés par les métiers dangereux. C'est ainsi que les fabriques de caoutchouc, de benzol, de chlore ont été pourvues d'aménagements spéciaux..."

"Après cette opération préliminaire, on a pensé à la salubrité proprement dite des locaux. Enfin, l'état physique du travailleur avant son embauchage a fait l'objet d'un examen très sévère. Trop souvent, un état de moindre résistance du travailleur le prédispose à toutes les contaminations.

"Parallèlement à cette œuvre initiale, la législation médicale du travail était considérablement étendue dans le sens de la prévention. À l'inverse d'un système comme le système Taylor, inventé surtout en vue d'accroître le rendement de l'homme au travail, les médecins du travail ont recherché les limites au-delà desquelles la fatigue du travailleur est accrue et d'essayer de la diminuer.

"Les conditions préliminaires de la protection des travailleurs étant assurées, dans quels compartiments s'étend la médecine du travail proprement dite?

"1. Cette protection doit s'exercer d'abord par l'élimination, aussi poussée que possible, des causes d'accidents et de maladies professionnelles, qui peuvent frapper ces sujets.

"2. Toute modification ou construction nouvelle d'usine ou d'atelier devra être soumise à l'approbation du médecin, de telle sorte que l'hygiène générale des locaux puisse être surveillée.

"3. Étude de la fatigue et du surmenage, des moyens de les diminuer ou de les éviter, de la suppression des mauvaises habitudes, essentiellement par l'amélioration du matériel en vue du confort.

"4. Protection particulière de l'individu au travail. Il s'agit ici de déclarer des tares organiques permanentes ou passagères qui rendent un travail dangereux pour un sujet particulier.

"5. Cet ensemble de dispositions atteindra le principal but de la médecine du travail: la protection des ouvriers contre les contagions du voisinage.

"6. L'orientation professionnelle est fortement influencée par l'avis du médecin. L'enfant, au moment d'entrer en apprentissage, subira un examen physique médical complet portant sur la robustesse, l'adresse et l'équilibre, etc.

"Voici, en résumé, les grandes lignes de la politique suivie dans le domaine de la sécurité sociale. Cette politique a déjà permis une diminution sensible des accidents et des maladies professionnelles. En conséquence directe, le rendement des entreprises s'est accru."

Ceci, c'était le 7 mars 1947. Or, voici, M. l'Orateur, ce que nous avons fait. Le 11 juin 1946, soit plusieurs mois plus tôt que cet article fût écrit, j'adressais une lettre au Dr Lucien Brouha, chef du département d'hygiène et de physiologie, Faculté de Médecine de l'Université Laval, Québec, et je lui demandais de faire enquête sur les conditions de travail à la Drummondville Cottons, qui emploie 3,000<sup>10</sup> ouvriers. Voici ce que j'écrivais:

"Je vous fais parvenir sous pli une copie de la loi des règlements concernant les établissements industriels et commerciaux, ainsi que copie des arrêtés nos 1640 et 2070 respectivement, des 10 et 28 mai 1946; vous constaterez que ces deux arrêtés ministériels prévoient l'addition de l'article 70c aux règlements en exécution de la loi des établissements industriels et commerciaux.

"Or, le ministre du Travail a reçu, en exécution de l'article 70c, une demande de permis de la part d'un établissement (dont j'indiquais le nom). Je vous désigne, par la présente, et en exécution du paragraphe 4 de l'article 70c déjà mentionné, comme médecin en hygiène industrielle chargé de faire enquête dans ce cas.

"Je vous prie, en conséquence, de procéder à une enquête qui portera sur les points suivants:

"1. Conditions de travail dans l'établissement;

"2. Salle de repos et endroit de repas du personnel;

"3. Organisation de cantines mobiles permettant au personnel de prendre des repas chauds à l'endroit de leur travail ou ailleurs;

"4. Pause minimum qui peut être allouée aux employés pour prendre leur repas au cours de l'équipe de huit heures;

"5. Répartition des pauses dans chacun des départements de l'usine, pour des fins de repas ou de collations;

"6. Autres pauses et période de repos au cours de l'équipe de huit heures;

"7. Diététique qui devrait être suivie par le personnel à l'usine et ailleurs, et qui aurait pour conséquence de faciliter la digestion et de diminuer la fatigue en général".

À la suite de cette demande, un rapport fut adressé concernant les particularités du travail, sur les accommodations, la fatigue excessive, le bruit, le degré d'humidité, la chaleur et la concentration des poussières.

Ce document était adressé à la compagnie intéressée, avec prière de mettre nos recommandations à exécution.

Le 25 mars, je recevais une lettre de la compagnie, m'informant qu'un système qui coûte environ \$500,000 sera installé. On ajoutait que celle-ci s'engageait à assurer dans les usines le degré d'humidité nécessaire, en installant un système mécanique d'air climatisé, comme il en existe dans les filatures des États-Unis.

La compagnie déclarait, de plus, qu'elle allait organiser une salle de repos. Elle exprimait son intention d'agrandir bientôt les chambres de toilette, et installer une salle de repos contiguë qui pourrait aussi servir de fumoir; une cafétéria pouvant recevoir 500 personnes et où l'on servira un repas complet pour la somme de \$0.34; de nouvelles fontaines réfrigérantes, pour assurer une distribution complète d'eau froide dans l'atelier; une période de dîner entre 11 heures 15 a.m. et 1 heure p.m., afin d'éviter l'encombrement à la cafétéria. La compagnie veut aussi améliorer la composition des repas et créer un hôpital dans l'établissement.

Ça, M. l'Orateur, c'est de la sécurité industrielle; ça, c'est de la médecine préventive, et pour faire ces choses, M. l'Orateur, il faut être sympathique à l'ouvrier! Même si c'est un devoir pour tout homme de cœur de voir à la sécurité ouvrière, à la sécurité familiale, à la sécurité sociale, à la sécurité industrielle, il faut, comme ministre du Travail, vraiment aimer ses fonctions pour s'occuper de toutes ces questions et innover dans ces domaines.

Mais vous me direz: ceci n'est qu'un exemple. Non, M. l'Orateur, le 18 février 1947, nous écrivions de nouveau au Dr Lucien Brouha, concernant une enquête semblable pour la filature de la Dominion Textile, à Saint-Grégoire de Montmorency. Nous le priions de tenir une enquête sur les points suivants:

1. Les conditions générales de travail dans l'usine: température, hygrométrie, poussière, bruit, éclairage, durée de travail, etc...

2. Salle de repos, réfectoire, vestiaire, toilettes, ravitaillement en eau potable dans les ateliers;

3. État médical de la population ouvrière et organisation du service médical à l'usine;

4. Réactions physiologiques des ouvriers avant, pendant, et après le travail;

5. Pauses pour le repas et pauses de repos pendant la journée de travail;

6. S'il existe une cafétéria, enquête alimentaire sur les repas servis à la cafétéria. S'il n'existe pas de cafétéria, enquête alimentaire sur la composition du repas apporté par les ouvriers."

Ça encore, M. l'Orateur, c'est de la sécurité industrielle! Ça, c'est de la médecine préventive! Cela, c'est de la médecine préventive, c'est de l'hygiène industrielle. Pour faire cela, il faut nécessairement être sympathique aux ouvriers. Nous avons fait tout cela, et autre chose, sans augmenter les taxes.

(Applaudissements à droite et sourires à gauche)

Qu'avions-nous fait, maintenant, dans le domaine de la sécurité familiale?

En 1939, il y avait, dans la province de Québec, la Commission des pensions de vieillesse. M. l'Orateur, vous vous rappelez que la première pension de vieillesse a été payée par le gouvernement de l'Union nationale, et que la loi des allocations aux mères nécessiteuses est une œuvre de l'Union nationale. En 1939, on payait une moyenne de \$40.78 par mois. En 1940, sous le régime libéral, cette moyenne tomba à \$26.74 par mois. Grâce aux amendements apportés par l'Union nationale, après les élections de 1944, 72 % des mères nécessiteuses reçoivent maintenant une augmentation qui se chiffre à plus de cinquante mille dollars par mois.

La province a payé, en 1944, \$3,668,225.25; en 1945, \$4,132,794.45; en 1946, \$4,500,000 aux mères nécessiteuses. En janvier 1947, la province payait \$80,000<sup>11</sup> de plus qu'en septembre 1944, soit l'équivalent de \$1,000,000 de plus par année. Le gouvernement fédéral payait \$2,400,000 aux mêmes familles. Le gouvernement libéral avait diminué de \$70,000 par mois les allocations payées à 4,541 mères nécessiteuses, ou environ \$840,000 par année. Il en fut ainsi pendant deux ans.

Quand nous avons repris le pouvoir, en août 1944, la moyenne payée à 9,971 mères nécessiteuses

était de \$30.61. Or, en janvier 1947, grâce aux augmentations votées par l'Union nationale, 11,652 mères nécessiteuses recevaient une moyenne de \$33.19, soit une augmentation par mois de \$2.42 pour chaque allocation.

Pour la première fois dans la province de Québec, la pension aux aveugles et la pension aux vieillards furent payées par le gouvernement de l'Union nationale et apportèrent un soulagement incroyable dans des milliers de foyers. Encore là, le chef de l'opposition (M. Godbout), durant son régime, a trouvé moyen de saboter les pensions de vieillesse. En 1939, quand les libéraux prirent le pouvoir, les pensions de vieillesse commencèrent à diminuer et baissèrent graduellement pour descendre, en 18 mois, de \$17.84 à \$15.66 en moyenne. Le nombre des pensionnaires subit également une diminution qui fut de plus de 500<sup>12</sup> en 1941, et de plus de 1,200 en 1943, à comparer avec 1939. Sur une période de deux ans, les vieillards ont reçu \$100,000 de moins, par mois, que sous le gouvernement de l'Union nationale.

En vue des élections, le gouvernement libéral s'est montré plus généreux, et il a augmenté le nombre des pensions. En août 1944, on comptait 48,047 pensionnaires, mais c'est encore là 200 pensionnaires de moins que sous l'Union nationale. Mais, en janvier 1947, sous le régime de l'Union nationale, nous comptons 54,251 pensionnaires, soit 6,000 de plus qu'à la fin du régime libéral.

Sous l'Union nationale, les vieillards de la province reçoivent donc \$150,000 de plus par mois que sous l'ancien régime libéral. Les pensions ont baissé graduellement d'après les instructions spéciales qui ont été données par le gouvernement libéral. Elles ont remonté lentement au niveau établi par le gouvernement national, et ce, à partir de la fin de 1943 quand le régime commença à chanceler.

Après deux ans du régime de l'Union nationale, nous avons, comparé au gouvernement libéral, payé aux mères nécessiteuses \$1,000,000 de plus par année; nous avons payé un \$1,500,000 de plus aux vieillards. C'est ce que nous avons fait dans le domaine de la sécurité familiale! Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement de l'Union nationale a apporté de nombreux amendements à la loi des accidents et (celle) du travail, dont les heureux bénéficiaires ne sont nuls autres que nos ouvriers.

C'est ainsi que, par des amendements apportés à la loi des accidents du travail, le gouvernement de l'Union nationale a porté l'indemnité aux accidentés de \$12.50 qu'elle était à \$15 par semaine, une indemnité minimum payée aux victimes d'accidents

du travail; en d'autres termes, les petits salariés reçoivent environ \$300,000 de plus par année qu'auparavant, grâce encore au gouvernement Duplessis.

Mais il y a plus. Jusqu'à présent, les veuves d'ouvriers accidentés sans enfant recevaient \$40 par mois, les veuves avec un enfant, \$50, et les veuves avec deux enfants, \$54.16. Et bien! À la présente session, l'Union nationale a porté les indemnités à \$45 par mois pour une femme seule, \$55 pour une veuve avec un enfant, et \$65 pour une veuve avec deux enfants. Notre loi est supérieure à toutes celles qui existent ailleurs au Canada et aux États-Unis. L'augmentation profite immédiatement à 925 veuves et représente un supplément de \$80,000 par année qu'elles doivent au gouvernement Duplessis. Le gouvernement a aussi augmenté en moyenne de \$8 par mois l'allocation payée à la veuve de la victime d'un accident de travail, ce qui représente près de \$100,000 de plus par année.

Un autre amendement porte de \$2,000 à \$2,500 par année le montant qui sert de base pour établir l'indemnité maximum, c'est-à-dire qu'un ouvrier qui gagne plus de deux mille dollars par année, et jusqu'à concurrence de deux mille cinq cents dollars, recevra durant l'incapacité complète les deux tiers de son salaire, alors qu'auparavant il ne pouvait retirer en indemnité que les deux tiers de \$2,000. Par ces divers amendements à la loi des accidents du travail, les ouvriers, leurs veuves et leurs enfants recevront \$1,000,000 de plus que sous l'ancien gouvernement libéral, ce qui n'empêchera pas le chef de l'opposition (M. Godbout) et consorts de dire que le premier ministre (l'honorable M. Duplessis) ne fait rien pour l'ouvrier.

Nous avons payé \$1,000,000 aux mères nécessiteuses, \$1,500,000 aux vieillards, et \$1,000,000 de plus aux victimes d'accidents du travail, et nous dépensons des centaines de milliers de dollars pour réhabiliter les victimes d'accidents du travail et pour encourager l'apprentissage. M. l'Orateur, voilà ce que nous avons fait concernant les législations syndicales, la sécurité syndicale, la sécurité industrielle, la sécurité familiale, la sécurité sociale.

Et toutes ces augmentations ont été faites sans augmentation de taxes. Elles ont apporté, après deux ans et demi, sous le deuxième gouvernement de l'Union nationale, environ \$4,000,000 de plus par année aux ouvriers et à leurs familles en pensions et indemnités seulement.

On se rappelle par quelle crise nous avons passé, avant la guerre. Tous se souviennent que, sous

le gouvernement de l'Union nationale de 1936 à 1939, nous avons dû faire des travaux et dépenser un montant de plus de cinquante millions de dollars, pour empêcher de crever de faim la population négligée par l'ancien gouvernement libéral. À ce moment-là, les anciens chefs du Parti libéral accusèrent le gouvernement de l'Union nationale, en 1939, précisément, de dépenser de l'argent, alors que nous faisons vivre la population qui avait été négligée par l'ancien gouvernement. Ce sont ces gens-là qui nous accusèrent d'avoir dépensé de l'argent comme des<sup>13</sup> matelots en goguette. Mais, de 1939 à 1945, on peut dire qu'ils ont dépensé eux comme dix marines entières en célébration, sans qu'il ne reste quelque chose pour nos gens.

(Rires)

Ils reçoivent aujourd'hui leur châtiment, en écoutant le discours sur le budget et en constatant les œuvres de l'Union nationale. Sous le premier gouvernement de l'Union nationale, quatre-vingt-quinze pour cent des argents dépensés en travaux ont été déboursés par la province de Québec, Ottawa ne voulait pas coopérer. On a accusé le gouvernement de l'Union nationale de dépenser pour donner de l'ouvrage aux ouvriers, mais sous les régimes libéraux, ce fut une orgie de dépenses. Lorsque le gouvernement de l'Union nationale a laissé le pouvoir en 1939, en raison des promesses de guerre qui avaient été faites, on se rappelle que ces travaux de chômage furent arrêtés, et que les jeunes gens, principalement en 1940 et en 1941, attendirent vainement de l'ouvrage.

Quel contraste avec ce que nous faisons présentement! Alors que nous préparons la jeunesse pour l'avenir; alors que nous lui mettons dans les mains les outils nécessaires qui les aideront à gagner leur vie, qui en feront de bons artisans, des ouvriers satisfaits et que nous leur offrons les possibilités de s'orienter; que nous leur fournissons du travail; en 1941, à la suite de la déclaration de la guerre, comme unique instrument de travail, on lui a imposé une carabine...!

M. l'Orateur, c'était tout ce qu'on voulait lui offrir. Nous aidons aux jeunes à gagner leur vie. Le parti qui nous a remplacés momentanément n'a trouvé d'autre moyen de les aider qu'en leur mettant un fusil aux poings!

**Des voix oppositionnistes protestent.**

**M. Leduc (Laval):** Vous étiez bien contents d'avoir ces jeunes gens pour défendre le pays et vous conserver le droit de parler aujourd'hui.

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. l'Orateur:** Je demande au député de Laval de s'abstenir d'interrompre le discours du ministre et de le laisser parler.

(Chahut)

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** M. l'Orateur, le député qui m'interrompt est trop connu pour que je prenne la peine de lui répondre. Tout le monde le connaît, il est une nullité reluisante et satisfaite, et je le laisse dans l'ombre avec les siens.

M. l'Orateur, non seulement nous avons aidé les ouvriers, mais nous les avons défendus en chaque occasion. Tout le monde se rappelle, lorsque nous étions dans l'opposition, cet arrêté ministériel numéro 2222. Par cet arrêté, on obligeait les jeunes gens à s'enrôler, on leur refusait l'assurance-chômage, on leur refusait du travail; cet ordre en conseil fut connu à Québec le 2 mai à 10 heures de l'avant-midi. Le même jour, à 11 heures du matin, une protestation fut faite. C'était la première protestation qui s'élevait contre ce décret odieux, infâme, et cette protestation sortait des lèvres de l'ami des ouvriers, le chef de l'Union nationale, et je l'en félicite.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, si nous avons réalisé tout ce travail dans ces différents domaines, c'était pour remplir nos promesses. Il y a bien d'autres choses que nous pourrions dire encore; nous pourrions encore dire: c'est pour garantir l'autonomie provinciale, et c'est parce que nous avons voulu travailler pour le peuple du Québec que nous avons réalisé ces œuvres et accompli ces luttes. Tout ce que nous avons fait passer dans le domaine des réalités, tant pour les patrons que pour les ouvriers et les apprentis, tant pour les mères nécessiteuses que pour les vieillards, les victimes d'accidents du travail et pour garantir la sécurité sociale; tout cela a d'abord été soumis à mon chef, et je désire le remercier de sa vive compréhension, de sa sympathie véritable envers les petits, les faibles et tous ceux qui sollicitent son appui.

J'ai toujours trouvé chez lui une oreille attentive et un solide appui, quand il s'agissait de trouver une solution à un problème d'ordre social. En septembre 1944, il m'a appelé dans son cabinet comme représentant des ouvriers. J'ai travaillé pour eux, et, en voyant la situation déplorable créée et tolérée par l'ancien régime, j'ai été le rencontrer, et j'ai toujours reçu chez lui un accueil bienveillant,

lorsqu'il s'agissait de demander quelque chose de nature à soulager les ouvriers, les petits, les faibles.

On accuse le chef de l'Union nationale de bien des choses; pourtant, on lit dans un journal de Québec, "*L'Action catholique*", aujourd'hui même, un titre comme celui-ci "Ontario n'est pas à vendre, dit M. Drew"; c'est ce qu'a toujours proclamé le chef de l'Union nationale, quand il fut question de Québec à Ottawa. C'est précisément cela que mon chef est allé dire à Ottawa, en revendiquant nos droits. Il a dit que Québec est prêt à collaborer, mais que notre province n'est pas à vendre.

Le gouvernement actuel veut travailler pour le peuple de Québec en collaboration avec les patrons et les véritables chefs ouvriers. Québec n'est pas à vendre, et nous ne sommes pas à vendre parce que nous voulons continuer à travailler pour les ouvriers et la province tout entière. L'Union nationale est demeurée un mouvement libre qui a voulu conserver à la province son autonomie.

(Applaudissements à droite)

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** relève certains arguments des orateurs précédents. Il répond au député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), qui a parlé du nationalisme étroit du gouvernement, en discutant le problème des relations entre le fédéral et la province. C'est une expression pour le moins injuste, car le nationalisme du Québec n'a rien d'agressif; il consiste au contraire à réclamer simplement des droits.

Il (M. Laurendeau) ne peut non plus approuver la conduite du gouvernement, au sujet de la suspension de l'arbitrage, dans le cas des différends entre instituteurs et commissions scolaires. En mettant de côté l'arbitrage pour fixer un salaire minimum de \$600, le gouvernement a donné aux commissions scolaires rurales la tentation de faire de ce minimum un maximum. En fait, 809 commissions sur 1,511, soit 54 %, donnent aujourd'hui un traitement fixe de \$600, sans échelle qui tienne compte de l'expérience et de la compétence. Le stimulant à la compétence se trouve ainsi à disparaître. On devrait avoir un minimum de \$600, accompagné d'une échelle d'augmentations statutaires.

Il (M. Laurendeau) parle des fonctionnaires provinciaux. Il ne fait pas de doute qu'un bon nombre d'entre eux ne sont pas suffisamment rémunérés. On a dit qu'il fallait attendre, étudier, classer. Mais tout cela prend bien du temps. Il y a un danger: le danger que les meilleurs éléments songent à en sortir, que les jeunes ne soient pas attirés vers le service

civil, que le fédéral recrute les meilleurs éléments au détriment de la province. Il y a danger que les compétences s'en aillent soit dans l'industrie privée, soit dans le fonctionnarisme fédéral, qui est généralement mieux rémunéré.

Il (M. Laurendeau) aborde le thème des relations fédérales-provinciales. La partie du discours du trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon) relative à cette question mériterait une large diffusion. C'est un excellent exposé, dit-il, de la marche envahissante de la centralisation. Mais on peut déplorer l'absence de conclusions absolument précises et pratiques.

Je veux aborder un sujet particulier: le problème de la primauté de la province dans le domaine de la taxation directe. Le trésorier provincial a été prudent dans ses références aux impôts provinciaux et, bien qu'il ne les applique pas cette année, ils seront sans doute rétablis plus tard. Cette question est à la base de toute la fiscalité provinciale. Il (M. Laurendeau) répond à la thèse du député de Montmagny (M. Choquette) sur le sujet. Il regrette que le trésorier n'ait pas défini clairement l'attitude de la province en face de ce problème. Les provinces ont-elles un droit de priorité dans le domaine de la taxation directe? Voilà le véritable problème, dit-il.

Le jugement du Conseil privé, dans la cause de *Silver Brothers Products*, dans lequel on a voulu trouver une reconnaissance de la primauté de la taxation fédérale, ne s'applique en réalité que dans le cas où il y a conflit entre deux impôts concurrents et constitutionnels. Ce jugement n'a rien réglé. Le conflit alors provient non pas de l'inconstitutionnalité de l'une des deux lois, mais de l'exiguïté de la matière imposable. En face d'une taxation directe du fédéral qui ne tient pas compte des besoins des provinces, le problème qui se pose, c'est précisément de savoir si Ottawa est chez lui, s'il agit constitutionnellement.

Tant que ce problème n'est pas réglé, aussi longtemps qu'il n'est pas prouvé que le fédéral n'usurpe pas des pouvoirs en taxant sans limite, suivant la thèse de M. Ilsley, on ne saurait invoquer le principe émis dans le jugement de *Silver Brothers*. Car alors, il ne s'agit plus d'un conflit entre deux lois constitutionnelles, mais d'un conflit entre une loi provinciale constitutionnelle et une loi fédérale qui ne l'est pas, auquel cas, la loi constitutionnelle prévaut.

Or, l'article 92 de la Constitution constitue la province en État souverain dans son domaine, en lui donnant le droit exclusif de légiférer en certaines matières. Mais il ne peut y avoir de souveraineté

réelle, sans liberté fiscale. La thèse de M. Ilsley nous mène donc à l'absurde, puisqu'elle ne nous reconnaît aucun pouvoir fiscal sûr. Nous ne serions chez nous nulle part en matière de taxe. Cela ruinerait tous nos autres pouvoirs.

La Confédération serait une farce, une mauvaise plaisanterie. Elle n'aurait pas donné aux provinces les pouvoirs nécessaires pour exécuter les lois que la Constitution lui confère l'autorité d'établir. La thèse de M. Ilsley est donc absurde. Elle ne tient pas debout. Il faut que nous soyons chez nous quelque part dans le domaine des taxes.

La taxation directe pour fins provinciales est entièrement de la juridiction provinciale. Quand les provinces imposent une taxe directe, elles sont parfaitement et complètement chez elles; il invoque à son appui une décision du Conseil privé dans une cause de l'année 1887 relative aux banques et aux compagnies d'assurances possédant une charte fédérale. Il fallait déterminer s'il existait un conflit entre les articles 91 et 92. Il en conclut que le fédéral n'a qu'un pouvoir général en matière de taxation directe, tandis que les provinces ont des droits spécifiques.

Le pouvoir général du fédéral ne doit pas épuiser le pouvoir particulier des provinces; et en conséquence, la taxation directe pour fins provinciales est entièrement de la juridiction provinciale. La thèse de la primauté des droits provinciaux en matière de taxation directe a donc une base juridique solide. Les membres de la Législature devraient être unanimes à la proclamer. Nous avons donc un jugement catégorique, aussi clair que possible, que l'on peut opposer à la prétention de M. Ilsley et des autres centralisateurs.

Le pouvoir fédéral a aussi des droits en matière de taxation directe, mais ces décrets sont limités et relatifs; il n'a qu'un pouvoir général, tandis que les États provinciaux ont des droits spécifiques, et on ne saurait admettre que les Pères de la Confédération aient voulu que le pouvoir général puisse épuiser le pouvoir particulier. Il faut donc reconnaître que les réclamations des provinces ont une base juridique et constitutionnelle. Cette primauté de l'État provincial doit être réclamée et faire la base de la politique fiscale du gouvernement provincial.

En substance, cela paraît être la base de la politique fiscale du gouvernement. Le gouvernement admet en thèse générale la priorité de la province dans les trois principaux impôts directs. Il (M. Laurendeau) se réjouit de constater qu'il ne semble vouloir rien céder en matière de droits de succession, et manifeste le désir de conserver ses droits en matière de droits sur les corporations. Mais il s'alarme du fait que la



province semble prête à un compromis pour ce qui est de l'impôt sur le revenu. Quand on examine les textes, on voit que l'accent principal porte sur l'impôt sur les successions et l'impôt sur les corporations. On a l'impression que le gouvernement pourrait être disposé à céder contre certaines compensations.

Avant de ne rien faire, la situation devrait être étudiée à fond, parce que l'impôt sur le revenu personnel est actuellement la plus riche source de taxation. Au point de vue rendement en argent, c'est ce dernier impôt qui rapporte le plus. En 1943-1944, le gouvernement fédéral a retiré de cette source \$813,000,000, alors que l'impôt sur les corporations rapportait seulement \$311,000,000. Il semble donc dangereux pour l'avenir de renoncer à l'impôt qui, en plus d'être théoriquement le plus juste, bien qu'il ait été appliqué d'une façon abusive par Ottawa, est aussi celui qui rapporte le plus.

C'est un impôt impopulaire et la façon de l'appliquer d'Ottawa n'est pas de nature à le rendre populaire. Il (M. Laurendeau) fait d'autres constatations sur l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les corporations. La province devrait les conserver tous les deux, dit-il.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** suggère au député d'ajourner le débat, afin d'avancer l'étude de quelques bills privés avant l'ajournement.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)**<sup>14</sup> propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Bergeron), que le débat soit maintenant ajourné. Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### Projets de loi:

##### Charte des Trois-Rivières

**M. Bellemare (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 163 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 163 sans l'amender.

**M. Bellemare (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### Charte de Saint-Laurent

**M. Johnson (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 140 sans l'amender.

**M. Johnson (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### Casa d'Italia

**M. Gatién (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 constituant en corporation Casa d'Italia - Maison d'Italie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### Charte de l'Hôpital Sainte-Justine

**M. Gatién (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 modifiant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### La Congrégation des Filles de Jésus

**M. Caron (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 modifiant la loi constituant en corporation La Congrégation des Filles de Jésus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### George Vassili Candris

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre George Vassili Candris à l'exercice de l'art dentaire, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### La corporation des Frères de Sainte-Croix

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 constituant en corporation La corporation des Frères de Sainte-Croix soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Les religieux de Sainte-Croix

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 modifiant la charte de Les religieux de Sainte-Croix soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 40.

### NOTES

1. L'ancien trésorier libéral, parfaitement bilingue, prononce tout son discours en français, selon *L'Événement-Journal* du 9 avril 1947, à la page 11, et d'une durée de 2 heures et trois quarts, selon *L'Action catholique* du même jour, à la page 3. Il

passé au crible, page par page, le texte du discours du trésorier provincial. À six heures, il n'était rendu qu'à la page 104 et a dû demander à la Chambre l'autorisation pour aller jusqu'à la fin, toujours selon *L'Action catholique* du même jour, à la page 3.

2. Dans *The Sherbrooke Daily Record* du 9 avril 1947, à la page 1, il s'agit plutôt du mois de décembre.

3. *Le Canada* du 9 avril 1947, à la page 2, laisse plutôt entendre que: "trois mois plus tard, elle avait monté à \$308!" Dans *The Sherbrooke Daily Record* du même jour, à la page 1, il s'agit de \$298,000,000.

4. Secrétaire général du Parti ouvrier progressiste (Parti communiste canadien) de 1929 à 1962.

5. En l'absence des ministres de la Voirie et de la Colonisation, c'est le premier ministre qui répond à M. Drouin, selon *L'Événement-Journal* du 9 avril 1947, à la page 1.

6. D'après les règlements de la Chambre, l'intervention du ministre du Travail devait se limiter à une heure, mais du consentement unanime de la Chambre, il a parlé pendant une heure et demie, selon *L'Action catholique* du 9 avril 1947, à la page 3.

7. Selon *Le Temps* du 13 juin 1945, à la page 5, il s'agit de \$0.16.

8. Selon *Le Devoir* du 9 avril 1947, à la page 7, et *Le Droit* du même jour, à la page 4, il s'agit de 800,000 salariés.

9. Il s'agit de 336 ouvriers, selon *Le Temps* du 13 juin 1947, à la page 7.

10. Il s'agit de 8,000 personnes, selon *L'Étoile du Nord* du 24 avril 1947, à la page 4.

11. Selon *Le Devoir* du 9 avril 1947, à la page 7, il s'agit de \$1,000,000 de plus par mois.

12. *Le Devoir* du 9 avril 1947, à la page 7, mentionne plutôt 509 pensionnaires.

13. *Le Nouvelliste* du 9 avril 1947, à la page 8, rapporte plutôt "dix matelots en goguette".

14. Selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 9 avril 1947, à la page 3, M. Laurendeau a livré

---

seulement la moitié, environ, du discours qu'il avait préparé. Il est alors 10 h 30, selon *Le Devoir* du même jour, à la page 7.



Séance du mercredi 9 avril 1947

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Corporation de Normetal**

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Larivière), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Corporation de Normetal, demandant l'adoption d'une loi la libérant de certaines obligations et servitudes, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue.

- de la Corporation de Normetal, demandant l'adoption d'une loi la libérant de certaines obligations et servitudes (M. Lesage).

**Rapports des comités permanents:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 165 concernant la Caisse nationale d'Économie.

**Projets de loi:**

**Caisse nationale d'Économie**

**M. Johnson (Bagot)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 165 concernant la Caisse nationale d'Économie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 7 sont adoptés.

Est ajouté, après l'article 7, l'article suivant:

"8. Les dispositions de l'article 14 de la loi 3 George V, chapitre 93, ne s'appliquent pas quant aux nouveaux pouvoirs conférés par l'article 1a de la présente loi non plus qu'à la Caisse de remboursement (9 George VI, chapitre 105), relativement à l'impôt provincial."

Le nouvel article 8 est adopté.

En conséquence, l'article subséquent est renuméroté.

L'article 9, ainsi que le préambule, sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 165 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**M. Johnson (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Décisions de l'Orateur:**

**Pétition des électeurs  
de Rouyn-Noranda<sup>1</sup>**

**M. l'Orateur:** Une pétition adressée à l'Orateur de la Chambre et aux membres de l'Assemblée législative m'a été remise hier. Cette pétition, signée par des milliers d'électeurs de Rouyn-Noranda, demande à l'Orateur de la Chambre de déclarer le siège de Rouyn-Noranda vacant et de faire émettre au plus tôt un bref d'élection.

Je tiens à rappeler les articles 512 et 513 du Règlement de la Chambre.

L'article 512 déclare qu'une pétition ne peut être présentée à la Chambre que par un député; l'article 513 stipule que l'Orateur ne peut présenter aucune pétition. L'Orateur ne pouvant présenter de pétition et la pétition n'étant pas présentée par un député, elle ne peut pas être prise en considération.

Je dois ajouter que l'Orateur n'a aucun pouvoir de déclarer le siège en question vacant, ni de faire émettre un bref d'élection.

Si la personne qui m'a expédié la pétition au nom des électeurs veut bien me faire connaître son adresse, je lui retournerai les documents reçus<sup>2</sup>.

(Hilarité générale, incluant le député de Rouyn-Noranda, M. Côté)

#### Questions et réponses:

##### Sommes versées à titre d'allocations familiales

**M. Roberge (Lotbinière):** Quel montant le gouvernement de la province a-t-il déboursé pour payer des allocations familiales aux citoyens de la province de Québec en vertu du chapitre 6, 9 George VI, 1945, loi intitulée: "Loi des allocations familiales"?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Voir réponse aux *Procès-Verbaux* de la séance de la Chambre du mercredi, 6 mars, page 129.

##### Dollard Dansereau

**M. Sylvestre (Berthier):** 1. Du 1<sup>er</sup> septembre 1944 au 1<sup>er</sup> mars 1947, a-t-il été payé quoi que ce soit à M. Dollard Dansereau par un des départements, offices, commissions ou régies de l'administration provinciale?

2. Dans l'affirmative:
  - a. Quels sont la date et le montant de chaque paiement?
  - b. À quel titre chaque paiement a-t-il été fait?
  - c. Y a-t-il quelque pièce attachée à chaque compte attestant que des services ont été rendus pour le montant payé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. et 2. Depuis le 23 septembre 1944, M. Dollard Dansereau exerce les fonctions de substitut du

procureur général, à Montréal, et son salaire est de \$3,000 par année.

##### Omer Langlois

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** 1. Du 1<sup>er</sup> septembre 1944 au 1<sup>er</sup> mars 1947, a-t-il été payé quoi que ce soit à M. Omer Langlois par un des départements, offices, commissions ou régies de l'administration provinciale?

2. Dans l'affirmative:
  - a. Quels sont la date et le montant de chaque paiement?
  - b. À quel titre chaque paiement a-t-il été fait?
  - c. Y a-t-il quelque pièce attachée à chaque compte attestant que des services ont été rendus pour le montant payé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. et 2. Non.

##### Lévis Lorrain

**M. Ross (Montréal-Verdun):** 1. Du 1<sup>er</sup> septembre 1944 au 1<sup>er</sup> mars 1947, a-t-il été payé quoi que ce soit à M. Lévis Lorrain par un des départements, offices, commissions ou régies de l'administration provinciale?

2. Dans l'affirmative:
  - a. Quels sont la date et le montant de chaque paiement?
  - b. À quel titre chaque paiement a-t-il été fait?
  - c. Y a-t-il quelque pièce attachée à chaque compte attestant que des services ont été rendus pour le montant payé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1. et 2. Non.

##### Sommes payées par la Beauharnois Light, Heat & Power Co. à J.-A. Savoie

**M. Sylvestre (Berthier):** Quels montants la Beauharnois Light, Heat and Power Co. a-t-elle payés à titre d'honoraires professionnels, déboursés et émoluments, et frais de voyage à M. J.-A. Savoie, membre de la Commission hydroélectrique de Québec?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Rien.

**Sommes payées par la  
Montreal Island Power Co. à J.-A. Savoie**

**M. Sylvestre (Berthier):** Quels montants la Montreal Island Power Company a-t-elle payés à titre d'honoraires professionnels, déboursés et émoluments, et frais de voyage à M. J.-A. Savoie, membre de la Commission hydroélectrique de Québec?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Rien.

**Pont à  
Saint-Césaire de Rouville**

**M. Sylvestre (Berthier):** 1. Le département des Travaux publics a-t-il construit un pont dans le village de Saint-Césaire, comté de Rouville?

2. Dans l'affirmative, combien a coûté la construction de ce pont?

3. Quel est le nom de l'entrepreneur qui a obtenu le contrat?

4. Y a-t-il eu des soumissions publiques demandées par la voie des journaux?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** 1. Un pont en construction au village de Saint-Césaire, comté de Rouville, sur la rivière Yamaska.

2. La construction n'est pas complétée.

3. Substruction et dalle en béton: Quémont Construction, inc., Montréal.

Superstructure métallique: Dominion Bridge Co., Ltd., Lachine.

4. Des soumissions ont été demandées et toutes les précautions ont été prises pour sauvegarder les intérêts de la province, mais non par la voie des journaux.

**Demandes de documents:**

**Cités-Jardins du Québec  
et l'Union Économique d'Habitations**

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion de l'honorable représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), proposant qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre: une copie de toutes correspondances, télégrammes, requêtes, etc., échangés entre le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, sociétés, corporations, etc., depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1945 à date, concernant les Cités-Jardins du Québec et l'Union Économique d'Habitations.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** demande au gouvernement d'intervenir dans cette affaire pour protéger les gens qui ont acheté les maisons des promoteurs et qui sont actuellement en face d'une dette dont le total atteint près de \$400,000. C'est la ruine pour la plupart d'entre eux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** remercie le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) d'avoir soulevé ce débat. Il s'agit d'une affaire malheureuse. Des personnes de bonne foi, et d'autres qui l'étaient peut-être moins, ont organisé une espèce de coopérative pour faciliter la construction de logements.

Plusieurs centaines de milliers de dollars ont été placés de bonne foi dans cette entreprise. Ceux qui ont acheté les maisons se trouvent dans une situation intolérable, parce que la construction a coûté beaucoup plus cher qu'on s'y attendait. On m'a demandé de garantir les avances faites et qui se chiffrent à trois ou quatre cent mille dollars.

J'ai répondu que nous ne pouvions pas faire cela. Et j'ai attiré l'attention de ces personnes sur l'abîme qui sépare la théorie de la pratique. Le meilleur moyen de ne pas perdre d'argent et de n'en pas faire perdre aux autres, c'est de se tenir les pieds à terre et de regarder où l'on va. Il y a des gens qui sont toujours prêts à donner des conseils aux autres et qui ne sont même pas capables de placer leur argent en sécurité. J'ai dit à ces gens que, lorsqu'on n'est pas capable d'administrer \$300,000, on n'est pas qualifié pour donner des conseils à ceux qui administrent des millions par année.

De pauvres gens ont fait des pertes considérables dans cette entreprise. Nous sommes à étudier l'opportunité de présenter un projet de loi. Même si ces gens ont manifesté plus de bonne foi que de connaissances et de jugement, il s'agit tout de même d'un cas sympathique. Nous étudions la chose et nous verrons. Tout dépendra des circonstances. Nous avons pensé à une législation qui aurait pour effet d'accorder un moratoire aux personnes qui se sont fait construire des maisons à Montréal par ces organismes et qui, par suite de difficultés provoquées par la hausse des prix, sont aujourd'hui incapables de rencontrer leurs obligations, car il y a là des pères de famille qui ont engagé là toutes leurs économies et qui sont en présence d'un désastre.

La loi pourrait aussi créer un organisme qui évaluerait chaque propriété et établirait le montant dû sur chacune. On a représenté à certains acheteurs que la maison coûterait \$4,000 et, plus tard, on a fait signer des billets de \$7,000 et \$8,000, quand la

maison ne valait pas ce montant. Nous allons continuer d'étudier ce problème sous tous ces aspects, afin de trouver une solution équitable pour tous les intéressés. Il n'y a pas de doute qu'il faut faire quelque chose pour venir en aide à ceux qui ont agi d'après les conseils de gens dont l'idéal était mal soutenu par la compétence.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** remercie le premier ministre, disant qu'il ne doutait pas des bonnes intentions du gouvernement. Il espère que des mesures efficaces seront prises pour protéger les acquéreurs.

Il (M. Francoeur) déclare qu'il retire sa motion.

Il est ordonné que la motion soit retirée.

### ***Les Enfants du Paradis*<sup>3</sup>**

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Québec (M. Chaloult) proposant qu'il soit produit et déposé sur le bureau de cette Chambre: une copie de toute correspondance échangée entre le département du procureur général ou le bureau provincial de censure et M. René de Messières, conseiller culturel à l'ambassade française à Ottawa, au sujet du film cinématographique *Les Enfants du Paradis*<sup>4</sup>.

**M. Chaloult (Québec)** déclare qu'il retire sa motion.

Il est ordonné que la motion soit retirée.

### **Collèges Stanislas et Marie-de-France**

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Québec (M. Chaloult) proposant qu'il soit produit et déposé sur le bureau de cette Chambre: une copie de toute correspondance échangée entre le secrétaire de la province ou le comité catholique de l'Instruction publique et le gouvernement français, directement ou par l'intermédiaire de son ambassade à Ottawa, au sujet des collèges Stanislas et Marie-de-France<sup>5</sup>, et plus spécialement au rapport Abadie.

**M. Chaloult (Québec)**<sup>6</sup> annonce qu'il parlera des deux sujets, celui des collèges et celui des *Enfants du Paradis*, dans un même discours, et qu'il ne dissimulera pas sa pensée. Il (M. Chaloult) veut d'abord se justifier de traiter ce grave problème de

l'éducation. Comme père de famille, il a un droit naturel, antérieur à tout autre, à celui de l'Église et de l'État, dans l'éducation de ses enfants. Comme député, il est membre d'une Législature qui possède un pouvoir exclusif et souverain de légiférer en matière d'éducation. Comme catholique, il a le droit de savoir si les programmes d'enseignement sont conformes à la foi et à la morale. Il ne faut pas, dit-il, que mon intervention soit jugée comme un geste d'hostilité envers notre pays d'origine.

Nous aimons, nous chérissons la France, la France réelle, traditionnelle, non la France légale, communisante et antichrétienne. Cette dernière ne nous intéresse pas. Certes, nous éprouvons le besoin de la culture française pour survivre et nous épanouir dans le rayonnement de nos traditions. Nous aimons et nous avons besoin de la culture française. Nous ne pouvons nous passer de la France. Notre survivance en dépend. Nous ne devons pas rechercher l'isolement, mais nous sommes également justifiables, j'imagine, de choisir ce que la France nous offre de plus vivifiant et de repousser les germes de mort d'où qu'ils viennent.

Que certains Français nous visitent, très bien, du moment qu'ils se conforment à nos lois et coutumes. Mais nous ne pouvons tolérer l'intrusion d'un gouvernement étranger comme celui de la France, qui intervient dans notre enseignement pour imposer le baccalauréat de la Sorbonne dans les deux écoles précitées et dans le choix des professeurs. Les Alsaciens, les Lorrains ont résisté contre l'intrusion du gouvernement athée de la France dans leur enseignement.

Quand la France nous envoie des instituteurs de choix, qui se conforment à notre programme scolaire, nous applaudissons, nous sommes très heureux. Cela peut contribuer à nous affiner, à nous spiritualiser, à affermir nos convictions, à stimuler nos maisons d'enseignement. J'ai moi-même gardé d'un professeur français, M. Gaillard de Champris, le plus pieux, le plus reconnaissant souvenir. Mais que, sous prétexte de culture, un État étranger et neutre, sectaire en pratique, s'ingère dans notre enseignement, j'estime que nous ne devrions pas le tolérer plus longtemps.

Dans le Québec, l'enseignement est indépendant de l'État; les droits de l'Église sont respectés. Nos programmes scolaires sont conformes à la doctrine de l'Église catholique. Gardons-les tels. En France, c'est différent. L'enseignement constitue un monopole d'État, dirigé par le ministre de l'Éducation nationale, actuellement un socialiste. L'enseignement est laïque, sectaire, nettement



tendancieux, souvent athée, complètement contrôlé par l'État, et les attachés culturels français cherchent à propager ce type d'enseignement. Les programmes sont neutres comme l'État du reste et, neutralité signifie souvent athéisme.

Le système philosophique français n'est pas du tout le même que le nôtre, qui est réputé dans le monde entier. Contrairement à chez nous, l'étude de la philosophie ne dure qu'un an et consiste dans l'analyse des systèmes les plus variés, ceux de Descartes, Spinoza, Kant, Renan, Comte et consorts. Comme par hasard, on a oublié le thomisme! On ne trouve pas le thomisme à la Sorbonne. On le trouve à Oxford, en Angleterre, mais pas en France.

Ici, nous étudions la doctrine thomiste, tandis que là-bas, on étudie tous les systèmes à l'exclusion d'un seul, justement celui qui est à la base de notre enseignement ici, le thomisme d'inspiration exclusivement chrétienne. Cette méthode, d'inspiration positiviste, conduit souvent au scepticisme et à l'indifférence religieuse. À 16 ou 17 ans, on ne peut absorber impunément tant de poisons. Aussi Étienne Gilson<sup>7</sup> condamne-t-il en termes très énergiques l'enseignement philosophique français.

Dans les collèges dits "libres" comme à Stanislas de Paris, on est obligé de se soumettre aux exigences du programme officiel d'État. On tâche, comme on le peut, d'amenuiser les inconvénients et de compenser les insuffisances de ce programme. Ces collèges "libres" sont acceptés comme compromis par les catholiques français qui, pour l'instant, ne peuvent obtenir davantage. Plus de la moitié des élèves de l'enseignement secondaire fuient ainsi l'enseignement neutre qui, par ailleurs, a déchristianisé la France.

C'est le système scolaire qu'on a importé de France, lorsqu'on a fondé dans la métropole, en ces dernières années, les collèges Stanislas et Marie-de-France. "Conquête de l'épiscopat" en France, chez nous, il devient un "recul imposé à l'Église", affirme un éducateur réputé.

Les baccalauréats de Stanislas et Marie-de-France de Montréal constituent un danger pour les droits de l'Église. Par ce moyen, on a introduit dans notre province le principe de la neutralité, et on a limité les droits de l'Église. Le baccalauréat de ces institutions est conforme au programme déterminé par l'université de Paris, sous l'inspiration d'un État neutre. L'Église française ou canadienne, officiellement, n'a pas un mot à dire dans le choix des auteurs, ni du jury qui pose les questions d'examen.

C'est ainsi que notre enseignement philosophique, renommé dans le monde entier, au point que nos manuels scolaires, comme celui de l'abbé Henri Grenier<sup>8</sup>, de l'Université Laval de Québec, par exemple, sont répandus jusqu'en Espagne, est remplacé par une recension des systèmes philosophiques d'inspiration douteuse et par une vague histoire de la philosophie d'inspiration maçonnique. Je me demande pourquoi, au moment où le manuel de l'abbé Henri Grenier est accepté jusqu'en France, on accepterait chez nous le système bâtard français. Au point de vue national, il est indigne de l'État québécois de permettre à un État étranger de s'immiscer dans notre système d'éducation.

Si nous sommes disposés à accepter l'introduction du monopole d'État dans notre système scolaire, comment répondrons-nous un jour à ceux qui voudront fonder et diriger des lycées canadiens-français sous la tutelle de notre gouvernement provincial, ou même d'un gouvernement fédéral? Cet accueil étonnant d'un programme étranger, dans notre province, porte aussi atteinte aux droits et à la dignité de l'État québécois. En 1867, nous avons rejeté l'Union législative, et exigé la Confédération, surtout parce que nous entendions sauvegarder et diriger notre enseignement. De nos jours, nous luttons contre les empiètements du gouvernement fédéral dans le domaine de l'éducation. Voulons-nous abandonner le profit de nos conquêtes et le fruit de nos labeurs à l'État neutre français?

Avons-nous donc dénoncé le colonialisme politique anglais pour nous mieux livrer au colonialisme culturel français? Quel est ce besoin morbide de tutelles étrangères? Un peu de fierté, s'il vous plaît, M. l'Orateur. Nous ne sommes tout de même pas des Touaregs du Bled africain... J'ai combattu le colonialisme anglais dans cette province, et je combattrai également le colonialisme culturel de la France. Aujourd'hui, pour nous conformer aux désirs d'un gouvernement composé en majorité de francs-maçons ou de matérialistes déclarés, nous contrainsons nos petits Canadiens français à absorber les théories nébuleuses du *Contrat social*, de Jean-Jacques Rousseau; demain, à l'instigation d'un Maurice Thorez<sup>9</sup>, déserteur de l'armée et chef de la France légale; obligerons-nous nos enfants à étudier les doctrines de Karl Marx?

En 1944, le docteur Abadie, chirurgien d'Oran et ancien ministre, est chargé par le Comité français de la Libération, du général de Gaulle, d'une mission officielle aux États-Unis et au Canada. Il doit étudier les institutions d'Amérique et rédiger un

rapport. Accueilli à Montréal par le président de l'Institut démocratique, le sénateur T.-D. Bouchard, qui prononça, nous assure le Rapport, "un discours d'une haute tenue". Il étudia les institutions d'enseignement à Montréal tout particulièrement. Il visita le collège Stanislas, où il constate qu'on n'admettait ni compromissions, ni V<sup>e</sup> colonne, et s'attacha avec beaucoup de complaisance à Marie-de-France. Il fit un rapport qu'on serait bien en peine de retrouver aujourd'hui. (M. Chaloult brandit un volume) Je l'ai ici. Il est très intéressant.

Il (M. Chaloult) cite plusieurs extraits du rapport Abadie, distribué au Canada par l'ambassade de France, sous son sceau. Il y est question de "libéraliser" notre enseignement, de l'"affranchir d'une influence religieuse" et de "libérer les esprits". On y parle aussi de nos écoles tenues par des religieuses "dont le niveau est inférieur". Phénomène assez piquant: depuis que le consulat général de France a feint, par opportunisme, de répudier ce Rapport, et a fait disparaître les copies compromettantes, on n'en trouve plus de copies ni dans les bibliothèques, ni dans les consulats, ni dans les librairies. Celle que j'ai en main est pourtant bien authentique.

Mes remarques sur l'introduction du baccalauréat français s'appliquent évidemment à Stanislas. Mais il y a plus. Après nous avoir fourni les garanties que l'enseignement donné dans ce collège se conformerait, autant que possible, à nos traditions scolaires, en nommant des directeurs de marque d'un mérite incontestable, MM. les abbés Lemoine et LeMaitre, on a intrigué pour les remplacer sous des prétextes politiques odieux et aussi, si je ne m'abuse, parce qu'ils refusaient obstinément de se commettre avec Marie-de-France. Ces deux abbés avaient la direction du collège Stanislas.

Mais comme ces deux bons éducateurs adaptaient notre système à leur collège, M. Bonneau, ancien ambassadeur, et M. de Hauteclouque<sup>10</sup> actuellement ambassadeur de France au Canada, sont venus de France. On reprochait alors aux professeurs et aux directeurs du collège Saint-Stanislas leur manque d'enthousiasme pour M. Charles de Gaulle. On a donc fait modifier la direction et on a obtenu, en pratique, que le gouvernement français exerce un droit de regard sur la nomination des professeurs. Si on veut des précisions à ce sujet, je suis disposé à en fournir.

C'est donc à la suite du rapport Abadie, recommandant notre libération du joug clérical, que l'ambassade française à Ottawa a manœuvré

efficacement pour imposer à Stanislas un directeur acceptable par les autorités du ministère et ménager à celui-ci un droit de regard sur les nominations. Si on désire des précisions, j'en fournirai d'abondantes et... d'incontestables.

Après l'intrusion dans les principes, il y a eu l'intrusion dans l'enseignement. S'est-on demandé pourquoi l'intrépide et tenace président du conseil d'administration, M. Charles Bourrassa, excellent citoyen, a été remplacé par un membre fondateur de l'Institut démocratique? Je pose, en passant, la question, sans vouloir jeter l'ombre d'un doute sur la bonne foi des directeurs et des autres membres du conseil d'administration, M. Emery Beaulieu et le sénateur Léon Mercier Gouin, tous deux d'excellents citoyens.

Il importe d'ajouter, pour éclairer davantage la situation, que Stanislas est subventionné par le gouvernement français, qui exerce d'habitude un pouvoir dictatorial sur toutes ses maisons d'enseignement qu'il subventionne. Le gouvernement français, qui veut avoir un droit de regard, accorde une subvention de \$10,000 à ce collège et le gouvernement de Québec donne aussi \$10,000. On a dit que l'anticléricalisme n'était pas un article d'exportation. Voire...

J'en viens maintenant au collège Marie-de-France, inférieur à Stanislas. Cette école de filles a été fondée à Montréal par une Française, madame Ernout, femme d'un professeur à la Sorbonne, et sa fille, madame Brouillette, et dont le cas ne saurait être assimilé au collège Stanislas. Le rapport dit qu'on donne à Marie-de-France un enseignement libéral. Oh!... Il ne s'agit pas du libéralisme de mon honorable ami le chef de l'opposition.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ça ne serait pas de l'éducation!

(Rires)

**M. Chaloult (Québec):** Comme ce bon docteur Abadie a paru extrêmement sympathique à cette "œuvre", serait-il présomptueux de présumer que ces dames pourraient bien, elles aussi, songer à "libérer" notre enseignement, à nous déniaiser, car c'est "par la femme qu'on obtient le plus rapidement l'orientation des esprits"? Peut-être serait-il bon aussi de souligner que le professeur Laugier, de la "Ligue rationaliste", qui recherche l'extirpation de tout préjugé religieux dans le monde, porte également un vif intérêt à Marie-de-France?

Selon les recommandations du fameux rapport Abadie, le gouvernement français est

intervenu plus particulièrement dans le cas de Marie-de-France. Il lui a garanti un emprunt de \$100,000, et ses professeurs, fonctionnaires de l'État, sont nommés et payés directement par le ministère de l'Éducation de France. Il paie les professeurs qui enseignent Karl Marx. L'Ambassade de France en a fait sa maison: sera-t-elle ex-territoriale pour de prochains *Enfants du Paradis*<sup>11</sup>?

Cette école est suspecte. Lorsqu'une campagne fut amorcée contre elle l'automne dernier, qui la défendit? Une feuille nettement anticléricale, *Le Canada*, et un quotidien de Montréal, à tendances anticléricales et communisantes. Le quotidien français nierait probablement les allégations qu'il porte contre le gouvernement français. Elle marque chez nous une tentative d'enseignement laïque et, même si on lui accorde un aumônier, on ne doit pas oublier que la plupart des lycées neutres français possèdent le leur. Pour nous affranchir, il faut procéder par étapes...

Il (M. Chalout) prie respectueusement le gouvernement et le Conseil de l'instruction publique, où on a déjà protesté contre le rapport Abadie, d'inviter Stanislas et Marie-de-France à suivre nos programmes, comme nos collègues classiques qui ont fourni leurs preuves et qui en valent bien d'autres. S'il faut supprimer les octrois provinciaux, que le gouvernement n'hésite pas à le faire! Le gouvernement a-t-il le droit de tolérer ces deux collègues, question de fierté?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

Mon honorable ami sait-il que le comité catholique du Conseil de l'instruction publique a approuvé l'octroi de subsides à ce collègue?

**M. Chalout (Québec):** Oui. Mais M. Gaétan Valois, membre du comité catholique, a enregistré une protestation. Le surintendant a répondu que l'enseignement classique ne relevait pas du Conseil de l'instruction publique. Si Ottawa intervenait et Ottawa avait plus de droits que la France dans notre enseignement, le gouvernement protesterait, et cependant, il accorde un subside de \$10,000 à Stanislas. J'espère que le gouvernement va l'enlever.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Qu'est-ce qu'en dit l'archevêque de Montréal?

**M. Chalout (Québec):** Le premier ministre doit le savoir. Ce n'est pas mon archevêque. J'en viens aux *Enfants du Paradis*. Il (M. Chalout) dénonce cette singulière intrusion du gouvernement

français dans l'administration provinciale, par l'intermédiaire de son ambassadeur, M. de Hauteclouque, qui s'est permis de critiquer notre censure québécoise, qui avait défendu la représentation du film *Les Enfants du Paradis* à l'Université de Montréal. Je n'entends pas discuter, pour l'instant, dit-il, de la valeur morale des *Enfants du Paradis*, ce n'est pas la question, mais je demande de quel droit le représentant du gouvernement étranger se permet de juger notre Bureau de censure et d'ameuter contre lui l'opinion publique de chez nous et des autres personnes.

De quoi se mêle-t-il, M. de Hauteclouque? Il faut avoir du toupet et de l'insolence pour venir protester parce que M. de Messières a été froissé. Cela me paraît totalement déplacé. Ouvrant un magazine, je vois ici le portrait de M. de Hauteclouque entouré des *Enfants du Paradis*. (M. Chalout exhibe une photo, publiée dans le *New World* du mois de mars dernier)<sup>12</sup>

On nous envoie des attachés comme M. de Messières et M. Robert Vicor. Nous pouvons nous dispenser des culturels René de Messières, Robert Victor alias Baïff, etc. L'un d'eux est parti. J'espère qu'il suivra l'exemple de Popovitch, ou se fasse accréditer auprès de Staline ou Tito! Quant à nos gamins de Paris, nos jeunes boursiers, dont deux anciens élèves de Marie-de-France, qui ont été surpris par l'attitude prise par le gouvernement de la province, parce que l'on a censuré les *Enfants du Paradis* chez nous, nous sympathisons avec eux.

Ils ont tant de peine... Ils sont si "malheureux"... Ils font vraiment pitié ces chers petits. Ils ont déjà honte de la province de Québec. Ils ont été éblouis par la ville-lumière. Ils en reviendront. Ils se mêlent de nous faire la leçon. Pensez donc, on leur "donne des noms" à Paris. On les traite "d'étroits d'esprit". C'est tragique! Non, tout de même, une bonne fessée, ou la perte de leur bourse, les ramènerait peut-être au sens des réalités canadiennes.

La France a mieux à faire que de nous envoyer des "culturels" comme cela. Quand on lui demandait de réclamer en faveur du maréchal<sup>13</sup>, M. de Hauteclouque répondait: "Charbonnier est maître chez soi", certes. Mais nous sera-t-il permis de le rappeler à ceux de nos cousins de France, qui, charitablement, désirent nous "libérer": il y a en Amérique près de six millions de Français qui voudraient bien, eux, libérer la France légale de la menace communiste. Le héros de Verdun, l'illustre maréchal, va finir ses jours en prison, alors que l'infest Maurice Thorez devient vice-président du Conseil.

Des milliers de nobles patriotes français, échappés aux balles des *Boches*<sup>14</sup>, tombent sous les coups de leurs compatriotes assassins... Nous ne comprenons pas ça ici. J'espère que la France songera à faire une propagande plus habile et plus utile. Elle a déjà perdu ses zones d'influence en Europe centrale; qu'elle s'efforce de mieux comprendre nos aspirations. Une large partie de l'élite intellectuelle et morale française émigre à l'étranger ou vit dans la clandestinité, quand elle ne s'étirole pas dans les prisons d'État, mieux garnies et plus cruelles que celles de la Gestapo.

Faut-il le répéter? Cette "liberté", dont certains officiels français ont plein la bouche, elle n'existe plus en France. Nous aimons, nous admirons toujours la France réelle, c'est-à-dire la France idéaliste, la France apostolique, mais non cette France querelleuse qui, oubliant de rallier les Latins pour tenir en échec les blocs slaves et saxons, cherche à humilier sa malheureuse sœur latine, l'Italie, et sa noble voisine, l'Espagne, pour mieux plaire à son maître sanguinaire, le sieur Staline. Avant de vouloir nous libérer, M. de Hauteclouque et consorts devraient bien tenter de soustraire la France à la dictature communiste et étrangère. J'invite le gouvernement à étudier la question.

**M. Leduc (Laval):** C'est aussi à titre de père de famille, de député et de catholique que je prends part au débat, et parce que j'ai un de mes fils qui étudie au collège Stanislas depuis cinq ans. Il (M. Leduc) ajoute qu'à maintes reprises il a eu l'occasion de se rendre compte de la nature et du caractère des cours qui se donnent à Stanislas, de l'esprit général qui domine dans cette institution. Il ne comprend pas l'attitude du député de Québec (M. Chaloult) et veut croire qu'il est mal renseigné.

Au début, le collège Stanislas devait faire usage de manuels français, mais peu à peu, il s'est organisé avec des manuels canadiens-français. Les professeurs sont pour la plupart des gens qui ont été formés dans nos collèges classiques. Ce qui importe, c'est que les parents soient satisfaits. Contrairement à ce qui se fait dans nos propres institutions, le collège Stanislas appuie dans les premières années sur l'enseignement scientifique, sur les sciences naturelles, les mathématiques. C'est pour cela qu'il n'a qu'une année de philosophie au lieu de deux. À son avis, cela a du bon, étant donné la dimension pratique qu'offre cette formation. En outre, il permet à n'importe quel finissant d'étudier la profession de son choix, que ce soit à la Sorbonne ou à l'Université de Paris.

À Stanislas, il n'y a pas d'ingérence du gouvernement français dans notre enseignement. L'enseignement donné à Stanislas est aussi catholique que dans les autres collèges dirigés par des catholiques. La seule différence, c'est que le programme est préparé de façon à permettre à un finissant de Stanislas de s'inscrire dans les universités françaises, ce que ne permet pas le B.A.<sup>15</sup> de nos institutions canadiennes-françaises, et c'est pour cela qu'elle jouit d'une telle faveur. La raison d'être de cette institution, c'est de permettre aux élèves qui ont obtenu leur B.A. à cet endroit d'être admis dans les universités françaises. Tout ce qu'on impose, ce sont les conditions d'admissions dans les universités françaises.

La lutte contre Stanislas est la lutte pour le monopole du baccalauréat. Rien ne sert d'embrouiller la question. Le baccalauréat, c'est un monopole imposé à la jeunesse. Le B.A., tel que dispensé dans les collèges catholiques du Québec, dure huit ans, et représente un sérieux handicap pour les jeunes Français qui souhaitent accéder à une profession. En soi, il a moins de valeur. Il faut se conformer à ce monopole, impossible d'avoir accès à une profession, sans passer par le baccalauréat. C'est une obligation terrible imposée aux parents. Il est si dispendieux que bien des pères de famille sont dans l'incapacité de le payer.

Le B.A. ne fait pas un homme essentiellement religieux ou savant. Il ne donne pas de formation religieuse, mais il donne tout simplement le droit d'étudier une profession, d'étudier le droit, le notariat ou la médecine. Et cependant, le B.A. québécois n'est pas considéré partout, tandis que le B.A. de Stanislas l'est. Quant à l'enseignement religieux, il est parfait à Stanislas. On insiste aussi beaucoup sur la propreté. On devrait insister sur ce point ailleurs.

Il (M. Leduc) s'étonne que le député du comté de Québec (M. Chaloult) critique les conditions imposées par Stanislas. Il se demande ce qu'il aura à dire de l'organisation des High Schools et des brevets qu'on peut obtenir à McGill, qu'on soit catholique ou protestant. Le collège Stanislas, dit-il, permet d'avoir accès aux universités françaises. Notre B.A. n'a pas l'équivalent du B.A. de Stanislas. Voilà toute la question.

Jamais, à ma connaissance, les parents ne se sont plaints qu'à Stanislas on était moins catholique qu'ailleurs. Ce sont des prêtres qui enseignent et leur enseignement est clérical. Et l'archevêque de Montréal, Mgr Charbonneau, y préside des distributions de prix, de même qu'à Marie-de-France. Un prêtre est un prêtre, qu'il soit français ou canadien. Les dirigeants sont des prêtres, et il n'y a pas trois sortes de prêtres. J'ai assisté à la messe à Stanislas et c'est la même qu'ailleurs. J'ai entendu des

sermons à Stanislas et les prédicateurs n'ont jamais fait l'apologie de Karl Marx.

Je dois dire que je ne vois aucune différence entre ces cérémonies et celles de l'église de ma propre paroisse. L'enseignement religieux est parfait et le député de Québec (M. Chaloult) traite injustement cette institution de haut savoir. Les prêtres de Stanislas sont si remarquables que l'aumônier, M. l'abbé Llewellyn, professeur au collège Stanislas, occupe la fonction d'aumônier général des étudiants de l'Université de Montréal. L'enseignement de l'histoire, à Stanislas, est donné par un professeur formé dans nos collèges classiques.

Il (M. Leduc) loue l'enseignement religieux donné à Stanislas. Cette institution est visitée par Son Excellence Mgr Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal, qui doit s'y connaître, dit-il, autant que le député du comté de Québec (M. Chaloult). Il est satisfait de l'enseignement donné dans cette institution. Mon archevêque est mon chef spirituel et son opinion me suffit. Au surplus, des élèves de Stanislas se préparent à la prêtrise. Le député de Québec (M. Chaloult) réclame des sanctions. Il dit: "Supprimez la subvention de \$10,000 à ce collège". C'est cela: Crevez!... Que mon honorable ami n'ait pas peur pour les Alsaciens-Lorrains. Ils vont rester catholiques. Le maréchal Foch, un grand catholique, était un élève de Stanislas. Que le gouvernement continue d'aider Stanislas, qui nous forme de bons citoyens et qui nous a donné des vocations religieuses. Quant au film *Les Enfants du Paradis*, je n'en parlerai pas car, comme le censeur l'a défendu, je ne l'ai pas vu.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le député de Québec (M. Chaloult) a changé plusieurs fois de philosophie en politique. C'est ce qui lui fait commettre des injustices. Il se dit grand catholique; cependant, il ne tient pas compte des opinions de l'archevêque de Montréal. J'ai deux filles au collège Marie-de-France. Les élèves de Marie-de-France font leur retraite à l'Oratoire. Leur aumônier, M. l'abbé Lachapelle, est un prêtre dont le catholicisme n'a jamais été mis en doute. Mgr l'archevêque de Montréal a nommé M. l'abbé Lachapelle, vicaire de ma paroisse, aumônier de ce collège féminin. Il ne serait pas là si l'enseignement y était communisant. Il ne comprend pas les raisons qui motivent les accusations du député de Québec (M. Chaloult), d'autant plus que Son Excellence Mgr Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal, a présidé la distribution des prix, l'an dernier. Les élèves assistent aux rituels et reçoivent l'instruction religieuse. Tous les professeurs de Marie-de-France sont de bons catholiques et sont au-dessus des

injustices. Je continue à avoir confiance dans le collège Marie-de-France, quoi qu'en dise le député du comté de Québec (M. Chaloult).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas de correspondance avec le comité catholique et M. de Messières, mais avec M. de Hauteclouque et M. Lorian. Les documents se résument à la correspondance que j'ai échangée, dit-il, avec M. de Hauteclouque au sujet du film cinématographique qui a tant fait parler de lui. Il (l'honorable M. Duplessis) déposera cette correspondance. Après sa réplique, le député de Québec (M. Chaloult) devrait donc retirer sa motion.

**M. Chaloult (Québec):** J'avais l'intention d'user de mon droit de réplique, mais comme rien n'a été dit et que rien n'a été compris, je renoncerais à ce droit. Je n'ai rien à ajouter. Je retire, dit-il, ma motion.

Il est ordonné que la motion soit retirée<sup>16</sup>.

## Remboursement de droits:

### Charte de Bourlamaque

**M. Drouin (Abitibi-Est)** propose que le bill 169 modifiant la charte de la ville de Bourlamaque ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

### Bishop's College

**M. French (Compton)** propose que le bill 167 concernant le Bishop's College ayant pour objet de favoriser l'instruction publique en général, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

## Projets de loi:

### Code municipal

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 pour modifier le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois<sup>17</sup>.

À l'heure actuelle, les corporations municipales ne peuvent déposer leurs argents que dans les banques. On devrait leur donner le pouvoir de les déposer dans les caisses populaires. Depuis leur fondation en 1900, les caisses populaires ont énormément grandi. Elles sont l'œuvre d'idéalistes qui ont été en même temps des réalisateurs. En 1946, l'actif des caisses populaires de la province de Québec seulement atteignait \$125,000,000 et les dépôts atteignaient \$112,000,000. En ce domaine, la province de Québec est en avance de toutes les autres, puisque, dans le reste du pays, l'actif des "credit unions" ne dépassait guère \$20,000,000 en 1946. Nous avions alors 932 caisses avec 385,000 sociétaires. Il doit y en avoir plus de 1,000 aujourd'hui. C'est dire que le mouvement a infiniment grandi dans la confiance publique. C'est un magnifique mouvement social qui a donné des preuves de sa solidité.

En 1945, nous avons donné aux corporations scolaires le droit de faire leurs dépôts aux caisses populaires. Ne serait-il pas normal de permettre la même chose aux corporations municipales? Les caisses sont aujourd'hui des institutions tellement solides et progressives que les municipalités qui le désirent devraient avoir le droit d'y faire les dépôts. Le bill ne fait que leur en donner la permission. Il n'oblige personne. Il appartiendra aux administrateurs municipaux de juger s'ils doivent continuer à faire leurs dépôts aux banques à charte ou aux caisses populaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un projet bien vieux et qui a été examiné bien des fois. Il fut présenté à plusieurs reprises depuis une vingtaine d'années. L'Union nationale, les libéraux et des indépendants ont déjà présenté des lois de ce genre. Chaque fois, nous l'avons mis de côté parce qu'il n'était pas pratique. Il a toujours été écarté à cause des dangers qu'il représenterait, et pour les caisses populaires d'abord, et pour les corporations municipales.

Nous avons nous-mêmes, en 1936 ou 1937<sup>18</sup>, présenté un bill dans ce sens. Nous l'avons retiré à cause des représentations très sérieuses qu'on nous a faites. La même chose s'est produite sous l'administration libérale.

C'est que les corporations municipales ont besoin de leur argent rapidement. L'échange des chèques ne s'y fait pas avec la même facilité. Le gouvernement, comme tous ceux qui se sont succédé à la direction de la province depuis plusieurs années, est très favorable au mouvement des caisses

populaires. Les caisses populaires sont une magnifique institution que tous les gouvernements se sont appliqués à aider. Je suis heureux de les aider chaque fois que l'occasion m'en est fournie. Je ne crois cependant pas que les réformes suggérées par le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) soient de nature à aider la cause des caisses populaires.

Au contraire, elles constitueraient un danger pour elles, en plus de provoquer de nombreux inconvénients pour les corporations municipales, parce que les caisses populaires n'ont pas la souplesse des banques à charte et ne peuvent assurer un service aussi rapide et aussi complet aux corporations municipales.

Mais, il y a 18,000 corporations municipales dans la province. La plupart prêtent sur obligations et les coupons sont réalisables aux banques à charte. Cela ne pourrait pas se faire aux caisses populaires. Le cas a été étudié avec soin. La Commission municipale de Québec, qui m'a transmis un rapport sur ces projets de loi, juge que ce serait un désastre à la fois pour les caisses et pour les municipalités. Elle juge la proposition dangereuse et ne recommande pas d'accorder ce pouvoir. C'est contraire à l'essence même des caisses populaires de se faire les banquiers des municipalités.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Les raisons données par le premier ministre n'en sont pas. Rien ne justifie le gouvernement de refuser ce pouvoir aux corporations municipales. Ces arguments pourraient être invoqués tout aussi bien dans le cas des corporations scolaires. Ce n'est pas parce qu'un projet a déjà été rejeté auparavant qu'il n'est pas sérieux. Je trouve regrettable que le privilège donné aux banques à charte ne soit pas étendu à des organismes qui, dans bien des cas, sont capables de remplir tout aussi bien cette fonction.

Il (M. Laurendeau) voit dans la conduite du gouvernement une attitude de défiance à l'égard des caisses populaires et des corporations municipales. Il trouve étonnant qu'on exige plus de souplesse pour les corporations municipales, quand on ne l'exige pas pour les commissions scolaires. Les lois sont refusées, dit-il, parce qu'elles sont présentées par moi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'objecte à cette déclaration et demande au député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) de la retirer.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** répond qu'il n'a nommé personne.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Battu sur division!

Rejeté, après division<sup>19</sup>.

#### **Loi des cités et villes**

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 pour modifier la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois<sup>20</sup>.

Rejeté, après division.

#### **Demandes de documents:**

##### **Construction d'un hôpital à Trois-Pistoles<sup>21</sup>**

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) proposant qu'il soit produit et déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toutes correspondances, télégrammes, requêtes, etc., échangés entre le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, associations, corps publics, etc., relativement à la construction d'un hôpital dans la ville de Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 inclusivement jusqu'au 15 février 1947.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** déclare qu'il retire sa motion.

Il est ordonné que la motion soit retirée.

##### **Hôpital Saint-Joseph de Rivière-du-Loup**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur, une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels ainsi que copie de toutes correspondances, télégrammes, etc., échangés entre le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, associations, corps publics, etc., relativement à l'hôpital Saint-Joseph-du-Précieux-Sang de Rivière-du-Loup depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 inclusivement jusqu'au 15 février 1947.

Il (M. Casgrain) aborde la question des deux hôpitaux. La ville de Trois-Pistoles a connu un développement considérable pendant la guerre. La construction d'un hôpital à cet endroit s'impose. Quant à l'hôpital de Rivière-du-Loup, le gouvernement Godbout avait accordé un octroi en 1944, octroi de \$100,000 qui devait être payé aux sœurs de la Providence pendant une période de 10 ans pour l'agrandissement projeté. Mais, à la suite du changement de gouvernement, rien n'a été fait. Il me semble que le gouvernement actuel ne devrait pas hésiter à verser cet octroi nécessaire.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Aucune demande officielle n'a été faite pour la construction d'un hôpital à Trois-Pistoles. Pour ce qui est de l'hôpital de Rivière-du-Loup, il y aurait besoin de l'agrandir. L'octroi accordé en 1944, par arrêté ministériel, avait été promis seulement trente jours avant les élections, par crainte du vote de la population du comté. Mais cet octroi de \$100,000 n'était pas suffisant. Depuis, les religieuses ont modifié leurs plans et demandé un octroi de \$250,000. Un peu plus tard, on a apporté d'autres modifications au projet. À la suite de tous ces atermoiements, le gouvernement a fait abroger l'arrêté ministériel de 1944 en attendant que les choses se précisent.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le ministre n'a dit ni oui, ni non. Le gouvernement va-t-il donner l'octroi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Nous avons une séance du conseil ce soir, nous allons discuter ça.

La motion est adoptée.

##### **Construction de ponts à Rivière-du-Loup**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose qu'il soit présenté, à l'honorable lieutenant-gouverneur, une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toutes correspondances, télégrammes, requêtes, etc., échangés entre le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, associations, corps publics, etc., relativement à la construction de ponts dans les limites de la cité de Rivière-du-Loup, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 inclusivement jusqu'au 15 février 1947.

Voilà une autre mesure qui s'impose. Il s'agit de deux ponts sur la route 10 et d'un troisième sur la route 10-A. Le gouvernement devrait les reconstruire sans charger un sou à la ville de Rivière-du-Loup, parce qu'ils sont situés sur une route nationale. Les ponts sont dangereux. Il y a eu un accident grave, l'automne dernier.

On devait reconstruire les ponts en 1940, mais la guerre a rendu la chose impossible. Il (M. Casgrain) demande au premier ministre de faire don de ces trois ponts à son comté, à l'occasion de son 20<sup>e</sup> anniversaire d'élection comme député au comté, l'an prochain.

(Rires)

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** déclare qu'il n'a pas en main les documents nécessaires à l'étude de cette question.

Il (l'honorable M. Lorrain) propose que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

#### **Réouverture des usines de Chicoutimi**

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose qu'il soit présenté, à l'honorable lieutenant-gouverneur, une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de toute correspondance, télégrammes, etc., échangés entre le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, compagnies, sociétés ou corporations, depuis le 1<sup>er</sup> août 1946 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1947 inclusivement, concernant la réouverture des usines de Chicoutimi, ainsi que tous arrêtés ministériels adoptés à cette fin durant la même période.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'une question complexe à laquelle le gouvernement continue de porter un très grand intérêt. Plusieurs propositions ont été faites dans le passé. Plusieurs furent écartées. La plus récente offre à être abandonnée fut celle d'un industriel français. L'an dernier, M. Cornillat, qui représentait un syndicat de financiers français, a demandé au gouvernement de lui accorder une option. Il devait établir dans les anciennes usines de la Quebec Pulp une industrie nouvelle. On devait non seulement y produire de la pâte mécanique, mais aussi utiliser de 80 % à 90 % des déchets de bois.

La pulpe, disait M. Cornillat, devait être expédiée en France et servir à fabriquer le papier dont on se servirait pour combattre la propagande communiste en France. La production forestière des pays scandinaves était contrôlée en grande partie par la Russie, et la France voulait être libre. Des options avaient été données à M. Cornillat qui expiraient le 1<sup>er</sup> janvier. Mais M. Cornillat n'a pu obtenir les fonds voulus parce que les capitaux français au pays se trouvaient gelés. Elle fut abandonnée.

Depuis, nous avons eu des demandes de plusieurs autres industriels. Elles furent écartées. Il y a en particulier deux groupes de capitalistes canadiens-français qui s'intéressent actuellement à la question. Il y a en particulier un projet très intéressant. Mais rien ne pourra se faire avant plusieurs semaines, et il nous est impossible de prendre une décision avant la fin de la session, parce que le cabinet n'a pas le temps d'étudier la question à fond.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Est-ce que le projet intéressant dont parle le premier ministre est soumis par des gens de la région de Chicoutimi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a des gens de la région qui ont fait des propositions. Mais il faut que ces propositions soient étayées sur quelque chose de certain. Ça prend de \$6,000,000 à \$7,000,000 pour réouvrir le moulin de la Quebec Pulp. Les projets que nous avons en vue comportent une mise de fonds de \$15,000,000 à \$20,000,000. Il est question de construire un nouveau moulin.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Le projet de M. Cornillat est à l'eau?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui.

La motion est adoptée.

#### **Motions des députés:**

##### **Parti ouvrier-progressiste**

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** propose: Attendu que le Parti ouvrier-progressiste est en réalité le Parti communiste sous un autre nom;

Cette Chambre est d'avis de prier le gouvernement fédéral de déclarer immédiatement illégal le Parti ouvrier-progressiste.



C'est un droit, pour l'État, de se défendre contre l'erreur systématique. Ce droit existe pour défendre ce que l'ordre social a de juste. C'est un droit reconnu par notre doctrine, qui en fait souvent un devoir. Il est clair, pour tout homme de bonne foi, que le Parti communiste, tel qu'il existe et tel qu'il s'est développé, est en réalité un parti qui désire saper tout l'ordre social, surtout dans tout ce qu'il a de juste et de bon. C'est du devoir de l'État d'interdire tout ce qui peut menacer ce que l'État a d'essentiel.

L'intervention brutale de l'État est donc nécessaire, car c'est un droit concret, dans quelque pays que ce soit, d'exiger de tous les citoyens une loyauté totale à la patrie. Or, il est également clair que le Parti communiste canadien est devenu l'allié d'un autre pays et qu'il est toujours prêt à servir de 5<sup>e</sup> colonie à la Russie. On ne peut pas tolérer cela dans un pays comme le Canada, car la Russie peut devenir demain notre ennemie.

Dans les pays d'Europe, le communisme est devenu l'allié avoué d'un autre pays, d'un pays totalitaire. J'ai toujours été contre la double loyauté, qu'elle soit française ou anglaise, et comme c'est le cas pour un Canadien, envers son pays et envers l'Empire. Par exemple, il n'est pas acceptable que, dans un pays comme le nôtre, des hommes puissent se montrer plus amis des causes anglaises que des causes canadiennes. Quand il s'agit d'un pays qui peut devenir demain un adversaire, au sens total du mot, ceux qui aiment leur propre pays ne peuvent faire autrement que de condamner ceux qui veulent saper l'ordre social.

Au début de la guerre, lorsque la Russie s'aligna avec l'Allemagne contre les Alliés, les autorités fédérales prirent des mesures pour interdire le Parti communiste au Canada, en enfermant ceux qui étaient reconnus comme des chefs communistes ainsi que plusieurs membres. Lorsque la Russie fit une soudaine volte-face et attaqua l'Allemagne, les autorités fédérales décidèrent subitement de lever l'interdiction et de remettre les communistes en liberté.

Il a permis à ces mêmes hommes de revenir à la vie civile et à la liberté, alors qu'un Camillien Houde, maire de Montréal, restait dans les camps de concentration. Il (M. Laurendeau) se demande s'il n'y avait pas là un peu d'hypocrisie. Car le gouvernement, dit-il, savait bien que ces hommes n'avaient pas changé d'allégeance. Ils sont réapparus sous le nom de progressistes-ouvriers. On les a vus remporter une victoire à l'élection de Montréal-Cartier, en 1943. Qu'y avait-il de changé dans ces hommes? Est-ce qu'un changement d'étiquette pouvait changer la nature de la marchandise?

Il (M. Laurendeau) parle ensuite de l'enquête qui se poursuit présentement aux États-Unis, au sujet du communisme<sup>22</sup>. Il fait allusion à une déclaration de M. Green et cite des commentaires du Dr L.-P. Roy, rédacteur en chef de *L'Action catholique*, dans le journal du 26 mars, pour montrer qu'une interdiction qui frappe un nom, ça ne vaut pas grand-chose:

"M. Green et le communisme: Le président de la Fédération américaine du travail a parlé du communisme au Canada, hier, au cours de son témoignage devant le Congrès. M. Green a exprimé des opinions qu'il importe de relever.

"M. Green soutient que la politique de répression n'est pas le meilleur moyen contre le communisme. À son avis, les communistes n'ont jamais été plus florissants au Canada que depuis l'interdiction du Parti communiste.

"Le président de l'AFL oublie que l'interdiction du communisme chez nous n'a pas été longue et qu'elle a atteint le "Parti communiste" seulement. Une interdiction qui frappe un nom, une appellation, et non une organisation subversive, ça ne vaut pas grand-chose. Si le fédéral avait mis au ban de la société le Parti communiste ou toute autre organisation qui masquerait la même idéologie, les communistes canadiens n'auraient pas connu le succès qu'ils ont connu sous l'étiquette ouvrière-progressiste.

"En d'autres termes, une répression molle, menée à contre-cœur, ça ne vaut pas beaucoup. Mais une répression énergique est un précieux atout dans la lutte contre les éléments subversifs".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**<sup>23</sup> interrompt le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) et lui demande s'il en a pour longtemps.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Bergeron), que le débat soit maintenant ajourné.  
Adopté.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 8 relatif à la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 9 concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- bill 43 pour collaborer au succès des caisses populaires;
- bill 48 concernant le greffe des Cours de jeunes délinquants.

**M. l'Orateur** communique également à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 114 modifiant la charte de la ville de Farnham, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié:

a. en biffant, dans la dix-septième ligne de la page 3, les mots suivants:

"c'est, dans tous les cas.;"

b. en insérant, dans la dix-huitième ligne de la page 3, immédiatement après les mots:

"dudit véhicule"

les mots suivants:

"est présumé responsable de l'infraction." ,]";

c. en biffant, dans les dix-huitième, dix-neuvième et vingtième lignes de la page 3, les mots suivants:

"qui doit être tenu passible de l'amende, qu'il ait personnellement contrevenu auxdits règlements ou non." ]".

2. L'article 6 est modifié en insérant, immédiatement après les mots:

"balances automatiques"

dans les dix-neuvième et vingtième lignes du paragraphe "34", les mots suivants:

", aux appareils téléphoniques ainsi qu'aux appareils de vente distributeurs de liqueurs douces."

Aussi, le bill 134 ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau (maintenant la ville de Gatineau) dans le comté de Hull, et des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et un contrat passé entre ladite municipalité et la Canadian International Paper Company, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a. en biffant, dans la quatrième ligne, les mots suivants:

"(annexe "A")";

b. en biffant, dans la seizième ligne, les mots suivants:

"(annexe "B")";

c. en biffant, dans les vingt-cinquième et vingt-sixième lignes, les mots suivants:

"(annexe "C")".

2. Les annexes "A", "B" et "C" sont biffées.

Aussi, le bill 136 modifiant la charte de la cité de Sorel, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 3, comme article 4:

"4. L'article suivant est inséré après l'article 388 de la loi 52 Victoria, chapitre 80:

[388a. Le Conseil peut faire des règlements pour obliger tout propriétaire de taxi à obtenir de la Corporation un permis annuel n'excédant pas \$5.00 par taxi et tout conducteur de taxi, autre que le propriétaire de la voiture, à obtenir de la Corporation un permis annuel de \$1.00."].

2. Les articles 4, 5, 6, 7 et 8 deviennent respectivement les articles 5, 6, 7, 8 et 9.

Le Conseil législatif informe également l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 125 modifiant la charte de la ville de Plage Laval, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 9 est modifié en biffant, dans la cinquième ligne, les mots suivants:

"(Annexe de la présente loi)".

Et l'annexe est biffée.

Aussi, le bill 131 recommandant et ordonnant l'administration de Émile Rochon dans l'Institut des comptables agréés de Québec, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Le titre est changé en celui de:

"Loi autorisant l'admission de Émile Rochon dans l'Institut des comptables agréés de Québec".

Aussi, le bill 144 constituant en corporation la ville de Pont-Viau, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 23 est modifié en biffant, dans les onzième et douzième lignes, les mots suivants:

"et dont copie est reproduite dans l'annexe de la présente loi".

Et l'annexe est biffée.

Aussi, le bill 149 modifiant la charte de la cité de Drummondville, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en insérant, immédiatement après les mots:

"dudit boulevard"

dans les cinquième et sixième lignes, les mots suivants:

" , tant dans la cité de Drummondville que dans la ville Saint-Joseph."

Aussi, le bill 200 modifiant le Code du notariat, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 6 est modifié en remplaçant le paragraphe *b*, à la page 3, par ce qui suit:

"*b*. en abrogeant le premier alinéa du paragraphe *d* et le remplaçant par les suivants:

"Après l'admission à l'étude, avoir suivi le cours régulier de droit dans une université de la province, y avoir pris un degré en droit et s'être conformé aux règlements de la Chambre relatifs à la cléricature.

"Dans le cas où l'aspirant à l'exercice suit un cours régulier de droit dans une université de la province actuellement existante qui donne un cours de formation pratique approuvé par la Chambre, ce cours est obligatoire et tient lieu de la cléricature, mais l'aspirant doit produire un certificat qu'il a suivi ce cours avec succès."

#### Projets de loi:

##### **Charte de Farnham**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 modifiant la charte de la ville de Farnham.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Ratification de résolutions et de contrats entre Gatineau et la Canadian International Paper Co.**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau (maintenant la ville de Gatineau) dans le comté de Hull, et des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et un contrat passé entre ladite municipalité et la Canadian International Paper Company.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Charte de Sorel**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 136 modifiant la charte de la cité de Sorel.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Charte de Plage Laval**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 125 modifiant la charte de la ville de Plage Laval.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Émile Rochon**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 131 autorisant l'admission de Émile Rochon dans l'Institut des comptables agréés de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Pont-Viau**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 144 constituant en corporation la ville de Pont-Viau.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Charte de Drummondville**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 149 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Code du notariat**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 200 modifiant le Code du notariat.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain après-midi<sup>24</sup>.  
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### NOTES

1. Il semble que ce soient les créditistes qui veulent déposséder M. Côté de son siège, selon *L'Événement-Journal* du 10 avril 1947, à la page 3, et *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 4. La missive avance que "M. Côté n'a recueilli que 2,100 des 9,986 suffrages exprimés lors de l'élection générale, dans Rouyn-Noranda, et que le comté se trouve sans représentant. Il est dit, aussi, que la pétition est appuyée de 6,000 signatures", selon *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 3. Après la séance, M. Côté a annoncé qu'il traiterait de l'affaire en Chambre, à un moment ultérieur, selon *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 4.

2. *Le Devoir* du 10 avril 1947, à la page 3, précise que l'affaire n'a soulevé aucun commentaire en Chambre.

3. La Chambre étudie les deux motions de M. Chaloult en même temps, selon *Le Devoir* du 10 avril 1947, à la page 6.

4. Depuis le mois de février 1947, il existe une polémique au sujet de la censure de ce film du réalisateur français Marcel Carné (1945) par le Bureau de censure de la province, qui devait être présenté aux étudiants de l'Université de Montréal. Cette censure a été vivement critiquée par les autorités diplomatiques françaises.

5. *The Montreal Daily Star* du 10 avril 1947, à la page 4, prétend que l'on traite ici du Collège Marie-des-Ange, ce qui est évidemment faux.

6. *Le Devoir* du 10 avril 1947, à la page 1, soutient que le texte rapportant le discours de M. Chaloult sur les *Enfants du Paradis* et les deux collèges provient

d'un résumé préparé par l'auteur même du discours. L'allocation du député dure trente minutes, selon *Le Canada* du 10 avril 1947, à la page 1.

7. Étienne Gilson (1884-1978). Philosophe et historien français. Spécialiste de la philosophie scolastique médiévale et thomiste. Il participa à la fondation d'un Institut d'études médiévales à Toronto. À Montréal, il fut l'une des chevilles ouvrières de l'Institut scientifique franco-canadien qui avait pour objectif de favoriser le rapprochement entre les scientifiques français et canadiens. Élu à l'Académie française en 1946.

8. M. Chaloult traite, sans doute, de l'ouvrage *Cursus Philosophiae* (cours de philosophie), enseignant les bases de la philosophie thomiste.

9. Secrétaire général du Parti communiste français, il s'opposa à la guerre et, au début du conflit, passa à la clandestinité. Il est ensuite ministre d'État dans le gouvernement de Gaulle, puis vice-président du Conseil dans les ministères suivants.

10. Le comte Jean de Hautecloucq est l'ambassadeur de la France au Canada, de 1945 à 1948.

11. Quand le film *Les Enfants du Paradis* fut frappé de l'interdit du Bureau de censure, l'ambassade de France en fit une représentation privée dans ses bureaux.

12. *Le Devoir* du 10 avril 1947, à la page 6, précise que M. Chaloult montre cette photo "pour plaisanter".

13. M. Chaloult fait ici allusion au maréchal Pétain, dirigeant de la France durant l'occupation par l'Allemagne, selon *Le Canada* du 10 avril 1947, à la page 2.

14. Terme péjoratif désignant les Allemands.

15. Baccalauréat ès arts.

16. *Le Devoir* du 10 avril 1947, à la page 6, avance, de façon erronée, que la motion est alors adoptée.

17. La motion de deuxième lecture de cette loi a été présentée en même temps que celle de la loi pour modifier la loi des cités et villes, selon *Le Devoir* du 10 avril 1947, à la page 5.

18. Dans *Le Droit* du 10 avril 1947, à la page 12, on rapporte plutôt 1935.

19. Personne ne demande le vote, selon *Le Devoir* du 10 avril 1947, à la page 5.

20. La motion de deuxième lecture de cette loi a été présentée en même temps que celle de la loi pour modifier le Code municipal, selon *Le Devoir* du 10 avril 1947, à la page 5.

21. Cette motion est discutée en même temps que celle portant sur l'hôpital Saint-Joseph de Rivière-du-Loup, selon *L'Événement-Journal* du 10 avril 1947, à la page 14.

22. M. Laurendeau fait sûrement référence à l'enquête conduite au sein de l'industrie cinématographique d'Hollywood par le *House Un-American Activities Committee*. Débutée en 1947, elle visait à l'identification des partisans communistes.

23. Il est alors près de 6 heures, selon *L'Événement-Journal* du 10 avril 1947, à la page 3.

24. La Chambre ne siège aujourd'hui que pour une seule séance, le conseil des ministres devant tenir, le soir, une longue séance, selon *Le Soleil* du 10 avril 1947, à la page 19.



## Première séance du jeudi 10 avril 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 182 modifiant la loi constituant en corporation La Congrégation des Filles de Jésus;

- bill 180 modifiant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine;

- bill 179 modifiant la charte de Les religieux de Sainte-Croix;

- bill 177 constituant en corporation La corporation des Frères de Sainte-Croix;

- bill 181 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre George Vassili Candris à l'exercice de l'art dentaire après examen.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 23 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

## Projets de loi:

**La Congrégation des Filles de Jésus**

**M. Caron (Maskinongé)** propose, du consentement unanime des membres présents, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 modifiant la loi constituant en corporation La Congrégation des Filles de Jésus.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 182 sans l'amender.

**M. Caron (Maskinongé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte de l'Hôpital Sainte-Justine**

**M. Gatién (Maisonneuve)** propose, du consentement unanime des membres présents, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 180 modifiant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 180 sans l'amender.

**M. Gatién (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Les religieux de Sainte-Croix**

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, du consentement unanime des membres présents, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 modifiant la charte de Les religieux de Sainte-Croix.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 179 sans l'amender.

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **La corporation des Frères de Sainte-Croix**

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, du consentement unanime des membres présents, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 constituant en corporation La corporation des Frères de Sainte-Croix.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 177 sans l'amender.

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **George Vassili Candris**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose, du consentement unanime des membres présents, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre George Vassili Candris à l'exercice de l'art dentaire, après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 181 sans l'amender.

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Rapports des comités permanents:**

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi concernant la Commission des écoles catholiques de Lachine;

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 23 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

### **Questions de privilège:**

#### **Protestation à une réponse du gouvernement**

**M. Roberge (Lotbinière):** Point d'ordre! Je proteste, dit-il, contre une réponse donnée, hier, par le gouvernement et qui est de nature à induire la Chambre en erreur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** l'interrompt. Il a déjà été décidé qu'un député ne peut soulever une question de privilège au sujet d'une réponse donnée à une interpellation.

**M. Roberge (Lotbinière)** invoque un article des règlements pour affirmer que, lorsqu'une réponse donnée peut induire la Chambre en erreur, il y a matière à une question de privilège. Un sous-paragraphe des règlements autorise mon intervention.

**M. l'Orateur** prend le point d'ordre en délibéré. Il remet sa décision à une prochaine séance.

### **Projets de loi:**

#### **Charte de Québec**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Samson), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 135 modifiant la charte de la cité de Québec.



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit du bill de Québec. Ce bill est en retard, comme d'habitude. Je ne sais pourquoi. À tout événement, je propose que la Chambre adopte immédiatement une première et une deuxième lecture, afin que nous puissions le référer au comité des bills privés pour mardi matin.

Adopté.

**M. Drouin (Québec-Est)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, du consentement unanime de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### Commission des écoles catholiques de Lachine

**M. Gatién (Maisonnette)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 176 concernant la Commission des écoles catholiques de Lachine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Questions et réponses:

##### Oscar Gatiéneau

**M. Godbout (L'Islet):** 1. M. Oscar Gatiéneau reçoit-il un salaire du ministère de la Colonisation ou de tout autre département, office, régie ou commission d'administration provinciale?

2. Dans l'affirmative:

- a. Quel département lui paie ainsi un salaire?
- b. À quelle date et à quel titre a-t-il été nommé?
- c. Quel était son salaire initial?
- d. Quel est son salaire annuel actuel?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** 1. M. Oscar Gatiéneau est employé au ministère de la Colonisation.

2. Son engagement initial a été fait le 12 octobre 1936, à titre d'officier spécial, \$100.00 par mois. Ses services ont été discontinués le 15 décembre 1939. Il a été rengagé le 16 avril 1945,

à titre d'officier spécial pour le rachat des terres. Son salaire est de \$2,182.00, boni de vie chère inclus.

#### Commission du retour à la terre

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Est-il exact que, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1946, la Commission du retour à la terre, qui avait sans interruption présidé à l'établissement des colons depuis 1937, a été remplacée par un nouvel organisme appelé Comité de révision?

2. Dans l'affirmative:

a. Qui est président du dit Comité de révision et quels en sont les autres membres?

b. Quelles sont les attributions de ce corps administratif?

c. A-t-il été désigné par arrêté en conseil ou de quelle autre autorité détient-il ses pouvoirs?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Non.

#### Nouveaux colons

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Combien de nouveaux colons, acceptés par la Commission du retour à la terre en 1945-1946, et réellement établis au cours de ladite année fiscale sous l'empire du plan dit fédéral-provincial, ont été, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1946, transférés sous le nouveau plan de colonisation, en vue d'augmenter le nombre de nouveaux colons figurant comme établis au cours de l'année 1946-1947?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Aucun.

#### Projets de loi:

##### Office du crédit agricole

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 concernant les fonctions de régisseurs de l'Office du crédit agricole du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de cette mesure est de prévoir le maintien en fonction des régisseurs de l'Office du crédit agricole du Québec, après expiration de leur mandat d'office, jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés ou nommés de nouveau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit tout simplement d'appliquer au crédit agricole les dispositions de la loi des compagnies.

**M. Godbout (L'Islet)** pose une question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le mandat d'office des régisseurs est expiré depuis le 10 novembre 1946.

**M. Godbout (L'Islet):** À ce compte-là, ce qu'ils ont fait depuis n'est pas légal?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Non, car la loi prévoit le cas.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.  
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 47 sans l'amender.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Belleterre Quebec Mines, Limited**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 50 autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Quebec Mines, Limited.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Lorrain (Papineau)**<sup>1</sup> informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

La mine Belleterre a été découverte et exploitée par un ancien chasseur du Château Frontenac, M. J. P. Bickell de Toronto, aujourd'hui renommé comme prospecteur. Il est devenu millionnaire et propriétaire de plusieurs mines du Québec. C'est une bonne chose, pour la province, que M. Bickell ait refusé de s'asseoir sur ses lauriers, après avoir fait quelques millions dans les mines de l'Ontario, et qu'il soit venu dans la province de

Québec pour y exploiter des mines et les développer. Si ça n'avait été de cela, les pouvoirs hydrauliques actuellement utilisés seraient aujourd'hui une perte. Rien d'autre ne permettait de les exploiter.

C'est sous le premier gouvernement de l'Union nationale que des concessions furent accordées pour l'exploitation de la mine Belleterre. Grâce à une loi de l'Union nationale votée en 1938, un village minier a surgi du désert à une couple de milles de la mine. Celle-ci s'est développée si rapidement que le village est aujourd'hui devenu une ville de quelque 2,000 habitants, qui a décidé de se donner un système municipalisé d'électricité. Aujourd'hui, les citoyens de Belleterre veulent bénéficier des avantages de l'électricité.

Les autorités ont demandé l'électricité nécessaire pour l'éclairage des rues et pour les besoins de divers autres services. Le seul pouvoir hydraulique existant dans la région est celui qui a été concédé à la mine. Comme l'usine génératrice d'électricité de la mine, la source d'alimentation d'énergie électrique la plus rapprochée, ne peut produire suffisamment d'électricité pour répondre à la fois aux besoins de l'industrie minière et de la ville de Belleterre, le projet de loi a pour but d'accroître le pouvoir d'environ 550 chevaux-vapeur. D'après les ingénieurs, il serait possible d'augmenter ce pouvoir de 500 chevaux-vapeur par le détournement des eaux de deux lacs avoisinants. Une demande a donc été faite pour que de nouvelles concessions soient accordées à la mine Belleterre, afin qu'elle puisse développer son pouvoir actuel et fournir l'électricité à la ville. Il n'est pas raisonnable que le village fasse construire une usine, alors que la compagnie en a déjà une en opération et qu'elle pourrait gérer l'eau des lacs ainsi détournés. C'est une municipalisation, mais sans que les citoyens n'en fassent les frais.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté, après division.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Ressources hydrauliques, soit autorisé à concéder, affermer ou louer à Belleterre Quebec Mines, Limited, pour la

période de temps et aux conditions qu'il déterminera, le droit de détourner dans le bassin de la rivière Winneway les eaux du bassin hydrographique des lacs du Vieillard et de la Vieille, situés dans le district électoral de Témiscamingue, et que tout arrêté en conseil adopté en vertu de la présente résolution devra être déposé immédiatement après son adoption, si la Législature est alors en session, autrement dans les quinze jours de la session suivante.

Adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose que la résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 50 autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Quebec Mines, Limited.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Quebec Mines, Limited, soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pourquoi donne-t-on ces droits à la compagnie plutôt qu'à la ville? On cède à la compagnie les droits de la province sur une ressource naturelle importante. Il critique les pouvoirs étendus accordés au gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La compagnie a accepté de payer les frais du développement nouveau, en promettant de fournir à la ville de Belleterre l'électricité dont elle aura besoin. Il n'y a pas d'autre source d'énergie électrique que celle-là pour fournir à la ville l'électricité requise. On veut faire payer par la compagnie le développement qui va profiter à la ville.

**M. Lawn (Pontiac)** demande si ce sera une concession ou un cadeau.

### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les trois mots "concéder, affermer ou louer" ont la même signification, et ce sont les termes habituellement utilisés lorsqu'il est question d'octroyer des droits de coupe sur les terres de la couronne. En anglais, nous dirions "concede, grant or lease". Mais cela ne fait pas en sorte que la province en cède la propriété. La province reste propriétaire de ces ressources.

**M. Lawn (Pontiac)** n'est pas d'accord avec le premier ministre quant à la définition de ces mots en anglais<sup>2</sup>. Cette politique de permettre le développement de pouvoirs hydrauliques, sans aucun contrôle de la part de la Législature, m'apparaît comme un autre exemple de l'attitude dictatoriale de l'administration de l'Union nationale en matière d'exploitation des richesses naturelles de la province.

**M. Chaloult (Québec):** Le bill m'inquiète un peu à cause, particulièrement, des pouvoirs étendus accordés au lieutenant-gouverneur en conseil. Il (M. Chaloult) s'objecte à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil ait le pouvoir discrétionnaire de décider des conditions du bail et de la durée de la location. Est-ce pour 99 ans? Le gouvernement devrait dire à la Chambre combien de temps il entend donner à la compagnie. Qu'on fixe au moins les conditions de cette concession de forces hydrauliques!

### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Québec (M. Chaloult) s'inquiète à tort. Le bill n'a pour but que d'assurer l'épanouissement d'une belle petite ville du nord québécois. Les 1,000 ou 1,500 chevaux-vapeur actuellement exploités sont tous absorbés par la compagnie. Nous donnons à la compagnie le moyen d'accroître ce potentiel, à la condition que ce soit la ville qui en profite. Nous ne pouvons fixer d'avance les conditions de cette concession parce que nous ne savons pas maintenant ce que coûtera le détournement des eaux, quels salaires il faudra payer, etc.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** se plaint du manque de renseignements adéquats pour discuter cette loi. Il faut noter que l'électricité additionnelle est concédée à la compagnie, et non à la municipalité. C'est donc à la Législature de faire enquête. On est en train de concéder un nouveau pouvoir à la compagnie, sans nous dire le nombre de chevaux-vapeur dont celle-ci a besoin, et la quantité de forces hydrauliques qu'il faudra à la ville. Suivant mes renseignements, la compagnie utilise plus que

1,500 chevaux-vapeur. Je suis informé, plutôt, qu'on a installé là deux unités d'une capacité de 1,400 chevaux-vapeur chacune. Qu'on ne vienne pas dire qu'on ne tient compte que des intérêts de la ville, quand on fait la concession à la compagnie! Quelle sera la durée du bail?

**M. Godbout (L'Islet):** Il y a exploitation des richesses naturelles de la province, et la Chambre a droit de savoir à quelles conditions le gouvernement va consentir un bail additionnel à la compagnie. L'argument du premier ministre que la compagnie a trouvé le désert, en arrivant dans cette région, est puéril.

C'est le cas de toutes les compagnies qui sont allées développer nos ressources naturelles. Elles n'ont trouvé rien, en arrivant sur les lieux, mais elles y sont allées parce que cela faisait leur affaire. Pourquoi ne pas fixer un terme et dire à quelles conditions la concession est faite? Il s'agit, après tout, d'un bien qui appartient à la province, et c'est une question qui ne doit pas être traitée à la légère.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** voudrait, lui aussi, être renseigné davantage sur les modalités de cette concession. La période de temps du bail est très importante, dit-il. Le gouvernement devrait répondre aux questions des députés.

**M. Choquette (Montmagny)** parle dans le même sens.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque la loi de 1938, qui accordait la première concession à la compagnie, a été présentée en Chambre, elle a été votée unanimement. C'est donc dire que, lorsqu'il s'est agi de concéder de 1,000 à 1,500 chevaux-vapeur à la compagnie, tout le monde a été d'accord.

Mais lorsque nous présentons une loi dans l'intérêt de la ville de Belleterre, on entend des protestations et des cris de l'opposition libérale. Suivant les ingénieurs du ministère des Ressources hydrauliques, il n'y a pas moyen de trouver ailleurs qu'à la source d'énergie électrique de la compagnie l'électricité dont la ville de Belleterre a besoin.

**M. Godbout (L'Islet):** À quelles conditions la concession sera-t-elle faite?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est impossible de prévoir toutes ces modalités, maintenant. Le gouvernement ne peut pas dire tout

de suite à quelles conditions il permettra à la compagnie de faire cette addition à son usine. Tout dépend du coût des travaux. À part cela, le Conseil des ministres, représentant la Législature, doit avoir une certaine latitude, un certain pouvoir discrétionnaire, afin d'envisager toutes ces questions en temps et lieu et faire face aux conditions qui peuvent se présenter.

**M. Godbout (L'Islet):** De manière générale, je suis d'accord. Mais les simples députés de la Chambre ont des droits. Le premier ministre finira par laisser des soupçons dans l'esprit de bien des gens, en refusant de préciser les renseignements que l'opposition veut obtenir.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le gouvernement libéral, quand il a autorisé la mine Belleterre à construire deux unités de 1,400 chevaux-vapeur, a fixé la durée du bail à 40 ans.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** affirme qu'il est favorable à un bail pour toute la durée des besoins de la ville de Belleterre.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.  
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 50 sans l'amender.

#### **Séminaire de Joliette**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier d'un projet de résolutions relatives au bill 55 concernant le Séminaire de Joliette.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose:

Attendu que le Séminaire de Joliette, dirigé par les Clercs de Saint-Viateur, projette de commémorer cette année le centenaire de sa fondation et de faire à son immeuble des agrandissements et des améliorations considérables, rendus nécessaires par l'expansion de son œuvre;

Attendu qu'il se propose en même temps de développer sa bibliothèque et d'en faire un important médium de culture, en y donnant libre accès au public;

Attendu que ses dirigeants et anciens élèves ont organisé une souscription pour l'aider à atteindre ces fins;

Attendu qu'en raison des précieux services que cette institution a rendus depuis un siècle et qu'elle est appelée à rendre à l'avenir à la cause de l'éducation, il convient que la province favorise, par une aide substantielle, la réalisation de ces projets;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu au Séminaire de Joliette, une somme de cent mille dollars, à raison de cinquante mille dollars au cours de l'année financière 1947-1948 et dix mille dollars au cours de chacune des cinq années financières subséquentes, à titre de contribution du gouvernement de la province à la souscription commémorative du centenaire de la fondation de cette institution.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Les résolutions sont adoptées.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 concernant le Séminaire de Joliette soit maintenant lu une deuxième fois.

Il est évident que les résolutions, comme le bill qui est présentement devant la Chambre, peuvent

se passer d'explications. Je n'ai aucun doute que tous les honorables députés approuveront sans hésitation ce projet de loi et les résolutions qui l'accompagnent. Je veux cependant profiter de l'occasion pour remercier d'abord l'honorable premier ministre qui a accueilli la demande faite par les Clercs de Saint-Viateur avec sa bienveillance habituelle, et je veux en même temps remercier les Clercs de Saint-Viateur pour leur dévouement à la cause de l'éducation et les féliciter sincèrement pour l'œuvre admirable qu'ils ont accomplie depuis un siècle.

Bien qu'il s'agisse d'aider à l'agrandissement du Séminaire de Joliette, le travail accompli par cette communauté ne s'est pas borné à la ville de Joliette et ses environs, mais s'est étendu à toute la province de Québec où ils ont de nombreuses institutions, toutes des plus méritantes et même au dehors. Dans la ville même, depuis un siècle, cette communauté se dévoue sans relâche. Le nombre des anciens du collège de Joliette, qui ont joué un rôle dans la vie publique et religieuse, est très considérable et le rayon d'influence du Séminaire s'agrandit sans cesse. Je dois ajouter que le nombre des élèves qui y ont été admis gratuitement, ou à une demi-pension, est aussi considérable.

Je suis très heureux, comme parrain de ce bill, d'être un modeste intermédiaire entre le gouvernement et la communauté des Clercs de Saint-Viateur, et il m'est infiniment agréable, comme député de Joliette, de constater que le gouvernement de l'Union nationale, dont je fais partie à titre de ministre du Travail, reconnaît de façon aussi éclatante ce siècle de zèle et de dévouement de ces éducateurs. Le geste que pose le gouvernement est un encouragement qui vient à son heure et qui sera apprécié dans toute sa valeur, non seulement par ceux qui sont intéressés directement, mais aussi par la population de Joliette, et tous ceux qui connaissent, dans la province, le travail et l'apostolat des révérends pères.

C'est la deuxième fois dans toute son histoire que le collège de Joliette reçoit une subvention spéciale pour l'aider à faire une construction. La première fois, ce fut sous le gouvernement national de l'honorable Honoré Mercier. À plus de 60 ans d'intervalle, le gouvernement de l'Union nationale accorde une subvention à la même communauté, mais cette fois, il s'agit de compléter ce qui a été commencé il y a un siècle. Par cet agrandissement, la population de Joliette, qui bénéficie déjà de bien des façons de l'existence de son séminaire, recevra plus encore et, si possible, de ce centre d'éducation et de culture, grâce à l'aide si généreuse que lui apporte le gouvernement.

**M. Godbout (L'Islet)** endosse les paroles du ministre et fait de grands éloges des Clercs de Saint-Viateur qui, dit-il, sont des éducateurs de haute marque et des réalisateurs qui, en plus du collège de Joliette, dirigent avec grand succès plusieurs institutions d'enseignement agricole de la province où ils ont aussi rendu de vastes services à la population de la province. Il (M. Godbout) félicite le gouvernement d'avoir présenté ce projet de loi, qu'il approuve de tout cœur, et se réjouit de l'aide qu'on accorde aux Clercs de Saint-Viateur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** exprime sa reconnaissance à l'endroit des Clercs de Saint-Viateur.

**M. Sylvestre (Berthier)** et **M. Drouin (Abitibi-Est)**, deux anciens élèves du Séminaire de Joliette, félicitent le gouvernement d'aider d'une façon aussi substantielle une communauté qui fait la gloire de la province et à laquelle la population doit déjà une grande dette de reconnaissance.

**M. Sylvestre (Berthier)** dit qu'il est fier d'être un élève des Clercs de Saint-Viateur et qu'il est heureux de constater, qu'à l'unanimité, la Chambre reconnaît, par ce don, l'œuvre inappréciable, accomplie par son *Alma Mater*. Il félicite le gouvernement d'avoir accepté de présenter ce bill. Lorsque le gouvernement libéral viendra au pouvoir, dit-il, il sera heureux de payer les versements annuels pour parfaire ce don.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 56 concernant l'orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de

résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose: Que la loi 6 George VI, chapitre 9 soit modifiée en y ajoutant, après l'article 1, le suivant:

"1a. Le gouvernement de la province de Québec est substitué à l'Institut des frères de Notre-Dame-de-la-Miséricorde, comme débiteur du solde, tel qu'il existe au premier avril 1947, de l'emprunt contracté par cet institut et garanti par le gouvernement en vertu de la présente loi, et il en assume le paiement en capital et intérêt, aux lieu et place dudit institut."

Adopté.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 56 concernant l'orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 concernant l'Orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de permettre au gouvernement de se substituer à la communauté des frères de Notre-Dame-de-la-Miséricorde, comme débiteur du solde des argentés à payer, pour la reconstruction de l'orphelinat. Cette institution n'avait pas obtenu de l'ancien gouvernement libéral le traitement qu'elle aurait été en droit d'en attendre. Il s'agit de réparer une iniquité de l'ancien gouvernement. En 1942, lorsqu'il a fallu reconstruire l'orphelinat, à la suite d'un incendie, le gouvernement

a garanti un emprunt de \$500,000 contracté par les frères de Notre-Dame-de-la-Miséricorde. Mais la loi du temps prescrivait la retenue des montants requis pour faire face à cette garantie, à même les sommes payables par le gouvernement à l'orphelinat pour la garde, le soin et l'entretien des enfants.

Sur la somme de 50 sous payée pour chaque enfant par jour, payée comme contribution de la province, on retenait 26 sous. Le résultat, c'est que les frères étaient dans une situation impossible et intenable. Chaque année, la communauté arrivait avec un déficit considérable que le gouvernement se trouvait forcé de payer. Nous demandons par le présent bill, de permettre au gouvernement de se substituer à la communauté et d'assumer la dette en capital et intérêt causée par cet emprunt, de sorte qu'on ne fera plus aucune retenue.

**M. Godbout (L'Islet):** À cette époque, le coût de la vie n'était pas aussi élevé qu'aujourd'hui. Le coût de la vie ayant augmenté considérablement, le bill rétablit à peu près la situation faite en 1942. D'ailleurs, le gouvernement du temps n'avait pas les deux tiers des revenus du gouvernement actuel et il a, chaque année, comblé des parties considérables du déficit enregistré par cette école<sup>3</sup>. Il (M. Godbout) se déclare favorable au bill.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 56 sans l'amender.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **École de médecine vétérinaire**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 autorisant

l'établissement d'une école provinciale de médecine vétérinaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Le gouvernement n'a pas d'autre but que celui d'aider efficacement la classe agricole en fondant cette institution. La médecine vétérinaire est une nécessité pour l'agriculture. La classe agricole, pour réussir, a besoin de se sentir appuyée par un corps de médecins vétérinaires compétents. Il est essentiel que nous ayons de bons vétérinaires. Ceci est d'autant plus important pour notre province, où l'industrie animale compte pour une bonne partie de notre agriculture. À l'arrivée du gouvernement de l'Union nationale au pouvoir en 1944, nous avions déjà une école qui était logée temporairement à Oka; mais les RR. PP. Trappistes ont averti le gouvernement qu'ils ne pouvaient pas continuer à diriger cette institution.

Il leur demanda d'attendre quelque temps pour permettre à la province de trouver de nouveaux locaux pour l'école de médecine vétérinaire. C'est le but du présent projet de loi. Une nouvelle école sera donc construite à Saint-Hyacinthe, qui a été choisi comme un bon endroit pour le site de la future école. Le bill autorise une dépense de \$600,000 à cette fin. La mesure actuelle vient donc à son heure.

**M. Godbout (L'Islet)** concourt dans les remarques du ministre au sujet de l'importance de la médecine vétérinaire chez nous. La santé du bétail, et spécialement du bétail laitier, est l'un de nos plus gros problèmes, dit-il, qui intéresse grandement les humains. C'est un problème de santé, parce que certaines maladies des animaux peuvent se transmettre à l'homme, et c'est un problème économique parce que des troupeaux entiers sont parfois affectés par des épidémies difficiles à enrayer.

Il faut une bonne école de médecine vétérinaire. Saint-Hyacinthe peut être un excellent endroit, mais il eût été préférable, si cela eût été possible, de laisser l'école à Oka. Il suggère une meilleure coopération entre les agronomes et les médecins vétérinaires.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Il est résolu que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude du bill 57 au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 57 autorisant l'établissement d'une école provinciale de médecine vétérinaire.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le ministre des Travaux publics à construire et aménager les immeubles requis pour l'établissement d'une école provinciale de médecine vétérinaire, à Saint-Hyacinthe, et à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des terrains à cette fin, et que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les montants nécessaires aux fins de la présente résolution, jusqu'à concurrence de six cent mille dollars.

2. Que les dépenses encourues pour l'exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions, y compris les traitements et salaires du directeur et des personnes nommées en vertu de l'article 5 de ladite loi, seront payées, pour l'année financière 1947-1948, à même le fonds consolidé du revenu.

3. Que l'article 45 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 10 et par l'article 2 de la loi 8 George VI, chapitre 9, soit de nouveau modifié en ajoutant, après le paragraphe 2<sup>o</sup> le suivant:

"3<sup>o</sup> le directeur, les membres du personnel enseignant, les officiers et employés de l'école provinciale de médecine vétérinaire établie en vertu de la loi 11 George VI, chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du bill no 57*)."

Les résolutions sont adoptées.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 57 autorisant l'établissement d'une école provinciale de médecine vétérinaire.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 57 autorisant l'établissement d'une école provinciale de médecine vétérinaire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 57 sans l'amender.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Hôpital Saint-Michel Archange

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 concernant l'Hôpital Saint-Michel Archange soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Godbout (L'Islet):** Un article du projet de loi autorise le gouvernement à affecter au remboursement de l'emprunt une partie des montants payables à la communauté pour l'hospitalisation des malades. Tantôt, le ministre parlait de "l'iniquité d'Huberdeau" et voici que nous trouvons la même clause dans une loi du gouvernement de l'Union nationale. C'est en somme, la clause qu'on nous reproche d'avoir mise dans notre bill, au sujet de l'orphelinat d'Huberdeau. On reprend aujourd'hui une clause qui, d'après le ministre de la Jeunesse, était inique en 1942.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**  
Il y a beaucoup de différence entre les deux cas.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** rend hommage aux révérendes Sœurs de la Charité pour l'œuvre qu'elles poursuivent, à Saint-Michel Archange et ailleurs.

**Des députés** endossent cet éloge.



Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Il est résolu que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude du bill au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 58 concernant l'Hôpital Saint-Michel Archange.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose:

Attendu que pour reconstruire leur hôpital, incendié en 1939, les Sœurs de la Charité de Québec ont émis des obligations pour un montant de deux millions cinq cent mille dollars, portant intérêt à quatre pour cent, datées du 1<sup>er</sup> août, 1940, échéant le 1<sup>er</sup> août, 1950, mais rachetables par anticipation après sept ans de la date de leur émission;

Attendu que le gouvernement de la province de Québec a garanti le remboursement de ces obligations;

Attendu que les Sœurs de la Charité de Québec ont projeté d'exercer leur droit de racheter par anticipation, quant au solde de ces obligations s'élevant, au 1<sup>er</sup> août 1947, à deux millions deux cent cinquante-cinq mille dollars, au moyen d'un nouvel emprunt à un taux d'intérêt moindre;

Attendu que cette opération financière bénéficierait aux Sœurs de la Charité et à la province et qu'il y a lieu, en conséquence, de favoriser cette conversion d'obligations en garantissant ce nouvel emprunt;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, aux conditions qu'il déterminera, l'emprunt de conversion que les Sœurs de la Charité de Québec pourront contracter aux fins

de racheter par anticipation les obligations qu'elles ont émises, avec la garantie du gouvernement de cette province, le 1<sup>er</sup> août 1940, pour la reconstruction de l'asile Saint-Michel Archange, pourvu que le montant du nouvel emprunt n'excède pas deux millions deux cent cinquante-cinq mille dollars, que le taux d'intérêt payable sur cet emprunt ne dépasse pas trois et demi pour cent par année et qu'à tous autres égards, le nouvel emprunt n'impose pas à la province d'obligations plus onéreuses que celles de l'emprunt racheté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à conclure avec les Sœurs de la Charité de Québec toute entente qu'il juge équitable et opportune pour affecter au remboursement de l'emprunt de conversion une partie des montants payables à cette communauté pour l'hospitalisation des malades dans l'Hôpital Saint-Michel Archange.

3. Que les dépenses occasionnées au gouvernement de la province, pour l'exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, seront payables à même le fonds consolidé du revenu.

4. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Les résolutions sont adoptées.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 58 concernant l'Hôpital Saint-Michel Archange.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour étudier le bill 58 concernant l'Hôpital Saint-Michel Archange.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 58 sans l'amender.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Loi de la Régie provinciale de l'électricité**

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)**<sup>4</sup> propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Il est résolu que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude du bill au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 61 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose: 1. Que l'article 2 de la loi de la Régie provinciale de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 16A, édicté par l'article 6 de la loi 9 George VI, chapitre 21) soit modifié en ajoutant après le mot "conseil", dans la quatrième ligne du troisième alinéa, les mots: "Ces régisseurs restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur terme d'office, jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés ou nommés de nouveau."

2. Que l'article 22 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"22. Aucun distributeur ne peut produire, vendre ou distribuer de l'énergie électrique en cette province, à moins d'être détenteur d'un permis en vigueur, obtenu de la Régie sur paiement des droits exigibles.

"Ce permis est émis le premier mai de chaque année et expire le trente avril suivant, à moins que la Régie ne l'ait annulé auparavant.

"Néanmoins, des permis provisoires, accordés pour des périodes moindres que douze mois, peuvent aussi être émis sur paiement des droits prescrits."

Les résolutions sont adoptées.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 61 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 61 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 6 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Les régisseurs, le secrétaire, les officiers et les employés de la Régie ne peuvent être recherchés en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions."

**Un député** pose une question au premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette dernière clause ne concerne aucun cas particulier. Il s'agit simplement de réparer un oubli fait lors de la rédaction de la loi originale.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 61 sans l'amender.

#### Loi des véhicules automobiles

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 modifiant la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 29 de la loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142) est modifié en ajoutant après le mot "villages", dans la treizième ligne du paragraphe 1, les mots "et dans toute partie peuplée d'une autre municipalité."

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Cet amendement répond aux requêtes des résidents des centres ruraux, surtout, qui se plaignent du tapage que les automobilistes font, la nuit.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. 36a. Lorsqu'un véhicule automobile rejoint un autobus arrêté pour laisser monter ou descendre des écoliers, le conducteur de ce véhicule ne doit pas dépasser ou croiser cet autobus ni le conducteur de ce dernier le remettre en mouvement

tant que tous les écoliers n'y sont pas montés ou, selon le cas, n'en sont pas descendus et n'ont pas atteint le côté du chemin."

**Un député oppositionniste:** Il serait parfois assez difficile de se rendre compte s'il s'agit d'écoliers.

Cet article est amendé et les mots "des écoliers" sont remplacés par "un ou des passagers", et les mots "les écoliers" sont remplacés par "les passagers".

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

L'article 3 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 59 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Loi électorale<sup>5</sup>

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, alinéa *a.*, qui se lit comme suit:

"5. L'article 47 de ladite loi est modifié:

"*a.* en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 1<sup>o</sup>, les mots "les douze mois précédant" par les mots "cinq ans avant";"

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La seule disposition contentieuse de ce projet est celle qui décrète que, pour être électeur, il faut avoir été domicilié dans la province au moins cinq ans avant la date de l'énumération. Nous allons amender cette clause. D'après l'économie de nos lois, il faut avoir résidé cinq ans dans la province pour exercer certains droits. Nous avions dit dans notre loi de 1945 que tout sujet de "nationalité canadienne" aurait droit de vote. Une loi a été passée qui dit "citoyenneté canadienne".

**M. Choquette (Montmagny):** Quelle loi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Une loi du Canada.

**M. Choquette (Montmagny):** Une loi fédérale.

**M. Dumoulin (Montmorency):** On collabore

à Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous collaborons aussi, puisque nous faisons concorder notre loi. Nous avons décidé de réduire le séjour obligatoire pour avoir droit de vote. Originellement, la loi stipulait que la durée de séjour dans la province, pour conférer le droit de vote, devrait être de cinq ans. Mais des suggestions nous ont été faites, nous avons de nouveau étudié la question. Après avoir consulté les autorités sur le sujet, j'en suis venu à la conclusion qu'une période de cinq ans était trop longue pour priver les gens de leur droit de voter. Il a été décidé de réduire le délai de cinq à deux ans.

**M. Godbout (L'Islet)** voit dans cette loi trois objets qui sont mauvais. Tout d'abord, elle n'aura aucun résultat concret et elle s'éloigne de l'esprit démocratique qui doit tendre à étendre le vote, et non pas à le restreindre. Jusqu'à date, le délai était d'un an. Le premier ministre a amélioré sa loi, mais dans toutes les provinces et dans notre ancienne loi, la durée de résidence est de un an, et il n'y a pas lieu de faire de changement. Pourquoi une loi exceptionnelle?

En second lieu, cet amendement constitue un défi aux citoyens des autres provinces qui voudraient venir s'établir dans notre province et qu'on obligera à attendre deux ans pour être en mesure de choisir les administrateurs de nos affaires.

C'est un geste sans conséquence, si on veut combattre l'infiltration du communisme dans la province.

Enfin, elle atteindra surtout, et c'est ce qui est malheureux, les Acadiens, les Canadiens français, les anciens Québécois et les autres patriotes qui, après avoir habité les États-Unis, l'Ontario ou les Provinces maritimes, seront pris du désir de revenir dans leur province d'origine. Pour ceux-là aussi, il faudra avoir résidé deux ans dans le Québec, avant de pouvoir voter aux élections provinciales.

Le projet de loi est rétrograde et contraire à la saine démocratie, qui veut qu'on étende le droit de vote à toutes les classes de la société, au lieu de le restreindre.

**M. Lawn (Pontiac):** C'est long de ne pas voter avant deux ans. Plusieurs personnes partent de l'autre côté de la rivière Outaouais pour venir dans mon comté, des gens qui ont de la parenté et des amis dans notre province. Il n'est pas bien que ces gens aient à attendre deux ans.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce que nous voulons, en présentant ce bill, c'est que les questions qui concernent Québec soient décidées à bon escient par seulement des sujets canadiens parfaitement au courant de nos problèmes, de notre mentalité, de nos traditions et des affaires provinciales, et qui ont eu le temps de se renseigner.

Il peut se faire, aussi, une immigration intensive, et il importe que ceux qui viendront s'installer dans notre province nous connaissent et soient familiers avec nos problèmes avant d'exercer leur droit de vote.

Les nouveaux venus devront apprendre à nous connaître et à connaître les besoins de la province. Nous voulons laisser décider les affaires du Québec par les gens du Québec et pour les gens du Québec, et nous sommes sûrs que la réforme sera bien accueillie partout.

Une propagande s'est faite dans certaines parties du pays contre la province, et il est essentiel que ceux qui ont été victimes de cette propagande apprennent à nous connaître et ne viennent pas se mêler de régler nos questions alors qu'ils sont encore sous une mauvaise impression. Je crois que le délai de deux ans n'est pas exorbitant.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 24 relatif à l'utilisation du bois coupé sur les terres de la couronne;

- bill 51 modifiant la loi des compagnies de fidéicommis;

- bill 52 modifiant la loi des assurances de Québec concernant le Bureau de l'inspecteur des sociétés de secours mutuels.

**M. l'Orateur** communique également à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 105 concernant le Children's Memorial Hospital;

- bill 122 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Mercier Brosseau à l'étude de la profession de notaire et à régulariser son brevet de cléricature;

- bill 172 constituant en corporation le Petit Séminaire de Saint-Georges de Beauce;

- bill 201 modifiant la loi pour réglementer la pratique de la comptabilité et de la vérification.

**Dépôt de documents:**

**Rapport du ministre  
de l'Agriculture, 1945-1946**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de l'Agriculture pour l'année fiscale 1945-1946. (Document de la session no 30)

**Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à 8 h 30, ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

**Deuxième séance du 10 avril 1947****Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports du comité spécial:****Drapeau distinctif**

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial, dit: "du drapeau".

Québec, le 9 avril 1947

Votre comité a tenu sa première séance ce matin, sous la présidence de l'honorable M. Gagnon.

Le comité a invité les membres à soumettre respectivement leurs vues sur l'opportunité de faire un choix immédiat d'un drapeau provincial distinctif ou s'il valait mieux attendre la décision du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes. Après avoir entendu les membres du comité exprimer leur opinion, il a été décidé d'ajourner à une date ultérieure que voudra bien fixer le président. Les délibérations se sont poursuivies avec un admirable esprit de collaboration.

**Projets de loi:**

**Corporations  
municipales et scolaires**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 62 concernant

les corporations municipales et scolaires et leurs employés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Belleterre Quebec Mines, Limited**

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Quebec Mines, Limited, soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Loi de la Régie provinciale de l'électricité**

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Loi électorale**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 10 modifiant la loi électorale de Québec.

#### **En comité:**

Présidence de M. Teller (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de l'article 5, alinéa a.<sup>6</sup>, qui se lit comme suit:

"5. L'article 47 de ladite loi est modifié:

"a. en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 1<sup>o</sup>, les mots "les douze mois précédant" par les mots "cinq ans avant";"

Et, de l'amendement proposé, qui se lit comme suit:

"Les mots "cinq ans avant" sont remplacés par "deux ans avant"."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une clause des plus justes, car il est bon de se

protéger contre l'immigration massive qu'on est à nous organiser en certains milieux.

**M. Morin (Québec-Centre):** Pour devenir citoyen canadien, il faut cinq années de résidence. Les immigrants ne sont donc pas à redouter, comme le dit le premier ministre. Il faudra qu'ils aient résidé au pays durant cinq ans. Ne faisons pas de provincialisme étroit.

L'amendement est d'un provincialisme étroit, qui va à l'encontre du suffrage universel. Le séjour de deux ans va défranchiser un grand nombre de personnes. Il privera du droit de vote une foule de gens, à mon avis. Une période de résidence de six mois devrait suffire à quiconque, pour se familiariser avec la situation, avant de voter.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il m'est arrivé d'avoir des élections contestées, dans mon comté de Rouville, de n'avoir été élu que par des majorités infimes, une voix, une fois, et 16 voix, en 1944. Cela doit induire les gouvernants à la prudence. Si Tim Buck<sup>7</sup> et quelques amis étaient venus s'installer dans Rouville un an avant la votation, le résultat eût été tout différent. Ils pourraient réussir à contrôler le vote. Restons maîtres chez nous.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Avec sa loi du cadenas<sup>8</sup>, le gouvernement ne devrait pas avoir peur de Tim Buck. Le séjour obligatoire de cinq ans n'est pas une protection contre le communisme. Si le premier ministre veut combattre le communisme, il ne doit pas faciliter l'élection d'un communiste comme il l'a fait dans Cartier.

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je me demande ce que peut bien craindre le premier ministre, pour proposer cette clause de deux ans. Sont-ce les 100,000 Juifs à qui il s'est adressé lors d'une réunion à Saint-Claire de Dorchester, en 1943, et qui se préparent à s'établir sur le territoire, à la place de Canadiens français? Ou alors peut-être souhaite-t-il empêcher les communistes de contrôler les affaires de la province? Tout le monde sait que le premier ministre appuyait M. Massé et qu'il a risqué de faire élire un communiste. Si le gouvernement veut imposer des conditions arbitraires, il pourrait décréter qu'il faut avoir résidé dans la province durant cinq ans pour avoir des contrats de l'Union nationale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce que j'ai annoncé à Sainte-Claire est fondé sur une information précise et je le maintiens toujours. Quant aux communistes, je serai bientôt en mesure d'annoncer une action définitive de la part du gouvernement pour faire face à cette menace. Des événements prochains démontreront de quelle façon nous voulons sévir contre les communistes. Il (l'honorable M. Duplessis) croit encore que le pays est menacé d'une invasion massive. D'ailleurs, un orateur libéral a déclaré, récemment, dans Montréal-Cartier, qu'il faudrait au pays 100,000 immigrants.

La loi n'est pas dirigée contre personne, et la population n'est pas non plus une cible. Elle n'est inspirée par aucun motif étroit, mais du désir de donner à la province un électorat éclairé, renseigné sur nos coutumes, notre mentalité, nos problèmes. Nous voulons collaborer avec toutes les autres provinces. Mais, quand un citoyen a demeuré deux ans dans la province, il est plus connu que s'il n'y reste que depuis un an, et il est plus facile de surveiller le vote. Cela aidera à préparer les listes électorales, desquelles les morts et les absents pourront être enlevés.

Il faut aussi prendre les moyens voulus pour connaître les gens qui se font inscrire pour les listes et empêcher qu'on y accumule des noms fictifs. En Colombie, on a enlevé le droit de vote aux Canadiens d'origine japonaise. Nous n'enlevons le droit de vote à personne, mais nous croyons que l'électeur doit avoir résidé deux ans dans la province. Dans Cartier, les partisans de l'Union nationale ont voté pour divers candidats. Je suis certain que cette loi sera bien accueillie. Nous allons l'essayer. S'il y a lieu de l'améliorer, nous le ferons.

Cette loi a pour but de réprimer des abus et son but est excellent. Je promets de l'amender, si elle ne remplit pas le but pour lequel le gouvernement la présente. Comme la Législature est élue pour cinq ans, ce n'est pas trop demander que d'exiger qu'il faudra connaître tout ce qui est nécessaire au choix de bons administrateurs. Pour cela, ce n'est pas trop de deux ans. La période actuelle d'un an prête à des abus qu'il faut éviter.

**M. Chaloult (Québec):** L'attitude du gouvernement est sage et prudente. Il y aura de l'immigration vers la province de Québec, la province n'ayant aucun contrôle à cet égard, et des centaines et des centaines de gens arriveront ici qui devront, avant de voter, être informés sur ce dont ils voteront. Le gouvernement devient tolérant. Je favorise le projet de loi. Je voterai pour.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si un Canadien français ayant résidé dans une autre province revient demeurer ici, il devra attendre deux ans avant de voter. Et pourtant, il est bien au courant des questions provinciales. La loi sur les élections de 1941, qui fixe la qualification de résidence à une année, est suffisante et ne devrait pas être changée.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup) et M. Godbout (L'Islet):** On devrait s'en tenir au séjour d'un an pour les électeurs, à moins que le premier ministre ait des cas spéciaux. Pour être Canadien, il faut cinq ans de séjour au pays.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et le mariage? Les femmes qui épousent des Canadiens deviennent par le fait même de nationalité canadienne.

**M. Godbout (L'Islet):** Le mariage ne donne la citoyenneté qu'aux étrangères qui épousent des Canadiens. Le délai de deux ans ne s'applique aucunement aux immigrants. Ceux-ci ne peuvent être naturalisés canadiens qu'après cinq ans pour les non-Britanniques et deux ans pour les Britanniques. Par conséquent, le délai ne peut s'appliquer qu'aux Canadiens qui viennent des autres provinces. Or, ceux qui nous viennent des autres provinces sont pour la plupart d'anciens Québécois. La loi va affecter plus de Canadiens revenant dans leur province de Québec après un séjour à l'étranger que de Canadiens nous venant d'autres provinces.

Cette loi est rétrograde au point de vue démocratique parce qu'elle restreint le droit de vote. Elle doit tendre à étendre le vote et non pas à le restreindre. Elle exprime un sentiment de méfiance à l'égard des autres provinces, car c'est elles seules qui seront touchées et c'est contre elles seules que jouera ce *proviso* de deux ans. Il est question du retour à Québec d'un grand archevêque<sup>9</sup>, une des gloires de l'Église. Avec cette loi, il n'aurait pas droit de vote avant deux années. C'est de l'illogisme.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce grand archevêque serait le premier à nous dire: "Ne changez pas une bonne loi pour moi". La loi est humaine et naturellement n'est pas parfaite, mais nous avons confiance qu'elle donnera satisfaction.

**M. Roberge (Lotbinière)<sup>10</sup>:** Pourquoi la loi ne fixerait-elle pas à un an le séjour des Canadiens qui ont habité la province de Québec et y reviennent après une absence? Pendant la guerre, plusieurs de

mes électeurs ont dû s'absenter pour aller travailler dans les usines de guerre de l'Ontario. Ils sont demeurés au courant des affaires du Québec, leur province natale, et étaient certainement qualifiés pour se prononcer de façon honnête sur son administration.

**M. Godbout (L'Islet)** appuie la proposition du député de Lotbinière (M. Roberge).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La suggestion est puérile. La loi n'est pas parfaite, mais elle essaie de couvrir la plupart des cas. Que certaines personnes puissent souffrir de ces prescriptions, c'est possible. Mais le public en général bénéficiera de son application.

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 6 à 11 sont adoptés.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 10 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

#### **Ventes à tempérament<sup>11</sup>**

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 concernant les ventes à tempérament soit maintenant lu une deuxième fois.

La mesure est le résultat de deux années d'études et de consultations. Elle répond aux demandes d'un grand nombre d'associations, de corps publics de la province, des organisations patronales dont les 80 Chambres de commerce et les Marchands détaillants, qui ont approuvé le projet, et il a été soumis aux unions ouvrières. Nous voulons accorder un contrat uniforme à tous les marchands qui font des ventes à tempérament.

D'autre part, le bill n'a soulevé, jusqu'à présent du moins, aucune protestation. Les syndicats nationaux l'ont approuvé et les autres organisations ouvrières n'ont pas exprimé d'opinion. Ce bill a pour objet d'empêcher les abus que certains vendeurs pourraient commettre. Mais il est fait surtout en

faveur des petites gens, de ceux qui ne peuvent payer comptant qu'une partie assez minime du prix. Elle procure au petit salarié les avantages de la vente à tempérament, tout en faisant disparaître les abus qui ont pu se glisser dans le passé.

En vertu de cette loi, l'acheteur doit payer comptant un montant de 15 % du prix de vente. Le vendeur a ensuite le privilège d'augmenter le prix de vente de trois quarts de un pour cent. Ce bill rencontre les vues de l'immense majorité de la population. C'est la meilleure des réponses possibles. Bien sûr, l'expérience démontrera si des modifications s'imposent, mais d'ici là, la Chambre peut adopter le bill en toute quiétude.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** se déclare en faveur d'une vente à tempérament raisonnable, parce qu'elle aide le petit salarié. C'est une chose nécessaire, dit-il. Le bill met fin à des abus considérables. Dans certains cas, on impose une surcharge de 25 % ou 30 % à l'acheteur. Avec le projet de loi, on ne pourra imposer plus que trois quarts de 1 % par mois, et cela comprend tout: le risque, les frais de comptabilité, l'intérêt, etc. Beaucoup de ces frais restent les mêmes, quelle que soit la proportion du prix que l'acheteur paye comptant.

La loi n'est sans doute pas parfaite. C'est un essai. Il ne faut pas bouleverser le commerce et empêcher les petites gens d'obtenir un crédit raisonnable. Grâce à cette loi, le vendeur demeure propriétaire de la chose achetée jusqu'à l'entier paiement. Nous voulons que la loi soit telle qu'elle rende le plus de services possible, qu'elle évite les abus, assure la protection de l'acheteur et garantisse la liberté du commerce. Nous empêcherons l'usure.

**M. Roberge (Lotbinière):** La question de la langue devrait être considérée. Supposons qu'un acheteur ne comprenne pas l'anglais, lorsque le contrat est rédigé dans cette langue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vois ce que vous voulez dire, mais, dans l'application, la chose est difficile. Si un homme n'a pas compris le contrat qu'il a signé, il pourrait faire une demande de résiliation du contrat sur la base du fait qu'il n'a pas compris ce qu'il avait signé.

**M. Dumoulin (Montmorency):** La loi constitue une amélioration.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** suggère au premier ministre d'inclure une sanction dans la loi de



façon à sévir contre les marchands qui feraient des charges exorbitantes à leurs clients.

Adopté, après division<sup>12</sup>. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1, ajoutant l'article 1561*b* au chapitre 6 du Code civil, et qui se lit comme suit:

"1. 1561*b*. Le paiement initial doit être d'au moins quinze pour cent du prix de la vente à tempérament.

"Le terme des versements différés ne doit pas excéder en tout six mois, si le montant de la vente est inférieur à cinquante dollars; douze mois, s'il est inférieur à cent dollars; dix-huit mois, s'il est inférieur à cinq cents dollars; vingt-quatre mois, dans les autres cas.

"Le terme est stipulé en faveur de l'acheteur."

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** La loi aidera plus le marchand que l'acheteur. Elle pourrait être clarifiée pour ce qui concerne le financement des ventes. Cette majoration ne devrait pas être calculée sur le montant total de la vente, mais seulement sur le montant du solde payé par versement, comme le veut la loi. Si je paye 50 % du prix comptant, le risque du marchand n'existe que pour l'autre 50 %, et il est injuste qu'on fasse payer des frais supplémentaires sur tout le prix de la marchandise. On devrait plutôt encourager les gens à payer un plus gros montant comptant.

**M. Godbout (L'Islet)** appuie cet argument. Il faut encourager les gens à acheter le moins possible à tempérament. Ce système constitue un mal général chez nous. Les termes seraient injustes dans le cas d'un individu qui paie 15 % et celui qui paie 50 % sur un achat de \$100. Tous les deux déboursaient des intérêts sur le \$100.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** La loi est faite pour protéger le petit acheteur et non le riche qui n'a pas besoin de la protection de la loi. Si

un homme bénéficie déjà d'un crédit auprès d'un vendeur, il n'a pas besoin de la protection de cette loi, mais il peut continuer de faire ses propres arrangements. Cette loi vise à protéger les modestes contre l'exploitation, et aussi à protéger le marchand. Le taux de trois quarts de un pour cent a été approuvé par la centaine de personnes qui se sont penchées sur la question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'acheteur bénéficie d'un crédit considérable, ou s'il peut payer une partie considérable du prix, il est à supposer qu'il choisira un autre mode de paiement que celui qui est prévu dans la loi. Cette loi ne concerne pas celui qui peut payer 50 %, et il n'en a pas besoin. Je suis en faveur des ventes à tempérament, qui aident les petits et les pauvres. J'aime mieux ces derniers qui paient leurs dettes que certains riches qui ne paient jamais.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** se prononce contre le système de vente à tempérament. À ce régime, dit-il, les ouvriers ne finissent plus d'acheter à crédit et ils ne sortent jamais de leurs dettes.

**M. Chalout (Québec):** Il est d'intérêt public que l'on incite les gens à payer comptant la plus grande partie possible du prix. Cet encouragement n'existe pas avec le projet de loi.

**M. Godbout (L'Islet) et plusieurs députés oppositionnistes** abondent dans le même sens.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et l'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Cela ne changerait rien, car le projet de loi s'applique aux petits salariés qui ne peuvent donner qu'un petit montant comptant. Pour celui qui peut verser la moitié du prix d'achat, il n'y a aucune obligation de signer le contrat prévu par la loi de la vente à tempérament. Il peut payer le solde de la façon qu'il voudra après entente avec le marchand. Le taux réel d'intérêt que représente cette majoration est 9 %.

**Des députés de l'opposition:** Dix-huit pour cent.

L'amendement est adopté.

L'article 1561*b* du chapitre 6 du Code civil est adopté.

Le comité étudie l'article 1, ajoutant l'alinéa 1561*h* au chapitre 6 du Code civil, et qui se lit comme suit:

"1. 1561*h*. Lorsque le vendeur à tempérament reprend la chose vendue par suite du défaut de l'acheteur d'en payer le prix suivant les termes du contrat, l'acheteur et tout créancier de l'acheteur conservent le droit de payer au vendeur ce qui lui dû et de reprendre la chose, pourvu que ce droit soit exercé dans les vingt jours de la prise de possession par le vendeur et que celui-ci soit remboursé des dépenses raisonnables qu'il a encourues pour la reprise et la conservation de la chose."

Cet article est amendé et les mots "ce qui lui est dû" sont remplacés par "le versement".

L'amendement est adopté.

L'alinéa 1560*h*, ainsi amendé, est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La loi sera mise en vigueur sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil pour que l'on connaisse mieux les réactions du public. Le gouvernement aura ainsi la chance de l'examiner attentivement. Jusqu'ici, aucune réaction défavorable n'a été enregistrée, mais on veut tenir compte de l'apathie générale du public.

Comme il s'agit d'une loi qui révolutionnera le système en vigueur, on veut connaître toutes les réactions avant de l'appliquer, bien qu'on ne craigne pas de réactions défavorables dans l'ensemble.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 54 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)**

demande un délai pour l'adoption finale de la loi, jusqu'à mardi prochain. Certaines parties qui s'y opposent souhaiteraient se faire entendre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La loi est devant la Chambre depuis des semaines. Ceux qui souhaitaient s'y opposer ou proposer des recommandations ont eu amplement de temps pour le faire.

**Remboursement de droits:**

**Children's Memorial Hospital**

**M. French (Compton)** propose que, le bill 105 concernant le Children's Memorial Hospital ayant pour objet de favoriser l'expansion d'œuvre de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Projets de loi:**

**Commission des écoles catholiques  
de Lachine**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 concernant la Commission des écoles catholiques de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Taxe temporaire  
de Sorel Industries, Limited**

**M. Johnson (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 168 concernant une imposition temporaire, pour fins municipales et scolaires dans Saint-Joseph de Sorel, des propriétés de Sorel Industries, Limited.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 168 sans l'amender.

**M. Johnson (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Berthierville**

**M. Caron (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 148 concernant Berthierville.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 148 sans l'amender.

**M. Caron (Maskinongé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

### NOTES

1. La mesure est inscrite au nom du ministre des Travaux publics, M. Lorrain, également ministre des Terres et Forêts par intérim. Elle est cependant présentée et défendue par le premier ministre, en l'absence du ministre, selon *L'Événement-Journal* du 11 avril 1947, à la page 3.

2. *The Gazette* du 11 avril 1947, à la page 13, ajoute cependant que M. Lawn "n'insiste pas là-dessus pour le moment".

3. *Le Nouvelliste* du 11 avril 1947, à la page 9, rapporte qu'"il s'ensuivit un bref débat entre le ministre de la Jeunesse et le chef de l'opposition".

4. Cette mesure est également inscrite au nom du ministre des Travaux publics, M. Lorrain. On ignore cependant s'il est toujours absent de la Chambre et, si c'est le cas, qui la présente à sa place.

5. Au dire du *Soleil* du 11 avril 1947, à la page 3, le débat concernant cette loi s'est fait sur un ton calme.

6. Une part de cette discussion a pu se dérouler lors de la séance de l'après-midi, aucune des sources n'établissant clairement quelle partie du débat eut

lieu lors de la première séance du jour et quelle partie se déroula durant la seconde. On sait cependant qu'en soirée, la discussion commence alors que M. Duplessis traite de la question de l'immigration. Elle dure quelques minutes, selon *La Presse* du 11 avril 1947, à la page 8.

7. Secrétaire général du Parti communiste canadien de 1929 à 1962.

8. La loi du cadenas est déposée le 10 mars 1937 par le gouvernement de Duplessis et sanctionnée le 24 mars 1937, cette dernière autorisant la fermeture de tout local soupçonné de propagande communiste.

9. *Le Nouvelliste* du 11 avril 1947, à la page 10, rapporte qu'il s'agit de Mgr Vachon.

10. *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 11 avril 1947, à la page 3, prétend avoir appris, de source sûre, que les libéraux proposeront prochainement un amendement au projet de loi, concernant les Québécois retournant vivre dans la province. Le quotidien avance que cet amendement sera certainement proposé par M. Roberge, puisque ce dernier vient de faire une proposition à cet effet.

11. La discussion de ce bill dure un peu plus d'une heure, selon *L'Événement-Journal* du 11 avril 1947, à la page 3.

12. *The Montreal Daily Star* du 11 avril 1947, à la page 21, laisse entendre qu'il y eut vote sur ce projet de loi et que le résultat fut de 67 contre 1, M. Francoeur demeurant le seul opposant.



## Première séance du vendredi 11 avril 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la ville de Belœil, demandant l'adoption d'une loi concernant la ville de Belœil.

## Projets de loi:

## Belœil

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Vachon), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 183 concernant la ville de Belœil.

Adopté.

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 183 concernant la ville de Belœil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose, du consentement unanime de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission  
des eaux courantes

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 63 concernant la Commission des eaux courantes de Québec.

Comme cette commission est un organisme de la couronne, le gouvernement demande qu'elle ne puisse pas être poursuivie sans pétition de droit.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Loi électorale

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Roberge (Lotbinière):** Malgré la lutte faite hier par l'opposition libérale, il semble que le gouvernement persiste dans son intention. Ce *proviso* de deux ans est injuste à l'égard de ceux qui ont déjà résidé dans Québec et qui y reviennent. Il (M. Roberge) cite le cas d'un gérant de banque québécois, actuellement à Québec, qui a passé quelques années à Toronto. S'il y avait une élection l'an prochain, il ne pourrait pas voter. Ce serait la même chose pour les familles qui ont émigré dans Ontario (sic) durant la guerre et qui reviennent chez elles. Il cite plusieurs exemples de citoyens qui se trouveraient défranchisés.

Il (M. Roberge) propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant d'Abitibi-Est (M. Drouin), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "soit" par les suivants: "renvoyé au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à remplacer le paragraphe a de l'article 5 par le suivant:

"Être domicilié dans la province de Québec depuis au moins deux ans avant la date fixée pour l'énumération, à moins qu'elle n'ait été antérieurement domiciliée dans la province pendant au moins deux ans."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi a pour but de donner à la province un électorat mieux renseigné. Évidemment, on ne peut pas couvrir tous les cas dans la loi. Le projet de loi comporte des inconvénients pour certaines personnes, mais c'est le cas de toutes les législations où l'on ne peut prévoir tous les cas particuliers, mais qui s'appliquent à la masse de la population. Le devoir du législateur est de régler le cas de façon générale. La présente loi apporte une amélioration

considérable. Ce que le gouvernement veut, c'est assurer la stabilité de l'électorat. Pour ma part, dit-il, je suis contre l'amendement projeté. Je suis donc d'opinion que l'amendement du député de Lotbinière (M. Roberge) soit mis de côté et je demande le vote.

**M. Godbout (L'Islet)** appuie la motion du député de Lotbinière (M. Roberge) pour les mêmes raisons que celles exposées par ce dernier. Dans la même loi, il voit plusieurs inconvénients et aucun avantage. Je suis favorable, dit-il, à ce que l'électorat soit renseigné, mais la loi présente des inconvénients graves à l'égard de ceux qui ont déjà résidé dans Québec et qui y reviennent.

Le bill place la province dans une position particulière vis-à-vis des autres provinces. On va priver du droit de vote des citoyens de la province qui ont pu vivre momentanément dans d'autres provinces. Il me semble que l'amendement proposé est équitable.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Dans mon district, le diocèse d'Haileybury est partie dans Québec et partie dans Ontario, ce qui occasionne de nombreux déplacements.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le bill, tel que présenté, aura pour effet d'empêcher des listes électorales truquées, comme cela s'est vu récemment dans le comté de Montréal-Cartier. Cette loi va faciliter la rédaction des listes électorales et empêcher "le paquetage"<sup>1</sup> des listes.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Le meilleur moyen d'arriver à ce but, c'est de nommer deux énumérateurs au lieu d'un seul.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** s'oppose à l'amendement. Il est sage, dit-il, de mettre une restriction dans la loi. Cinq ans, c'était trop long, mais sur un an ou deux ans, je ne discuterai pas. Le délai de résidence de deux ans dans la province pour avoir droit de suffrage me paraît fort juste.

Il (M. Laurendeau) fait remarquer qu'il aurait été défranchisé, il y a quelques années, à l'occasion d'un voyage d'études à l'étranger, si la loi avait existé, mais que cela ne modifie en rien sa manière de voir. Les cas de défranchisation seront plutôt rares et l'intérêt général doit l'emporter sur l'intérêt particulier.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bienvenue, Casgrain, Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Joyal, Leduc, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 23.

**Contre:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Jolicœur, Johnson, Labbé, Langlais, Larochelle, Laurendeau, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 47<sup>2</sup>.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Questions et réponses:

#### Électricité sur le pont entre Sainte-Anne-de-Bellevue et l'Île Perrot

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** 1. Quels montants le département des Travaux publics a-t-il déboursés depuis le 1<sup>er</sup> février 1946 au 1<sup>er</sup> février 1947 pour réinstaller l'électricité sur le pont entre l'Île Perrot et Sainte-Anne-de-Bellevue?

2. À qui le contrat a-t-il été accordé?

3. Des soumissions publiques ont-elles été demandées?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** 1. \$5,631.22. Les travaux de réparations à l'installation électrique de ce pont auraient dû être faits en octobre 1942 mais, à cause des restrictions de guerre relativement à l'usage de l'électricité, lesdits travaux ont été remis à janvier 1946.

L'installation électrique, n'ayant pas été utilisée pendant plusieurs années, a été endommagée de ce fait, et aussi par le trafic (autos et camions). Il a fallu refaire ladite installation au complet.

2. Les travaux ont été exécutés en régie par le département des Travaux publics.

3. Répondu par 2.

**Électricité sur le pont  
entre Dorion et l'Île Perrot**

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** 1. Quels montants le département des Travaux publics a-t-il déboursés depuis le 1<sup>er</sup> février 1946 au 1<sup>er</sup> février 1947 pour réinstaller l'électricité sur le pont entre Dorion et l'Île Perrot?

2. À qui le contrat a-t-il été accordé?

3. Des soumissions publiques ont-elles été demandées?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** 1. \$584.23.

2. Les travaux ont été exécutés en régie par le département des Travaux publics.

3. Répondu par 2.

**Projets de loi:**

**Ventes à tempérament**

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 concernant les ventes à tempérament soit maintenant lu une troisième fois.

**Plusieurs députés oppositionnistes** veulent obtenir certaines modifications au projet tel que présenté. Ils demandent de retarder l'adoption de la mesure à la semaine prochaine, afin de permettre aux économistes d'exprimer leurs opinions.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande que la décision finale soit remise à la semaine prochaine, afin que certains groupes de marchands d'automobiles de Montréal aient l'occasion de faire valoir leurs protestations.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet de loi a été déposé il y a quelque temps déjà. Les protestataires arrivent en retard et ils ont eu tout le temps d'enregistrer leurs dissidences. La question est dans le public depuis déjà longtemps. Tout le monde a eu le temps de l'étudier et la Chambre est suffisamment renseignée pour se prononcer. Si les intéressés veulent protester, ils pourront toujours faire valoir leurs objections lorsque

la loi sera étudiée au Conseil législatif. Certains ont la mauvaise habitude de penser qu'ils peuvent faire travailler ou non la Législature selon leur volonté. Plus d'un mois avant le début de la session, j'ai prévenu tous ceux qui étaient concernés de faire parvenir leurs requêtes, et il en vient encore. Si cette loi est mauvaise, elle peut toujours être changée à la prochaine session.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le bill ne me plaît pas sous certains aspects, quoique je pense que la mesure est un pas dans la bonne direction. Elle a du bon. Je l'approuve. Il met le gouvernement en garde. À son avis, la loi ne va pas assez loin. Elle accorde la protection voulue au commerce et favorise les ventes à tempérament, mais ne protège pas suffisamment le consommateur contre son inexpérience.

Il (M. Drouin) parle des problèmes des pauvres gens dans les années trente, à cause des ventes à tempérament. On demandait aux gens de payer pour des marchandises le plus souvent manufacturées à l'extérieur de la province, alors qu'ils n'avaient pas de pain pour leurs enfants. Pendant la guerre, cette situation ne prévalait pas, puisqu'il y avait beaucoup d'argent partout, et aussi parce que le gouvernement fédéral avait pris les ventes à tempérament sous son aile.

Cependant, maintenant on voit des vendeurs se promener partout pour inciter les gens à acheter des marchandises. Je suis content que le système de \$1 de premier versement et de \$1 par semaine soit appelé à disparaître, mais il manque toujours de protection contre la minorité de marchands malhonnêtes. Il (M. Drouin) demande que la troisième lecture soit remise à la semaine prochaine et qu'on en fasse une nouvelle étude du bill. Il suggère qu'il soit transmis à un comité d'experts.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Cette mesure est le fruit d'une étude approfondie de la question par tous les groupes concernés. Il serait inutile de la confier à un autre comité d'experts. Le projet était à l'étude depuis au moins deux années, et tous les économistes et les gens intéressés ont eu amplement le temps de faire connaître leur opinion et de se prononcer. Quatre-vingt-dix chambres de commerce de la province, les détaillants, les membres du clergé et d'autres intéressés par le volet social du problème sont en faveur du bill. Jamais une loi n'a été si soigneusement préparée et elle est exigée depuis plusieurs années. Cette loi ne crée pas la vente à tempérament, puisqu'elle existe déjà. Elle a pour but de la contrôler.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
et ses collègues demandent le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bienvenue, Blanchard, Caron, Casgrain, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Rouyn-Noranda), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubé, Dubreuil, Ducharme, Dumoulin, Duplessis, Dussault, Élie, Fillion, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Godbout, Gosselin, Goudreau, Groulx, Jolicoeur, Johnson, Joyal, Labbé, Langlais, Larochelle, Laurendeau, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pouliot, Riendeau, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sauvé, Sylvestre, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 67.

**Contre:** M. Francoeur, 1.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 124 modifiant la charte de la cité de Verdun, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, à la page 2, le mot:

"cinq"

par le mot:

"deux".

2. L'article 3 est modifié dans la version anglaise seulement.

3. L'article 5 est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne du paragraphe "526c", le mot:

"motifs"

par le mot:

"fins".

4. L'article 6 est biffé.

5. L'article 7 devient l'article 6.

#### Projets de loi:

##### Charte de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 124 modifiant la charte de la cité de Verdun.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose que la Chambre accepte lesdits amendements.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (l'honorable M. Delisle), qu'un message soit renvoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative refuse d'accepter l'amendement qu'il a apporté au bill 124 modifiant la charte de la cité de Verdun, et qui retranche l'article 6 dudit bill 124, et ce, pour les raisons suivantes:

*a.* parce que l'amendement du Conseil législatif est préjudiciable aux contribuables de la cité de Verdun;

*b.* parce que l'Assemblée législative considère que l'amendement du Conseil législatif est contraire à l'intérêt public.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Je crois que le ministre des Affaires municipales et le premier ministre ne devraient pas persister dans leur attitude de vouloir mettre de côté l'opinion librement exprimée en 1945, lors d'un référendum, par la majorité des électeurs de Verdun. Le Conseil législatif a eu raison de biffer un amendement apporté au bill de Verdun, à l'Assemblée législative, dit-il, car on se doit de respecter le vote librement donné, en 1945, par la majorité des électeurs de Verdun, qui avaient alors manifesté leur intention de changer le mode d'élection municipale de leur ville. Le Conseil législatif n'a fait que sauvegarder l'autonomie de la ville de Verdun. Il a maintenu les principes démocratiques. Il (M. Ross) s'oppose à la motion Dussault.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le système d'élection d'une partie des échevins par les propriétaires seuls s'est avéré excellent dans la ville de Québec et dans la ville de Trois-Rivières et, en partie, dans la ville de Montréal. Je crois que ce système devrait être continué dans la ville de Verdun. Le gouvernement a été félicité pour son attitude par divers groupes de la cité de Verdun. Nous avons reçu de nombreuses félicitations pour l'amendement que nous avons apporté au bill de Verdun.



Le Conseil municipal de Verdun a félicité le gouvernement d'avoir rétabli les choses sur une base convenable. Nous avons reçu les félicitations de la Ligue des propriétaires de Verdun, du président de la Commission des écoles catholiques de Verdun et de la Société Saint-Jean-Baptiste de Verdun. Nous avons donc conscience d'avoir fait notre devoir.

L'Assemblée législative a entendu tous les intéressés et décide de rétablir le mode d'élection sous lequel la ville de Verdun a prospéré. C'est un système excellent et qui a donné de bons résultats. Il n'y a pas de doutes que le Conseil législatif se rendra à l'évidence et qu'il retirera son amendement.

**M. Godbout (L'Islet)** appuie les remarques du député de Montréal-Verdun (M. Ross). Si le premier ministre a reçu des félicitations venant de groupes intéressés à un mode d'élection plutôt qu'à un autre, il a reçu par contre l'expression catégorique de la volonté des contribuables lors du référendum. La population de Verdun s'est prononcée contre le système actuel d'élection à Verdun. Et c'est l'Assemblée législative qui a forcé la tenue d'un référendum dans cette municipalité. Et, par une immense majorité, les électeurs de Verdun ont fait savoir qu'ils voulaient que les échevins soient élus *à large*.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a que 10 % des électeurs qui se sont rendus voter, lors du référendum.

**M. Godbout (L'Islet):** Aujourd'hui, on nous demande d'imposer un mode d'élection que cette ville a rejeté. Pour ma part, je ne puis me rendre à cette demande.

**M. Chaloult (Québec):** Je ne sais rien des mérites de cet amendement au sujet de Verdun, mais je juge tout à fait inopportune l'intervention du Conseil législatif qui pourrait intervenir dans des circonstances beaucoup plus importantes. Cet illustre Conseil n'a jamais rien fait et aurait dû se mêler de ses affaires.

Il aurait eu l'occasion bien avant cela de prouver son efficacité. Je souhaite qu'on nous débarrasse le plus tôt possible de ce Conseil inutile et nuisible, comme l'ont promis les deux partis depuis cinquante ans.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise<sup>3</sup>.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Blanchard, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larochelle, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 44.

**Contre:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 25.

Ainsi, la motion est adoptée. L'amendement du Conseil législatif est, en conséquence, rejeté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Corporations municipales et scolaires

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

### Corporations et compagnies

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 44 concernant les corporations et compagnies.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande au gouvernement de retirer ce projet de loi. Cette mesure constitue un geste très inopportun. Elle contredit les affirmations pessimistes du premier ministre, de son trésorier, de tous ses ministres et ses députés qui disaient, en 1942 et en 1944, que le gouvernement libéral avait cédé pour toujours à Ottawa les droits de taxation de la province. L'Union nationale s'est fait élire en 1944 en promettant d'abolir les taxes, surtout la taxe de vente; voilà qu'aujourd'hui, le premier ministre les augmente.

On a sévèrement critiqué cette entente. On répétait que nous avions cédé pour toujours l'impôt sur les corporations. Cela n'était pas exact. De notre côté, nous affirmions que ces droits avaient été cédés temporairement, à cause de la guerre, et qu'ils reviendraient tous, intégralement, à la province. Mes amis d'en face avaient donc trompé sciemment la population. L'accusation unioniste était sans fondement et nous en avons la preuve aujourd'hui, puisque le gouvernement présente un projet de loi qui lui permet, non seulement de reprendre l'impôt de 5 % autrefois perçu par Québec, mais de le porter même à 7 %. Ce sont donc les libéraux qui avaient raison, lorsqu'ils prétendaient que la province n'avait cédé ces droits que pour un temps limité et qu'elle pouvait en reprendre l'exercice moyennant un avis préalable de trente jours à Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est M. Taschereau qui l'a augmenté à 5 %.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce le temps, quand le trésorier vient de nous annoncer un revenu de \$147,000,000, revenu qui pourra facilement atteindre \$170,000,000 ou \$175,000,000, de porter de 5 % à 7 % l'impôt sur les corporations? Avec un budget de \$147,000,000 pour 1947-1948, le gouvernement devrait réduire l'impôt sur les compagnies au lieu de l'augmenter.

Si l'impôt était réduit à 2½ %, l'ancien taux, la province pourrait attirer chez elle de nouvelles industries, et l'augmentation des revenus qui en résulterait pour la province compenserait la diminution de l'impôt. Cela n'affecterait pas la province sur le plan financier, puisque les revenus augmenteraient avec les nouvelles compagnies.

Le meilleur moyen d'assurer le bonheur et la prospérité de la population du Québec est de ne pas augmenter les taxes, mais de les réduire, afin d'attirer dans la province de nouvelles industries et d'encourager celles qui sont existantes à étendre leurs activités. Administrez la province avec économie et vous n'avez pas besoin d'augmenter les taxes comme vous le faites.

On aiderait Québec en imposant des taxes inférieures à celles des autres provinces, au lieu de copier la politique de M. Drew. Une réduction d'impôt serait moins discriminatoire pour les compagnies qu'une commutation ou une exemption de taxes. On ferait en outre une concurrence loyale à l'Ontario. Le budget actuel lui permet de procéder ainsi. J'espère que l'alliance entre les premiers ministres de Québec et Ontario ne nous nuira pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande à M. l'Orateur de rappeler le député à l'ordre.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Il (M. l'Orateur) rappelle le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) à l'ordre, parce qu'il discute de choses qui ne sont pas pertinentes aux résolutions du bill. Il s'obstine et réussit à dire ce qu'il veut des relations entre Québec et Ottawa, au sujet de la taxation.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'allais dire que, parce que l'Ontario a augmenté sa taxe à 7 %, ce n'est pas une raison pour Québec d'augmenter la sienne. Après tout, nous ne sommes pas obligés de copier l'Ontario. Les arguments que j'ai donnés sont sérieux. Le premier ministre aiderait l'industrie en imposant des taxes moins élevées que les autres provinces. Ce serait un acte de bon administrateur.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement actuel, même s'il avait condamné l'entente de 1941 entre les gouvernements King et Godbout sur la perception de certaines taxes à cause de la guerre, a laissé cette entente se poursuivre jusqu'à la fin et en récolte maintenant les pleins avantages, avec un dernier versement de \$20,000,000. Le présent gouvernement avait promis de baisser les taxes et d'abolir notamment la taxe de vente. La population avait des raisons de penser que, quand l'entente serait terminée et qu'Ottawa réduirait ses taxes ou abandonnerait celles qu'on lui avait concédées pour la durée de la guerre, le gouvernement du Québec emboîterait le pas. Et pourtant, en dépit de ses promesses, il a augmenté plusieurs taxes. Le premier ministre s'est fait élire en promettant d'abolir les taxes; aujourd'hui, il les augmente.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'afin de pourvoir aux besoins du service public de la province, chacune des corporations, compagnies, sociétés, maisons d'affaires, et personnes suivantes, faisant affaires en cette province sous son nom, sous une raison sociale ou par l'entremise d'une personne rémunérée à salaire

ou à commission ou de toute autre manière, agissant à titre d'employé, de vendeur, d'agent, de représentant ou à tout autre titre, devra, à compter du deux septembre 1947, payer à Sa Majesté aux droits de la province, pour la période du deux septembre 1947 au trente avril 1948 et par la suite pour chaque période de douze mois commençant le premier mai de chaque année à compter de 1948, les taxes suivantes, aux dates et en la manière ci-après déterminées:

#### *1° Compagnies ordinaires*

Dans le cas de toute compagnie constituée en corporation faisant quelque entreprise, commerce ou affaires non spécialement imposée en vertu des paragraphes suivants de la présente résolution:

*a.* un dixième de un pour cent sur le montant du capital versé de la compagnie;

*b.* une taxe additionnelle de cinquante dollars pour chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec et de vingt-cinq dollars pour chaque place d'affaires située dans toute autre municipalité; cependant, si le montant du capital versé de la compagnie est inférieur à vingt-cinq mille dollars, le chiffre de la taxe sera de vingt-cinq dollars pour chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec et de vingt dollars pour chaque place d'affaires située dans toute autre municipalité.

Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle est payable seront:

*a.* le bureau-chef d'une compagnie, ses bureaux, usines, magasins, ateliers, agences ou places de commerce;

*b.* le bureau occupé par le conseil d'administration d'une compagnie;

*c.* tout édifice ou partie d'édifice ou tout immeuble où une compagnie fait quelque une des opérations qui lui sont propres;

*d.* tout édifice, bureau dans un édifice, chambre ou endroit où une compagnie invite la clientèle, soit par l'apposition publique de son nom à cet endroit, soit par l'insertion de son nom dans l'annuaire téléphonique, ou soit par une annonce dans les journaux informant du nom de la compagnie et de son adresse à un tel endroit, et tout bureau, chambre ou endroit, situés dans cette province et qui sert d'adresse postale à une compagnie;

*e.* tout bureau ou local d'un agent d'une compagnie qui accepte ou prend des commandes ou passe des contrats pour une compagnie qui est son mandant;

*f.* tout dépôt permanent d'échantillons où le représentant d'une compagnie exhibe des spécimens des produits que la compagnie qu'il représente offre en vente;

*g.* tout dépôt où le représentant d'une compagnie peut acheter du matériel pour l'usage de cette compagnie;

*h.* tout dépôt pour l'expédition de la marchandise d'une compagnie.

Les places d'affaires ci-dessus seront imposables, qu'elles soient tenues sous le nom de la compagnie ou sous le nom d'une personne ou d'un employé sous le contrôle d'une compagnie.

Lorsqu'une compagnie aura plusieurs places d'affaires dans un même immeuble, celles-ci seront, pour les fins du présent paragraphe, considérées comme une seule place d'affaires.

Si l'agent d'une compagnie est également l'agent d'une autre compagnie ou de plusieurs autres compagnies, chacune de ces compagnies sera considérée comme tenant une place d'affaires dans le bureau de cet agent.

#### *2° Banques*

Dans le cas de toute banque,

*a.* une taxe de un cinquième de un pour cent sur son capital-actions payé et de un dixième de un pour cent sur son fonds de réserve et ses profits non distribués;

*b.* une taxe additionnelle de trois mille dollars sur son principal bureau dans chacune des cités de Montréal et de Québec, et de deux cents dollars sur chacun de ses autres bureaux dans la province sauf et excepté sur toute agence quand la personne en charge n'est payée que sur une base de commission.

#### *3° Compagnies d'assurance*

Dans le cas de toute compagnie d'assurance, une taxe de deux pour cent sur toute prime reçue par la compagnie ou par son ou ses agents et se rapportant à des affaires dans Québec.

Pour les fins de l'alinéa précédent, sera considéré comme des affaires dans Québec le paiement de toute prime relative à l'assurance d'une personne résidant dans Québec ou d'un bien situé dans cette province, si cette personne y réside au moment du paiement de la prime ou si ce bien y est situé en n'importe quel temps pendant la durée du contrat d'assurance.

Sera aussi considérée comme une prime reçue et se rapportant à des affaires dans Québec toute prime obtenue ou reçue dans Québec ou relative à un contrat fait dans cette province, excepté un contrat de rente.

Lorsqu'une prime sera déjà imposée par une autre province, État ou pays, le trésorier, s'il le juge équitable, pourra exempter une compagnie d'assurance de l'obligation de payer la taxe sur ladite prime.

Dans le cas de réassurance d'assurance-vie, la compagnie qui assurera en premier lieu sera responsable du paiement de la taxe sur la prime entière et la compagnie de réassurance sera exemptée de la taxe sur la prime qu'elle recevra pour cette réassurance.

Dans le cas de réassurance d'assurance autre que l'assurance-vie, la compagnie qui assurera en premier lieu sera exempte de la taxe imposée par la présente résolution sur la partie de la prime qu'elle remettra à la compagnie de réassurance si cette dernière détient un permis dans cette province; mais si la compagnie de réassurance ne détient pas tel permis, la compagnie qui assurera en premier lieu sera tenue de payer la taxe sur la prime entière. La compagnie de réassurance détenant un permis dans cette province sera responsable du paiement de la taxe sur la prime entière.

Si une compagnie d'assurance, autre qu'une compagnie d'assurance-vie, cède à une autre compagnie la totalité de ses affaires, déduction faite des réassurances déjà effectuées, la compagnie cédante sera tenue de payer la taxe de deux pour cent sur ces primes ou le minimum fixé, et la compagnie cessionnaire sera exempte de ladite taxe.

Ne seront déductibles des primes reçues que les ristournes et la valeur au comptant des dividendes payés ou crédités aux porteurs de police, pourvu que les montants ainsi payés ou crédités concernant des risques rapportés et alloués comme étant des risques de personnes résidant ou de biens situés dans la province.

Aucune déduction ne sera admise par suite du paiement à l'assuré d'une valeur de rachat ou d'une valeur d'emprunt.

Le minimum de la taxe annuelle sur primes sera:

- a.* pour les compagnies d'assurance-vie, de trois cents dollars;
- b.* pour les compagnies d'assurance maritime, de deux cent cinquante dollars;
- c.* pour les compagnies d'assurance réciproque ou mutuelle, de cent dollars;
- d.* pour les compagnies d'assurance faisant à la fois de l'assurance maritime et d'autres genres

d'assurance, sauf l'assurance-vie, et dans le cas de toute autre compagnie d'assurance, de trois cents dollars.

Les minimums ci-dessus seront payables par ces compagnies comme première taxe, lorsqu'elles commenceront à faire affaires dans la province.

Lorsque des compagnies d'assurance constituées en corporation dans Québec seront assujetties dans une autre province, État ou pays, à une taxe plus élevée que celle exigible dans cette autre province, État ou pays des compagnies d'assurance y constituées, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra augmenter d'autant la taxe sur ces dernières faisant affaires dans Québec.

Le trésorier devra être informé de tout contrat d'assurance affectant un bien mobilier ou immobilier situé dans Québec et fait avec une compagnie d'assurance étrangère à cette province et qui n'y aura pas de bureau. Toute personne, société ou compagnie, et tout officier, agent ou employé de telle personne, société ou compagnie qui en aura connaissance devra dans les trente jours donner un avis par écrit et sous serment au trésorier, l'informant:

- a.* du montant de cette assurance;
- b.* du montant de la prime qui aurait été exigée pour telle assurance, si celle-ci eût été prise dans une compagnie d'assurance ayant un bureau ou une place d'affaires dans la province.

Cette personne, société ou compagnie devra, en remettant cette déclaration, payer au Bureau du revenu de la province le montant que la province serait en droit de recevoir d'une compagnie ayant un bureau ou une place d'affaires dans la province si cette assurance avait été prise dans telle compagnie. Quand une telle assurance sera effectuée directement par le détenteur du bien, la déclaration devra être faite et la taxe devra être payée par celui-ci; quand elle sera effectuée par l'entremise d'un agent ou courtier, la déclaration devra être faite et la taxe devra être payée par cet agent ou courtier.

Toute personne, société ou compagnie et tout officier, agent ou employé, contrevenant à toute disposition de l'alinéa précédent sera, pour chaque contravention, passible d'une amende égale à deux fois le montant de la taxe.

#### *4° Compagnies de prêts*

Dans le cas de toute compagnie de prêts,

- a.* s'il s'agit d'une compagnie à capital fixe ou permanent, une taxe de un vingtième de un pour cent sur son capital-actions payé, plus un vingtième de un pour cent sur tous les argents investis par cette

compagnie dans la province, sauf pour son bureau et sauf ses argents en banque; dans aucun cas, la taxe ne sera inférieure à cent dollars;

b. s'il s'agit d'une compagnie sans capital fixe, une taxe d'au moins cent dollars, plus un vingtième de un pour cent sur tous les argents investis par cette compagnie dans la province, sauf pour son bureau et sauf ses argents en banque; dans aucun cas, la taxe ne sera inférieure à cent dollars.

Une taxe additionnelle de cent dollars pour chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec et de cinquante dollars pour chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit, lorsque le capital fixe de la compagnie excèdera cent mille dollars; une taxe additionnelle de cinquante dollars pour chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec et de vingt-cinq dollars pour chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit, lorsque le capital fixe sera de cent mille dollars ou moins, ou lorsqu'il n'y aura pas de capital fixe.

Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle sera payable seront celles énumérées dans le paragraphe 1<sup>o</sup> de la présente résolution.

#### *5<sup>o</sup> Compagnies et navigation*

Dans les cas de toute compagnie de navigation ou de bateaux à vapeur ou société, possédant ou exploitant un ou plusieurs bateaux à vapeur ou vaisseaux naviguant d'un endroit en cette province à tout autre endroit situé soit en cette province, soit ailleurs, ou tout agent de telle compagnie ou société,

a. les diverses taxes auxquelles les compagnies ordinaires seront assujetties par la présente résolution;

b. en outre, lorsqu'une telle compagnie ou société exploitera un ou des hôtels dans la province, une taxe de un dixième de un pour cent sur le capital employé dans l'exploitation de ces hôtels et aussi la taxe sur place d'affaires payable par les compagnies ordinaires.

#### *6<sup>o</sup> Compagnies de télégraphe*

Dans le cas de toute compagnie possédant, exploitant ou utilisant un réseau télégraphique ou partie d'un réseau télégraphique dans la province, une taxe annuelle de cinq mille dollars.

Cependant, si une compagnie de télégraphe loue son réseau à une autre compagnie, ou convient

avec une autre compagnie de l'opération pour elle de son réseau, elle sera alors assujettie aux diverses taxes établies par la présente résolution sur les compagnies ordinaires, excepté la taxe sur les places d'affaires, toutefois avec minimum de deux mille dollars quant à la taxe sur le capital.

#### *7<sup>o</sup> Compagnies de téléphone*

Dans le cas de toute compagnie possédant, opérant ou utilisant dans un but de lucre un réseau téléphonique ou partie d'un réseau téléphonique dans la province,

a. lorsque le capital versé sera de cent mille dollars ou plus, une taxe de un cinquième de un pour cent sur son capital versé;

b. lorsque le capital versé sera inférieur à cent mille dollars, la taxe sur le capital à laquelle sont assujetties les compagnies ordinaires.

#### *8<sup>o</sup> Compagnies de messageries*

Dans le cas de toute compagnie, y compris une compagnie de chemin de fer, faisant dans Québec les affaires d'une compagnie de messageries par chemin de fer, une taxe de huit cents dollars pour chaque cent milles ou fraction de cent milles de voie utilisée dans la province, mais dans aucun cas le montant total de cette taxe ne devra excéder dix mille dollars.

#### *9<sup>o</sup> Compagnies de tramways*

Dans le cas de toute compagnie de tramways exploitant une ligne de tramways ou, à la fois, une ligne de tramways et un autre service de transport:

a. une taxe de un pour cent sur les revenus bruts provenant de toutes ses affaires;

b. en outre, lorsqu'une telle compagnie exploitera un ou plusieurs hôtels dans la province, une taxe de un dixième de un pour cent sur le capital employé à l'exploitation de ces hôtels et aussi une taxe de place d'affaires de cinquante dollars pour chaque hôtel.

#### *10<sup>o</sup> Compagnies de chemin de fer*

Dans le cas de toute compagnie possédant, exploitant ou utilisant un chemin de fer dans la province, une taxe de soixante dollars par mille de voie simple pour chaque voie principale, une taxe de quarante dollars par mille de voie secondaire simple, et en outre, lorsque la ligne sera multiple, une taxe

supplémentaire de quarante dollars par mille de voie additionnelle possédée, exploitée ou utilisée dans cette province.

Dans le cas de toute compagnie qui utilisera en tout ou en partie le réseau d'une autre compagnie assujettie à la taxe prévue par le présent paragraphe 10°, une taxe équivalente à un quart de la taxe ci-dessus; dans ce cas, les deux compagnies seront conjointement et solidairement responsables du paiement de cette dernière taxe.

Le mot "voie", dans le présent paragraphe 10° ne comprendra pas les voies d'évitement ou de stationnement.

En plus de la taxe ci-dessus établie, toute compagnie de chemin de fer exploitant un ou plusieurs hôtels dans cette province paiera une taxe de un dixième de un pour cent sur le capital employé à l'exploitation de ces hôtels et une taxe de place d'affaires de cinquante dollars pour chaque hôtel.

Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder, indéfiniment ou pour un temps déterminé, toute diminution de taxes qu'il croira juste, à une compagnie de chemin de fer qui fera exclusivement du transport pour fins d'exploitation forestière et qui n'exigera ni ne recevra de considération pour le transport des personnes ou des effets.

#### 11° *Compagnies de wagons-dortoirs, salons ou autres*

Dans le cas de toute compagnie ou société qui fera affaires dans la province, en louant des wagons-dortoirs, wagons-salons, wagons-restaurants, wagons-citerne ou autres à une compagnie de chemin de fer, ou dont les wagons-dortoirs, wagons-salons ou autres circulent sur le réseau ou seront à l'usage d'une compagnie de chemin de fer faisant affaires dans la province,

a. une taxe de un tiers de un pour cent sur le capital de la compagnie investi dans les wagons et le matériel roulant en usage dans la province;

b. une taxe additionnelle de cinquante dollars pour chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec et de vingt-cinq dollars pour chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit.

Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle sera payable seront celles énumérées dans le paragraphe 1° de la présente résolution.

#### 12° *Compagnies de fidéicommis*

Dans le cas de toute compagnie de fidéicommis,

a. une taxe de deux et demi pour cent du revenu brut provenant de ses affaires dans la province;

b. une taxe additionnelle de cinquante dollars pour chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt-cinq dollars pour chaque place d'affaires en tout autre endroit.

Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle sera payable seront celles énumérées dans le paragraphe 1° de la présente résolution.

#### 13° *Compagnies de gaz et d'électricité*

Dans le cas de toute compagnie de production, de transmission, de distribution ou de vente de l'énergie électrique ou de gaz ou des deux à la fois, une taxe de un cinquième de un pour cent sur son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires à laquelle seront assujetties les compagnies ordinaires.

#### 14° *Compagnies de gazoline*

Dans le cas de toute compagnie qui produit, vend, distribue ou livre de la gazoline ou tout autre produit liquide préparé ou mélangé en vue de produire de la force motrice, une taxe de trois huitièmes de un pour cent sur son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires à laquelle seront assujetties les compagnies ordinaires.

#### 15° *Compagnies d'immeubles*

Dans le cas de toute compagnie d'immeubles, les taxes sur capital et sur les places d'affaires exigibles des compagnies ordinaires.

Cependant, une compagnie d'immeubles qui ne fera aucune autre affaire que la vente de lots à bâtir ou que détenir des lots vacants devra payer une taxe de un vingtième de un pour cent sur son capital versé avec, en plus, la taxe sur les places d'affaires payables par les compagnies ordinaires.

#### 16° *Compagnies faisant le commerce des boissons alcooliques*

Dans le cas de toute compagnie canadienne distillant, distribuant, livrant ou vendant des liqueurs alcooliques dans la province, une taxe de trois huitièmes de un pour cent sur le montant de son capital versé avec, en plus, la taxe sur les places d'affaires payable par les compagnies ordinaires.

Dans le cas de toute autre compagnie distillant, distribuant, livrant ou vendant des liqueurs alcooliques à des corporations ou personnes de la province de Québec, une taxe sur capital basée sur son chiffre de ventes dans la province, au taux de un cinquième de un pour cent de ce chiffre de ventes avec en plus la taxe sur les places d'affaires payable par les compagnies ordinaires.

Le montant minimum de la taxe sur capital ainsi payable par toute compagnie mentionnée dans l'un ou l'autre des deux alinéas précédents sera de vingt-cinq dollars.

#### 17° *Brasseries*

Dans le cas de toute compagnie fabriquant, distribuant, livrant ou vendant de la bière en cette province, une taxe de un cinquième de un pour cent sur le montant de son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires payable par les compagnies ordinaires.

#### 18° *Compagnies de tabac*

Dans le cas de toute compagnie qui fabrique, distribue, livre ou vend dans la province des cigarettes, cigares ou autres produits du tabac, une taxe de un cinquième de un pour cent sur le montant de son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires payable par les compagnies ordinaires.

Le présent paragraphe 18° ne s'appliquera pas à une compagnie faisant la culture du tabac et qui ne fabrique pas des cigarettes.

#### 19° *Sociétés ou personnes dont le bureau-chef ou la principale place d'affaires sera en dehors du Canada et qui ne seront pas imposées par une autre disposition de la présente résolution*

Dans le cas de toute société ou personne dont le bureau principal ou la place principale d'affaires sera en dehors du Canada et qui n'est pas imposée par une autre disposition de la loi qui accompagne les présentes résolutions,

a. une taxe de un dixième de un pour cent sur son revenu brut dans la province avec minimum de vingt-cinq dollars;

b. une taxe additionnelle de cinquante dollars pour chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt-cinq dollars pour chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit.

Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle sera payable sont celles énumérées dans le paragraphe 1° de la présente résolution.

#### *Cas spéciaux*

2. Que, sur recommandation du trésorier au lieutenant-gouverneur en conseil, celui-ci pourra établir à un montant moindre que ci-dessus prévu, la taxe payable sur le capital de toute compagnie qui

a. ne fait qu'une partie de ses affaires dans la province; ou

b. n'y fait d'autres affaires que de détenir les actions, obligations ou autres valeurs mobilières d'autres compagnies; ou

c. étant une compagnie de gestion dont le bureau principal est situé en dehors de Québec, maintient un bureau dans cette province ou y tient les assemblées de directeurs, ou y garde un compte de banque ou une partie des valeurs mobilières sous son contrôle, ou

d. étant une compagnie minière qui n'exploite pas ses propriétés et ne fait pas de vente de ses produits.

3. Que toute compagnie dont le bureau-chef sera, en vertu de sa constitution ou autrement, fixé dans la province, qui ne possèdera aucun actif et qui, de l'avis du trésorier, n'aura pas commencé ou aura cessé de faire affaires devra, si elle n'a pas abandonné sa charte, payer une taxe annuelle de vingt dollars, dont ses directeurs seront conjointement et solidairement responsables.

#### *Taxes, sur les compagnies, basées sur les profits*

4. Que, en outre des taxes sur le capital et sur les places d'affaires mentionnées dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, toute compagnie, société ou personne visée par les paragraphes 1°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 18° et 19° de la résolution 1, toute compagnie de gestion et toute compagnie minière dont les profits annuels ne seront pas imposés par la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196), qui auront un bureau-chef ou tiendront bureau dans la province ou y transigeront des affaires, soit directement, soit par l'entremise d'une personne rémunérée à salaire ou à commission ou de toute autre manière et agissant à titre d'employé, de vendeur, d'agent, de représentant ou à tout autre titre, devront payer une taxe annuelle de sept pour cent

calculée sur le revenu net total de chacune des années financières de ces compagnies, sociétés ou personnes commençant le premier janvier 1947 ou en cours à cette date.

Cependant, toute compagnie, société ou personne dont l'année financière était en cours le premier janvier 1947 ne paiera cette taxe, pour ladite année, que dans la proportion du nombre de jours qui restaient à courir à compter du premier janvier 1947 par rapport au nombre total de jours de ladite année financière.

5. Que dans le cas de toute compagnie d'immeuble, de toute compagnie possédant ou exploitant une entreprise d'entrepotage de grains, et de toute compagnie qui, de l'avis du trésorier, exploitera les ressources naturelles de la province, la partie du revenu net total exemptée de la taxe sur les profits sera proportionnelle au rapport entre l'actif immobilisé, les marchandises et les fournitures situés en dehors de la province, et le total de l'actif immobilisé, des marchandises et des fournitures portés à l'inventaire de la compagnie.

Toute autre corporation assujettie à la taxe sur les profits et dont le bureau-chef sera situé dans la province, aura le droit de déduire de la taxe autrement exigible suivant la loi qui accompagne les présentes résolutions et calculée sur le total de ses profits nets, le moindre des deux montants qui suivent:

a. le montant de toute taxe calculée sur les profits nets, payée ou payable à toute autre province ou État pour la même année financière, ou

b. un montant égal à sept pour cent d'une partie des profits nets proportionnelle au rapport entre les ventes faites aux clients résidant en dehors de la province et le total des ventes de la compagnie, ou au rapport entre les revenus bruts perçus de clients résidant en dehors de la province et le total des revenus bruts de la compagnie.

Toute autre compagnie dont le bureau chef sera situé en dehors de la province aura droit de déduire de la taxe autrement exigible sur les profits nets un montant égal à sept pour cent d'une partie des profits nets proportionnelle au rapport entre les ventes faites aux clients résidant en dehors de la province et le total des ventes de la compagnie ou en rapport entre les revenus bruts reçus de clients résidant en dehors de la province, et le total des revenus bruts de la compagnie.

Aucune déduction ne sera accordée pour impôt décrété par l'autorité fédérale sur les profits des corporations.

Aucune déduction ne sera accordée pour impôt déduit par des États étrangers ou pour impôts sur les profits payés par une compagnie à toute autre personne ou État étranger, sauf tel que précédemment prévu dans la présente résolution.

Aucune déduction ou exemption mentionnée au deuxième alinéa de la présente résolution ne sera accordée sans production au trésorier d'une preuve suffisante du paiement au gouvernement de telle province ou État, de cet impôt sur les profits ou de son exigibilité.

#### *Prélèvement de la taxe*

6. Que les taxes exigibles en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, à l'exception de la taxe prévue à la résolution 4 et de celle qui est mentionnée à l'avant-dernier alinéa du paragraphe 3<sup>o</sup> de la résolution 1, seront payables d'avance les deux septembre 1947, pour la période du deux septembre 1947 au trente avril 1948, et par la suite, le premier jour juridique de mai pour les taxes de chaque période de douze mois commençant le premier mai de chaque année à compter de 1948.

Les taxes pour la période du deux septembre 1947 au 30 avril 1948 seront fixées aux deux tiers du montant que représenteraient ces taxes, si elles étaient imposées pour les douze mois commençant le premier mai 1947.

Les taxes sur le capital et les places d'affaires seront déterminées d'après le capital versé, le réseau ou toute autre base servant à la mesure de cette taxe, tels qu'ils seront au trente-unième (sic) jour de décembre précédant la date où sont payables ces taxes.

Dans les cas où le revenu brut servira d'assiette à la taxe sur le capital, le revenu brut de l'année de calendrier précédant immédiatement le temps où cette taxe est exigible servira de base au calcul de la taxe.

Lorsque l'année financière d'une compagnie, société ou personne assujettie à la loi qui accompagne les présentes résolutions, expirera à une date autre que le 31 décembre ou lorsqu'elle couvrira une période plus courte ou plus longue que douze mois, le trésorier pourra décider à la fois la période à couvrir et la date qui servira de base à la fixation des taxes établies par ladite loi.

Il n'y aura ni rabais ni remboursement de taxes établies par ladite loi, dans les cas où une compagnie, société ou personne cessera au cours de toute année financière d'exister, de tenir un bureau, de posséder des biens ou de faire affaires dans la



province, et cette compagnie, société ou personne devra payer les taxes établies par ladite loi, pour toute l'année financière.

7. Que les taxes imposées par la résolution 4 seront payables comme suit:

*a.* la moitié, le jour suivant la fin de l'année financière de chaque compagnie, société ou personne assujettie à ces taxes, d'après l'estimé qu'elle fait de son revenu net pour l'année écoulée;

*b.* le solde, le quinzième jour du troisième mois suivant la fin de chaque année financière, d'après l'estimé de son revenu net alors fait ou révisé par chaque compagnie, société ou personne assujettie à ces taxes.

Si les paiements effectués en vertu des paragraphes *a* et *b* de la présente résolution ne couvrent pas le montant de la taxe exigible, le reliquat devra être payé au plus tard le dernier jour du quatrième mois qui suivra l'expiration de l'année financière pour laquelle cette taxe sera imposée.

8. Que les taxes établies par les présentes résolutions formeront partie du fonds consolidé du revenu de la province.

9. Que pour les fins de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil, suivant la recommandation du trésorier, sera autorisé à changer ou modifier les impôts ci-dessus prévus, de la manière et dans la proportion qu'il le jugera à propos.

10. Que l'article 11 de la loi 6 George VI, chapitre 27, intitulée *Loi concernant une convention entre le gouvernement fédéral et la Province pour la suspension de certaines taxes en temps de guerre*, en vertu duquel a été édictée la section XII, comprenant les articles 20 à 24, inclusivement, de la loi des exemptions de taxes municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 221), sera abrogé à compter de la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation; cette date, cependant, ne devra pas être antérieure au deux septembre 1947.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

### Deuxième séance du 11 avril 1947

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 111 établissant la Commission électrique municipale de Hull, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié:

*a.* en biffant le deuxième paragraphe qui commence par le mot:

"Attendu"

et qui finit par les mots:

"de Québec";

*b.* en biffant, dans les lignes 1, 2 et 3 de la page 2, les mots suivants:

"et placera les consommateurs dans une position désavantageuse";

*c.* en biffant, dans les lignes 21, 22, 23 et 24 de la page 2, les mots suivants:

"pour empêcher l'établissement d'un contrôle absolu par la Gâtineau Power sur la distribution de l'énergie électrique".

2. L'article 28 est modifié en ajoutant, immédiatement à la suite du mot:

"peut",

dans la deuxième ligne, les mots suivants:

"à titre de mandataire de la cité de Hull".

Aussi, le bill 146 constituant en corporation la cité de Sillery, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 8, comme article 9:

"9. Nonobstant les règlements numéros 171 et 207 et toutes leurs dispositions, on pourra, sujet aux deux seules conditions ci-après, construire, sur le lot originaire no 222 du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Colomb de Sillery ou sur l'une ou plusieurs de ses subdivisions ou sur partie d'icelles, un édifice servant de théâtre, de cinéma ou de salle de concerts ou de conférences, pourvu:

*a.* que le propriétaire n'emploie pas plus que 50 % de la superficie lui appartenant pour la bâtisse proprement dite, le surplus au-delà desdits 50 % pouvant servir à aménager un terrain de stationnement;

*b.* que les plans de cette construction soient au préalable approuvés par le Conseil de la cité."

2. Les articles 9, 10 et 11 deviennent respectivement les articles 10, 11 et 12.

3. L'article 12, qui devient l'article 13, est modifié en remplaçant le paragraphe "30" par ce qui suit:

"[30. La cité de Sillery sera composée de six quartiers, numérotés de 1 à 6 dont les limites devront être déterminées par un règlement du conseil avant le 1<sup>er</sup> octobre 1947, et attribué par le même règlement à chacun des sièges du conseil suivant un numéro d'ordre.]"

"13*a.* Nonobstant les dispositions de l'article 56 de la loi des cités et villes, s'il survient une vacance dans la charge de maire avant le 1<sup>er</sup> octobre 1947, le conseil devra, dans les huit jours qui suivent cette vacance, nommer un échevin à être choisi parmi les électeurs de la cité et procéder ensuite au choix d'un maire parmi les membres du conseil pour le reste du terme d'office."

"13*b.* Nonobstant les dispositions de l'article 61 de la loi des cités et villes, s'il survient une vacance dans la charge d'échevin avant le 1<sup>er</sup> octobre 1947, le conseil choisira un électeur pour remplir telle vacance pendant le reste du terme d'office."

4. Les articles 13 et 14 deviennent respectivement les articles 14 et 15.

5. L'article 15, qui devient l'article 16, est modifié en remplaçant le paragraphe "49" par le suivant:

"[49. Les échevins sont élus pour la même période au nombre de un dans chaque quartier par la majorité des électeurs municipaux du quartier ayant voté.]"

6. Les articles 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25 deviennent respectivement les articles 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26.

Aussi, le bill 178 autorisant l'Institut des comptables agréés de Québec à admettre Joseph-Aristide-Lionel Émond, de la cité de Sorel, comme membre dudit institut, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre est changé en celui de:

"Loi autorisant l'Institut des comptables agréés de Québec à admettre Joseph-Aristide-Lionel Émond, de la cité de Sorel, et Roméo Quéry, de la cité de Québec, comme membres dudit institut".

2. Le préambule est modifié en ajoutant, après le quatrième paragraphe de la page 2, le paragraphe suivant:

"attendu que pour des raisons analogues il serait à propos de faire droit à une demande de même nature de la part de Roméo Quéry, de Québec;"

3. L'article 1 est modifié:

*a.* en ajoutant, immédiatement après le mot: "Émond",

dans la quatrième ligne, les mots:

"et le dit Roméo Quéry";

*b.* en écrivant le mot:

"membre";

*c.* en remplaçant le mot: "ait",

après le mot:

"Émond",

dans la septième ligne, par les mots:

"et ledit Roméo Quéry, aient";

*d.* en remplaçant, dans les neuvième et dixième lignes, les mots:

"qu'il rencontre les exigences et possède"

par les mots:

"qu'ils rencontrent les exigences et possèdent"

4. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots:

"sera réputé membre"

par les mots suivants:

"et ledit Roméo Quéry seront réputés membres".

Aussi, le bill 202 modifiant la loi du Barreau, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 6 est remplacé par le suivant:

"6. Les dispositions de la présente loi, ayant pour effet de porter à quatre ans la durée du cours régulier de droit, ne s'appliquent pas aux personnes admises à l'étude du droit ou qui auront commencé un cours régulier de droit avant le premier juin 1947, et ces personnes continueront d'être régies, quant à la durée du cours de droit, par les dispositions de la loi du Barreau (Statuts refondus, 1941, chapitre 262),

telles qu'elles se lisaient avant l'entrée en vigueur de la présente loi."

#### **Projets de loi:**

##### **Commission électrique municipale de Hull**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 établissant la Commission électrique municipale de Hull.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Sillery**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 146 constituant en corporation la cité de Sillery.

Il est ordonné que l'examen desdits amendements soit remis à la prochaine séance.

##### **Joseph-Aristide-Lionel Émond**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 178 autorisant Joseph-Aristide-Lionel Émond, de la cité de Sorel, à pratiquer comme comptable public et lui conférant le titre de membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Loi du Barreau**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 202 modifiant la loi du Barreau.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 133 concernant la substitution de demoiselle Ovide Lamarre, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Le préambule est modifié:

*a.* en remplaçant, dans les quarante-deuxième et quarante-troisième lignes de la page 3, les mots:

"des articles"

par les mots:

"de l'article";

*b.* en biffant, dans la quarante-troisième ligne de la page 3, ce qui suit:

"et 981<sup>on</sup>".

Aussi, le bill 171 ratifiant une convention entre le directeur de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants et la ville de Pointe-Claire, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots suivants:

"(reproduit comme annexe "A")".

Et l'annexe est biffée.

#### **Projets de loi:**

##### **Substitution de demoiselle Ovide Lamarre**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 133 concernant la substitution de demoiselle Ovide Lamarre.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Convention sur les terres destinées aux anciens combattants et Pointe-Claire**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 171 ratifiant une convention entre le directeur de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants et la ville de Pointe-Claire.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Loi des produits laitiers**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant la loi

des produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

### **Corporations et compagnies<sup>4</sup>**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 44 concernant les corporations et compagnies.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude des résolutions<sup>5</sup>.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** La résolution numéro 1 établit deux nouvelles taxes, soit une taxe de un dixième de 1 % pour le capital versé de la compagnie et une taxe additionnelle de \$50 pour chaque place d'affaires. Et l'on multiplie, ensuite, les diverses places d'affaires qu'une compagnie peut avoir.

Cela revient à dire qu'une compagnie pourra payer jusqu'à huit taxes, selon qu'elle sera obligée d'avoir huit places d'affaires différentes, d'après la désignation qu'en donnent les résolutions, sur leur entrepôt, etc., à part de la taxe sur son capital et les profits. Cela est de nature à décourager les industriels qui voudraient placer de l'argent dans de nouvelles industries dans la province.

En cette période de rajustement d'après-guerre, il importe plutôt de réduire les taxes, afin d'attirer chez nous de nouvelles industries. Cela est de nature à multiplier les embarras, au moment où nous sommes en concurrence avec l'Ontario. On dit que Québec veut attirer des industries. Le trésorier a une belle occasion de faire mieux qu'Ontario. Il faut aider nos industriels à faire la concurrence à ceux des autres provinces. S'il est vrai qu'on prévoit un surplus de \$10,000,000, il me semble qu'on devrait diminuer les impôts au lieu de les augmenter et de les multiplier.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** (Moqueur)  
On va y penser!

**M. Bienvenue (Bellechasse):** C'est le temps d'y penser.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Cette loi est bonne, puisque l'impôt sur les corporations est une taxe directe, donc provinciale, que Québec reprend après l'avoir temporairement cédée en 1942. Elle est louable parce qu'il constitue une affirmation des droits de la province dans le domaine de la taxation des compagnies. Et j'estime qu'il est bien de faire porter l'impôt sur les corporations, c'est-à-dire sur les institutions qui ont de l'argent et qui sont en mesure de payer. Si un jour le gouvernement a trop d'argent et si on est en mesure de diminuer les taxes, il vaut mieux, je crois, abolir la taxe de vente plutôt que de baisser l'impôt sur les corporations.

En passant, s'il est de bon aloi que la province affirme ses droits dans le domaine des corporations, on aurait dû faire une autre affirmation de fait de droits provinciaux en reprenant l'impôt provincial sur le revenu. On l'aurait pu sans faire porter un fardeau additionnel sur le contribuable, car Ottawa s'est engagé à diminuer son propre impôt de 5 %, si les provinces veulent rentrer dans le domaine de la taxation sur le revenu personnel. C'est autant d'argent qui tomberait dans le Trésor provincial. Pendant la guerre, Ottawa a imposé une taxe de 40 % sur les profits des compagnies et une taxe de 100 % sur les surplus de bénéfices. La taxe sur les profits a maintenant été réduite à 30 %. Il (M. Laurendeau) s'étonne d'entendre les libéraux critiquer un impôt provincial de 7 % quand ils semblent approuver la taxe fédérale de 30 %.

Comment peut-on accepter sans protester une taxe fédérale de 30 % et refuser un impôt de 7 %? Est-ce parce que c'est une taxe provinciale que l'impôt de 7 % est condamnable? C'est là un mauvais réflexe. Un réflexe qui n'est pas dans l'intérêt de la province. Pourtant, quand l'argent est perçu par Québec, on est sûr au moins qu'il restera dans Québec. Tandis que, au contraire, quand il est perçu par Ottawa, il s'en va en grande partie dans les autres provinces et même dans les autres pays, sous forme de milliards ou autrement. On devrait, aussi, exercer les droits de la province en percevant l'impôt sur le revenu.

Les neuf provinces ont des intérêts communs à défendre dans le domaine de la taxation directe. Leur succès, en l'occurrence, dépend de la mesure où elles pourront s'entendre. Sans partager les opinions politiques du premier ministre de l'Ontario, je me réjouis de l'axe Drew-Duplessis. Il y a lieu de se réjouir que le Québec et l'Ontario, les deux provinces les plus riches, les plus industrialisées, aient réussi à s'entendre au point de vue de la taxation des compagnies. Je ne partage pas l'avis que le Québec eût dû réduire l'impôt sur les compagnies pour faire concurrence à l'Ontario, qui ne serait avantagée ni à l'un, ni à l'autre

au point de vue économique. Sans entente, une sorte de guerre d'impôt éclaterait. Si une province taxait moins et l'autre plus, il en résulterait un déséquilibre qui ne profiterait à personne en définitive.

Il (M. Laurendeau) formule deux critiques au sujet des résolutions à l'étude. Mieux vaudrait taxer un peu plus le revenu, dit-il, et ne pas taxer le capital. Ce serait plus juste et plus sain. Les compagnies paieraient en raison des profits qu'elles font. La taxe serait proportionnée à la capacité de payer. Il (M. Laurendeau) déplore l'extrême complication de la loi. On divise les compagnies en 18 catégories. On multiplie les embarras. Il y a là de quoi rebuter les gens de la taxe provinciale. Car le système fédéral est plus simple. Évidemment, ces complications existaient en 1942 et le gouvernement ne fait que les ressusciter; mais il eût mieux valu faire quelque chose de plus simple. Le dédale des petites tracasseries indispose souvent beaucoup plus que le montant même qu'il faut payer.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Nous devons avoir une politique de taxation pour Québec et non une politique de taxation du Québec pour l'Ontario. Les politiques de taxation du Québec ne favorisent pas les industries du Québec, et je ne m'intéresse pas à l'établissement de politiques de taxation qui accorderaient des avantages à l'Ontario. La loi frappe 19 sortes de corporations. Le gouvernement dit que c'est la même législation qu'en 1938 et qu'on devrait l'adopter. Qu'on réécrive ce qui existait déjà ou non, cela n'a pas d'importance. Il aurait fallu profiter de l'occasion pour remettre sur le métier tout l'ensemble de notre structure fiscale et étudier à fond l'assiette de l'impôt provincial. Le temps est venu d'étudier toute la structure de la taxation de la province, au lieu de nous en tenir à l'ancienne législation.

Je ne partage pas l'idée du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) qu'une entente entre l'Ontario et le Québec, au point de vue de la taxation, est avantageuse. Les avantages sont purement superficiels et ne résistent pas à un examen approfondi. Je ne vois pas les avantages d'une égalité de taxes avec Ontario. Toutes les taxes trouvent leur chemin dans le prix des marchandises et le coût de la vie. Le ministre du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) l'a reconnu en disant: "Les taxes sont absorbées par les consommateurs". On s'illusionne quand on pense que mieux vaut taxer les compagnies que les particuliers. En définitive, l'impôt sur les corporations se traduit pour le consommateur par une augmentation du coût des marchandises et des

services. La taxe doit être appliquée uniquement sur les profits des compagnies.

La multiplicité des taxes dans le Québec place les citoyens de notre province, à mon avis, dans une situation désavantageuse par rapport à celle des citoyens de l'Ontario. En fait, le Québec est indiscutablement désavantagé par rapport à l'Ontario pour la production de marchandises. L'Ontario occupe une situation privilégiée dans le Canada, non seulement à cause de ses conditions climatiques, mais aussi parce que sa population est plus dense et parce qu'il y a beaucoup de petites villes. Et il est hors de doute que, du point de vue des manufacturiers, le marché intérieur ontarien offre plus de possibilités que le marché intérieur du Québec. Ontario est dans une meilleure situation que Québec au point de vue industriel, au point de vue géographique.

Par conséquent, quand on dit qu'il est juste d'avoir le même niveau de taxes que l'Ontario, on oublie les avantages que possède cette dernière vis-à-vis des autres provinces. La multiplicité des taxes dans le Québec place les citoyens de notre province, à mon avis, dans une situation désavantageuse par rapport à celle des citoyens de l'Ontario. Alors, quand on se dit content qu'il y ait une entente entre le Québec et l'Ontario qui équilibre la situation des taxes sur les corporations et les profits, je ne peux partager ce contentement. C'est plus une raison de se désoler que d'être content. Si nous voulons concurrencer l'Ontario, ne nous laissons pas dicter notre système par nos voisins et ayons une politique de taxation québécoise. On ne devrait pas suivre aveuglément la politique fiscale de l'Ontario. Cette politique est faite pour l'Ontario, dont la structure économique est différente. Nous devons avoir une politique de taxes pour le Québec et non une politique québécoise pour l'Ontario.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Bien petit.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le premier ministre me répondra, mais je persiste à croire que si nous n'avons pas de politique de taxation, nous y perdrons. Les politiques de taxation du Québec sur le capital et les profits ne favorisent pas les industries de la province et ont un effet néfaste sur le plan du développement industriel au Québec. Je ne suis pas intéressé à concevoir des politiques de taxation qui vont profiter à l'Ontario. En dernier lieu, les taxes doivent retomber sur deux sortes d'individus. Si le manufacturier ne peut les refiler, elles vont retomber sur le consommateur. Et,

s'il ne peut les faire absorber par le consommateur, cela signifie que le fardeau retombera sur le travailleur, ce qui sera un obstacle à la parité de salaire avec l'Ontario.

Il (M. Marler) discute des taux de la taxe sur le capital en faisant remarquer que, bien qu'il soit de un dixième pour les compagnies ordinaires, il est de un cinquième pour celles qui produisent de l'électricité, les compagnies de gaz et les banques. Ce taux plus élevé n'encouragera pas l'électrification rurale, ni les banques à ouvrir des filiales dans les endroits éloignés.

(Applaudissements à gauche)

Le trésorier devrait nous expliquer pourquoi il impose toutes ces taxes quand il anticipe un surplus de \$10,000,000.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Il est amusant de constater comment les groupes d'opposition se contredisent. Les résolutions qui sont présentement à l'étude sont tout simplement pour remettre en vigueur la loi de l'impôt sur les corporations, qui est le chapitre 77. Les dispositions de la loi de 1941 sont reproduites presque mot à mot, avec quelques changements de détail pour clarifier la loi. Le gros problème, à l'heure actuelle, pour les Législatures, c'est de bien s'assurer que les corporations ne paieront pas la double taxe, ce qui risque de se produire à cause du chevauchement des années fiscales.

Il (l'honorable M. Gagnon) se dit surpris de voir que le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) et le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) s'accordent sur certaines critiques, entre autres celles de la taxe sur le capital. Il ne s'agit pas précisément d'une taxe sur le capital, dit-il, mais d'une taxe basée sur le capital. La taxe sur les corporations existe depuis très longtemps un peu partout au Canada et aux États-Unis. Cette taxe existe depuis 30 à 40 ans. C'est un système qui a été institué par les libéraux il y a de nombreuses années et les libéraux de Québec l'ont portée de 2½ % à 5 % en 1940.

Je suis surpris de l'opposition du député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) à la taxe sur le capital, qui a été instituée par le gouvernement libéral. Nous l'avons maintenue. Aujourd'hui, nous prenons la même taxe et nous la portons de 5 % à 7 %. Et, en agissant ainsi, nous restons bien en deçà du barème existant dans les autres provinces. En dépit de l'augmentation de 2 %, la province de Québec taxe encore moins que d'autres provinces. La Colombie canadienne imposait une taxe de 10 % sur les corporations en 1940.

La province de Québec a été traitée injustement lors des ententes conclues avec Ottawa. Son indemnité aurait dû être basée non seulement sur la taxe de 5 % imposée par la province de Québec, mais sur la plus haute taxe imposée dans le dominion.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)<sup>6</sup>:** Je ne suis pas opposé à la taxe sur le capital, mais j'ai demandé de traiter les corporations avec un peu plus de sympathie.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Voyez-vous cela? Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) nous demande d'avoir de la sympathie pour les grosses compagnies, pour les trusts. Je note que le député trouve que nous sommes trop durs pour les grosses corporations. Il contredit son collègue le député de Bellechasse (M. Bienvenue).

**M. Godbout (L'Islet):** Le trésorier se contredit, puisqu'il vient de dire que c'est mon gouvernement qui a porté la taxe à 5 % en 1940. La situation n'était pas la même qu'aujourd'hui.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) a dit qu'on ne devrait pas taxer le capital, mais accroître la taxe sur les profits. Je dois expliquer que nous n'imposons pas une véritable taxe sur le capital, mais une taxe sur les corporations, mesurée sur leur capital. Ce système est en vigueur depuis 30 ans dans la province, dans toutes les provinces et aux États-Unis. Les corporations, d'ailleurs, ne se plaignent pas de la loi. Elles ne se scandalisent pas. Elles trouvent au contraire que le champ de taxation dans la province de Québec est raisonnable. Elles sont satisfaites de nos taxes.

Ce bill a été imprimé il y a quelques semaines et, depuis ce temps, des représentations ont été faites au gouvernement. Nous avons reçu des délégations du Montreal Board of Trade, de la Chambre de commerce de Montréal, de l'Association canadienne des manufacturiers, des banquiers, des assureurs, de diverses corporations. Personne ne s'est scandalisé. Tout le monde a dit que le champ de la taxation dans la province était raisonnable. Dernièrement, la compagnie Shawinigan a fait circuler une brochure dans laquelle on montrait le parlement de Québec avec la légende disant que c'était le Parlement d'une province "qui taxe de façon juste et équitable". Je l'en félicite.

Les compagnies se rendent compte qu'elles doivent payer leur large part d'impôts, qui permettront d'améliorer notre système de sécurité sociale, le

domaine éducationnel. Bref, les corporations n'ont pas critiqué le barème de la taxe. Elles ont compris que la province avait besoin de sources de revenus et qu'elle avait besoin de récupérer ses droits. De fait, la province reprend ses droits. La province ne veut plus être une vassale et une mendicante. Elle reprend des droits sacrifiés à Ottawa.

Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) a dit que nous aurions dû reprendre la taxe sur le revenu. Décidément, la gauche ne s'entend pas. La branche officielle dit: "Vous taxez trop"; le chef du Bloc, la branche avancée dit: "Vous ne taxez pas assez et vous devriez imposer le revenu". Est-ce un mal qu'une province n'exerce pas tous ses droits de taxation? En n'imposant pas le revenu, nous n'abandonnons pas notre droit.

À maintes reprises, le chef du gouvernement a déclaré qu'il ne renonçait pas à l'impôt sur le revenu, ni à aucun autre droit. Mais, à l'heure actuelle, le taux de la taxe du fédéral et les conditions générales n'exigent pas l'exercice du droit à l'impôt sur le revenu. Il est clair que nous n'y renonçons pas. Et personne, dans les conditions présentes, n'osera nous faire un reproche de ne pas taxer le revenu.

Le député de Bellechasse (M. Bienvenue) se plaint que nous taxons les places d'affaires. Je vais répondre en même temps à ceux qui ont dit que la loi était un fouillis incompréhensible. Tout le monde admettra que, dans le domaine des compagnies, il est impossible d'imposer une taxe uniforme sans causer d'injustices graves à quelques-unes, et c'est pour cela qu'un barème différent a été établi pour les diverses catégories de corporations.

Il est impossible de faire une loi uniforme pour les banques, les assureurs, les chemins de fer, etc. Depuis 30 à 40 ans, le barème de la taxe sur les corporations a été différent pour les divers groupes de compagnies. En 1940, nos amis d'en face n'ont pas changé la loi. Ils se sont contentés de porter le taux de taxe de 2½ % à 5 %. La commission Montpetit<sup>7</sup>, composée de deux libéraux sur trois membres, n'a jamais prétendu que le principe de la taxe mesurée sur le capital était injuste.

Le 11 avril demeurera une date historique dans les annales de la province, parce que c'est la date où la province de Québec aura repris ses droits dans le domaine de la taxe sur les corporations. La province accomplit le geste le plus pratique qui puisse être accompli. Après l'entente immorale de 1942, Québec reprend aujourd'hui un droit qui avait été cédé de façon imprudente pour un plat de lentilles.

Les ententes avec Ottawa ont été un marché de dupes parce que, pendant une période de cinq ans,

Ottawa est venu chercher deux milliards et demi en taxes dans la province de Québec, ne lui donnant en retour que 125 millions de dollars. La province se débarrasse de ses liens et reprend sa liberté.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Combien l'augmentation de 5 % à 7 % va-t-elle représenter pour le Trésor provincial? Le trésorier provincial parle du 11 avril comme d'un jour historique. Mais il parlait encore d'une date historique lorsqu'il disait, en 1945, que le gouvernement allait abolir la taxe de vente dans la province de Québec. Et la taxe est toujours imposée. Où sont les tentatives du trésorier provincial d'abolir cette taxe?

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le gouvernement a tenté d'abolir la taxe de vente, mais ce fut la majorité libérale du Conseil législatif, qui l'empêcha de le faire. Le bill a été tué par le Conseil, composé de rouges comme vous.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je veux, avant la fin de la discussion, faire le point et rétablir un peu les faits. La province de Québec entre dans une des phases les plus riches de son histoire. Elle est à la veille d'un développement merveilleux. Jamais les possibilités et les probabilités de développement industriel n'ont été aussi grandes. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, on assiste à l'éclosion de nombreuses industries nouvelles, à des développements inouïs, insurpassables et incomparables. Nous avons besoin de revenus pour faire face aux problèmes occasionnés par ces développements inconnus jusqu'ici. La province a besoin de revenus pour faire face aux dépenses nécessaires pour la construction d'écoles, les travaux publics et la colonisation.

Le devoir du gouvernement, c'est de prévoir dans toute la mesure du possible, et c'est un acte de prévoyance que fait aujourd'hui le trésorier provincial en disant que les corporations qui profitent des ressources naturelles de la province, qui vivent des activités de la province, devront payer une part raisonnable. Y a-t-il du mal à cela? Ce n'est que rationnel. Il n'est que juste que ceux qui possèdent paient raisonnablement, selon ce qu'ils possèdent. Les obligations des gens doivent être proportionnées aux droits et celui qui a plus doit payer.

Nous taxons en proportion des droits. Nous taxons à 7 % ceux qui ont les moyens de contribuer aux revenus dont la province a besoin. Dans d'autres provinces, on taxe à 10 %. À Ottawa, on a 30 %,

35 % et 40 %. Nous sommes donc dans une position favorable, puisque nous taxons moins qu'ailleurs et que nous taxons ceux qui ont les moyens de payer. C'est une affirmation catégorique de nos droits, non seulement à 10 %, mais à 100 %.

On nous reproche de taxer sur la même base que la province d'Ontario. Je dirai à l'opposition qu'il est des circonstances où elle devrait oublier la petite politique. Il est des situations où l'on ne devrait pas chercher à provoquer des frictions entre deux provinces sœurs. Les intérêts des deux provinces sont communs dans bien des domaines, et c'est un moyen d'assurer la stabilité des provinces et du Canada.

J'ai collaboré avec plaisir dans le passé avec M. Mitchell Hepburn, un Libéral, et aujourd'hui, je suis fier et orgueilleux de collaborer avec le gouvernement de l'Ontario pour l'établissement d'un système fiscal juste et honnête pour les deux provinces, qui assurera leur stabilité et aidera à celle du Canada. Je suis heureux d'avoir collaboré avec l'Ontario dans l'établissement d'une politique fiscale juste et honnête qui constitue en même temps une affirmation de droits, de nos deux provinces, auxquels nous tenons.

On nous demande pourquoi nous augmentons la taxe de 2 %, si nous prévoyons un surplus pour le prochain exercice financier. Il est vrai que nous prévoyons un surplus, mais nous n'oublions pas que nous recevrons cette année d'Ottawa un montant de \$20,000,000 que nous n'aurons pas l'an prochain. Nous augmentons la taxe parce que nous voulons bien définir la situation de la province et les conditions sur lesquelles l'industrie doit se baser pour vivre dans la province de Québec. Il ne faut pas légiférer pour trois ou six mois seulement, surtout en matière de taxation; on doit garantir la stabilité.

D'une manière générale, je suis un de ceux qui croient que la province doit boucler son budget, de façon raisonnable, non pas par un surplus camouflé et fictif, mais par un surplus réel et, pour cela, elle a besoin de revenus. C'est ce que nous faisons depuis que nous sommes au pouvoir. Et pour rester dans cette bonne voie, nous prenons les mesures nécessaires. Nous ne renonçons pas à nos droits dans ce domaine, mais nous prévoyons qu'il est impossible de taxer l'impôt sur le revenu personnel, parce qu'à l'heure actuelle, les impôts fédéraux sont ruineux.

Nombreux sont les gens de talent de notre pays qui prennent le chemin des États-Unis pour aller y chercher la sécurité et une stabilité qu'ils ne peuvent trouver au Québec. Nous ne voulons pas taxer les salaires des instituteurs et institutrices. En même temps que nous montrons notre désir de collaborer, nous montrons au fédéral notre désir de baisser les taxes ruineuses.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** fait une remarque.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le gouvernement ne peut marcher sans taxe. La taxe sur les corporations est l'une des plus justes et saines qui existent, et nous en avons besoin pour accomplir les améliorations qui s'imposent et qui profitent à tout le monde. Et c'est là toute la question. La loi actuelle, c'est la loi de 1939, reproduite en 1941, avec quelques améliorations en 1947. Nous ne taxons pas le revenu, afin d'aider les jeunes gens qui sont tentés d'aller s'établir aux États-Unis, pour ne payer les impôts fédéraux. L'opposition n'est pas justifiée de faire la critique qu'elle fait actuellement.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Ce n'est pas cette loi-ci qui va les retenir chez nous.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Quant à la clause concernant les ententes avec Ottawa, elle vise à assurer une amélioration dans la perception des impôts. Nous nous réservons, par cette loi, le droit de faire des ententes avec Ottawa pour uniformiser l'impôt et éviter la duplication. Cela est admis par tous ceux qui veulent le bien de la province et du pays. Je me demande pourquoi ce débat au point de vue canadien, constitutionnel, fiscal, économique? Nous avons besoin de revenus pour l'avenir. Nous posons des actes basés sur la coopération.

Nous posons des jalons, nous indiquons l'orientation et, en collaboration avec les provinces et le pays, si nécessaire. Nous voulons ouvrir les avenues de l'avenir qui conduiront à la prospérité et à un progrès durable. La province de Québec est à l'aurore d'un développement merveilleux et le gouvernement doit avoir de l'argent pour payer les travaux publics qui s'imposeront au fur et à mesure de ces progrès.

**M. Godbout (L'Islet):** À cette période où le monde doit se refaire, où la province veut se développer, le premier ministre dit qu'il faut des revenus et qu'on doit aller les chercher quelque part. C'est évident. Mais est-ce le temps, quand nous prévoyons une concurrence considérable et redoutable de la part des autres provinces désireuses comme nous d'attirer des industries, de placer notre province dans une situation économique gravement inférieure au point de vue de la taxation à celle de la province d'Ontario?

Le premier ministre a dit: "Nous voulons collaborer avec l'Ontario à l'établissement d'un



système fiscal uniforme. Nous pouvons grandir ensemble et suivre des politiques de taxations similaires." Très bien. Mais il a oublié de dire que l'Ontario n'a pas de taxe de vente, et que, par conséquent, la province voisine a un grand avantage sur nous au point de vue de la taxation. Il est injuste de la part du premier ministre de dire qu'il adopte les politiques de taxation de l'Ontario. Cette législation est loin de nous placer sur le même pied que l'Ontario.

Il (M. Godbout) relève une autre déclaration du premier ministre à l'effet que le gouvernement taxe ceux qui ont de l'argent. Cela paraît raisonnable, dit-il. Ce n'est pas que nous soyons opposés à ce que le gouvernement taxe les compagnies. Mais nous nous objectons à l'ensemble des taxes qui ont été imposées dans la province. Et cette taxe imposée aux compagnies, c'est le peuple, en définitive, qui indirectement la paiera, comme il est obligé de payer, aujourd'hui, la taxe additionnelle que nous avons imposée, dernièrement, aux compagnies distributrices d'essence. Récemment, le gouvernement a imposé une taxe sur les raffineries d'huile. Deux jours après, on nous annonçait que le prix de la gazoline était augmenté de 2 sous.

Il ne faut pas oublier que ce que l'on impose aux compagnies, c'est le peuple qui le paye en dernier ressort. Si le gouvernement veut être raisonnable, qu'il abolisse, au moins, la taxe de vente! S'il y a un moment où la taxation exagérée sur le capital est mauvaise, c'est bien de ce temps-ci. La vérité dans tout cela, c'est que le gouvernement s'est préparé des revenus, non de \$147,000,000, comme on le dit, mais de \$160,000,000 à \$165,000,000. En dépit de cela, il nous place dans une situation d'infériorité vis-à-vis de l'Ontario, qui n'a pas de taxe de vente.

Nous n'avons pas voulu faire comme le gouvernement précédent et prendre les réserves de la Commission des accidents du travail, afin de les appliquer aux besoins de la province. La taxe que l'on impose aux compagnies atteindra en réalité le peuple. Le gouvernement devrait savoir que le monde ne sortira de sa situation actuelle que si l'on donne aux compagnies le moyen de se développer. Le gouvernement libéral a été obligé de sévir contre une compagnie qui ne comprenait pas ses devoirs. Mais nous ne sommes pas bolchéviques et nous croyons que c'est par l'initiative privée que la province grandira.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu de ce principe, on ne taxerait pas les compagnies.

**M. Godbout (L'Islet):** Non, mais que le gouvernement enlève la taxe de vente. C'est celle-là qui nous met sur un pied d'infériorité vis-à-vis l'Ontario. Cette taxe de vente cause des dommages considérables à notre commerce et à notre industrie. D'un côté, on prétend qu'il n'est pas nécessaire de taxer le revenu personnel pour revendiquer nos droits dans ce domaine. Quand il s'agit de l'impôt sur le revenu personnel, le gouvernement allègue que le laisser dormir, ce n'est pas l'abandonner. Mais, par contre, on affirme que pour affirmer nos droits dans le domaine de la taxation des compagnies, il faut absolument s'en servir tout de suite pour le conserver. C'est, pour le moins illogique. La taxe de vente cause des dommages considérables à notre commerce et à notre industrie. Il faudrait l'abolir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est vous qui l'avez imposée, la taxe de vente, en 1940.

**M. Godbout (L'Islet):** Nous l'avons imposée pour payer vos dettes.  
(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous avez, de 1939 à 1944, augmenté la dette de la province de \$50,000,000 avec \$200,000,000 de plus de profits.

**M. Godbout (L'Islet):** Oui, mais pendant cette première période de votre administration, vous aviez augmenté la dette de la province de \$200,000,000 en trois ans. Il a fallu payer. Mais aujourd'hui, alors que le gouvernement s'est préparé des revenus de \$160,000,000 à \$165,000,000, nous n'avons plus besoin de la taxe de vente. Nous allons paralyser le développement de la province par un excès de taxation. Ce n'est que par le développement de l'industrie privée que la province grandira. Il faudrait baisser les impôts dans toute la mesure du possible. L'Union nationale se fera de nouveau battre à cause de ses taxes. Mais c'est un gouvernement libéral et véritablement national qui abolira la taxe de vente en reprenant le pouvoir.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dites donc à Ottawa de réduire les taxes.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est cela qu'Ottawa fait. Ottawa a commencé à réduire et abolir des taxes, mais chaque fois qu'une taxe disparaît, vous

en créez une nouvelle. Ce n'est pas encourageant pour Ottawa. Le trésorier a parlé des taxes de guerre et tenté de jeter la confusion dans les esprits. Le gouvernement canadien a dû taxer, pendant cinq ou six ans, pendant la guerre pour sauver la civilisation, sauver la vie même du pays, sauver les institutions auxquelles nous tenons plus qu'à la vie même, sauver cette Législature, sauver le gouvernement en autorité, sauver les traditions du Québec.

Si le premier ministre a le cœur à la bonne place, il devrait reconnaître que c'est pour tout cela que le gouvernement canadien a taxé. Quand la paix est revenue, Ottawa a commencé à réduire les taxes. Mais, à mesure qu'Ottawa allège le fardeau, l'Union nationale l'augmente d'autant. Ottawa enlève la taxe sur la gazoline et vous vous en emparez. Il enlève une partie de la taxe sur les corporations et vous surtaxez les compagnies. Nous ne sommes pas contre la taxe des compagnies, mais il y a une limite.

Je suis pour la collaboration avec nos voisins, bien que je la trouve difficile avec des personnages qui ont insulté les Canadiens de notre province, en particulier les Canadiens français. Nous devons oublier cela et travailler ensemble. Mais travailler ensemble, ce n'est pas se laisser damer le pion par ses voisins.

(Applaudissements à gauche)

**M. Chaloult (Québec):** J'approuve entièrement pour ma part le gouvernement qui impose une taxe sur les corporations. Comme le disait le trésorier, le meilleur moyen d'affirmer nos droits, c'est de les exercer. Mais cet argument devrait aussi s'appliquer au cas de l'impôt sur le revenu. Nous réclamons du gouvernement qu'il conserve nos droits de taxation directe. En toute logique, nous devons l'approuver de prendre les moyens nécessaires pour les conserver. Mais le même argument s'applique aussi pour l'impôt sur le revenu. Je comprends qu'il ne faut pas multiplier les taxes mais, est-ce qu'on ne pourrait pas imposer une taxe purement nominale sur le revenu, pas pour encaisser de l'argent, mais ne serait-ce que pour affirmer nos droits?

On blâme le gouvernement de s'être entendu avec Ontario; je suis d'accord avec le gouvernement et avec mon collègue le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) là-dessus. Une entente s'imposait. Il ne serait dans l'intérêt de personne de commencer une sorte de guerre entre les deux provinces voisines, avait dit le député de Montréal-Laurier. Cette entente s'imposait, comme elle s'impose avec M. Macdonald de la Nouvelle-Écosse et tous les premiers ministres provinciaux qui partagent nos opinions sur la conservation de nos droits.

M. Drew, après tout, n'est pas un mauvais citoyen parce qu'il est conservateur. Est-il un croquemitaine du fait qu'il est conservateur? Il a eu des paroles peu aimables pour notre province, déjà, mais il les a largement réparées depuis. Toute la population doit comprendre qu'une entente avec M. Drew, pour la sauvegarde de nos droits, s'impose. L'opposition libérale tente vainement de brandir comme un épouvantail les ententes que le gouvernement de Québec pouvait faire avec l'Ontario. Pour ma part, dit-il, je n'ai aucune objection à ce que le gouvernement s'entende avec ses voisins, quand il y va de l'intérêt de notre province.

Je ne blâme pas le Parti libéral de s'opposer à cette taxe et de critiquer toutes les taxes. C'est de bonne guerre. Dans notre système démocratique actuel, toutes les oppositions s'opposent aux taxes, parce que c'est une attitude qui flatte l'électorat. Mais si je voulais être malin pour les libéraux, je dirais: comment pouvez-vous critiquer les taxes imposées par la province et approuver celles d'Ottawa qui sont 10, 15 ou 20 fois plus considérables? Je trouve, dit-il, que les libéraux manquent de logique. Je pensais qu'on avait perdu cette naïveté. Pendant la guerre, avec toute la propagande qu'on avait mise en branle, cela pouvait se comprendre.

Que l'on vienne dire, aujourd'hui, que nous nous sommes battus pour nos institutions, pour des principes idéalistes, qu'on dise la même chose, alors que nous voyons le résultat de notre participation à cette maudite guerre d'intérêt, cela me dépasse. Nous sommes sur le point de tomber sous le joug du communisme, après avoir battu le nazisme. L'Angleterre que nous avons voulu renflouer n'a jamais été si faible. Y a-t-il encore un homme sensé qui puisse admettre au Canada que nous n'avons pas fait là la plus grande folie de notre histoire?

La loi Gagnon paraît excellente, même courageuse. Des taxes, ce n'est jamais populaire, mais il en faut. Même si le gouvernement prenait les moyens de réaliser un budget de \$200,000,000, je crois que ce ne serait pas trop pour satisfaire à nos besoins dans tous les domaines.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** dit qu'il a assez critiqué le Parti libéral pour qu'on ne puisse raisonnablement accuser son groupe d'être l'aile avancée de ce parti. Il (M. Laurendeau) proteste qu'il n'a pas dit: "Taxez plus", mais il suggère de profiter du fait que le fédéral consent à diminuer son impôt sur le revenu personnel de 5 % dans les provinces qui voudront rentrer dans ce champ de taxation directe. Il eût été préférable

d'imposer une petite taxe seulement, sur le revenu personnel, pour affirmer notre droit dans ce domaine. La loi présentée est très compliquée comparativement à la loi fédérale. Au lieu de taxer le capital, comme le décrète la loi, on devrait taxer les revenus ou les profits des compagnies.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un piège que l'on nous tend. Ottawa nous offre 5 % de l'impôt sur le revenu pour que nous reconnaissons que nous n'avons droit qu'à une petite partie de cette taxe. Prendre le 5 % serait acquiescer à l'entente proposée. Ce serait admettre que nous n'avons droit qu'à une petite partie de l'impôt. Je n'accepterai jamais ça.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Mais non, mais non. Il n'est pas question d'acquiescer à l'entente proposée, puisque l'offre de 5 % concerne justement les provinces qui ne s'entendent pas avec Ottawa.

La résolution 1 est amendée et, à l'alinéa 3°, les mots " , après le 1<sup>er</sup> septembre 1947," sont ajoutés après "un bien mobilier ou immobilier situé dans Québec et fait".

La résolution 2 est amendée et, à l'alinéa d., les mots "n'exploite pas ses propriétés et ne fait pas de vente de ses produits" sont remplacés par "n'a pas atteint le stage de la production".

La résolution 4 est amendée et les mots: "une taxe annuelle de sept pour cent calculée sur le revenu net total de chacune des années financières de ces compagnies, sociétés ou personnes commençant le premier janvier 1947 ou en cours à cette date." ainsi que le paragraphe suivant:

"Cependant, toute compagnie, société ou personne, dont l'année financière était en cours le premier janvier 1947 ne paiera cette taxe, pour ladite année, que dans la proportion du nombre de jours qui restaient à courir à compter du premier janvier 1947 par rapport au nombre total de jours de ladite année financière." sont remplacés par ce qui suit:

"annuellement une taxe équivalant à sept pour cent du revenu net de leur année financière respective en cours lors de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions et de chacune de leurs années financières respectives subséquentes.

"Dans le cas où l'année financière en cours lors de l'entrée en vigueur de ladite loi ne correspond pas avec l'année de calendrier 1947, cette taxe est en outre exigible pour l'année financière précédente,

mais seulement dans la proportion du nombre de jours qui restaient à courir depuis le premier janvier 1947 pour compléter cette année financière, par rapport au nombre total de jours de ladite année financière.

"Cette taxe sera aussi exigible de toute compagnie, société ou personne visée au premier alinéa de la présente résolution et qui, après l'entrée en vigueur de ladite loi, établira un bureau chef ou un autre bureau dans la province ou commencera à y transiger des affaires".

La résolution 6 est amendée et les mots "celle qui est mentionnée à l'avant-dernier alinéa du" sont remplacés par "celles qui sont mentionnées au". De plus, dans le second alinéa de cette résolution, le mot "Les" est remplacé par "Dans le cas de l'alinéa précédent, les". Enfin, à la suite du dernier alinéa de cette résolution est ajouté celui-ci: "Les taxes exigibles en vertu du paragraphe 3° de la résolution 1, sous réserve de l'avant-dernier alinéa dudit paragraphe 3°, seront payables annuellement, à compter de 1948, le dernier jour de février; le montant de ces taxes, y compris celles devenant dues en février 1948, est déterminé d'après le total des primes reçues dans l'année de calendrier précédant immédiatement le temps où ces taxes seront exigibles".

Les résolutions telles qu'amendées sont adoptées.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que les résolutions soient maintenant agréées.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants: "Les résolutions relatives au bill 44 concernant les corporations et compagnies soient renvoyées de nouveau au comité plénier, avec prière au gouvernement de les modifier de façon à ne pas imposer la taxe sur le capital et les places d'affaires pour la période du 2 septembre 1947 au 30 avril 1948 aux compagnies qui ont payé cette taxe pour la période du 2 septembre 1941 au 30 avril 1942."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'amendement est irrégulier. Il (l'honorable M. Duplessis) suggère lui-même la modification nécessaire pour le rendre conforme aux règlements.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bienvenue, Casgrain, Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Fillion, Godbout, Hamel, Joyal, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Ross, Samson, Sylvestre, 17.

**Contre:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagnon, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larochelle, Laurendeau, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 38.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et, la motion principale "Que les résolutions soient maintenant agréées" est mise aux voix et la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse. Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

**Travaux de la Chambre:****Projets de loi à étudier  
au comité permanent des bill privés****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'étude du bill de Québec commencera sans faute mardi matin, au comité des bills privés de l'Assemblée législative.

**Ajournement****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30<sup>8</sup>.

**NOTES**

1. De *paqueter* une convention, une assemblée, une liste, chercher à accumuler des votes en faveur d'un candidat, d'une mesure, en s'arrangeant pour y amener une majorité de voteurs favorables.

2. Plusieurs journaux, tous du 12 avril 1947, tels *Le Soleil*, à la page 2, *La Patrie*, à la page 47, *La Presse*, à la page 51, et *The Gazette*, à la page 1, affirment que l'amendement a été rejeté par 49 personnes.

3. M. Chaloult s'abstient de voter, bien qu'il soit à son siège, selon *Le Devoir* du 12 avril 1947, à la page 9.

4. L'après-midi, les députés ont discuté des résolutions durant deux heures, selon *Le Soleil* du 12 avril 1947, à la page 3.

5. Pour prendre connaissance des résolutions, veuillez référer à la première séance de ce jour, tenue en avant-midi. Il semble que les députés discutent de toutes les résolutions à la fois, et non une par une, car certains orateurs abordent parfois en même temps les résolutions 1 et 10.

6. *Le Canada* du 12 avril 1947, à la page 2, fait dire à M. Marler une réponse bien divergente: "Je ne suis pas opposé à la taxe sur le capital, mais je demande au gouvernement d'avoir un peu de sympathie pour le contribuable".

7. La Commission Montpetit fut mise sur pied en 1930 par le gouvernement Taschereau, afin de s'enquérir du mode d'établissement d'un système d'assurances sociales dans la province.

8. *La Presse* du 12 avril 1947, à la page 53, soutient que la Chambre est ajournée à 5 h 40.

## Première séance du mardi 15 avril 1947

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**M. Ducharme (Laviolette):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 135 modifiant la charte de la cité de Québec.

**Projets de loi:****Charte  
de Québec**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 135 sans l'amender.

**M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des  
tribunaux judiciaires**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 64 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Délinquance juvénile**

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 65 relatif à la délinquance juvénile.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Régie des  
transports et communications**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 66 concernant la Régie provinciale des transports et communications.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'Annonciation**

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 67 concernant la paroisse de L'Annonciation, comté des Deux-Montagnes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Camp  
Kinkora Incorporated**

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 68 concernant la colonie de vacances Camp Kinkora Incorporated.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Université  
d'Ottawa**

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 70 concernant l'Université d'Ottawa.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
tribunaux judiciaires**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 64 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

### Délinquance juvénile

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 65 relatif à la délinquance juvénile.

Adopté.

### Université d'Ottawa

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 70 concernant l'Université d'Ottawa.

Adopté.

### Remboursement de droits:

#### Congrégation des prêtres du Sacré-Cœur

**M. Johnson (Bagot)** propose que les honoraires payés pour le bill 107 constituant en corporation la congrégation des prêtres du Sacré-Cœur soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

#### The British Methodist Episcopal Church

**M. Johnson (Bagot)** propose que les honoraires payés pour le bill 117 constituant The British Methodist Episcopal Church en corporation ecclésiastique dans la province de Québec soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux.

Adopté.

### Projets de loi:

#### Corporations et compagnies

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 concernant les corporations et compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Morin (Québec-Centre):** Avec cette loi, les compagnies seront à la merci du gouvernement. Il est juste que les compagnies soient taxées, mais le gouvernement doit tenir compte, dans l'imposition des taxes, de six règles élémentaires de prudence énoncées par un grand économiste anglais, Lord Keynes.

1. Une taxe doit être d'autant moins excessive ou arbitraire qu'il est plus facile pour le contribuable de l'éviter; 2. On doit éviter d'imposer une taxe dont la perception est difficile ou coûteuse; 3. On doit éviter d'imposer une taxe arbitraire; 4. On doit chercher, dans l'imposition des taxes, à remédier aux inégalités humaines dans toute la mesure du possible; 5. On doit éviter toute taxe pouvant à la longue appauvrir la nation économiquement; 6. On doit éviter toute taxe exigeant le serment du contribuable.

Le bill pèche au moins contre la première et la quatrième de ces règles. Contre la première, parce qu'il crée une forte tentation, pour les grandes compagnies, de prendre les moyens d'éviter une grande partie de la taxe. Contre la quatrième, parce qu'il ne tient pas compte des inégalités humaines dans la capacité de payer. Car des inégalités existent entre les compagnies, aussi bien qu'entre les individus. Le bill taxe au même taux les petites industries, les petites corporations à capital familial que les cartels et les monopoles. Pourtant, les petites compagnies sont souvent les seules à traiter leurs ouvriers comme des êtres humains.

Il est donc irréparablement injuste envers les petites compagnies. Les industries familiales sont à la fois plus humaines et sociales que les grandes, et elles mériteraient une protection spéciale. Nous avons une multitude de petites compagnies, comme par exemple des compagnies maritimes, qui doivent avoir des bureaux d'affaires à travers la province. Il y a des petites compagnies filiales qui ont besoin d'égards. Le gouvernement n'en tient aucun compte et, cependant, elles demeurent, en définitive, le pivot sur lequel tourne l'armature économique<sup>1</sup> de la province, du pays, du monde entier.

En taxant aussi bien le capital que les profits, on va dissuader les entreprises familiales à recourir à la protection financière offerte par la loi des compagnies à responsabilité limitée. Et on va démoraliser les petites industries qui n'ont pas la même capacité de payer que les grandes. C'est une façon de décourager les familles riches de placer leur argent dans des corporations de famille. On met en effet sur le même pied les banques à charte et les petites corporations. Le gouvernement s'engage sur une mauvaise voie par son exagération dans les taxes.

(Applaudissements à gauche)

**M. Choquette (Montmagny):** M. l'Orateur, après avoir augmenté la taxe de la gasoline de 40 %, le gouvernement veut augmenter d'un dixième de un pour cent la taxe sur le capital et augmenter de 5 % à 7 % la taxe sur les profits des corporations. En portant de 5 % à 7 % l'impôt sur les droits des corporations, on hausse cet impôt de 40 %. Et cette hausse retombera en définitive sur le consommateur. L'impôt sur les corporations a été établi en 1882 par les conservateurs. D'où l'on voit qu'il y a certaines tendances héréditaires. La validité de cette taxe fit l'objet, dans le temps, d'un important litige constitutionnel qui alla même jusqu'au Conseil privé.

Dans cette cause, la Banque de Toronto, qui avait des succursales dans notre province, prétendait échapper à la loi en invoquant l'exclusivité du pouvoir fédéral en matière de taxes directes, particulièrement en ce qui concerne les banques qui sont d'institution fédérale. Elle contesta la validité de cette taxe. La cause fut jugée en 1887 par le Conseil privé. La décision porta sur le pouvoir général qu'avait Ottawa d'imposer pareilles taxes pour fins provinciales. Le Conseil privé a jugé que le pouvoir général du fédéral d'imposer des taxes directes pour fins fédérales n'excluait pas le pouvoir du provincial d'en imposer de semblables pour fins provinciales, même dans le cas des banques faisant affaires dans une autre province.

Le tribunal n'a jamais dit dans l'espèce que le droit de la province était un droit exclusif ou que la province avait une priorité, mais il a décidé que le droit du fédéral n'était pas exclusif, consacrant ainsi la théorie de la concurrence des deux pouvoirs. Ce système peut conduire l'un et l'autre pouvoir à de sérieux inconvénients fiscaux. Il n'y a donc aucun doute que la province a le droit d'imposer une taxe sur les corporations si elle en a besoin, tout comme Ottawa a le droit de le faire s'il en a besoin. Mais est-ce le cas? Cette taxe nous est-elle nécessaire présentement?

Quoi qu'on en dise, il y a, en matière d'impôts directs, une concurrence parfaite qu'aucun texte ne vient limiter, quand chaque pouvoir prélève des impôts pour ses fins propres. Je demande à ceux qui prétendent le contraire: sur quel texte de la Constitution un tribunal pourrait-il se baser pour dire à Ottawa ou à Québec: vous devez vous arrêter à tel chiffre d'impôt plutôt qu'à un autre?

Ce système, je l'admets, peut conduire l'un ou l'autre des deux pouvoirs à de sérieux inconvénients fiscaux, selon que l'un ou l'autre a été le premier à occuper le terrain. Je préférerais qu'il en fût autrement.

Mais ce n'est pas le Parti libéral qui a rédigé la charte de 1867: ce sont les ancêtres politiques du

chef du gouvernement et ce sont ses amis du régime Borden-Meighen qui ont été les premiers à envahir le champ de l'impôt direct, en 1917, lorsqu'ils ont établi l'impôt sur le revenu personnel. Dans l'exercice de ce droit concurrent de taxer, la question des priorités n'existe pas, sauf dans l'imagination de ceux qui voient les choses telles qu'elles devraient être, mais refusent de les voir telles qu'elles sont. La province a donc le droit de taxer les corporations, si elle en a besoin, comme Ottawa a le même droit. C'est une question de nécessité fiscale.

On a prétendu que le but du bill était de récupérer d'Ottawa un droit qui nous appartenait, référant ainsi à l'entente de 1942. On récupère quelque chose que l'on a cédé ou qui nous a été subtilisé. Certains députés semblent s'être laissés prendre par cette nouvelle ruse du gouvernement. La province a-t-elle cédé quelque chose par l'entente de 1942? Je dis que non. Elle n'a même pas loué de droits, comme voulait faire le premier ministre à la Conférence d'Ottawa. Je suis aussi autonomiste que quiconque, mais je n'aime pas à m'appuyer sur des légendes. La province ne pouvait céder aucun droit et le fédéral ne pouvait acquérir aucun droit par l'entente de 1942. Aucun gouvernement provincial, rouge ou bleu, n'a le pouvoir de céder un droit de la province sans un amendement à la Constitution.

**M. Chaloult (Québec):** Si l'honorable député n'admet pas que nous ayons cédé le droit, admet-il que l'ancien gouvernement a cédé l'exercice de ce droit dans certains domaines?

**M. Choquette (Montmagny):** Il n'a pas cédé non plus l'exercice du droit. Il a simplement renoncé temporairement à percevoir la taxe. Encore une fois, aucun gouvernement n'a le pouvoir de céder ses droits sans un amendement à la Constitution. Si le gouvernement Godbout avait consenti une telle cession de droits provinciaux, l'entente aurait été nulle et non avenue, car contraire aux prescriptions de la Constitution telles qu'interprétées par les plus hautes autorités juridiques du Canada et de l'Empire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si la province ne peut céder aucun pouvoir à Ottawa sans amendement à la Constitution, comment se fait-il que le chef du député de Montmagny ait, sur simple lettre, cédé à Ottawa les droits de la province en matière d'assurance-chômage?

**M. Choquette (Montmagny):** C'est là une autre question. En matière d'assurance-chômage, il y

a eu un amendement à la Constitution. L'Acte de l'Amérique britannique du Nord a été amendé par consentement unanime de toutes les provinces. L'assurance-chômage, c'est une des fameuses lois Bennett que le premier ministre a endossées. Par ses lois sociales, M. Bennett avait voulu s'emparer des droits des provinces sans amendement à la Constitution. Mais, le premier ministre actuel a cédé des droits, lui en 1936, lorsque les lois Bennett ont été soumises aux tribunaux et qu'il a refusé d'intervenir pour défendre les droits de la province devant les tribunaux.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre! Je n'ai jamais rien cédé. J'ai toujours résisté aux empiètements d'Ottawa. Tant que l'Union nationale a été au pouvoir, jamais Ottawa n'a osé toucher à l'assurance-chômage.

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre est allé plus loin que cela dans la cession des droits. Il (l'honorable M. Duplessis) se rappelle les huit lois Bennett de 1935. Il y en avait une en matière d'assurance-chômage. Lorsque M. Aimé Guertin a proposé en cette Chambre une motion pour réclamer l'application des lois de M. Bennett empiétant sur les droits de la province, le premier ministre et trois de ses ministres du cabinet actuel ont voté pour la motion Guertin. Quant au Parti libéral, il a fait déclarer ces lois invalides.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un nouveau point d'ordre. L'honorable député n'a pas le droit de dire que j'ai cédé des droits. Il (l'honorable M. Duplessis) soutient que jamais il n'a abandonné une parcelle de nos droits en matière d'assurance-chômage. Il invoque à l'appui de son affirmation la théorie même du député de Montmagny (M. Choquette) en vertu de laquelle il est impossible de céder un droit sans amendement à la Constitution.

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre ne peut nier les faits. Son vote est consigné dans les procès-verbaux.

(Le premier ministre quitte la Chambre)<sup>2</sup>

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Tout le Parti libéral a voté pour les lois de M. Bennett à Ottawa.

**M. Choquette (Montmagny):** Le Parti libéral était favorable aux lois sociales, mais comme celles de M. Bennett étaient inconstitutionnelles, c'est le Parti libéral qui les a soumises à la Cour suprême et au Conseil privé qui les ont déclarées inconstitutionnelles.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Les libéraux avaient approuvé le principe des lois Bennett en votant la deuxième lecture. Ce n'est qu'à la troisième lecture que le Parti libéral a proposé de soumettre les lois aux tribunaux.

**M. Choquette (Montmagny):** Le Parti libéral s'est ravisé. Le trésorier, qui avait voté pour les lois de M. Bennett qui empiétaient sur nos droits, aurait dû se raviser lui-même et défendre nos droits menacés.

(Applaudissements à gauche et tumulte à droite)

Non seulement on n'a rien cédé en 1942, mais on n'a même pas loué le droit de taxer, comme le gouvernement actuel s'est déclaré prêt à le faire. Par l'entente de 1942, on a simplement convenu de s'abstenir de taxer pendant la durée de la guerre. L'unique but de l'entente, qui pouvait être annulée chaque année, en donnant un avis d'un mois, était de protéger le contribuable contre la double taxation, toujours excessive en temps de guerre. Nous avons convenu qu'il était nécessaire de ne pas entrer dans les mêmes champs de taxation tant que la victoire n'était pas assurée.

Le gouvernement actuel aurait pu mettre fin à l'entente chaque année. Il ne l'a pas fait, et l'entente se termine aujourd'hui à cause du terme irrévocable fixé par le gouvernement libéral. Sans cette entente, Ottawa aurait pu imposer les mêmes taxes, et de fait, il les impose encore en partie, malgré la fin de l'entente.

L'entente est maintenant terminée et la province est exactement dans la même situation qu'avant 1942. Elle a les mêmes droits et les mêmes pouvoirs. S'il y avait eu lieu de récupérer, la récupération se serait produite automatiquement par la fin de l'entente.

Si donc le gouvernement avait besoin de l'impôt sur les corporations, il n'avait qu'à le prélever en vertu de l'ancienne loi, qui est restée en vigueur, sans encourir les dépenses de faire imprimer une nouvelle loi de 27 pages pour faire croire à une récupération. On n'avait qu'à remplacer le chiffre 5, dans la loi actuelle, par le chiffre 7.



Le projet de loi que nous étudions est la production de la loi qui existe dans nos Statuts. Pourquoi cette nouvelle législation, alors? Elle n'a qu'un but: porter de 5 % à 7 % l'impôt sur les profits des corporations. Et quand on parle de récupération, c'est du pur camouflage, de la duplicité, de la fourberie et de la tromperie. La loi n'est pas une loi de récupération de droit, mais une loi d'augmentation de taxe présentée par un gouvernement qui s'est fait élire en promettant de diminuer les impôts.

(Applaudissements à gauche)

La taxe fédérale sur les corporations est de 40 % et il est question de la réduire à 30 %. Dans les provinces qui ont fait une entente avec le fédéral, les compagnies seront donc taxées de 30 %, tandis qu'elles seront taxées de 37 % dans la province de Québec. Cet impôt augmenté créera dans Québec un état d'infériorité économique, vis-à-vis des autres provinces, parce que le contribuable doit payer ici une taxe de vente. Les conséquences se répercuteront sur le commerce, l'industrie, l'emploi, l'embauchage, les salaires et le coût de la vie. Voilà pourquoi elle me semble essentiellement mauvaise.

On dit qu'Ontario aura la même taxe, mais Ontario n'a pas de taxe de vente et n'annonce pas un surplus de \$10,000,000. Tout le monde réclame la réduction des taxes essentielles, pour la reprise des affaires; et pendant qu'à Ottawa le Parti libéral détaxe, à Québec, l'Union nationale surtaxe.

Les ministériels disent que les surtaxes de l'Union nationale ne sont rien comparé aux taxes perçues par le fédéral pendant la guerre. À cela, M. l'Orateur, je réponds que l'homme public qui tente d'établir une comparaison entre les charges d'un pays en temps de guerre et les charges d'une administration provinciale en temps de paix se moque de la population et est indigne de siéger en cette Chambre.

Ce qu'il y a de stupéfiant, c'est que cette augmentation de taxes est imposée au moment où le gouvernement en face de nous annonce un surplus de \$10,000,000. Cet impôt n'est pas nécessaire parce que le gouvernement annonce un surplus de \$10,000,000 de taxes et va retirer de \$40,000,000 à \$50,000,000 de taxes que les libéraux ne percevaient, il y a trois ou quatre ans. Quel est le gouvernement sur la terre qui impose de nouvelles taxes, quand il a des surplus? Les administrations sérieuses augmentent les impôts quand elles se trouvent en face d'un déficit.

Où bien le surplus annoncé par le gouvernement est fictif, ou bien la taxe est inexplicable. L'on sait qu'avec tout l'argent qu'il s'est

fait voter depuis trois ans, le gouvernement actuel n'a rien fait pour le bien-être général du peuple, il a piétiné sur place. Il ne songe même pas au problème de l'assurance-santé, ni au problème du lait, ni au problème du logement. Ce qui l'intéresse, ce sont les gros contrats de \$3,000,000 sans soumissions, la création pour donner des places aux amis. Il pratique le favoritisme. Ce qui est encore plus étonnant, c'est que ces nouvelles taxes sont imposées par un régime qui avait promis de réduire les impôts, qui s'est fait élire sur cette promesse, qui s'était engagé à abolir la taxe de vente.

En 1935, le premier ministre siégeant à votre gauche, M. l'Orateur, s'écriait: "Le gouvernement augmente les taxes, crée de nouvelles commissions. Halte-là". Aujourd'hui, il fait exactement ce qu'il prétendait à tort que les autres faisaient, car les revenus n'étaient que de \$36,000,000. Aujourd'hui, ses revenus dépassent \$147,000,000. À notre tour de lui dire avec raison: "Halte-là. Cessez votre gaspillage. Cessez de taxer". Je regrette que le premier ministre ait quitté la Chambre. J'espère qu'il m'entend. Je veux lui rappeler un souvenir de la campagne électorale de 1944. Il parlait dans la cour du Collège de Montmagny.

C'était un soir de pluie. La tristesse régnait dans l'assemblée. Ses chefs étaient absents pour la plupart. On avait installé des haut-parleurs pour que sa voix fût entendue dans toute la ville. Je l'ai écouté dire: "La taxe de vente est antifamiliale, antisociale, antinationale. Si je suis porté au pouvoir, je m'engage sur mon honneur à l'abolir". Et il ajoutait: "Un vote pour Choquette, c'est un vote pour la taxe de vente; un vote pour Boucher - mon adversaire, un bon citoyen, - c'est un vote pour l'abolition de la taxe de vente". Où est son engagement d'honneur? J'espère que derrière le trône il entend mes paroles<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** C'est la majorité libérale du Conseil législatif qui a battu le bill d'abolition de la taxe de vente.

**M. Choquette (Montmagny):** Jamais de la vie! Aucun bill abolissant la taxe de vente ne lui a été soumis. Les libéraux du Conseil législatif se sont prononcés contre une taxe odieuse, la taxe de luxe de 6 % qui frappait jusqu'aux tracteurs de ferme pour ramener l'Union nationale à un minimum de décence. Le bill proposant le rappel de la taxe de vente n'a jamais été soumis au Conseil législatif parce que le gouvernement a eu peur.

Le Conseil législatif a tué cette taxe, mais c'est le gouvernement qui a retiré sa loi pour abolir

la taxe de vente et le Conseil législatif. Comment le gouvernement peut-il ainsi répudier ses engagements? Je dis au gouvernement: Si vous avez de l'honneur, abolissez la taxe de vente, sinon, démissionnez.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Le député se souvient-il des engagements qu'il a pris sur l'honneur au sujet de la conscription?

**M. Choquette (Montmagny):** Je m'en souviens. J'ai toujours respecté les engagements que j'ai pris au sujet de la conscription. Mais le ministre ne respecte pas les siens au sujet de la taxe de vente. La mesure a l'une des caractéristiques des régimes totalitaires: c'est une taxe excessive. Ceci ne peut pas durer longtemps. L'Union nationale veut créer une machine puissante pour terroriser l'électorat et lui enlever ses dernières libertés.

Mais les forces populaires commencent à se liguier pour défendre nos libertés parlementaires dans la province. Le gouvernement actuel chancelle. Il va crouler dans la basse ignominie. La nervosité du premier ministre est apparente, comme la pâleur que l'on voit sur le visage de ses ministres. C'est 1939 qui se répète. Lorsque les élections générales seront déclenchées, c'est le parti de l'Union nationale qui se retrouvera dans les régions froides de l'opposition.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** C'est pitoyable!

**M. Choquette (Montmagny):** Oui! L'Union nationale n'a pas un gouvernement, ou du moins beaucoup moins fort qu'on ne le pense. S'il en est un qui connaît la faible distance qui sépare le Capitole de la roche Tarpéienne<sup>4</sup>, c'est bien le premier ministre. Nous allons assister à la chute prochaine de son gouvernement. Ce bill et bien d'autres choses vont le faire battre aux prochaines élections, comme en 1939. D'ailleurs, depuis 50 ans, vous n'avez jamais vu un régime tory à Québec ou à Ottawa faire plus d'un terme. Cette taxe est malheureuse et le gouvernement n'en a pas besoin.

**Des députés ministériels protestent.**

**M. l'Orateur** rappelle le député de Montmagny au sujet en discussion: le bill 44 et ses articles bien précis.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Le jugement de 1887 va plus loin que semble le laisser

croire le député de Montmagny (M. Choquette). Dans ce jugement, on affirmait que le pouvoir central n'a pas le droit d'épuiser les sources de taxation. Ceux qui ont fait l'article 92 n'avaient certainement pas l'intention de donner à Ottawa la latitude de tout prendre pour lui. Dans toute cette question, il y a autre chose que l'aspect juridique. Il y a aussi le précédent. L'expérience du passé démontre que, depuis 1867, lorsqu'Ottawa prend l'exercice d'un droit, il s'installe en permanence et agrandit sans cesse son rayon d'action. Chaque fois qu'Ottawa s'est emparé de l'un de nos droits, il a été irrémédiablement perdu pour nous.

Si Québec avait exercé ses droits sur le revenu personnel, Ottawa n'aurait pu faire ce qu'il a fait. Il aurait certainement été obligé d'accorder une plus forte compensation. Le geste posé par le gouvernement, en affirmant son droit à la taxe sur les corporations, est un geste équitable. Le gouvernement aurait pu faire la même affirmation dans le domaine du revenu personnel et affirmer par des faits les pouvoirs du provincial dans ce domaine de l'impôt direct. La province devrait immédiatement taxer le revenu personnel pour mieux définir sa position vis-à-vis Ottawa.

De plus, ce problème n'en est pas un strictement juridique que lui prête le député de Montmagny (M. Choquette). Ce dernier affirme que, dans l'entente de 1942, on n'a rien cédé ni loué, mais accepté, seulement, de ne pas exercer nos droits. C'est un jeu de mots que d'affirmer qu'il n'y a pas eu location en cette circonstance. En 1942, il y a eu véritablement location des droits. La province a accepté de ne pas se servir des droits, moyennant une coopération que nous estimons ridicule.

On peut prétendre qu'il n'y a pas eu de location, mais c'est exactement la situation d'un monsieur qui loue sa maison. Il loue le droit de propriété. Dans une seule année, on a permis à Ottawa de venir chercher \$480,000,000 avec la taxe sur les corporations, alors que Québec recevait \$20,000,000, à titre de compensation. C'est cela que j'estime une compensation ridicule et parfaitement attentatoire aux meilleurs intérêts de la province.

**M. Choquette (Montmagny):** Le fait de s'abstenir ne constitue pas une location. Il ne faut pas oublier non plus que le fédéral a les mêmes droits que les provinces.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** L'entente de 1942 avait été faite de telle façon par M. Ilsley, qu'elle ne permettait pas d'en sortir. Il est vrai que,

juridiquement, le texte de cette entente permettait de la dénoncer, mais on ne récupérait pas le droit et on perdait la compensation de \$20,000,000. Pour cette raison, il est parfaitement injuste de reprocher à un gouvernement provincial quelconque de n'avoir pas résilié l'entente avant qu'elle ne prenne fin.

Il (M. Laurendeau) parle de l'amendement à la Constitution, à propos de l'assurance-chômage. Londres, dit-il, n'a fait qu'authentifier une décision prise par Ottawa et les provinces. Le Parlement d'Ottawa est composé en majorité d'Anglo-Saxons, familiers avec le droit parlementaire anglais, et il est extrêmement important pour nous de poser des actes et de ne pas nous limiter à des déclarations. Il faut occuper le terrain. Au point de vue des faits, l'entente de 1942 nous a placés dans une situation difficile. Elle a permis à Ottawa de s'installer dans le champ de la taxe sur les corporations. Il s'y est installé à 30 %. En certains quartiers, du moins, on semble trouver cela tout naturel. D'autre part, quand Québec projette de s'installer à 7 %, on trouve que c'est excessif. On constate, chez certaines gens, comme un manque de réflexe autonomiste. Les journaux libéraux ne trouvent rien à dire quand Ottawa charge 30 %, et se scandalisent quand Québec charge 7 %. Je vous avoue qu'il y a pour moi là-dedans un véritable mystère.

À ceux qui disent que la province prévoit de trop gros revenus, il (M. Laurendeau) répond qu'avant de renoncer à la taxe sur les corporations, il faudrait abolir la taxe de vente.

L'article 92 de la Constitution deviendrait une fiction, si cet article conférerait des droits aux provinces et si, en même temps, le gouvernement central avait le pouvoir d'épuiser la matière imposable. L'ensemble du problème n'est pas réglé, mais il faut livrer la bataille du côté des autonomistes et non du côté des centralisateurs. Il est bon que les deux provinces les plus riches n'aient pas commencé une guerre d'impôt et se soient entendues. Cependant, on aurait dû profiter de la circonstance pour refondre la loi de 1942, la rendre plus simple, plus accessible aux hommes d'affaires, qui n'ont pas à leur disposition tout un service de comptabilité. Une taxe sur les capitaux n'est pas bonne. Je préfère une taxe sur les bénéfices. De cette façon, dans les temps de crise, les désastres seraient plus facilement évités.

Il (M. Laurendeau) parle de la dernière guerre. Elle ne s'est pas faite dans le sens des intérêts du Canada, mais dans le sens des intérêts de l'Empire. C'est pour servir l'Empire que M. Ilsley nous a fait céder nos droits en 1942. Des milliards ont été engloutis dans une guerre atroce. En face

d'Ottawa, il faut affirmer nos droits de la façon la plus complète possible. L'entente de 1942, dit-il, nous a placés dans une situation difficile au point qu'aujourd'hui, quand une province reprend un droit, elle a l'air de faire une inauguration.

Le bill actuel ne règle pas l'ensemble du problème fiscal. Mais, c'est un pas dans la bonne voie. La bataille fédérale-provinciale est loin d'être gagnée. Il s'agit présentement d'un épisode de cette bataille, d'une escarmouche. Elle n'a pas été défendue, non plus, comme il le fallait et le problème n'est pas du tout réglé. Je ne suis pas prêt à dire que nous vivons un jour historique et je ne veux pas donner à notre attitude une portée symbolique.

Mais je crois que nous devons, même dans l'opposition, appuyer le projet de loi. Le bill 44 est un pas dans la bonne voie. Cette taxe est une expression du droit de taxation et je félicite, dit-il, le gouvernement d'utiliser ce droit. Cela renforce l'autonomie provinciale. Je n'ai jamais été en faveur de la cession d'un droit dans l'intérêt de l'impérialisme britannique. On ne peut oublier les milliards engloutis dans une guerre atroce, mais cela ne peut être une raison pour nous empêcher de donner à la province le budget dont elle a besoin.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Taxer quand on n'a pas besoin de taxer déprécie considérablement la qualité du principe qu'on veut défendre. Je trouve étrange qu'il faille constamment faire payer des taxes par le contribuable pour affirmer des droits. Nos droits existent toujours, même si on ne les exerce pas, parce qu'ils nous sont garantis par la Constitution. Personne ne songe à nier à Ottawa et aux provinces leurs droits d'imposer la taxe directe. Malgré les brillantes promesses du gouvernement, lorsqu'il sera temps pour eux de payer la note, les contribuables se rendront compte que l'Union nationale les pénalise. On ne peut pas non plus diviser le contribuable canadien. C'est lui qui paie tous les frais encourus durant la guerre et les dépenses des gouvernements, et toutes les taxes nouvelles rebondissent sur les payeurs de taxe. C'est toujours Jean-Baptiste qui paie.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Cette mesure conduira le Parti conservateur provincial à la plus grande défaite de son histoire dans Québec. Le gouvernement de l'Union nationale passera dans l'histoire comme le champion en taxes. De concert avec son chef, le trésorier actuel taxe tout ce qui est à sa portée, alors qu'il accuse Ottawa de s'immiscer dans le champ provincial de taxation.

(Applaudissements à gauche)

À mesure que le fédéral veut libérer le contribuable d'un fardeau, le trésorier actuel, de concert avec son chef, le surcharge et arrive avec une nouvelle taxe. Le parti d'en face ne peut prétendre prendre les intérêts du peuple en taxant sur tout ce qu'il peut taxer.

Il (M. Francoeur) veut répondre aux arguments invoqués par le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau). Bien que Montréal contribue pour 80 % du revenu provincial, dit-il, elle ne reçoit rien sur le plan de la coopération dans la solution de ses nombreux problèmes.

(Protestations à droite)

**L'honorable M. Gagnon (Matane) et l'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Point d'ordre!

**M. l'Orateur** demande au député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) de s'en tenir au sujet du bill.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** On donne aux autres la latitude de parler de toutes sortes de questions, et nous, nous ne pouvons leur répondre. Il me paraît curieux que l'on ne puisse pas, dans cette Chambre, donner son opinion.

Il (M. Francoeur) demande au gouvernement s'il va régler la question du logement dans la province, s'il va faire quelque chose pour la ville de Montréal.

Ce sont, dit-il, les industriels de Montréal qui vont payer la grosse partie des impôts imposés par l'Union nationale. Le gouvernement veut-il donc absolument se faire battre aux prochaines élections?

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise<sup>5</sup>.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatien, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lemieux, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 51.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda),

Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Hamel, Joyal, Kirkland, Lawn, Lizotte, Marler, Morin, Plourde, Roberge, Ross, Sabourin, Sylvestre, 25.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie le bill article par article durant quelque temps.

#### Rapport du comité plénier:

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 8 h 30 ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### Deuxième séance du 15 avril 1947

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:****Corporations et compagnies**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 44 concernant les corporations et compagnies.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 44 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**M. Godbout (L'Islet)** propose que la troisième lecture n'ait lieu qu'à la prochaine séance.  
Adopté.

**Loi des  
valeurs mobilières**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi des valeurs mobilières soit maintenant lu une deuxième fois.

Les mines constituent une richesse naturelle qu'il faut sans doute développer, mais pas au détriment de l'épargne populaire, qui reste encore notre principal actif.

Il y a deux sortes de prospecteurs: ceux qui exploitent les mines et ceux qui exploitent la crédulité populaire. Nous voulons protéger les premiers, tout en protégeant le public contre les autres. Le bill à l'étude donne une définition plus précise des actes considérés comme frauduleux en vertu de la loi des valeurs mobilières.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** J'ai peu de remarques à faire au sujet du bill lui-même qui, dit-il, ne change pas grand-chose à la loi jusqu'ici en vigueur. Il se contente de donner des précisions sur ce qui constitue une fraude. Il ne répond pas aux espoirs que les prospecteurs miniers fondaient sur lui, car il ne rend pas plus facile l'organisation des compagnies minières.

Bien que le principe du bill soit louable, la formulation laisse trop d'échappatoires au racket qui a cours dans la prospection minière et les propriétés. Cela aura des répercussions importantes dans ma région. À mon avis, il faudrait rendre plus facile le financement des compagnies minières. Aujourd'hui, avec le progrès, les opérations minières peuvent être contrôlées plus facilement. Il est plus facile

qu'autrefois de voir si une mine vaut quelque chose ou non.

Mon but ici n'est pas de critiquer la loi québécoise, Adolphe Routier, ni même le procureur général, mais le fait que la loi de Québec soit administrée en grande partie selon les pouvoirs discrétionnaires du registraire, ce qu'on appelle les règlements non écrits, avec le résultat que les prospecteurs, qui ne souhaitent pas faire face aux incertitudes d'une loi incertaine, s'en vont en Ontario et s'enregistrent sous la loi ontarienne. L'Ontario a élargi ses lois, afin de donner plus de chances aux prospecteurs. Grâce à ces amendements, 90 % des compagnies minières formées dans le Canada sont allées s'enregistrer dans l'Ontario pour vendre leurs parts.

Cela signifie que le marché des parts minières s'en va à Toronto, même pour ce qui est des mines du Québec. C'est que la province voisine permet la libération des parts du vendeur à mesure que les autres actions sont achetées par le public. En notre province, les parts que le prospecteur reçoit de la compagnie en retour de sa propriété restent gelées tant que le registraire des valeurs mobilières n'en a pas permis la libération. Ce qui place des responsabilités énormes sur les épaules de ce fonctionnaire, qui est naturellement porté à une prudence extrême, prudence qui en certains cas peut nuire à notre développement minier.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** En vertu de la loi, le pouvoir discrétionnaire du registraire est réduit, et un recours est donné aux tribunaux.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Je ne crois pas que le recours aux tribunaux signifie quoi que ce soit pour les prospecteurs. Il suggère au gouvernement de mettre sous écrou les parts des prospecteurs qui organisent des compagnies, mais avec le *proviso*, à mesure que l'argent entrera dans les coffres de la compagnie, que ces parts soient libérées, afin que le prospecteur puisse avoir de l'argent pour continuer son travail. On devrait permettre la libération d'un certain pourcentage des parts à mesure que l'argent entre dans le Trésor de la compagnie, dit-il. Le premier ministre, confronté à la promesse qu'il a faite d'amender la loi, présente ce bill-ci.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas promis d'amender la loi. La mesure n'est pas parfaite, mais on ne peut s'attendre à ce qu'elle le soit. C'est une amélioration. D'abord, elle comporte une interprétation de ce que constitue des

commissions indues, ce qui épargne le registraire de faire l'interprétation. Que notre loi soit trop sévère, cela se peut. Mais j'aime mieux prendre trop de précautions que de laisser engloûtir l'épargne populaire. Le gouvernement de l'Ontario l'a réalisé et il a dû porter des modifications importantes à sa loi.

Les prospecteurs honnêtes n'ont rien à craindre. Notre loi n'empêche pas les gens honnêtes et sérieux de réussir. Elle n'empêche que les *schemes*<sup>6</sup> des exploiters de toute nature. Elle protégera le public contre les commissions élevées et contre l'extorsion. Le temps est venu de mettre les épargnants à l'abri de spéculateurs véreux. Déjà, dans la province, on a raflé une partie de l'épargne populaire, et il ne faut plus que cela se répète. C'est pourquoi le gouvernement prend les mesures nécessaires, car l'épargne du peuple est l'un de nos meilleurs actifs. En général, le bill a été bien accueilli. Nous avons reçu des compliments des gens d'affaires sérieux.

C'est de 1936 à 1939, alors que le trésorier provincial actuel (l'honorable M. Gagnon) était ministre des Mines, que notre province a connu son plus grand essor minier, au point que la province a pris la deuxième place du Canada dans ce domaine. C'est la preuve que l'Union nationale attache beaucoup d'importance au développement de nos ressources naturelles. Mais si les mines sont une richesse à développer, l'épargne populaire en est une encore plus grande, qu'il faut protéger par des mesures appropriées. Pendant nombre d'années, des *schemers*<sup>7</sup> de toutes sortes ont exploité impunément la crédulité humaine<sup>8</sup>.

Des millions ont été perdus ainsi. C'est un désastre au point de vue national, parce que c'est par l'accumulation des épargnes que nous pourrions nous développer économiquement. Il (l'honorable M. Duplessis) parle de l'incertitude des projets miniers, de la tentation qu'ont les gens de croire tout ce qui peut se dire au sujet des mines.

Il est difficile de déterminer la valeur d'une mine. La Noranda est la mine la plus riche de la province, et pourtant, les géologues l'ont déjà déclarée sans valeur, et il en est ainsi d'autres prospections minières.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** fait remarquer au premier ministre que les définitions données dans la loi vont forcer les Législatures à poser des gestes arbitraires.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6, alinéa *a*. qui se lit comme suit:

"6. *a*. en ajoutant après le mot "téléphoniques", dans la deuxième ligne du dernier alinéa du paragraphe 1, les mots "télégraphiques, ou postales, émanant d'un endroit situé dans la province ou ailleurs".

Cet article est amendé et les mots ", ou postales" sont remplacés par ", ou".

L'amendement est adopté.

L'article 6, ainsi amendé, est adopté.

L'article 7 est adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 60 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

#### Commission des eaux courantes

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 concernant la Commission des eaux courantes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de décréter simplement que nul recours en justice de quelque nature que ce soit ne peut être exercé contre la Commission autrement que par pétition de droit. On met donc la Commission sur le même pied que tous les autres organismes de la couronne.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** La tendance générale de tous les gouvernements, en pays démocratiques, n'est pas d'augmenter les cas où l'on

doit recourir à la pétition de droit, mais de les diminuer. Les individus devraient avoir le droit de prendre des mesures judiciaires contre n'importe quel organisme gouvernemental sans avoir à passer par le procureur général de la province. Après tout, cet organisme se comporte avec eux de la même façon que n'importe quel organisme commercial. Ainsi, de grands organismes fédéraux, comme les Chemins de fer nationaux, la Commission des ports nationaux, Radio-Canada, sont exemptés de la pétition de droit. Le jour n'est pas éloigné où les pétitions de droit devront disparaître complètement. C'est une loi d'un autre âge qui devrait être biffée des Statuts. Je souhaite que ce jour soit prochain, dit-il, parce que je trouve ce régime désuet.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La loi a été demandée par les officiers du département du procureur général, parce qu'ils trouvaient singulier que la Commission des eaux courantes, qui est une émanation de la couronne, ne soit pas sur le même pied que les autres organismes gouvernementaux. La pétition de droit est une excellente chose. Le principe de la pétition de droit est sain et essentiel. "The King can do no wrong", le Roi ne peut avoir tort.

**M. Godbout (L'Islet):** Ça dépend qui est roi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est un principe qui doit être maintenu, car on s'imagine bien ce qui arriverait si tout le monde poursuivait les organismes de la couronne. Ce serait le désordre. Suivant mon expérience, les gouvernements provinciaux auraient été obligés de dépenser des centaines de mille dollars pour faire face à des procédures tracassières dans le régime de la pétition de droit. Pourquoi faire une exception pour la Commission des eaux courantes? La Commission des eaux courantes est un organisme important qui transige toujours dans les domaines de la couronne. Elle doit être placée sur le même pied que les autres organismes gouvernementaux.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup) et**

**M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement devrait être placé sur le même pied que tous les autres citoyens en ces matières.

**M. Godbout (L'Islet):** Sous un gouvernement démocratique, il peut y avoir de mauvais rois. Le principe dont le premier ministre vient de parler pouvait être vrai autrefois, quand le gouvernement ne

s'occupait que de législation. Mais aujourd'hui, la formule est désuète pour un gouvernement démocratique, et on devrait la modifier d'autant plus que le gouvernement est devenu trafiquant<sup>9</sup> de liqueurs, commerçant d'électricité, constructeur de routes et de ponts, entrepreneur en voirie, en drainage et en travaux publics. Bref, dans ses relations avec les individus, le gouvernement s'est placé sur le même pied que n'importe quel grand entrepreneur, et il n'a pas le droit de se soustraire à l'obligation commune de subir le recours en justice de la part de ceux qui ont des réclamations à formuler contre lui.

Par la pétition de droit, il peut se soustraire à la loi commune et se mettre à l'abri. De 1936 à 1939, des colons du comté de Frontenac ont été dépossédés de leurs lots, sans être indemnisés. Il peut y avoir des entrepreneurs en voirie que le gouvernement ne paye pas, tout en reconnaissant leur devoir quelque chose. Ils ne peuvent poursuivre sans avoir recours à la pétition de droit. Le gouvernement refuse de se laisser poursuivre. Je crois que nous ne devrions pas étendre cette triste prérogative, mais nous devons plutôt prendre les moyens de la faire disparaître, si la chose est possible.

Dans les cas où les pétitions de droit sont nécessaires, ce serait protéger le public que de substituer au procureur général un juge, comme le juge de la Cour supérieure, par exemple, pour décider quelles sont les pétitions qui doivent être accordées. Je ne vise pas le procureur général actuel, mais je parle, dit-il, d'une façon générale. Le procureur général est attaché à un parti et il peut souvent être mal conseillé.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 63 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Université d'Ottawa**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 70 concernant l'Université d'Ottawa.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** représente qu'il a reçu une délégation de l'Université d'Ottawa qui lui a demandé un octroi et que le gouvernement de l'Ontario, pour sa part, a manifesté sa générosité en s'engageant à verser \$250,000 à cette institution. Le gouvernement de Québec veut faire sa part, étant donné le grand nombre d'étudiants canadiens-français accueillis à cette université. Il convenait que nous fassions notre part.

**M. Godbout (L'Islet):** Je ne m'oppose certainement pas au projet, puisque j'ai moi-même indiqué aux autorités de l'Université d'Ottawa la façon de procéder, afin d'obtenir l'aide de la province de Québec.

**M. Chaloult (Québec):** En votant un octroi à l'Université d'Ottawa, le gouvernement pose un geste de solidarité qui mérite d'être loué. Cependant, le gouvernement se trouve à poser un précédent. Il y a aussi dans les Maritimes des institutions qui auraient besoin de l'aide de la province de Québec, notamment l'Université de Memramcook, le Collège du Sacré-Cœur, le Collège de Church Point, le Collège de Sainte-Anne et le nouveau Collège de Mgr Roy, à Edmunston. Je suggère qu'on accorde \$10,000 à chacun des collèges classiques acadiens. Nous avons trop ignoré nos frères acadiens. Je souhaiterais que le gouvernement songe à faire quelque chose pour eux.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Thériault (Montcalm)

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)**

propose:

Attendu que l'Université d'Ottawa, située tout près des frontières de la province, accueille nos étudiants en grand nombre et leur prodigue un enseignement universitaire de haute valeur;

Attendu que dans les circonstances actuelles et vu la situation particulière de cette institution, il y a lieu de lui venir en aide;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Université d'Ottawa, une somme de cinquante mille dollars, à raison de vingt-cinq mille dollars pour chacune des années financières 1947-1948 et 1948-1949.

2. Que la loi qui accompagne les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Les résolutions sont adoptées.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 concernant l'Université d'Ottawa soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Délinquance juvénile****L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 relatif à la délinquance juvénile soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi autorise le gouvernement à nommer un comité de quatre membres, qui fera enquête avec diligence sur le problème de la



criminalité juvénile, ses causes, son étendue et les mesures qui s'imposent pour l'enrayer, ainsi que pour aider à la réhabilitation de ses victimes. Une somme de \$50,000 est mise à la disposition des enquêteurs.

Par ailleurs, le gouvernement veut se faire autoriser à conclure avec des corporations, sociétés et personnes, toute entente qu'il jugera opportune pour remédier à la criminalité juvénile, assurer la garde, l'entretien et le soin des jeunes délinquants et aider à leur réhabilitation. Et, pour atteindre toutes fins de ce projet de loi, le gouvernement demande de pouvoir dépenser une somme n'excédant pas \$700,000.

Le problème est extrêmement délicat. Dans certaines institutions, les conditions sont déplorables, au point que le gouvernement a dû fermer des maisons, comme à Sweetsburg. On loge les jeunes délinquants comme s'ils étaient en prison commune. Les cours familiales ne peuvent pas régler le problème. Tout ce que nous voulons, c'est de réunir tous ceux qui connaissent la question et leur demander de nous aider à régler le problème.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'espérais que le gouvernement apporterait une solution plus pratique au problème de la délinquance juvénile, car jamais notre jeunesse n'a été aussi exposée. Des remèdes s'imposent immédiatement. Les crimes des jeunes se multiplient de façon alarmante. Le gouvernement libéral a créé les cours familiales, en 1944, qui semblaient alors répondre aux besoins, mais le gouvernement de l'Union nationale n'a pas jugé à propos de les faire fonctionner.

En 1945, il a lui-même passé une loi créant une clinique d'aide à l'enfance, qui n'a jamais fonctionné, non plus. Aujourd'hui, après tous ces essais, le gouvernement, fidèle à sa politique, nous arrive avec un comité d'enquête. Je suis convaincu que ce sera encore un comité pour placer des amis. J'espérais mieux de la présente loi. Il insiste pour que le gouvernement fasse son devoir et qu'il ne recule pas devant ses responsabilités.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le problème de la protection de l'enfance est très sérieux. L'Union nationale en a hérité de l'ancien gouvernement. La clinique d'aide à l'enfance est en voie de réalisation. Quant aux cours familiales, on peut réduire considérablement le nombre des jeunes délinquants avant de les soumettre aux cours.

Dans le domaine de la délinquance juvénile, il est très difficile de prendre des mesures appropriées. Les suggestions sont contradictoires; avant de nous lancer dans un programme de

dépenses, nous voulons que ceux qui ont étudié le problème s'entendent. Dans la formation du comité, nous chercherons des compétences et nous tâcherons d'appliquer sans délai des solutions qui s'imposent, de sorte que, lorsqu'un plan sera trouvé applicable, il puisse être mis immédiatement en opération, et non pas retardé jusqu'après la session prochaine. Tous les ordres en conseil adoptés en lien avec cette loi seront examinés en Chambre dans les 15 premiers jours du début de la session.

**M. Godbout (L'Islet):** J'approuve le principe du bill, mais m'oppose à la présente loi parce qu'elle marque un éternel recommencement. En 1944, le gouvernement libéral avait passé une loi de protection de l'enfance. Il (M. Godbout) parle longuement de la commission Garneau, formée par l'ancien gouvernement libéral et qui fut abolie par l'Union nationale. Cette commission, dit-il, était formée de citoyens de première valeur, MM. Garneau, Blanchet et Durnford, et avait fait une enquête dans les diverses parties de la province, pendant deux ans. Elle avait même préparé une loi de la protection de l'enfance. On a jeté dehors des commissaires très importants, et aujourd'hui, on se voit dans l'obligation de recommencer, alors que le problème est angoissant et requiert une solution urgente.

La loi que mon gouvernement avait présentée pour créer la commission Garneau avait été approuvée par des sociologues éminents, et récemment encore, un religieux disait au chef de l'opposition que la loi libérale était parfaitement acceptable. Le gouvernement Duplessis aurait pu changer les commissaires s'il ne les aimait pas, mais il aurait dû garder les cadres de la commission et profiter de son travail. Aujourd'hui, il faut tout recommencer. Il faudra reprendre les mêmes études, visiter les mêmes communautés. Beaucoup de maisons de correction et d'hospitalisation sont encombrées d'enfants qui n'auraient jamais dû y être envoyés, parce qu'ils n'avaient commis que des peccadilles.

Ils sont enfermés et exposés à des influences de corruption, pour n'avoir souvent commis d'autre crime que de casser une vitre chez un voisin. Il faudrait vider ces maisons de détention de ceux qui n'ont pas besoin de ces corrections extrêmes. Notre loi de protection de l'enfance aurait pu donner de bons résultats. À tout événement, je souhaite que le gouvernement procède avec célérité dans ce domaine, car cela presse.

**M. Chaloult (Québec)** regrette à son tour que la commission Garneau ait été supprimée. Elle

était composée de gens très bien pensants et d'experts dans le domaine qu'ils avaient à étudier. Il regrette le fait que, sous notre régime démocratique, les gouvernements ne veulent pas accepter les initiatives des gouvernements qui les ont précédés, même si ce sont de bonnes initiatives. Pourquoi tout chambarder? dit-il. Le principe de la loi est sain. Aujourd'hui, il faut recommencer alors qu'on aurait pu utiliser les travaux qui ont déjà été faits.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** s'étonne que le gouvernement ait attendu pendant trois ans pour commencer à s'occuper d'un problème d'une telle urgence. Et comment, dit-il, se propose-t-on de régler ce problème urgent? Par une commission. Si le gouvernement n'est pas suffisamment renseigné, pourquoi ne s'adresse-t-il pas aux juges de la Cour des sessions?

Il (M. Bienvenue) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport du ministre du Travail, 1945-1946

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1946. (Document de la session no 31)

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. Dans *Le Droit* du 16 avril 1947, à la page 10, on rapporte plutôt: "l'épine dorsale de notre système économique".

2. Au dire du *Canada* du 16 avril 1947, à la page 2, le premier ministre quitte la Chambre dans les moments qui suivent ses deux points d'ordre. Ce journal demeure le seul à faire cette affirmation et on ne peut savoir exactement à quel moment M. Duplessis s'en va. Il semble cependant que le fait que M. Gagnon prenne le relais de la discussion puisse montrer l'absence du premier ministre.

3. Selon *Le Canadien libéral* du 18 avril 1947, à la page 1, le premier ministre n'était pas en Chambre lorsque M. Choquette s'est exprimé ainsi.

4. Le proverbe "il n'y a pas loin du Capitole à la roche tarpéienne" signifie qu'après les honneurs, la déchéance peut venir rapidement. Cette expression ferait référence à Marcus Manlius qui, après avoir connu la gloire au Capitole, fut condamné et précipité du haut de la roche tarpéienne, soit de l'extrémité sud-ouest du Capitole, d'où l'on précipitait les condamnés coupables de trahison.

5. Il est alors un peu avant six heures, selon *L'Événement-Journal* du 16 avril 1947, à la page 1.

6. Machinations, combines.

7. Comploteurs, intrigants.

8. Dans *Le Droit* du 16 avril 1947, à la page 10, on rapporte plutôt "la crédulité soumise".

9. *L'Événement-Journal* du 16 avril 1947, à la page 10, dit plutôt "trafiquant de liqueurs".

Première séance du mercredi 16 avril 1947

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 175 concernant le village de

McMasterville.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 174 constituant en corporation *Casa*

*d'Italia* - Maison d'Italie.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 183 concernant la ville de Belœil n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Corporation de Normetal, demandant l'adoption d'une loi la libérant de certaines obligations et servitudes;

- de messieurs Bilodeau, Cauchon *et autres*, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte; l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec;

- de The Montreal Protestant Central School Board, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- du Club Laval-sur-le-Lac, demandant l'adoption d'une loi concernant le Club Laval-sur-le-Lac;

- de The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu William Thomas Newcomb et validant le titre de ladite succession à un emplacement situé dans la cité de Montréal.

**Motions des députés:**

**Anniversaire de l'honorable premier ministre et vingtième anniversaire de son entrée à la Chambre<sup>1</sup>**

(Deux pages entrent sur le parquet de la Chambre avec une corbeille de roses, qu'ils déposent sur le pupitre du premier ministre. Applaudissements de part et d'autre)<sup>2</sup>

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** C'est un jour de grande réjouissance pour tous les membres de l'Union nationale de célébrer non seulement l'anniversaire de naissance du premier ministre, mais, en même temps, son vingtième anniversaire de son entrée dans la vie publique. Nous sommes heureux de constater qu'en dépit des soucis et des labeurs écrasants de la vie publique qui lui incombent comme chef du gouvernement, le premier ministre reste toujours jeune, plus jeune que jamais. Son ardeur au travail, son activité dévorante et son dynamisme électrisant mis au service d'un cœur généreux donnent à ses remarquables facultés intellectuelles un rendement plus riche et plus fécond pour le peuple de la province et pour sa petite patrie à laquelle il a voué sa vie.

Au nom de mes collègues du gouvernement, au nom des députés de l'Union nationale qui sont témoins comme moi de son travail incessant, de son patriotisme, qui voient en lui un ami sincère et personnel de tous les députés et un chef vénéré dont on suit les directives avec plaisir, je veux dire combien nous sommes heureux de travailler avec lui à la défense des droits de la province. J'offre au premier ministre nos vœux sincères de bonheur, de longue vie et de prospérité.

Je suis sûr que l'histoire ratifiera le jugement que l'on porte actuellement sur lui en le proclamant l'un des plus grands premiers ministres que la province n'ait jamais eus. L'honorable premier ministre restera comme l'un des grands hommes de sa génération dont l'influence dépasse largement les frontières de sa province et de son pays même.

**M. Godbout (L'Islet):** À l'occasion de ces deux anniversaires heureux pour le premier ministre et pour ses amis, c'est avec plaisir que je joins mes vœux personnels et ceux de tous les membres de l'opposition officielle à ceux que le trésorier

provincial vient de formuler. Je désire que ces vœux s'adressent en même temps aux amis du premier ministre, qui ne compte en cette Chambre que des amis. Les vœux que nous formulons à son endroit vont également à tous les siens. Je veux féliciter en même temps les membres de la famille du premier ministre, et j'associe aussi à ceux qui sont vivants pour le fêter ses vieux et vénérables parents disparus qui ont raison d'être fiers de lui.

Je sais que le premier ministre, en laissant la vie active, voudra avoir fait quelque chose pour sa province. Je lui souhaite une longue vie et une carrière féconde pour sa province et pour toutes les œuvres qui lui tiennent à cœur, et j'espère que les circonstances lui permettront d'accomplir tout le bien qu'il ambitionne. Je devrais ajouter que le premier ministre fait un chef de l'opposition idéal et que c'est là qu'il est en mesure de rendre les plus grands services, mais ce n'est pas le moment de le dire.

Je veux, enfin, lui rappeler qu'il est l'honneur de sa famille, et de l'au-delà, son père doit être content de lui. Je demande à la Providence de lui accorder encore de longs jours.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je suis heureux de constater qu'il y a, dans la vie politique ardente, de ces haltes où on peut exprimer ses bons sentiments à l'adresse du premier ministre. J'ai appris à admirer la combativité du premier ministre, sa vive intelligence et son goût et sa ténacité au travail. Vingt ans de vie politique, cela représente une dépense d'énergie considérable et une dépense d'intelligence non moins remarquable. De tout cela, il faut rendre hommage au premier ministre. Je le félicite de ses succès et souhaite que la Providence lui permette de faire bénéficier longtemps encore la province de ses talents et des dons que Dieu lui a départis.

**M. Chaloult (Québec):** Les défauts du caractère, comme ceux du visage, augmentent quand on vieillit. Mais il y a des exceptions et le premier ministre en est une. Contrairement à la règle générale, le caractère du premier ministre semble s'améliorer avec son âge. Ceux qui l'ont connu il y a 10 ans et qui ne sont pas entrés en contact avec lui depuis 10 ans, ne le reconnaîtraient pas aujourd'hui. S'il continue ainsi, dans 10 ans il sera, je crois, bien près de la perfection.

(Rires)

Il lui reste à imprimer à sa politique la même courbe ascendante. Je souhaite tout particulièrement au premier ministre de toujours jouir d'une bonne santé pour continuer de travailler comme il le fait. En

réponse à l'honorable trésorier (l'honorable M. Gagnon), qui avait déclaré que les députés indépendants cherchent leur voie, l'honorable trésorier a dit que ces députés attendent que le premier ministre leur trace cette voie. S'il persiste à intensifier sa lutte pour la sauvegarde de nos droits, en faveur de la souveraineté québécoise, nous suivrons la voie qu'il nous aura ouverte. Il (M. Chaloult) dit qu'il le suivra très volontiers. Il invite le premier ministre à faire un cadeau à la province à l'occasion de ces anniversaires, à savoir celui d'un drapeau.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** présente ses hommages et ses vœux au premier ministre au nom des Anglo-Saxons.

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne)** présente ses hommages et ses vœux au premier ministre au nom de la minorité irlandaise catholique.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** exprime ses vœux et ses hommages à l'occasion de cet anniversaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** (Visiblement ému) se lève.

(Applaudissements de toute la Chambre)

La Chambre a dû constater que j'accumule des années. Il y a 20 ans que je suis député et j'ai 57 ans. Vieillir, c'est encore, paraît-il, le meilleur moyen de vivre longtemps. Je remercie en particulier le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon), mon ami et loyal collaborateur, des paroles aimables qu'il a dites à mon égard. Merci également à mon ami le chef de l'opposition, vieil ami personnel. Le chef de l'opposition a parlé tout à l'heure de pouvoir et d'opposition.

Il paraît désirer des changements et je comprends ça. Il est permis à tout âge d'avoir des illusions. Mais je crois que tous deux nous avons, sinon des affinités politiques, du moins une similitude de pensée. Tous deux, nous venons d'une famille de cultivateurs.

Tous deux, nous avons reçu de la Providence<sup>3</sup> ce don incomparable d'un bon père et d'une bonne et sainte mère, excellents citoyens. Nous sommes entrés en Chambre presque en même temps, et si nous nous sommes battus avec vigueur<sup>4</sup> dans des luttes politiques, il ne faut pas attribuer ces manifestations de combativité à autres choses qu'à l'expression de nos convictions personnelles. Nous sommes restés de bons amis. Je remercie le chef de l'opposition de ses bons souhaits.

Je remercie le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) de ses paroles aimables. Merci aussi au député de Québec (M. Chaloult). Il voudrait que je fasse un cadeau à la province, mais je n'ai pas l'habitude de faire des cadeaux avec le butin des autres. Il ne m'appartient pas de donner un drapeau, mais il m'appartient de travailler à la conservation des droits que symbolise un drapeau. Aux députés de langue anglaise, il (l'honorable M. Duplessis) déclare que, dans la province de Québec, les deux races doivent marcher la main dans la main.

Un anniversaire de naissance, ce n'est pas la fête de celui qui est venu au monde, mais celle de ceux qui lui ont donné le jour. Je remercie de nouveau la Providence<sup>5</sup> de m'avoir donné un père honnête, intègre, catholique convaincu et bon citoyen, ainsi qu'une mère modeste, admirable et d'un dévouement à toute épreuve, comme sont les mères canadiennes-françaises. Son dévouement inlassable et son activité quotidienne reflétaient les caractéristiques glorieuses de la véritable mère chrétienne et de la race canadienne-française. Je salue aussi avec émotion les électeurs de chez nous, qui sont mes pères politiques et qui m'ont sans cesse renouvelé leur confiance depuis 20 ans.

Il (l'honorable M. Duplessis) remercie cordialement les députés de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) et de Montréal-Sainte-Anne (M. Guerin) et ses amis de la droite. Il remercie également les journalistes de l'intérêt qu'ils portent aux choses de l'administration publique.

Mon seul désir, dit-il, c'est de travailler à l'amélioration du sort de ses compatriotes et au rayonnement de la culture du Québec au pays et à l'étranger. Je promets, dit-il, de continuer de faire de mon mieux pour la province, les miens, la ville de Trois-Rivières et de maintenir les traditions d'intégrité, d'honneur et de patriotisme qui constituent la plus grande partie, sinon la totalité, de l'héritage qui m'a été légué.

(Il (l'honorable M. Duplessis) dépouille ensuite ses corbeilles de fleurs et fait distribuer des roses à tous les députés et aux journalistes)

(Applaudissements de part et d'autre)

#### Projets de loi:

##### **Corporation de Normetal**

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Larivière),

que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 186 libérant la Corporation de Normetal de certaines obligations et servitudes.

Adopté.

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 186 libérant la Corporation de Normetal de certaines obligations et servitudes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Association professionnelle des mesureurs de bois**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 166 concernant l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec.

Adopté.

**M. Bellemare (Champlain)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 166 concernant l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Club Laval-sur-le-Lac**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 185 concernant le Club Laval-sur-le-Lac.

Adopté.

**M. Tellier (Montcalm)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 185 concernant le Club Laval-sur-le-Lac.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Écoles protestantes de Montréal**

**M. French (Compton)** propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 155 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les Écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs,

et assurant des revenus appropriés au Bureau central des Écoles protestantes de Montréal.

Adopté.

**M. French (Compton)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 155 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les Écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs, et assurant des revenus appropriés au Bureau central des Écoles protestantes de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession de William Thomas Newcomb**

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que l'article 621 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter le bill 184 concernant la succession de feu William Thomas Newcomb et validant le titre de ladite succession à un emplacement situé dans la cité de Montréal.

Adopté.

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 184 concernant la succession de feu William Thomas Newcomb et validant le titre de ladite succession à un emplacement situé dans la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Questions et réponses:**

##### **J.-Albert Bouchard**

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** 1. Quels montants ont été payés à monsieur J.-Albert Bouchard, de Sainte-Claire de Dorchester, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 au 1<sup>er</sup> mars 1947, par l'intermédiaire des divers départements, offices, régies, corporations ou commissions de l'administration provinciale:

- a. En salaire?
- b. En dépenses de voyage?
- c. En frais de représentation?
- d. Comme rémunération ou gratification spéciale?

2. Que les noms des départements, offices, régies, corporations ou commissions qui ont payé tels montants soient indiqués en regard dans chaque cas.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** 1. et 2. M. J.-Albert Bouchard a été nommé membre de

l'Office de l'électrification rurale de la province à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1945, et son salaire est de \$8,000 par an. Du 1<sup>er</sup> juillet 1945 au 28 février 1947, une somme de \$1,899.55 lui a été payée pour dépenses de voyage. Rien n'a été payé à M. Bouchard pour rémunération ou gratification spéciale ou pour frais de représentation.

#### **Projets de loi:**

##### **Corporation du collège de Saint-Laurent**

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 72 concernant La corporation du collège de Saint-Laurent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 72 concernant La corporation du collège de Saint-Laurent.

Adopté.

#### **Motions des députés:**

##### **Souveraineté judiciaire**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 12 mars dernier sur la motion du représentant de Montmorency (M. Dumoulin), proposant:

Attendu qu'il est de l'intérêt de cette province que le Canada obtienne au plus tôt son entière souveraineté en matière juridique et mette fin à la tutelle judiciaire qu'un tribunal non canadien exerce encore sur nos cours de justice;

Cette Chambre invite le gouvernement canadien à soumettre au Parlement, actuellement assemblé, la passation d'une loi abolissant, selon la faculté reconnue par la récente décision du Conseil privé, tout droit d'appel à ce tribunal.

**M. Lemieux (Beauharnois)** rappelle qu'il a lui-même soulevé en Chambre, en 1945, la question des appels au Conseil privé. La motion du député de Montmorency (M. Dumoulin) est plus opportune que jamais, surtout depuis que le Conseil privé lui-même

a décidé que le Parlement du Canada peut passer une loi décrétant l'abolition de ces sortes d'appel. Je partage les vues exprimées par les députés de Montmorency (M. Dumoulin) et de Québec (M. Chaloult), lors du premier débat sur la motion. La motion du député de Montmorency (M. Dumoulin) est opportune, et la Législature et le premier ministre ont le devoir de l'appuyer. Il importe présentement de conformer l'administration de la justice à l'évolution politique au Canada. La situation juridique qui existait, alors que le Canada était une simple colonie, persiste maintenant que notre pays est devenu un État souverain.

En 1945, le premier ministre a soutenu que la question de l'abolition du droit d'appel au Conseil privé n'était pas opportune. Il est important, disait-il alors, de maintenir un tribunal qui appuie les droits des provinces et est contre la centralisation. D'après lui, la Cour suprême n'offrait pas aux provinces toutes les garanties nécessaires. Il ressort que le premier ministre craignait alors que la Cour suprême puisse rendre des décisions favorisant la centralisation, au détriment des provinces. C'était son plus sérieux argument. Mais, s'il est vrai que la Cour suprême a des tendances à favoriser la centralisation, nous devons faire pression auprès du gouvernement fédéral pour qu'il fasse les modifications nécessaires et donne un tribunal absolument indépendant, même s'il s'agit des causes civiles et constitutionnelles.

Il (M. Lemieux) cite certains arguments qui ont été apportés au cours de la discussion par le député de Québec (M. Chaloult). L'expérience et l'histoire nous prouvent que c'est souvent le besoin qui crée l'organe. Abolissons d'abord les appels au Conseil privé et remédions ensuite aux lacunes de nos propres tribunaux. C'est le devoir de la Législature de Québec d'appuyer la motion Dumoulin, parce que le Conseil privé est un tribunal politique qui ne se tient pas lié par ses propres décisions.

Toujours, ce tribunal a rendu des décisions politiques. Lorsqu'il a rendu des décisions favorables à la province de Québec, c'était parce que les intérêts de l'Empire l'exigeaient. Pourquoi ne pourrait-on pas abolir les appels en matière civile, quand déjà les appels ont été abolis en matière criminelle? Il est temps que le Canada, pays souverain, mette fin à cette tutelle judiciaire. Tous les amis du premier ministre applaudiront son geste s'il approuve à son tour cette suggestion. Je l'invite à nous dire ce qu'il en pense. Si cette motion est adoptée, je reviendrai avec un projet de loi pour réclamer, cette fois, l'autonomie judiciaire de la province. J'ai confiance

que le premier ministre se prononcera en faveur de l'abolition des appels et que, s'il pose un geste dans ce sens, il aura grandement contribué à donner à la province une véritable autonomie judiciaire.

Il (M. Lemieux) se déclare favorable à la création d'un tribunal essentiellement canadien où les provinces autant que le fédéral auraient leur mot à dire.

**M. Caron (Maskinongé):** Il est impossible de discuter le problème de l'abolition des appels au Conseil privé sans faire au préalable les distinctions qui s'imposent. Les appels se divisent en trois catégories distinctes, en trois classes différentes, et chacune d'elle doit faire l'objet d'une étude spécifique pour l'intelligence du problème. Nous avons: 1. - Les appels en matière civile; 2. - Les appels en matière criminelle; 3. - Les appels en matière constitutionnelle. Les premiers sont de la juridiction exclusive des provinces, les deuxièmes relèvent exclusivement du pouvoir central, et les troisièmes relèvent à la fois des provinces et du pouvoir central et ne pourraient être retranchés que du consentement des deux.

Le droit d'appel au Conseil privé faisait partie de la législation de notre province bien avant la Confédération, et il n'a jamais cessé d'en faire partie depuis.

Il (M. Caron) fait une étude approfondie de cette question du droit d'appel, à la lumière des textes de loi, depuis l'Acte de judicature du Bas-Canada, en 1794, jusqu'à nos jours<sup>6</sup>. Les provinces, dit-il, avaient ce droit d'appel avant la rédaction de la Constitution. Nous sommes donc en face d'un droit que nous avions déjà au moment de la Constitution, qui, par conséquent, ne nous a pas été donné par le pacte fédératif et ne pourrait nous être retranché par le pouvoir central, sans porter atteinte à l'autonomie des provinces.

La motion du député de Montmorency ne fait malheureusement aucune distinction entre les appels en matière civile, criminelle, constitutionnelle, pas plus que n'en fait d'ailleurs le projet de loi qui a été soumis au Parlement canadien et auquel cette motion réfère. Je veux parler du bill no 9, du Parlement d'Ottawa. En résumé, ce bill abroge purement et simplement toutes les dispositions législatives des provinces permettant les appels au Conseil privé. Il s'agit maintenant de savoir si cette matière des appels relève exclusivement des provinces ou du pouvoir central.

Il (M. Caron) fait ensuite une étude fouillée des dispositions de l'article 92 de la Constitution pour démontrer que les appels au Conseil privé sont

du ressort exclusif des provinces. Il cite tout particulièrement le paragraphe 14 qui dit: "L'administration de la justice dans la province, y compris la création, le maintien, l'organisation de tribunaux de justice pour la province, ayant juridiction civile et criminelle, y compris la procédure en matière civile dans ces tribunaux."

Il va sans dire, dit-il, que l'expression "administration de la justice" comprend incontestablement toute la matière des appels. Il (M. Caron) cite une nombreuse jurisprudence à l'appui de sa thèse. Même en vertu du Statut de Westminster, soutient-il, les provinces peuvent valablement faire des lois qui sont incompatibles avec les lois impériales. Le Statut de Westminster n'a pas étendu les pouvoirs du Parlement canadien, car depuis ce Statut, comme avant d'ailleurs, l'administration de la justice, y compris la matière des appels, demeure du ressort des provinces. L'article 101 de la Constitution ne change à rien cet état de choses.

En prenant le paragraphe 14 de l'article 92 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, que j'ai cité tantôt, et en le combinant avec l'article 101, il résulte que, nonobstant le pouvoir assigné aux provinces de légiférer concernant l'administration de la justice, compris la création, le maintien et l'organisation des tribunaux de justice, le pouvoir central peut néanmoins constituer une cour générale d'appel pour le Canada.

En résumé, nous avons, comme province, les droits souverains et exclusifs en matière civile, des droits concurrents en matière constitutionnelle, et nous avons le devoir impérieux, en tant que pouvoir législatif, de les conserver jalousement, parce qu'ils sont essentiels à notre autonomie et à notre survivance. Malheureusement, la motion du député de Montmorency (M. Dumoulin) ne tient aucun compte des faits. Elle constitue une abdication totale de nos droits en cette matière, parce qu'elle suppose qu'Ottawa pourrait, de sa seule volonté, abolir tous les appels au Conseil privé.

Telle que rédigée, cette motion est, à sa face même, d'un illogisme déconcertant. En effet, dans son premier paragraphe, elle nie implicitement la compétence du Conseil privé et, dans son second paragraphe, elle s'appuie sur une décision de ce même tribunal pour se justifier. Quel illogisme au service d'une abdication servile de notre autonomie provinciale dans ce domaine. Vraiment, c'est à me faire rougir de mes antécédents politiques. Nous sommes en faveur d'un tribunal essentiellement canadien du pouvoir central et des provinces. La plupart des Canadiens sont en faveur de l'abolition

de ces appels au Conseil privé, mais on ne devrait pas faire de ce sujet un ballon politique.

(Applaudissements à droite)

Il (M. Caron) propose, au nom du gouvernement, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. Chartrand), que tous les mots après "que", au commencement de la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec proclame de nouveau les droits exclusifs de la province en matière de droit civil et réitère son irrévocable volonté de maintenir intactes les prérogatives et libertés constitutionnelles de la province;

"Elle se déclare favorable à l'établissement d'un tribunal d'appel essentiellement canadien, siégeant au Canada, en dernier ressort, organisé et constitué de façon à sauvegarder l'autonomie des provinces, de la province de Québec en particulier, ainsi que celle du Canada."

**M. Bienvenue (Bellechasse):** J'ai essayé de deviner l'opinion du député de Maskinongé (M. Caron) et ce n'est qu'à la fin du discours que j'ai saisi toute la saveur et que j'ai pu me rendre compte de quel côté penche le député. Il semble appuyer le fonds de la question, mais s'objecte à la forme. Il n'y a pas besoin de cet amendement pour régler cette question. Je regrette que le premier ministre ne se soit pas prononcé.

Je me demande pourquoi le premier ministre, après le discours du député de Montmorency, n'a pas dit tout de suite: "Nous sommes en faveur de l'abolition des appels au Conseil privé". Le premier ministre a déjà critiqué ouvertement les décisions du Conseil privé. Relativement à sa décision concernant le Labrador, il a déclaré que c'était un jugement inique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit que c'était une cause mal préparée.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Les juges sont capables de comprendre une cause. L'obligation d'aller plaider à Londres n'est guère conforme aux idées d'autonomie. Si le premier ministre est si favorable à la création d'un tribunal d'appel provincial, pourquoi, alors, ne se prononce-t-il pas contre le Conseil privé, tribunal de Londres, tribunal étranger? Plaidons chez nous et évitons aux justiciables les frais considérables de ces appels à Londres. On a un tribunal canadien, la Cour suprême, composé de juges de toutes les provinces,



nommés par l'autorité compétente. Pourquoi ne pas s'en servir? Si l'amendement veut dire quelque chose, je demande tout simplement que la Législature de Québec ait son mot à dire dans la nomination des juges de la Cour suprême.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La province de Québec est l'autorité compétente pour prononcer l'abolition des appels en matière civile. Le pouvoir fédéral est l'autorité compétente pour l'abolition des appels en matière criminelle. La province et le dominion sont tous deux l'autorité compétente pour abolir les appels en matière constitutionnelle. Avant la Confédération, les provinces avaient droit de nommer des tribunaux d'appels en matière de droit civil.

On peut parfois avoir des droits sans qu'il soit opportun de les exercer. L'Union nationale veut tout simplement un tribunal canadien, organisé et constitué avec l'autorité compétente, c'est-à-dire avec les provinces et le pays. Je ne veux pas admettre qu'il appartient à Ottawa d'empiéter dans le domaine du droit civil et du droit constitutionnel réservé aux provinces.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ce n'est pas moi, mais la Constitution qui va répondre au premier ministre. Il (M. Bienvenue) cite les articles 92 et 101 de la Constitution et étudie leur portée. On a déjà un tribunal canadien, la Cour suprême, composé de juges de toutes les provinces nommés par l'autorité compétente. Personne n'osera prétendre que le juge P.-B. Mignault n'a pas été nommé régulièrement à la Cour suprême et n'a pas rendu des décisions relevant de sa juridiction. Si les juges de la Cour suprême sont nommés légalement, leurs jugements sont de leur juridiction.

Il (M. Bellechasse) cite ensuite le jugement rendu le 13 janvier 1947 par le Conseil privé, à l'unanimité, et disant que le Parlement du Canada peut décréter que la Cour suprême possède une juridiction définitive d'appel et peut abolir tout droit d'appel au Conseil privé, quelle que soit la question en litige.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce n'est pas un jugement, c'est un acte politique, favorable aux centralisateurs, qui met de côté toute la jurisprudence. Il n'est pas question de l'honnêteté des juges, mais le Conseil privé peut parler en tant que corps politique, autant que comme corps judiciaire, et le jugement en question n'est pas judiciaire, mais politique.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** C'est un jugement du Conseil privé que le premier ministre transforme en jugement politique, quand cela fait son affaire. Le premier ministre doit tout de même admettre qu'il a perdu sa cause et que ce sont les autres qui ont gagné.

Si tout le monde est en faveur de l'abolition des appels, il ne reste qu'à les abolir au plus tôt. Mais, le premier ministre veut avoir son mot à dire dans la nomination des juges de la Cour suprême. J'admets que le juge Mignault a été nommé régulièrement. Je voudrais qu'il me cite un texte pour me démontrer que la province a le droit d'intervenir dans la nomination des juges de la Cour suprême. Le premier ministre est-il pour ou contre le Conseil privé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je suis contre.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Pourquoi, si le premier ministre est favorable à l'abolition des appels au Conseil privé, la province a-t-elle plaidé contre l'abolition des appels à Londres par l'intermédiaire de Me Émery Beaulieu, c.r.?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. Beaulieu a plaidé qu'en matière de droit civil, Ottawa n'a pas droit de fixer les appels. En d'autres termes, il a revendiqué les droits de la province en matière civile et en matière constitutionnelle. Le jugement rendu en janvier est une décision politique, à l'encontre de la Constitution, dans le but de favoriser la centralisation.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si vous voulez tant abolir les appels à Londres, alors abolissez-les. Ne prenez pas de faux-fuyants, comme l'amendement du député de Maskinongé (M. Caron).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je ne veux pas admettre qu'Ottawa a des droits en matière de droit civil. Nous ne voulons pas admettre qu'il appartienne à Ottawa d'empiéter dans le domaine des droits civils et des droits constitutionnels. Il n'est pas juste de laisser Ottawa organiser à sa guise le tribunal qui jugera en dernier ressort.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** L'an dernier, le député de Beauharnois (M. Lemieux) a présenté une loi pour abolir les appels au Conseil privé en matière de droit civil, et le premier ministre a dit non.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce n'était pas une période propice pour présenter ce bill et, en plus, il pouvait porter préjudice aux intérêts plaqués devant le Conseil. Je me suis objecté à donner à Ottawa le privilège d'être juge dans sa propre cause.

Je considère qu'il n'est pas juste de laisser le fédéral décider seul de la composition du tribunal d'appel. Nous sommes en faveur d'un tribunal essentiellement canadien.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** La Cour suprême en est un.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Non! Il n'est pas canadien dans le sens national du terme.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ce ne sont pas des Chinois qui siègent à la Cour suprême.

**M. Lemieux (Beauharnois)** demande au premier ministre pourquoi le gouvernement n'a pas accepté la loi qu'il présentait l'an dernier pour abolir les appels à Londres en matière de droit civil?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est parce qu'il y avait une cause pendante.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si le premier ministre est pour l'abolition des appels, il lui appartient de préconiser une loi à cette fin et l'opposition l'appuiera. Mais il n'en présentera pas, il va continuer à faire des discours, et les appels au Conseil privé ne seront pas abolis.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Pourquoi le gouvernement de Québec ne profite-t-il pas du jugement du mois de janvier pour abolir immédiatement les appels au Conseil privé? L'amendement Caron n'est qu'une manœuvre pour détourner l'attention de l'objet de la motion en discussion et pour éviter de se prononcer franchement et carrément sur la question qui est celle de l'abolition des appels au Conseil privé.

Si réellement vous êtes sincères quand vous dites que vous êtes pour l'abolition, pourquoi mettre sans cesse des bois dans les roues, faire tout votre possible ou retarder la réalisation de l'objectif? Pourquoi, par des tactiques dilatoires, maintenir l'autorité d'un tribunal que vous aimez avec la moitié du cœur et que vous attaquez avec l'autre? Nous voulons savoir si vous êtes pour ou contre l'abolition

des appels. L'amendement du député de Maskinongé (M. Caron) n'est qu'une demande de sursis.

Si chaque fois qu'il s'agit d'abolir les appels au Conseil privé, on tente de faire mieux que cela, on ne réussira jamais. Il (M. Dumoulin) n'exclut pas la possibilité que la Cour suprême, siégeant en dernier ressort comme tribunal canadien, puisse être composée d'une façon particulière avec des représentants des provinces, lorsque des litiges constitutionnels mettront les provinces aux prises avec Ottawa.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Mon collègue de Beauharnois (M. Lemieux) avait présenté en 1945 un bill proposant d'amender le Code de procédure civile. À cette époque, le premier ministre avait déclaré que ce projet de loi était inopportun et inconstitutionnel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y avait des causes pendantes à ce moment.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Oui, mais il n'y en a plus. Le premier ministre estime-t-il encore que ce bill était inconstitutionnel? Le premier ministre a-t-il encore des doutes sur la constitutionnalité du bill Lemieux?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À mon avis, il y a trois sortes d'appels au Conseil privé: appels en droit civil, en droit criminel et en droit constitutionnel. Je crois que la province est l'autorité compétente pour prononcer l'abolition des appels en matière civile. Le fédéral est l'autorité compétente pour l'abolition des appels en matière criminelle. Les provinces et le dominion ont juridiction conjointe en matière de droit constitutionnel. Les appels ont été abolis en matière criminelle.

Si on décide d'abolir les appels en d'autres matières, il faut que ce soit un travail complet. Mais il faudra que la province soit consultée puisqu'en matière de droit civil, elle a des droits exclusifs tandis qu'elle possède des droits conjoints avec Ottawa, en ce qui concerne le droit constitutionnel.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Le premier ministre dit maintenant, si j'ai bien compris, que le bill Lemieux serait constitutionnel. Il y a contradiction.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a une différence entre l'exercice d'un droit et l'existence de ce droit.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je crois qu'il est normal que la province ait le droit d'abolir les appels en matière de droit civil. Je ne partage pas l'opinion du député de Maskinongé (M. Caron) sur la motion Dumoulin. Il n'y a pas de contradiction entre la motion et l'amendement. La motion Dumoulin et l'amendement Caron se complètent. Nous pouvons sans illogisme voter pour la motion, car l'amendement demande en définitive l'abolition des appels au Conseil privé. Le temps est venu de poser des actes, de s'affirmer.

Pourquoi devrions-nous aller à Ottawa si le Québec a les pleins pouvoirs pour abolir les appels? La province devrait poser les actes qui sont de son ressort en abolissant les appels de droit en matière civile.

Ce serait toujours autant de fait. Mais rien n'empêche que nous demandions à Ottawa de faire sa part. Le fédéral pourra ensuite procéder dans le domaine qui lui est propre. J'appuierai l'amendement et, si l'amendement était battu, je voterais pour la motion.

Je suis d'accord avec le principe posé dans l'amendement à l'effet que la province de Québec devrait avoir son mot à dire dans la nomination des membres du tribunal qui jugera en dernier ressort des conflits entre les provinces et le dominion.

Il serait facile de nommer des juges conjointement par Ottawa et les provinces. La situation serait clarifiée si, en 1945, la province avait aboli les appels au Conseil privé. On devrait le faire cette année.

**M. Chaloult (Québec):** Tout le monde est d'accord et les divergences d'opinions actuelles proviennent des attitudes prises dans le passé. Le premier ministre semble avoir évolué dans le bon sens au point de vue des appels au Conseil privé. C'est le fait d'un homme intelligent d'évoluer. Je constate que nous sommes tous substantiellement d'accord pour réclamer l'abolition des appels.

Il n'y a qu'une question de formalité entre la motion Dumoulin et l'amendement Caron. Les deux contiennent les mêmes principes. Mais il faudrait que le gouvernement montre sa sincérité en proposant maintenant une loi pour donner effet à sa motion. Je demande au gouvernement de poser le premier geste en abrogeant les articles du Code de procédure civile qui permettent l'appel de droit en matière civile.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** suggère de poursuivre le débat jusqu'à 7 heures, sinon la Chambre devra tenir une séance le soir.

**Un député oppositionniste:** Il y a encore beaucoup de nos députés qui voudraient parler et ils ne pourront le faire d'ici à 7 heures.

**M. Roberge (Lotbinière)** propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Sylvestre), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 9 heures ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### Deuxième séance du 16 avril 1947

##### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 9 heures.

##### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### Motions des députés:

##### Souveraineté judiciaire<sup>8</sup>

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné ce jour sur l'amendement proposé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), à la motion du représentant de Montmorency (M. Dumoulin), proposant:

Que,

Attendu qu'il est de l'intérêt de cette province que le Canada obtienne au plus tôt son entière souveraineté en matière juridique et mette fin à la tutelle judiciaire qu'un tribunal non canadien exerce encore sur nos cours de justice;

Cette Chambre invite le gouvernement canadien à soumettre au Parlement, actuellement assemblé, la passation d'une loi abolissant, selon la faculté reconnue par la récente décision du Conseil privé, tout droit d'appel à ce tribunal.

Et lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que", au commencement de la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec proclame de nouveau les droits exclusifs de la province en matière de droit civil et réitère son irrévocable volonté de maintenir intactes les prérogatives et libertés constitutionnelles de la province;

"Elle se déclare favorable à l'établissement d'un tribunal d'appel essentiellement canadien, siégeant au Canada, en dernier ressort, organisé et constitué de façon à sauvegarder l'autonomie des provinces, de la province de Québec en particulier, ainsi que celle du Canada."

**M. Roberge (Lotbinière):** J'approuve l'affirmation de droit du premier paragraphe de l'amendement. Je suis d'accord avec l'amendement dans la mesure où j'aimerais que les droits et les prérogatives de la province soient protégés et que la Cour de dernière instance soit entièrement canadienne et qu'elle siège au Canada. J'appuie également la déclaration de principe du deuxième paragraphe, mais je dois faire une réserve, qui m'empêchera de voter pour cet amendement.

Un tribunal mixte exigerait un amendement de la Constitution. Or, le député de Maskinongé (M. Caron) a proposé un amendement dilatoire. Je ne m'oppose pas à un amendement à la Constitution, qui ne correspond plus aux réalités de 1947, mais je ne veux pas d'un amendement à la Constitution ou d'un amendement à la loi de la Cour suprême, qui retarderait de plusieurs années l'abolition des appels.

Les appels de grâce sont abolis dès que le Parlement abolit les appels au Conseil privé et, en vertu du Statut de Westminster, le droit de faire des lois extraterritoriales appartient au fédéral. Même en étant favorable à une réforme de la Cour suprême, je ne pourrais appuyer l'amendement du député de Maskinongé.

M. Saint-Laurent a dit que les appels seraient abolis quand les pressions des provinces, en faveur de cette abolition, l'exigeraient. Pareille pression doit venir surtout de la province de Québec, le plus tôt possible.

Il (M. Roberge) retrace l'histoire du comité judiciaire du Conseil privé. Nous devons avoir au moins autant confiance dans la Cour suprême que dans le Conseil privé qui fut un jour en plein discrédit, dit-il. Il cite à cet effet une déclaration de M. C. H. Cahan<sup>9</sup>.

Il faut abolir les appels au Conseil privé. Les juges des tribunaux canadiens sont prisonniers des

décisions rendues par le Conseil privé. Les membres du Conseil privé n'étaient pas toujours des juristes de première grandeur et ils rendaient surtout des décisions politiques. La Cour suprême est la fidèle gardienne de la Constitution canadienne, et c'est le devoir de la Chambre de recommander au gouvernement fédéral d'abolir les appels au Conseil privé. Le premier ministre croit que la province peut abolir les appels en matière de droit civil. Qu'il le fasse! Établissons le principe que les décisions de la Cour suprême sont finales.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le gouvernement, en s'opposant à la motion Dumoulin, ne veut que protéger les avocats qui vont plaider à Londres, devant le Conseil privé. Le premier ministre veut protéger la profession dont il fait partie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député veut parler de cela, qu'il inscrive une motion et nous allons vider la question. On verra quels sont les avocats qui font de l'argent.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le premier ministre a déclaré, au cours de l'après-midi, que la Cour suprême n'était pas un tribunal canadien.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'amendement ne visait pas la Cour suprême.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Il a navigué comme d'habitude.

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne)** fait un long exposé de la question et résume les motifs pour lesquels il convenait d'appuyer le bill de M. Lemieux, en 1945. Toute cette agitation au sujet de l'abolition des appels au Conseil privé n'est pas nouvelle. Nous savons depuis plusieurs années que les appels devant la plus haute cour du Canada devraient être suffisants. Ces appels au Conseil privé sont la marque d'un colonialisme qui n'a pas sa place. C'est un signe d'infériorité. Nous demeurons dans le Commonwealth britannique par loyauté à Sa Majesté le roi, mais nous restons maîtres dans notre propre maison. Je suis pour la motion, mais contre l'amendement.

**M. Choquette (Montmagny):** Il y a deux ans, le député de Beauharnois (M. Lemieux) présentait une loi pour abroger l'article 68 du Code de procédure civile. Les libéraux ont voté pour ce bill en donnant leurs raisons. L'école libérale a

toujours été favorable à cette abolition des appels. Blake<sup>10</sup>, dès 1875, la préconisait et, plus tard, le juge Arthur Cannon et le très honorable Ernest Lapointe se déclaraient favorables à ce pas en avant.

Tandis que la vieille école tory, sauf quelques exceptions, tels le juge Mignault et C. H. Cahan, sont opposés à l'abolition de ces appels, ainsi qu'à la marche ascendante du Canada vers sa souveraineté. Il (M. Choquette) cite un rapport de *L'Action catholique* sur le débat en marge du bill Lemieux, pour démontrer l'attitude du premier ministre, il y a deux ans.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je n'ai pas un mot à retrancher à cela.

**M. Choquette (Montmagny):** Il est très difficile de savoir quelle est l'attitude du premier ministre sur ce sujet. En 1945, il s'objectait formellement à ce bill du député de Beauharnois (M. Lemieux) parce qu'il prétendait que les centralisateurs étaient favorables à l'abolition des appels. Au lieu de laisser discuter le bill Lemieux en Chambre, le premier ministre le référa au comité des bills publics. Le premier ministre a usé de mesures dilatoires pour empêcher l'abolition des appels au Conseil privé. Ce fut la première phase. La deuxième survint quand le premier ministre a déclaré que la Commission de refonte du Code de procédure civile allait discuter et étudier cette question. La Commission n'a pas encore fait rapport.

La troisième phase est survenue lorsque la Cour suprême du Canada décida que le Parlement canadien avait le droit d'abolir les appels au Conseil privé pour tout le Canada. Cette décision fut portée au Conseil privé, qui rendait en janvier une décision semblable. Lors de la discussion, devant le Conseil privé, c'était à l'Union nationale de prendre une attitude conforme aux intérêts de la province. On s'attendait à ce que la province de Québec soutienne alors que le gouvernement avait le droit d'abolir ces appels.

Au lieu de cela, le premier ministre a envoyé un avocat éminent à Londres, Me Beaulieu, pour empêcher que le Conseil privé ne se prononce dans le sens de la décision de la Cour suprême. Ce qui le préoccupait, ce n'était pas l'abolition des appels, mais le fait qu'il soit dit que c'était un gouvernement libéral qui avait obtenu le Statut de Westminster et que c'était également un gouvernement libéral qui avait obtenu la rupture de ce dernier lien.

Ce qui préoccupe surtout le premier ministre, c'est d'empêcher que l'on dise que c'est le

gouvernement fédéral qui a obtenu la rupture du dernier lien nous rattachant à l'Empire britannique, sans nous empêcher de maintenir notre libre association avec le Commonwealth, plutôt que d'abolir les appels au Conseil privé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
C'est une farce!

**M. Choquette (Montmagny):** La farce, c'est le premier ministre qui s'en rend coupable en présentant une nouvelle mesure dilatoire, comme il s'oppose à toute mesure libérale, à commencer par les allocations familiales. Le premier ministre s'est opposé à l'abolition des appels au Conseil privé parce que c'est une mesure libérale.

(Protestations à droite)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
M. l'Orateur, je vous demande de rappeler le député à l'ordre. Il (l'honorable M. Duplessis) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de ces paroles, alléguant que l'honorable député de Montmagny n'a pas le droit de lui imputer des motifs indignes et de laisser croire qu'un député n'est pas animé par l'intérêt public, mais est aveuglé par le fanatisme. Il demande à l'Orateur de forcer le député à retirer ses paroles.

**M. l'Orateur** maintient le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre (paragraphe 19° de l'article 285 du Règlement) et demande au député de Montmagny (M. Choquette) de retirer ses paroles. Je prie le député de s'en tenir à la motion, dit-il.

**M. Choquette (Montmagny):** M. l'Orateur, vous venez de rendre une décision dont on ne peut pas dire, comme on l'a dit des décisions du Conseil privé, qu'elle est politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
M. l'Orateur, je vous demande de rappeler le député à l'ordre et de le forcer à retirer ses paroles.

**M. Choquette (Montmagny):** (Souriant)  
Quelles paroles non parlementaires ai-je prononcées?

**M. l'Orateur** lui reproche de ne jamais accepter une décision, sans ajouter un commentaire ironique, contrairement aux règlements de la Chambre. L'honorable député a parlé sur un ton ironique. Quand l'Orateur rend une décision, dit-il, le

député peut en appeler, mais il n'a pas le droit de dire qu'il a rendu une décision politique. Je lui demande de retirer ses paroles. Il donne l'ordre au député de Montmagny (M. Choquette) de revenir à l'objet du débat et de s'y tenir, sans faire de commentaires ironiques.

**M. Choquette (Montmagny):** M. l'Orateur, j'ai dit que vous n'aviez pas rendu une décision politique et je retire mes paroles. Le premier ministre a fait proposer un amendement qui est une mesure dilatoire. C'est sa psychose antilibérale qui fait agir le premier ministre.

(Applaudissements à gauche)

(Protestations à droite)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je soulève un nouveau point d'ordre et je demande que vous forciez le député à retirer ses paroles. Ce que dit le député est injuste et faux. Il n'a pas le droit d'insinuer que ma conduite est dictée par une antipathie libérale. Je n'ai jamais mêlé la politique libérale à cette question.

**M. l'Orateur** insiste pour que le député de Montmagny (M. Choquette) retire ses paroles.

**M. Choquette (Montmagny):** J'aurais dû dire que c'est sa psychose pro-libérale qui le fait agir et qui l'incite à retarder l'abolition des appels au Conseil privé par des mesures dilatoires.

(Vives protestations du côté du gouvernement. On entend certains crier: "Dehors!")

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je vous demande de faire retirer ces paroles au député. J'exige, dit-il, une rétractation inconditionnelle.

**M. l'Orateur**<sup>11</sup>: Je demande au député de retirer ses paroles sans faux-fuyant, ni finasserie.

**M. Godbout (L'Islet)** veut parler.

(Protestations à droite)

**M. l'Orateur** permet au chef de l'opposition de prendre la parole.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre a soulevé deux points d'ordre, et nous n'avons pas eu

le temps de les discuter. Je voulais discuter le premier point d'ordre, mais l'Orateur s'est levé avant moi, ce qui m'a empêché d'exposer ce que j'avais à dire. Il (M. Godbout) veut revenir sur l'affaire.

**M. l'Orateur:** Ma décision est rendue.

**M. Godbout (L'Islet)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix, et la Chambre se divise<sup>12</sup>.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Leclerc, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 45.

**Contre:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Roberge, Ross, Sylvestre, 28.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. l'Orateur** somme de nouveau, en conséquence, l'honorable député de Montmagny (M. Choquette) de retirer ses paroles.

**M. Choquette (Montmagny):** Je me rends à la décision de la majorité de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, non. Retirez vos paroles.

**M. l'Orateur:** Ce n'est pas la majorité de la Chambre qui a ordonné au député de Montmagny (M. Choquette) de retirer ses paroles, mais l'Orateur.

**M. Choquette (Montmagny)** retire ses paroles sans restrictions.

Il (M. Choquette) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné<sup>13</sup>.

(Applaudissements à gauche et chant à l'attention du député de Montmagny)<sup>14</sup>

### Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 10<sup>15</sup>.

### NOTES

1. Le premier ministre est né le 20 avril 1890, mais les parlementaires choisissent de célébrer son anniversaire un peu plus tôt. Du même coup, ils évitent ainsi d'engorger une fin de session qui s'annonce déjà occupée. Entre les deux séances de la journée, une célébration est organisée. La fête est décrite ainsi par les journaux: "Hier soir, au Café du Parlement, les députés et les conseillers législatifs de l'Union nationale offraient un dîner d'honneur au premier ministre et chef de l'Union nationale, à celui que l'animateur de la fête, M. Hormisdas Langlais, appelait plutôt le "chef incontesté et incontestable de toute la province de Québec". La fête revêtait un grand éclat, tant par le nombre des convives que par le soin avec lequel on avait pourvu au menu et aux détails de la célébration. M. Hormisdas Langlais, chef des whips de l'Union nationale au Parlement, présidait. Il avait à ses côtés: MM. Maurice Duplessis, Alphonse Raymond, président du Conseil législatif, Onésime Gagnon, trésorier provincial et doyen de la droite et M. Édouard Asselin, leader ministériel à la Chambre haute. À l'heure des santés, MM. Langlais, Gagnon, Asselin et Henri Jolicoeur, se sont faits les interprètes de leurs collègues pour souhaiter longue vie à M. Duplessis et lui exprimer la reconnaissance du groupement politique auquel ils appartiennent, selon *Le Devoir* du 17 avril 1947, à la page 9.

Le dîner, que la bouche la plus délicate d'un prince n'aurait pas dédaigné, se déroulait entre deux séances de l'Assemblée législative, car la Chambre, ajournée à 6 heures, devait reprendre ses délibérations à 9 heures précises. Et la consigne de la ponctualité

fut observée, selon *Le Devoir* du 17 avril 1947, à la page 9.

Les parlementaires de l'Union nationale, par l'intermédiaire de M. Langlais, ont présenté à M. Duplessis, en témoignage de leur estime, un tableau du peintre Cornelius Krieghoff. La pièce représente "un intérieur canadien-français vers 1846". On lui reconnaît une valeur artistique inestimable en argent. Elle a été acquise au prix de \$3,000. M. Duplessis, avec grande émotion, remercie les organisateurs de la soirée et les convives. Mais le plus beau tableau qu'on puisse lui offrir, dit le premier ministre, c'est encore la collaboration constante et sincère des amis de l'Union nationale, selon *Le Devoir* du 17 avril 1947, à la page 9; "personnellement, je suis profondément attaché au passé et je crois que sans les leçons qu'il imprime dans nos cœurs, il n'y aurait rien de durable", selon *The Gazette* du même jour, à la page 17.

2. La première corbeille, de roses bleues, blanches et rouges, est un don des députés de l'Union nationale, alors que la seconde est offerte par les courriers parlementaires, selon *Le Devoir* du 17 avril 1947, à la page 9.

3. Dans *Le Droit* du 17 avril 1947, à la page 8, on rapporte plutôt le mot "province".

4. *Le Nouvelliste* du 17 janvier 1947, à la page 15, écrit plutôt: "ferrailé avec ardeur".

5. Dans *Le Droit* du 17 avril 1947, à la page 8, on rapporte plutôt le mot "province".

6. *Le Soleil* du 17 avril 1947, à la page 18, avance plutôt "qu'il faut remonter à 1875 pour retrouver les premières tentatives faites par nos hommes publics dans ce domaine (celui des appels au Conseil privé)".

7. *Le Nouvelliste* du 17 avril 1947, à la page 9, écrit plutôt "bâtons" dans les roues.

8. La discussion reprend quelques minutes après 9 heures, selon *Le Soleil* du 17 avril 1947, à la page 18.

9. Avocat et homme politique originaire de la Nouvelle-Écosse (1861-1944). En 1930, il fut nommé au Conseil privé.

10. Il s'agit sans doute de Dominick Edward Blake, politicien et juriste ontarien (1833-1912). Considéré comme un expert des affaires constitutionnelles

canadiennes, il fut appelé en tant que conseiller à diverses occasions devant le Comité judiciaire du Conseil privé.

11. *Le Canada* du 18 avril 1947, à la page 14, naturellement plus favorable au gouvernement, soutient que l'Orateur est ici "visiblement ennuyé".

12. *L'Événement-Journal* du 17 avril 1947, à la page 1, soutient que le vote est pris à 11 h 10.

13. Au dire du journaliste de *L'Action catholique* du 17 avril 1947, à la page 3: "La situation se gâtait tellement que l'heure de l'ajournement apporta un véritable soulagement à tous ceux qui suivaient les péripéties de la nouvelle passe d'armes entre le député de Montmagny (M. Choquette) et le premier ministre et sentaient l'atmosphère de l'Assemblée législative chargée d'électricité".

14. *Le Canada* du 18 avril 1947, à la page 14, prétend que, au moment de l'ajournement, "l'opposition a longuement applaudi M. Fernand Choquette et entonné un chant de gloire". De plus, "le duel Choquette-Duplessis a passionné le public des galeries".

15. *Le Soleil* du 17 avril 1947, à la page 18, avance que la Chambre s'ajourne à 11 h 10; cependant, *Le Devoir* du même jour, à la page 9, prétend que la séance a été ajournée à 11 heures.



## Première séance du jeudi 17 avril 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Travaux de la Chambre:

## Horaire des séances

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre tienne, à l'avenir, trois séances tous les jours sauf le dimanche: la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois heures à six heures de l'après-midi; la troisième, de huit heures et quart à onze heures et demie du soir; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait aux séances du mardi, sauf à la séance du mercredi après-midi, où l'ordre des affaires sera réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement qui donnent préséance aux lois et motions annoncées par les députés.

Adopté.

## Projets de loi:

## Écoles protestantes d'Outremont

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 73 concernant les écoles protestantes de la cité d'Outremont.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 73 concernant les écoles protestantes de la cité d'Outremont.

Adopté.

## Corporations et compagnies

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 concernant les corporations et compagnies soit maintenant lu une troisième fois.

Les libéraux ont mauvaise grâce de critiquer cette loi puisqu'il y avait, dans l'ancienne loi, une disposition semblable permettant au gouvernement libéral d'exempter de taxes qui il voulait. Il (l'honorable M. Gagnon) donne comme exemple de ce pouvoir le fait que le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) a exempté d'une somme de \$83,000 le *Montreal Daily Star*.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Bien qu'il soit opportun de taxer les corporations, le gouvernement devrait considérer si, ce faisant, il ne place pas les industries dans une position inférieure face à leurs concurrents des autres provinces. Le bill, tel que libellé et à cause de certaines de ses clauses, est de nature à pénaliser les industries québécoises. Les industries ontariennes ont profité de certains privilèges qui ont été refusés aux industries québécoises. Le fait de présenter cette loi est une erreur de la part du gouvernement, et il est peu réaliste pour le Québec d'adopter des taux de taxation identiques à ceux de l'Ontario, parce que cette province est située plus au centre du pays, parce qu'elle est plus évoluée dans le domaine manufacturier, plus industrialisée et qu'elle jouit de plus d'avantages que le Québec. Il (M. Marler) fait une étude comparée des taxes imposées dans Québec et dans l'Ontario.

Avec la taxe de vente, la taxe sur les repas, le taux des licences automobiles, etc., la population de Québec est bien plus lourdement taxée que celle de l'Ontario. Québec a été le jouet de l'Ontario dans l'entente en vertu de laquelle les deux provinces ont imposé la même taxe de 7 % sur les corporations. On n'aurait pas dû porter de 5 % à 7 % l'impôt sur les profits des corporations quand le gouvernement prévoit un surplus de \$10,000,000.

Il (M. Marler) s'objecte à donner au gouvernement la permission de changer la taxe à volonté. Il n'est pas d'accord non plus avec la partie du bill qui autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à faire appliquer la loi, parce que l'autorité doit demeurer entre les mains de l'Assemblée.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** approuve tout ce qu'a dit le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) à ce sujet. Il (M. Mathewson) désapprouve l'article 33 du présent projet de loi. Par cette clause, les représentants du peuple donnent au gouvernement l'autorisation de changer ou de modifier les impôts décrétés par ce

bill. On exigera le plein montant de certaines compagnies et on aura la faculté d'exempter les amis.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'ancien trésorier sait-il que cette loi existait textuellement dans sa propre loi qu'il a administrée jusqu'à l'entente de 1942?

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Oui, c'est justement parce que j'ai administré cette loi pendant plusieurs mois que je suis en mesure de la critiquer. Cette clause contient un mauvais principe qui accorde une liberté d'action injustifiée, en ce qui regarde les revenus, et c'est là-dessus que la Commission Montpetit s'est divisée. C'est un grave abus et un principe dangereux, même s'il existait dans l'ancienne loi. Je me suis aperçu, dit-il, de la nocivité de cet article en arrivant au pouvoir en 1939, mais l'entente de 1942 lui a enlevé toute signification.

Si j'avais eu à administrer cette loi plus longtemps, je l'aurais certainement fait changer. J'avais demandé au département de préparer une refonte, en tenant compte des sains principes d'économie politique. Il est mieux d'imposer une taxe plus lourde, mais certaine et égale pour tout le monde, qu'une taxe dont on ne peut prévoir d'avance la portée. Toutes les taxes sur les corporations devraient être soumises à une révision en profondeur.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Les libéraux ont mauvaise grâce de critiquer une loi qui est la reproduction de ce qu'ils ont appliqué quand ils étaient au pouvoir. L'ancien trésorier a administré la loi de novembre 1939 jusqu'à l'entente de 1942, avec le fédéral. En trois ans, il aurait eu amplement le temps de baser sa politique de taxation sur les principes d'économie politique et de faire disparaître la clause, s'il n'avait pas été si occupé à sauver l'Empire avec ses amis d'Ottawa.

L'ancien trésorier (M. Mathewson) qui critique une clause qu'il a appliquée pendant trois ans a fait bien pire, lorsqu'il a fait donner non pas au cabinet, non pas au trésorier, mais au contrôleur du revenu le pouvoir d'accorder des exemptions, en ce qui concerne la taxe d'amusement.

Quel mal il y a de permettre au contrôleur de faire certaines enquêtes? Lui (M. Mathewson) qui s'évertue à servir ses maîtres d'Ottawa, il devrait voir ce qui se passe dans la capitale fédérale où l'on accorde au contrôleur du revenu des pouvoirs dictatoriaux.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** dit qu'il avait simplement donné au contrôleur le pouvoir d'exempter de la taxe d'amusement certaines représentations données dans les salles paroissiales. Il (M. Mathewson) trouve le projet de loi inique.

**M. Godbout (L'Islet)** dit qu'il a déjà émis ses objections à ce bill. Il résume comme suit ses objections au bill:

1. Québec impose des taxes nouvelles à mesure qu'Ottawa les enlève pour soulager le contribuable, et quand la province et le gouvernement n'en ont pas besoin. Alors même que le gouvernement prétend avoir un surplus important, cette loi impose aux industries québécoises de lourdes taxes.

2. Il (le bill) fait payer deux fois des compagnies qui ont été exemptées à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1941, mais qui avaient payé pour toute l'année.

3. Il donne au gouvernement un pouvoir discrétionnaire trop considérable dans l'application de la loi. C'est un mauvais principe de donner au gouvernement le droit de modifier des taxes imposées par l'Assemblée législative.

4. Le fait d'imposer une taxe seulement pour réaffirmer les droits du gouvernement dans un champ particulier de taxation n'est pas une bonne façon d'administrer les deniers publics. Un tel principe est entièrement mauvais.

Il n'est pas équitable de permettre à un gouvernement de modifier à sa discrétion la taxe payée par une corporation ou une autre. Un tel principe, je le maintiens, est très mauvais. Cette loi place la province dans un état d'infériorité non seulement vis-à-vis de l'Ontario, sa principale concurrente, mais vis-à-vis aussi de la Colombie canadienne qui, à cause de son développement industriel, devient aussi une concurrente du Québec. Dans l'Ontario, il n'y a pas de taxe de vente, et ce n'est pas le moment, quand la concurrence augmente, de passer une loi de ce genre. Un tel geste s'avérerait préjudiciable aux industries du Québec parce que les industriels des autres provinces bénéficient de certaines exemptions de taxes.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford),

Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Labbé, Langlais, Larivière, Laurendeau, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 51.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 31.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Loi des valeurs mobilières**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 modifiant la loi des valeurs mobilières soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Loi des tribunaux judiciaires**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 64 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 235, le suivant:

"235a. L'article 273 s'applique, *mutatis mutandis*, aux juges des sessions."

2. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 242, le suivant:

"242b. Les années pendant lesquelles un juge des sessions a rempli, à une époque antérieure à sa nomination, une fonction judiciaire à laquelle était attachée une pension en vertu des articles 254, 262 ou 274 de la présente loi ou en vertu du présent paragraphe 2, lui sont comptées pour les fins de sa pension comme juge des sessions."

3. Que l'article 254 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 10 George VI, chapitre 12, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la première ligne du troisième alinéa, les nombres et mot "236 à 243", par les nombres et mot "236, 237, 238, 239, 240, 240a, 241, 242, 242a et 243".

4. Que l'article 262 de ladite loi, modifié par l'article 5 de la loi 10 George VI, chapitre 12, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la première ligne du quatrième alinéa, les nombres et mot "236 à 243" par les nombres et mot "236, 237, 238, 239, 240, 240a, 241, 242, 242a et 243".

5. Que l'article 273 de ladite loi soit modifié en ajoutant après le mot "cité", dans la huitième ligne du paragraphe 2, les mots "ou une ville".

6. Que l'article 274 de ladite loi, remplacé par l'article 9 de la loi 9 George VI, chapitre 18, soit modifié en ajoutant après le nombre "242" dans la deuxième ligne, le nombre ", 242a".

7. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accepter la démission de tout juge des sessions qui, ayant atteint l'âge de soixante-neuf ans, a rempli la charge de juge des sessions durant une période de plus de dix-sept ans, et de lui accorder une pension annuelle, payable à même le fonds consolidé du revenu, égale au traitement attaché à la charge qu'il remplissait lors de sa démission et que l'acceptation de la démission d'un juge des sessions et l'octroi d'une pension en vertu de la présente résolution ne puisse avoir lieu après le premier juillet 1947.

8. Que les dispositions de l'article 242 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) s'appliquent à la veuve d'un juge des sessions qui, lors de son décès, bénéficiait d'une pension en vertu de la résolution 7 ci-dessus.

9. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Cette loi a pour but, entre autres choses, de permettre à l'honorable juge en chef Hugues Fortier<sup>1</sup>, de la Cour des sessions de la paix de Québec, de prendre sa retraite après avoir exercé ses hautes fonctions pendant 18 ans et de retirer la pension à laquelle il aurait eu droit au bout de 20 ans de service, comme un juge en chef.

Bien qu'il fût un adversaire politique lorsqu'il a siégé en cette Chambre, j'ai toujours salué en M. Fortier un parfait honnête homme et un gentilhomme dans toute l'acceptation du terme. Il a également été un juge compétent et consciencieux, et c'est justement parce que son état de santé ne lui permet plus d'exercer ses fonctions aussi consciencieusement qu'il le voudrait qu'il a demandé à prendre sa retraite.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** et **M. Bienvenue (Bellechasse)** souscrivent à cet éloge et approuvent le geste du gouvernement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** pose une question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aucune mesure ne sera présentée au cours de la présente session pour augmenter le traitement des juges de la Cour des sessions ou de la Cour de magistrat.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande qui remplacera le juge Fortier?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'avons pas de candidat. Je vais être obligé d'insérer une annonce dans les journaux.

Les résolutions sont adoptées.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64

modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Loi des produits laitiers

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 53 modifiant la loi des produits laitiers.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 53 sans l'amender.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Corporations municipales et scolaires<sup>2</sup>

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 62 concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**M. Chaloult (Québec):** J'ai reçu de nombreuses protestations de la part de certaines organisations ouvrières contre le projet de loi.

(Lisant un télégramme de M. Gérard Picard, président général de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.)) Le ministre est-il au courant des protestations à l'encontre du bill?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** J'ai rencontré hier une délégation des employés municipaux, qui m'ont demandé de retarder l'étude du bill, en attendant que d'autres organisations ouvrières aient eu l'occasion de se faire entendre. Je n'ai pas cru, dit-il, devoir faire droit à cette demande. Les représentations qu'on m'a faites ne sont pas toutes justifiées. Nous croyons que la présente loi est nécessaire pour maintenir de bonnes relations entre les municipalités et leurs employés. Les deux parties doivent être protégées en cas de différends.

Dans le passé, l'arbitrage obligeait certaines municipalités à encourir des dépenses considérables, non prévues par le budget, et les mettait dans l'embarras. La présente loi oblige simplement les arbitres à tenir compte de la situation financière des municipalités qui peut être affectée par une sentence arbitrale.

Et, dans les cas de conflit, nous croyons que la Commission municipale est le tribunal compétent et qu'elle constitue le meilleur rempart des corporations municipales et scolaires. Nous disons dans la loi que la municipalité pourra faire appel à la Commission municipale qui décidera.

On dira: "Il faut faire confiance aux tribunaux d'arbitrage." Je l'admets, mais il y a toujours appel d'un jugement. Si les arbitres rendent des sentences qui bouleversent tout le budget des corporations municipales et scolaires au point qu'elles soient incapables de faire face à leurs obligations, le droit d'appel agira comme soupape de sûreté. C'est le but de la loi. La Commission municipale pourra prendre les moyens voulus pour rétablir les finances et protéger par le fait même le salaire des employés.

Nous n'aiderons certainement pas les employés municipaux en poussant les municipalités à la banqueroute, par une sentence décrétant une hausse de salaires. Les employés en souffriront. D'autre part, les ouvriers qu'on veut protéger sont eux-mêmes des contribuables. Ils ont droit à autant de protection comme contribuables que comme salariés.

**M. Chaloult (Québec):** Je ne vois pas pourquoi, dit-il, les employés municipaux ne seraient pas soumis à la loi générale, et je m'objecte à ce que les arbitres tiennent compte de l'état financier des corporations municipales. La loi conduira certainement à de graves abus. Des municipalités sont mal administrées. Il y en a qui se privent de revenus en accordant des exemptions de taxes à des riches, à de grosses compagnies, et qui prévoient même des fonds pour la caisse électorale.

En vertu de la présente loi, si l'administration est mauvaise ou les municipalités manquent de ressources, les employés devront nécessairement en subir les conséquences et peuvent ainsi être privés de leurs droits. Je ne m'explique pas le présent projet de loi. Il y aura appel à la Commission municipale. Je ne vois pas ce que cette Commission a à faire là-dedans.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** C'est une mesure propre à assurer la solvabilité des corporations municipales ou scolaires, tout en protégeant les employés. Le contrôle financier de toutes les municipalités de la province est exercé par la Commission municipale et protège ainsi les employés. Si une municipalité est mal administrée, n'est-il pas nécessaire que la Commission municipale soit mise au courant et remédie au mal, afin que les employés ne soient pas privés des augmentations auxquelles ils ont droit? Et voilà en quoi la loi protège les deux parties en cause.

Il (l'honorable M. Dussault) suppose aussi le cas de municipalités bien administrées, mais dans des conditions telles que le fardeau des taxes retombe surtout sur le petit propriétaire. Il ne faut pas excéder la capacité de payer du contribuable. Autrement, les employés ne seront pas plus avancés. Ce qui importe, c'est qu'il y ait un tribunal susceptible de bien protéger les deux parties. Et ce tribunal ne peut être mieux désigné en l'occurrence que la Commission municipale.

**M. Chaloult (Québec):** Si une municipalité est mal administrée, si elle accorde des exemptions de taxes odieuses, ses employés devront écopier et seront en conséquence privés du droit à l'arbitrage. Le salaire de l'ouvrier est quelque chose de sacré qui ne doit pas être touché. Il ne doit pas être proportionné à la capacité de payer de l'employeur. Le salaire familial est dû en justice.

Les corporations municipales et scolaires sont des patrons comme les autres. Elles doivent tenir compte de la justice sociale et donner un salaire familial à leurs employés. Voici une loi qui les place sur un pied d'infériorité. Il n'y a pas de différence entre l'employé d'une municipalité et l'employé industriel. Il faut au premier comme au second un salaire raisonnable pour faire vivre sa famille et pratiquer quelques économies pour ses vieux jours.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** n'est pas du même avis. Dans toutes les administrations publiques, dit-il, il y a trop d'employés. Au gouvernement, c'est la même chose.

**M. Chaloult (Québec):** Ce n'est pas une raison pour mal payer les employés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les corps publics ont toujours plus d'employés à payer qu'ils n'en ont besoin, et d'ailleurs, il n'est pas juste de payer un salaire élevé à un employé qui a de nombreux enfants, simplement parce qu'il a des enfants. Un homme compétent qui a un seul enfant doit être payé plus cher qu'un père de 10 enfants qui n'est pas compétent. Il faut faire une différence entre une administration confiée à des hommes élus par le peuple et une administration privée.

Des sentences arbitrales absolument injustes ont été rendues. Elles pourraient peut-être soulever moins d'objections, s'il s'agissait d'entreprises privées, mais dans le cas des municipalités, c'est la masse du peuple qui est affectée. Il n'appartient à aucune classe de se substituer aux représentants du peuple. Autrement, c'est l'anarchie. En régime démocratique, on fait confiance aux administrateurs. Si l'on juge qu'ils ne donnent pas satisfaction, on les remplace.

**M. Chaloult (Québec):** Les municipalités sont des patrons, tout comme les chefs d'entreprises privées.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** ne partage pas cet avis. L'industriel qui se lance dans les affaires pour faire de l'argent et n'est pas capable de payer un salaire raisonnable n'a qu'à disparaître. Les municipalités ne sont pas dans le même cas et ne peuvent être assimilées à un patron qui travaille pour les profits. Bien souvent, le maire et les conseillers ne sont pas payés. La municipalité n'exploite pas le travail des employés pour faire des bénéfices, mais pour administrer le bien des autres.

**M. Chaloult (Québec):** Je diffère d'opinion. Au point de vue de la justice sociale, il n'y a aucune différence. Il faut tenir compte des directives pontificales sur le salaire familial. En justice sociale, un ouvrier qui a 12 enfants<sup>3</sup> doit être capable de faire vivre ses 12 enfants et mettre un peu d'argent de côté pour ses vieux jours.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Des théologiens prétendent que le salaire familial est une lubie. Les allocations familiales sont données pour prévoir le salaire familial pour l'ouvrier. Un ouvrier compétent doit être mieux payé qu'un ouvrier incompétent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Réclamer un traitement égal pour les serviteurs du peuple et les serviteurs des compagnies privées, c'est du bolchévisme.

**M. Chaloult (Québec):** Non, c'est de la justice sociale. Je ne puis croire que le gouvernement va insister. S'il y a des allocations familiales, c'est que les patrons ne paient pas ce qu'ils devraient payer. Les municipalités ont des ouvriers comme les autres patrons, et ces ouvriers ont les mêmes droits que ceux qui travaillent pour la Shawinigan. Je ne vois pas pourquoi on mettrait les employés municipaux sur un pied d'infériorité. En vertu de quel droit veut-on forcer les arbitres à tenir compte de la situation financière?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne peut condamner une municipalité à payer si elle n'a pas les moyens. Les employés municipaux ne sont pas des ouvriers à proprement parler. Ils travaillent pour le peuple. Les corporations municipales et scolaires, c'est le bien public. Si vous mettez le bien public en faillite, serez-vous plus avancé?

À la demande des corporations municipales et scolaires, nous voulons seulement mettre de l'ordre là où il y a du désordre. Une corporation municipale ou scolaire ne peut être assimilée à une entreprise privée, et les municipalités à des chefs d'industries.

Les conseils municipaux n'administrent pas leur propre chose en vue d'un profit, ils administrent la chose de tout le monde. Il faut faire confiance aux administrateurs élus par le peuple. Si les administrateurs ne sont pas bons, qu'on les remplace, mais qu'on ne permette pas à des organismes non responsables au peuple de rendre des décisions qui affectent toutes les finances publiques. Si les corporations ne peuvent plus payer, ce sont les employés qui y perdront. Il s'agit d'empêcher la ruine de certaines corporations municipales et scolaires, ce qui serait au détriment de tout le monde.

**M. Chaloult (Québec):** Je n'admet pas que des municipalités qui administrent mal l'argent du public puissent, par cette loi, se dispenser d'accorder des salaires raisonnables à leurs employés. Je ne soupçonne pas pour un instant la bonne foi du ministre, mais cela, ça me paraît une injustice. Le présent projet de loi m'a fait sursauter. J'ai cru qu'on le retirerait après la première lecture. C'est avec des lois comme celle-là qu'on achemine une nation vers le communisme.

Je considère que ce projet de loi consacre une grave injustice sociale et je suis tout surpris de constater que le gouvernement le fait discuter cet après-midi, et je ne comprends pas qu'il persiste à vouloir le faire adopter, malgré les protestations violentes de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada qui représente 60,000 ouvriers dans la province.

On donne à la Commission municipale le droit de réviser la décision du Conseil d'arbitrage. Cela n'est pas dans les attributions de la Commission municipale de s'occuper de ces questions, et cette loi nous conduit à l'arbitrage. Qu'est-ce que la Commission municipale a à faire dans les questions de salaires? Tous les employés ont le droit de vivre. Tous les employés des municipalités et des corporations scolaires doivent avoir des augmentations de salaire à cause de la hausse du coût de la vie.

Avec le présent projet de loi, ils ne pourront obtenir les augmentations nécessaires qui leur sont dues et auxquelles ils ont droit. Les municipalités auront toujours de bonnes raisons pour ne pas payer. Je ne puis me figurer que, très sincèrement, le gouvernement insiste pour l'adoption du présent bill.

Chez les employés municipaux, on est unanimes à s'objecter. J'ai eu l'occasion de rencontrer ceux de l'hôtel de ville de Québec à ce sujet. Nous avons discuté ensemble et ils s'opposent au projet de loi. Les employés municipaux de Québec sont révoltés. J'ai devant moi la dépêche pondérée et mesurée de M. Gérard Picard qu'il a envoyée au premier ministre (l'honorable M. Duplessis) et au ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dussault).

M. Picard, président de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.), est un avocat en vue, un chef ouvrier intelligent et tout dernièrement, à l'occasion d'une délégation de la C.T.C.C. à Ottawa, M. Louis Saint-Laurent lui a rendu publiquement hommage.

M. Picard trouve que le principe du bill est faux. Il estime que la Commission municipale n'est pas un tribunal d'arbitrage, mais un tribunal de censure. On me dit que les internationaux doivent aussi protester contre le bill. On donne trop de pouvoir à la Commission municipale en lui permettant de casser une ordonnance arbitraire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ridicule. Il ne s'agit pas ici d'une loi pour les ouvriers, mais pour les corporations municipales.

**M. Chaloult (Québec):** Les fonctionnaires de la province ont des salaires absolument insuffisants.

**M. l'Orateur** rappelle à l'ordre le député, parce qu'il n'est pas, dans le bill, question de ces employés.

**M. Chaloult (Québec):** Pourquoi n'a-t-on pas soumis le projet au Conseil supérieur du travail et consulté les unions ouvrières? D'après la loi, la grève est interdite aux employés municipaux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, et avec raison.

**M. Chaloult (Québec):** Je ne discute pas ce point-là, je constate. En cas d'appel devant la Commission municipale, les employés municipaux ne se trouvent plus protégés. On peut facilement les exploiter. Je ne m'explique pas que le projet n'ait pas été soumis au Conseil supérieur du travail, composé de gens compétents, auxquels on peut se fier.

Pourquoi l'a-t-on créé si on ne s'en sert pas? C'était l'organisme tout désigné pour apprécier une pareille mesure. Est-ce qu'on présumait que le Conseil supérieur du travail ne voudrait pas accepter ce projet de loi? Je suis convaincu qu'il n'en aurait jamais accepté le principe. Je ne doute pas des sympathies du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) et du ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dussault) pour les ouvriers, mais je ne saurais en dire autant du gouvernement.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Je ferai remarquer à mon honorable ami que tout ce qui a été fait pour les ouvriers - et le ministre énumère diverses initiatives en faveur de la classe ouvrière - sous l'Union nationale, l'a été après approbation par le gouvernement sur recommandation du ministre. Dans le présent cas, le projet de loi regarde les municipalités et non pas le travail.

**M. Chaloult (Québec):** Je reste convaincu que le gouvernement est généralement hostile à la classe de notre population qui mérite le plus de considération et de pitié, les ouvriers. La classe ouvrière est la classe qui peine, qui souffre, qui élève de nombreux enfants et qui a besoin de protection. Ce projet de loi part d'un faux principe et il révèle une mentalité que je n'aime pas. Je voterai contre. J'espère que le gouvernement apportera des amendements qui rendront acceptable le présent projet de loi.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Si le député de Québec avait étudié attentivement et

suffisamment cette loi, il aurait vu que le bill peut protéger l'ouvrier même, qui est appelé à payer des taxes autant que la municipalité. Je suppose qu'un comité d'arbitrage impose à une municipalité une dépense qu'elle n'est pas capable de payer. Sans le bill, la municipalité risque d'être mise en défaut, et si la Commission municipale n'est pas avertie à temps pour remédier à la situation, les ouvriers vont perdre leur salaire. Ils en souffriront énormément. Voilà que le bill, qui était un ours tout à l'heure, devient un lièvre. L'ouvrier paie des taxes lui aussi. Si on ruine une municipalité, il paiera.

Avertie par le mécanisme du bill, la Commission va prendre les moyens de remettre la municipalité en état, de façon que les employés soient payés. Et les ouvriers sont des contribuables comme les autres. En bien des cas, ils constituent même la majorité des contribuables. Ils ont droit à autant de protection quand ils payent des taxes que quand ils reçoivent un salaire. Cette mesure de sécurité que nous donnons aux ouvriers est une mesure de sécurité pour chaque ouvrier qui paye des taxes. Cette loi nous était demandée depuis des années, surtout depuis que l'arbitrage est entré dans les affaires municipales.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Mon expérience, dit-il, en ce domaine m'a fait constater que généralement les employés municipaux sont portés à faire prévaloir le fait que leur municipalité ne paie pas des salaires égaux à ceux d'autres villes de même importance et que les administrations publiques ne paient pas aussi bien que les administrations privées. L'expérience m'a fait constater que les municipalités paient des salaires convenables.

La capacité de payer d'une municipalité est à considérer, mais il n'est pas nécessaire de présenter une pareille loi pour cela. Il ne faut pas que les municipalités soient dans l'obligation d'augmenter les taxes d'une façon démesurée.

Quant à la question des appels devant la Commission municipale, je crois que la loi est injuste parce qu'elle donne le droit d'appel aux municipalités, mais pas aux employés. Les employés devraient aussi avoir ce droit. Il faut donner justice égale aux deux parties.

(Applaudissements à gauche)

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Où va nous conduire cette loi? La loi est grave de conséquences. Elle rend illusoire le droit des employés de recourir à l'arbitrage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Dans les démocraties, il appartient aux représentants du peuple de conduire. Personne ne peut s'arroger leurs droits. Dans les administrations publiques, je le répète, le nombre des employés dépasse le chiffre des personnes nécessaires. Ce serait mal servir le public que d'imposer à l'aveuglette aux municipalités des charges qui pourraient les conduire à la ruine.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il s'agit de savoir si les employés municipaux ne devraient pas être régis par les lois ordinaires d'arbitrage. Il s'agit d'un principe que je n'accepte pas. Peut-on vraiment se prévaloir de l'argument qu'il y a trop d'employés dans les administrations publiques pour ne pas payer aux bons hommes un salaire qu'ils méritent?

La loi n'est pas claire en ce qui concerne la rétroactivité. Le premier ministre dit que les associations d'employés ne doivent pas pouvoir dicter leurs volontés aux administrateurs élus par le peuple. C'est précisément pour cela que le droit de grève leur a été enlevé. Mais on n'a pas le droit de leur enlever le recours à l'arbitrage. La sentence des arbitres pourra être révoquée parce qu'il n'y a appel que d'un côté. Et que fait le gouvernement des contrats collectifs de travail? Cela relève du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). Ce bill donne aux arbitres un vote de non-confiance. C'est injuste et je suis contre cette loi.

(Applaudissements à gauche)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 24b de l'article 2, qui se lit comme suit:

"24b. Lorsqu'une corporation municipale ou une corporation scolaire est partie à un différend, le conseil d'arbitrage doit tenir compte, pour la décision du différend, de la situation financière de cette corporation, de sa capacité de faire face aux obligations additionnelles qui lui peuvent résulter de la sentence et des impôts qui grèvent déjà ses contribuables.

"Dans le cas du présent article, le conseil d'arbitrage ne peut fixer l'entrée en vigueur de la sentence avant le seizième jour qui suit la date de son émanation; s'il y a appel en vertu de l'article 24c, l'exécution est suspendue jusqu'à l'adjudication finale de la Commission sur cet appel."

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges) et M. Hamel (Saint-Sauveur)** se demandent si le



dernier paragraphe de l'article 24*b*. n'enlève pas aux comités d'arbitrage le droit de donner un effet rétroactif à leurs sentences.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **l'honorable M. Dussault (Portneuf)**: L'exécution de la sentence est suspendue pendant 15 jours pour permettre l'appel, mais rien n'empêche le tribunal d'arbitrage de donner un effet rétroactif à la sentence. Les effets de la sentence ne sont aucunement diminués. Ils sont simplement retardés quelque peu.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Si le texte n'est pas suffisamment clair, dit-il, je n'ai pas d'objection à l'amender.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)**: Le bill me semble, dit-il, rendre l'arbitrage illusoire. Je suis d'accord avec le premier ministre pour dire que souvent les municipalités ont trop d'employés, comparativement à leurs besoins. Mais est-ce une raison pour ne pas payer convenablement ceux qui sont nécessaires?

**M. Chaloult (Québec)** est aussi de cet avis. S'il y a trop d'employés, dit-il, qu'on mette de côté les employés inutiles et qu'on paye ceux qui restent convenablement. La plupart des ouvriers sont locataires et ne payent qu'un montant nominal de taxes. Le principe du salaire familial est admis partout, mais là où il y a des conditions économiques normales et pour des familles moyennes.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)**: La loi risque de rendre l'arbitrage illusoire, et même si les deux parties pouvaient en appeler à la Commission municipale, en pratique, l'appel n'existe qu'à l'avantage des municipalités. L'ouvrier ne pourra être raisonnablement contribuable que dans la mesure où il sera raisonnablement payé.

Les officiers de la C.T.C.C. sont compétents, modérés, animés d'un sentiment de justice sociale. Ils condamnent absolument le principe du bill. À leur avis, il ne s'agit pas d'un tribunal d'appel, mais d'un bureau de censure.

Je m'étonne que l'on persiste à vouloir appliquer cette loi, en dépit des protestations fondées de la C.T.C.C., mais si je me souviens des discussions de l'an dernier, je serai moins étonné. Le premier ministre nous a dit qu'il ne devait pas y avoir d'État dans l'État.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait une observation.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)**: Si les représentants du peuple ont droit à l'autorité, le fait d'avoir été élus ne les dispense aucunement des devoirs sociaux.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 47 concernant les fonctions de régisseurs de l'Office du crédit agricole du Québec;
- bill 50 autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Quebec Mines, Limited;
- bill 55 concernant le Séminaire de Joliette;
- bill 56 concernant l'orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau;
- bill 57 autorisant l'établissement d'une école provinciale de médecine vétérinaire;
- bill 58 concernant l'Hôpital Saint-Michel Archange;
- bill 60 modifiant la loi des valeurs mobilières;
- bill 61 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité;
- bill 63 concernant la Commission des eaux courantes de Québec;
- bill 70 concernant l'Université d'Ottawa;
- bill 119 modifiant la charte de la ville LaSalle;
- bill 179 modifiant la charte de Les religieux de Sainte-Croix;
- bill 181 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre George Vassili Candris à l'exercice de l'art dentaire après examen;
- bill 182 modifiant la loi constituant en corporation La Congrégation des Filles de Jésus.

**M. l'Orateur** communique également à la Chambre que le Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 148 concernant Berthierville, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 3 est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les chiffres:

"1950"

par les chiffres:

"1953".

Aussi, le bill 163 intitulé: Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 21 est modifié en biffant, dans la deuxième ligne, les mots suivants:

"pour dix ans".

#### **Projets de loi:**

##### **Berthierville**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 148 concernant Berthierville.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Charte des Trois-Rivières**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 163 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 8 h 30 ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Deuxième séance du 17 avril 1947**

##### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 30.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Remboursement de droits:**

##### **Belœil**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose que les honoraires payés pour le bill 183 concernant la ville de Belœil soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été mis de côté.

Adopté.

#### **Projets de loi:**

##### **Sillery**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 146 constituant en corporation la cité de Sillery.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Village de McMasterville**

**M. Johnson (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 concernant le village de McMasterville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 175 sans l'amender.

**M. Johnson (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Casa d'Italia**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 constituant en corporation Casa d'Italia - Maison d'Italie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 174 sans l'amender.

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Corporation de  
Normetal**

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 libérant la Corporation de Normetal de certaines obligations et servitudes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Association professionnelle  
des mesureurs de bois**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 concernant l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Écoles protestantes  
de Montréal**

**M. French (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les Écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs, et assurant des revenus appropriés au Bureau central des Écoles protestantes de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Club  
Laval-sur-le-Lac**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 concernant le Club Laval-sur-le-Lac soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession de  
William Thomas Newcomb**

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 concernant la succession de feu William Thomas Newcomb et validant le titre de ladite succession à un emplacement situé dans la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Corporations municipales  
et scolaires**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 62 concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais, dit-il, que toute la discussion se fasse en comité plénier et qu'on ne recommence pas les discours en troisième lecture. Autrement, je devrai appliquer le Règlement.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Ce bill met de côté le devoir social qui consiste à bien payer les ouvriers. Le fait d'être mandataire du peuple ne dispense aucunement du devoir de payer de justes salaires. Déjà, on refuse aux employés municipaux le droit de faire la grève. Je crois qu'on a raison.

Mais, en compensation, il faut leur donner des moyens pratiques pour faire valoir leurs droits. Jusqu'ici, les employés municipaux étaient protégés par l'arbitrage. On leur enlève cette garantie essentielle.

L'an dernier, on a commencé par supprimer l'arbitrage aux instituteurs et aux institutrices, et on fait un pas de plus dans la même voie par ce bill. On peut se demander quel sera le prochain pas. Toutes ces mesures dénotent une attitude de méfiance systématique de la part du gouvernement qui se manifeste depuis le premier régime de l'Union nationale à l'endroit des revendications ouvrières. Sans doute, faut-il tenir compte de la capacité de payer, et les comités d'arbitrage en ont tenu compte dans le passé. On a découvert au cours de ces réunions que l'incapacité de payer était souvent plus apparente que réelle. Mais il y a une chose encore plus vitale dont il faut tenir compte: c'est le droit de l'ouvrier à un juste salaire.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** C'est de la démagogie.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Il y a deux sortes de démagogie: la mienne et celle de l'autre côté de la Chambre, qui est de la démagogie capitaliste.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Ce bill prouve à l'évidence les sentiments qu'entretiennent le premier ministre et ses collègues à l'égard des ouvriers et du travail organisé. C'est une mesure de tyrans. Il est déconcertant de voir qu'on enlève au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) une partie importante de sa juridiction sur les salaires des employés municipaux.

Le chef du gouvernement est un homme qui veut, au nom de l'autonomie, détruire les unions ouvrières et empêcher la sécurité des ouvriers. Farce monumentale. On pousse les ouvriers à la révolte dans la province. Le premier ministre la sent et il va l'avoir. Il est le meilleur propagandiste du communisme en cette province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y aura arbitrage seulement lorsqu'il n'y aura pas d'entente entre l'administrateur et l'administré.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** C'est le temps de dire ces choses. Ces gens-là (pointant du doigt les banquettes ministérielles) se disent les défenseurs de l'autonomie. Non. On devrait plutôt les appeler les défonceurs de l'autonomie. Jamais on a vu une mesure aussi autocrate. Ce sont des bills comme celui-ci et c'est le genre de tyrannie que montre le gouvernement qui favorisent l'avancement des idées communistes chez nous.

Le premier ministre veut jouer avec tout le monde comme un chat joue avec une souris. Avec le gouvernement actuel, la population ne sait pas où elle va. Deux cent mille ouvriers organisés québécois ont protesté contre le présent projet de loi. Le premier ministre ne comprend pas l'ouvrier.

Le ministre des Affaires municipales, le député de Portneuf (l'honorable M. Dussault), va pouvoir venir dire à Montréal: "Vous avez besoin de 1,000 policiers de plus."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas question de cela.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Ce n'est pas le ministre qui dira cela, c'est le premier ministre, car il mène tout. Il n'y a pas un ministre qui soit maître dans son département. Le premier ministre dira à Montréal: "Les pompiers sont payés trop cher", ou "la police provinciale va remplacer la police municipale".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les autorités de Montréal se sont plaintes de la loi actuelle.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Si le premier ministre veut devenir dictateur, qu'il le dise, mais je le préviens que c'est avec des mesures comme la sienne que les tsars de Russie sont tombés.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Cette loi m'a surpris, dit-il. J'étais sous l'impression que le bill ne devait pas venir cette année. Cette affaire ne regarde pas du tout les affaires municipales, puisque la loi amende des différends ouvriers. Le bill pose un précédent dangereux. Les comités d'arbitrage ne voudront plus rien dire, quand il s'agira des employés municipaux. Que les villes pratiquent l'économie!

Vous verrez que, dans un avenir prochain, on tentera d'aller plus loin que cela, et je ne serais pas surpris de voir, l'an prochain, une loi pour empêcher les employés des industries pauvres de se prévaloir de cette forme de protection. Ce sont les industries qui viendront demander au gouvernement de trouver un moyen pour empêcher les tribunaux d'arbitrage de rendre des décisions qui les forceraient à accorder de justes augmentations de salaires.

À la faveur de ce bill, des municipalités trouveront 1,000 raisons pour prouver qu'elles ne sont pas capables de payer les justes salaires réclamés par leurs employés et tous les prétextes seront bons. Je trouve indignant, dit-il, qu'on ait

d'abord enlevé le droit de grève aux employés municipaux en leur disant qu'ils seraient protégés par l'arbitrage. Aujourd'hui, on leur enlève cette garantie. Les gouvernements fascistes opèrent de cette façon. C'est une loi qui provient de la doctrine d'Hitler et Mussolini et qui est antidémocratique.

Le gouvernement a critiqué les tribunaux d'arbitrage et son attitude est de nature à surprendre. En cas de conflit, la Commission municipale prendra les intérêts de la municipalité avant d'épouser ceux des ouvriers. Le premier ministre a évidemment une dent contre les ouvriers et veut détruire les unions. Tous les gestes du gouvernement sont hostiles aux ouvriers; l'ouvrier commence à se monter dans la province, et cela peut être dangereux pour le gouvernement.

**M. Chaloult (Québec):** Pourquoi le projet est-il présenté par le ministre des Affaires municipales et non par le ministre du Travail? Il demande au ministre des Affaires municipales s'il est vrai qu'il a refusé de recevoir une délégation des employés municipaux de la ville de Québec.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** dit qu'il a délibéré avec eux jusqu'à six heures et demie, mercredi soir, mais qu'il n'a pu leur fournir l'occasion de rencontrer le cabinet, comme ils le désiraient.

**M. Chaloult (Québec)** cite des chiffres pour démontrer que les employés municipaux forment un groupe très considérable à travers la province. Ce bill affecte des milliers et des milliers de travailleurs des villes de Montréal, de Québec et de Trois-Rivières. Le bill Dussault intéresse à ce point la classe ouvrière qu'à Montréal, il affectera 2,000 policiers, 2,000 pompiers, 2,000 fonctionnaires et 3,500 travailleurs manuels; à Québec, il affectera 325 fonctionnaires, 225 pompiers, 200 policiers et 500 travailleurs manuels. Au total, 1,250 employés pour Québec.

Le taux moyen de base pour les employés manuels de la ville de Montréal est de 55 cents l'heure, tandis que, dans la même ville, il est de 67 cents pour les ouvriers de la construction. Et cela montre l'importance pour les employés municipaux, comme pour d'autres, d'obtenir des augmentations de salaires à une époque où le coût de la vie est très élevé et monte constamment. Ces employés peuvent recourir à l'arbitrage, s'ils ne sont pas satisfaits, pour obtenir des augmentations. En pratique, dans le passé, quand les arbitres avaient à déterminer les salaires, ils tenaient compte de la situation financière de la ville.

Si on leur fait maintenant une obligation d'en tenir compte, il arrivera que la principale question à considérer deviendra la situation financière plutôt que les mérites des ouvriers. Avec la nouvelle loi, lorsque des fonctionnaires demanderont des augmentations, la commission d'arbitrage n'y donnera aucune suite. La plupart des municipalités annoncent des déficits, elles auront intérêt à poser une situation déficitaire. Lorsque les municipalités iront devant les conseils d'arbitrage, elles trouveront toujours le moyen, avec leurs experts, de prouver qu'elles n'ont pas la capacité financière voulue pour payer leurs employés. Ces derniers seront dans un état d'infériorité et perdront leur cause.

La Commission municipale possède des pouvoirs très étendus qui peuvent conduire à des abus. Il y aura appel devant la Commission municipale, mais le projet de loi réserve les droits à cette Commission, entre autres, celui d'annuler la sentence arbitrale. Elle peut se laisser influencer par un premier ministre qui serait trop autoritaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre! Le député n'a pas le droit d'insinuer que les commissaires violeraient leur serment d'office et se plieraient aux caprices de n'importe quel premier ministre.

**M. Chaloult (Québec):** Je ne suis pas naïf et j'ai perdu ma candeur. Si nous avons un premier ministre autocrate, il pourrait fort bien exercer une influence sur la Commission et contrôler ainsi indirectement les salaires.

(Cette déclaration est contestée)

**M. Chaloult (Québec)** dit que ce qu'il a voulu dire par un premier ministre autocratique, c'est: dans l'éventualité où la province aurait un premier ministre autocratique.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** On l'a actuellement.

**M. Chaloult (Québec):** Les corps publics doivent mieux protéger leurs employés, parce que ceux-ci n'ont pas droit de faire la grève. Il existe une raison particulière pour laquelle on devrait les protéger quant à leurs salaires. On veut maintenir à un bas niveau les salaires des employés municipaux pour que la différence ne soit pas trop grande avec les salaires des employés de la province tout à fait insuffisants que paye le gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
À l'ordre! Il n'est pas question de ça dans le bill.

**M. Chaloult (Québec)** craint également que la Commission ne tienne pas compte de la rétroactivité à laquelle les ouvriers tiennent beaucoup. C'est ainsi qu'après la déclaration d'un différend, les procédures pourront se prolonger pendant des mois et même pendant une année. S'il y a augmentation, les ouvriers entendent toucher cette augmentation à partir du moment où ils ont instruit des procédures.

Et la Commission municipale, en révisant la sentence arbitrale, aura le droit de ne pas tenir compte de la rétroactivité dans le paiement des salaires réclamés par les ouvriers. Cela peut conduire à des abus de pouvoir. Les employés municipaux ont d'autant plus besoin d'être protégés qu'on leur a enlevé le droit de grève. Le but indirect de la loi est d'empêcher les augmentations de salaires des employés du gouvernement. J'en parlerai lors du budget.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Point d'ordre!

**M. le président** maintient le point d'ordre.

**M. Chaloult (Québec):** Le gouvernement n'est nullement justifiable d'apporter ce projet de loi. Si le gouvernement n'a pas soumis son projet de loi au Conseil supérieur du travail, c'est probablement parce qu'il y régnait une désapprobation et qu'il condamnerait même le bill. D'ailleurs, toutes les personnes concernées s'y opposent. L'argument suprême contre ce bill, c'est la justice sociale. Le meilleur moyen de combattre efficacement le communisme, c'est de ne pas violer la justice sociale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>4</sup>:**  
Il paraît y avoir de la confusion dans l'esprit des gens de bonne foi et un désir d'en faire dans l'esprit de ceux qui n'en ont pas. Cette loi est claire. La loi concerne les corporations scolaires et municipales et leurs employés, et pas autre chose. Les policiers, les pompiers ne sont pas des ouvriers comme le prétend le député du comté de Québec; ils sont les serveurs du public.

Les membres en sont élus par le peuple, pour administrer les biens du peuple avec l'argent du peuple. Est-ce que d'autres groupes se développeront autour d'eux pour s'occuper des affaires à leur

place? Lorsqu'ils assument des obligations, c'est le peuple qui les supporte. Autrement, il serait inutile de faire des élections. Et si le peuple n'est pas satisfait de ses administrateurs, il les bat aux élections. C'est cela de la véritable démocratie bien comprise.

Cette loi n'a rien à voir avec l'autonomie des cités et villes, les corporations municipales et scolaires ayant été instituées simplement pour protéger les droits des employeurs et des employés.

Il est évident que si les charges municipales et scolaires sont exorbitantes, elles portent hypothèque sur la petite propriété, sur tous les biens des payeurs de taxes et peuvent amener la ruine de l'intérêt public. Dans ces matières, il faut considérer les droits de tout le monde, les droits des employés, des employeurs et des payeurs de taxes.

Il faut de toute nécessité que l'on tienne compte des moyens du petit peuple qui paye. Si le gouvernement laisse ruiner les corporations, ce sont leurs employés qui en souffriront. Il faut protéger les droits de tout le monde, et si nous voulons encourager la diffusion de l'idée de propriété et inciter les gens à acheter des maisons, il est de notre devoir d'éviter qu'on écrase les petits propriétaires sous des charges trop lourdes, et le gouvernement ne fait que répondre aux requêtes qui lui ont été présentées par un grand nombre de municipalités. Il s'agit de protéger la solvabilité des corporations.

Personne n'est obligé de travailler pour les corporations municipales ou scolaires. Dans une démocratie, ceux qui ont le devoir d'administrer ont le droit de choisir leurs employés. Autrement, il n'y a pas de démocratie.

Rien ne sert non plus de créer ou laisser créer un État dans l'État. Si, à côté des représentants élus par le peuple, des gens s'arrogent le pouvoir de faire peser des charges sur le peuple, ce n'est plus de la démocratie.

Dans la province, il n'y a pas seulement Montréal et Québec. Il y a 1,800 municipalités dans la province. Et le présent bill s'applique aux 1,800. Le bill a été demandé par les municipalités et le gouvernement a reçu de partout des plaintes nombreuses. Le projet de loi actuel fait écho aux requêtes de la majorité qui nous a priés d'empêcher la ruine des grandes villes et des autres plus petites, parce que certains tribunaux d'arbitrage ne considèrent presque jamais les facilités de payer des corporations.

La propriété était en danger et la solvabilité des municipalités l'était aussi. On m'a représenté, dit-il, que, dans les comités d'arbitrage, à Québec

entre autres, il y a des gens qui ne comprennent pas la situation et accumulent les charges sur les villes, sans se soucier de savoir si elles sont capables de payer. Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dussault) est intervenu, comme c'était son devoir, et a présenté ce projet de loi pour donner suite aux vœux des corporations. Car il s'agit ici d'une question municipale uniquement.

La loi ne fait perdre aucun droit à qui que ce soit. Rien dans cette loi n'empêche les corporations municipales et scolaires de payer les salaires réclamés, si elles le veulent. Rien n'empêche les conventions collectives et l'arbitrage. Tout ce que nous disons dans la loi, c'est que lorsqu'une corporation ne s'entendra pas avec ses employés, il faudra examiner les moyens de ceux qui vont payer, les moyens du peuple.

Quel mal y a-t-il à ce qu'on tienne compte de la capacité de payer, quand il s'agit de la propriété publique? Il ne faut pas oublier que plus la production coûte cher, plus le consommateur paie. La loi dit que personne n'a le droit de ruiner le crédit des corporations municipales et scolaires. Il s'agit du bien public et de conservation de la propriété publique. Les municipalités voulaient faire clarifier la loi à ce sujet.

Si le gouvernement ne s'était pas rendu aux demandes qu'on lui a faites, qu'arriverait-il? C'eût été la faillite, car l'ancienne loi ne donnait aucun espoir aux corporations. On sait que les corporations municipales et scolaires sont tenues de faire leur budget annuellement. Si on leur impose durant l'année des obligations qui ne sont pas prévues dans le budget, des augmentations de salaires, si la municipalité ne pouvait pas payer, c'était la faillite et la ruine. J'aime mieux un salaire de 50 cents l'heure payé qu'un salaire de \$5 non payé.

Il est bon de parler des droits, mais il faut aussi parler des obligations. Avec la loi actuelle, nous allons avoir la stabilité. Ce n'est pas la Commission municipale qui va décider quels salaires seront payés. Mais nous lui donnons le pouvoir d'examiner les capacités de payer. Souvent on demande au gouvernement de payer à la place des corporations. Il ne faut pas oublier que les gouvernements ne créent pas l'argent et que l'argent des corps publics, ils le perçoivent du peuple, par le moyen des taxes. Les gouvernements ne peuvent pas payer pour tout le monde.

Je demande à l'opposition de ne pas faire de démagogie avec ces questions-là et le présent bill, mais d'étudier le problème à la lumière de la justice sociale. La justice sociale n'existe jamais seule. Elle

doit être accompagnée de la justice municipale, scolaire, provinciale et nationale.

On a dit que nous n'avons pas consulté le Conseil supérieur du travail. Nous ne sommes pas obligés de consulter le Conseil supérieur du travail. Ce n'est pas une question ouvrière, mais une question municipale et scolaire. Et nous n'avons pas coutume de nous décharger de nos responsabilités sur les épaules d'autrui. Le gouvernement est capable de supporter ses propres responsabilités. Personne plus que celui qui parle n'a à cœur l'intérêt et le bien de la province, des ouvriers et des cultivateurs; et en sauvegardant les corporations municipales et scolaires, nous assurons la vie et la survie de la province.

(Applaudissements à droite)

Les individus ont des droits et la société a des droits. Nous avons voulu prendre des mesures pour empêcher la ruine des employés qui suivrait la ruine des employeurs, les corporations. Nous sommes en faveur des unions respectueuses de l'ordre, mais nous n'oublions pas que la prospérité de la province de Québec est basée sur la stabilité des municipalités et des commissions scolaires.

**M. Godbout (L'Islet)<sup>5</sup>:** Je vais d'abord m'accorder avec le premier ministre quand il dit que cette loi est claire. Il est parfaitement clair que ce projet de loi est la négation complète des droits des ouvriers dans la province de Québec, la négation complète de la protection à laquelle ils ont droit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle démagogie! Démagogie!

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre n'est pas dans l'ordre en parlant ainsi, mais son expression ne m'étonne pas, car on sait que le plus grand démagogue dans la province, c'est le premier ministre.

(Applaudissements à gauche)

La loi démontre clairement le peu de souci que le gouvernement a de la protection des classes ouvrières. Le gouvernement proclame que: "La loi protège les droits de tout le monde, les municipalités, les commissions scolaires, le payeur de taxe." Mais l'ouvrier, lui, c'est pas du monde pour le premier ministre?

(Applaudissements à gauche. Ovation)

En quoi le cas des corporations municipales et scolaires peut-il différer de celui des corporations privées, quand il s'agit de payer leurs employés? S'il est des employeurs qui doivent donner l'exemple de

la justice sociale, c'est bien la corporation publique municipale ou scolaire. Et le gouvernement a tellement manqué à ce devoir que je comprends qu'il n'aime pas qu'on discute la question. Pourquoi les droits des employés des commissions scolaires et des municipalités s'arrêteraient-ils en deçà des autres?

La petite propriété, il faut la protéger, mais est-ce le salarié qui doit écoper seul, quand on sait que certaines corporations municipales et scolaires de la province font sans cesse des demandes et se payent le luxe de donner des réductions de taxes, encouragées en cela par le gouvernement actuel qui se fait ainsi complice plus que tout autre de grosses compagnies riches et puissantes, qui refusent ensuite de payer à l'ouvrier un salaire raisonnable? C'est une façon de faire qui est dangereuse et peu valable.

La loi n'empêche rien, dit-on. On dit aux arbitres: Étudiez tant que vous voudrez, mais quand vous aurez décidé, c'est nous qui allons dire si vos sentences valent quelque chose ou non. Donc, en vertu de cette loi, la sentence arbitrale ne vaut absolument plus rien, puisque la Commission municipale peut changer la sentence et déterminer elle-même les salaires.

La loi donne à la Commission municipale le pouvoir de confirmer, ratifier, d'annuler ou de modifier la sentence à son gré. La commission fait bien son devoir, mais elle protège surtout les municipalités, c'est son rôle.

Les comités d'arbitrage sont composés de trois membres: un nommé par les employés, un autre par l'employeur et le troisième par le gouvernement. Voici un tribunal de trois membres où il y a un représentant du gouvernement. Et le gouvernement veut se donner le pouvoir de renverser seul la décision, si elle n'est pas de son goût. Dans d'autres pays, on a imposé aux ouvriers des conditions que l'on croyait raisonnables et la dictature a fini par se faire jour. Nous avons ici un dictateur de fer-blanc dont le peuple réglera bientôt le sort.

Le gouvernement nomme son représentant sur le comité d'arbitrage et il voudrait, maintenant, qu'un autre organisme gouvernemental fût au-dessus de tout cela. C'est de la dictature qu'on veut. Que l'on fasse donc disparaître complètement les comités d'arbitrage: ils deviennent tout à fait inutiles. Le gouvernement a commencé l'an dernier à manifester ses intentions en tentant de régler le sort des instituteurs et des institutrices.

Le premier ministre serait bien inspiré en vue de ses propres intérêts de retirer cette législation. Qu'on se contente de protéger les municipalités contre elles-mêmes, en les empêchant de faire des

sottises dans le domaine financier, mais qu'on ne refuse pas à leurs employés le droit de se protéger. On introduit dans les législations ouvrières un esprit contraire à celui qui les a sauvés depuis quelques années.

**M. Morin (Québec-Centre):** La loi des relations ouvrières de notre province, œuvre de mon chef distingué, fait l'admiration de tout le pays. Et voici qu'on y fait disparaître les dispositions qui protégeaient l'employé municipal. Pourquoi cette injustice?

Il (M. Morin) s'oppose à cette législation pour quatre raisons principales: la loi est inutile, elle contient la manifestation d'un esprit centralisateur et tory, elle donne à la Commission municipale des pouvoirs judiciaires qui ne sont pas de sa compétence et permet au gouvernement de donner libre cours à ses tendances totalitaires et dictatoriales.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Cette législation est l'une des plus extraordinaires qui aient été présentées par le gouvernement au pouvoir. Il n'est pas nécessaire de mettre dans une loi qu'il faudra s'occuper de la solvabilité des corporations scolaires. Le bon sens y pourvoit. Ce qu'il y a de vrai, c'est que le premier ministre n'a pas le courage de refuser carrément aux ouvriers le droit de recours à l'arbitrage, et il rend alors ce privilège tout à fait illusoire.

Combien de municipalités ont encouru la ruine pour avoir payé trop de salaires? Il n'y a pas de cloison étanche entre la Commission municipale et le bureau du premier ministre, et les commissaires peuvent très bien aller chercher là leur inspiration. Il (M. Dumoulin) rend hommage à la droiture et à l'honnêteté des commissaires actuels.

**M. Lizotte (Kamouraska):** Le principal vice de la loi, c'est de donner à la Commission municipale un droit d'appel, alors qu'elle n'est pas un tribunal. Ce n'est pas son rôle et on la place dans une situation embarrassante. Cette Commission remplit bien ses fonctions et elle continuera de bien remplir ses fonctions, à condition qu'on la garde dans son rôle. Si la présente loi n'empêche pas l'arbitrage, elle empêche les bons effets de l'arbitrage. C'est de la démagogie que prétendre que cette loi est faite pour protéger le peuple. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas pris le chemin le plus court en disant aux ouvriers de s'adresser directement à la Commission municipale?



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député sait-il qu'à l'heure qu'il est, la ville de Québec pourrait être placée sous le contrôle de la Commission municipale?

**M. Lizotte (Kamouraska):** Ce n'est pas de la faute des ouvriers.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

### Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

---

### NOTES

1. Joseph-Hugues Fortier (1877-1955) fut élu, sans opposition, député libéral dans la circonscription de Beauce à l'élection partielle du 15 décembre 1921. Réélu en 1923 et, sans opposition, en 1927. Le 3 décembre 1929, il fut nommé juge de la Cour des sessions de la paix à Québec et magistrat de police. Il prit sa retraite en 1947.

2. Selon *Le Canada* du 18 avril 1947, à la page 1, "le débat s'est déroulé pendant que de nombreux députés lisaient *Le Canada* de ce matin, faisant écho au tollé des syndicats contre cette mesure qu'ils ont qualifiée de suprême injustice".

3. Dans *Le Canada* du 18 avril 1947, à la page 1, on rapporte 15 enfants.

4. Selon le *Devoir* du 18 avril 1947, à la page 7, la Chambre accueille le discours du premier ministre "dans l'atmosphère attentive des mesures graves".

5. Selon *Le Canada* du 18 avril 1947, à la page 2, il est 10 h 15, lorsque M. Godbout intervient.



Séance du vendredi 18 avril 1947

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Demande et dépôt de documents:**

**Impression des  
rapports gouvernementaux**

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose qu'il soit déposé, sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Combien a coûté l'impression de chacun des rapports des départements de l'administration publique, qui ont été imprimés par ordre des membres du Conseil exécutif, ou des chefs des divers départements, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944?
  2. Combien de rapports ont été imprimés?
  3. À qui, dans chaque cas, le contrat d'impression a-t-il été donné?
  4. Si des soumissions publiques ont été demandées?
- Adopté.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit état. (Document de la session no 32)

**Questions et réponses:**

**Destitutions à la Commission  
des liqueurs de Louiseville**

**M. Sylvestre (Berthier):** 1. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1947, les autorités de la Commission des liqueurs ont-elles destitué des employés au magasin de la destination des liqueurs, à Louiseville?

2. Dans l'affirmative:

- a. Quels sont les noms des employés destitués?
- b. À quelle date chacun de ces employés destitués avait-il été engagé?
- c. À quelle date chacun desdits employés fut-il destitué?
- d. Pour quels motifs lesdits employés furent-ils congédiés?

3. Quels sont les noms du personnel du magasin de la régie des liqueurs, à Louiseville, à l'heure actuelle et à quelle date chacun d'eux a-t-il été engagé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

1. Aucune destitution.

2. Répondu par 1.

3. Il y a au magasin de la régie des liqueurs, à Louiseville, le personnel régulier.

**Projets de loi:**

**Corporations municipales  
et scolaires**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 62 concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**M. le président:** Le comité étudie le paragraphe 24d de l'article 2 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"24d. Après avoir entendu les représentants des parties, s'ils le requièrent, et complété la preuve par les moyens qu'elle juge utiles, si elle la trouve insuffisante au dossier, la Commission révisé la sentence, et si elle en vient à la conclusion que le conseil d'arbitrage n'a pas tenu compte dans une juste mesure de la situation financière de la corporation, de sa capacité de faire face aux obligations additionnelles lui résultant de la sentence et des impôts qui grèvent déjà les contribuables, elle doit annuler ou modifier la sentence en conséquence; autrement, elle doit la confirmer. La décision de la Commission est définitive."

**M. Lemieux (Beauharnois)** s'oppose au bill 62. Cette mesure crée, dit-il, un précédent dangereux. Elle pose un principe mauvais et elle donne l'impression à la masse des ouvriers que l'on s'oppose à leurs prérogatives. Le projet est opposé aux intérêts et aux libertés des ouvriers. Supposons

qu'une augmentation de salaires paraisse exagérée à la Commission municipale. La ville interviendra et fera comprendre que les augmentations sont exorbitantes. La Commission municipale donnera à la corporation le droit d'en appeler.

Les corporations municipales et les commissions scolaires se feront fort de prouver, devant la Commission municipale, qu'elles sont dans l'impossibilité de payer les salaires réclamés, dans la majorité des cas. Les comptables au service de la municipalité démontreront que cette dernière est dans l'impossibilité de payer.

Il arrivera que les augmentations seront ou diminuées ou annulées. Il est vrai que le conseil d'arbitrage subsiste, mais le droit au tribunal d'arbitrage peut devenir illusoire et nul, étant donné le droit d'appel à la Commission des affaires municipales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le bill ne s'appliquera pas seulement aux villes de Montréal et de Québec, mais bien aux 1,800 municipalités de la province. La loi vise à ce que les augmentations de salaires suggérées soient payées. S'il y a arbitrage, les arbitres devront tenir compte, comme avant, de la capacité de payer. Les comités d'arbitrage ont toujours été obligés de tenir compte des facilités de payer. Le but de la loi n'est pas d'empêcher les augmentations légitimes de salaires, loin de là, mais de fournir aux municipalités les moyens de payer des salaires raisonnables, de garantir que les augmentations seront payées.

Actuellement, les employés municipaux et scolaires ne possèdent pas de garanties. La loi actuelle n'accorde que des pouvoirs illusoires. Le bill actuel, lui, accordera le pouvoir de faire augmenter ces employés. La Commission municipale pourra forcer les municipalités et les commissions scolaires à remplir leur devoir. Je suppose qu'un conseil municipal refuse d'accorder des augmentations légitimes de salaires. La Commission municipale pourra lui dire: "Votre refus n'est pas justifié; vous avez les moyens de payer".

C'est une garantie pour les employés que les municipalités ne feront pas de gaspillage qui pourrait affecter les salaires. Nous voulons que les employés municipaux ou scolaires soient justement payés. Par contre, il ne faut pas interdire les conseils municipaux et les commissions scolaires.

**M. Lemieux (Beauharnois):** Je crains que les corporations municipales utilisent les pouvoirs que leur accorde le présent bill pour dire qu'ils sont

incapables de payer les salaires demandés à cause de l'état de leurs finances. Pourquoi ne pas avoir soumis ce projet de loi au Conseil supérieur du travail?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est une affaire de coordination et de cohésion.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Il s'agit purement et simplement d'une question de finances municipales. Le bill a été demandé par les divers organismes municipaux et scolaires. Au cours de l'année, j'ai rencontré des représentants des organisations municipales et scolaires. J'ai pris mes suggestions dans les diverses réunions que nous avons eues. Je n'ai pas été chercher des directives, mais j'ai pris ensuite mes propres responsabilités.

**M. Lemieux (Beauharnois):** J'ai raison d'entretenir des doutes et des craintes sur l'efficacité de la loi. M. J.-E. Corbeil, membre du Congrès canadien du travail, siège aussi sur le Conseil supérieur du travail et il n'a pas été consulté. Je trouve étrange que l'on substitue dans cette affaire le ministère des Affaires municipales au ministère du Travail. Il s'agit en somme des intérêts des employés municipaux. Comment se fait-il que toute la classe des employés municipaux proteste contre cette mesure?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Peu de lois ne provoquent pas de protestations. La présente loi donne aux ouvriers des garanties qu'ils ne possédaient pas auparavant.

**M. Lizotte (Kamouraska):** La Commission municipale est un bureau de contrôle. Pourquoi ajouter à ses fonctions, qu'elle ne pourra plus remplir aussi bien avec la juridiction nouvelle et extraordinaire qu'on lui confie? La Commission est le bureau-chef des corporations municipales. Pourquoi provoquer des conflits entre le bureau-chef et les municipalités? Le plus grand mal du gouvernement, c'est de nommer la Commission municipale tribunal final et sans appel. Le premier ministre a prononcé un excellent discours, comme il en prononce chaque fois qu'il se sent fouetté par l'opposition. Il a dit qu'il défendait les droits du peuple et qu'il ne s'agissait pas des ouvriers. La majorité des employés municipaux sont des ouvriers. J'ai eu l'honneur d'être maire de la cité de Rivière-du-Loup (souriant), moins grande, mais beaucoup plus belle que Trois-Rivières.

(Rires)

La moralité y est si bonne que nous employons jusqu'aux policiers à des travaux manuels. Le premier ministre a dit: "Si les employés municipaux ne sont pas satisfaits de leurs salaires, ils n'ont qu'à faire autre chose". On pourrait utiliser le même argument en parlant des ouvriers du textile.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable député sait-il que 75 corporations municipales ont été en faillite dans la province à un moment?

**M. Lizotte (Kamouraska):** Parce qu'elles avaient de mauvaises administrations. Le gouvernement de Québec a des difficultés lui-même, mais quand il a besoin d'argent, il taxe.

(Applaudissements à gauche)

Parce que des citoyens travaillent pour des municipalités, ce n'est pas une raison pour qu'ils soient mal payés. Je crois que le gouvernement devrait réfléchir au cours de la nuit et ne pas mettre de côté avec cette désinvolture le grand principe de l'arbitrage.

(Applaudissements à gauche)

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance)<sup>1</sup>** condamne le bill 62. Il parle au nom des employés municipaux de la ville de Montréal. Le bill aura des effets dommageables pour les employés municipaux à travers la province, plus particulièrement pour les employés de la ville de Montréal. Le bill aura pour effet d'annuler pratiquement les contrats que la ville de Montréal a passés avec ses employés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** nie cette affirmation.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Si la ville a promis de payer des salaires plus élevés, elle peut le faire. Si le gouvernement avait payé à Montréal la réclamation de \$2,000,000 qui lui a été envoyée par la métropole, il serait facile de régler la question. De 1936 à 1940, la Commission municipale de Québec s'occupait un peu trop des affaires municipales de la ville de Montréal. C'était aussi alors la manière de voir de l'honorable Omer Côté et de l'honorable J.-H. Delisle, qui étaient tous deux des échevins, à Montréal. Avec le bill en discussion, il y a anguille sous roche.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le bill constitue un précédent dangereux. Tous les députés oppositionnistes qui ont parlé ont établi clairement

que le but de la loi est de rendre illusoire tout recours des employés municipaux à l'arbitrage. Avec une pareille loi, aucun employé municipal ne pourra améliorer sa situation. L'article 24*d* permet à la Commission municipale de faire une preuve *ex parte* et le bill 62 aura pour seul effet d'empêcher l'exécution des sentences arbitrales.

Je regrette que l'on demande ce nouveau sacrifice à de bons serviteurs publics auxquels on a demandé il y a quelques années de faire le sacrifice de leur droit de grève, dans l'intérêt de la communauté. La loi devient une sorte de provocation. Il ne faut pas d'État dans l'État. Ce qui me surprend, c'est que le bill n'ait pas été présenté par le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). Est-ce que, par hasard, le ministre s'y serait objecté et se désintéresserait du sort des 11,000 ouvriers de Montréal et de Québec que la mesure affecte?

C'est une loi dangereuse et condamnable, parce qu'elle déroge à tous les privilèges auxquels ont droit les ouvriers. On joue au jeu de cache-cache. Les ouvriers protestent parce qu'ils se rendent compte qu'il s'agit avant tout d'une question de travail.

J'ai été surpris d'entendre le premier ministre parler de démagogie. On ne peut accuser de démagogie ceux qui réclament justice égale pour tous les ouvriers de la province. C'est le même homme qui applaudissait l'autre soir le ministre du Travail dire qu'il donnait des outils aux ouvriers et non des armes, comme on a donné à ceux qui voulaient défendre le pays.

(Applaudissements)

Cette loi devient une provocation contre l'élément ouvrier, un vote de non-confiance contre les membres des conseils d'arbitrage. Elle provoquera de la méfiance dans les rangs ouvriers. Elle constitue un recul d'un demi-siècle parce que, par elle, les ouvriers ne pourront plus se faire entendre pour réclamer leurs droits.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Je puis dire au député que j'approuve entièrement le bill parce que j'y vois un moyen additionnel de garantir aux ouvriers un salaire raisonnable. J'y vois le moyen de garantir le salaire des employés municipaux. Le droit à l'arbitrage existe et c'est une garantie additionnelle.

**M. Chaloult (Québec):** Rien n'empêche que, l'an dernier, le gouvernement a supprimé le droit d'arbitrage aux instituteurs et aux institutrices.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le but de la loi est d'empêcher une corporation municipale de se soustraire à ses devoirs et de la forcer à payer ses employés. La lettre tue et l'esprit vivifie, a-t-on dit. Il ne faut pas s'attacher à la lettre du texte.

**M. Chaloult (Québec):** La lettre du texte de la présente loi tue les droits des ouvriers. La présente loi aura pour effet de faire baisser les salaires, parce que les ouvriers n'ont pas à leur disposition les moyens des grosses corporations pour faire prévaloir leur point de vue. La Commission municipale ne veut pas faire d'injustice, mais son but est surtout de protéger les corporations contre elles-mêmes. Son objet n'est pas de protéger les employés des municipalités, mais bien les municipalités.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Le député devrait savoir que 9 fois sur 10, la Commission municipale a forcé les municipalités à hausser le taux de leurs taxes, à augmenter leurs revenus pour qu'elles puissent faire face à leurs obligations et qu'elles payent de justes salaires aux employés.

**M. Chaloult (Québec):** Très bien. Ce n'était pas pour payer de meilleurs salaires aux ouvriers mais pour combler des déficits. Le juste salaire prime tout, même les déficits. Des justes salaires doivent être payés, même si une municipalité risque de tomber en faillite.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Dans le passé, la Commission municipale a toujours agi dans le sens indiqué par mon honorable ami.

**M. Chaloult (Québec):** Je doute fort qu'en cas de litige, la Commission municipale ait pour principal souci le juste salaire.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Le député se méprend. La Commission municipale est composée d'hommes consciencieux. N'est-il pas du devoir d'hommes consciencieux de voir à ce qu'une municipalité trouve les fonds nécessaires pour faire face à ses obligations? En supposant qu'une municipalité soit condamnée à payer tel salaire, le rôle de la Commission municipale sera de voir à ce que la municipalité se mette en mesure de payer ce salaire.

**M. Chaloult (Québec):** Il n'en reste pas moins vrai que le principal souci de la Commission municipale est d'équilibrer le budget.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La théorie de mon honorable ami est qu'il faut payer, qu'on ait le moyen ou qu'on ne l'ait pas. Supposons qu'une municipalité n'ait pas les moyens de payer et que la Commission municipale la force à payer. Il arrivera que les petites propriétés seront vendues et que ce sont les riches qui les achèteront à vil prix. Le député veut-il que l'on vende les maisons des propriétaires?

**M. Chaloult (Québec):** Si les municipalités sont dans l'état de ne pouvoir payer, c'est leur faute. C'est qu'elles n'ont pas pris les moyens élémentaires de garantir de justes salaires. C'est qu'elles ont accordé des commutations de taxes aux puissants et aux gros et qu'elles se sont trop occupées de leur caisse électorale. Les municipalités pourraient payer de justes salaires, si le gouvernement n'accordait pas d'exemptions de taxes aux grosses corporations qui remplissent sa caisse électorale. Les corporations devraient taxer les riches et refuser des exemptions de taxes aux grosses corporations. Que l'on empêche le gaspillage!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Québec (M. Chaloult) n'a pas le droit de parler comme il le fait. Des commutations de taxes ont été accordées à de petites industries. La politique du gouvernement est tout autre que ce qu'il laisse entendre. Qu'on cesse donc de toujours penser aux fonds électoraux! Ce n'est pas honnête de la part d'un homme cultivé comme le député de Québec. J'ai déjà répondu à cette déclaration et l'honorable député a admis qu'il en avait lui-même une caisse électorale. Il y en a qui critiquent continuellement les fonds électoraux et qui n'ont aucune hésitation à les accepter.

**M. Chaloult (Québec):** Je suis à l'aise pour parler des fonds électoraux, parce que ma caisse est entre les mains du Dr Philippe Hamel. Personne ne pourra soupçonner le Dr Hamel de recevoir l'argent des trusts.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le Dr Hamel, que je respecte, a déclaré à Chicoutimi qu'il était prêt à accepter l'argent des trusts.

**M. Chaloult (Québec):** Pour s'en servir pour de bonnes causes. La politique est plus corrompue dans la province de Québec que dans les autres provinces, car les trusts souscrivent à la caisse électorale du gouvernement pour lui imposer leurs volontés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Que le député de Québec (M. Chaloult) cesse donc d'injurier sa race et ses compatriotes. Je lui demande de ne pas déprécier sa province en laissant entendre que nos mœurs électorales sont pires qu'ailleurs. Notre population est honnête. Je déplore le fait qu'en dehors de la province on s'appuie sur les déclarations du député de Québec pour porter, sur la province de Québec et ceux qui la dirigent, des jugements erronés, qui nous font un tort considérable.

**M. Chaloult (Québec):** C'est ma conviction intime que, dans la province de Québec, la politique est plus corrompue ici qu'ailleurs.

**M. le président:** À l'ordre!**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je proteste au nom des règlements, de la race et de la province. Je sais que ce n'est pas l'intention intime du député d'insulter sa province.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Dans bien des cas, l'arbitrage a décidé d'augmenter les salaires. Des employeurs sont venus nous trouver et nous ont dit: "Nous allons payer". On est allé devant la Commission des prix et du commerce en temps de guerre qui a décidé de recommander la hausse des salaires.

**M. Chaloult (Québec):** La ville de Québec viendra devant la Commission municipale et dira: "Nous sommes dans une mauvaise situation financière et nous ne pouvons payer de justes salaires". C'est la ville qui est responsable si elle ne peut payer, car 45 % des propriétés sont exemptées de taxes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le bill Dussault consacre davantage le principe de l'arbitrage et des conventions collectives et protège les droits des ouvriers. La Commission municipale empêchera les corporations municipales et scolaires qui ne voudront pas payer équitablement leurs employés de se soustraire à leurs obligations.

**M. Chaloult (Québec):** Il est injuste de subordonner le juste salaire des ouvriers qui est une chose sacrée, intangible aux caprices de la finance d'une municipalité. La mauvaise situation financière d'une municipalité ne doit pas entrer en ligne de compte dans la fixation du salaire des ouvriers.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 62 sans l'amender.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Roberge), que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lemieux, Lizotte, Morin, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 29.

**Contre:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Labbé, Langlais, Larivière, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 45.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse<sup>2</sup>.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Régie des transports et communications**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 concernant la Régie provinciale des transports et communications soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

### **L'Annonciation**

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 concernant la paroisse de L'Annonciation, comté des Deux-Montagnes, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 67 sans l'amender.

### **Camp Kinkora Incorporated**

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 concernant la colonie de vacances Camp Kinkora Incorporated soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 68 sans l'amender.

### **Délinquance juvénile**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 65 relatif à la délinquance juvénile.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose: Que le gouvernement soit autorisé à dépenser, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas cinquante mille dollars pour les fins de l'article 1 et de l'enquête prévue par l'article 2 de la loi relative à la délinquance juvénile, et une somme n'excédant pas sept cent mille dollars pour les autres fins de ladite loi.

Adopté.

### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 65 relatif à la délinquance juvénile.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé) proposant que le bill 65 relatif à la délinquance juvénile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

### **Corporation du collège de Saint-Laurent**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 72 concernant La corporation du collège de Saint-Laurent.



**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose: Attendu que La corporation du collège de Saint-Laurent, dirigée par la province canadienne des révérends pères de Sainte-Croix, célèbre, cette année, le centenaire de sa fondation:

Attendu que pour répondre aux besoins actuels de l'enseignement, il est nécessaire de construire un nouveau pavillon, en vue de loger des laboratoires modernes de chimie, de physique et de biologie;

Attendu que la construction de ce pavillon est également requise pour permettre une meilleure utilisation de la bibliothèque de cette institution, laquelle comprend cinquante-cinq mille volumes et est particulièrement riche en œuvres canadiennes;

Attendu que les anciens élèves de cette institution ont organisé une souscription publique pour collaborer à ces améliorations et à l'érection du pavillon précité;

Attendu que le coût des travaux et des améliorations projetés s'élèvera à plus de cinq cent mille dollars;

Attendu qu'il convient que la province de Québec collabore à ces améliorations qui bénéficieront largement à l'éducation en général et à la jeunesse en particulier.

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, à La corporation du collège de Saint-Laurent, une somme de cent mille dollars, à raison de cinquante mille dollars au cours de l'année financière 1947-1948 et dix mille dollars au cours de chacune des cinq années financières subséquentes, à titre de contribution du gouvernement de la province à la souscription commémorative du centenaire de la fondation de cette institution.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Les résolutions sont adoptées.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 concernant La corporation du collège de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 10 modifiant la loi électorale de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après le préambule, comme article 1:

"1. L'article 10 de la loi électorale de Québec (9 George VI, chapitre 15) est remplacé par le suivant:

"10. Le président général des élections et le suppléant sont choisis parmi les personnes ayant la qualité d'électeur au sens de l'article 47. Ils ne doivent pas avoir été candidats depuis dix ans à une élection fédérale, provinciale ou municipale."

2. L'article 1, qui devient l'article 2, est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots:

"la loi électorale de Québec (9 George VI, chapitre 15)"

par les mots suivants:

"ladite loi".

3. Les articles 2, 3, 4, 5, et 6 deviennent respectivement les articles 3, 4, 5, 6 et 7.

4. L'article 7, qui devient article 8, est remplacé par le suivant:

"8. L'article 133 de ladite loi est modifié:

a. en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe c, le mot "nationalité" par le mot "citoyenneté";

b. en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe d, les mots "douze mois" par les mots "deux ans".

5. L'article 8 devient l'article 9.

6. L'article 9, qui devient l'article 10, est remplacé par le suivant:

"10. La formule 48 de la première annexe de ladite loi est modifiée:

a. en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe 2°, le mot "nationalité" par le mot "citoyenneté";

b. en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe 6°, les mots "douze mois" par les mots "deux ans".

7. Les articles 10 et 11 deviennent respectivement les articles 11 et 12.

Aussi, le bill 140 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a. en insérant, immédiatement après les mots:

"par année"

dans la quatorzième ligne, les mots suivants:

"dans le cours du mois de janvier";

b. ce qui suit est ajouté après le deuxième paragraphe, qui commence par les mots:

"Les lots numéros"

et qui finit par les mots:

"à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1948", comme troisième paragraphe:

"La paroisse percevra les taxes foncières de l'année 1947, et, nonobstant toute loi générale ou spéciale, la paroisse est autorisée à préparer un rôle spécial de cotisations scolaires payables par les propriétaires inscrits sur la liste neutre pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1947, et à les percevoir."

2. L'article 2 est modifié en biffant, dans les sixième et septième lignes, les mots suivants:

"(annexe de la présente loi)".

3. Et l'annexe est biffée.

Aussi, le bill 147 constituant en corporation la ville de l'Abord-à-Plouffe, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 18 est modifié en remplaçant, dans la quatorzième ligne, le mot: "construction" par le mot: "maison".

2. L'article 22 est modifié dans la version anglaise seulement.

Aussi, le bill 154 constituant en corporation la ville de Jacques-Cartier et la ville de Mackayville, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 5, comme article 6:

"6. La résolution adoptée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le 7 mars 1947, fixant l'évaluation des propriétés y désignées de George Weston, Ltd., et de Fairchild Aircraft, Ltd., aux sommes de quatre cent mille dollars et de trois cent soixante-quinze mille dollars respectivement, pour une période de dix années à compter du 1<sup>er</sup> avril 1947, est confirmée et ratifiée par la présente loi à toutes fins que de droit, mais pour une période de cinq années seulement. Toutefois, ladite résolution deviendra nulle et de nul effet si ces deux compagnies font défaut de se conformer aux conditions prescrites à ladite résolution."

2. Les articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11 deviennent respectivement les articles 7, 8, 9, 10, 11 et 12.

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 12, devenu l'article 13, comme l'article 14:

"14. Les villes de Jacques-Cartier et de Mackayville, et les villes ou autres municipalités qui leur sont contiguës, auront le droit de faire entre elles tous échanges de terres limitrophes qu'elles jugeront nécessaires ou utiles au redressement de leurs territoires respectifs, et ce, sur simple règlement adopté par les conseils des corporations municipales intéressées énonçant les termes et conditions de cet échange et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre des Affaires municipales et du ministre des Terres et Forêts."

4. Les articles 13 et 14 deviennent respectivement les articles 15 et 16.

5. L'article 15, qui devient l'article 17, est modifié:

a. en insérant, dans la quatrième ligne, immédiatement après le mot:

"Chambly"

les mots suivants:

"Les officiers-rapporteurs seront nommés par le ministre des Affaires municipales.";

b. en biffant, dans les quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième lignes, les mots suivants:

"l'officier président sera, pour la ville de Jacques-Cartier, le secrétaire-trésorier de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, et pour la ville de Mackayville, celui du conseil du comté de Chambly."

6. L'article 16, qui devient l'article 18, est remplacé par le suivant:

"18. Il sera du devoir des officiers-rapporteurs de préparer des listes électorales basées sur le rôle d'évaluation actuellement en vigueur dans la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, mais seules peuvent voter les personnes dont les noms sont inscrits sur ce rôle qui ont le cens électoral requis par la présente loi et par la loi des cités et villes."

7. Les articles 17, 18, 19, 20 et 21 deviennent respectivement les articles 19, 20, 21, 22 et 23.

Aussi, le bill 168 concernant une imposition temporaire, pour fins municipales et scolaires dans Saint-Joseph de Sorel des propriétés de Sorel Industries, Limited, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans la treizième ligne, les mots suivants:

"(annexe "A" de la présente loi)".

2. L'article 2 est modifié en biffant, dans la quinzième ligne, les mots suivants:

"(annexe "B" de la présente loi)".

3. Les annexes "A" et "B" sont biffées.

Aussi, le bill 177 constituant en corporation La corporation des Frères de Sainte-Croix, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre est changé en celui de:

"Loi constituant en corporation Les Frères de Sainte-Croix".

2. Le préambule est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes du quatrième paragraphe, les mots: "La corporation des" par le mot: "Les".

3. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les neuvième et dixième lignes, les mots: "La corporation des" par le mot: "Les".

Aussi, le bill 180 modifiant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Les articles suivants sont ajoutés, après l'article 1, comme articles 2 et 3:

"2. L'article 7 de la loi 8 Édouard VII, chapitre 137, est de nouveau modifié en ajoutant après le mot: "gardiens-malades" les mots: "ou infirmières".

"3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 7 le suivant:

"7a. Elle aura aussi le pouvoir de former des aides ou auxiliaires dans les services de *nursing* et d'accorder à ces personnes des diplômes ou certificats de capacité comme telles, après l'accomplissement des formalités et conditions exigées à cette fin par ses règlements, le tout sujet aux dispositions de la loi de l'Association des infirmières de la province de Québec."

2. L'article 2 devient l'article 4.

## Projets de loi:

### Loi électorale

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 10 modifiant la loi électorale de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Charte de Saint-Laurent

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 140 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Abord-à-Plouffe

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 147 constituant en corporation la ville de l'Abord-à-Plouffe.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Jacques-Cartier et Mackayville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 154 constituant en corporation la ville de Jacques-Cartier et la ville de Mackayville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Taxe temporaire  
de Sorel Industries, Limited**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 168 concernant une imposition temporaire, pour fins municipales et scolaires dans Saint-Joseph de Sorel des propriétés de Sorel Industries, Limited.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**La corporation  
des Frères de Sainte-Croix**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 177 constituant en corporation La corporation des Frères de Sainte-Croix.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte de  
l'Hôpital Sainte-Justine**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 180 modifiant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 11 heures du matin, mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 1 h 15.

**NOTES**

1. M. Dubreuil est également conseiller municipal à Montréal, selon *Le Devoir* du 19 avril 1947, à la page 3.

2. Le bill a été voté à midi quarante-cinq minutes, selon *Le Soleil* du 19 avril 1947, à la page 10.

## Première séance du mardi 22 avril 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Projets de loi:

## Code civil

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 69 modifiant le Code civil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Loi de la curatelle publique

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 74 modifiant la loi de la curatelle publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 10.

## Deuxième séance du 22 avril 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le

quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 128 concernant la succession de Paul-Émile Guilbeault;
- bill 186 libérant la Corporation de Normetal de certaines obligations et servitudes;
- bill 184 concernant la succession de feu William Thomas Newcomb et validant le titre de ladite succession à un emplacement situé dans la cité de Montréal.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 185 concernant le Club Laval-sur-le-Lac.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 166, concernant l'Association professionnelle des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer à leur demande.

Le rapport est adopté.

## Projets de loi:

Succession de  
Paul-Émile Guilbeault

**M. Tellier (Montcalm)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 concernant la succession de Paul-Émile Guilbeault.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

**M. Tellier (Montcalm)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession de  
William Thomas Newcomb

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 184 concernant la succession de feu William Thomas Newcomb et validant le titre de ladite succession à un emplacement situé dans la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 184 sans l'amender.

**M. Jolicoeur (Bonaventure)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Club Laval-sur-le-Lac**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 185 concernant le Club Laval-sur-le-Lac.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 185 sans l'amender.

**M. Tellier (Montcalm)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Corporation de Normetal**

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 186 libérant la Corporation de Normetal de certaines obligations et servitudes.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 186 sans l'amender.

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **L'Annonciation**

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 concernant la paroisse de L'Annonciation, comté des Deux-Montagnes, soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup) et M. Godbout (L'Islet):** C'est un mauvais principe que de présenter ainsi des bills d'une nature privée sous forme de bills publics et d'enlever par le fait même à la Chambre la faculté de se renseigner pleinement sur la nature et l'opportunité des demandes soumises.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il s'agit d'un bill privé et sa présentation comporte deux mauvais principes: faire payer les droits par la province et soustraire la municipalité aux lois générales d'expropriation. Dans ce cas, je ne vois aucune raison pour que la municipalité ne paie pas les droits exigibles comme les autres municipalités qui ont présenté des bills, à cette session-ci. En second lieu, l'on devrait procéder à l'expropriation suivant les données de la loi générale.

**M. Godbout (L'Islet):** Notre loi d'expropriation est bonne et il n'est ni nécessaire ni juste de voter une loi spéciale. Sans raisons graves, nous ne devrions pas faire d'accroc comme celui-là à nos lois générales.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) et l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) veut refuser à cette municipalité des privilèges qui ont déjà été accordés à des villes comme Montréal et Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans le cas de la métropole, on a retardé le délai de la présentation du budget par un bill public.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai reçu une requête de 117 citoyens de L'Annonciation qui s'objectent à cette expropriation.

Adopté, après division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Camp Kinkora Incorporated**

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 concernant la colonie de vacances Camp Kinkora Incorporated soit maintenant lu une troisième fois.

Cette propriété adjacente a été offerte aux gens qui exploitent le camp, un groupe dirigé par Mgr Gerald McShane de l'église Saint-Patrick à Montréal, mais à un prix tellement exorbitant que le camp n'a pas pu l'acheter. Cette offre de vente était assortie d'une menace de vendre la propriété à un groupe dont les intérêts sont opposés à ceux du camp.

**M. Godbout (L'Islet)** et **M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** formulent les mêmes objections que celles avancées lors de l'étude du bill précédent. Nous ne mettons pas en doute l'excellent travail accompli par le camp Kinkora, mais, dans un cas de cette nature, tout le monde doit être égal devant la loi même si, dans cette situation précise, il s'agit d'une entreprise dont les buts sont très louables. On doit suivre la procédure habituelle et ne pas insérer de dispositions particulières dans les textes de loi. Ils approuvent le projet, mais font remarquer que le gouvernement procède encore par loi spéciale et met de côté l'expropriation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet de loi est présenté pour répondre à un désir du directeur de ce camp, Mgr McShane, du diocèse de Montréal. J'ai rencontré Mgr McShane récemment à Montréal et, après avoir entendu son histoire et avoir consulté le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), j'ai dit à Mgr McShane que le gouvernement serait heureux d'adopter cette loi. Il importe de faire droit à cette requête, à cause des conditions révélées par Mgr McShane.

Le camp est ouvert depuis plus de 20 ans et prend en charge les enfants de la paroisse Saint-Patrick et d'ailleurs, en leur offrant de saines vacances dans les montagnes des Laurentides. Du point de vue de la richesse, ces enfants proviennent pour la plupart de la classe moyenne de la communauté. On a offert les terrains adjacents au père McShane pour un prix cinq à six fois plus élevé que leur valeur et on lui a déclaré que, s'il n'achetait pas ces terrains, ils seraient vendus à des intérêts qui les utiliseraient à des fins nuisibles au camp. C'est

une menace et je crois que, dans les circonstances, il est du devoir du gouvernement d'adopter cette loi.

Il est dans le meilleur intérêt des enfants et des gens d'acquiescer cette propriété, mais le fait de payer le prix exigé, avec la menace qui l'accompagne, est presque immoral. Si on se fie aux précédents redoutés par les orateurs libéraux, il existe déjà dans les textes une loi qui dit qu'un hôpital peut exproprier des terrains adjacents. Je pense qu'on devrait accorder les mêmes droits à une institution qui est préventive.

**M. Godbout (L'Islet)** ne s'oppose pas à l'aide accordée au camp de Kinkora, mais aux moyens pris pour la lui accorder. On donne ainsi des privilèges spéciaux à certaines personnes, quand on laisse, par exemple, l'hôpital Sainte-Justine, payer les droits sur un bill. L'hôpital Sainte-Justine a demandé certains pouvoirs et a dû présenter un bill privé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'hôpital Sainte-Justine a reçu des millions en octroi et le Camp Kinkora n'a jamais rien reçu.

Adopté, après division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Délinquance juvénile<sup>1</sup>**

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 65 relatif à la délinquance juvénile.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**M. Bienvenue (Bellechasse)<sup>2</sup>:** La délinquance juvénile est un problème extrêmement urgent, et cependant, le gouvernement nous demande l'autorisation de nommer une commission de quatre ou cinq membres. Si la question presse tant, comme l'a dit le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), pourquoi nommer une commission pour étudier pendant un an? Le gouvernement n'est pas logique lorsqu'il proclame l'urgence du problème et décrète, du même coup, l'institution d'une enquête qui va durer un an.

S'il faut absolument nommer une commission d'enquête, qu'on choisisse comme commissaires des spécialistes dans ce domaine particulier, comme les juges de nos cours juvéniles et des éducateurs, qui sont tout désignés pour faire des suggestions au gouvernement et que l'on ne serait pas obligé de payer \$50,000. Et qu'on stipule ensuite que la commission devra faire rapport dans trois mois, tout au plus. Il n'est pas nécessaire de retarder encore la solution pratique du problème en nommant une nouvelle commission d'enquête.

La seule réaction du public en ce qui concerne ce bill en sera une de surprise et de regrets. Le gouvernement précédent, par le biais de la loi sociale Groulx votée suite à une enquête semblable à celle proposée par ce bill, a déjà produit d'importantes réformes. Le gouvernement actuel, après avoir aboli la commission Garneau qui enquêtait sur de tels problèmes, n'a rien fait pour poursuivre ou améliorer ce bon travail.

Après deux années et demie d'administration, et plus d'un an après la création du soi-disant ministère de la Jeunesse, le seul remède qu'on trouve est de nommer une commission pour enquêter sur la situation. Le public en conclura certainement que c'est uniquement un autre moyen de fournir des emplois à des amis politiques.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

On a fait au gouvernement des suggestions souvent contradictoires. Vu la gravité et la complexité du problème, nous n'avons pas les connaissances nécessaires pour nous engager dans un programme de 10 ans. Mais nous pourrions appliquer certaines suggestions qui nous seront faites, sans attendre la fin de l'enquête, et c'est pour cela que nous demandons l'autorisation de dépenser \$700,000. Je peux assurer la Chambre que nous n'avons aucune intention de chambarder le système avant la prochaine session de la Législature.

Il (l'honorable M. Sauvé) promet d'aller chercher les meilleurs spécialistes dans ce domaine et de procéder rapidement. C'est mon intention, dit-il, de demander aux commissaires qui seront nommés de me transmettre des informations au fur et à mesure qu'ils les auront recueillies, de façon à pouvoir trouver le plus tôt possible un remède à la situation.

C'est pourquoi nous voulons être prêts à faire certaines dépenses, s'il y a lieu d'en faire. En disant que le rapport pourra être produit dans les 12 mois qui suivront la constitution du comité, on veut tout simplement fixer un délai ultime.

Depuis que j'ai pris en charge le nouveau ministère il y a quelques mois, je n'ai pu apprendre tout ce qu'il y avait à apprendre en matière de délinquance juvénile. Mon ministère ne possède pas, actuellement, les informations nécessaires pour appliquer tous les remèdes qui s'imposent. C'est la raison de la création d'une commission.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** regrette le nouveau retard qu'on apporte à la solution du problème. Tous les groupes de travailleurs réclament cette amélioration, dit-il. Le gouvernement a perdu deux ans inutilement dans cette affaire. On en est au troisième projet sur le même problème. Une loi de protection de l'enfance a été votée en 1944. Elle a été passablement discutée et n'a jamais été mise en application. Nous avons eu une nouvelle loi en 1945, au sujet des cliniques de l'enfance. Ce projet dort depuis.

Et voilà qu'on suggère un projet de loi qui ne trouve rien de mieux à proposer qu'une autre enquête. Si c'est cela qu'il fallait, pourquoi n'avoir pas commencé par là tout de suite? Et si on ne sait pas ce qu'on va faire, pourquoi demander à la Chambre de voter \$700,000?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

À la prochaine session, j'aurai probablement un plan d'ensemble à présenter au gouvernement. J'ai discuté de cette question tout récemment avec un groupe d'hommes intéressés au problème et dont certains ont de l'expérience en cette matière, avec le résultat que j'ai demandé un rapport, ce qui a été fait. On traite de plusieurs facettes du problème sous plusieurs angles: catholique romain, français et protestant anglais, mais les points de vue ne concordent pas tous et l'information est encore incomplète. J'ai devant moi plusieurs propositions. Il y a l'institution Sweetsburg comme résidence pour les jeunes filles anglaises; il y a la Maison Lorette à Laval-des-Rapides, où il est impossible de réaliser la discrimination considérée judicieuse. Il y a le Mont Saint-Antoine, où les installations ne sont pas suffisantes pour recevoir tous les garçons envoyés là par la cour et qui, à l'instar d'autres institutions, veut de l'argent pour s'agrandir.

Plusieurs institutions demandent qu'on leur fournisse le moyen de s'agrandir. Or, il me semble que peut-être qu'avec notre système actuel, nous manufacturons des jeunes délinquants. Bien des jeunes sont envoyés à l'"École des condamnés", qui n'auraient jamais dû se retrouver là pour commencer et qui ne devraient même pas comparaître en cour. On devrait faire quelque chose pour empêcher ces



jeunes de comparaître devant quelque cour que ce soit. Tous les moyens possibles devraient être entrepris avant d'en arriver à cette dernière étape de tribunal. On n'est pas un criminel à 12 ou 13 ans parce qu'on a commis une fredaine.

Il y a là des jeunes gens qui ne sont pas réellement mauvais. Si on devait emprisonner tous les jeunes qui sonnent aux portes et qui volent dans les vergers, nous n'aurions pas assez de prisons dans la province. Et je n'hésite pas à dire que plusieurs de ceux qui sont enfermés aujourd'hui ne sont pas pires que les députés de cette Chambre l'étaient à leur âge. Si l'on pouvait trouver un moyen de remédier à la situation morale des enfants qui sont condamnés par les cours juvéniles, un grand nombre de ces enfants ne comparaitraient même pas devant ces cours. Peut-être pourrions-nous, en envisageant mieux le problème, diminuer le nombre des délinquants, et alors, les agrandissements deviendraient inutiles.

C'est ainsi que les maisons de détention n'auraient pas à être agrandies, comme c'est le cas actuellement. On se trouverait donc à améliorer le sort de l'enfance malheureuse et à épargner à la province le coût de ces agrandissements. Nous devrions certainement étudier le problème à fond, avant de nous engager à dépenser \$1,000,000, \$2,000,000 ou plus, pour agrandir les institutions.

Je suis forcé d'admettre que la province de Québec est loin derrière le reste du pays, et même du continent, en matière de réformes pour résoudre ce problème. Le Québec n'est pas deux ans en arrière en matière de délinquance juvénile, mais au moins 25 ans en retard sur cette question. Et le gouvernement doit régler cette accumulation d'un quart de siècle.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Si c'est vrai que nous sommes en retard, l'une des raisons de notre retard, c'est que dès qu'un gouvernement succède à un autre, il sent le besoin de détruire ce qui s'est fait avant lui et de tout reprendre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement veut tout simplement trouver quatre ou cinq places à des amis en constituant ce comité. Mais cela ne règlera pas le problème qui s'aggrave de jour en jour.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les commissaires seront choisis parmi les personnes qui, dans le passé, ont montré qu'elles connaissent l'acuité de ce problème et sont familières avec la mentalité des enfants que l'on veut aider.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** veut savoir si le montant de \$700,000 réclamé par le ministre sera inclus dans le budget de son département. La délinquance juvénile augmente de jour en jour, dit-il. Le gouvernement est au pouvoir depuis près de trois ans, et il n'a encore rien fait dans ce domaine. Ce problème a été complètement négligé. Le gouvernement n'a pas de programme défini et il a négligé de s'occuper de remédier à la situation.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** prend part au débat.

**M. Lawn (Pontiac):** Les députés du gouvernement, les "gars compétents", sont efficaces quand ils s'engagent à ne rien faire, mais absolument incapables quand on leur demande de faire quelque chose de constructif.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'un problème mondial. Aux États-Unis où on y a dépensé beaucoup d'argent pour le résoudre, il y a recrudescence. On n'a pas eu le succès attendu. Ce qui prouve qu'il s'agit d'une question extrêmement complexe. Dans les *High schools*, on constate une propagation de certains maux physiques et moraux. Les cliniques ne font que déceler le mal, elles ne le font pas disparaître.

On dit que nous n'avons rien fait depuis que nous sommes au pouvoir. Nous avons étudié. La première réforme salubre a été faite par l'Union nationale, au moyen de la loi des allocations aux mères nécessiteuses. Cette loi a permis aux mères de rester au foyer et de prendre soin de leurs enfants. Le problème actuel a été aggravé par cinq ans d'incurie et de cessions de droits d'un régime libéral, qui a laissé s'accomplir la désertion des foyers, privant ainsi les enfants des soins de leurs mères parties pour l'usine. Ceci a contribué largement à l'augmentation de la délinquance juvénile, non seulement au Québec, mais au Canada et partout dans le monde.

Tout ce que l'ancien gouvernement a fait en cinq ans, ça a été d'adresser des compliments à ceux qui envoyaient les mères à l'usine. Il a créé une Commission d'assurance-maladie, formée de gens tout à fait incompetents, des amis politiques, qui a fait une enquête précipitée sur la délinquance juvénile, sujet pour lequel elle n'avait pas été nommée. Cette Commission avait un délai de 10 ans pour soumettre un rapport, mais elle a présenté un rapport à la dernière minute et permis au gouvernement de présenter un projet de loi qui n'avait ni queue ni tête.

De retour au pouvoir, nous avons apporté une seconde réforme salubre en créant un département séparé avec un ministre compétent. Le gouvernement actuel a consulté et étudié. Il dépensera \$700,000, cette année, pour venir en aide aux jeunes délinquants et, par l'entremise du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, dépensera de \$12,000,000 à \$15,000,000, en outre, pour des œuvres dont la jeunesse profitera.

Nous sommes donc en présence de réformes concrètes. Mais nous ne voulons pas poser à l'omniscience. Nous n'avons pas honte d'aller chercher les conseils auprès des meilleurs conseillers. Nous avons reçu des félicitations chaleureuses de la part de personnes absolument désintéressées. L'opposition devrait féliciter le ministre et lui demander de faire mieux.

**M. Godbout (L'Islet)** reproche au premier ministre de toujours trouver moyen d'attaquer ses adversaires, même sur les questions les plus importantes. Nous ne féliciterons certainement pas le premier ministre sur sa façon de discuter, dit-il. D'après lui, ceux qui critiquent cette loi sont des jaloux, des envieux et des esprits étroits. Il a posé les deux prémisses d'un syllogisme, mais il n'a pas osé en tirer la conclusion. Il a dit qu'aux États-Unis, où on a dépensé beaucoup d'argent pour régler le problème de la délinquance juvénile, le mal a considérablement augmenté. Sa conclusion est donc que plus on s'occupe de ce problème, plus il augmente. Cela explique pourquoi, depuis trois ans qu'il est au pouvoir, le gouvernement n'a rien fait pour la protection de l'enfance et la délinquance juvénile.

Nous avons nommé une commission d'hommes compétents, versés dans les questions sociales, qui se sont donnés entièrement à cette œuvre. Nous avons confié à un grand avocat, Me Antonio Garneau, au Dr Roméo Blanchet et à M. Dunworth l'étude des problèmes de l'enfance, et ils nous ont recommandé l'adoption d'une loi, la loi de la protection de l'enfance de 1944, qui est certainement la meilleure de toutes les provinces. Si le gouvernement actuel avait amendé cette loi dans certains détails, je ne m'en serais pas scandalisé. Mais il s'est contenté de la détruire, car c'était l'œuvre d'un gouvernement libéral. Il a retardé de trois ans la solution du problème de la protection de l'enfance.

Le gouvernement actuel est un gouvernement de toriers qui ne comprend pas les œuvres sociales. C'est un gouvernement tory que nous avons en face de nous, un gouvernement qui est contre les œuvres

sociales. Le gouvernement actuel, bien qu'il semble reconnaître la nécessité d'avoir une organisation spéciale pour prendre les adolescents en charge, n'a rien fait pour les autres sortes de déshérités comme les aveugles, les gens âgés et les invalides, qui sont la responsabilité de tout gouvernement. De plus, le gouvernement de l'Union nationale a fait de son mieux pour détruire le travail entrepris par l'honorable Henri Groulx. La seule chose que le gouvernement actuel sait faire consciencieusement, c'est de détruire et non de reconstruire.

On se vante d'avoir créé un ministère spécialement pour la jeunesse. C'est mon gouvernement qui a créé le ministère du Bien-être social.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Ah... non. Tout ce que le gouvernement libéral a fait, ça a été de décréter que le ministre de la Santé s'appellerait, à l'avenir, ministre de la Santé et du Bien-être social.

**M. Godbout (L'Islet):** (Brandissant le Statut)

Voilà la loi. Elle a quinze pages. Cela devrait suffire à mon bon ami. Il (M. Godbout) cite le chapitre 32 des Statuts refondus qui, dit-il, instituait le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

La loi ne prévoyait pas autre chose que la nouvelle désignation du ministre de la Santé. Il n'existait aucun bureau, aucun employé du Bien-être social, lorsque j'ai pris charge de ce ministère.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'entrée en vigueur de la loi n'a jamais été proclamée par le lieutenant-gouverneur.

**M. Godbout (L'Islet)** soutient le contraire.

En réalité, ce département est tellement embroussaillé que le titulaire ne s'y comprendra jamais. Il ne pourra jamais s'en dépêtrer. On aurait dû profiter des études fouillées faites par la Commission d'assurance-maladie au lieu de tout recommencer. À mon avis, le bill n'apporte rien de nouveau. Il ne solutionne rien.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre du Bien-être social et de la

Jeunesse à conclure avec des corporations, sociétés et personnes toute entente qu'il juge opportune pour remédier à la délinquance juvénile dans la province, assurer la garde, l'entretien et le soin des jeunes délinquants et aider à leur réhabilitation."

Cet article est amendé et se lit maintenant comme suit:

"3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse à conclure avec des corporations, sociétés et personnes toute entente qu'il juge opportune ou à modifier toutes ententes existantes pour remédier à la délinquance juvénile dans la province, assurer la garde, l'entretien et le soin des jeunes délinquants et des enfants abandonnés et aider à leur réhabilitation."

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 à 6, ainsi que le préambule, sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 65 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

### Code civil

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 modifiant le Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La plupart des articles sont des articles de

concordance avec les changements faits à la loi de l'enregistrement. Les autres changent le mot "gouverneur" par le mot "lieutenant-gouverneur" au sujet des proclamations. C'est une affirmation des droits de la province.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** (Souriant)

La province est sauvée!

(Rires à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y a aussi un article qui est ajouté au Code civil et qui dit:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déterminer le mode de reconstitution des registres de l'état civil, lorsque les deux exemplaires d'un registre sont perdus ou totalement ou partiellement détruits."

Les articles 1 à 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Ledit Code est modifié en ajoutant après l'article 78j, édicté par l'article 1 de la loi 9 Édouard VII, chapitre 69, le suivant:

"78i. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déterminer le mode de reconstitution des registres de l'état civil, lorsque les deux exemplaires d'un registre sont perdus ou totalement ou partiellement détruits.

"Il peut aussi régler la procédure à suivre pour inscrire dans les registres de l'état civil les naissances, mariages et sépultures qui auraient dû y être inscrits et ne l'ont pas été pour quelque cause que ce soit. Cette procédure peut être décrétée généralement ou pour tout cas particulier."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Cet amendement m'a été demandé par les officiers de mon département. C'est ainsi que beaucoup d'anciens combattants arrivent mariés et sans certificat de mariage.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je m'oppose à ce changement. Je reconnais l'importance d'une pareille législation, mais je trouve que les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil sont trop étendus.

**M. Choquette (Montmagny):** La question des registres de l'état civil est très délicate. La meilleure chose serait de demander à l'assistant-

procureur général, M. L. Désilets, de préparer des règlements que nous placerons dans le Code. Il est dangereux d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les règlements qui lui plairont.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Je partage l'avis de mon bon ami de Montmagny.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai aucune objection à limiter l'application de l'article à quelques cas particuliers. Je suis prêt à biffer cet article.

L'article 3 est retiré, et en conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Les articles 4 à 23 sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 69 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait l'éloge de cette loi passée par l'Union nationale et rend hommage à celui qui l'a rédigée, M. Édouard Asselin. M. Asselin, dit-il, est insurpassable dans la rédaction des lois, au point de vue clarté et élégance de la forme. J'ai entendu faire son éloge par des juges de la Cour d'appel.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Régie des transports et communications

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 66 concernant la Régie provinciale des transports et communications.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

5. L'article 14 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe *f* par les paragraphes et les alinéas suivants:

"*f*. De bois brut ou scié mais non assemblé;

"*g*. De sable, terre, gravier et pierre des champs;

"*h*. De lait ou de crème;

"*i*. De bestiaux ou d'autres produits de la ferme, par un syndicat coopératif agricole pour le compte de ses membres.

"La Régie peut, par ordonnance générale, décréter que les autoneiges agencées pour le transport de plus de sept personnes et de moins de treize seront considérées comme des taxis au sens de la loi des véhicules automobiles."

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit d'une question très compliquée et qui mérite une étude approfondie. C'est ainsi que l'Association des camionneurs allègue qu'elle paie pour avoir une organisation qui offre des garanties et mérite par conséquent une certaine protection. D'autre part, les camionneurs privés disent: "Nous devons, nous aussi, gagner notre vie". Il nous reste à trouver un terme juste équitable.

Il (l'honorable M. Duplessis) propose de retrancher les exemptions concernant le transport du lait et de la crème, des bestiaux ou autres produits de la ferme, par un syndicat coopératif agricole, pour le compte de ses membres.

**Les députés** décident de remettre l'étude de cet article à la séance suivante pour permettre de consulter les experts.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

**Dépôt de documents:****Rapport du ministre  
de la Chasse et des Pêcheries  
1945-1946**

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Chasse et des Pêcheries pour l'année finissant le 31 mars 1946. (Document de la session no 33)

**Ajournement**

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

**Troisième séance du 22 avril 1947****Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:****Délinquance juvénile<sup>3</sup>**

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 relatif à la délinquance juvénile soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Godbout (L'Islet), M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** et **M. Roberge (Lotbinière)** résument les objections de la gauche. Ils font observer que l'opposition regrette le délai que le gouvernement apporte à la solution du problème, au lieu de faire quelque chose, dès cette année, pour la protection de l'enfance.

**M. Godbout (L'Islet):** De plus en plus, les gouvernements partout dans le monde civilisé pensent à ces malheureux. Je ne crois pas que ces gouvernements devraient remplacer les organisations privées de charité et de bien-être public, mais plutôt

les aider. Ces organisations privées sont nécessaires pour la protection de l'enfance. En 1944, des lois ont été adoptées relativement à la protection des enfants, mais une des caractéristiques regrettables de la vie publique au Québec, c'est qu'un gouvernement cherche à renverser ce que le précédent a accompli.

L'enquête ne découvrira rien d'autre que l'enquête précédente, mise sur pied par le gouvernement libéral il y a quelques années. Je connais le patriotisme du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), et je crois qu'il va faire son possible. Et, en autant que l'opposition est concernée, nous n'avons pas d'objection à voter \$700,000 ou toute autre somme requise pour régler cette situation triste et urgente.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** En deuxième lecture, le ministre a promis un amendement pour faire en sorte que tous les ordres en conseil adoptés par rapport à cette loi soient présentés dans un délai de 15 jours de la date d'ouverture de la prochaine session, mais il n'y a aucun amendement. Je ne sais pas pourquoi la législation adéquate adoptée en 1944 n'a pas été mise en vigueur. C'est peut-être parce que les libéraux l'avaient adoptée. Ottawa a beaucoup fait pour la protection de l'enfance dans la loi sur l'allocation familiale et le premier ministre l'a pourtant critiquée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ottawa a changé sa loi en 1946 à ma demande, afin que la législation provinciale prédomine en matière d'éducation.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est la première fois que j'entends le premier ministre dire qu'Ottawa a fait quelque chose de bon.  
(Rires)

**M. l'Orateur** fait observer qu'on discute d'une loi sur la délinquance juvénile et non pas sur l'allocation familiale ou sur les mères nécessiteuses.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** D'accord. Je ne me comporterai pas comme un délinquant juvénile.  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le député est pour ou contre la loi?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne peux pas être contre cette loi. Nous sommes tellement en

faveur de la protection de l'enfance qu'il est impossible pour nous de voter contre une loi à cet effet.

J'espère que le ministre apportera toute son attention à cette loi et que son comité d'enquête servira à autre chose qu'à donner des emplois à ses amis. Comme l'opposition ne veut rien faire qui puisse nuire aux efforts que l'on tentera pour secourir l'enfance malheureuse, elle appuiera le projet de loi.

**M. Roberge (Lotbinière)** fait un long et vigoureux discours. Il déplore le fait que le gouvernement n'ait pas cru devoir appliquer la loi du régime Godbout, votée en 1944, pour prévenir la criminalité juvénile. Environ 80 % des récidivistes qui comparaissent devant les cours de cette ville, dit-il, sont d'anciens pensionnaires des écoles de réforme.

Adopté<sup>4</sup>. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Régie des transports et communications**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 66 concernant la Régie provinciale des transports et communications.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité reprend l'étude de l'article 5 et étudie l'alinéa *h*, qui se lit comme suit:

"*h*. De lait ou de crème".

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le cas est prévu par le paragraphe suivant concernant les coopératives agricoles.

Cet alinéa est retiré, et en conséquence, les alinéas subséquents sont renumérotés.

Le comité étudie l'article 5, alinéa *h*, anciennement l'alinéa *i*, qui se lit comme suit:

"*h*. De bestiaux ou d'autres produits de la ferme, par un syndicat coopératif agricole pour le compte de ses membres".

Cet alinéa est amendé et se lit alors comme suit:

"*h*. De bestiaux ou d'autres produits de la ferme, par un syndicat coopératif agricole ou par une société de coopération agricole, pour le compte de ses membres".

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 6 à 8 sont adoptés.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 66 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Travaux de la Chambre:**

#### **Motions des députés**

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

appelle la continuation du débat sur l'amendement Caron et la motion.

**Des députés de l'opposition** s'en montrent surpris<sup>5</sup>.

#### **M. Casgrain (Rivière-du-Loup)**

trouve étrange l'attitude du premier ministre qui provoque un débat, quand celui qui doit parler est absent.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les députés devraient être à leur siège.

#### **M. Casgrain (Rivière-du-Loup)**

suggère que l'on suspende l'affaire. D'après les règlements, les motions des députés ne sont habituellement appelées que le mercredi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On a déjà passé une journée entière sur cette question et il y a plusieurs autres motions sur l'ordre du jour. Je veux que l'on accorde plus de temps à l'étude des motions, avant que la Chambre aborde l'examen des derniers projets de loi.

**Motions des députés:****Souveraineté judiciaire**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 16 avril courant, sur l'amendement présenté par le représentant de Maskinongé (M. Caron), à la motion proposée par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin) mercredi le 12 mars dernier, et laquelle motion se lit comme suit:

Que,

Attendu qu'il est de l'intérêt de cette province que le Canada obtienne au plus tôt son entière souveraineté en matière juridique et mette fin à la tutelle judiciaire qu'un tribunal non canadien exerce encore sur nos cours de justice;

Cette Chambre invite le gouvernement canadien à soumettre au Parlement, actuellement assemblé, la passation d'une loi abolissant, selon la faculté reconnue par la récente décision du Conseil privé, tout droit d'appel à ce tribunal.

Et lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que", au commencement de la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec proclame de nouveau les droits exclusifs de la province en matière de droit civil et réitère son irrévocable volonté de maintenir intactes les prérogatives et libertés constitutionnelles de la province.

"Elle se déclare favorable à l'établissement d'un tribunal d'appel essentiellement canadien, siégeant en Canada, en dernier ressort, organisé et constitué de façon à sauvegarder l'autonomie des provinces, de la province de Québec en particulier, ainsi que celle du Canada."

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** propose lui-même le débat sur l'amendement Caron. Tous les membres de la Chambre se disent en faveur de l'abolition des appels, mais, dit-il, tous ne sont pas également sincères. Le gouvernement nous a proposé cet amendement pour gagner du temps. Cet amendement est dilatoire. S'il est accepté, on ne saura pas si l'Assemblée législative est pour ou

contre la suppression des appels. Le gouvernement devrait adopter la motion du député de Montmorency (M. Dumoulin) pour demander à Ottawa d'abolir les appels dans les matières qui regardent le fédéral.

Et Québec pourrait ensuite faire la même chose en ce qui regarde les appels en matière de droit civil. Alors seulement, il pourrait être question d'un autre tribunal composé de représentants du fédéral et des neuf provinces auquel seules seraient soumises les questions constitutionnelles. Mais cela suppose une entente.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La motion Dumoulin constitue une renonciation aux droits de la province. Si le fédéral a seul le droit d'abolir les appels en matière criminelle, la province a seule le droit d'abolir les appels en matière civile. Pour ce qui est des questions constitutionnelles, il faudrait une entente entre le fédéral et les provinces, et seul un tribunal canadien, à la formation duquel participeraient le fédéral et les provinces, serait qualifié pour trancher les conflits qui peuvent s'élever entre les deux pouvoirs.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le problème se posera lorsqu'on donnera effectivement suite au récent jugement du Conseil privé. Je dis au premier ministre que le meilleur moyen de conserver les lois provinciales, c'est d'abolir les appels au Conseil privé. Je suis étonné que le premier ministre ne se prononce pas carrément en faveur de l'abolition de ces appels au Conseil privé, qui est un tribunal politique.

Ce que je crains le plus à l'heure actuelle, ce sont les décisions que le Conseil privé pourrait rendre au sujet de droits de provinces. Ici, à Québec, nous sommes tous d'avis que la Constitution est un pacte et qu'elle ne peut être amendée sans le consentement des provinces. Mais, il y a l'école de ceux qui croient qu'Ottawa a tous les droits et qu'il peut amender la Constitution comme bon lui semble. En 1945, la province de Québec s'est opposée à la redistribution des comtés, et le fédéral a passé outre.

Supposons qu'il y ait, à Ottawa, un gouvernement mal intentionné vis-à-vis de la province de Québec qui passe outre et qui décide d'amender la Constitution sur un point important, sans notre consentement. Il ne nous restera, alors, que deux recours possibles: sortir de la Confédération ou nous adresser aux tribunaux, dont le Conseil privé, auquel nous n'avons pas confiance, parce que c'est un tribunal politique et que Londres a actuellement besoin d'Ottawa. Le Conseil privé, un tribunal politique comme on l'a dit, rendra sûrement une décision qui sera plus favorable à Ottawa qu'à notre province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La Confédération est un pacte, et si on ne veut pas le respecter... enfin, nous voulons le respect de la Constitution.

Il (M. Duplessis) fait un haussement d'épaules.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'en suis pour le respect de la Constitution, mais non pas en paroles, mais par des actes. Comme cela, le premier ministre serait favorable à ce que nous sortions de la Confédération. Il a laissé entrevoir que la seule solution au problème serait de sortir de la Confédération.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'affirme que nous voulons le respect de la Confédération, mais que l'attitude des centralisateurs et de leurs complices provoquera tôt ou tard la ruine de la Confédération. La province de Québec entend prendre les moyens nécessaires pour faire respecter intégralement le pacte de la Confédération.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il est certain que le pacte ne peut être maintenu sans le bon vouloir de toutes les parties contractantes, et le fédéral en est une. C'est pourquoi il faut que nous nous entendions avec les autres. Le premier ministre traite le fédéral comme un ennemi. C'est un défonceur d'autonomie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous les avons repris nos droits, notamment la taxe sur les corporations.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Nous n'avons jamais perdu nos droits. La taxe sur les corporations revenait automatiquement à la province sans qu'il soit nécessaire de faire quoi que ce soit. Je suis de ceux qui veulent l'indépendance absolue du Canada, mais je ne voudrais pas séparer la province de Québec de la Confédération. Je sais qu'il est mieux de faire du Canada un grand pays, plutôt qu'un petit pays comme la Belgique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La province de Québec est deux fois grande comme la France, six fois plus grande que l'Angleterre, 40 fois plus grande que la Belgique.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** En superficie, oui, mais en population?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est l'habitude du député de Rivière-du-Loup de vouloir rapetisser sa province.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):**

Non pas. Je suis fier de ma province, mais je ne suis pas fier pour la province de Québec de l'attitude que prend le premier ministre. Il est peut-être sincère, mais il est celui qui rend le plus mauvais service à sa province à l'heure actuelle. S'il veut se séparer de la Confédération, il n'a qu'à continuer dans cette voie. Autrement, qu'il change de méthode. Le premier ministre n'a pas changé d'idée depuis 1945. Le député de Beauharnois (M. Lemieux) a présenté de nouveau cette année le projet de loi qu'il avait présenté en 1945 et que le premier ministre avait fait remettre par une mesure dilatoire. Si le premier ministre n'est pas séparatiste...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je ne suis pas séparatiste et je ne l'ai jamais été.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):**

Eh bien, si le premier ministre est sincère, en se déclarant favorable à l'abolition de ces appels, il devrait le prouver en faisant adopter tout de suite le projet de loi du député de Beauharnois (M. Lemieux), qui propose un amendement au Code de procédure civile pour abolir le droit d'appel au Conseil privé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) sait-il que le gouvernement a actuellement un projet de loi, au *Feuilleton*, qui décrète l'abolition des appels au Conseil privé en matières civiles et pénales?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):**

Oui, mais le gouvernement présente son projet après celui du député de Beauharnois (M. Lemieux). C'est la décision du premier ministre, je l'en félicite, mais qu'il retire son amendement à la motion de mon ami de Montmorency (M. Dumoulin). Le gouvernement a-t-il inscrit ce projet de loi pour enlever au député de Beauharnois (M. Lemieux) le crédit du sien?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Dès la publication du jugement récent du Conseil privé, qui décidait que le Canada avait le droit d'abolir les appels devant le plus haut tribunal de l'Empire, j'ai donné instructions à Me Léopold Désilets, c.r., assistant-procureur général de la province, et à Me Émery Beaulieu, c.r., de Montréal, de préparer un projet de loi pour abolir tous les



appels au Conseil privé, en matières civiles et statutaires qui relèvent de la province.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)<sup>6</sup>:** Je suis surpris de voir qu'une loi de cette importance, aussi essentielle, soit soumise à la Chambre à la fin de la session. Le gouvernement attend bien tard pour présenter une mesure aussi importante. Le jugement a été rendu en janvier. Le premier ministre aurait pu présenter son projet dès l'ouverture de la session, le 12 février. Le premier ministre a été forcé par l'opposition et par l'opinion publique de faire machine arrière. Il y a deux ans, lorsque le député de Beauharnois a présenté son premier projet de loi pour abolir les appels de droit au Conseil privé en matière civile, le premier ministre trouvait que ce n'était pas opportun.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit à ce moment-là qu'il n'était pas convenable de présenter un projet de loi quand le Conseil privé se trouvait saisi de la question. Le Conseil privé avait à se prononcer sur le droit d'Ottawa d'abolir les différents appels et il n'était pas convenable d'anticiper sur son jugement. Mais dès que le Conseil privé eut rendu son jugement politique, j'ai donné instruction de présenter un projet de loi pour abolir tous les appels qui relèvent de la province.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il y a deux ans, le premier ministre était pour le maintien des appels. D'ailleurs, Ernest Lapointe, Rumilly et d'autres ont démontré que les décisions du Conseil privé ne favorisaient pas souvent les provinces. Le premier ministre veut-il isoler la province de Québec et en faire un État indépendant? Le premier ministre est-il séparatiste?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis pas séparatiste. J'ai été l'un des premiers hommes politiques à dénoncer le séparatisme. Mais je dis que la conduite des centralisateurs ne peut que conduire à la ruine de la Confédération. Il y a d'autres moyens de faire respecter nos droits et nous les prendrons. La province veut prendre tous les moyens nécessaires, moyens que je ne veux pas indiquer, pour le moment, afin de contrecarrer l'attitude des centralisateurs et de leurs complices.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quels moyens?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'appartient pas à ceux qui ont la responsabilité de

l'administration de dire d'avance quels moyens ils prendront pour combattre les ennemis de la Constitution. Il ne m'appartient pas de dire aux ennemis de la province et à leurs complices en cette Chambre de quelle façon nous allons procéder.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Nous sommes des hommes libres de ce côté-ci de la Chambre; nous ne considérons pas Ottawa comme un ennemi, mais comme le gouvernement de notre pays. Le premier ministre n'a pas le droit de déclarer que l'opposition officielle est complice du gouvernement fédéral. Ce n'est simplement qu'une façade au nom de l'autonomie provinciale, dans le but de gagner des votes.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):**  
L'esclave du gouvernement fédéral!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'autonomie du premier ministre est une autonomie de façade et un tremplin politique. Il parle d'autonomie, mais il aurait dû inviter à l'accompagner à Ottawa des représentants de tous les partis politiques. Malheureusement, il a fait de cette grande question nationale une petite question politique.

**M. Morin (Québec-Centre)** se lève pour parler.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit, évidemment, d'une méthode d'obstruction systématique de l'opposition et celle-ci ne devrait pas se surprendre si d'autres motions de la gauche ne sont pas étudiées, parce que la Chambre a beaucoup de travail devant elle.

**M. Godbout (L'Islet):** Je ne sais à quoi sert cette sortie du premier ministre. Tous les députés ont droit de parole sur les motions régulièrement inscrites en Chambre, comme le premier ministre, et ceux de l'opposition ont l'intention de se prévaloir de cette prérogative.

Nous allons exprimer nos opinions sur toutes les questions. Le premier ministre, qui est habitué à conduire ses gens comme des esclaves, ne nous conduira pas comme des esclaves, nous!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre! Je demande à l'Orateur d'obliger le chef de l'opposition à retirer ces paroles sans restriction. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de traiter d'esclaves les membres du parti ministériel. Retirez vos paroles!

**M. Godbout (L'Islet):** Ce que j'ai dit, c'est ceci: "Si le premier ministre est capable de faire agir les députés ministériels comme des esclaves, il ne le fera pas avec les membres de l'opposition." Il ne traitera pas ainsi les députés de l'opposition qui ont droit de parole et entendent bien l'exercer comme ils l'entendront.

(Cris de protestation à droite)

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Faites-lui retirer ses paroles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, j'exige que le chef de l'opposition retire immédiatement ses paroles.

(Applaudissements à droite. Protestations à gauche)

**M. l'Orateur**<sup>7</sup> maintient le point d'ordre du premier ministre. Ce que le chef de l'opposition a dit comporte que les membres du gouvernement sont des esclaves. J'ai entendu très bien les remarques du chef de l'opposition et je considère qu'elles sont une attaque directe et antiparlementaire. Il (M. l'Orateur) demande au chef de l'opposition de retirer ses paroles.

**M. Godbout (L'Islet):** Si le mot "esclaves" est jugé offensant et antiparlementaire, je le retirerai, mais c'est le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) qui l'avait lancé le premier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Retirez sans condition!

**M. Godbout (L'Islet):** Je m'adresse à l'Orateur. Le premier ministre n'a pas d'affaire là-dedans.

**M. l'Orateur:** Je suis d'avis que traiter quelqu'un d'esclave est une déclaration offensante.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean)**<sup>8</sup>: C'est un voyou qui a dit cela.  
(Protestations de part et d'autre)

**M. l'Orateur** réitère au chef de l'opposition son ordre de retirer ses paroles sans condition.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je soulève un point d'ordre.

**Des voix:** À l'ordre, à l'ordre!

**M. l'Orateur:** Il ne peut pas y avoir de point d'ordre dans un autre point d'ordre. Il faut attendre que la décision soit rendue.

**M. Godbout (L'Islet):** La première accusation est venue du ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) qui nous a traités d'esclaves. Moi, j'ai répondu: "Si le premier ministre traite ses députés comme des esclaves, il ne traitera pas de même les députés de l'opposition".

**M. l'Orateur** insiste pour que le chef de l'opposition retire ses paroles sans condition.

**M. Godbout (L'Islet)** se rend à cette demande.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Point d'ordre! Il (M. Francoeur) demande à l'Orateur d'obliger le ministre qui a crié "voyou" à retirer cette expression.

**M. l'Orateur:** Dans le bruit de la discussion, je n'ai pas entendu cela. J'étais occupé à répondre au premier point d'ordre.

**M. Morin (Québec-Centre):** J'étais loin de croire que nous siégeons au *Reichstag* ici, sous la férule d'Hitler. Mais j'ai mon droit de parole et je vais l'exercer. Cette question des appels au Conseil privé intéresse toute la province et toute la profession légale. Depuis le traité de Westminster, il n'existe aucun doute sur la nécessité d'abolir les appels au Conseil privé. Tout le monde est d'accord là-dessus. Le Canada a sa souveraineté extérieure complète. Il a le droit de traiter, le droit de nommer des ambassadeurs, le droit de faire la guerre et de faire la paix.

Il a donc tous les attributs d'un État. Par contre, la souveraineté intérieure de notre pays n'est pas complète puisque nous n'avons pas l'administration complète de la justice, puisque les appels au Conseil privé constituent, à l'heure actuelle, le plus bel exemple de colonialisme et de servilisme qui soit.

Il y a actuellement, sur l'ordre du jour, deux lois relatives à cette abolition, une du premier ministre et une autre du député de Beauharnois (M. Lemieux). Jusque-là, jusqu'à l'inscription de la loi du gouvernement, rien ne permettait de conclure que le premier ministre était revenu à de meilleurs sentiments. Pourquoi, il y a deux ans, s'est-il objecté au bill Lemieux, pourquoi n'avoir pas adopté ce bill l'an dernier?

Le gouvernement n'aurait pas été obligé de faire tant de détours cette année pour arriver au même but que le député de Beauharnois (M. Lemieux). Il (M. Morin) propose que le gouvernement de Québec s'entende avec Ottawa sur la nature du tribunal qui devra nous juger en dernier lieu. Il suggère aussi la formation d'une commission qui déciderait de toutes les questions concernant la Constitution.

Il (M. Morin) propose, par voie de sous-amendement, appuyé par le représentant de Chambly (M. Joyal), que l'amendement en discussion soit amendé en retranchant le dernier paragraphe dudit amendement et en y ajoutant: "Que cette Chambre réclame l'adoption incessante par l'autorité compétente d'une loi abolissant les appels au Conseil privé."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de ce sous-amendement, alléguant qu'il est irrégulier parce que:

a. Il anticipe sur une loi qui est déjà sur le *Feuilleton* de la Chambre et qui se rapporte au même sujet;

b. Il ne découle pas de l'amendement principal<sup>9</sup>.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si le sous-amendement n'est pas légal, l'amendement Caron ne l'est pas non plus et, pourtant, on discute là-dessus depuis une heure.

**M. Choquette (Montmagny):** Le sous-amendement est régulier, puisqu'il demande l'abolition immédiate des appels au Conseil privé, tandis que le bill du premier ministre ne la demande pas, mais laisse le lieutenant-gouverneur en conseil décider quand la loi entrera en vigueur.

**M. Godbout (L'Islet) et M. Drouin (Québec-Est)** participent au débat.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** prend part au débat.

**M. l'Orateur** maintient le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre, et il cite l'article 153 du Règlement qui interdit toute motion qui soulève une question identique, au fond, à une question qui est déjà sous une forme quelconque inscrite au *Feuilleton*. Il est d'avis qu'il y a actuellement au *Feuilleton* deux lois concernant une

question identique. Il déclare, en conséquence, irrégulier et illégal le sous-amendement proposé par le député de Québec-Centre (M. Morin).

**M. Godbout (L'Islet)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

**Contre:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guérin, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Lizotte, Morin, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 26.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue<sup>10</sup>.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** poursuit le débat sur l'amendement Caron. Notre pays est parvenu à sa maturité, dit-il, et nous avons raison d'avoir confiance dans nos tribunaux et juges canadiens. Tous les partis politiques ont nommé des juges qui ont oublié leurs anciennes adhésions politiques, une fois rendus sur le banc, et qui ont fait grandement honneur à la magistrature.

Il (M. Hamel) cite des noms et donne des exemples qui s'appliquent aux bleus comme aux rouges.

Ceux qui ne sont pas des hommes de loi, dit-il, croient à la valeur de nos tribunaux. Nous possédons de bons avocats et des juges qui sont capables de donner justice à tous les justiciables, et nous voulons que la justice canadienne soit administrée par des Canadiens.

Il propose, par voie de sous-amendement, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. Lizotte), que l'amendement en discussion soit amendé en retranchant le dernier paragraphe dudit amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre dudit sous-amendement, alléguant qu'il est puéril et ridicule, ayant pour effet de faire disparaître toutes les conclusions et de la motion principale et de l'amendement, et il cite de plus les dispositions des articles 172 et 180 du Règlement.

(Un débat s'ensuit)

**M. l'Orateur** déclare qu'il réserve sa décision.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai aucune objection à voter le sous-amendement.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** retire le sous-amendement qu'il a proposé.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatien, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Laurendeau, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 49.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Lawn, Leduc, Lizotte, Morin, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 23.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

### NOTES

1. Contrairement à l'orthographe usuel, le texte originel de la loi ainsi que plusieurs des journaux dépouillés écrivent le mot *délinquance* comme suit: "délinquence".

2. Bien que le débat qui suit porte davantage sur le principe général du bill, il se déroule en comité plénier, selon *Le Soleil* du 23 avril 1947, à la page 6.

3. *The Gazette* du 23 avril 1947, à la page 2, soutient que: "quand la Chambre eut terminé l'étude du bill de M. Sauvé à la séance du soir, les orateurs libéraux étaient très favorables à ce bill".

4. Le bill est adopté à l'unanimité, selon *L'Action catholique* du 23 avril 1947, à la page 13.

5. *L'Événement-Journal* du 23 avril 1947, à la page 1, soutient que les députés de l'opposition n'avaient pas été encore prévenus et que M. Choquette, qui avait ajourné le débat, n'était pas à son siège. C'est donc M. Casgrain qui a pris la relève.

6. Quelques minutes plus tard, ce projet de loi, intitulé loi modifiant le Code de procédure civile, et la loi des renvois à la Cour du banc du roi furent distribués à la Chambre, selon *L'Événement-Journal* du 23 avril 1947, à la page 1.

7. À ce moment du débat, c'est M. Tellier qui préside en l'absence de M. Taché, et ceci, semble-t-il jusqu'à la fin de la séance, selon *Le Soleil* du 23 avril 1947, à la page 3.

8. Certains journaux, peu nombreux, tels *The Gazette* du 23 avril 1947, à la page 1, et *Le Soleil* du même jour, à la page 10, soutiennent sans équivoque qu'il s'agit ici du ministre Beaulieu; les autres se font plus discrets et ne font que dire qu'il s'agit "d'un ministre".

9. Un long débat s'ensuit, selon *Le Devoir* du 23 avril 1947, à la page 10.

10. Il est alors 11 h 25, selon *L'Action catholique* du 23 avril 1947, à la page 1.

Séance du mercredi 23 avril 1947

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 176 concernant la Commission des écoles catholiques de Lachine.

Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité et de celui des promoteurs, les principaux intéressés dans ce bill ont convenu de recommander à votre honorable Chambre que le titre "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Lachine" soit changé en celui de "Loi concernant les corporations scolaires catholiques de Lachine".

- bill 155 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les Écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs, et assurant des revenus appropriés au Bureau central des Écoles protestantes de Montréal.

Le rapport est adopté.

**Motions des députés:**

**Paiement d'une prime sur  
la production du lait, du  
beurre et du fromage**

**M. Sylvestre (Berthier)**<sup>1</sup> demande la prise en considération de sa motion relative au paiement d'une prime sur la production du lait, du beurre et du fromage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** refuse de se rendre à cette demande.

**M. Sylvestre (Berthier)** proteste.

**Projets de loi:**

**Code de procédure civile**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 75 modifiant le Code de procédure civile et la loi des renvois à la Cour du banc du roi.

Il (l'honorable M. Duplessis) annonce qu'il y apportera lui-même un amendement<sup>2</sup>, lorsque la Chambre étudiera le projet. L'amendement aura pour objet de décréter que la loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Le bill tel que soumis dit que la loi entrera en vigueur sur proclamation du lieutenant-gouverneur.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** demande au premier ministre si c'est par oubli qu'il ne soumet pas à la considération de la Chambre le projet de loi du député de Beauharnois (M. Lemieux) qui concerne, aussi, l'abolition des appels de la province au Conseil privé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne peut y avoir deux lois sur le même sujet et la Chambre aura à considérer la plus complète des deux. Je verrai le député de Beauharnois pour m'entendre avec lui. Nous ne voulons pas lui enlever sa part de gloire. J'essaierai de lui donner autant de gloire que possible.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Cette entrevue inquiétera sans doute le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** "Le mieux est l'ennemi du bien"; alors, il ne peut être question que le député de Beauharnois (M. Lemieux) s'accorde avec le gouvernement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Motions des députés:**

**Paiement d'une prime sur  
la production du lait, du  
beurre et du fromage**

**M. Sylvestre (Berthier)** se lève pour demander à nouveau la prise en considération de sa

motion relative au paiement d'une prime sur la production du lait, du beurre et du fromage.

**Des députés ministériels:** À l'ordre, à l'ordre!

#### Projets de loi:

##### **Séminaire des Trois-Rivières**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 76 concernant le Séminaire des Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Séminaire de Sherbrooke**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 77 concernant le Séminaire de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Séminaire des Trois-Rivières**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 76 concernant le Séminaire des Trois-Rivières.

Adopté.

##### **Séminaire de Sherbrooke**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 77 concernant le Séminaire de Sherbrooke.

Adopté.

#### Remboursement de droits:

##### **Association professionnelle des mesureurs de bois**

**M. Bellemare (Champlain)** propose que les honoraires payés pour le bill 166 concernant l'Association professionnelle des mesureurs de bois

licenciés de la province de Québec soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

#### Demandes de documents:

##### **Permis de coupe dans Kamouraska**

**M. Lizotte (Kamouraska)** propose qu'il soit produit et déposé, sur le bureau de cette Chambre:

*a.* Une liste de tous les permis spéciaux de coupe de bois sur les terres de la couronne, dans le comté de Kamouraska, octroyés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1945 et le 1<sup>er</sup> février 1947, donnant, pour chaque permis, le nom du concessionnaire, la quantité autorisée, le tarif des droits s'il comporte une réduction et une indication sommaire des terrains formant l'objet du permis;

*b.* Une liste de tous les permis de coupe sur des réserves cantonales, dans le comté de Kamouraska, accordés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1945 et le 1<sup>er</sup> février 1947, donnant, pour chaque permis, le nom du concessionnaire, la quantité autorisée, le tarif des droits de coupe s'il comporte une réduction et le nom de la réserve.

Adopté.

#### Motions des députés:

##### **Modifications à la loi des accidents du travail<sup>3</sup>**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 7 mars dernier, sur la motion du représentant de Rouyn-Noranda (M. Côté) proposant:

Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait, dès la présente session, présenter un bill modifiant la loi des accidents du travail, chapitre 60, Statuts refondus, 1941, apportant des amendements aux articles 106, 107, ainsi qu'à la cédule 3 de ladite loi, de manière que tout ouvrier ayant été à l'emploi d'une exploitation minière pour une période totale d'au moins cinq années, et souffrant d'une infection pulmonaire tuberculeuse après cette période, ait droit à tous les bénéfices et privilèges de ladite loi.

**M. Goudreau (Richmond)** félicite le premier ministre, le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), et leurs collègues de ce qu'ils ont fait pour les ouvriers depuis qu'ils sont au pouvoir. Le ministre comprend

très bien les problèmes de la classe ouvrière et il s'emploie continuellement à favoriser ceux qui peinent. Les ouvriers sont pleinement satisfaits des décisions prises. La Commission des accidents du travail a déjà le pouvoir de payer des indemnités dans tous les cas; restait la difficulté pour les ouvriers de bien établir leurs réclamations. Le gouvernement y a pourvu en mettant un médecin spécialisé dans les maladies industrielles à leur disposition.

Si le député de Rouyn-Noranda (M. Côté) s'était renseigné, il aurait appris que le gouvernement s'est occupé de cette question activement en août, septembre et octobre 1946, plus spécialement, et qu'à la suite d'études approfondies, après avoir entendu les intéressés, on en est venu à une solution qui a semblé donner satisfaction à tout le monde. Depuis, dans le bureau du ministre du Travail, il y a eu de nombreuses réunions. Des médecins ont été nommés pour travailler à résoudre le problème des maladies industrielles des ouvriers employés des mines, et le Dr Vidal, de Montréal, un grand spécialiste, consacre tout son temps à cette question angoissante. Il (M. Goudreau) promet que le gouvernement rendra justice à cette classe d'ouvriers.

Je propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Larivière), que tous les mots après "que", au commencement de la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec recommande au gouvernement de continuer à faire toutes les améliorations raisonnables pour que les ouvriers employés dans les exploitations minières de la province et qui sont victimes, à l'occasion de leur travail, de silicose, d'amiantose, d'infection pulmonaire tuberculeuse, ou d'autres maladies semblables, puissent profiter de tous les bénéfices et privilèges de la loi des accidents du travail (S. R. Q. 1941, chapitre 160) et de ses amendements."

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Il est malheureux que le député de Richmond (M. Goudreau) se soit fait l'écho de ses chefs pour faire de la politique sur une question aussi grave. Quand ils étaient dans l'opposition, nos amis d'en face ont pris des engagements bien précis; mais depuis qu'ils sont au pouvoir, ils ne font pas autre chose que demander à la Chambre des provisions pour étudier. Quand il s'agit de la protection des ouvriers, on nomme des commissions et on étudie. Les ouvriers attendaient beaucoup plus du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). Le gouvernement

ne fait rien pour le règlement des problèmes ouvriers, malgré les tirades de son chef sur la protection accordée à la classe ouvrière.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu), après son élection partielle, a soulevé le même problème. Le gouvernement avait alors promis de régler ce problème, mais il n'a rien fait depuis. Le gouvernement n'a pas l'intention d'agir, du moins en ce qui concerne cette motion. C'est un gouvernement d'études et de commissions que nous avons. Pendant que les commissions étudient, les maladies industrielles se développent. La correspondance échangée entre le ministre et les intéressés prouve que le gouvernement ne veut rien faire pour les victimes de ces maladies.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):**

Sous l'ancien gouvernement, les ouvriers atteints de silicose ne recevaient rien. Aujourd'hui, non seulement on étudie, mais on paye les ouvriers. Tous les ouvriers qui ont présenté des réclamations ont été payés, sur l'ordre du premier ministre. C'est le cas, en particulier, pour la ville de Saint-Jean, où existe une fabrique de poteries. Il y avait 25 cas de silicose dans les poteries de Saint-Jean. Ces gens-là ne recevaient pas un sou sous l'ancien gouvernement. Aujourd'hui, tous ceux qui ont produit des réclamations ont été indemnisés. Les 25 cas de silicose qu'il y avait ont été réglés. Ces ouvriers souffrant de maladies industrielles ont reçu compensations qui leur donnent entièrement satisfaction.

Les taux de réclamations ont été haussés de 1 % à 7 %, et le potier de Saint-Jean reçoit peut-être, à mon avis, les indemnités les plus élevées du Canada et d'Amérique. Ce qu'on paie à Saint-Jean représente un capital de \$200,000. Et l'on voit en même temps à améliorer les conditions de travail, de façon à empêcher les ravages de la maladie. Le président de l'Union des poteries d'Amérique prétend que nulle part ailleurs au monde, on ne paie des compensations plus élevées aux ouvriers que dans la province de Québec. C'est l'Union nationale qui est responsable de ces améliorations. La Canadian Potteries, de même que les ouvriers, ont remercié le gouvernement de ce qu'il a fait en ce domaine. Le ministre du Travail a créé un service composé de techniciens et de médecins dans le but d'examiner le problème.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** déplore que l'on ait transporté cette question importante sur le terrain politique. Que le gouvernement arrête de faire de la petite politique et qu'il fasse quelque chose pour les travailleurs. Il se peut, dit-il, que les ouvriers du comté de Saint-Jean soient satisfaits de ce qu'on a

fait pour eux, mais tous les cas sont loin d'être réglés, si l'on en juge par les nombreuses plaintes que l'on reçoit de la part d'ouvriers des autres parties de la province qui prétendent souffrir de ces maladies et qui prétendent ne pas avoir reçu le traitement auquel ils avaient droit. Nous recevons des plaintes toutes les semaines. Et les cas qui ont été réglés l'ont été en vertu d'amendements adoptés sous l'administration libérale.

Je suis prêt à admettre que la situation est difficile et complexe. Les efforts du gouvernement précédent en vue de trouver une solution ne peuvent être négligés. Plusieurs amendements à la loi des accidents du travail ont été adoptés sous le régime Godbout, afin de résoudre le problème. C'est une question d'équité pour les employeurs, aussi bien que pour les ouvriers. Le ministre a oublié de dire sous quel gouvernement ont été passés les amendements à la loi des accidents du travail permettant de prendre soin des ouvriers souffrant de silicose ou d'amiantose. Mais il ne faut pas dire que tous les cas ont été réglés. L'industrie doit supporter ses risques, mais il n'est pas juste qu'un ouvrier qui a contracté une maladie industrielle dans une industrie, et qui change de métier, réclame une compensation à son deuxième patron.

La question a été étudiée assez longtemps. C'est le temps d'agir. Le ministère du Travail (l'honorable M. Barrette) a dans ses dossiers tous les renseignements nécessaires pour protéger les ouvriers efficacement avec l'apport des dispositions de la loi des accidents du travail. Rien n'a été fait depuis trois ans. Il y a tout ce qu'il faut dans la loi actuelle pour donner justice à tout le monde. Tout ce que l'on pourrait peut-être y ajouter est un amendement déterminant pendant quelle période un ouvrier dit avoir travaillé dans une industrie, pour mériter des compensations, en cas de maladie. Ce problème est assez sérieux pour qu'on le traite de sang-froid et qu'on ne le rejette pas sur la politique. Donnons plus de protection à l'ouvrier et à l'industrie et les conditions deviendront meilleures pour tout le monde.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** L'ancien gouvernement libéral n'a jamais appliqué les amendements qu'il a fait apporter à la loi des accidents du travail. Seul le gouvernement actuel a fait quelque chose. Dans la ville de Saint-Jean, tout le monde est satisfait, tout le monde est bien payé et bien indemnisé. On paye annuellement \$21,300 en compensations. Nous n'avons pas fait de ce problème une question politique, mais une question de sécurité familiale et industrielle, qui est très précieuse pour le

gouvernement. Tous les cas sont maintenant réglés, non seulement à Saint-Jean, mais dans le comté de Mégantic et ailleurs. Le même traitement est donné aux ouvriers de tous les autres coins de la province.

Dans tous les domaines, le gouvernement veut se porter au secours des ouvriers victimes de leur travail. Il veut prévenir, non seulement les maladies pulmonaires, mais aussi les maladies du cœur imputables au genre du travail accompli. Nous voulons, en somme, des mesures de véritable sécurité sociale. Jamais les ouvriers n'ont été aussi bien compensés pour leur incapacité et leur perte de travail. Jamais la province n'a fait plus qu'à l'heure actuelle pour prévenir les maladies industrielles et indemniser ceux qui en sont atteints. Nous voulons non seulement compenser, mais aussi prévenir les maladies. C'est ainsi que la Commission paiera un million de dollars de plus en indemnités, cette année, que l'an dernier. M. André Roy, secrétaire général de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.), a louangé le gouvernement pour ce qu'il a fait.

En juillet dernier, le gouvernement a adopté un arrêté ministériel qui oblige les compagnies de mines à faire subir un examen médical aux ouvriers avant l'embauchage, et à faire en sorte que ceux qui sont déclarés malades ne retournent plus travailler sous terre. Nous avons mis au service des ouvriers un médecin et un avocat spécialisé dans les relations industrielles. Sur l'ordre du premier ministre, les ouvriers qui ne peuvent travailler reçoivent maintenant une indemnité complète de 66 %, tandis qu'auparavant, ils ne recevaient que 30 % ou 35 %. Les ouvriers reçoivent l'indemnité complète, même quand le médecin est d'avis que l'ouvrier souffre de silicose ou d'amiantose dans une proportion de 25 % ou 30 %. On serait bien de faire des suggestions utiles, plutôt que des critiques non fondées.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Les députés intéressés dans les mines n'ont pas été consultés dans l'affaire des compensations. C'est un amendement libéral, proposé en 1943, à la loi des accidents du travail qui permet aujourd'hui d'indemniser les ouvriers souffrant de tuberculose, après avoir contracté la silicose et l'amiantose.

Il (M. Drouin) demande au ministre d'étudier le cas des anciens mineurs qui souffrent de tuberculose contractée au cours de leur travail. Il félicite le député de Rouyn-Noranda (M. Côté) d'avoir présenté cette motion qu'il appuie.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je regrette, dit-il, qu'on ait fait de la politique avec une question



aussi importante que celle que j'ai soulevée par ma motion. On a cité des télégrammes de chefs ouvriers. Si j'avais prévu cela, j'aurais pu moi-même en déposer des paquets devant la Chambre. Les ouvriers qui souffrent de tuberculose causée par la silicose ou l'amiantose ne reçoivent pas de compensation. Ce que je veux, c'est qu'on amende la loi afin que les ouvriers souffrant de tuberculose, après avoir été affectés par la silicose et l'amiantose, puissent recevoir une compensation.

Il (M. Côté) reproche au gouvernement de n'avoir pas invité tous les députés intéressés aux conférences convoquées par l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). Il regrette que l'on fasse de la politique avec cette question. La tuberculose, contractée à la suite du travail dans les mines, n'est pas comprise dans la loi des accidents du travail.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Cette maladie est couverte par la loi. La Commission des accidents du travail peut étudier les cas de tuberculose même après cinq ans, quand il s'agit de rendre justice à des ouvriers.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je connais nombre de cas où la Commission a refusé de s'occuper des réclamations des ouvriers souffrant de tuberculose.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

**Contre:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Lizotte, Marler, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 31.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté.

## Demandes de documents:

### Projet d'un pont entre Québec et Lévis

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 26 mars dernier, sur la motion du représentant de Québec-Est (M. Drouin), proposant:

Qu'il soit produit et déposé, sur le bureau de la Chambre, une copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, associations, corps publics, etc., relativement à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent entre les cités de Québec et de Lévis.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le gouvernement peut réaliser cette entreprise sans qu'il lui en coûte un sou. Il n'a qu'à accepter le 5 % que le gouvernement fédéral lui offre de l'impôt sur les revenus personnels.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
À l'ordre, à l'ordre!

**M. Drouin (Québec-Est):** Si le gouvernement accepte ce que le fédéral lui offre, il touchera \$10,000,000 par année et, en moins de deux ans, le nouveau pont de Québec, dont le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) estime le coût à \$18,000,000, sera entièrement payé.

(Applaudissements à gauche)

**M. Morin (Québec-Centre):** Il est de toute nécessité d'améliorer les conditions de transport entre Québec et Lévis. Il (M. Morin) rappelle l'importance économique d'une telle amélioration, pour absorber l'augmentation sans cesse croissante du trafic touristique. Il n'y a aucun doute qu'un second pont de Québec est devenu presque une nécessité. Sur le pont actuel, voici le nombre d'autos qui ont passé en trois ans: 454,578 autos sont passées sur le pont de Québec en 1939, 425,426 en 1940 et 494,558 en 1941. De la province de Québec seulement, le nombre des autos qui ont traversé le pont de Québec en 1939 a été de 439,800, de 414,850 en 1940 et de 481,160 en 1941. Des autres provinces, le nombre des autos sur le pont de Québec a été de 2,250 en 1939, de 2,023 en 1940 et de 2,126 en 1941.

De leur côté, les bateaux de la traverse de Lévis ont transporté 533,325 autos en 1939, 496,262 en 1940, et 777,823 en 1941. Plus de 1,000,000

d'autos traversent chaque année le fleuve, soit par le pont de Québec, soit par la traverse de Lévis. Cela veut dire que si un pont était construit entre Québec et Lévis, il pourrait compter sur les deux tiers au moins du trafic, lequel est appelé à augmenter au carré et peut-être au cube.

La question d'un pont entre Québec et Lévis est à l'étude depuis près d'un siècle. En 1853, l'ingénieur William Sorrell a fait un projet de pont suspendu qui est considéré comme un chef-d'œuvre. Il (M. Morin) donne des détails sur le projet Sorrell.

Devons-nous construire un nouveau pont en acier ou un tunnel en béton sous le fleuve? Une compagnie qui fabrique l'acier a déjà fait des plans. Il ne faudra pas perdre de vue le côté esthétique, car on ferait tort au tourisme. Le tourisme est l'une des principales industries de la Vieille Capitale et il ne faudrait pas en diminuer l'intensité. Je suis favorable à la construction d'un pont, en autant qu'il ne portera pas atteinte à l'harmonie et à l'esthétique de Québec.

Si ces conditions n'étaient pas remplies, je favoriserais, dit-il, de préférence la construction d'un tunnel sous le Saint-Laurent. Pour cette raison, je suggère qu'on étudie les deux projets en même temps, afin de constater quel est celui qui convient le mieux à la physionomie de la ville de Québec. La commission d'urbanisme de Québec devrait se mettre à l'œuvre immédiatement et étudier le problème en n'oubliant pas que notre ville doit rester telle qu'elle est pour attirer chez elle le tourisme. J'appuie la motion de mon collègue de Québec-Est (M. Drouin).

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Le gouvernement ne peut se désintéresser d'une question aussi grosse de conséquences que celle qui fait l'objet de la motion en discussion. Je laisse à l'opinion publique le soin d'apprécier l'attitude d'un groupe politique qui, dans 45 ans de pouvoir, n'a pas songé à construire un pont entre Québec et Lévis. Si une telle urgence existe, aujourd'hui, personne ne croira qu'elle a pris naissance subitement, cette année. Il s'agit ici d'une entreprise gigantesque comportant des millions et des millions de dépenses.

En écoutant les députés de l'opposition, je fus extrêmement surpris de constater que certains d'entre eux n'en ont pas fait mention et que les autres n'en ont dit qu'un mot distraitement, comme si cela n'avait aucune importance. Si ces messieurs de l'opposition traitent avec autant de légèreté d'une dépense aussi énorme, bien que n'ayant presque rien accompli dans le domaine des ponts, on voit là une nouvelle preuve du peu de sérieux avec lequel ils

envisagent l'emploi des deniers publics. Ce sont les mêmes gens qui, à tout propos et hors de propos, parlent de dépenses exagérées des argents du peuple.

Si plusieurs députés se sont prononcés de cette façon sur ce projet de pont entre Québec et Lévis, tous ont parlé de son urgence; un a soumis qu'un tunnel serait peut-être préférable; un autre a exprimé des doutes au sujet du choix du site. Certains semblent s'imaginer que le pont devrait être le prolongement de la Grande-Allée et de la rue Saint-Louis. Il en est qui suggèrent Sillery comme site du côté nord. Un autre le veut à la basse ville, bien qu'une étude préliminaire, parue dans les journaux, voudrait qu'enjambant le fleuve à 320 pieds au-dessus du niveau des eaux hautes, ce pont, de plus d'un mille de long, soit de 5,508 pieds, aboutirait d'un côté près de l'hospice de Lévis et de l'autre, à l'ouest de la Citadelle, son approche se prolongeant vers l'entrée du parc des Champs-de-Bataille, près de la Croix du Sacrifice sur la Grande-Allée.

On se demande même, en plusieurs milieux, si ce pont n'affecterait pas le cachet particulier du Vieux-Québec. A-t-on songé suffisamment que ce coin de la Vieille Capitale attire chaque année des milliers et des milliers de touristes? Nous sommes tous d'accord, et les étrangers ne manquent pas de le souligner, pour affirmer qu'il y a là un des plus beaux panoramas du monde!

Cette question occupe donc l'opinion publique depuis plusieurs mois. M. P.-L. Pratley, ingénieur-conseil de Montréal, auteur d'un projet préliminaire pour un pont entre Québec et Lévis, déclarait dans une causerie donnée devant les membres de la Chambre de commerce des jeunes de Québec, le 26 février dernier, que ce pont, selon lui, coûterait environ \$18,000,000, et que son exécution prendrait au moins quatre ans de travail ininterrompu.

L'entretien annuel, d'après lui, coûterait \$80,000, sans parler de l'intérêt sur le capital engagé. Comme il s'agit simplement d'un avant-projet ou d'une étude préliminaire, il peut arriver qu'après sondages et forages, ou pour d'autres raisons sérieuses, il soit nécessaire de modifier le projet, ce qui entraînerait une augmentation du coût.

On se rappellera facilement que le pont Jacques-Cartier, à Montréal, qui devait coûter de \$8,000,000 à \$9,000,000, a pourtant coûté, une fois terminé, environ \$20,000,000. Cet exemple prouve qu'il peut y avoir une différence considérable entre un estimé préliminaire et le coût réel d'une œuvre. Si je cite ces chiffres de \$20,000,000 pour ce pont, cela ne

veut pas dire que je les accepte comme définitifs, ni que je les approuve. On se rappellera également que le pont de Québec, entre Saint-Romuald et Cap-Rouge, à sept milles à l'ouest de la capitale, plus court que celui qu'on projette, a coûté \$22,000,000, et que sa construction, commencée en 1899, ne fut terminée qu'en septembre 1917, c'est-à-dire 18 ans plus tard!

Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'aujourd'hui et pour combien d'années à venir, je l'ignore, ces deux ponts, dont l'un a coûté \$20,000,000, et l'autre, \$22,000,000, comporteraient une dépense doublant les chiffres déjà cités, à cause de l'augmentation fabuleuse du coût des matériaux et de la difficulté à les obtenir. Ceci démontre qu'avant de s'engager dans une entreprise aussi vaste et aussi coûteuse, il faut procéder avec beaucoup de prudence et bien envisager tous les aspects de la question, qu'ils soient d'ordre esthétique ou urbain, financier, commercial ou touristique, sans oublier que le détournement du trafic actuel ferait naître bien des problèmes à solutions difficiles et dispendieuses.

De toute façon, avant qu'on ait trouvé à ces problèmes épineux et importants, que soulève cette entreprise, des solutions pratiques, en tenant compte des nombreuses années que demanderait sa réalisation, en attendant que l'unanimité se fasse, ne serait-il pas à propos de songer immédiatement à améliorer les conditions de transport existant actuellement entre les deux rives? Avant de s'engager dans une entreprise aussi coûteuse, il faut en étudier en profondeur tous les aspects.

Il y aura à l'esprit deux solutions: il y aurait peut-être lieu d'améliorer la circulation sur le fleuve, en augmentant le nombre et la capacité de logement des traversiers, ne fût-ce qu'au temps où le trafic est le plus dense. Dans ce cas, ce problème ne relève pas de nous. Par ailleurs, il y a le pont de Québec. En 1929, on a construit une voie carrossable sur le pont de Québec de 15 pieds 2 pouces. Mais, dès le début, on s'aperçut, comme on aurait dû le prévoir, que cette voie, à cause de son manque de largeur, ne répondrait pas aux besoins de la circulation.

Des démarches furent faites auprès du gouvernement fédéral, par le gouvernement de l'Union nationale et par le gouvernement libéral provincial, dans le but d'obtenir l'usage de la voie ferrée, côté est, qui n'est pas utilisée pour le transport ferroviaire, et qui permettrait la construction d'une voie carrossable de 30 pieds, par suite d'un exhaussement, ou encore la circulation sur deux voies à sens unique. Il serait possible d'utiliser une des voies de chemin de fer pour avoir deux voies carrossables sur ce pont.

En invoquant des difficultés d'ordre technique, le gouvernement fédéral et la Commission des chemins de fer n'ont pas encore accordé la permission demandée. Ces difficultés sont loin d'être insurmontables et il devrait être possible, avec un peu de bonne volonté, de les aplanir. J'ai soumis moi-même un projet sérieux aux autorités fédérales, et je continuerai d'intervenir en modifiant, au besoin, les plans soumis.

Je suis heureux de déclarer à la Chambre que l'honorable premier ministre m'autorise à annoncer que notre gouvernement prendra tous les moyens pour améliorer la route entre les deux rives du fleuve. À la suite de nombreuses représentations faites par l'honorable député de Lévis (l'honorable M. Larochelle), ministre d'État, M. Omer Langlois, journaliste, et autres personnes intéressées, mon collègue le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) a fait préparer des plans d'une route reliant par ledit pont les tronçons de la route Trans-Canada, rive nord et sud, et mon propre ministère, de son côté, a complété deux projets de voie carrossable sur le pont de Québec dont j'ai déjà donné les grandes lignes.

Cela veut dire que, dans un avenir rapproché, le boulevard qui traverse Sillery sera prolongé jusqu'au pont et qu'une nouvelle artère très moderne sera construite sur la rive sud, depuis le pont jusqu'à Lévis, pour éviter le pont Garneau. Nos deux ministères sont prêts à procéder immédiatement à ces améliorations urgentes et nécessaires et dont la mise en œuvre dépend de l'attitude qu'adopteront la Commission des chemins de fer et le gouvernement fédéral.

Quant à nous, conscients de nos devoirs envers les citoyens de la région de Québec-Lévis et la rive sud, nous allons continuer nos démarches, comme je le disais tantôt, en vue d'améliorer le plus tôt possible les voies de communication entre les deux rives.

Quoi qu'il en soit, si après une étude sérieuse, si après avoir approfondi toutes les questions connexes à ce projet, si après avoir fait l'unanimité logique au sujet du site le plus approprié et aplani toutes les difficultés financières et autres entre les diverses autorités intéressées, l'on en vient à la conclusion que ce projet doit se matérialiser, il faut tout de même admettre que ce travail préparatoire prendre bien du temps. Si l'on ajoute à cela les sondages, les forages, la préparation des plans en plus des années qu'exigera l'exécution des travaux, il est facile de conclure qu'il s'agit là d'un projet de longue haleine.

D'un autre côté, il y a urgence à améliorer les conditions existantes au point de vue circulation; il faut songer, en attendant, et dès maintenant, à rendre les voies de communication actuelles plus effectives et plus appropriées aux besoins en s'inspirant, par exemple, des moyens indiqués déjà.

Je laisse aux membres de cette Chambre et à l'opinion publique le soin d'apprécier le zèle tardif que déploient les députés de la gauche, eux qui, en l'espace de 45 ans, se sont montrés si peu soucieux des besoins de la population en matière de ponts. Puisque les actes passés et présents sont garants de l'avenir, la population sait également de quel côté de cette Chambre siègent ceux qui ont démontré leur sincérité de réalisation fructueuse et réfléchie dans le domaine des ponts.

Quant à nous, nous n'avons pas attendu cette motion pour nous intéresser de façon sérieuse à l'amélioration de la circulation sur les ponts de la province, en accordant à cette question importante toute l'attention que l'on attend d'un gouvernement soucieux de ses responsabilités, dirigé par un homme d'État dont les conceptions vastes s'unissent à un réalisme pratique et agissant.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Autrefois, on accusait les libéraux de construire trop de ponts; aujourd'hui, on leur reproche de n'en avoir pas construit assez. La question intéresse une population d'au moins un demi-million. On pourrait l'appeler le pont Lorrain.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sur le pont, on poserait une affiche: "Bienvenue à tous".

(Rires)

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si le projet d'un nouveau pont n'est pas extrêmement urgent, on reconnaît que le service de la traverse, qui est excellent, devrait être au moins doublé. Le problème devra être solutionné un jour ou l'autre, parce l'amélioration des voies de communication entre Québec et Lévis est un facteur de progrès pour Québec et que le système de traversiers entre les deux rives est devenu totalement insuffisant. La cité de Montréal possède déjà cinq ponts. Les prophètes nous annoncent que l'on construira un pont à Trois-Rivières. Pourquoi pas à Québec?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le pont qui s'impose le plus, c'est celui de

Valleyfield. Un pont de Québec qui aboutirait au parc des Champs-de-Bataille serait un désastre.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le ministre dit que le pont coûterait \$18,000,000. La province paierait cela en deux ans avec son surplus de \$9,000,000.

Le député de Lévis (l'honorable M. Larochelle), dont je déplore la maladie et je souhaite la prompte guérison, approuve sans doute le projet, et le gouvernement devrait s'y intéresser. Il (M. Bienvenue) suggère au gouvernement de nommer un comité d'experts qui s'occupera de cette question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que pense le député de Bellechasse (M. Bienvenue) d'un projet de tunnel?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Qu'on fasse un tunnel ou un pont, mais qu'on fasse quelque chose!

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** félicite le député de Québec-Est (M. Drouin) d'avoir présenté cette motion. Les députés qui ont soumis cette question à la Chambre, dit-il, n'ont fait que répondre aux vœux exprimés par les autorités municipales de Québec et de Lévis. Il faut suivre le progrès. Le trafic entre les deux rives est déjà énorme, et il ne cesse de se développer. Québec et Lévis sont le point d'aboutissement d'un immense trafic automobile. Le transport par camion est 10 fois plus considérable que le transport par chemin de fer et, par conséquent, les anciens moyens de communication ne donnent plus satisfaction. Les communications entre Québec et Lévis sont devenues insuffisantes.

C'est un projet d'envergure. Le ministre, qui a tous les techniciens qu'il faut à sa disposition, devrait apporter une solution au problème. Le problème relève de la province et le gouvernement qui retire de si gros revenus de la gazoline et des automobiles devrait s'y intéresser. Pont ou tunnel, il faut des moyens de communication plus adéquats entre Québec et Lévis. La voie du pont de Québec est évidemment trop étroite pour répondre aux besoins du trafic.

On nous représente que la voie du chemin de fer, qui est actuellement inutilisée, pourrait servir dans un avenir prochain pour le trafic ferroviaire. De toute façon, même si l'on pouvait en faire une voie carrossable, il resterait important que l'on construise un pont entre Québec et Lévis. Le ministre devrait faire quelque chose, même si ses paroles ne sont pas très prometteuses.

On ne peut pas reprocher aux libéraux de n'avoir rien fait dans ce sens depuis 30 ou 40 ans, parce que les conditions ne sont pas les mêmes. Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) s'étonne de cette motion. Elle répond à un vœu exprimé par le maire de Lévis et de nombreux citoyens de la région. Tout ce que le député de Québec-Est a voulu faire, c'est attirer l'attention de la Chambre sur un grand problème, et il n'a fait que transposer ici les vœux exprimés par le Conseil de ville de Lévis et par le Conseil de ville de Québec. Le problème est provincial et seul le gouvernement a le moyen de le résoudre. Le gouvernement libéral a demandé à Ottawa la permission d'employer une deuxième voie sur le pont de Québec, mais on a refusé parce qu'on a besoin de cette voie en cas d'accident et pour l'usage des employés qui réparent le pont chaque année.

**M. Drouin (Québec-Est):** Un pont entre Québec et Lévis serait beaucoup plus avantageux qu'une nouvelle voie carrossable sur le pont de Québec, qui nécessiterait pour toute la population de l'est de la province un long détour. Il (M. Drouin) suggère au gouvernement, de taxer le revenu personnel, soit 5 % déductible de l'impôt fédéral, pour construire ce pont. Cela donnerait \$10,000,000 par année.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ne pouvons accepter cette motion parce qu'elle ne comporte aucune date. On ne peut forcer le gouvernement à produire des documents depuis le commencement du monde. Il (l'honorable M. Duplessis) demande au député de Québec-Est de retirer sa motion.

**Une ou des voix de l'opposition proteste(nt).**

**M. Godbout (L'Islet):** Il y a certainement de la correspondance au sujet et le gouvernement ne peut refuser de la produire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons ajourner le débat sur la motion. On ne peut nous forcer à faire des choses qui n'ont pas de bon sens. La motion restera à l'ordre du jour.

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Samson), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 53 modifiant la loi des produits laitiers;
- bill 59 modifiant la loi des véhicules automobiles;
- bill 72 concernant La corporation du collège de Saint-Laurent.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures<sup>4</sup>.

#### NOTES

1. Le mercredi est la journée des députés et, la motion de M. Sylvestre étant en tête du *Feuilleton*, elle aurait dû être prise en considération en premier lieu, selon *Le Canada* du 24 avril 1947, à la page 14.

2. L'article 6 du bill Duplessis, tel que rédigé à l'origine, fixait l'entrée en vigueur de la loi "à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation", selon *Le Devoir* du 24 avril 1947, à la page 11.

3. *Le Soleil* du 24 avril 1947, à la page 3, soutient que c'est M. Duplessis qui lance le débat sur la motion de M. Côté. Ce débat dure une heure et demie, selon *L'Événement-Journal* du 24 avril 1947, à la page 10.

4. Il n'y a pas de séance en soirée, puisque le comité parlementaire du drapeau se réunit.



## Première séance du jeudi 24 avril 1947

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur son amendement retranchant l'article 6 du bill 124 modifiant la charte de la cité de Verdun, mais qu'il la prie de nouveau d'agréer les amendements qu'il a apportés à l'article 1 des deux textes, à l'article 3 du texte anglais et à l'article 5 du texte français.

**Projets de loi:****Charte  
de Verdun**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative prend note que le Conseil législatif n'insiste pas sur son amendement retranchant l'article 6 du bill 124 modifiant la charte de la cité de Verdun, et qu'elle accepte les autres amendements qu'il a plu au Conseil législatif d'apporter audit bill et qui ne concernent pas l'article 6.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Remboursement de droits:****La corporation  
des Frères de Sainte-Croix**

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que les honoraires payés pour le bill 177 constituant en corporation La corporation des Frères de Sainte-Croix soient remis, moins les frais d'impression et de

traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction, la propagation du culte religieux et l'expansion d'œuvres de bienfaisance.

Adopté.

**Les religieux  
de Sainte-Croix**

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que les honoraires payés pour le bill 179 modifiant la charte de Les religieux de Sainte-Croix soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction, la propagation du culte religieux et l'expansion d'œuvres de bienfaisance.

Adopté.

**Charte de  
l'Hôpital Sainte-Justine**

**M. Gatién (Maisonnette)** propose que les honoraires payés pour le bill 180 modifiant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique et de charité.

Adopté.

**Projets de loi:****Commission des écoles catholiques  
de Lachine**

**M. Gatién (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 concernant la Commission des écoles catholiques de Lachine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 176 sans l'amender.

**M. Gatién (Maisonnette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Loi de la curatelle publique**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 modifiant la loi de la curatelle publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 74 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Séminaire de Sherbrooke**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 77 concernant le Séminaire de Sherbrooke.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Bourque (Sherbrooke)**<sup>1</sup> informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**M. Bienvenue (Bellechasse)**<sup>2</sup> félicite le gouvernement de son beau geste. Le Séminaire de Sherbrooke a l'honneur, dit-il, d'avoir produit un homme tel que le très honorable Louis Saint-Laurent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet de loi avait pour parrain le député de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) qui, à maintes reprises, était venu demander un octroi pour le Séminaire de Sherbrooke. Il (l'honorable M. Duplessis) rend hommage au député et lui souhaite un prompt rétablissement. Il annonce à la Chambre que la santé du député de Sherbrooke s'améliore sensiblement.

Il commente les remarques du député de Bellechasse (M. Bienvenue). C'est déjà rendre hommage à l'œuvre admirable du Séminaire de Sherbrooke, dit-il, en reconnaissant que cette institution a réussi à faire quelque chose avec M. Saint-Laurent et avec le député de Bellechasse (M. Bienvenue).

(Rires)

Il (M. Duplessis) fait l'éloge du Séminaire de Sherbrooke, de l'œuvre qu'il a accomplie dans les Cantons-de-l'Est. Mais on ne connaît pas assez son œuvre. Le Séminaire de Sherbrooke, qui répond aux besoins d'une population de plus en plus nombreuse, n'a jamais reçu d'octroi spécial, et le gouvernement veut faire sa part, après que les anciens élèves eurent organisé une souscription qui a rapporté \$350,000. Ils ont démontré, dit-il, qu'il ne faut pas compter uniquement sur le gouvernement et que le paternalisme d'État n'est pas recommandable. Ils ont bien fait les choses et le gouvernement est heureux de faire sa part.

**M. Godbout (L'Islet)**, content d'apprendre de bonnes nouvelles, fait des vœux pour le prompt retour à la santé du député de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), et déclare qu'il donne son entier appui au projet de loi. Quant à l'œuvre du Séminaire de Sherbrooke, elle est magnifique. Il parle des services éminents que cette institution a rendus à la jeunesse des Cantons-de-l'Est. Cette institution a fait beaucoup pour assurer l'homogénéité de la population. Si l'harmonie règne aujourd'hui dans cette partie de la province, dit-il, nous le devons en grande partie aux éducateurs qu'a fournis le Séminaire de Sherbrooke. Il approuve la loi sans aucune hésitation et avec grand plaisir.

**M. Gosselin (Missisquoi)**<sup>3</sup> approuve avec plaisir cet octroi de \$100,000 à son *Alma mater*.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** et **M. Chaloult (Québec)** rendent leur hommage au Séminaire de Sherbrooke.

**M. Chaloult (Québec)** demande s'il ne serait pas sage d'aider certains collèges des provinces de l'est qui continuent dans leurs milieux respectifs l'œuvre de la civilisation française. Il réclame un octroi pour les quatre collèges classiques des Maritimes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** lui promet d'étudier la question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Bourque (Sherbrooke)**



propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose:

Attendu que le Séminaire de Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke, l'une des principales maisons d'éducation de la province, se prépare à célébrer le soixante-quinzième anniversaire de sa fondation;

Attendu qu'il reçoit actuellement plus de six cents élèves, qui y poursuivent des études classiques, scientifiques et commerciales, et que, faute d'espace, il est contraint de refuser chaque année au-delà de deux cents demandes supplémentaires d'admission à ses cours;

Attendu qu'à l'occasion de cet anniversaire le Séminaire de Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke projette de faire d'importantes et nécessaires additions à son immeuble;

Attendu que, pour atteindre ces fins, les dirigeants et anciens élèves de cette importante maison d'éducation ont organisé une souscription publique qui a rapporté jusqu'à ce jour plusieurs centaines de mille dollars;

Attendu qu'il est juste que la province collabore à l'œuvre bienfaisante de cette institution dont le rayonnement s'étend à toute la région des Cantons-de-l'Est;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, au Séminaire de Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke, une somme de cent mille dollars, à raison de cinquante mille dollars au cours de l'année financière 1947-1948 et de dix mille dollars au cours de chacune des cinq années financières subséquentes, à titre de contribution du gouvernement de la province à la souscription commémorative du soixante-quinzième anniversaire de la fondation de cette institution.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Les résolutions sont adoptées.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 concernant le Séminaire de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Code de procédure civile

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**<sup>4</sup> propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 modifiant le Code de procédure civile et la loi des renvois à la Cour du banc du roi soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous sommes en faveur d'un tribunal essentiellement canadien, siégeant au Canada en dernier ressort, pour sauvegarder l'autonomie de notre pays. Depuis nombre d'années, il y a des appels au Conseil privé, et cette question de les abolir fut soulevée depuis au moins 75 ans, mais jamais ces désirs de la population n'ont été transformés en loi, sauf quand M. Cahan a tenté de nous libérer de ce servage.

Il ne s'agit pas de mettre en doute ici la compétence et l'intégrité des membres du Conseil privé. Il ne s'agit pas non plus d'un projet de loi chauvin. Ce tribunal a rendu des jugements célèbres, tantôt à l'avantage du pouvoir central, tantôt à l'avantage des provinces; mais, d'une manière générale, on peut dire que les décisions en faveur des provinces l'emportent. Mais, dans l'ensemble, les décisions autonomistes ont été plus nombreuses que les décisions centralisatrices.

Il (l'honorable M. Duplessis) explique les deux principaux aspects du bill. La province de Québec, dit-il, possède le droit d'abolir les appels au Conseil privé en matière de droit civil. En conséquence, tous les articles du Code de procédure civile qui concernent ces appels sont abrogés par le bill 75. En second lieu, on fait disparaître l'amendement apporté à la loi des renvois à la Cour

du banc du roi et par lequel il pouvait y avoir appel à la Cour suprême et au Conseil privé des jugements de la Cour d'appel, dans les références que lui fait le gouvernement de la province.

Il y avait, dans les Statuts de la province de Québec, la loi des renvois à la Cour du banc du roi par laquelle le gouvernement provincial pouvait soumettre des références à la Cour d'appel, afin d'obtenir des opinions sur des questions de droit. En 1928, cette loi fut amendée de façon à permettre qu'il y ait appel *de piano*<sup>5</sup> à la Cour suprême, puis, au Conseil privé. Il y avait peut-être des raisons dans le temps. Il est logique que l'on abolisse ce droit de référence à la Cour suprême et au Conseil privé. La Cour d'appel de la province restera, alors, le tribunal en dernier ressort. C'est le devoir du gouvernement de limiter à la Cour d'appel toutes les références que le gouvernement peut avoir à soumettre sur les questions intéressant la province.

Il (l'honorable M. Duplessis) montre l'importance des dispositions qui abrogent ce droit de référence à des tribunaux siégeant en dehors de la province de Québec, et cela, non en des matières qui regardent les particuliers, mais sur des questions publiques.

Il est essentiel qu'un gouvernement ne crée pas de précédent pour ce qui est des questions constitutionnelles. Quand j'ai présenté le bill sur l'abolition des appels, j'ai inséré une clause à l'effet que ce bill entrerait en vigueur seulement sur proclamation.

La Chambre ayant affirmé les décrets de la province par l'amendement Caron à la motion Dumoulin, nous modifierons le bill 75 lorsqu'il sera étudié en comité plénier, de façon à décréter que la loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, et non pas seulement à la date qu'il plairait au gouvernement de fixer, comme le comportait la rédaction originale du texte.

Il (l'honorable M. Duplessis) explique qu'il ne pouvait faire cette modification avant que le débat sur la motion Dumoulin eût été vidé et que la Législature de Québec eût clairement établi son attitude en matière des droits de la province, en ce qui concerne les appels au Conseil privé. La loi sera sanctionnée le plus tôt possible et les appels de la province au Conseil privé seront abolis. Je ferai tout en mon pouvoir pour que la loi soit sanctionnée le plus tôt possible.

Dans les matières de référence à la Cour supérieure et au Conseil privé, la Cour d'appel de la province de Québec sera le tribunal de dernier ressort, en vertu du bill 75. Cela est juste et logique. Il (l'honorable M. Duplessis) réitère qu'il tient à ce

que la province de Québec affirme clairement sa situation en ce qui regarde ses droits en matière d'appels avant d'intervenir par son projet de loi.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La Chambre au complet approuve le principe contenu dans la mesure. Ce bill restreint les références à la Cour du banc du roi de la province et, quand Ottawa abolira les appels au Conseil privé, il restreindra aussi ses références à la Cour suprême du Canada. Le projet de loi Duplessis vient à son heure et j'en félicite le premier ministre même si la mesure arrive en retard. Le premier ministre a hésité longtemps avant de présenter ce projet de loi. Je ne peux m'empêcher de dire que le chef du gouvernement a beaucoup évolué, sur cette question, depuis quelques années.

Le premier ministre a fait retarder l'inscription du bill Lemieux, décrétant lui aussi l'abolition des appels au Conseil privé, pour laisser au gouvernement le temps de présenter le sien. Ce n'est qu'après que le député de Beauharnois (M. Lemieux) eût, à deux reprises, soumis en Chambre une pareille mesure que le premier ministre a présenté la sienne. On a même dit que le projet de loi du député de Beauharnois était chez le greffier depuis huit jours lorsqu'il a été inscrit au *Feuilleton*, ce qui permettait au gouvernement de préparer le sien.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est très petit ce que dit le député. Ce n'est pas dans ma nature d'agir ainsi et je ne l'ai jamais fait. Comme question de fait, notre projet de loi est en préparation depuis des semaines. Dès que le jugement du Conseil privé a été rendu, je me suis empressé de confier à des légistes le soin de préparer un bill d'abolition des appels au Conseil privé.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est pourtant un projet de loi très simple, qui ne demandait pas de longues recherches. Chose certaine, c'est grâce aux interventions du député de Montmorency (M. Dumoulin) et du député de Beauharnois (M. Lemieux), si le premier ministre s'est décidé à présenter ce projet de loi. Si le premier ministre a également décidé de modifier son bill de façon à ce que la loi entre en vigueur le jour de sa sanction, c'est aussi à cause de l'insistance des groupes oppositionnistes et pour céder à la pression de l'opinion publique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi Lemieux était incomplète. Elle ne mentionnait pas l'important aspect de l'abolition des renvois devant la Cour suprême et le Conseil privé.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre a déclaré avec raison qu'en matière constitutionnelle, il est dangereux de laisser s'établir des précédents. Lorsqu'Ottawa fait voter des lois que la province de Québec juge inconstitutionnelles, il est important pour le gouvernement provincial d'attaquer aussitôt la constitutionnalité de ces lois. Le premier ministre n'a pas pris cette attitude lorsqu'Ottawa a présenté la loi des allocations familiales, que la province jugeait inconstitutionnelle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre! Cela ne relève pas du débat sur la loi. Cette question pourra être étudiée à une autre occasion.

**M. l'Orateur** maintient le point d'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne faisais que répondre au premier ministre qui discute toujours en dehors de la question, mais invoque les règlements lorsqu'on veut lui répondre. Je voulais simplement souligner ce que le premier ministre a dit concernant les questions constitutionnelles. Si Ottawa adopte une loi que la province considère inconstitutionnelle, sa constitutionnalité devrait être remise en question par cette dernière. Toutefois, je n'ai aucune hésitation à dire que le bill 75 représente un grand pas et il constitue une date historique. J'en félicite le premier ministre, mais le projet de loi n'eût pas été présenté sans l'intervention opportune des députés de Montmorency (M. Dumoulin) et de Beauharnois (M. Lemieux).

**M. Lemieux (Beauharnois)** félicite les députés qui ont contribué à créer le courant d'opinion publique qui aboutit au bill que le gouvernement présente à la Chambre. Le bill 75 arrive à son heure. C'est un pas en avant et j'en félicite le gouvernement. La province de Québec, qui constitue un État indépendant dans les domaines de sa juridiction, a le droit d'abolir les appels au Conseil privé.

Il (M. Lemieux) dit que, s'il a présenté un bill pour abolir les appels au Conseil privé il y a deux ans et au début de la présente session, ce n'est pas dans un but de vaine gloire, mais parce qu'il croyait que le temps était venu de faire disparaître de notre Code de procédure civile ce dernier vestige de colonialisme.

Puisque le gouvernement décide de présenter lui-même un projet de loi décrétant l'abolition de ces appels, il y a lieu de s'en réjouir. La province accomplit un grand pas vers son autonomie

complète. J'espère qu'Ottawa, dans les limites de son domaine, suivra l'exemple de la province de Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis prêt à admettre que mon honorable ami a droit à sa part de mérite. C'est pourquoi j'ai laissé son bill sur l'ordre du jour bien que, strictement, il n'eût pas le droit d'y être parce qu'il est illégal. Je lui demande de nous traiter avec la même mesure.

**M. Lemieux (Beauharnois):** C'est ce que je fais. J'allais justement féliciter le gouvernement de présenter une loi semblable à la mienne. Il (M. Lemieux) expose que son bill 178 d'il y a deux ans, de même que celui qu'il a présenté cette année, n'offraient aucun aspect litigieux au point de vue constitutionnel. Ils ne présentaient, dit-il, aucune analogie avec la loi fédérale soumise au Conseil privé, de sorte qu'il ne pouvait y avoir litispendance<sup>6</sup>. J'étais convaincu, il y a deux ans, comme aujourd'hui, que la province était mûre pour ce pas en avant.

Mais, puisque le gouvernement présente lui-même un bill aujourd'hui, je m'en réjouis. C'est un grand pas vers l'autonomie judiciaire de la province de Québec. Je me réjouis aussi de l'étrange coïncidence qu'il y a entre la présentation de mon second bill et la présentation d'un projet semblable par le gouvernement. Nous avons sans doute agi par télépathie. Nous avons, sans aucun doute, communiqué aux mêmes sentiments. J'espère que le fédéral, dans les limites de son domaine, suivra l'exemple de Québec.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Jamais la ténacité et la persévérance n'ont produit autant de fruits. J'ai l'impression que, sans le bill du député de Beauharnois (M. Lemieux) et sans la motion que j'ai inscrite au *Feuilleton*, le bill 75 n'aurait pas été soumis à la Chambre.

(Rires et applaudissements à gauche)

Ce n'est pas une mesure qui règle d'une façon complète les appels au Conseil privé. Elle abolit les appels de droit, mais il reste les appels de grâce.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'avons pas le droit de les abolir.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Une issue reste donc ouverte, par laquelle les plaideurs peuvent accéder au Conseil privé. C'est pourquoi j'estime que la motion que j'ai présentée avait sa raison d'être. Mais le projet qu'on nous présente est incontestablement un pas dans la bonne voie, et l'on reconnaîtra, je crois, que le député de Beauharnois et

moi-même avons donné au gouvernement une solide et énergique poussée dans ce sens.

**M. Choquette (Montmagny):** Le bill 75 marque la capitulation sans conditions du gouvernement devant l'insistance de l'opposition et de l'opinion publique, mais c'est une capitulation incomplète, parce qu'on n'abolit pas les appels de grâce.

Le bill du premier ministre devrait être celui du député de Beauharnois (M. Lemieux). Cette capitulation a été rendue possible par les efforts laborieux des oppositionnistes et en dépit des mesures dilatoires du gouvernement de l'Union nationale, pour empêcher l'abolition des appels au Conseil privé.

Il propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Joyal), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 24 avril 1947

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Motions de condoléances:

**Décès du frère du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse,  
l'honorable M. Sauvé**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Casgrain (Rivière-du-Loup) et M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** expriment les condoléances de la Chambre à l'adresse du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), à l'occasion de la mort de son frère, Gustave Sauvé.

#### Projets de loi:

##### Séminaire des Trois-Rivières

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 76 concernant le Séminaire des Trois-Rivières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

Cet octroi est dû depuis longtemps au Séminaire des Trois-Rivières, qui a été fondé par Son Excellence Mgr Laflèche, un grand évêque, un grand apôtre, l'un des membres les plus distingués de l'épiscopat canadien.

De toutes les œuvres de Mgr Laflèche, il n'y en a pas de plus belles, je crois, que celle du Séminaire de Saint-Joseph, mon *Alma mater*, qui a grandi rapidement et qui est devenue, aujourd'hui, l'une des maisons d'enseignement les plus renommées de la province.

Depuis près de 100 ans, cette institution a rendu à toute la province, et à la Mauricie en particulier, des services qui commandent notre reconnaissance. Elle doit agrandir ses immeubles à cause du nombre toujours plus considérable de ses élèves, et nous sommes heureux de faire notre part.

Je dois, dit-il, en grande partie à l'enseignement et à la formation que j'ai reçus dans cette institution les succès que j'ai pu remporter dans la vie publique.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** approuve la mesure. Mgr Laflèche, dit-il, ne reconnaîtrait peut-être pas un disciple en la personne du premier ministre, en qui il a salué l'un des enfants les plus distingués de Trois-Rivières.

Il demande au trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon), président de l'Union amicale des anciens élèves du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, de penser quelquefois à son *Alma mater* et à la sienne.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le gouvernement de l'Union nationale a reconnu de façon tangible le mérite du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière en 1937, en lui confiant la direction

de l'École des pêcheries. Toutes les demandes que le Collège pourra faire au gouvernement seront considérées avec la plus vive sympathie. L'Union nationale a toujours bien accueilli toutes les demandes du Collège.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Attendu que le Séminaire de Saint-Joseph des Trois-Rivières, fondé en 1860 et l'une des grandes maisons d'éducation et d'enseignement classique de la province, a édifié son œuvre grâce au dévouement de ses dirigeants et professeurs et au concours de ses anciens élèves et du public de la région, sans avoir jamais reçu aucune aide spéciale de l'État;

Attendu que la reconstruction et la réorganisation de cette institution, à la suite d'un incendie qui l'a dévastée en 1929, a entraîné pour le Séminaire de Saint-Joseph des Trois-Rivières des dépenses s'élevant à au-delà d'un million quatre cent mille dollars;

Attendu que, par suite de l'épanouissement continu de son œuvre et de besoins nouveaux, il devra encore faire des dépenses considérables pour l'amélioration et l'agrandissement de son immeuble;

Attendu que cette institution est la seule maison d'enseignement classique dans toute la Mauricie;

Attendu que, dans ces circonstances, l'octroi au Séminaire de Saint-Joseph des Trois-Rivières, d'une aide financière appropriée serait un acte de justice de la part de la province, en même temps qu'une opportune contribution à une grande œuvre éducative et sociale;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, au Séminaire de Saint-Joseph des Trois-Rivières une somme de cent mille dollars, à raison de cinquante mille dollars au cours de l'année financière 1947-1948, et dix mille dollars au cours de chacune des cinq années financières subséquentes, à titre de

contribution de la province à l'œuvre de cette institution.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Les résolutions sont adoptées.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 concernant le Séminaire des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Écoles protestantes de Montréal

**M. French (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les Écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs, et assurant des revenus appropriés au Bureau central des Écoles protestantes de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** explique les modifications. On souhaite, dit-il, que l'autonomie soit complète pour la minorité sur un tel sujet.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** s'associe à ce point de vue.

Les articles 1 à 9, ainsi que le préambule, sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 155 sans l'amender.

**M. French (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Code de procédure civile

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de l'honorable premier ministre proposant que le bill 75 modifiant le Code de procédure civile et la loi des renvois à la Cour du banc du roi soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Choquette (Montmagny):** L'abolition des appels au Conseil privé est réclamée par les grands chefs libéraux depuis 75 ans.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous avez été 45 ans au pouvoir et vous ne les avez pas abolis.

**M. Choquette (Montmagny):** C'est le Parti libéral qui a donné au Canada sa Cour suprême, qui a consacré l'émancipation judiciaire de notre pays. La vieille école tory s'y opposait. Ce sont les libéraux qui nous ont donné le Statut de Westminster et qui ont référé au Conseil privé la question de savoir si nous avons le droit d'abolir les appels au Conseil privé. Le bill Duplessis refusa de permettre à la Chambre de discuter, l'an dernier. Le jugement a été rendu en notre faveur et le premier ministre a dit que c'était un jugement politique. La loi est semblable au bill à l'étude, mais quels efforts les oppositions ont dû déployer pour y amener le premier ministre! Avant de capituler, le premier ministre a eu recours à des mesures dilatoires.

Il (M. Choquette) énumère ce qu'il appelle les diverses phases de l'opposition de l'Union nationale à cette mesure. Il reproche au gouvernement d'avoir

voulu retarder l'abolition des appels au Conseil privé. Lors de l'audition de la cause à Londres, dit-il, sur la référence du Canada, Ottawa se fit représenter et demanda une décision sur le droit du Parlement canadien d'abolir les appels au Conseil privé. Ces démarches prévoyaient l'abolition des appels dans toutes les provinces. Un certain nombre d'entre elles appuyèrent les revendications du pouvoir central, mais d'autres, comme l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Anglaise s'y objectèrent.

Chose étonnante, le gouvernement de la province de Québec s'est rangé du côté de ceux qui s'opposaient à cette affirmation de notre souveraineté. Ce gouvernement, composé d'un régime d'aventure, voulait maintenir les derniers vestiges de colonialisme. La province s'est opposée par là à une reconnaissance plus parfaite de la souveraineté canadienne.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est absolument faux. Nous avons envoyé à Londres Me Émery Beaulieu qui a plaidé non pas pour empêcher l'abolition des appels, mais pour réclamer le droit, pour la province, d'abolir elle-même les appels qui relèvent de sa juridiction.

**M. Choquette (Montmagny):** Ce que je dis, c'est que le gouvernement provincial a délégué M. Beaulieu pour empêcher le Conseil privé de décider que le gouvernement fédéral ait le droit d'abolir les appels. Je crois que c'est là une attitude condamnable et condamnée par l'électorat et le peuple. Les droits des provinces seront beaucoup mieux sauvegardés quand le Canada aura sa souveraineté complète.

**M. l'Orateur** rappelle le député à l'ordre en lui disant de discuter le bill et non pas d'analyser les causes plaidées devant le Conseil privé.

**M. Choquette (Montmagny):** Lorsqu'on discute une question de cette importance, il me semble qu'on a le droit de faire l'historique de la question. Je parle au point de vue de la légalité des pouvoirs respectifs du fédéral et du provincial.

En janvier 1947, un jugement a été rendu qui maintenait les prétentions soumises par le fédéral. Le Conseil privé a décidé que le fédéral avait le droit d'abolir tous les appels, y compris les appels provinciaux et les appels de grâce. Et c'est heureux, car si ce droit avait été laissé uniquement aux provinces, jamais, pour des générations à venir, les appels n'auraient été abolis, parce qu'un groupe de provinces se serait toujours opposé à leur abolition.

Les provinces ne se seraient jamais entendues entre elles.

Je sais bien que les provinces peuvent abolir les appels de droit qui sont de leur ressort, mais je regrette que le premier ministre et procureur général ait déclaré que ce jugement était un jugement politique. Je trouve inconvenant qu'un procureur général vienne déclarer après jugement: "J'ai perdu ma cause. C'est un jugement politique". Ce ne peut être un jugement politique que cette décision qui facilite la rupture d'un lien qui nous rattachait à Londres.

La motion Dumoulin demandait au gouvernement d'agir, mais celui-ci arriva avec un amendement qui faisait disparaître ce côté pratique de la motion. Les Pères de la Constitution avaient prévu, à l'article 101 de la Constitution, la formation d'une cour générale d'appels pour tout le Canada. C'est la Cour suprême qui fut créée en 1875 par une loi présentée par l'honorable Téléphore Fournier, de Montmagny.

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie):** Y est-y ennuyant! Ça fait trois fois qu'y répète la même chose (sic).

(Protestations à gauche)

**M. Choquette (Montmagny):** La juridiction de la Cour suprême du Canada n'a jamais été mise en doute et il ne peut exister un autre tribunal semblable sans amender la Constitution. Il (M. Choquette) souligne les éminentes qualités des membres de ce tribunal. Il fait l'éloge du juge en chef de la Cour suprême, Thibault Rinfret, et du juge Robert Taschereau, ancien député à la Législature et fils de l'ancien premier ministre Louis-Alexandre Taschereau. La Cour suprême est le seul tribunal canadien qui puisse exister légalement. On ne peut en créer un autre sans amender la Constitution.

Ce tribunal est capable de rendre justice aux provinces, vu que ses juges sont choisis de façon à représenter les diverses sections du pays. Ils sont choisis dans toutes les provinces. Je ne puis pas m'imaginer que ces juges trahiraient leur serment d'office. Le premier ministre a dit qu'il ne voulait pas de la Cour suprême actuellement comme tribunal final. Il a joliment changé d'opinion depuis quelques jours. Le député de Beauharnois (M. Lemieux) a présenté le même bill qu'il avait proposé l'an dernier. Il était difficile pour le gouvernement de reculer. Nous avons donc assisté à une autre mesure

dilatatoire: la substitution de son bill par un bill du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas exact.

**M. Choquette (Montmagny):** Nous, de l'opposition libérale, nous demandons une loi abolissant les appels au Conseil privé dans tout le Canada, selon la motion du député de Montmorency (M. Dumoulin). Ce sont les oppositions réunies qui, en réalité, proposent ce bill et obligent le gouvernement à s'en faire le parrain.

L'abolition des appels au Conseil privé est une mesure réclamée depuis 75 ans. Il a fallu bien des efforts douloureux des divers groupes de l'opposition pour amener le gouvernement à capituler et à présenter ce bill pour abolir les appels. Les mesures dilatoires, dit-il, ont succédé aux mesures dilatoires. Lorsque le député de Beauharnois (M. Lemieux) a présenté son bill, le premier ministre a commencé par dire que les centralisateurs étaient pour l'abolition des appels au Conseil privé, ce qui voulait dire qu'il était contre.

Puis, il a demandé aux proposeurs du bill de le retirer en disant qu'il y avait une cause pendante à Londres et qu'une commission était nommée, dans Québec, pour étudier cette question. Ce n'est pas le gouvernement qui a proposé ce bill, c'est le député de Beauharnois (M. Lemieux) et je l'en félicite. En substituant son bill à celui du député de Beauharnois, le gouvernement n'avait pas d'autre but que celui de s'attribuer un mérite qui appartenait au député et ainsi s'éviter la pire des humiliations qu'un régime ait subies dans nos annales parlementaires. Et, dans son texte original, ce n'était pas un bill pour abolir les appels, mais pour permettre au gouvernement de les abolir sur proclamation. Autre manœuvre dilatoire, par conséquent.

Mais enfin, nous assistons à la capitulation la plus complète qu'une opposition n'ait jamais obtenue du gouvernement. C'est une capitulation sans condition. J'ai signalé la semaine dernière cet effet conditionnel et, depuis que la chose a été dite, le gouvernement enlève cette restriction. Le premier ministre consent à l'abolition partielle qu'il avait dénoncée. Il consent même à ce que la Cour suprême juge en dernier ressort. Le premier ministre ne voulait pas reconnaître la juridiction de la Cour suprême; il la reconnaît aujourd'hui.

Je dis cependant que son geste aurait été plus complet s'il avait accepté la motion du député de Montmorency (M. Dumoulin). Il (M. Choquette)

félicite les députés de Beauharnois (M. Lemieux) et de Montmorency (M. Dumoulin). Il nous reste à demander au gouvernement d'Ottawa d'abolir les autres appels, ce que nous aurions pu faire en adoptant la motion du député de Montmorency (M. Dumoulin).

Mais le bill a quelque chose de plus. Il supprime le droit que la province s'était donné à elle-même d'en appeler à la Cour suprême d'une décision de la Cour d'appel, lorsqu'un renvoi lui est référé. Ce n'est pas un grand coup d'État. C'est même une erreur.

La province n'était pas forcée d'aller à la Cour suprême. Elle était totalement libre. Elle s'enlève cette liberté, qui aurait pu être précieuse, dans le cas où la Cour d'appel déciderait contre les droits de la province de Québec.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** J'avais eu la naïveté de croire que l'opposition officielle s'unirait au gouvernement sur cette question et le féliciterait de son courage, mais j'ai été bien déçu en écoutant les membres de la gauche. Le premier ministre a présenté son projet de loi avec la plus grande sérénité, avec une rare élévation de pensée et sans la moindre partisanerie.

Au lieu de se prononcer sur le principe du bill, l'opposition cherche à faire au gouvernement une querelle d'Allemand<sup>7</sup> et à lui intenter en quelque sorte une action en déclaration de paternité.

Il (l'honorable M. Talbot) reproche au député de Montmagny (M. Choquette) la façon dont il a traité la question. Il l'accuse de l'avoir prise à la blague, quand il a prétendu que les libéraux ont toujours été favorables à l'abolition de ces appels.

Pourtant, pendant 45 ans de pouvoir, ils ne les ont pas abolis et Ottawa n'a pas plus bronché que Québec dans ce domaine. Jamais, ni à Ottawa, ni à Québec, un gouvernement libéral n'a fait quoi que ce soit pour favoriser l'abolition des appels au Conseil privé, dit-il.

En 1938, M. C. H. Cahan, membre du gouvernement conservateur de M. Bennett, a présenté un bill, à Ottawa, en faveur de l'abolition de ces appels. Ce n'était certes pas un libéral. Et le gouvernement libéral, au lieu de prendre ses responsabilités, a tout fait pour retarder la solution en soumettant la mesure à la Cour suprême, puis au Conseil privé.

Si le gouvernement actuel de Québec n'a pas proposé plus vite cette abolition, c'est que le gouvernement fédéral avait fait une référence au Conseil privé. Il eût été pour le moins inconvenant

d'adopter le bill Lemieux il y a deux ans, alors que la question était devant le Conseil privé.

Il aurait été inconvenant d'agir avant que le jugement ne soit rendu. Le bill actuel va d'ailleurs beaucoup plus loin. Il abolit même les appels à la Cour suprême par voie de référence.

Je ne mets pas en doute l'intégrité des juges de la Cour suprême, mais je dis qu'ils sont certainement moins aptes que la Cour d'appel à donner des conseils au gouvernement de la province. C'est là une mesure de sain nationalisme et de sain autonomisme. Et le gouvernement de Québec est le premier de tout le pays à passer une pareille mesure. Les membres des oppositions feraient bien de cesser de discuter pour voter la loi au plus vite.

**M. Chalout (Québec):** Enfin, nous allons voter l'abolition des appels au Conseil privé! Je m'en réjouis profondément. Je ne verserai certainement pas de pleurs sur la tombe du Conseil privé qui, en toutes occasions, a rendu des décisions défavorables à la minorité canadienne-française. S'il a été longtemps favorable à la souveraineté des provinces, il manifeste aujourd'hui la tendance contraire.

Le premier ministre a eu raison de dire que c'était un tribunal politique. C'est ma conviction profonde. C'était un organisme qui protégeait les intérêts de l'Empire britannique. C'est à cause des jugements de Londres que, dans les autres provinces, nos écoles françaises ne sont pas reconnues. Dans l'avenir, ce tribunal aurait toujours rendu des décisions favorables à l'impérialisme.

Je crois qu'il faut louer le gouvernement sans réserve, et je n'ai pas l'intention de lui chercher querelle sur ses attitudes passées. Il y a chez lui évolution vers "le mieux". Le calembour n'est pas intentionnel. Mais le député de Beauharnois (M. Lemieux) a été l'initiateur de l'idée et il faut lui en rendre hommage. Il eût été évidemment plus chic, plus élégant, de lui laisser la paternité du bill. Mais peut-on exiger cela d'un gouvernement? Et l'opposition eût-elle agi autrement, si elle avait été au pouvoir?

Il (M. Chalout) approuve aussi ce qu'il appelle le geste symbolique du gouvernement pour limiter autant que possible les appels à la Cour suprême. À ce sujet, dit-il, je pense exactement comme le premier ministre. Je pense que notre Cour d'appel est plus compétente que la Cour suprême pour juger d'après notre Code civil.

Dans les questions constitutionnelles, il faudrait un autre tribunal qui eût juridiction au-dessus de la Cour suprême. Le gouvernement fédéral se



trouve à choisir ses juges. Il est normal et humain qu'il soit porté à nommer des gens en qui il ait confiance. Il serait donc dangereux que ce tribunal jugeât en dernier ressort des conflits engageant les droits des provinces. Et on peut souhaiter que les provinces concourent dans les nominations.

Mais le grand événement, c'est que la Législature est unanime pour abolir les appels au Conseil privé. Nous donnons là une preuve de fierté. Maintenant que la province a fait son devoir, restent les appels de grâce et les appels fédéraux. Il serait temps de demander à Ottawa de poser le geste qui nous libérerait de tout lien avec l'Empire. J'espère que nous nous acheminerons ainsi vers l'indépendance complète du Canada.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Le projet de loi est une manifestation de sain nationalisme. Il marque un pas en avant et j'en félicite le gouvernement sans restrictions. Il était nécessaire de couper ce lien colonial. Il est normal de cesser d'aller chercher justice à 3,000 milles de chez soi.

Il (M. Laurendeau) commente l'attitude passée du gouvernement. On se grandit, dit-il, en reconnaissant une erreur et en la corrigeant. Nous sommes en présence d'une éclatante conversion. La persévérance du député de Beauharnois (M. Lemieux) a eu une influence considérable sur la marche des événements.

Il (M. Laurendeau) fait l'historique de la question de l'abolition des appels. Il rappelle tout particulièrement les nombreuses objections soulevées par le bill Lemieux en 1945. Il souligne que le nouveau bill Lemieux fut déposé le 16 avril, un mercredi, mais n'apparut au *Feuilleton* ni le jeudi, ni le vendredi. Ce n'est que le mardi suivant qu'on le vit apparaître, mais à côté d'une autre loi. Il s'agissait, dit-il, de deux lois jumelles.

Laquelle était née la première? Dans les prérogatives royales, un tel point a de l'importance. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'une des jumelles, la loi Duplessis, a grandi plus vite que l'autre, vouée, semble-t-il, à une belle mort. Quoi qu'il en soit de la paternité de l'enfant, l'enfant qui est devant nous est bien vivant et je crois qu'il est bien accueilli par toute la Chambre. Le bill 75 constitue un geste autonomiste.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** reproche aux ministériels de s'attribuer un mérite qui revient au député de Beauharnois (M. Lemieux). Si le premier ministre avait été premier ministre à Ottawa, quand

M. Cahan a présenté son bill sur les appels, il aurait pris les moyens de lui enlever le mérite de son attitude. Le gouvernement libéral d'Ottawa a laissé à M. Cahan la paternité de son bill, tandis qu'ici le gouvernement vole au député de Beauharnois (M. Lemieux) son enfant. C'est ça, l'Union nationale.

Il (M. Drouin) dit qu'il comprend l'intervention du ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot): celui-ci n'aura plus désormais l'avantage d'aller plaider à Londres aux frais de la province. C'est un signe de faiblesse pour le gouvernement d'avoir ainsi abdiqué. Il tente de s'attirer ainsi les sympathies électorales de certains éléments nationalistes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je regrette sincèrement l'attitude de l'opposition. Il me semble que la question en discussion dépasse de beaucoup les considérations politiques et partisans et les petites mesquineries. Depuis la Confédération, c'est le premier projet de loi présenté par un gouvernement canadien concernant l'abolition des appels au Conseil privé, et une telle législation rend justice à tous. Et nous ne sommes pas au pouvoir depuis 45 ans.

De plus, le bill est présenté en temps opportun, en respectant les convenances. Les temps sont maintenant révolus pour demander l'abolition des appels au Conseil privé, et il convenait que le gouvernement prît la paternité du projet de loi. Je n'ai jamais douté de la sincérité du député de Beauharnois (M. Lemieux) et je sais qu'il ne voulait pas faire de politique. Mais j'ai considéré qu'en 1945, son bill n'était pas opportun, c'est tout. L'attitude que nous avons prise, à ce moment-là, renforce l'attitude que nous prenons aujourd'hui.

Quant au député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), il est chef de parti et il prêche contre le parti pris en l'exerçant. C'est de l'illogisme. Notre loi est plus complète que celle du député de Beauharnois (M. Lemieux), et je crois qu'en face d'un problème aussi important, une loi du gouvernement a plus de prestige que celle d'un député. Cela n'enlève rien aux mérites personnels du député que je crois sincère. Le projet de loi est sur le métier depuis des semaines. Des ordres de la préparer ont été donnés dès qu'on eut fait disparaître l'obstacle à sa présentation.

Quant à la motion du député de Montmorency (M. Dumoulin), elle voulait peut-être se diriger vers la revendication de nos droits et partait d'un bon naturel, mais aboutissait à l'abîme de l'abdication complète de nos droits. Nous avons le

bonheur profond d'avoir posé un acte fécond dans le champ immense de nos revendications nationales.

Il (l'honorable M. Duplessis) propose le vote.

La motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix, et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Bienvenue, Blanchard, Casgrain, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Montmagny), Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Delisle, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubé, Dubreuil, Ducharme, Dumoulin, Duplessis, Dupré, Dussault, Élie, Fillion, Fleury, Francoeur, French, Gagnon, Gatién, Godbout, Gosselin, Goudreau, Groulx, Hamel, Johnson, Jolicoeur, Joyal, Labbé, Langlais, Larivière, Laurendeau, Lawn, Leclerc, Leduc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Marler, Morin, Nadon, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Plourde, Poulin, Pouliot, Riendeau, Roberge, Robinson, Ross, Sabourin, Samson, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 75.

**Contre:** 0.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. Les articles 7, 8, 9 et 10 de la loi des renvois à la Cour du banc du roi (Statuts refondus, 1941, chapitre 8) sont abrogés."

**Les députés oppositionnistes** s'opposent à l'adoption de l'article 4. Rien n'obligeait la province à interjeter l'appel, disent-ils. C'est une liberté qu'elle possédait et le bill la lui enlève. Si la Cour du

banc du roi rendait une décision contraire aux droits provinciaux, il n'y aurait pas de remède.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

En vertu des articles abrogés, non seulement la province, mais toutes les parties mises en cause pourraient interjeter l'appel.

#### **L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):**

Les juges de la Cour suprême sont certainement moins aptes que les juges de notre Cour d'appel à donner des conseils au gouvernement.

#### **M. Chaloult (Québec)**

appuie cette attitude. Il estime qu'on devrait également restreindre les appels à la Cour suprême en matière de droit civil.

#### **M. Bienvenue (Bellechasse)**

expose sa pensée sur les deux aspects du bill. En premier lieu, dit-il, il s'agit de l'abolition des appels de la province au Conseil privé. C'est ce que tout le monde désirait. Je félicite le député de Beauharnois (M. Lemieux) de l'effet stimulant que son bill a eu sur le gouvernement. Je félicite le premier ministre de s'être ainsi converti à l'opinion de l'immense majorité de la province et de toute la Chambre. À cause de cela, on devrait rendre justice au député de Beauharnois, puisque c'est lui le véritable père de la mesure. Mais je suis enchanté de la conversion du premier ministre.

J'approuve de tout cœur l'abolition des appels en matière civile; cependant, je ne puis approuver le changement à la loi des renvois. Cela créera de la confusion quand il y aura des litiges intéressants, en même temps que la province de Québec, d'autres, qui iront à la Cour suprême pendant que la province ira à la Cour d'appel. Il y aura *deadlock*<sup>8</sup> et, alors, qui décidera? Cette disposition pourra placer le contribuable canadien dans une situation extrêmement embarrassante<sup>9</sup>.

#### **M. Godbout (L'Islet):**

C'est Baptiste qui paiera. Le fait de limiter les références à la Cour d'appel de la province diminue les pouvoirs de cette dernière et, à cause de cela, les citoyens du Québec seront dans une mauvaise position, du point de vue de la taxation, et des individus seront privés de leurs droits.

#### **M. Bienvenue (Bellechasse):**

Si le gouvernement provincial soumet une référence à la Cour d'appel sur une question d'intérêt public, greffée à une question fédérale, comme la question de la taxation, par

exemple, et que le fédéral demande à son tour à la Cour suprême une décision sur la même question, on risque de se trouver en présence de deux opinions contraires. Si la Cour suprême décide que le contribuable doit payer et que la Cour d'appel décide le contraire, le fédéral forcera le contribuable à payer. Dans quelle situation nous trouverons-nous, alors? Il y aura conflit de juridiction.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Dans les questions provinciales, la Cour d'appel doit être le tribunal qui décide en dernier ressort. Le gouvernement a les moyens de faire face à des situations telles que celle mentionnée par le député de Bellechasse (M. Bienvenue), mais il n'est pas opportun de les faire connaître présentement. Il (l'honorable M. Duplessis) souligne un moyen en particulier. Advenant qu'une compagnie forestière est taxée à la fois par Ottawa et par Québec, comme aviseur de la compagnie, dit-il, je lui conseillerais de payer Québec avant Ottawa, parce que Québec a la priorité dans le domaine des ressources naturelles.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Telle est l'opinion du premier ministre, mais ce sont les tribunaux qui décideront. Si la Cour suprême décide qu'on doit payer à Ottawa, ce n'est pas l'opinion du premier ministre qui prévaudra.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il ne faut pas s'en faire à ce sujet-là. Depuis 35 ans, il y a des discussions au sujet des assurances. Par trois fois, le cas a été référé au Conseil privé et, par trois fois, le Conseil privé a décidé en faveur des provinces. Cependant, Ottawa s'obstine à garder l'argent. Si le fédéral se croit chez lui malgré les trois jugements, la province pourra se croire chez elle quand elle aura un jugement de la Cour d'appel.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Cela est beau à dire, mais les jugements continueront à faire autorité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Non, puisqu'Ottawa ne s'est pas occupé des jugements et garde dans ses coffres \$300,000,000 qui reviennent aux provinces.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si le premier ministre répond qu'il s'agit d'une question vieille de 25 ans, qui ne peut se régler du jour au lendemain, pourquoi me demander de casser les vitres, quand je veux procéder avec diplomatie?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. Taschereau était un autonomiste. Il a fait son possible pour revendiquer les droits des provinces et il n'a pas réussi.

J'ai déjà dit et je maintiens ce point de vue, que, dans les causes constitutionnelles, c'est-à-dire à juridiction mixte, nous devrions avoir un tribunal essentiellement canadien, c'est-à-dire formé après entente entre les provinces et les autorités fédérales. D'ailleurs, il s'agit d'obtenir des opinions seulement. Rien n'empêche les autres gouvernements de venir présenter leur cause en Cour d'appel. Je suis en faveur de la création d'un tribunal essentiellement canadien pour les références. Il est temps que nous posions le principe que, dans les questions mixtes, notre plus haute cour, c'est la Cour d'appel.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Mais la Cour suprême est un tribunal canadien! Et il n'y a pas un mot, dans la Constitution, qui permet au premier ministre de nommer des juges à la Cour suprême. Il n'y a rien d'humiliant et d'injurieux à plaider devant le plus haut tribunal du pays.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pour régler les litiges mixtes, il faut un tribunal spécial.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le premier ministre provoquera de nombreux procès. Sur ce second point, le bill 75 est entaché d'un provincialisme étroit. Dans une question de renvoi, le fédéral s'adressera à la Cour suprême, et le provincial à la Cour d'appel. Si les deux tribunaux ne s'entendent pas, qui décidera? Le bill provoquera des conflits de juridiction coûteux entre Ottawa et Québec. Le premier ministre est en train de créer un petit État centralisateur dans le Québec, d'entourer la province d'une sorte de muraille. Je suis convaincu qu'il fait fausse route en abolissant par sa loi les appels à la Cour suprême, et cette partie de sa loi est inconstitutionnelle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est ridicule. Il s'agit d'une référence seulement et non pas d'un procès. Mais cela s'applique aux références et non aux procès, ou aux individus. Le bill affirme, au contraire, les droits de la province et proclame son désir de considérer la Cour d'appel comme sa principale conseillère dans les questions provinciales. Constituer le plus haut tribunal de notre province comme conseiller ultime du gouvernement, c'est une affirmation de droits.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** répète qu'il votera en faveur de l'abolition des appels au Conseil privé, mais contre la deuxième partie concernant les renvois.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** insiste pour que le premier ministre fournisse à la Chambre les moyens sur lesquels il compte pour faire entendre raison à Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition devrait être la dernière à prendre pareille attitude.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait écho à la Conférence fédérale-provinciale de 1941 concernant le rapport Rowell-Sirois<sup>10</sup>. Il déclare qu'il a offert sa collaboration au gouvernement du temps, qu'il est allé jusqu'à renoncer au débat sur l'adresse, afin de permettre à la Chambre d'établir ses positions, mais que pour toute réponse, le premier ministre du temps (M. Godbout) a ajourné le débat et la session elle-même, et il a imposé le bâillon. Et ce sont ces gens-là, dit-il, qui voudraient que nous les consultations. Les moyens que je puis avoir, je ne les donnerai pas à ceux qui se disent les serviteurs d'Ottawa.

**M. Godbout (L'Islet):** La commission Sirois a obtenu des rapports de toutes les provinces. J'ai moi-même protesté à Ottawa contre les conclusions du rapport. Toutes les voix des provinces ont été entendues en cette circonstance, et seule Québec n'a pas dit son opinion. Il (M. Godbout) reproche au gouvernement du temps de n'avoir pas fait entendre la voix du Québec devant la commission Rowell-Sirois, en 1938. Peut-être le rapport eût-il été différent?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement King a fait savoir aux premiers ministres provinciaux que le rapport devait être accepté, ou *Take it or leave it*<sup>11</sup>. Ces trois premiers ministres ont décidé de retourner chez eux.

**M. Godbout (L'Islet):** Rien n'est plus éloigné de la réalité. En fait, le premier ministre King a soumis le rapport aux premiers ministres provinciaux sans menace ni intimidation d'aucune sorte. On a même nommé un comité dirigé par feu le très honorable Ernest Lapointe et composé d'un certain nombre de premiers ministres, afin de se mettre d'accord sur le rapport. M. Lapointe a signalé que les premiers ministres ne pouvaient pas se mettre d'accord et la conférence s'est dissoute.

Si les premiers ministres Hepburn, Aberhart et Patulo avaient exprimé leur décision de ne pas participer aux débats du rapport Rowell-Sirois par lettre, il en aurait coûté 3 cents de la lettre et leurs provinces auraient économisé des dépenses de centaines de milliers de dollars, sans compter les pertes encourues par l'annulation de la Conférence.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition n'a pas beaucoup de mémoire, sinon il n'aurait pas dit que le gouvernement du Québec, qu'il a dirigé de 1936 à 1939, a ignoré la commission Rowell-Sirois. Mon gouvernement a présenté un rapport mémorable à la commission Sirois, un mémoire affirmant les droits de la province. Me Émery Beaulieu a préparé le mémoire de la province qui a été présenté. Il était rédigé dans le même sens que le mémoire du premier ministre Mitchell Hepburn de l'Ontario. C'est ce que j'ai fait après une entente avec le premier ministre Hepburn, et les mémoires des deux provinces étaient identiques sur tous les points majeurs. Feu le notaire Joseph Sirois m'en a plusieurs fois remercié et félicité en disant qu'il était entouré de centralisateurs et qu'il était content de trouver, dans le gouvernement de Québec d'alors, un appui solide des droits des provinces.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est donc que vous approuviez les conclusions du rapport, puisque le notaire Sirois est venu vous remercier avec tant d'effusion et si souvent. Si le premier ministre s'entendait si bien avec le notaire Sirois, les conclusions du rapport doivent représenter ses vues. Ce qui prouve que le premier ministre était un bon bleu comme le notaire Sirois. Il (M. Godbout) fait l'éloge du notaire Joseph Sirois de Québec pour les grands services qu'il a rendus à son pays et à sa province au cours de cette enquête.

**Une voix** demande un vote debout et assis<sup>12</sup>.

L'article 4 est adopté, après division.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 75 après l'avoir amendé.  
Le bill amendé est lu et agréé.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 8 h 30 ce soir.  
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 24 avril 1947

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Rapports du comité spécial:

##### Drapeau distinctif<sup>d3</sup>

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial, dit: "du drapeau". Voici le rapport:

À l'Assemblée législative, le 19 mars 1947, M. Chaloult propose, secondé par M. Laurendeau:

Que,

Attendu que le 27 février 1946, l'Assemblée législative de Québec a adopté, à l'unanimité, une motion priant le comité parlementaire fédéral de choisir "un drapeau véritablement canadien, c'est-à-dire un drapeau qui exclut tout signe de servage, de colonialisme...";

Cette Chambre invite le gouvernement de Québec à arborer, sans délai sur la tour centrale de son hôtel, un drapeau nettement canadien et qui symbolise les aspirations du peuple de cette province.

Le même jour, M. Riendeau propose, en amendement, secondé par M. Chartrand:

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

Que l'Assemblée législative:

a. Renouvelle son approbation de la motion adoptée lors de la dernière session et qui se lit comme suit:

Attendu que, le 24 novembre 1945, la Chambre des communes a passé une résolution instituant un comité parlementaire "dans le but de faire étude et rapport sur un motif approprié" pour un drapeau canadien;

Cette Chambre prie le comité parlementaire fédéral de choisir un drapeau véritablement canadien, c'est-à-dire un drapeau qui exclut tout signe de servage, de colonialisme et que peut arborer fièrement tout Canadien sans distinction d'origine;

Ordonné que copie de la présente résolution soit adressée au président et à tous les membres du comité.

b. Qu'un comité spécial composé de douze membres de l'Assemblée législative soit formé pour étudier les questions et les aspects que soulève la motion en discussion et que ledit comité spécial fasse rapport à la Chambre de ses délibérations, suggestions et recommandations, au cours de la présente session de la législature;

c. Que les honorables MM. Gagnon, Pouliot, Robinson, Tardif, Godbout, Mathewson, Dansereau et MM. Bellemare, Gatien, Vachon, Chaloult et Laurendeau forment ledit comité.

**M. Godbout (L'Islet)** propose, secondé par l'honorable M. Casgrain: Que l'amendement de M. Riendeau soit amendé en substituant, dans le paragraphe c, le nom de M. Dumoulin à celui de l'honorable M. Dansereau.

Le comité, depuis cette date, et au cours de la présente session, a siégé deux fois.

À la séance d'hier soir, sous la présidence de l'honorable M. Gagnon, M. le président ainsi que M. Chaloult soumettent au comité la volumineuse correspondance reçue par eux depuis la dernière séance du comité, ainsi que quelques motifs de drapeau. Les membres discutent de l'opportunité d'un choix immédiat.

Par un vote de 7 contre 3, le comité a accepté la résolution ci-après, proposée par M. Gatien, secondée par M. Bellemare:

Que,

Les membres du comité du drapeau, constitué à l'unanimité par l'Assemblée législative, réaffirment le désir de la province qu'un drapeau exclusivement et véritablement canadien soit choisi et arboré dans le plus court délai par les autorités fédérales.

Ils constatent que la motion présentée par le député de Québec, et qui fait l'objet de leurs délibérations, n'est pas susceptible d'exécution immédiate.

Ils se déclarent absolument favorables à un drapeau particulier à la province de Québec, et qui, choisi de la meilleure façon possible, et ne comportant aucun signe de séparatisme, sera le plus conforme aux traditions, aux droits et aux aspirations de la province.

Ceux qui ont voté pour la motion sont:

Les honorables MM. Gagnon, Godbout, Pouliot, Robinson, Tardif et MM. Bellemare et Gatien, 7.

Ceux qui ont voté contre sont:

MM. Chaloult, Dumoulin, Laurendeau, 3.

M. Laurendeau propose en amendement, secondé par M. Chaloult:

Que,

1. Ils expriment l'opinion qu'il est opportun de choisir immédiatement un drapeau provincial;

2. Ils expriment le vœu que ce drapeau soit le fleurdelisé, arboré depuis plus de 40 ans par la population du Québec comme un drapeau distinctif.

**M. le président** déclare alors l'amendement irrégulier comme n'étant pas conforme aux instructions de la Chambre, lors de la formation du comité. Sa décision est maintenue, les voix se divisant comme suit:

**Pour:** Les honorables MM. Gagnon, Robinson, Pouliot, Tardif et MM. Bellemare et Gatien, 6.

**Contre:** L'honorable M. Godbout et MM. Chaloult, Dumoulin et Laurendeau, 4.

**M. Chaloult (Québec)** veut soulever un débat.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'objecte à ce qu'on discute ce document. Les règlements ne permettent pas de discuter un rapport d'un comité, à moins de présenter une motion à cet effet.

Il (l'honorable M. Duplessis) consent à donner une heure du temps de la Chambre pour vider

la question, quarante minutes étant consacrées à l'opposition et vingt minutes au gouvernement.

**M. Chaloult (Québec):** Les délibérations sur le drapeau se sont déroulées dans la plus grande sérénité. Mais le comité avait un mandat précis et explicite de la Chambre. Ce mandat consistait à choisir un drapeau.

Ce n'était évidemment pas de délibérer sur le principe d'un drapeau distinctif pour la province de Québec, car la Chambre avait déjà approuvé ce principe à l'unanimité. Or, nous n'avons pas choisi de drapeau. Si vraiment nous n'avions pas mandat de le faire, j'estime que la Chambre devrait elle-même se prononcer sur le choix.

Le comité du drapeau a été paralysé par les instructions données à ses membres. Il a failli à sa tâche. Pour réparer cette erreur, il appartient maintenant à la Chambre de choisir un drapeau. Et elle devrait choisir et donner immédiatement à la province le drapeau fleurdelisé, qui existe depuis plus de 40 ans et qui est réclamé par toutes nos sociétés nationales sans exception, et qui symbolise nos aspirations. La minorité ne s'y opposera pas et il n'est pas du tout question de séparatisme. Ajourner la question, c'est présenter un refus à ceux qui réclament un drapeau.

Il s'étonne de voir encore sur la tour du parlement de Québec l'Union Jack. Le fleurdelisé ne saurait être comparé à l'Union Jack, parce qu'il n'est le drapeau d'aucun pays, d'aucun empire, et qu'il ne saurait être considéré comme un signe de servage. Il ne faut pas comparer la situation de Québec à celle d'Ottawa, mais plutôt à celles des autres provinces. Nous voyons la Nouvelle-Écosse arborer un drapeau rappelant son origine écossaise. Pourquoi Québec n'aurait-elle pas un drapeau rappelant ses origines françaises?

Je ne vois pas à quoi peut rimer l'allusion au séparatisme contenue dans le rapport. Je trouve humiliant de voir l'Union Jack flotter encore sur le parlement de Québec. Sommes-nous un peuple serf? Nous devrions choisir notre drapeau immédiatement. Une remise me paraît être une fatalité.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** s'élève contre l'idée qu'on laisse d'abord Ottawa choisir son drapeau. Le drapeau canadien, qui sera la synthèse de tout le Canada, ne pourra servir de drapeau distinctif à notre province. Il (M. Laurendeau) trouve étonnant qu'on hésite à faire le choix d'un drapeau québécois qui exprimerait la souveraineté de la province. Il se prononce, lui aussi, en faveur du fleur-de-lys et se dit

surpris que le président (l'honorable M. Gagnon) ait déclaré irrégulier son amendement en faveur du drapeau fleurdelisé.

Le comité, dit-il, avait mission de choisir un drapeau, et il revient devant la Chambre avec un principe qui avait déjà été adopté. Nous hisserions un principe et nous arborerions une résolution. Nous avons assisté cet après-midi à l'enterrement des appels au Conseil privé. Est-ce que ce soir nous assisterions à l'enterrement d'un projet de drapeau? Ce serait manifester peu de courage. Il regrette que la Législature n'ait pas adopté, dès cette année, un drapeau français distinctif.

**M. Godbout (L'Islet):** J'avais compris que le comité avait été nommé pour recommander un drapeau de la province de Québec. Je suis favorable à cela. Je croyais aussi que le comité avait mission de s'entendre sur le choix d'un drapeau pour en faire la recommandation à la Chambre. Mais le président (l'honorable M. Gagnon) nous a dit que les pouvoirs du comité étaient limités. Ce ne peut être un objet de scandale pour personne que la province se choisisse un drapeau, puisqu'elle est un État souverain dans les limites fixées par la Constitution. Cela ne nuit à personne.

Sans mettre en doute la véracité des faits rapportés par le rapport, les activités du comité ne sont pas rapportées dans l'ordre chronologique et elles le placent, quant à lui, dans une situation fautive. Les activités du comité ne sont pas fidèlement représentées par le rapport. On a présenté une motion en faveur d'un drapeau québécois. Un amendement a été proposé pour le choix du fleur-de-lys. J'ai d'abord voté pour l'amendement Laurendeau, qui recommandait l'adoption du drapeau fleurdelisé. L'amendement a été déclaré irrégulier parce qu'on a dit que le comité n'avait pas mandat pour choisir un drapeau. J'ai voté contre cette décision.

Subséquentement, on a pris le vote sur la motion Gatién, et j'ai voté parce que je suis évidemment de ceux qui veulent un drapeau spécifiquement québécois. Mais le comité n'a pas rempli sa mission. La question doit rester ouverte parce que Québec, c'est une petite patrie, une patrie souveraine dans les limites de ses attributions, et qu'un drapeau symboliserait notre attachement à cette petite patrie, sans rien enlever de notre attachement à la grande patrie canadienne. La province de Québec a besoin d'un drapeau, qui sera le lien qui rattachera ses fils plus intimement à elle. Il (M. Godbout) exprime le désir qu'un nouveau

comité soit constitué pour continuer le travail commencé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous sommes en 1947, et c'est la première fois qu'à la Législature de Québec on se prononce officiellement pour le choix d'un drapeau canadien et québécois. Le gouvernement affirme le droit de la province de Québec à un drapeau particulier<sup>14</sup>. Nous n'avons pas actuellement de drapeau canadien et nous n'avons pas de drapeau québécois<sup>15</sup>.

J'affirme que nous avons droit aux deux. Nous devrions avoir un drapeau essentiellement canadien-français et, aussi, un drapeau distinctif pour le Québec. Nous voulons pour le Canada un drapeau essentiellement et exclusivement canadien, et nous voulons pour la province un drapeau ne comportant aucun signe de séparatisme, mais symbolisant nos droits et nos aspirations.

Le comité a fait un excellent travail en affirmant pour la première fois le principe que nous sommes en faveur d'un drapeau particulier à la province. Mais nous vivons dans une Confédération et nous sommes une minorité par le nombre, si nous sommes une majorité par les droits. Il y a là un état de choses dont il faut tenir compte. Il faut autant que possible ménager les susceptibilités légitimes. Il ne faut blesser personne; agir trop vite pourrait avoir des répercussions malheureuses. Il ne faut pas oublier non plus que la chose essentielle et indispensable, c'est d'abord la conservation de nos droits. Le drapeau symbolise les droits, mais il serait d'une tristesse lugubre d'avoir le symbole, si légitime soit-il, sans avoir les droits. Il faut faire attention de sacrifier les droits aux symboles.

Nous devrions cependant avoir les deux parce que les deux sont importants. Il (l'honorable M. Duplessis) se souvient que les Anglais avaient encore le drapeau qu'ils avaient enlevé aux Américains à Bunker Hill. Mais les Américains avaient répondu: "Mais nous avons encore la colline." Je ne suis pas en faveur d'une séparation ou de compromis déshonorants, dit-il, mais je suis en faveur, et je l'ai toujours été, de la défense juste et honorable de chacun de nos droits.

J'ai reçu une quantité de lettres de la part de gens qui me faisaient observer qu'il ne fallait pas sacrifier l'accessoire à l'essentiel. Le gouvernement a reçu un grand nombre d'opinions souvent très divergentes, et l'opinion n'est pas définitivement formée sur le choix du drapeau. L'opinion publique n'est pas encore complètement éduquée à ce sujet. Choisir un drapeau qui ne représenterait pas l'opinion de la

majorité serait faire un pas en arrière. Personne ne nous empêche d'arborer le fleurdelisé, mais quand il s'agit de choisir officiellement un drapeau, il faut prendre des précautions et ne pas procéder avec précipitation.

Il ne faut pas faire le jeu des ennemis de l'unité canadienne, qui ne demanderaient peut-être pas mieux que de voir se soulever dans tous les coins du pays des discussions, ici et là, dans le but d'éloigner ainsi le choix d'un drapeau essentiellement canadien. Il (l'honorable M. Duplessis) approuve le rapport du comité du drapeau, qui se déclare favorable au choix d'un emblème spécifiquement canadien. Nous allons continuer d'étudier la question, afin de doter la province d'un drapeau conforme à nos aspirations.

Et je puis assurer la Chambre que ce n'est pas là une mesure dilatoire. Nous ne voulons pas retarder. Tout en étant pour un drapeau, il ne faut pas faire le jeu des ennemis de l'autonomie. C'est la première fois que l'Assemblée législative se prononce pour un drapeau. C'est quelque chose. Ceci constitue un énorme pas en avant.

Le rapport ci-dessus est reçu.

**M. Chaloult (Québec)** se déclare dissident.

#### **Projets de loi:**

##### **Code de procédure civile**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 modifiant le Code de procédure civile et la loi des renvois à la Cour du banc du roi soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Motions des députés:**

##### **Parti ouvrier-progressiste**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 9 avril courant, sur la motion du représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), proposant:

Que,

Attendu que le Parti ouvrier-progressiste est en réalité le Parti communiste sous un autre nom;

Cette Chambre est d'avis de prier le gouvernement fédéral de déclarer immédiatement illégal le Parti ouvrier-progressiste.

##### **M. Laurendeau (Montréal-Laurier):**

L'interdiction du Parti communiste, qui est un parti de désordre, ne suffit pas. Je trouve étrange le raisonnement de ceux qui prétendent qu'il est dangereux de déclarer illégal un parti politique parce qu'il masquera mieux ses activités. Déjà, les communistes ont des activités clandestines et le fait de les déclarer hors la loi ne change pas leur manière de procéder. Mais, en dépit de cela, je soutiens qu'il y a des jours où les mesures de répercussion s'imposent. Voilà pourquoi j'ai proposé la motion en discussion. Il n'est pas nécessaire d'insister sur le fait que le Parti ouvrier-progressiste n'est que le prétexte du Parti communiste.

Il y a plusieurs raisons à la présente crise qui secoue le communisme. La crise actuelle du communisme est due à la propagande russophile et soviétophile qui a été faite durant la guerre, mais surtout aux injustices sociales qu'on peut à peine remarquer dans la province de Québec, et dont vit et se nourrit le communisme. Il y a eu d'abord les conditions créées par la guerre. Au début de la dernière guerre, la Russie était presque un de nos ennemis. Mais, après avoir été attaquée par l'Allemagne, la radio et les journaux ont apporté beaucoup de publicité à ce pays, ce qui l'a grandement aidé dans sa politique. Il y a eu une explosion de sentiments pro-Russie au Canada et des mouvements et des organisations de tout genre ont vu le jour au Canada pour venir en aide à la Russie.

Il y a aussi l'injustice sociale. Je crois que, dans le passé, certaines attitudes sociales ont terriblement répandu les doctrines subversives. Cela constitue la meilleure semence de communisme à travers le pays. Les milliers de taudis qui existent dans les grandes villes constituent, sans aucun doute, des endroits fertiles pour les semences de communisme. Le seul comté de Montréal où un communiste a été élu, c'est le comté où les logements insalubres sont les plus nombreux. Les communistes sont en réalité des parasites de l'injustice sociale. On peut dire que le meilleur moyen de se débarrasser du communisme est de régler le problème social des logements insalubres et le communisme disparaîtra.

Il faut instituer une série de réformes qui s'attaquent à la racine du mal, et il serait mauvais d'associer à la lutte au communisme la lutte faite à



propos des questions ouvrières. Mais, en dépit de cela, je soutiens qu'il y a des jours où les mesures de répression s'imposent. Il faut considérer que ceux qui propagent les doctrines communistes ne sont pas des hommes de bonne foi. Il faut en venir à la conclusion que les dirigeants communistes sont des agents d'un pays étranger, sont aussi des agents de désordre et d'insécurité, qui peuvent amener des problèmes, et que même ces hommes travaillent contre le Canada.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il est inutile de faire voir jusqu'à quel point le communisme est l'ennemi de tout ce que nous avons de plus cher et de plus sacré. C'est la pire dictature qu'il y ait au monde, c'est la manifestation de tout ce qu'il y a d'antichrétien. Il n'y a pas un peuple dont l'existence soit plus pénible que celle du peuple russe. Il n'y a pas au monde de peuple plus malheureux que le peuple russe. La Russie, encore agrandie par des conquêtes, est un des pays les plus peuplés et les plus vastes de l'univers. La juste limitation des heures de travail et les logements salubres y sont inconnus. Les salaires raisonnables y sont inconnus. Les grèves et le droit de grève y sont inconnus et les autres droits de la population n'existent pas. Ceux qui ne sont pas contents n'ont qu'à faire face au peloton d'exécution. La Russie est conduite par le Politbureau, composé de 14 hommes qui mènent 200,000,000 d'individus.

Staline et ses lieutenants utilisent des méthodes différentes en Russie, et aussi dans d'autres pays, et ces méthodes s'améliorent de jour en jour et deviennent plus subtiles. L'hypocrisie de Staline est telle que la censure qu'il impose aggrave le danger. Mes paroles ne sont pas le fruit de l'imagination. Elles s'appuient sur des rapports sérieux et d'études approfondies sur le problème communiste. Staline a déclaré vouloir abolir la IIIe Internationale, alors qu'en réalité il a établi un peu partout un système d'espionnage qui, au Canada, a ses ramifications dans plusieurs bureaux fédéraux et dans certaines organisations ouvrières. Des ramifications ont été trouvées, soit dit sans aucune allusion politique, dans le bureau du premier ministre du Canada, dans le bureau du ministre des Affaires extérieures, dans le National Film, comme on dit là-bas, et dans les organisations ouvrières.

Le nombre des communistes au pays est petit, mais ils sont très agissants et parfaitement organisés. Le foyer est surtout à Toronto. Nous avons découvert que des communistes de Montréal, agissant sous les ordres de communistes de Toronto et d'ailleurs, ont

dressé un plan ou charte particulièrement énigmatique de révolution dans la province de Québec. On y voit toutes les lettres de l'alphabet accompagnées de chiffres. Cette charte a été saisie récemment dans un repaire communiste de la métropole par des escouades spéciales. On se demandait ce que voulait dire cette charte. La clef de ce code, de cette charte, a été trouvée dans la serviette d'un homme qu'on fera connaître en temps et lieu.

Le document est un véritable plan d'opération révolutionnaire. Tous les endroits stratégiques y sont indiqués. C'est ainsi que A-100 signifie qu'il faut cent hommes pour s'emparer de l'hôtel de ville de Montréal; A-120 indique que cent vingt hommes suffisent pour maîtriser la police provinciale. Tous les édifices et tous les endroits stratégiques de Montréal sont ainsi numérotés. Nous avons saisi des données à l'effet que 10,000 à 12,000 hommes pourraient s'emparer de Montréal et de toute la province de Québec et la contrôler. Le danger est réel au point où nous avons lieu de croire qu'il s'agit d'une tentative de révolution dans la province, à l'occasion du centenaire de la mort de Karl Marx, en 1948.

La motion Laurendeau est une bonne affaire, bien qu'elle ne constitue pas un remède suffisant. Nous allons la voter pour montrer qu'il y a unanimité sur la question de combattre le communisme. Il faut que le communisme soit déclaré hors la loi. Le meilleur système pour tenir les communistes en échec et protéger la démocratie, c'est de surveiller étroitement les moyens de transport, les ports d'entrée du Canada et les passeports d'entrée et de sortie, et de prévenir leur admission.

Il est inconcevable que des communistes puissent circuler librement entre le Canada et la Russie. Il (l'honorable M. Duplessis) préconise également le contrôle de la littérature communiste, qui, dit-il, entre par tonnes au Canada. Aux États-Unis, on commence à réaliser le danger. Ces gens-là n'ont ni patrie, ni religion, ni conscience et ne servent que Moscou. On doit se montrer sans pitié pour eux. Il ne saurait y avoir de compromission possible avec ces gens-là. Ils ont même l'effronterie de dire qu'ils ne reconnaissent d'autre autorité que celle de la Russie. Il est juste que la Chambre demande à Ottawa de faire montre de plus de sévérité.

**M. Godbout (L'Islet), M. Laurendeau (Montréal-Laurier) et M. Côté (Rouyn-Noranda)** dénoncent la propagande communiste et insistent sur la nécessité de la connaître.

**M. Godbout (L'Islet):** Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) a bien démontré les dangers du communisme, dans le monde. D'une façon générale, il est extrêmement difficile de contrôler l'expansion des idées par la force brutale, mais le communisme est un moyen d'action subversive.

Il doit être déclaré illégal. Mais cela ne réglera pas le problème. Le parti changera de nom et continuera de travailler. Je ne suis pas de ceux qui voient du communisme partout, mais je reconnais qu'il se fait une propagande considérable dans les grandes villes du Canada, non seulement parmi la population, mais aussi au sein de diverses organisations.

La propagande communiste s'exerce partout dans les villes, dans les institutions. On trouve des communistes aux endroits où l'on s'y attend le moins. On serait surpris de connaître certaines adhésions. Les idées qu'ils préconisent sont une menace pour l'ordre public. Le meilleur moyen de les combattre, c'est de donner au peuple une politique juste et des œuvres sociales.

Un bon moyen de combattre le communisme, c'est de ne pas laisser d'amertume dans l'âme du peuple. Il est du devoir des gouvernements de le combattre non seulement par les pouvoirs répressifs mis à leur disposition, mais encore plus par des lois saines et généreuses.

Mon devoir est de voter pour la motion du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), parce que je ne veux pas me soustraire à mon devoir. J'espère que cette motion sera adoptée de façon unanime.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** soulève une affirmation du premier ministre qui aurait dit que les communistes sont actifs au sein des unions ouvrières, surtout au sein du C.I.O.<sup>16</sup>. Cette organisation, dit-il, est fédérative et elle est formée de plusieurs groupes ayant des chefs différents, dont quelques-uns peuvent être communistes. Mais il ne faut pas croire que tout est communiste dans les organisations ouvrières. M. Philip Murray, chef du C.I.O., est un grand catholique et a été décoré par le Pape. Les chefs du C.I.O. et de la F.A.T.<sup>17</sup> ont commencé à débarrasser leurs syndicats des communistes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La plupart des dirigeants et des organisateurs ouvriers sont du bon côté.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Il y a plus de

communistes dans certaines universités que dans les syndicats ouvriers. Des cellules communistes très actives existent à McGill et dans d'autres institutions. Elles sont d'autant plus dangereuses qu'elles noyautaient des gens qui pourraient demain faire partie de l'élite et jouer un rôle de chef. Les communistes essayent de s'introduire dans les organisations ouvrières, avec l'espoir d'y trouver des hommes injustement traités, c'est-à-dire un terrain propice aux idées subversives, mais ils sont relativement peu nombreux.

Pour lutter contre ces idées subversives, il faut donner du confort et des logements convenables aux ouvriers parce que, si on interdit le Parti ouvrier-progressiste, ses idées subversives renaîtront sous un autre nom.

Je suis en faveur de cette motion et j'espère qu'Ottawa prendra les mesures nécessaires.

La motion est adoptée<sup>18</sup>.

#### **Demandes de documents:**

##### **Construction de ponts à Rivière-du-Loup<sup>19</sup>**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 9 avril courant, sur la motion de l'honorable représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), proposant:

Qu'il soit produit et déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toutes correspondances, télégrammes, etc., échangés entre le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, associations, corps publics, etc., relativement à la reconstruction de ponts dans les limites de la cité de Rivière-du-Loup depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 inclusivement jusqu'au 15 février 1947.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** réplique au discours prononcé précédemment par le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) à l'appui d'une motion relative à la construction de trois ponts dans la ville de Rivière-du-Loup. C'est curieux que le député de Rivière-du-Loup demande ces ponts au gouvernement actuel, après avoir été vingt ans député et cinq ans ministre. En 1936, quelques jours avant les élections, il a demandé des soumissions, mais il s'agissait évidemment d'un projet électoral. Plus tard, en juillet 1942, alors

qu'il était talonné par ses électeurs, il a essayé d'obtenir les ponts du gouvernement dont il faisait partie, mais tout ce qu'on lui a offert, c'est 25 % du coût.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est vrai que j'ai été ministre, mais le seul patronage que je pouvais donner comme procureur général, c'était la prison et l'amende. En 1936, le contrat avait réellement été donné pour la reconstruction du pont D'Amours.

S'il n'y a pas eu de suite, c'est que vous avez annulé le contrat. En 1940, nous étions en guerre et nous manquions de matériel. Et on sait que le ministre des Travaux publics était ménager.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):**  
Quel ministre?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** M. Bouchard.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il aurait dû être capable de construire un pont, c'était un bon maçon.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est pas la sorte de maçonnerie que je voulais.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):**  
Nous sommes bien disposés envers le député. Nous allons étudier la possibilité de transporter chez lui le pont de Charny, construit en plein champ durant la guerre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les électeurs de Rivière-du-Loup sont trop fiers pour prendre les restants. Le premier ministre et moi, nous sommes députés depuis 20 ans. Pour fêter cet anniversaire, je ne demande pas grand-chose au premier ministre.

Il soigne bien ses électeurs de Trois-Rivières et il fait bien. Pour ma part, tout ce que je lui demande, c'est trois petits ponts, qui vont coûter peut-être \$125,000. Qu'est-ce que c'est sur un budget de \$160,000,000? Et quand le premier ministre reviendra à Rivière-du-Loup, je m'engage à aller à son assemblée et à dire: "Voyez comme il est large d'esprit: il m'a donné trois ponts. Écoutez-le religieusement et continuez à voter pour moi".

(Rires)

La motion est adoptée.

#### Dépôt de documents:

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** dépose, sur le bureau de la Chambre, ledit document. (Document de la session no 34)

#### Coopérative agricole de Chambord-Jonction

**L'honorable M. Barré (Rouville)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 19 mars 1947, demandant la production de copie de toutes correspondances, télégrammes, etc., échangés entre le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, associations, sociétés agricoles, caisses populaires, banques, etc., ainsi que copie de tous arrêtés ministériels relativement à la Société coopérative agricole de Chambord-Jonction, et ce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1945. (Document de la session no 35)

#### Rapport de l'Office du crédit agricole, 1946

**L'honorable M. Barré (Rouville)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'Office du crédit agricole du Québec, 1946. (Document de la session no 36)

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 44 concernant les corporations et compagnies;
- bill 60 modifiant la loi des valeurs mobilières;
- bill 64 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 68 concernant la colonie de vacances Camp Kinkora Incorporated.

**M. l'Orateur** communique également à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 165 concernant la

Caisse nationale d'Économie, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en remplaçant, dans les avant-dernière et dernière lignes du paragraphe "4", à la page 4, les mots:

"à l'assemblée générale annuelle suivante.]"

par les mots suivants:

"à la prochaine assemblée générale annuelle.]"

2. L'article 8 est biffé.

3. L'article 9 devient l'article 8.

#### Projets de loi:

##### Caisse nationale d'Économie

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 165 concernant la Caisse nationale d'Économie.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 174 constituant en corporation Casa d'Italia - Maison d'Italie, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 6 est modifié, en biffant, dans les neuvième et dixième lignes, les mots suivants:

"annexé à la présente loi comme "Annexe"."

Et l'annexe est biffée.

#### Projets de loi:

##### Casa d'Italia

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 174 constituant en corporation Casa d'Italia - Maison d'Italie.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée après minuit<sup>20</sup>.

#### NOTES

1. M. Bourque étant toujours absent, il semble bien que ce soit M. Duplessis qui présente ce bill en son nom.

2. M. Bienvenue est un ancien élève de ce séminaire, selon *L'Action catholique* du 25 avril 1947, à la page 13.

3. M. Gosselin est un ancien élève de ce séminaire, selon *L'Action catholique* du 25 avril 1947, à la page 13.

4. Au dire du *Canada* du 25 avril 1947, à la page 14: "En présentant sa mesure, le premier ministre s'est montré d'une douceur inaccoutumée. On sentait que M. Duplessis n'était pas à son aise en s'emparant du bill Lemieux. Il a invité les députés à ne pas mêler la politique à la discussion".

5. Il s'agit plutôt de l'appel *de plano*, c'est-à-dire de plein droit, de tout jugement de la Cour supérieure où la valeur de l'objet en litige est d'au moins \$3,000.

6. Il s'agit de l'état d'un procès qui est pendant; existence simultanée et anormale de deux actions pour le même objet entre les mêmes personnes.

7. L'expression "une querelle d'Allemand" signifie une querelle sans sérieux, pour des raisons futiles.

8. Impasse.

9. *Le Canada* du 25 avril 1947, à la page 14, précise que le premier ministre ne répond pas à cette argumentation.

10. Il s'agit de la Commission royale d'enquête sur les relations fédérales-provinciales, constituée par le

gouvernement fédéral en 1937, plus communément appelée la commission royale Rowell-Sirois, du nom de ses présidents, Newton Rowell et Joseph Sirois. Son rapport, paru le 16 mai 1940, recommande de transférer fonctions et pouvoirs d'imposition au gouvernement fédéral et de créer un système de subventions pour égaliser les revenus d'impôt provincial.

11. À prendre ou à laisser.

12. Les libéraux se prononcent contre l'article 4, selon *Le Devoir* du 25 avril 1947, à la page 9.

13. Le débat sur le drapeau dure une heure, selon *L'Événement-Journal* du 25 avril 1947, à la page 1.

14. *Le Devoir* du 25 avril 1947, à la page 9, soutient que M. Duplessis fait cette déclaration de façon solennelle.

15. Le premier ministre s'exprime alors "au milieu d'un profond silence", selon *Le Devoir* du 25 avril 1947, à la page 9.

16. Congress of Industrial Organizations / Congrès des organisations industrielles.

17. Fédération américaine du travail / American Federation of Labour.

18. Cette motion sera ensuite transmise à Ottawa. Le *Feuilleton* des Communes renferme une motion identique présentée par le député du Bloc populaire de Saint-Maurice-Laflèche, M. René Hamel, selon *La Presse* du 25 avril 1947, à la page 12.

19. Cet échange entre le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) et le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) "a déridé toute la Chambre", selon *L'Action catholique* du 25 avril 1947, à la page 3.

20. Seul *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 25 avril 1947, à la page 3, mentionne que la Chambre s'est ajournée "tard hier soir".



Première séance du vendredi 25 avril 1947

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions de privilège:**

**Pénurie de  
papier journal<sup>1</sup>**

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je voudrais attirer l'attention du ministère des Terres et Forêts sur une question urgente et d'intérêt général.

1. Le papier journal est strictement rationné et les journaux de la province de Québec n'en ont pas suffisamment pour répondre à leurs besoins sans cesse croissants.

Pendant ce temps, des journaux américains sont fabriqués avec du papier canadien et viennent faire concurrence chez nous à nos journaux. Par exemple, il se vendrait à Montréal autant de copies du *Daily News* que de copies de *La Patrie*, du *Canada* ou du *Montréal-Matin*.

Ce sont les petits journaux surtout qui souffrent de cette anomalie.

2. La situation est encore plus critique pour les travaux d'imprimerie: l'édition canadienne est handicapée par la pénurie de papier. Dans combien d'ateliers doit-on refuser d'importants contrats (livres, revues, papier à lettre, etc.)? On me signale le cas d'un atelier de Montréal qui, par cette ration, vient de mettre à pied huit à dix pressiers.

La pénurie de papier est donc dès en ce moment (sic), et risque de devenir bien davantage une cause de chômage. Plusieurs centaines d'ouvriers du Québec trouveraient aujourd'hui de l'emploi si toutes les imprimeries avaient tout le papier dont elles ont besoin.

La liberté de presse se trouve en jeu de façon concrète.

3. Ajoutons que les compagnies canadiennes vendent leur papier à des prix formidables (\$86, la tonne), au lieu de \$48, au début de la guerre. Elles ont fait en 1946 des profits considérables accrus, dit-on, dans une proportion qui varie de 141 % à 501.5 % au cours de la période qui va de 1943 à 1946 (Émile Benoist).

Il s'agit donc d'une pénurie de papier, aux conséquences les plus graves, au sein du royaume du papier. Une saine exportation est recommandable, mais comment accepter que le produit de nos forêts s'en aille massivement, quand nous en avons un besoin criant? Le rationnement du papier journal est tel au Québec que les journaux et les imprimeurs s'exposent à une concurrence néfaste en provenance de l'extérieur.

Le ministère des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque), de qui relève l'industrie de la pulpe, dispose sûrement des moyens pour forcer, au moins indirectement, les papeteries du Québec à fournir tout le papier nécessaire aux imprimeurs du Québec. Nous prions le ministre suppléant d'intervenir. Le gouvernement, qui possède des moyens de persuasion, se doit d'intervenir le plus vite possible.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Jamais nous ne permettrons à des papeteries de violer le dimanche et d'enlever aux ouvriers le droit qu'ils ont au repos hebdomadaire et le droit qu'ils ont de consacrer le dimanche à l'accomplissement de leurs devoirs religieux. Les demandes de papier journal sont en effet très considérables, à l'heure actuelle. Elles nous viennent de partout, de l'Australie, de l'Amérique du Sud, et même de l'Europe. Cependant, notre principal marché doit être le marché américain, parce que c'est un marché stable.

La vente du papier journal aux États-Unis contribue à stabiliser nos exportations et la valeur de notre monnaie. Cependant, l'on doit servir d'abord les journaux de chez nous. La forêt de la province ne peut pas fournir indéfiniment le papier pour une telle dépense ridicule.

Nous avons présenté, au cours de la présente session, une loi qui montre notre prévoyance, et qui nous fournit les moyens de mettre à la raison ceux qui ne veulent pas être raisonnables. Je suis bien d'opinion que les usines de la province doivent servir d'abord aux journaux canadiens.

J'ai fait clairement savoir aux propriétaires de journaux américains que mon gouvernement entend conserver le plein contrôle de l'exploitation des richesses forestières de la province. J'ai mes doutes quant à la logique de vouloir augmenter de manière indue le prix du papier journal. Les papeteries ne devraient pas demander des prix exagérés, malgré qu'elles aient connu des temps difficiles par le passé,

car un prix trop cher pour le papier journal dérangerait l'équilibre économique entre la production et la consommation, ce qui serait contraire aux intérêts de la province.

La politique du gouvernement consiste à s'assurer que les ressources forestières de la province profitent en premier lieu au Québec, ensuite au reste du Canada, puis aux marchés d'exportation. Le même principe s'applique au papier journal, que les papeteries de la province devraient servir les journaux du Québec d'abord, puis les autres du Canada. J'ai toujours défendu le papier journal de notre province, car je crois fermement dans la liberté de la presse comme moyen de combattre les éléments subversifs tels le communisme. Je fais référence ici aux publications légitimes, quotidiens ou autres, qui participent à maintenir l'unité de la nation et défendre son intégrité contre les mouvements révolutionnaires. Quant aux autres, ils demeureront sous observation et seront poursuivis si nécessaire.

Récemment, l'honorable M. Gaspard Fauteux, Orateur de la Chambre des communes, m'a fait une demande au nom d'intérêts français. On voulait obtenir 20,000 tonnes de papier par année, afin de lutter contre la propagande communiste et d'empêcher la France de tomber dans l'orbite des nations situées dans la zone d'influence soviétique. Le chef du gouvernement de la province s'est adressé immédiatement aux chefs de notre industrie du papier, mais on lui a répondu que pour faire face à cette demande additionnelle, il faudrait pouvoir travailler le dimanche, car déjà on a peine à remplir les contrats existants. Certains propriétaires de moulins lui ont dit que, pour répondre à la pénurie de papier journal, il faudrait l'autorisation de travailler le dimanche. Cela, jamais!!! J'ai répondu que pour aucune considération nous ne permettrions le travail du dimanche et j'ai profité de la circonstance pour dire que nous entendions faire respecter la loi.

Des chefs d'industrie de mon propre comté de Trois-Rivières, centre et pivot de cette industrie, m'ont représenté que, pour faire cesser le travail du dimanche, ils devraient faire des réparations importantes à leurs usines. Je leur ai dit qu'à la suite des dernières augmentations de prix du papier journal, ils n'auraient plus d'excuses pour ne pas faire sans retard les réparations jugées nécessaires.

En vertu de la loi passée au début de la session, le gouvernement a maintenant les moyens de faire entendre raison à ceux qui ne veulent pas être raisonnables. Sans rien bouleverser, nous allons faire comprendre leur devoir à ceux qui ne veulent pas le

comprendre. Certains propriétaires de journaux agissent comme de véritables irresponsables en publiant à 270, 275 et 300 pages. Les forêts de la province ne peuvent pas fournir indéfiniment le papier pour une telle dépense.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Des journaux à 300 pages, il n'y en a pas dans Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais on s'achemine vers cela. La politique du gouvernement est de donner aux publications canadiennes les privilèges et les priorités auxquels elles ont droit.

Je ne suis pas en mesure de me prononcer sur les récentes augmentations de prix du papier journal, mais cependant, les propriétaires d'usines doivent réaliser qu'ils n'ont pas le droit de faire des augmentations exagérées.

#### **Projets de loi:**

##### **Écoles protestantes d'Outremont**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 73 concernant les écoles protestantes de la cité d'Outremont.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) et l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a aucune dérogation au système scolaire provincial établi pour les écoles catholiques et protestantes. Bien que tous les efforts doivent tendre à fournir de l'éducation aux enfants des autres religions, il est clairement attendu des nouveaux arrivants dans la province qu'ils acceptent le système d'éducation tel qu'il est établi.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** À mon avis, les enfants juifs d'Outremont doivent avoir droit aux mêmes possibilités en matière d'éducation que les enfants protestants d'Outremont. C'est du reste le principe consacré par le premier article de la loi, et c'est acceptable.



**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

Les enfants juifs de Montréal, et particulièrement ceux d'Outremont, représentent un problème délicat pour la Commission des écoles protestantes de Montréal-Centre et pour la Commission scolaire de la cité d'Outremont. En 1903, la Législature a adopté une loi par laquelle les juifs étaient considérés, pour fins scolaires, comme des protestants, loi que le Conseil privé a ensuite déclarée *ultra vires*. La question s'est avérée épineuse du point de vue constitutionnel et a traîné longtemps. Une commission scolaire juive a été créée, malgré les protestations du cardinal de Québec de l'époque, et finalement, en 1931, une entente a été conclue pour une période de 15 ans, à l'effet que l'éducation des enfants juifs soit dispensée dans les écoles protestantes d'Outremont. Au terme de cette entente, la Commission scolaire d'Outremont a fait savoir qu'elle ne la renouvellerait pas et n'allait donc plus recevoir d'enfants juifs.

La situation à Outremont est devenue critique. Les propriétaires juifs y représentent 80 % du panel protestant, les Grecs orthodoxes représentent 4 % et les protestants 16 %. Les contribuables juifs rapportent à la ville 76 % de son revenu. *Per capita*, le coût de l'éducation dans les écoles protestantes d'Outremont est de \$124. En 1931, un coût *per capita* de \$60 par élève a été établi pour être augmenté plus tard à \$75. La Commission scolaire d'Outremont a pris le coût total de l'éducation, divisé par le nombre total d'élèves, et a ensuite multiplié le nombre d'élèves juifs par le coût *per capita*, obtenant ainsi le total du coût de l'éducation des Juifs.

L'ancien contrat, pour l'admission des enfants juifs à la Commission des écoles protestantes d'Outremont, est renouvelé pour une période de cinq ans, sous certaines conditions exposées dans la loi. Le gouvernement provincial assume sa part, à la satisfaction de la Commission des écoles catholiques, et la Commission des écoles protestantes d'Outremont et la Commission des écoles protestantes de Montréal-Centre sont protégées. Les taxes perçues auprès du panel neutre seront distribuées parmi ceux-ci, selon le nombre d'enfants concernés. Dans l'éventualité d'un déficit, celui-ci sera couvert par le secrétaire provincial.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

réitère la politique de l'Union nationale de maintenir la confessionnalité des corporations scolaires, de leur conserver leur caractère chrétien, de ne pas accorder de régime de faveur aux Néo-Canadiens et de

conserver le système du Conseil de l'instruction publique, qui est formé d'un comité catholique et d'un comité protestant, sans permettre l'introduction d'un autre régime. Il existe dans la province seulement deux systèmes scolaires, l'un catholique et l'autre protestant, et les gens qui viennent s'installer ici doivent accepter cette loi, qui fait partie de la Constitution. J'ai voté contre le principe de la création d'une commission des écoles juives parce que je soutiens que cela minerait notre système d'éducation à sa base même. Le système d'éducation doit être maintenu tel qu'il est présentement, et il sera maintenu. Il n'y en aura pas d'autre.

**L'honorable M. Robinson (Brome) et M. Groulx (Montréal-Outremont)** participent à la discussion.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose: Que le montant du déficit de toute année scolaire sera payé au Bureau des syndics d'écoles protestants de la cité d'Outremont par le gouvernement et par le Bureau central des Écoles protestantes de Montréal; que la part payable par le gouvernement pour ce déficit sera dans la proportion du nombre d'enfants de religion judaïque fréquentant durant l'année du déficit les écoles protestantes de la cité d'Outremont et résidant dans ladite cité, par rapport au nombre total des enfants fréquentant ces écoles durant la même année et résidant dans ladite cité, et le Bureau central des Écoles protestantes de Montréal paiera la différence, et que la part du gouvernement sera payable à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 73 concernant les écoles protestantes de la cité d'Outremont.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 concernant les écoles protestantes de la cité d'Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, alinéa *d.*, qui se lit comme suit:

"2. *d.* Lorsque les dépenses de ce bureau excéderont le revenu annuel, un budget sera préparé, incluant l'augmentation du taux de la taxe scolaire que ce bureau jugera nécessaire pour rencontrer les dépenses, et ce budget sera soumis à l'approbation de la Commission municipale de Québec et n'aura d'effet que si elle l'approuve."

Cet alinéa est amendé et se lit alors comme suit:

"2. *d.* Lorsque les dépenses de ce bureau prévues à son budget, tel qu'approuvé par le Bureau central des Écoles protestantes de Montréal, excèdent son revenu, y compris les taxes scolaires de ladite liste protestante et sa part des taxes scolaires de ladite liste neutre, ce budget sera soumis à l'approbation de la Commission municipale de Québec et n'aura d'effet que si elle l'approuve."

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 à 5, ainsi que le préambule, sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 73 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Subsides<sup>2</sup>:

##### Budget des dépenses 1947-1948

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-deux mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande au ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) combien il y a de membres dans la Commission du service civil?

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** ne sait pas au juste combien il y a de membres dans la Commission du service civil. Le nombre des employés, dit-il, a diminué dans mon département et plusieurs n'ont pas été remplacés.

**M. Godbout (L'Islet):** Mon gouvernement avait demandé à la Commission du service civil, en 1943, de préparer une liste des employés mal payés

dans tous les départements et de réparer les injustices les plus criantes. Il rappelle que son gouvernement avait accordé des augmentations de salaire aux employés les moins payés. À l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, l'Union nationale s'est empressée de supprimer toutes les augmentations de salaire que le gouvernement libéral leur avait accordées au printemps de 1944. Nous avons voulu sortir le fonctionnarisme de la politique, en créant la Commission du service civil, mais on a saboté notre commission.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** L'ancien premier ministre sait bien qu'en 1944, il n'avait pas prévu dans son budget la permanence de ses augmentations et, une fois épuisé le montant qu'on avait voté, il fallait bien que les augmentations cessent. Les augmentations de salaire avaient été accordées la veille des élections, parce que le gouvernement se sentait perdu, dit-il, et il n'a pas fait de provision dans le budget pour en assurer la permanence. Elles furent distribuées par partisanerie politique et non selon les mérites.

Il était clair qu'une fois les élections passées, ces augmentations tomberaient. Je suis heureux que les augmentations, telles que décidées, n'aient pas été maintenues. Il est clair que c'étaient des manœuvres préélectorales. Certaines augmentations ont créé un état d'esprit néfaste. Dans mon département, on a fait preuve d'une partisanerie remarquable. Ainsi, des infirmières nouvellement arrivées ont été augmentées et les plus anciennes ont été oubliées. Nous avons corrigé cet état de choses en augmentant toutes les infirmières.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) dit qu'il est heureux que les petites augmentations aient été enlevées. Je n'en suis pas surpris. Il représente de façon fautive la situation. Le ministre peut être heureux de la suppression des augmentations, mais les intéressés ne le sont pas autant. En 1943, nous avons créé la Commission du service civil. Elle avait mission de préparer des barèmes nouveaux du salaire des employés civils, qui étaient alors placés dans une situation plus mauvaise que les autres. Cette tâche était excessivement longue. Nous voulions tout particulièrement corriger une situation qui affectait deux classes d'employés: ceux qui avaient perdu leurs augmentations statutaires à l'occasion de la crise, en 1931, et n'avaient pas reçu d'augmentation statutaire depuis 1932, et ceux qui avaient été victimes d'injustice sous le gouvernement de mon honorable ami.

C'est ainsi que, dans certains départements, des employés gagnaient \$400 à \$500 plus cher que

leur chef, ayant été nommés par l'Union nationale. Ce sont les petits que nous voulions mieux traiter, ceux qui gagnaient de \$1,200 à \$1,500 par année. Nous avons accordé à ceux-là, pour leur donner du pain, des augmentations, qui s'élevèrent jusqu'à \$250 par année. J'ai tenu la question des salaires tellement en dehors de la politique que les employés nommés au ministère de l'Agriculture, sous le régime de l'Union nationale, ont reçu des augmentations de 36 %, tandis que des employés nommés sous mon propre régime n'ont reçu que 21 %.

Un comité spécial a en outre été nommé, au département du Trésor, pour réviser toute la liste des augmentations. Le comité a été formé pour étudier chaque cas en particulier, pour corriger les injustices et accorder les augmentations raisonnables. La question des salaires avait été placée complètement en dehors de la politique. Qu'on me prouve qu'une seule augmentation recommandée par le comité du Trésor a été refusée par le cabinet et je suis prêt à démissionner. Nous avons voulu donner justice à tout le monde, même aux employés qui étaient entrés au parlement de 1936 à 1939. C'est une honte qu'en 1944, le gouvernement actuel ait enlevé les augmentations que nous avions données.

Il (M. Godbout) explique la question du mandat spécial de \$300,000 qui fut passé en 1943, pour permettre au gouvernement de continuer à payer les augmentations de salaire qu'il avait accordées. D'une façon générale, les employés du service civil ne sont pas suffisamment payés et le gouvernement, au lieu de répartir sur la masse les argents qu'il consacre à ces augmentations de salaire, paie des bonis de \$1,000, \$1,500 et \$2,000 à des favoris.

Qu'a fait le gouvernement actuel pour améliorer la situation? Il a destitué la commission nommée par notre administration. Il lui a tout d'abord substitué une commission formée d'un seul homme, auquel deux autres se sont joints plus tard. Ils se sont permis d'entreprendre une reclassification du service civil - ce qu'ils sont toujours à faire par ailleurs. Certains employés du département attendent toujours des nouvelles concernant une augmentation de salaire, alors que, dans d'autres sections du service civil, d'autres employés ont été payés.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Si les fonctionnaires sont si mal payés, c'est que l'ancienne administration avait érigé le chaos en système. On augmentait des employés nommés depuis 1940 et on oubliait les autres qui étaient là depuis 20 ans. À la veille des élections, on a donné des augmentations

purement temporaires. C'était un *bluff* électoral. Quant à nous, nous donnons des augmentations permanentes et durables, car nous considérons que les fonctionnaires ne mangent pas seulement en temps d'élections. En attendant de régler définitivement la situation, on paie des bonis, afin de permettre aux employés d'attendre la reclassification. Le gouvernement a donné aux employés des pensions satisfaisantes.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai toujours demandé aux employés civils de ne pas s'occuper de politique. La preuve que nous avons voulu chasser la politique du fonctionnarisme, c'est que nous avons créé la Commission du service civil et que nous l'avons créée indépendante. Quand j'ai demandé au premier ministre actuel, alors chef de l'opposition, de suggérer le nom d'un des trois commissaires, celui-ci a refusé. Il (M. Godbout) donne lecture de la lettre du premier ministre.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)**<sup>3</sup> prononce quelques paroles.

**M. Godbout (L'Islet)** lui dit qu'il (l'honorable M. Barrette) devra être en bonne santé lorsque viendra l'étude de son budget.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'ancien gouvernement a congédié des milliers d'employés nommés par l'Union nationale, et il a ensuite créé la Commission pour maintenir en place ceux qu'il a nommés.

**Des voix** s'accusent d'avoir fait régner la terreur.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Ces questions de patronage n'intéressent pas mon parti. La terreur bleue est aussi pire que la terreur rouge pour les employés civils. Elles se valent.

L'étude de la résolution est suspendue.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Dépôt de documents:

##### Acquisition d'immeubles pour la construction de la route Québec-Chicoutimi

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 19 mars 1947, pour la production d'un état détaillé de tous les immeubles acquis par le département de la Voirie depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1947, en rapport avec la construction de la route Québec-Laterrière-Chicoutimi, cet état détaillé devant indiquer, pour chaque immeuble, le nom du propriétaire, le mode d'acquisition, si c'est de gré à gré ou par expropriation, la date de l'acquisition et le montant de la compensation convenue, ou, si cette compensation n'a pas été arrêtée, le montant de l'offre, avec une désignation sommaire de l'immeuble dans tous les cas. (Document de la session no 37)

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 25 avril 1947

##### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Projets de loi:

##### Code de procédure civile

L'ordre du jour appelle la présentation du bill 205 modifiant le Code de procédure civile.

**M. Lemieux (Beauharnois)** propose que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

**Remboursement de droits:****George Vassili Candris**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose que la moitié des droits additionnels que les promoteurs ont payés pour le bill 181 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre George Vassili Candris à l'exercice de l'art dentaire après examen soient remboursés, vu que ce bill a été déposé en retard dû à des circonstances involontaires et incontrôlables.

Adopté.

**Motions des députés:****Sous-représentation des francophones dans la fonction publique fédérale**

**M. Chaloult (Québec)**<sup>4</sup> propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), que:

Attendu que la représentation canadienne-française dans le fonctionnarisme fédéral décroît sans cesse et qu'elle ne compte même plus un seul sous-ministre sur vingt-deux;

Cette Chambre proteste véhémentement auprès du gouvernement d'Ottawa contre l'injustice dont est victime la minorité canadienne-française de ce pays, contrairement à l'esprit de la Constitution;

Que copie de la présente motion soit adressée au premier ministre du Canada et à tous les ministres de son gouvernement.

Ma motion concerne le fonctionnarisme fédéral. Je ne prétends pas, en la discutant, parler d'un problème exclusivement fédéral, mais d'un problème qui intéresse au plus haut point la province de Québec, en fonction de notre survivance ethnique et de la souveraineté même du Québec dans la Confédération. Je parlerai d'abord de la situation qui existe dans le fonctionnarisme fédéral, puis des conséquences de cette situation, et enfin, de ses causes.

D'après un rapport publié en 1946 dans le bulletin de la Chambre de commerce du district de Montréal et la Chambre de commerce des jeunes, rapport qui résulte d'une étude objective et sereine de la question, il y avait, en 1944, 112,000 fonctionnaires fédéraux, contre 38,000 en 1918. Par conséquent, en ce laps de temps, le nombre de fonctionnaires a triplé, tandis que le montant des

salaires payés est passé de \$40,000,000 à \$60,000,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y en a plus de 150,000 actuellement. À mesure que les contrôles disparaissent, le nombre des fonctionnaires augmente.

**M. Chaloult (Québec):** C'est très possible.

Je préfère m'en tenir aux chiffres que j'ai ici. Les Canadiens français, d'après le dernier recensement, forment 30 % de la population canadienne et même un peu plus. Or, en 1918<sup>5</sup>, nous avions 21 % des postes fédéraux de fonctionnaires, et en 1944, nous n'en avions plus que 12 %.

Et pour mesurer l'influence de nos compatriotes dans le fonctionnarisme, il faut considérer surtout les employés supérieurs, ceux qui gagnent les plus gros salaires et ont le plus d'influence. Quelle est la situation en ce domaine? Elle n'est pas meilleure. Dans les salaires de \$3,000 et plus, la proportion des fonctionnaires canadiens-français est tombée de 15 % en 1918 à 11 % en 1944-1945.

Dans les salaires de \$6,000 et plus, cette proportion est tombée de 25 % en 1918 à 8 % seulement en 1946. Parmi les quelque 40 fonctionnaires qui détiennent le rang de sous-ministres à Ottawa, 16 % étaient des Canadiens français en 1918 et 13 % maintenant. En 1918, nous avions 14 % des sous-ministres proprement dits; aujourd'hui, nous en avons zéro. Ce qui revient à dire que notre influence, en ce qui concerne les sous-ministres, est réduite à zéro; nous n'existons plus, pour ce qui concerne ces postes élevés.

Et l'influence des fonctionnaires à Ottawa augmente beaucoup plus encore que leur nombre. Mais, à mesure que leur influence augmente, notre représentation dans le fonctionnarisme diminue. La majorité des hauts fonctionnaires, qui portent des noms français et qui sont supposés nous représenter, sont anglicisés, parlent anglais dans leur famille et n'ont aucun sentiment français. Comme la plupart des renégats, ils cherchent à se faire pardonner leur origine française. Plutôt que de nommer des Canadiens français, on aime mieux confier les postes de commande à des importés d'Angleterre avec des idées communisantes ou judaïsantes. Il (M. Chaloult) signale le cas du Dr Chisholm, ex-sous-ministre de la Santé qu'on a laissé à un poste de commande, alors qu'il professait ouvertement son athéisme. On l'a promu et il a pu ainsi répandre son athéisme à l'échelle du monde, plutôt que d'être confiné au Canada.

Quelles sont les conséquences de cet état de choses? Aujourd'hui, le fonctionnarisme constitue, à côté des pouvoirs législatifs, exécutif et judiciaire, un quatrième pouvoir, le pouvoir administratif, souvent plus important que les autres, dont l'influence est considérable et qui travaille sans répit à reprendre l'idée de la centralisation. Et, dans ce quatrième pouvoir, nous ne comptons pratiquement pour rien. Les fonctionnaires constituent l'élément stable du gouvernement. Les ministres changent, mais les fonctionnaires demeurent. Ils exercent une influence quotidienne sur les destinées de la nation et la mentalité de notre peuple. Or, dans l'état actuel des choses, les fonctionnaires se servent de leur influence pour faire oublier à l'étranger le caractère biethnique du Canada.

Deuxième conséquence: la centralisation. Ottawa est profondément imbu des principes de la centralisation. Et les hauts fonctionnaires travaillent d'une façon efficace, imperceptible, mais extrêmement efficace dans le sens de la centralisation. C'est là une question vitale pour nous, une question qui engage notre survivance même.

Quant aux causes de cette situation, les Chambres de commerce en mentionnent trois dans leur rapport: Le favoritisme et le népotisme des fonctionnaires de langue anglaise, qui cherchent naturellement à faire nommer comme leurs aides ou leurs successeurs des gens de leurs familles ou de leurs cercles sociaux; le fait qu'on n'exige pas des hauts fonctionnaires une connaissance au moins usuelle des deux langues et que les candidats au fonctionnarisme doivent le plus souvent subir leurs examens en langue anglaise; et la répugnance de nos diplômés à poser leur candidature dans le fonctionnarisme fédéral parce qu'ils pensent, à tort ou à raison suivant l'expression du rapport, qu'il n'y a aucune chance d'avancement pour les Canadiens français. La Chambre de commerce junior estime que si nous n'avons pas plus des nôtres dans le fonctionnarisme, c'est à cause du fait que les examens sont en anglais et que les diplômés de nos universités n'y aspirent pas.

J'y ajouterai une quatrième cause qui m'est personnelle. C'est qu'à Ottawa, on n'accepte pas le fait français. On n'accepte pas la Constitution canadienne. On n'accepte pas le pacte de 1867. Théoriquement, oui, mais en fait, non. On n'accepte pas à Ottawa qu'il y ait au Canada deux races ayant les mêmes droits. Ces messieurs qui dénoncent le racisme dans les pays étrangers sont eux-mêmes imbus de racisme qui les porte à croire qu'ils sont d'une essence supérieure, et que les Canadiens français sont des citoyens de seconde zone.

Veut-on que je cite des exemples? Tout le monde sait qu'en pratique, c'est le premier ministre King qui choisit les sous-ministres. Or, il ne nous en accorde aucun. Comme sous-ministre des Mines, domaine où nous avions des compétences, on a nommé M. Keenleyside<sup>6</sup>, un ambassadeur à Mexico, un historien qui n'a jamais fait aucun stage dans le fonctionnarisme, un fanatique, un antifrançais, un anticatholique, un franc-maçon qui a refusé de suivre à Mexico le cortège aux fêtes mariales présidées par feu le cardinal Villeneuve, quand les représentants diplomatiques de tous les autres pays étaient là.

À la Défense nationale, on a nommé M. Gordon Mills comme sous-ministre et on lui a donné deux adjoints: M. Alexander Ross, un étranger, un importé, sous-ministre adjoint de la Défense nationale à qui on donne un salaire de \$10,000, parce qu'il est né en Écosse, et le colonel Mathieu, de Québec, à qui on n'a donné que \$8,000 pour bien marquer les distances que l'on fait entre les races. Bien plus, toutes les commissions fédérales, sans exception, sont présidées par des gens de langue anglaise. Dans l'armée, la marine et l'aviation, nous ne comptons pratiquement pour rien.

**M. Larivière (Témiscamingue):** Comme chair à canon.

**M. Chaloult (Québec):** Oui, c'est bien cela, comme chair à canon. Et il y a des gens qui se disent fiers de servir dans ces circonstances. Mais M. King nous a fait un grand cadeau, qu'il a annoncé à grand renfort de publicité. Il nous a donné un huissier à la verge noire.

Il nous a dit: Sous-ministre, c'est trop pour vous, prenez un poste de domestique, c'est ce qui vous convient. Il nous a donné un poste de domestique, symbole de ce qu'il voudrait que nous fussions.

M. King est l'homme qui doit toute sa carrière politique à la province de Québec exclusivement et aux Canadiens français qui l'ont soutenu depuis 25 ans. Il a été maintenu au pouvoir grâce au bloc solide de 65 députés rouges. Ce sont les Canadiens français, Ernest Lapointe en tête, qui ont porté M. King à la tête du Parti libéral.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En toute justice, c'est l'honorable Jacques Bureau et M. Aylesworth.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Est-ce que ce serait mieux avec M. Bracken?

**M. Chaloult (Québec):** Oui, parlons-en. M. Borden, M. Meighen, M. Bracken ne nous devaient rien, eux, tandis que M. King nous doit tout. Je préfère un Borden et un Meighen à M. King, qui se moque de nous; je préfère leur franchise à l'hypocrisie d'un King, qui fait tout pour nous arracher notre souveraineté provinciale bribe par bribe. Jamais un Bracken, un Meighen ou un Borden ne nous ont traités comme l'a fait M. King. J'aime mieux la franchise que l'hypocrisie. S'il décidait demain de proscrire l'usage de la langue française, je me demande si nos moutons rouges n'applaudiraient pas quand même.

(Mouvements divers dans la Chambre)

Et pourtant, nous ne leur devons rien, ce n'est pas nous qui les avons élus. Mais M. King qui nous doit tout nous crache au visage. Non seulement il nous a entraînés dans la guerre malgré ses promesses, mais il a cherché à nous enlever notre souveraineté. C'est sa reconnaissance.

Eh bien, il faudrait refuser toute collaboration à un gouvernement comme celui-là, qui se moque manifestement de nous, tant qu'il ne se sera pas amendé. Est-ce qu'il ne faudrait pas grouper tous les Canadiens français hostiles à cette politique de M. King? Ne faudrait-il pas enfin nous unir? Les Canadiens français doivent s'unir pour faire échec aux messieurs d'Ottawa. C'est à Ottawa qu'il faut porter la guerre. La lutte pour l'autonomie provinciale ne peut pas se faire exclusivement ici. Si nous envoyons 65 moutons, nous n'aurons rien.

L'Union nationale, à mon sens, ne doit pas juger d'une manière indifférente cette situation. Il y a deux forces dans le Québec: la force fédérale et l'Union nationale. L'Union nationale ne doit pas se confiner au champ provincial. L'Union nationale n'est pas un parti fédéral mais, elle doit collaborer avec les autres groupes, sans les absorber, pour faire échec à l'ambition de ces messieurs qui n'acceptent pas qu'il y ait au Canada deux races ayant des droits égaux. L'Union nationale doit collaborer avec tous les autres groupements qui veulent la défense des Canadiens français, si elle ne veut pas périr.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au député de Québec (M. Chaloult) d'enlever de sa motion le mot "véhémentement".

**M. Chaloult (Québec):** Avec plaisir.

"Cette Chambre proteste auprès du gouvernement d'Ottawa contre l'injustice dont est victime la minorité canadienne-française de ce pays, contrairement à l'esprit de la Constitution;"

**M. Leduc (Laval):** Je ne veux pas contester la véracité des chiffres du député qui vient de parler, mais je trouve qu'on a laissé de côté certains aspects de la question. Des conclusions désagréables s'imposent. La proportion des Anglais qui travaillent dans le service civil québécois est plus faible que la proportion des Canadiens français qui travaillent dans le service civil fédéral. La capitale fédérale est la maison mère du fonctionnarisme, comme à Québec. On trouverait des chiffres extraordinaires. Mais les gens du Québec croient qu'ils n'ont pas droit de s'exiler de leur province parce qu'on les a habitués à croire qu'en s'en allant à Ottawa, ils s'en vont en pays étranger, et ils ne s'intéressent pas au fonctionnarisme fédéral, parce qu'on leur a enseigné qu'Ottawa, c'est l'ennemi. Des Canadiens français sont allés à Ottawa et ils n'y sont pas restés.

Une autre raison qui explique le petit nombre de Canadiens français dans le service civil fédéral, c'est que, par tempérament, les nôtres sont impatients et trouvent que les promotions sont trop lentes à venir. Les Canadiens français préfèrent conserver leur indépendance, plutôt que d'attendre sur les listes du service civil pendant 25 ou 50 ans avant de vraiment aboutir quelque part. Le même phénomène se produit dans l'industrie: dès qu'ils ont fait un stage qui leur permet de prendre conscience de leur valeur, les nôtres partent à leur compte.

Il n'y a pas longtemps que l'on cherche à former des compétences dans tous les domaines chez nous. Quand j'étais jeune, on ne faisait que des avocats, des médecins et des notaires, dans nos universités. Il n'y avait pas, pour la préparation technique, les facilités que l'on rencontre aujourd'hui. C'est pourquoi les nôtres ne pouvaient guère s'orienter vers le service civil.

M. King a fait beaucoup pour la liberté des Canadiens. M. King est le ministre qui a le plus de Canadiens français à son service. Il n'y a pas un chef de ministère qui soit entouré de plus de Canadiens français que lui. Depuis cinq ans, il est venu chercher une quinzaine de jeunes dans notre province.

**M. Larivière (Témiscamingue):** Il n'a pas eu le courage d'apprendre notre langue.

**M. Leduc (Laval):** Depuis 15 ans, une quinzaine d'avocats canadiens-français ont été appelés à s'entraîner au ministère de la Justice et des Affaires extérieures, tandis que dans le service diplomatique, pour la première fois, la majorité des ambassadeurs canadiens à l'étranger sont canadiens-français. Allons-nous obtenir justice en critiquant de

façon désastreuse ceux qui sont nos amis? Peut-on retirer quelques avantages d'une critique destructive? Croyez-vous que nous allons obtenir davantage en ne donnant jamais crédit à qui de droit?

Il y a une lutte à faire et j'en suis; mais nous avons une députation libérale qui nous a obtenu des mesures de justice que l'on nous refusait dans le passé. Aidons nos députés au lieu de les critiquer. Ce n'est pas en critiquant que les Canadiens français pourront accroître leur influence. On n'avancera pas les choses en les considérant comme ennemis de la race. S'il y a peu des nôtres dans le fonctionnarisme fédéral, c'est qu'ils n'ont pas jugé à propos de se diriger de ce côté-là.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Lors de la dernière guerre, un petit pays pacifique fut envahi par les armées d'Hitler. Et l'ennemi de ce pays, la Norvège, trouva un partisan dont le nom est devenu légendaire, Quisling<sup>7</sup>. C'était un homme dont tous les discours tendaient à faire croire à son patriotisme, mais dont les actions concordaient avec celles de l'envahisseur de sa patrie. Et aujourd'hui, lorsqu'il s'agit de qualifier quelqu'un qui sacrifie sa patrie à ses intérêts personnels ou partisans, on ne dit plus c'est un Judas, car ce n'est pas assez. On dit: C'est un Quisling. Le *New York Times* disait que cela désigne l'homme qui livre sa patrie à l'esclavage.

Le député de Québec (M. Chaloult), à ma demande, a bien voulu retrancher de sa motion une expression qui est la résultante d'une indignation facile à comprendre. Je l'en remercie.

On se plaint avec raison que la province n'a pas sa part dans l'administration du pays. Les statistiques que le député de Québec (M. Chaloult) a citées sont catégoriques. Depuis 1944, la situation n'a fait que s'aggraver. On compte, aujourd'hui, plus de 160,000 employés fédéraux. Malheureusement, aucun de nos compatriotes n'a une situation importante et n'occupe un poste de sous-ministre dans ce pays découvert et évangélisé par nos aïeux. C'est inconcevable et intolérable. On n'obtiendra jamais d'unité nationale étayée sur les sacrifices et sur les droits des provinces et des pionniers de notre pays. C'est mon intention de voter pour la motion, mais avec le léger amendement que j'ai suggéré et je veux en dégager, d'abord, quelques leçons.

Il ressort des statistiques citées que le système fédéral actuel conduit à la bureaucratie et à l'autocratie, antithèse de la démocratie. La bureaucratie a toujours mené à la tyrannie, au bolchévisme, au fascisme, au nazisme et menace l'autonomie provinciale. C'est à cela que nous

pousse la centralisation fédérale. J'insiste sur le danger de la centralisation fédérale et la nécessité de l'autonomie provinciale. Il (l'honorable M. Duplessis) fustige la conduite d'Ottawa au sujet du Dr Chisholm, un athée, dit-il, un sans dieu, qu'on a laissé afficher ses manières de voir à l'encontre de la majorité et qu'on a chargé d'appliquer les lois sociales, comme les allocations familiales.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il est parti...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Oui, il est parti mais avec une promotion, et il fait maintenant partie d'une commission internationale qui s'occupe d'éducation dans le monde entier.

La motion Chaloult arrive à son heure, et c'est le devoir de la province de protester pour montrer l'indispensabilité de nos droits et prérogatives. La Chambre et toute la province réalisent que ceux qui veulent le respect de l'autonomie des provinces sont encore nos meilleurs Canadiens. Québec paie le tiers des impôts et il a le tiers de la population. Sans le Québec, il n'y aurait pas de Canada ni d'Amérique. Nous sommes les pionniers dans ce pays. C'est le devoir de la Législature de protester contre l'état de choses qu'on dénonce, aussi injuste que blessant, pour montrer l'indispensabilité de nos droits et prérogatives. Ces droits, nous les avions bien avant 1867 et la Constitution canadienne n'a fait que les consacrer.

(Applaudissements à droite)

**M. Godbout (L'Islet):** Je regrette la tournure politique que l'on donne à une question qui rencontre l'unanimité de la Chambre. Ceux qui sont au courant des événements n'ont certainement pas reconnu ceux que le premier ministre a probablement voulu atteindre avec l'épithète de Quisling. Être Quisling, c'est lorsque son pays est en guerre et en danger, semer la zizanie parmi la population et combattre le gouvernement; être Quisling, c'est de tâcher de démolir tous ceux qui ont la responsabilité de conduire le pays dans les temps les plus difficiles qu'il traverse. Tout le monde sait qui est Quisling ici. Tout le monde sait où ils sont. Nous les avons vus à l'œuvre à une période critique de notre histoire.

Il n'y a aucun doute que les Canadiens français n'ont pas leur part dans le service civil fédéral. Ils n'ont pas la proportion d'emplois qui leur revient, ni la proportion d'emplois supérieurs. Et personne n'a réclamé justice avec plus de force que moi. Personne plus que moi n'a travaillé à corriger



cette situation, non seulement dans le service civil actuel, mais aussi dans la période de la guerre où, dans les commissions, nous n'avons pas eu notre juste part.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
Avec succès!

**M. Godbout (L'Islet):** Depuis qu'il est secrétaire provincial, l'honorable député n'en a pas connu beaucoup de succès. Je voterais avec plaisir pour la motion, car il y a longtemps, quand j'étais premier ministre, j'ai fait les mêmes représentations à Ottawa sur le sujet que vient de traiter le député de Québec. Il n'y a aucun doute que, dans l'administration fédérale, les Canadiens français n'ont pas la proportion d'emplois à laquelle ils ont droit, ni la proportion d'emplois supérieurs qui leur revient. Personne plus que moi n'a travaillé à corriger cette situation, non seulement dans le service civil actuel, mais aussi dans la période de guerre.

Les nôtres n'ont pas reçu dans les commissions fédérales le nombre d'emplois auxquels ils avaient droit. Quelles sont les causes de cette situation? C'est parce que nous nous sommes désintéressés du fonctionnarisme fédéral. Nous n'avons pas notre part parce que nous ne nous sommes pas préoccupés suffisamment du problème. D'abord, Ottawa est en dehors de la province de Québec et, comme le député de Québec (M. Chaloult) l'a admis il y a quelques années, nous n'avions pas la compétence voulue. Notre jeunesse, magnifiquement préparée pour les carrières libérales, ne l'était pas autant pour les carrières économiques et du service civil fédéral et, malgré les progrès faits depuis quelques années, une situation comme celle-là ne se corrige pas du jour au lendemain.

Mais elle se corrige. Dans ce domaine, aucune université au monde n'a réalisé autant de progrès que l'Université Laval. Je pense bien qu'on doit reconnaître que, dans aucune autre université au monde, on peut trouver un esprit aussi magnifique. Depuis 15 ans, l'Université Laval a fait, dans le domaine de la préparation des jeunes et la formation des compétences, plus qu'aucune autre université. Mais nos jeunes gens qui ont bénéficié de cette préparation ne peuvent pas tous être aptes et prêts à prendre des positions de sous-ministres à Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il y en avait, des sous-ministres à Ottawa. Comment se fait-il qu'il y en avait un grand nombre de Canadiens français dans le service civil avant la guerre?

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai plus d'ambition pour mes jeunes compatriotes que de vouloir en faire des serviteurs à Ottawa ou à Québec, dans le service civil. D'ailleurs, les Canadiens français sont peu attirés par le fonctionnarisme fédéral. Les jeunes de chez nous ont d'autres ambitions que celle-là. Ils préfèrent la grande industrie, le commerce et la finance.

**Un député ministériel:** Et les chantiers!

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai prouvé que je cherchais autre chose que des places de bûcherons pour les miens. Comme bien des pères de famille, je ne tiens pas à faire de mes fils des fonctionnaires à Ottawa ou à Québec. Et des parents prévoyants entretiennent la même idée. Sans doute, nous serions heureux de voir les nôtres occuper les postes auxquels ils ont droit. Mais je doute que le député de Québec (M. Chaloult), pour sa part, ambitionne pour ses fils un poste dans le service civil. Je voudrais voir plus de Canadiens français aux postes de commande dans le service civil fédéral ou provincial, afin qu'on nous rende justice comme groupe ethnique.

Une autre cause de l'infériorité numérique des Canadiens français à Ottawa, c'est que les chefs de plusieurs services, sur les instructions de quelques ministres, éliminent les nôtres dans la mesure du possible, non par mauvaise volonté, mais parce qu'ils comprennent mieux leurs compatriotes. Ils les éliminent pour favoriser des gens de leur langue et de leur religion. C'est naturel. Peut-on le leur reprocher?

Soyons justes. Si nous voulons être sévères, nous faisons la même chose à Québec, où la proportion d'Anglais dans le service civil est plus faible que ne l'est la proportion de Canadiens français à Ottawa. Cependant, personne n'osera croire que le premier ministre et les ministres veulent être injustes envers les Canadiens anglais. Si nous n'avons pas notre part dans les hauts postes fédéraux, nous l'avons dans les ambassades. Le juge en chef du Canada est l'un des nôtres. Il n'y a pas un seul sous-ministre anglais à Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il y en a un, M. Bieler.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce n'est pas un Anglais, c'est un Suisse!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
accuse le chef de l'opposition de vouloir soulever les Anglais contre les Canadiens français.

**M. Godbout (L'Islet)** s'en défend énergiquement. Les Anglais, dit-il, se trouvent éloignés du service civil provincial sans méchanceté aucune, mais parce qu'ils ne s'y intéressent pas. Au département de l'Agriculture, il n'y a pas un Anglais, et c'est la même chose ailleurs. Par conséquent, avant de frapper sur Ottawa, regardons ici. À Ottawa, la Commission du service civil a la responsabilité du choix de ses membres. Le contrôle échappe dans une certaine mesure au ministère. Tandis qu'à Québec, c'est le gouvernement qui fait les nominations. Ce que je trouve injuste, c'est la seconde partie du discours du député de Québec (M. Chaloult), dans laquelle il adresse tous les reproches au premier ministre du pays.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est lui qui nomme les sous-ministres.

**M. Godbout (L'Islet):** Depuis que M. King est à Ottawa, nous avons toujours eu un Canadien français comme co-premier ministre, nous avons toujours eu un Canadien français qui inspirait la politique. M. King a associé avec lui à la direction du pays deux des Canadiens français les plus illustres que nous ayons, Lapointe et Saint-Laurent. Lapointe et Saint-Laurent ont toujours été les égaux du premier ministre. Malgré cela, nous nous sommes acharnés contre lui pour le descendre. On cherche à salir. King est l'ami des Canadiens français. Il est de l'école de Laurier et a été en butte aux mêmes attaques.

Et vous, qui vous vous acharniez à descendre Laurier, vous êtes obligés, aujourd'hui, de vous mettre à genou devant lui (M. Godbout pointe les ministres). Chaque fois qu'un des nôtres brille au premier rang, comme Lapointe hier et comme Saint-Laurent aujourd'hui, ce sont des Canadiens français, malheureusement, qui essaient de le salir, comme autrefois Bourassa et Lavergne ont tenté d'enlever son auréole à Laurier, que ses adversaires essayaient de rapetisser de son vivant et devant qui ils s'agenouillent aujourd'hui. On disait autrefois de Laurier ce qu'on dit aujourd'hui de M. King.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne peut pas comparer King à Laurier.

**M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, je voudrais que vous rappeliez au moins le premier ministre à la décence.

Le député de Québec (M. Chaloult) est un excellent orateur, mais il n'a pas atteint, aujourd'hui,

la virulence des attaques de Bourassa et de Lavergne contre Laurier. Et longtemps après que le souvenir de Bourassa et de Lavergne aura disparu, le nom de Laurier vivra et restera entouré d'une auréole. Laurier gardera son auréole, tandis que les autres se traîneront dans la poussière.

(Applaudissements à gauche)

Je n'ai pas mission de défendre qui que ce soit, mais après cinq ans de guerre et après deux élections subies pendant la guerre, M. King est encore premier ministre, et le peuple tout entier reconnaît la largeur de vue, l'esprit de justice et le patriotisme de ce grand Canadien, dont la postérité vénérera la mémoire en oubliant ses détracteurs. La province l'a reconnu et elle a répondu à toutes ces attaques. Lorsqu'il sera disparu, sa mémoire demeurera encore longtemps parmi nous. Il fit que M. Bona Arsenault, un ancien conservateur, est devenu libéral parce qu'il était écœuré des méthodes tories. M. Arsenault ne craint pas de mettre une étiquette au fond des Quisling de 1930, de 1940 et de 1945, et ce n'est pas de ce côté-ci de la Chambre qu'il les place.

Les traîtres et les moutons, ce sont ceux qui continuent à s'accrocher aux pans d'habits des nôtres pour les descendre. Je déplore que nous n'ayons pas notre juste part dans le fonctionnarisme d'Ottawa, mais je déplore aussi la vilaine habitude des nôtres d'essayer de rapetisser ceux d'entre nous qui s'élèvent. Traiter ces gens-là de moutons, c'est malheureusement agir comme les Canadiens français agissent trop souvent. Comment pouvons-nous espérer le respect de nos droits à Ottawa quand, dans l'Assemblée législative de Québec, on ne sait même pas respecter la jeune phalange libérale que la province de Québec a envoyée à Ottawa et qui, sous la direction d'un Louis Saint-Laurent, se bat pour nous?

Que l'on me cite une période de notre histoire où la province de Québec a été mieux représentée à Ottawa que par celui qui est actuellement premier ministre intérimaire du Canada et ceux qui l'entourent. Que l'on me désigne une période de l'histoire de notre pays où on a eu de meilleurs députés à Ottawa. Mais parce qu'ils sont rouges, on les descend. Si nous n'avons pas notre part, c'est parce que nous nous sommes détruits nous-mêmes. Ceux qui nous défendent le mieux, nous essayons de les couvrir de crachats.

Je voterais pour la motion, mais je proteste contre la façon de procéder du député de Québec (M. Chaloult). Le député de Québec a prononcé aujourd'hui des paroles qu'il ne répéterait pas dans

son salon, parce qu'il a été bien élevé. Quand un des nôtres se met en lumière, il devient en butte à toutes les attaques. Tant que nous continuerons les mêmes méthodes, nous obtiendrons les mêmes résultats. Je m'en rapporte au jugement du peuple qui, en 1945, a donné aux Quisling, aux dénonciateurs et aux hypocrites indépendants la leçon qu'ils méritaient.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** approuve l'auteur de la motion. Rien n'est plus détestable, dit-il, plus méprisable que de faire le plus de mal possible à une cause que l'on prétend défendre. Avec toute l'éloquence que je lui reconnais, le chef de l'opposition n'a pas aidé la cause qu'il voulait défendre. Le chef de l'opposition a déjà accusé le député de Québec (M. Chaloult) de tenir des propos qui pouvaient être retournés contre les siens, mais il vient de prononcer un discours qui ne manquera sûrement pas d'être exploité contre nos compatriotes.

Il a fourni aux gens d'Ottawa des arguments auxquels ils n'avaient pas encore pensé. Avec son autorité d'ancien premier ministre, il a trouvé toutes sortes de raisons pour expliquer l'absence de Canadiens français à Ottawa. Le chef de l'opposition a jeté du discrédit sur tout le service civil. C'est un mauvais service qu'il nous a rendu.

**M. Godbout (L'Islet)** soutient qu'on a dépassé sa pensée.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je ne conçois pas qu'on rabaisse la fonction de sous-ministre à celle de gratte-papier. Il y a aussi le traitement qui veut dire quelque chose. Le chef de l'opposition ne peut nier l'éloquence des chiffres. Nous n'avons plus, à Ottawa, de fonctionnaires occupant des postes importants, alors qu'il y en avait plusieurs il y a quelques années. Les fonctions d'ambassadeur et de sous-ministre ne sont certainement pas à dédaigner, mais si les nôtres étaient plus nombreux dans le service civil, ils pourraient y jouer une influence.

On a fait des phrases à propos des Quisling, et en continuant sur cette voie, on pourrait bien mettre l'étiquette de Quisling sur ceux qui ont lancé notre pays dans l'aventure impérialiste, qui ne le regardait pas.

Personne ne nie la valeur de M. Saint-Laurent. M. Saint-Laurent est un homme de grande valeur. Quant aux autres ministres, ils n'ont pas réussi à obtenir le respect de nos droits. Bourassa a enseigné une doctrine et des principes, dont plusieurs vivent aujourd'hui et dont on continue de s'inspirer

dans la politique. Sa place figure au premier rang de notre histoire. On ne devrait pas l'opposer à Laurier.

Le chef de l'opposition a pris une attitude injurieuse envers le service civil, en déclarant qu'il avait une ambition plus élevée que celle de faire de ses fils des employés civils. Ottawa paie de gros traitements à certains fonctionnaires et ceux-ci exercent beaucoup d'influence. Il (M. Laurendeau) reproche à M. King d'avoir lancé le Canada dans une autre aventure impérialiste.

La phalange de députés dont on a parlé et qui fait son possible, je veux le reconnaître, peut-elle se comparer à celle de Bourassa et Lavergne et à celle de Tarte, qui savait imposer des fonctionnaires? Tarte, Bourassa et Lavergne ont su se battre lorsqu'ils étaient à Ottawa et ils ont laissé des fruits dans notre histoire. M. Bourassa a apporté au pays une doctrine politique, des principes dont quelques-uns continuent de vivre.

Si la députation actuelle fait son possible, cela la juge. Il (M. Laurendeau) rappelle ce que le Parti libéral fédéral doit à la province de Québec, son attitude actuelle, dit-il, manifeste une ingratitude cynique et montre le peu d'influence de nos représentants à Ottawa. Le chef de l'opposition a eu tort de comparer Québec et Ottawa. La comparaison aurait été plus juste avec l'Ontario ou le Nouveau-Brunswick.

Le député de Québec (M. Chaloult) a parlé d'union sacrée pour vaincre le Parti libéral à Ottawa. C'est assurément là un sentiment spontané, un désir que toute âme généreuse a dans son cœur. Et tout le monde en est. Mais, au risque de paraître désenchantant, je dois ajouter que je me méfie des mouvements négatifs, des unions contre, des mouvements contre, comme celui que le député propose dans une union sacrée, à Ottawa, contre nos compatriotes de langue anglaise.

Un pareil groupement s'unirait vers quoi? N'y aurait-il pas, un moment donné, le choc du pot de terre et du pot de fer? L'essentiel, ce n'est pas tant de jeter à terre un régime même exécré, mais de savoir par quoi on le remplacera, de travailler à le remplacer par quelque chose de mieux. Et, rien n'a fait plus de mal au nationalisme politique québécois que la mésaventure de 1911<sup>8</sup>. C'est un argument qui est encore exploité par les rouges contre nous.

Le chef avait été magnifique et sincère. Mais, parmi les lieutenants, trop de bleus s'étaient cachés sous une tunique nationaliste. Le souvenir de ces trahisons n'est pas mort. Il faut craindre de recommencer, serait-ce avec la meilleure foi possible, un nouveau 1911. Il faut craindre de commettre l'erreur de cette époque.

**M. Chaloult (Québec):** On me comprendra que j'use aujourd'hui de mon droit de réplique. Je ne parlerai pas du premier député qui a parlé sur ma motion (M. Leduc), car je n'ai pas de temps à perdre. Je souhaite que la présence de son nom à la suite du mien, dans le *Star* et la *Gazette*, lui vaille de nouvelles prébendes. Je lui ai déjà appliqué la fable du chien qui avait le cou pelé par le collier qu'il portait, mais qui, très bien nourri, chérissait son maître.

C'est le chef de l'opposition qui m'a étonné. Je n'avais fait aucune allusion à lui, et voilà qu'après des remarques sereines, il devient véhément et même personnel. Il me rappelle des attitudes qu'il m'avait plu d'oublier. Mais je ne le suivrai pas sur le terrain des personnalités. Et bien! Le chef de l'opposition a voulu se solidariser complètement avec Ottawa. J'espère que la province l'aura compris. Dans le passé, cette solidarité fut la cause de ses échecs électoraux, et je crois bien qu'elle sera aussi celle de ses échecs électoraux futurs. Je ne comprends pas la persistance du chef de l'opposition à fournir des armes à nos adversaires, à se joindre à nos ennemis.

Il nous a parlé de l'incompétence des Canadiens français à devenir fonctionnaires à Ottawa. Il dit qu'il y a eu transformation, mais que cette transformation ne peut se traduire tout de suite d'une manière effective. Il nous dit que les Canadiens français sont maintenant plus compétents, mais que cela ne peut se faire sentir tout de suite. S'il est vrai que nous avons moins de gens compétents autrefois, au temps où nous avions quatre, cinq ou même six sous-ministres à Ottawa, comment se fait-il que M. King ne trouve personne qui soit compétent aujourd'hui pour occuper ces postes?

Il dit que les nôtres ont trop d'ambition pour devenir fonctionnaires, qu'ils visent plus que cela. Tout de même! Il y a des salaires très appréciables qui se donnent à Ottawa. Est-ce qu'ils ne seraient pas suffisants pour nos compatriotes? Est-ce qu'un poste comme celui du Dr Chisholm, que M. King a longtemps maintenu en fonction, ne serait pas digne de nos compatriotes? Allons donc! Cet argument n'est pas sérieux.

Le chef de l'opposition dit que, dans la province de Québec, les fonctionnaires de langue anglaise ne sont pas mieux représentés que les nôtres à Ottawa. C'est une erreur de toujours comparer Québec à Ottawa. Il faut comparer Québec avec Toronto, Halifax, Winnipeg. Quelle est la part des nôtres dans le fonctionnarisme des autres capitales provinciales? Et faut-il que ce soit le chef de l'opposition qui fournisse des arguments contre nous à ceux qui ne nous aiment pas? Pourquoi dire à

Toronto de nous attaquer sur ce point-là? Et y a-t-il une province où la minorité soit traitée avec plus de justice que dans la province de Québec? Pourquoi cette frénésie à se joindre à nos adversaires contre nous?

J'admets que, dans le service diplomatique, nous sommes mieux représentés. Mais les titulaires de ces postes exercent une influence presque nulle sur la vie canadienne. Nous en avons cinq sur quinze. Ce n'est que normal, puisque nous sommes le tiers de la population canadienne. Et on ne pourrait tout de même pas envoyer un Canadien de langue anglaise comme ambassadeur en France. Sur les cinq, d'ailleurs, il y en a un, M. Turgeon, qui n'a de canadien-français que le nom. Cinq sur quinze, M. l'Orateur, et c'est là ce que nous en avons en plus.

On a parlé de Laurier. C'était sûrement un grand homme. Il avait six pieds! Seulement, l'histoire dira que c'est Laurier qui a posé le précédent à la participation aux guerres de l'Empire, en nous envoyant combattre les Boers, ce petit peuple qui a commis le péché d'avoir trop de fierté. Laurier allait à Londres, et devant les Lords de l'Empire, il disait avec enthousiasme: "Lorsque les trompettes sonneront et que les feux s'allumeront sur les collines, tous les Canadiens se porteront à la défense de l'Empire". Et bien! Les trompettes ont sonné. Les feux se sont allumés sur les collines. Nous sommes allés défendre l'Empire contre les Boers et nous avons depuis participé à deux autres guerres où les intérêts des Canadiens n'étaient pas en jeu.

Et, dans l'affaire des écoles du Manitoba, Laurier n'a certainement pas joué un rôle très glorieux. Le nom de Laurier sera disparu depuis longtemps, quand ceux de Lavergne et de Bourassa seront encore bien vivants dans le cœur des Canadiens français. Le chef de l'opposition s'acharne à détruire des gens qui ont tout sacrifié. Il se fait le démolisseur de ses compatriotes. Qu'on lise Rumilly pour savoir lequel de Laurier ou de Bourassa est le plus grand.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** L'un a détruit et l'autre a construit.

**M. Chaloult (Québec):** C'est le chef de l'opposition qui a surtout joué le rôle de démolisseur. Il (M. Godbout) dit que M. King a été élu. On sait comment se font les élections. Et il était facile de faire élire M. King, quand il était seul et qu'il n'y avait personne contre lui. Le sentiment de la province de Québec à son égard, c'est un sentiment

de réprobation. Comment pourrait-il en être autrement? Les ministres qui avaient applaudi à tout rompre les attaques contre M. King et les libéraux ont cessé de taper sur leurs pupitres en se souvenant qu'ils avaient tous opposé des candidats indépendants aux candidats de M. King, et que tous, moins un, mordirent la poussière.

Voilà un homme qui vend notre bien à l'Angleterre, un homme qui veut nous arracher notre souveraineté provinciale de la façon la plus sournoise et la plus hypocrite. Une partie de la députation fédérale à Ottawa est là pour des avantages personnels, pour servir leurs intérêts, au lieu de servir l'intérêt de leurs électeurs. Nous souffrons du caractère veule de notre députation.

Il (M. Chaloult) se dit très fier des statistiques citées, il y a deux ans, au sujet des ouvrières de Valcartier. Le chef de l'opposition a rappelé mes statistiques au sujet de l'arsenal. Si c'était à recommencer, je répéterais le même discours, dont il a d'ailleurs cherché à détourner la véritable portée. Les chiffres que j'ai cités ont été repris un mois plus tard par une revue que le chef de l'opposition aime à citer, la revue *Relations*. C'étaient des statistiques qui reposaient sur une documentation sérieuse.

Le chef de l'opposition s'applique à se solidariser avec le gouvernement fédéral, à approuver ses attitudes, même quand elles sont injustifiables. Il dit qu'il votera pour ma motion. Mais qu'il vote plutôt contre, s'il veut être conséquent avec lui-même.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai dit pourquoi je voterais pour la motion. J'ai même dit que plusieurs ministres d'Ottawa ne méritaient pas la défense que je faisais de leur chef.

**M. Chaloult (Québec):** Il vote pour, mais il a parlé contre. Il s'est appliqué à défendre M. King. Et pourquoi donc? M. King est indéfendable dans la province de Québec. Il agit consciemment contre les intérêts de notre peuple. Il (M. Chaloult) remercie le gouvernement de son appui.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande le vote<sup>9</sup>.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Casgrain, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Montmagny), Cossette, Côté

(Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubé, Ducharme, Dumoulin, Duplessis, Dupré, Dussault, Élie, Fillion, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Godbout, Goudreau, Hamel, Johnson, Jolicoeur, Joyal, Labbé, Langlais, Larivière, Laurendeau, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Morin, Nadon, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Roberge, Robinson, Ross, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 58.

**Contre:** 0.

Ainsi, la motion est, en conséquence, adoptée.

**M. Chaloult (Québec):** Le premier ministre va-t-il envoyer la motion à Ottawa?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certainement. J'ai déjà donné instruction d'envoyer une copie de la motion à tous les ministres canadiens-français et d'en adresser une copie en anglais à M. Saint-Laurent.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 8 h 30 ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 25 avril 1947

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Projets de loi:

#### Union Économique d'Habitations et les Cités-Jardins du Québec

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 71

concernant l'Union Économique d'Habitations et les Cités-Jardins du Québec.

La loi propose la mise sur pied d'un organisme qui prendra la relève des actuels promoteurs et qui tentera de remédier à la situation.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que cette loi est réclamée par les Pères Jésuites<sup>10</sup>?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le parrain est l'honorable Omer Côté, secrétaire provincial, dont le nom d'ailleurs est sur le bill.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Code de procédure civile, règles de la Cour supérieure**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 78 modifiant le Code de procédure civile concernant les règles de pratique de la Cour supérieure.

La Cour supérieure de Montréal subit une importante congestion. En permettant à ses juges d'élaborer et établir des règles de pratique spécifiques à ce comté, on espère réduire les retards accumulés de quelque 2,000 causes. Une délégation du Barreau de Montréal, dirigée par le bâtonnier Alec Prud'homme, m'a demandé cette semaine d'expliquer la situation qui prévaut suite à ces retards, et des suggestions ont été faites pour améliorer la situation. Les juges à Montréal peuvent réunir les avocats pour décider quelles causes devraient avoir préséance et prendre les mesures qui s'imposent en vertu de la loi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Hydro-Québec et la Montreal Light, Heat & Power Consolidated**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 79 concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes.

Le gouvernement a approuvé, récemment, dit-il, un arrêté ministériel par lequel la province offrirait aux actionnaires de la Montreal Power d'acheter leurs actions à raison de \$25 chacune, et de

les payer au moyen de débetures portant intérêt à 2 %. Des annonces ont été publiées dans les journaux, à ce sujet, et plus de 83 % des actions de la compagnie sont maintenant déposées et appartiennent à l'Hydro-Québec. Il en reste environ 17 % ou 18 % entre les mains des actionnaires, sur un total de plus de \$4,000,000. Le bill fixe un délai pour l'achat de la balance. Les administrateurs et les fiduciaires auront aussi le pouvoir de vendre les actions qu'ils détiennent en fidéicommis, à la condition de déposer l'argent qu'ils recevront dans les fonds dont ils ont l'administration.

Il y a eu, il y a quelques jours, une assemblée des directeurs de la Montreal Power présidée par M. J. S. Norris. À l'issue de l'assemblée, on a procédé à une élection, et M. Norris, président, ainsi que tous les directeurs ont été réélus pour une autre année. La convenance la plus élémentaire obligeait ces gens à démissionner, puisqu'ils ne représentent qu'une petite proportion des actionnaires; 83 % des actions de la compagnie ne sont plus maintenant sous leur contrôle.

Le but de notre loi, c'est de donner le pouvoir à l'Hydro-Québec d'acheter les autres actions, au même prix de \$25 l'action, de déclarer que les directeurs n'ont plus de pouvoir, de fixer un délai pendant lequel les actionnaires pourront céder leurs actions, après quoi, nous les prendrons à \$25 chacune, si elles ne sont pas vendues. Il n'est pas raisonnable qu'une petite minorité continue de créer des difficultés. Ces gens paraissent vouloir s'agripper et le but de la loi est de leur enlever leurs pouvoirs. Après un délai fixé par le bill, le gouvernement aura le droit de déclarer périmées les chartes de certaines compagnies, y compris celle de la Montreal Light, Heat & Power.

La loi couvre certains cas spéciaux. Il y a des gens aux États-Unis qui sont prêts à vendre leurs actions à \$25, mais qui disent qu'il ne serait pas pratique pour eux de recevoir des débetures en retour. La loi nous donne le pouvoir de les payer au comptant.

Il y aura aussi des tuteurs, des curateurs et des fiduciaires qui ne peuvent pas légalement vendre les actions qu'ils détiennent pour d'autres. Nous leur donnons ce pouvoir et nous disons que l'argent devra être déposé suivant l'article 9810 du Code civil.

Il (l'honorable M. Duplessis) assure les députés que le texte de la mesure sera probablement imprimé aujourd'hui, auquel cas il en fera parvenir des copies aux chefs de groupes de la Chambre. Je crois que la loi sera imprimée pendant la nuit.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 79 concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes.

Adopté.

### Travaux de la Chambre:

#### Projets de loi à étudier à la présente session

**M. Godbout (L'Islet)** pose une question au premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne crois pas qu'il y ait d'autres lois à venir pour cette session-ci. Si tel est le cas, ce ne sera rien de majeur.

### Demandes de documents:

#### Pont entre Coteau-du-Lac et Salaberry de Valleyfield

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Beauharnois (M. Lemieux) proposant qu'il soit produit et déposé, sur le bureau de cette Chambre, copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, associations, corps publics, etc., relativement à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent reliant la rive sud à la rive nord entre Coteau-du-Lac, comté de Vaudreuil-Soulanges, et la cité de Salaberry de Valleyfield, ou sa banlieue.

**M. Lemieux (Beauharnois):** Tous les corps publics recommandant la construction d'un pont à Valleyfield et il s'agit d'une entreprise urgente.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des quatre nouveaux ponts réclamés sur le Saint-Laurent, Québec, Trois-Rivières, Montréal et Valleyfield, celui de Valleyfield est le plus urgent. Nous allons immédiatement faire des sondages et établir le coût de l'entreprise.

**M. Lemieux (Beauharnois)** remercie le chef du gouvernement.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Mon département va commencer immédiatement à étudier le projet.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** M. l'Orateur, il me fait plaisir de seconder la motion de mon collègue, l'honorable député de Beauharnois. J'ai été témoin, depuis une dizaine d'années, dans plusieurs circonstances, de certains débats et de plusieurs demandes de la population de Beauharnois et de Vaudreuil-Soulanges, pour la construction d'un pont reliant les deux rives du Saint-Laurent entre Valleyfield et Coteau-du-Lac, pour communiquer avec plus de facilité entre ces deux rives, et pour communiquer aussi plus aisément avec l'Évêché, l'hôpital, la cour et notre principal marché, et aussi pour l'utilité des touristes américains se dirigeant vers Montréal ou Ottawa.

La ville de Valleyfield, est située du côté sud du Saint-Laurent, à environ 40 milles au sud-ouest de Montréal, sur les bords du Saint-Laurent, centre commercial et industriel d'importance. Elle est le chef-lieu du district de Beauharnois, le siège de l'Épiscopat du diocèse de Valleyfield, possède une école normale, une école industrielle, ainsi qu'un hôpital des plus modernes. Elle est la seule ville entre Montréal, la province d'Ontario et les États-Unis. Et en face de Valleyfield, côté nord du Saint-Laurent, se trouve la presqu'île de Vaudreuil-Soulanges, site enchanteur et pittoresque très recherché par les citadins et les touristes durant la saison d'été, pour ses plages, les plus belles de la province, ses nombreux bungalows construits avec art, ses deux fleuves également très recherchés par les amateurs de pêche, où toutes espèces de poissons sont enviées par les gourmets.

Aussi, la ville de Rigaud, située sur la rive de la Rivière Outaouais, site enchanteur remarquable par son collège classique et commercial, peuplé durant les années scolaires par tout près de 600 élèves, dirigés par les Clercs de Saint-Viateur, et reconnu pour le meilleur de la province. Rigaud est aussi un lieu de pèlerinage; sur sa montagne est érigée une grotte dédiée à Notre-Dame de Lourdes, où des milliers de pèlerins se rendent, durant la saison d'été, demander par son intercession les faveurs du ciel. Et surtout, le sol de la presqu'île est des plus fertiles; on y fait de l'agriculture générale: des céréales, des légumes, des petits fruits, la betterave à sucre, des vergers produisant la meilleure pomme en Amérique du Nord, la Fameuse, cultivée à Hudson, dans le comté de Vaudreuil.

La première coopérative de lin en Canada a pris naissance dans Vaudreuil-Soulanges. Elle compte au-delà de 1,100 membres, qui peuvent cultiver

25,000 acres par année. Les produits de cette culture sont recherchés tant en Europe qu'aux États-Unis, pour la qualité des grains de semence et aussi la qualité de sa fibre. On y fait aussi l'élevage sur une grande échelle. C'est dans Vaudreuil-Soulanges que sont situées les meilleures fermes d'animaux enregistrés de la province. Et, pour toutes ses diversités, elle attire des visiteurs en grand nombre. Toutes ces exploitations sont sous la surveillance d'agronomes des plus compétents.

C'est dire, M. l'Orateur, que ce pont s'impose, et le plus tôt possible. À ma connaissance, je me rappelle le dévouement de l'ex-député de Soulanges, de regrettée mémoire, monsieur Avila Farand, pour ce projet en Chambre d'abord, et aussi avec les intéressés. J'ai été témoin aussi du travail fait dans ce même but par les Chambres de commerce de Valleyfield et de Soulanges. J'ai eu même l'honneur de présenter leurs délégués à l'honorable ministre des Travaux publics du temps.

Comme ce projet m'intéressait grandement, je me suis mis en communication avec les autorités concernées. Ma première motion fut présentée en cette Chambre, le 20 mai 1940, demandant la construction de ce pont, dans le plus court délai possible. Ladite motion a été adoptée à l'unanimité de cette Chambre. Le lendemain, mon ancien collègue, l'honorable Delpha Sauvé, député de Beauharnois dans ce temps-là, a bien voulu appuyer ma motion. Deux semaines après cette date, c'est-à-dire le 6 juin 1940, un arrêté ministériel portant le numéro 2247 approuvait cette demande et recommandait à la Beauharnois Power d'augmenter la largeur des piliers de leur barrage dont en voici la teneur:

"La requérante devra augmenter d'une largeur de 5 pieds la partie supérieure des piliers du barrage projeté aux rapides du Coteau dans le but de les utiliser comme supports pour une voie de communication d'une largeur de 25 pieds, devant être construite par le gouvernement provincial entre les deux rives du Saint-Laurent, à cet endroit. Elle devra aussi, à ces fins, tolérer gratuitement l'utilisation des ouvrages qu'elle aura construits entre ces deux rives. Le coût d'entretien de la section des piliers qui sera ainsi utilisée fera l'objet d'une entente entre la requérante et le gouvernement provincial, et avec cette dernière, le gouvernement provincial a décidé d'entreprendre la construction de cette voie carrossable."

M. l'Orateur, laissez-moi aussi citer aux membres de cette Chambre les pouvoirs obtenus par la Beauharnois Power, en cette même année, c'est-à-dire en 1931; elle avait obtenu un détournement d'eau de 53,072 pieds cubes à la

seconde, et en 1940, un second détournement de 30,000 pieds cubes d'eau par seconde, aux conditions convenues avec le gouvernement provincial du temps, s'engageant à élargir les piliers de 5 pieds, pour permettre au gouvernement de construire le tablier de ce pont d'une largeur de 25 pieds.

Présentement, comme le gouvernement est propriétaire de la Beauharnois Power, je sais que le défaut d'entente est maintenant disparu. Comme le dernier barrage devait se terminer en 1943, je me suis mis en correspondance avec l'honorable ministre des Terres et Forêts et des Travaux publics pour me rendre compte où en était rendu ce projet. Et, le 20 juillet 1943, je recevais du ministre des Travaux publics et de la Voirie, une première lettre que je cite: "Pour faire suite aux représentations que vous m'avez faites alors que vous accompagniez la délégation qui est venue me rencontrer récemment, concernant ce pont, je dois vous dire qu'un ingénieur de mon ministère visitera les lieux, en vue de me faire rapport." Signé: "Georges Dansereau, ministre des Travaux publics."

Et le 20 juillet, je recevais une seconde lettre du même ministre, se lisant comme suit: "À la suite des représentations que vous nous avez faites relativement au pont Valleyfield-Coteau, je dois porter à votre connaissance qu'un ingénieur s'est rendu sur les lieux pour faire une étude de ce projet et que son rapport indique qu'il s'agit là d'un travail de grande envergure, nécessitant une forte dépense et qu'il faut, par suite des restrictions de guerre, dans l'obtention des matériaux et la rareté de la main d'œuvre, remettre ce projet après la guerre. Sincèrement à vous." Signé: "Georges Dansereau, ministre des Travaux publics".

Et les intéressés continuent toujours à faire des démarches pour obtenir la construction de ce pont. Le 12 février 1944, à Valleyfield, une réunion extraordinaire des maires de toutes les municipalités des comtés de Beauharnois, Châteauguay, Huntingdon, Soulanges et Vaudreuil s'est tenue en l'hôtel de ville de la cité de Salaberry de Valleyfield, réunion organisée par Son Honneur le maire de la ville de Valleyfield, M. Robert Cauchon.

En conséquence, il a été unanimement résolu: 1. Que, vu les avantages de la construction de ce pont, il soit aménagé une entrevue avec l'honorable premier ministre et l'honorable ministre des Travaux publics et de la Voirie, pour obtenir la réalisation de ce projet, dans le plus bref délai.

2. Qu'une délégation, composée des maires et des députés intéressés mentionnés plus haut, soit



chargée de rencontrer à Montréal les honorables ministres déjà mentionnés et de faire toutes les démarches nécessaires pour arriver à un résultat concret au sujet de la construction de ce pont.

À ces demandes, l'honorable ministre des Travaux publics et de la Voirie nous convoquait le 17 avril 1944, au palais de justice à Montréal, à une réunion à laquelle assistaient les députés et les maires plus haut mentionnés. Ladite délégation fut dirigée par Son honneur le maire de Valleyfield, M. Robert Cauchon. Ont pris part au débat, M. Robert Cauchon, maire de Valleyfield, Mgr Paul-Émile Léger, curé de la Cathédrale de Valleyfield, M. Paul Chatel, marchand de Valleyfield, M. Delpha Sauvé, député provincial de Beauharnois, et moi-même. Après avoir pris en considération la solidarité de ces demandes, l'honorable ministre promit formellement que le pont se construirait dans un avenir très rapproché. Malheureusement, le Parti libéral perdit le pouvoir, et rien n'a été fait, jusqu'à présent, par le gouvernement actuel.

Je veux féliciter mon collègue, le député de Beauharnois, M. Lemieux, pour les motions présentées en cette Chambre, demandant la construction de ce pont. Et maintenant, M. l'Orateur, que la guerre est finie, les contrôles enlevés et que les grandes entreprises ont repris leur cours normal, je crois qu'il est temps que le gouvernement actuel prenne une décision pour la construction de ce pont qui s'impose depuis longtemps. Comme le budget de cette année est le plus élevé que nous ayons eu, je crois que le district de Beauharnois et Vaudreuil-Soulanges devrait avoir sa part qui est des plus légitimes et, par ce fait même, la construction de ce pont, au cours de l'année.

M. l'Orateur, soyez assuré que la population de Beauharnois, Vaudreuil et Soulanges sera des plus reconnaissantes au gouvernement si cette construction se réalise.

**M. Lemieux (Beauharnois)** propose que la motion soit retirée.

Adopté.

#### **Demande et dépôt de documents:**

##### **Pont J.-S.-Caron entre Saint-Eugène et Saint-Aubert dans L'Islet**

**M. Godbout (L'Islet)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le ministre des

Travaux publics ou aucun de ses officiers, et les autorités municipales de Saint-Eugène de l'Islet ou toute autre personne, au cours de l'année 1946, relativement à la reconstruction du pont Jos.-S.-Caron, situé sur les lots 24, 26 et 27, sur la route entre Saint-Eugène et Saint-Aubert de l'Islet.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** déclare qu'il a reçu une demande pour un pont qui s'est écroulé, à Saint-Eugène, que son département a envoyé des ingénieurs sur les lieux, et ils ont évalué les travaux à \$1,200. On pose des lambourdes en acier, du bois trempé dans le goudron, etc. Le gouvernement offre à la municipalité de lui payer le quart, soit \$300.

**M. Godbout (L'Islet):** Le maire a fait exécuter les travaux aux frais de la municipalité et le tout a coûté \$226. Il (M. Godbout) produit un affidavit du maire Thibault pour attester les faits.

**Un député ministériel** prétend qu'on s'est servi de bois volé sur les terres de la couronne.

**M. Godbout (L'Islet)** proteste.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut intervenir.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre a perdu son droit de parole.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** décide de passer à des choses plus urgentes.

**M. Godbout (L'Islet)** l'avertit qu'il reviendra sur le sujet quand les crédits des Travaux publics seront étudiés.

Adopté.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** dépose ledit document sur le bureau de la Chambre. (Document de la session no 38)

#### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses, 1947-1948**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires, blâme le gouvernement de n'avoir accordé des augmentations et des gratifications qu'aux amis du régime à même les crédits votés en cette Chambre, au cours des sessions 1945 et 1946, pour l'augmentation des traitements des fonctionnaires de la province en général."

Il (M. Morin) loue ce qu'a fait le gouvernement Godbout pour venir en aide aux fonctionnaires. Le régime libéral avait posé un geste salubre en instituant la Commission du service civil. Il demande à tous les partis de s'entendre sur la nécessité qu'il y a de sortir le fonctionnarisme de la politique.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Dupré, Francoeur, Godbout, Hamel, Joyal, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Ross, Samson, 17.

**Contre:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Chaloult, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gatien, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Larivière, Laurendeau, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 41.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-deux

mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

L'étude de la résolution est suspendue.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La séance est levée à 11 h 30.

#### NOTES

1. Comme il s'agissait d'une question d'urgence, il n'y a pas eu de débat. Seuls M. Laurendeau et M. Duplessis ont parlé, selon *Le Devoir* du 26 avril 1947, à la page 3.

2. La Chambre ne siège que quelques minutes en comité des subsides et étudie les estimés du ministère de la Santé, selon *La Patrie* du 26 avril 1947, à la page 34.

3. Nous ne savons pas exactement à quel moment de la discussion M. Barrette est intervenu.

4. De l'avis du *Canada* du 26 avril 1947, à la page 12, journal libéral et peu sympathique au député de Québec, la sortie de M. Chaloult fut si violente "que sa voix s'est éraillée et que l'on s'est demandé s'il pourrait se rendre jusqu'au bout de ses vitupérations".

5. Selon *Le Temps* du 9 mai 1947, à la page 6, il s'agit de 1921.

6. *Le Soleil* du 26 avril 1947, à la page 3, le nomme M. Kinleyside.

7. Le premier ministre fait ici référence à Vidkun Quisling, homme politique norvégien qui devint chef du gouvernement après l'invasion de la Norvège par les Allemands, en 1942. Condamné à mort et exécuté à la Libération, son nom est devenu synonyme de traître.

8. M. Laurendeau fait référence aux élections fédérales de 1911, alors que les nationalistes se sont liés aux conservateurs de Borden, afin de renverser le gouvernement libéral de Wilfrid Laurier.

9. Selon *L'Événement-Journal* du 26 avril 1947, à la page 6, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 18, plusieurs députés libéraux quittent la Chambre et il n'en reste que 14 au moment du vote.

10. *The Gazette* du 26 avril 1947, à la page 20, souligne que les Pères Jésuites sont créditeurs pour une large somme, relativement à ce projet.



Séance du samedi 26 avril 1947

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Travaux de la Chambre:**

**Projets de loi à étudier à la présente session et distribution d'une épreuve du bill 79**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait distribuer, aux chefs des groupes de l'opposition, une épreuve de son projet de loi 79 concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes<sup>1</sup>.

C'est mon intention de demander à la Chambre d'étudier cette semaine le bill 30 qui accorde au gouvernement le pouvoir de conclure une entente pour un an avec le gouvernement fédéral. C'est l'une des mesures les plus graves de la session.

Le gouvernement a encore à présenter trois projets de loi, les trois derniers de la session. Le premier concerne les coopératives agricoles. Il ne s'agit pas d'une mesure contentieuse. L'un des articles stipule que les membres pourront posséder des actions jusqu'à concurrence de \$500. Un autre article a pour but de clarifier une situation et un troisième fait disparaître la clause qui parle d'un état des profits.

Enfin, un quatrième place les coopératives agricoles sur le même pied que celles de la Colombie canadienne pour le partage de la taxe. Le deuxième projet de loi amende la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses, tandis que le troisième concerne la construction d'un aqueduc à Notre-Dame de Lourdes, comté de Joliette.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je constate que le premier ministre est de bonne humeur. Pourrait-il obtenir de l'archevêché que nous ayons une messe de minuit?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'un cas un peu exceptionnel, mais comme le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) est un oiseau de nuit, je vais m'efforcer de lui donner satisfaction.

**Motions de condoléances:**

**Mineurs ensevelis à East Malartic, enquête sur la cause du désastre**

**L'honorable M. Robinson (Brome):** D'après les renseignements reçus au cours de la nuit, le sort des mineurs emprisonnés dans la mine d'East Malartic est scellé. À 3 heures cette nuit, le feu a atteint des proportions telles que l'inspecteur en chef Taschereau, du ministère des Mines, a donné l'autorisation de fermer la valve, ce qui signifie que le sort des 11 mineurs ensevelis dans la mine est scellé.

J'offre, dit-il, mes condoléances aux familles des victimes. Je peux assurer la Chambre que le ministère mènera une enquête complète et minutieuse pour découvrir la cause de ce désastre.

**Projets de loi:**

**Code de procédure civile, règles de la Cour supérieure**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 modifiant le Code de procédure civile concernant les règles de pratique de la Cour supérieure soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 78 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Union Économique  
d'Habitations et les Cités-Jardins du Québec**

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 concernant l'Union Économique d'Habitations et les Cités-Jardins du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**Demandes de documents:**

**Contrats pour des travaux de drainage  
(arrêtés en conseil 3480, 3482,  
3840-1945 et 249-1946)**

**M. Godbout (L'Islet)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre les documents suivants:

Copie du ou des contrats d'entreprise intervenus entre le gouvernement de la province de Québec, et toute personne, société ou corporation relativement à l'exécution de travaux de drainage:

*a.* dans le cours d'eau appelé "Rivière des Hurons", comtés de Rouville et de Saint-Hyacinthe, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 3480, du 1<sup>er</sup> septembre 1945;

*b.* dans le cours d'eau appelé "Rivière Noire", comté de Mégantic, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 3482, du 1<sup>er</sup> septembre 1945;

*c.* dans le cours d'eau appelé "Petite Rivière de Montréal", dans les comtés de Napierville et de Huntingdon, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 249, du 17 janvier 1946;

*d.* dans le cours d'eau appelé "Norton Creek", dans le comté de Châteauguay, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 3840, en date du 20 septembre 1945.

Adopté.

**Contrats pour des travaux de drainage  
(arrêtés en conseil 1955, 2178,  
2403, 2704 et 2969-1946)**

**M. Godbout (L'Islet)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre copie du ou des contrats d'entreprise intervenus entre le gouvernement de la province de Québec, et toute personne, société ou corporation relativement à l'exécution de travaux de drainage:

*a.* dans le cours d'eau appelé "Rivière la Barbut", dans le comté de Rouville, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 1955, en date du 23 mai 1946;

*b.* dans le cours d'eau appelé "Rivière La Tortue", dans les comtés de Laprairie et Napierville, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 2178, en date du 5 juin 1946;

*c.* dans le cours d'eau appelé "Rivière du Sud-Ouest" et ses embranchements, dans la paroisse de Saint-Luc, comté de Saint-Jean, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 2403, en date du 10 juillet 1946;

*d.* dans le cours d'eau appelé "Rivière des Iroquois" et ses embranchements, dans la paroisse de Saint-Luc, comté de Saint-Jean, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 2704, en date du 10 juillet 1946;

*e.* dans le cours d'eau appelé "Rivière Lamorandière", dans les sixième, septième, huitième et neuvième rangs du canton de Lamorandière, dans le comté d'Abitibi, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 2969, en date du 31 juillet 1946;

*f.* dans le cours d'eau appelé "Rivière Panache", dans les cantons de Figuery et Dalquier, comté d'Abitibi, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 2969, en date du 31 juillet 1946.

Adopté.

**Contrats pour des travaux de drainage  
(arrêté en conseil 4393-1945)**

**M. Godbout (L'Islet)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre copie des contrats d'entreprise ou ententes intervenus entre le gouvernement de la province de Québec, et toute personne, société ou corporation relativement à l'exécution de travaux de drainage dans le cours d'eau appelé "Rivière Le Bras", dans le comté de Beauce, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 4393, en date du 18 octobre 1945.

Adopté.

**Acquisition d'immeubles  
pour la route Joliette-Saint-Félix**

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé de tous les immeubles acquis par le département de la Voirie, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1947, en rapport avec la construction de la route Joliette-Saint-Félix, cet état détaillé devant indiquer, pour chaque immeuble, le nom du

propriétaire, le mode d'acquisition, si c'est de gré à gré ou par expropriation, la date de l'acquisition et le montant de la compensation convenue, ou, si cette compensation n'a pas été arrêtée, le montant de l'offre, avec une désignation sommaire de l'immeuble dans tous les cas.

Adopté.

#### **Contrats pour la route Joliette-Saint-Félix**

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre une copie conforme de tous les contrats octroyés par le département de la Voirie, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1947, pour la construction de la route Joliette-Saint-Félix, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

#### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1947-1948**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Roberge (Lotbinière):** Le gouvernement semble avoir pris un système pour ne pas répondre aux questions et aux demandes de renseignements de l'opposition, même quand l'ordre en a été donné par la Chambre.

L'an dernier, onze importantes interpellations de l'opposition sont restées sans réponse. Nous n'avons pas encore obtenu de réponse aux quelque 100 questions posées pendant la session de l'année dernière. Cette année, nous avons obtenu une réponse évasive ou pas du tout à plusieurs autres questions.

Le gouvernement a refusé de répondre à de nombreuses demandes d'informations et il a même tenté d'induire la Chambre en erreur. Si l'on veut constater que le gouvernement a répondu évasivement ou incorrectement, on n'a qu'à référer aux *Procès-verbaux*. À la page 115, nous avons demandé au ministère du Commerce la liste des 2,500 industries qu'il prétend avoir attirées dans la province.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Mon honorable ami n'a qu'à consulter l'agence Dunn-Bradstreet et il sera renseigné.

**M. Roberge (Lotbinière):** Le ministre a refusé de la communiquer à la Chambre, mais si nous l'avions eue, nous aurions constaté que parmi les nouvelles industries qu'il y a inscrites sur sa liste, il y a des médecins ou des chirurgiens dentistes de retour du front. Les *Procès-verbaux* fourmillent d'informations de nature à tromper la Chambre. J'ai demandé si le gouvernement payait des allocations familiales. On sait qu'il n'en paie pas, mais il s'est arrangé pour nous induire en erreur. Nous avons demandé quelles augmentations de salaires ont été accordées aux fonctionnaires? Pas de réponse; ce que les collaborateurs de l'organe de l'Union nationale reçoivent de la province: Pas de réponse; Combien on a payé aux experts américains employés à l'évaluation de l'actif de Montreal Power: Pas de réponse; ce que l'on a dépensé pour l'Office du tourisme: Pas de réponse. C'est ainsi que la Chambre doit être renseignée sur ce qu'ont coûté à la province en octrois, bonis ou allocations, les élections partielles. Le gouvernement viole le principe du gouvernement responsable.

Pour ces raisons, à la motion que la Chambre se forme en comité des subsides, je propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Chambly (M. Joyal), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires au gouvernement de la province, exprime l'opinion qu'il est du devoir du gouvernement de la province de fournir à la Chambre, avec diligence et d'une manière claire, précise et véridique, tous les renseignements qui lui sont demandés par les représentants du peuple, au sujet de l'administration et de la situation financière de la province<sup>2</sup>."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition est en mal de parler. Elle ne sait pas quoi dire ou faire pour retarder les travaux de la session. Ces travaux coûtent cher. D'une façon générale, les sessions de l'Assemblée coûtent à la province de \$6,000 à \$10,000 par jour, et ce n'est pas juste pour les payeurs de taxes que l'opposition les prolonge par des arguments inutiles et puérils. Elles ne doivent pas être une suite de dévergondage. L'argent doit retourner au peuple et non servir à l'obstruction. Quand le temps des sessions est bien

employé, c'est un bon placement; mais s'il est consacré à de l'obstruction systématique, cela devient un gaspillage de l'argent du peuple.

Depuis le début de la session actuelle, le gouvernement a procédé avec une rapidité inconnue jusqu'ici. Il a procédé avec diligence. Aucun gouvernement n'a manifesté autant de bonne volonté. Il a présenté ses projets de loi dès le début, soumis les *Comptes publics* avant le délai prescrit par la loi, déposé les prévisions budgétaires beaucoup plus tôt que ce n'était le cas auparavant et répondu à toutes les demandes d'informations qu'on lui posait. Tous les renseignements qu'a demandés l'opposition ou ont été produits ou sont déjà dans les documents publics.

Nous avons répondu à toutes les questions raisonnables des députés. Mais plusieurs de ces questions étaient puériles et inutiles et ne méritaient pas de réponse. Bref, le blâme de la motion est immérité. À Ottawa, M. King a dit aux députés de l'opposition qu'il était fatigué de l'orgie de questions. L'honorable député de Lotbinière (M. Roberge) est un jeune homme de talent, plein de fougue, de bonne foi, un charmant garçon. Il nous adresse des reproches injustes pour son intelligence et son talent<sup>3</sup>.

**M. Roberge (Lotbinière):** (Souriant) Je ne retirerai pas mon amendement. Il (M. Roberge) pose une question au premier ministre au sujet de la Montreal Power.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement ne pouvait révéler certains détails concernant la Montreal Power parce que des procédures d'arbitrage n'étaient pas terminées. Il était contraire à l'intérêt public de fournir des informations qui eussent profité à la compagnie.

**M. Godbout (L'Islet):** Il est trop tard pour rappeler au premier ministre que les sessions coûtent cher au peuple parce qu'il est probablement celui qui les a le plus prolongées, quand il était dans l'opposition, en prenant à lui seul la moitié du temps de la Chambre. C'était son droit et personne n'a songé à l'en blâmer. C'était son droit comme c'est le droit de l'opposition actuelle de faire valoir son point de vue sur les questions. Ce même droit existe pour l'opposition actuelle et elle a l'intention de l'exercer pleinement.

Nous manquerions à notre devoir, si nous n'exigions pas du gouvernement tous les renseignements dont nous avons besoin pour faire

une discussion intelligente, notamment durant l'étude des crédits budgétaires. C'est probablement la première session où le gouvernement donne le plus de réponses aux questions de l'opposition mais, les réponses ne sont pas complètes.

Au sujet de la Montreal Power, quand nous avons fait voter la loi à laquelle on donne suite aujourd'hui, on nous a traités de bolchéviques, on a dit que nous présentions une loi confiscatoire, parce que nous voulions mettre à la raison des gens qui ne voulaient pas être raisonnables.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Mon groupe peut être favorable à plusieurs "attendus" des motions de confiance de l'opposition, mais ne peut adopter systématiquement ces motions de non-confiance. Mes partisans et moi nous sommes donné pour politique de ne pas faire d'opposition systématique et, pour cette raison, avons toujours voté contre les motions de non-confiance. La motion actuelle renferme des idées auxquelles je suis sympathique, mais comme la question ne peut se régler par un oui ou par un non, les députés du Bloc s'abstiennent de voter sans, pour cela, éviter leurs responsabilités.

Nous ne sommes pas ici pour faire le jeu de l'opposition. Le problème se trouve mal posé, et nous nous abstenons de voter. Je crois sage de m'abstenir entre le gouvernement et l'opposition, car je n'approuve ni l'un ni l'autre. S'il survenait une situation plus grave, nous pourrions cependant adopter une attitude différente. Présentement, je crois que le vote n'a aucune signification.

(Les députés du Bloc populaire, ainsi que M. Chaloult, quittent le parquet de la Chambre)

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Dupré, Francoeur, Godbout, Hamel, Joyal, Morin, Plourde, Roberge, Ross, Samson, 15.

**Contre:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Chartier, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Larivière, Leclerc, Lesage, Lorrain, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 38.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.



La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent trente et un mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et administration (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicaments et vêtements (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'établissement de médecins dans les campagnes dépourvues de services médicaux (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trente-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Unités sanitaires de comtés, traitements compris (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quel est le salaire du secrétaire du ministre?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** \$4,000.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Combien coûtent les unités sanitaires?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** L'entretien des unités sanitaires coûte annuellement à la province un montant d'environ \$800,000, dont une faible partie, 14 %, est remboursée par les conseils de comtés et les conseils municipaux. La contribution des municipalités à cet entretien est de 14 % du coût total. Depuis deux ans, il y a cinq ou six unités sanitaires de plus.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Avec le budget général qu'elle a maintenant, la province pourrait facilement assumer le coût total et libérer les municipalités peu riches de cette contribution.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Je reconnais que le Parti libéral a fait une bonne œuvre en créant les unités, mais je suis favorable au système contributoire qui n'est pas onéreux et intéresse davantage les municipalités au problème de la santé.

Ce qui compte dans cela, ce n'est pas le montant de la contribution, qui est plutôt minime, mais le principe de la contribution qui oblige les municipalités à s'intéresser au bon fonctionnement des unités sanitaires et à la cause de la santé publique.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Je n'insiste pas.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je suis heureux que le ministre reconnaisse l'œuvre de l'honorable M. Taschereau et de l'honorable M. David.

**M. Godbout (L'Islet)** demande au ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) s'il ne serait pas plus sage d'avoir un chef du service d'art dentaire pour les unités sanitaires.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le ministre devrait reconnaître que les unités sanitaires sont une œuvre libérale, fondée par MM. Louis-Alexandre Taschereau et Athanase David, et dénoncée dans le temps par l'opposition conservatrice.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** En ce qui concerne les dentistes au service du ministère de la Santé, le poste de surintendant des dentistes a été aboli et ces praticiens reçoivent maintenant leurs instructions du médecin qui dirige l'unité sanitaire. Il y a là un système permettant d'assurer plus de cohésion. Il (l'honorable M. Paquette) admet que le système du gouvernement Godbout avait du bon. Il croit que le sien s'avérera plus économique, mais il ne dit pas qu'il ne retournera pas à l'ancien.

**M. Godbout (L'Islet):** Le système peut avoir du bon. Mais, à cause de l'importance de plus en plus grande que prend l'art dentaire dans la prévention des maladies, je verrais d'un bon œil l'organisation d'un service complet de dentistes au ministère de la Santé. Si on veut de la cohésion et du progrès dans ce service, il vaut mieux lui donner un chef, les dentistes demeurant cependant sous l'autorité du médecin-chef de l'unité.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La liste des employés promise hier est-elle prête?

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Pas encore.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'avertis l'opposition que si elle retarde le vote des crédits, j'utiliserai les règlements qu'ils ont faits, et nous voterons le budget.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le bâillon!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a parlé de Zozo pendant trois heures pour retarder la discussion. Si on fait de l'obstruction, nous allons passer le budget et rapidement.

**M. Godbout (L'Islet):** Nous ne nous laisserons pas imposer le bâillon.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** Le chef de l'opposition a dit qu'il déclarait la guerre au gouvernement et qu'il n'était plus question de coopération.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai dit que nous ferions notre devoir et nous allons le faire. La coopération, ça se fait à deux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Trois séances sur Zozo, c'est trop.

**M. Godbout (L'Islet):** Nous avons le droit d'étudier l'administration et le gouvernement ne gagnera rien à brusquer les choses.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Toute la soirée d'hier a été consacrée à Zozo, pendant l'étude du budget du ministère le moins contentieux et dirigé par un honnête homme.

**M. Godbout (L'Islet):** Si le premier ministre n'avait pas soulevé cette discussion, il y aurait trois items de votés.

**M. Vachon (Wolfe):** Si le gouvernement propose des mesures pour mettre fin à l'obstruction, je les voterai avec plaisir.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) m'a promis aimablement hier de nous donner des renseignements. Le premier ministre ne veut pas que la Chambre soit renseignée. Il nous menace du bâillon. Il ne nous traitera pas comme il traite ses députés. Pour la première fois depuis la Confédération, le débat sur le budget a été suspendu pour un temps indéterminé. Il y a eu le discours du député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson). Mon honorable ami de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) a commencé le sien et il est resté en panne. Nous ne voterons certainement pas les estimés sans les avoir discutés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas d'objection à suspendre l'étude du premier item à condition que l'on vote les autres. Si l'opposition refuse, nous prendrons les moyens cet après-midi de faire cesser l'obstruction. Nous siégerons ce soir.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Nous irons à la messe de minuit s'il le faut.

**M. Godbout (L'Islet):** Nous ne voterons certainement pas 18 items de ce budget en cinq minutes. Il est 1 heure moins 5. Nous en adopterons 6 sur 14, pas un de plus.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'opposition refusera de voter le premier article du budget de la Santé, soit \$282,000 pour le service civil intérieur, tant que le ministre n'aura pas fourni les renseignements demandés, les permutations dans le personnel, etc.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si l'opposition veut faire de l'obstruction, j'invoquerai les mesures prises par les libéraux eux-mêmes lorsqu'ils étaient au pouvoir, pour faire voter le budget.

**M. Godbout (L'Islet) et M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'opposition ne fait aucunement de l'obstruction. Elle exerce son droit de se renseigner. On ne gagnerait rien à vouloir la bâillonner.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne comprends pas l'attitude de l'opposition sur le budget d'un ministère qui n'est nullement contentieux et qui s'obstine à demander toujours les mêmes questions et à interroger le ministre sur des choses insignifiantes.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est le premier ministre lui-même qui prend une attitude de nature à prolonger singulièrement la discussion. Il conseille au premier ministre d'être raisonnable. L'opposition le sera aussi et procédera plus vite.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre n'a pas raison d'accuser l'opposition de faire obstruction parce que lui-même a tenu sur le grill, pendant trois séances, le député de Bellechasse (M. Bienvenue) lorsqu'il était ministre de la Chasse et des Pêcheries, à propos de l'achat d'un yacht pour son ministère.

**M. Plourde (Arthabaska)** intervient dans le débat pour attirer l'attention du ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) sur l'hôpital d'Arthabaska.

**M. Plourde (Arthabaska) et l'honorable M. Paquette (Labelle)** discutent d'un ton aimable les intérêts de cet hôpital.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** se ravise. Je demande à l'opposition, dit-il, de voter quelques items du budget des Affaires municipales qui ne sont pas sujets à discussion. Après cela, nous ajournerons à lundi après-midi.

**M. Godbout (L'Islet):** Quel sera le programme de lundi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous reprendrons le débat sur le budget.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le bill 30?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La semaine prochaine, sans faute. Lundi après-midi, on reprendra le débat sur le budget, mais je ne peux promettre que, lundi soir, on entendra encore des discours sur le budget. On s'occupera tout probablement de la législation.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Codification des lois municipales, traitements compris (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission municipale de Québec, traitements compris (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service d'urbanisme, traitements compris (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

#### Dépôt de documents:

##### Réouverture des usines de Chicoutimi

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 9 avril 1947, demandant la production de copie authentique de toute correspondance, télégrammes, etc., échangés entre le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, compagnie, sociétés ou corporations, depuis le 1<sup>er</sup> août 1946 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1947 inclusivement, concernant la réouverture des usines de Chicoutimi, ainsi que tous arrêtés ministériels adoptés à cette fin durant la même période. (Document de la session no 39)

##### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

#### NOTES

1. Deux copies du bill sont distribuées aux membres de la Tribune de la presse, selon *The Gazette* du 27 avril 1947, à la page 1.

2. *L'Événement-Journal* du 27 avril 1947, à la page 1, précise que la présentation d'une motion semblable de censure en amendement à la motion "pour que la Chambre se forme en comité des subsides" est une pratique qui a toujours été dans les meilleures traditions des oppositions.

3. Les ministériels regardent leur chef avec étonnement et inquiétude, selon *Le Canada* du 27 avril 1947, à la page 7.

## Première séance du lundi 28 avril 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions et réponses:

## Dépenses du gouvernement pour frais téléphoniques et télégraphiques

**M. Mercier petit-fils (Châteauguay):** Combien le gouvernement a-t-il déboursé, au cours de l'année 1946:

- a. Pour appels téléphoniques interurbains?
- b. Pour envois de télégrammes?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Département des Affaires municipales:

- a. \$2,349.50;
- b. \$137.55.

Département de l'Agriculture:

- a. \$9,597.78;
- b. \$1,458.97.

Département de l'Assemblée législative:

- a. \$783.07;
- b. \$208.25.

Département de la Chasse et des Pêcheries:

- a. \$2,115.83;
- b. \$776.94.

Département de la Colonisation:

- a. \$3,028.54;
- b. \$1,063.60.

Département du Conseil exécutif:

- a. \$3,439.88;
- b. \$1,063.60.

Département de l'Industrie et du Commerce:

- a. \$5,949.11;
- b. \$788.64.

Département de l'Instruction publique:

- a. \$1,751.50;
- b. \$621.90.

Département des Mines:

- a. \$4,756.96;
- b. \$640.

Département du Procureur général:

- a. \$27,758.23;
- b. \$1,095.93.

Département des Ressources hydrauliques:

- a. \$378.67;
- b. \$31.54.

Département de la Santé:

- a. \$6,349.15;
- b. \$1,642.30.

Département du Travail:

- a. \$5,636.67;
- b. \$1,774.83.

Département des Travaux publics:

- a. \$3,443.42;
- b. \$397.06.

Département du Trésor:

- a. \$4,721.44;
- b. \$535.15.

Département des Pêcheries maritimes:

- a. \$3,870.44;
- b. \$966.

Département de la Voirie:

- a. \$27,452.68;
- b. \$1,840.68.

## Lots vendus à New Carlisle

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le gouvernement a-t-il vendu, dans la municipalité de New Carlisle, le ou vers le 19 novembre, 1945, le lot 115, du bloc 4, numéro 2072, du cadastre officiel du canton Cox, division d'enregistrement numéro 1, comté de Bonaventure?

Dans l'affirmative:

- a. Comment cette vente fut-elle effectuée, privément ou aux enchères publiques?
- b. Quel serait l'acquéreur dudit lot?
- c. Quel aurait été le prix d'acquisition payé par l'acheteur?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Le 19 novembre 1945, le département des Terres et Forêts a vendu, par vente privée et lettres patentes, à monsieur le Dr Charles-H. Houde, de New Carlisle, pour la somme de \$100 payée comptant, partie du lot primitif no 115 dans le village de New Carlisle, désigné au cadastre sous le no 2072, d'une superficie de 0.79 acre.

## Dettes consolidées en 1946

**M. Godbout (L'Islet):** Quel était le montant de la dette consolidée de la province au 31 décembre 1946?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le montant de la dette consolidée est déterminé par le montant des débetures ou obligations émises par la province. Chaque année, dans les documents publics, entre autres dans les *Comptes publics*, le trésorier publie le montant de la dette consolidée pour l'année fiscale terminée, ainsi que les détails qui s'y rapportent.

### Motions des députés:

#### Vingtième anniversaire de vie politique du député de Rivière-du-Loup, M. Casgrain<sup>1</sup>

(On apporte sur le pupitre de M. Casgrain une corbeille de roses rouges, don de ses collègues du parti)

**M. Godbout (L'Islet)** présente à son lieutenant les hommages et les vœux de la députation libérale. C'est vingt années d'honneur, d'intégrité et de gentilhommérie que nous célébrons en ce moment, dit-il. La carrière du député est un exemple d'honneur, autant dans son foyer que dans ses carrières professionnelle et politique, pour tout jeune homme qui souhaite laisser un nom à ses successeurs.

À mon loyal collègue, je souhaite longue vie et prospérité. C'est peut-être son meilleur titre de gloire qu'après 20 ans de vie politique, la seule richesse que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) possède, c'est son honneur et sa réputation d'honnête homme. Le représentant de Rivière-du-Loup a été et restera l'exemple de la loyauté pour son parti qu'il soutient. Je le remercie de cette loyauté indéfectible avec laquelle il a défendu la doctrine libérale et sa fidélité aux principes qu'il a toujours si vaillamment et si éloquemment soutenus, sous tous les chefs du parti.

Je sais qu'il est parfaitement convaincu de l'excellence des principes au triomphe desquels il combat avec courage, tout en mettant dans ses luttes une dignité de bon aloi. J'associe à cet hommage son vénérable père, qui en a été un exemple vivant. Je lui souhaite de le conserver longtemps. Son père lui a inculqué des principes sur lesquels le fils a basé toute son activité. Il a été pour lui un exemple vivant de nos plus excellentes traditions et je souhaite que le fils continue d'être pour nous, toujours, l'excellent collègue qu'il a été. Il (M. Godbout) associe à cette manifestation l'épouse du député de Rivière-du-Loup, dont il fait l'éloge.

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je me fais l'interprète du gouvernement et de toute la province, dit-il, pour offrir mes félicitations et mes vœux au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain). Le député de Rivière-du-Loup et moi sommes entrés en Chambre le même jour. Sa réélection continuelle, comme celle du député de Trois-Rivières, est due à des causes différentes. J'ai toujours été réélu à cause de mes principes et le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) doit ses réélections à sa popularité, en dépit de ses principes. Je suis allé quelques fois parler à Rivière-du-Loup, et j'ai pu constater la popularité personnelle du député dans son comté. Sa popularité personnelle est infiniment supérieure à ses principes politiques.

(Rires)

Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a toujours été loyal à son chef. Je suis heureux de l'hommage que vient de rendre le chef de l'opposition à son lieutenant le plus fidèle et le plus loyal. Je suis très fier d'avoir en temps opportun contribué à dessiller les yeux de ceux qui ne semblaient pas reconnaître les mérites du député de Rivière-du-Loup. C'est un homme de cœur et de talent. Plus chanceux que moi, il a pu garder son vieux père, un homme charmant que j'ai le plaisir de connaître personnellement, un père de famille modèle et modeste, que je suis heureux d'associer au témoignage sincère d'amitié que nous rendons au fils.

Je m'associe, ainsi que tous vos parents, à cet hommage que les députés de cette Chambre vous rendent aujourd'hui. Je veux aussi rendre hommage à votre épouse dévouée, dit-il, qui représente à votre foyer les plus belles traditions de notre race, le modèle de la mère de famille canadienne-française. De tout cœur, au nom du gouvernement, au nom des ministres, des députés de l'Union nationale, au nom de la province et en mon nom personnel, je souhaite au député de Rivière-du-Loup et aux siens longue vie, un bonheur sans mélange et une santé durable.

J'ai même fait des démarches à Ottawa, avec l'influence dont je dispose, pour dire au ministre de la Justice que personne n'est plus qualifié que le député de Rivière-du-Loup pour monter sur le banc. Au nom de la province, je lui souhaite tout ce qu'il y a de mieux dans la vie. Mes vœux auront plus de chance d'être exaucés le jour où il aura quitté la carrière qui lui convient le moins pour la magistrature.

**M. Chaloult (Québec)** se dit singulièrement heureux de se joindre au premier ministre et au chef de l'opposition, tant en son nom personnel qu'au nom du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau)<sup>2</sup> et

des membres du Bloc alors absents de la Chambre, pour féliciter le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain). Le député de Rivière-du-Loup, affirme-t-il, joue un rôle très utile, en Chambre.

J'admire sa combativité, qui ne se dément jamais, sa camaraderie de bon aloi, le tact avec lequel il sait porter des coups sans blesser personne. Il porte de durs coups parfois, mais sans blesser personne, ce qui est beaucoup. Je le félicite de sa modestie bien connue. Quand j'étais jeune député, il m'a rendu des services personnels, lorsque je commençais, en cette Chambre, à étudier la procédure, et je lui en garde un reconnaissant souvenir. Je suis heureux d'associer Madame Casgrain à ce témoignage d'estime.

**M. Lizotte (Kamouraska)** parle à titre d'électeur du comté de Rivière-du-Loup et d'associé professionnel du héros de cette fête. Il (M. Lizotte) rappelle qu'ils ont toujours suivi le même chemin dans la vie. Nous sommes nés dans des paroisses voisines du beau comté de Kamouraska, dit-il, baignées par l'historique rivière Ouelle. Nous avons étudié ensemble et nous nous sommes toujours suivis. Il évoque des souvenirs de collège et d'université. Tous deux ont été reçus avocats le même jour et ils pratiquent le droit ensemble depuis 25 ans dans le même bureau.

Je connais mieux que tout autre ses splendides qualités, dit-il. Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) est un ami sincère, loyal et dévoué dans toute la force du mot. C'est un homme honnête, franc; comme on dit chez nous, il est franc comme l'épée du roi. Il associe à son témoignage d'estime le père du député de Rivière-du-Loup et son épouse.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** formule, à titre de président de l'Amicale des anciens élèves du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, à l'adresse du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) les vœux de son *Alma mater* où il a étudié pendant neuf ans et dont il est, dit-il, l'une des gloires, l'un des plus beaux ornements. Il (l'honorable M. Gagnon) associe à son témoignage d'estime le père de M. Casgrain et son épouse.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** (Très ému) se lève.

(La Chambre ovationne le député)

Je me trouve dans l'une des circonstances de la vie où il est parfois difficile de trouver les mots justes pour exprimer ce que l'on ressent. Je ressens une vive émotion, une grande joie et un peu de

regret, car je me rends compte que je ne mérite pas tous ces compliments. Je tiens aussi à exprimer mes remerciements à mes vieux électeurs.

Je dois ce que je suis devenu dans la politique aux électeurs qui m'ont toujours conservé confiance depuis 20 ans, électeurs de Rivière-du-Loup, de Témiscouata et de Kamouraska, qui, à un moment où à l'autre de ma carrière, ont voté pour moi. Sans eux, cette fête ne serait pas possible. Il (M. Casgrain) rappelle que son comté de Rivière-du-Loup a été détaché de celui de Témiscouata en 1930, en rattachant Kamouraska à Rivière-du-Loup. Une couple d'années plus tard, Rivière-du-Loup constituait de nouveau un comté unique.

Je remercie du fond du cœur mon ami et chef de ses bonnes paroles. Il a parlé de ma loyauté; c'est une chose bien facile que d'être loyal au chef de l'opposition, un homme comme lui dont je connais les grandes qualités, et je n'en ai pas beaucoup de mérite. Il est homme de vision et il fait de la politique en pensant à l'avenir de sa province.

Je constate que si je n'étais plus dans la politique, le premier ministre aurait fait mon éloge sans restriction. C'est sans doute pour cela qu'il voudrait me voir dans la magistrature. Je le remercie de ses bonnes paroles. Venant de lui, je sais qu'elles sont sincères. Nous nous portons parfois de rudes coups, mais les divergences d'opinions n'ont pas réussi à briser les liens de l'amitié qui nous unissent. Nous ne frappons jamais en bas de la ceinture.

Il (M. Casgrain) remercie avec effusion, les députés de Québec (M. Chalout), de Kamouraska (M. Lizotte) et de Matane (l'honorable M. Gagnon). Au trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) qui a déclaré qu'il est son cousin par alliance, il exprime ses sentiments sympathiques. Il se dit heureux d'apprendre qu'ils sont tous deux cousins par alliance. À MM. les députés de Québec et de Kamouraska, il dit des choses aimables et spirituelles.

Vous avez eu raison d'associer à cette fête la compagne de mes jours. Cette fête est un peu la sienne. Elle m'a énormément aidé et soutenu, bien qu'elle déteste souverainement la politique. Je la remercie de sa fidélité et de son dévouement inlassable. C'est encore au foyer que l'on trouve les joies les plus durables et les meilleures. Je vous remercie aussi de ce que vous avez dit au sujet de mon père. Il en éprouvera une joie sincère et une légitime fierté. Mes parents m'ont laissé de bons, d'excellents exemples, ce qui vaut mieux que l'argent.

Il (M. Casgrain) rend hommage à son vieux père et aux sacrifices que ses parents se sont imposés

pour le faire instruire. Je dois avouer que, jusqu'ici, la vie a été très bonne pour moi. J'ai été heureux à la fois dans ma vie familiale et dans ma vie politique. J'ignore ce que la Providence me réserve, mais jusqu'ici, j'ai eu une vie heureuse au foyer paternel, au foyer familial, dans ma vie professionnelle et politique. Sans forfanterie comme sans fausse honte, j'en rends grâce à la Providence.

Il (M. Casgrain) dépouille sa corbeille de roses et les fait distribuer à ses collègues des deux côtés de la Chambre. Il en détache la plus belle et va l'offrir à Madame Casgrain.

(Applaudissements de toute la Chambre)

### Voies et moyens:

#### Budget des dépenses 1947-1948 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 8 avril courant, sur la motion de l'honorable trésorier (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

**M. Chaloult (Québec)<sup>3</sup>:** Le budget comporte nécessairement moins d'intérêt aujourd'hui qu'au lendemain du discours du trésorier, il y a un mois, lorsqu'il a été prononcé, et je ne m'attarderai pas à discuter longuement les chiffres donnés par le trésorier. Les finances de la province sont saines. On a blâmé le gouvernement d'annoncer des surplus et des taxes tout à la fois. J'approuve le gouvernement dans sa politique de garder des surplus. Il importe qu'il affiche une situation prospère, pour pouvoir lutter plus efficacement contre Ottawa, qui cherche constamment à s'emparer de notre autonomie.

Je ne vois pas de mal à ce que le présent budget soit supérieur de \$46,000,000 à celui d'il y a quelques années. Le gouvernement, concernant les taxes sur la gazoline et les corporations, n'a pas fait de nouvelles impositions mais un simple déplacement de taxes, étant donné que le gouvernement fédéral avait empiété dans le domaine provincial en s'accaparant ces deux modes de taxation.

À ceux qui s'étaient émus du fait qu'Ottawa dépense \$92,000,000 pour la législation sociale, et Québec, \$8,000,000, je dis que cela n'a rien de surprenant, étant donné que le fédéral a empiété dans le domaine provincial, et tout particulièrement dans le domaine de la taxation.

Il (M. Chaloult) reproche à l'opposition libérale de lier son sort aux libéraux fédéraux. MM. Gouin et Taschereau étaient d'excellents libéraux, tout en sachant user de réserve et prendre la défense de nos droits. Tant qu'on ne m'aura pas prouvé, dit-il, que le budget n'est pas sain, je suis prêt à lui faire confiance.

Tous les esprits sérieux en arrivent à la conclusion qu'Ottawa veut la disparition lente des provinces. Il (M. Chaloult) prend à partie M. Ilsley pour certaines de ses déclarations. L'ancien ministre des Finances a dû faire une mise au point sous la pression de l'opinion publique, dit-il. M. Ilsley a consenti à vendre notre blé à l'Angleterre à un prix bien inférieur à celui du marché, parce qu'il est prêt à sacrifier le Canada à l'Angleterre. Il n'a jamais considéré le Canada comme son propre pays. Ni M. Borden, ni M. Meighen, ni M. Bracken, ni tous les autres impérialisants n'ont dépassé M. Ilsley en frénésie impériale.

Il (M. Chaloult) dénonce l'esprit de parti et demande aux libéraux provinciaux de séparer leur cause des libéraux fédéraux. Il est incontestable que le but vers lequel on tend progressivement, avec ténacité, dit-il, c'est l'assimilation. En défendant l'autonomie fiscale des provinces, c'est notre propre existence que nous défendons. En défendant l'autonomie provinciale, c'est notre propre survivance que l'on défend. Le gouvernement provincial actuel a une lourde tâche sur les bras. Il devrait, pour l'alléger, accepter le concours de toutes les bonnes volontés, y compris celui du Bloc populaire.

Il m'est impossible d'accepter la prétention que M. King est l'ami des Canadiens français. M. King nous a conduits dans la guerre, en dépit de ses promesses; il nous a donné la conscription, en dépit de ses engagements réitérés; il a compromis l'avenir économique de la nation en donnant des millions à de plus riches que nous et il cherche encore à nous enlever notre souveraineté pour détruire l'influence des Canadiens français. Les plans d'immigration que l'on préconise, en ce moment, à Ottawa, ont pour but manifeste de noyer l'élément canadien-français avec l'apport d'Anglo-Saxons aux idées communisantes et judaïsantes.

Le trésorier (l'honorable M. Gagnon) fournit une documentation relativement à la lutte à livrer pour la souveraineté de la province, mais malheureusement, il ne donne pas de conclusions. La politique du vieux M. King est une politique d'encerclement et d'étouffement dirigée contre la province, pour tâcher de faire disparaître un petit peuple qui ne veut pas mourir. C'est le temps d'y



voir. Il n'y a donc pas d'entente possible avec Ottawa, et la lutte constitutionnelle s'impose; elle doit se transporter sur le plan fédéral. Je crois donc que le gouvernement doit conclure une alliance.

Je crois qu'il faut une entente solide entre le Québec et M. Drew, avec M. Macdonald de la Nouvelle-Écosse, si possible. Il ne faut pas avoir peur du colonel Drew, premier ministre d'Ontario, même s'il lui est arrivé de prendre des attitudes que nous n'avons pas aimées. M. Drew a eu des paroles désagréables à l'endroit de la province de Québec, mais il a réparé depuis.

Même si M. Drew se montrait anti-français, l'on devrait conclure une entente avec M. Drew sur le terrain économique et constitutionnel, comme M. Gouin n'a pas craint de s'entendre avec M. Ferguson, lorsque les circonstances l'ont exigé. Il faut grouper toutes les forces qui combattent pour la sauvegarde des droits provinciaux et dans l'intérêt de la souveraineté provinciale.

Deux grandes puissances politiques, le parti de l'Union nationale et le Parti libéral fédéral, se font présentement la lutte dans la province. L'une de ces puissances est appelée à disparaître, à moins d'être bien sur ses gardes, et de veiller à empêcher les forces libérales de prendre le contrôle et entraîner la province dans la centralisation fédérale. Si l'Union nationale ne porte pas la lutte à Ottawa, elle pourra se trouver dans une position dangereuse.

Je ne crois pas que l'Union nationale doive devenir un parti fédéral, mais elle devrait s'entendre avec tous les groupes qui sont prêts à faire la lutte à la politique fédérale, car le sentiment québécois est favorable à l'autonomie provinciale. L'Union nationale devrait s'entendre avec tous les éléments, indépendants, Bloc populaire, créditistes, etc., pour porter la lutte à Ottawa. Sans cela, aucun gouvernement ne pourra tenir. La lutte sur le terrain provincial ne suffit pas. Il faut aller la porter à Ottawa. Si nous, Québécois, voulons assurer notre survivance, il faut porter à Ottawa cette lutte pour nos droits.

Il (M. Chaloult) traite de colonisation et déclare qu'on se plaint surtout de manque de chemins. Il annonce qu'après la session, il se rendra sur place pour étudier la situation générale des colons.

Il fait très froid aujourd'hui. De fait, à Québec on est en hiver. On dira que je verse dans l'utopie, mais je me demande si nous ne devrions pas chercher un moyen d'adoucir notre climat. Il serait peut-être souhaitable de réchauffer notre climat. J'ai assisté à une conférence du commandant Lucien Beaugé, de

l'École des pêcheries de Sainte-Anne de la Pocatière, un savant français de grande réputation, et je me suis intéressé à une théorie exposée par le conférencier. D'après ce dernier, il serait possible de prolonger l'été canadien de deux mois, soit un mois au commencement, au printemps, et un mois à la fin, à l'automne, en fermant le détroit de Belle-Isle.

À cause de la rotation de la terre, les glaces qui descendent des régions arctiques ont tendance à y entrer et nous avons des eaux glacées dans le golfe douze mois par année. Des savants américains et ontariens partagent l'avis de M. Beaugé. Il s'agit d'un projet dont le coût serait de \$100,000,000 ou un peu plus. Ça peut paraître paradoxal, mais ce n'est pas irréalisable. Je dois dire que, l'an prochain, j'ai l'intention d'inscrire une motion au *Feuilleton* pour discuter la question soulevée par M. Beaugé et y intéresser Ottawa et Québec.

Le danger du communisme est effarant dans la province. Cette menace pour la province, on la trouve partout, et particulièrement à Montréal, où un bassin de quelque 7,000 personnes ont voté pour le candidat communiste lors des dernières élections partielles de Montréal. Pour le combattre, dit-il, il ne s'agit pas de faire des arrestations théâtrales de communistes notoires, de prononcer de grands discours en Chambre; ce qui importe davantage, c'est d'arrêter des capitalistes sans cœur comme un Blair Gordon et un M. Norris, président de la Montreal Power, qui pressurent le peuple.

On ne combat pas le communisme efficacement en faisant arrêter les chefs ouvriers. On devrait plutôt faire arrêter MM. Gordon et Norris, qui sont des agents indirects du communisme. Ce sont les agents les plus efficaces du communisme, car ils créent la misère imméritée. Il faut absolument mettre un terme à l'injustice sociale et à la misère imméritée. Un père de 10 enfants ne peut réussir, avec son maigre salaire, à donner une nourriture suffisante à ses enfants et à prévenir l'épuisement progressif de son épouse.

Lorsqu'il rencontre un capitaliste, roulant en limousine et qui compte de nombreux serviteurs et une cave bien remplie, il a besoin d'une bonne dose de principes et d'esprit religieux pour n'avoir pas envie de l'embrocher. Je ne parlerais pas comme cela au Marché Saint-Jacques, mais en Chambre, c'est différent.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Et la presse?

**M. Chaloult (Québec):** C'est moins grave quand on lit ces choses dans la presse que quand on

les dit. M. Gérard Picard<sup>4</sup> l'a affirmé: "Trop de gens combattent le communisme avec des propos échevelés". Je soumets, avec M. Picard, que le communisme naît de la misère imméritée du travailleur et se nourrit des abus du capitalisme. La situation est d'autant plus grave, chez nous, que la très grande majorité de notre peuple est tenue dans une situation d'infériorité économique et que le patron, qui considère l'ouvrier comme de la chair humaine à exploiter, est souvent d'une autre langue et d'une autre religion. Ce qui s'est passé au Mexique et en Espagne pourrait bien se produire ici.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Mon honorable ami serait surpris de connaître le nombre de Canadiens français qui possèdent \$80,000, \$100,000 et plus. Pour ma part, je suis surpris tous les jours. Nous n'endurerons certainement pas d'injustice sociale, mais d'autre part, nous sommes sur la terre. Ce n'est pas pour rien qu'il y a des béatitudes. Je demande à mon honorable ami de ne pas jeter d'huile sur le feu, en d'autres mots, de ne pas répandre des préjugés de race ou de classe parmi la population.

Il y a des misères qui nous étonnent. Comme celle de Baie-Saint-Paul, où dans une institution on soigne les monstres. Cette misère existe peut-être pour permettre à des gens charitables de mériter les récompenses éternelles. Parlant comme chef d'État, je trouve malheureux que l'on ne prêche davantage le petit catéchisme. Comment peut-on faire la charité s'il n'y a pas de gens capables de la faire? On insiste constamment sur les droits sans appuyer également sur les obligations. La charité est une vertu. Ça ne veut pas dire qu'il faille tout accepter, mais il faut éviter des attitudes qui pourraient être mal interprétées. Il ne faut pas donner aux adversaires des arguments susceptibles d'être mal compris.

**M. Chaloult (Québec):** Le premier ministre s'inspire de la parole de l'Évangile: "Il y aura toujours des pauvres parmi vous", mais je crois qu'il est de mon devoir de dénoncer les abus. Il ne faut pas, non plus, que les pauvres deviennent la majorité. L'ouvrier, qui assiste à un étalage de richesse à côté de lui et qui n'a pas de quoi à donner à manger à toute sa famille, devient facilement une proie pour le communisme.

Mon devoir comme député, c'est de signaler ces injustices sociales au gouvernement. Je suggère l'orientation de l'économie et, quand c'est nécessaire, la nationalisation. Je comprends l'état d'esprit du gueux qui se dit: "Je n'ai pas de place pour ma

femme et mes enfants, et il y en a pourtant pour le jeu et la prostitution!"

Il (M. Chaloult) veut un juste salaire pour l'ouvrier et même un peu d'aisance. Les fonctionnaires provinciaux ne sont pas assez payés. Ces employés du gouvernement n'ont pas droit à la grève, dit-il, ne sont pas syndiqués et n'ont pas les mêmes moyens que d'autres de faire reconnaître leurs droits. Une enquête sur le cas de 2,624 fonctionnaires, au 31 mars 1944, révèle que 27.5 % gagnent \$2,000 et plus, pour un salaire moyen de \$2,940, et que 72.5 % gagnent \$2,000 et moins, pour un salaire moyen de \$1,302.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'aime l'expression "salaire gagné"!

**M. Chaloult (Québec):** Et cela ne tient pas compte de la valeur personnelle de ces employés. Comment peut-on s'attendre à garder des hommes de qualité au sein du service civil, lorsqu'on leur offre des salaires si peu élevés? Il (M. Chaloult) admet qu'il y a trop d'employés. Il y a des sténo-dactylos, dit-il, qui doivent leur emploi à des raisons toutes autres que la compétence. Pour lutter contre Ottawa, il faut former ici même des compétences.

Si l'on veut enrayer le communisme à sa source, les salaires et les conditions de travail des ouvriers du Québec doivent être considérablement améliorés. Il (M. Chaloult) fait une comparaison entre les salaires payés dans le Québec et ceux de l'Ontario, après avoir rendu hommage au travail du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) pour remédier à la situation. Il cite des statistiques pour établir que, dans l'Ontario, les salaires moyens sont supérieurs à ceux du Québec.

C'est particulièrement le cas, dit-il avec des statistiques à l'appui, dans l'industrie textile. En juin 1945, les salaires hebdomadaires moyens étaient de \$31 dans Québec et de \$32 en Ontario. En décembre 1946, ils étaient de \$32 dans Québec et \$34 en Ontario. Au Nouveau-Brunswick, ils étaient de \$30, mais là, la main-d'œuvre acadienne est odieusement exploitée.

Il (M. Chaloult) fait un appel en faveur des ouvriers de Montmorency, qu'il représente à la Législature provinciale. Ces gens-là, dit-il, travaillent généralement 10 heures par jour, et c'est trop. Je n'admets pas qu'on fasse de gros profits, sans hausser les salaires. Il (M. Chaloult) se fait le porte-parole des ouvriers de la filature de Saint-Grégoire dans leurs réclamations, avant la signature d'un nouveau contrat. En doctrine sociale, le patron a

droit à un salaire convenable, \$10,000 à \$15,000, disons, à un profit sur son capital investi; et quand il a reçu cela, il doit faire participer les ouvriers aux bénéfices. Le surplus doit être distribué entre le patron et l'ouvrier.

Il (M. Chaloult) réclame, pour ces ouvriers, la journée de 8 heures au lieu de 10 heures avec le même salaire, le contrôle des fonctions importantes par eux, un effet rétroactif aux conditions déterminées par le nouveau contrat, une augmentation proportionnelle à l'augmentation du coût de la vie, la retenue syndicale et de meilleures conditions d'hygiène.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Là est le point. On veut travailler moins longtemps et gagner plus. Cela mène à la ruine. Il ne faut pas que l'ouvrier-producteur ruine l'ouvrier-consommateur. Le gouvernement ne ménage pas sa sympathie à l'ouvrier et, lorsqu'il y a doute, l'ouvrier doit avoir le bénéfice du doute.

**M. Chaloult (Québec):** Comme réforme générale, je suggère que les patrons intéressent l'ouvrier à leur entreprise, afin que ce dernier ait bien l'impression qu'il n'est pas exploité, qu'il ait intérêt au maintien et au développement de l'entreprise. Pour combattre particulièrement le communisme, le gouvernement doit soulager la misère publique et apporter des réformes sociales. Je souhaite que ce soit le désir du gouvernement d'effectuer des réformes d'ordre économique.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** se demande pourquoi le discours du budget n'a pas été imprimé en fascicule, cette année, suivant l'habitude. Nous assisterons cette année à la danse des millions, dit-il. En plus des \$147,000,000 du budget, le gouvernement s'est fait voter depuis trois ans près de \$100,000,000 au moyen de lois spéciales. C'est dire qu'il pourrait dépenser cette année \$200,000,000. Pourquoi \$30,000,000 de taxes nouvelles quand le gouvernement annonce un surplus de près de \$10,000,000? Pourquoi ces nouvelles taxes, comme l'augmentation de la taxe sur les corporations, la taxe sur la gazoline et les taxes élevées sur le bois? Dès qu'Ottawa laisse tomber une taxe, le premier ministre est là avec son panier pour la ramasser. Et le contribuable n'est pas plus avancé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les taxes nouvelles vont à Québec et non plus à Ottawa.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** C'est vrai, mais le peuple paie quand même. Et il ne faut pas oublier qu'Ottawa nous remet chaque année \$125,000,000 en allocations familiales seulement. Il n'est pas besoin, avec un surplus de \$9,000,000, de taxer le revenu personnel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le gouvernement n'a pas présenté de loi pour imposer le revenu personnel.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** C'est vrai, mais on n'a rien promis pour l'avenir. On nous a tout simplement dit qu'on n'imposerait pas le revenu cette année.

S'il faut absolument payer pour conserver nos droits en matière de taxation, rien n'empêche le député de Québec (M. Chaloult) d'envoyer au trésorier provincial un chèque représentant son impôt sur le revenu personnel. Il n'y a pas besoin de loi pour cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous n'avons pas fait de loi pour imposer le revenu personnel.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Non, mais on n'a rien promis pour l'avenir. On a toujours dit qu'on n'imposait pas le revenu "pour le moment". On devrait le promettre pour toujours.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous n'avons pas d'impôt sur le revenu personnel cette année, et j'espère qu'avec l'exemple que nous donnons à Ottawa, les taxes vont baisser.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Que le premier ministre nous dise donc sans réserve que, tant qu'il sera là, il n'imposera pas le revenu personnel. Je sais bien qu'il ne le dira pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous allons continuer à ne pas l'imposer, tant que ce sera dans l'intérêt de la province.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** L'Union nationale semble avoir deux soucis particuliers: blâmer le gouvernement fédéral et arrondir sa caisse électorale. Le premier ministre attaque sans cesse le gouvernement fédéral, sous toutes sortes de prétextes. Le premier ministre ne peut pas citer une seule parole de M. King contre le premier ministre de la province de Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** nie que cela soit vrai et rappelle qu'au banquet de M. Saint-Laurent, à Québec, le premier ministre du Canada a eu des paroles dures à son endroit.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** reproche au gouvernement de trop travailler à arrondir sa caisse électorale et de négliger ainsi les intérêts du peuple. Il fait référence aux articles de journaux portant sur la Commission des liqueurs du Québec et prétend que l'émission des permis pour la vente de boissons alcoolisées relève de l'escroquerie. Il (M. Bienvenue) parle des détenteurs de permis de la Commission des liqueurs à qui l'on impose l'obligation de verser de \$300 à \$3,000 à la caisse électorale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste vivement. Personne ne paie personne, dit-il, pour avoir le privilège d'obtenir une licence, et un honnête homme ne perd jamais sa licence, s'il se conforme à la loi.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** demande au premier ministre s'il peut déclarer en Chambre, de son siège de député, à titre de procureur général, qu'il protégera les propriétaires de tavernes cette année, qu'ils n'auront rien à payer aux "racketeers" qui iront leur solliciter de l'argent pour la caisse électorale. Il (M. Bienvenue) reproche à l'Union nationale de persécuter les détenteurs de licences.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il fera arrêter ces gens pour parjure s'ils ont le malheur d'ouvrir la bouche. On demande au procureur général de promettre l'immunité à ceux qui violent la loi et qui se parjurent, l'immunité aux criminels.

Ces gens ont juré, en recevant leurs permis, qu'ils n'avaient rien payé pour les obtenir. Je ne baserai pas une enquête royale sur des parjures. Ces choses-là ont été publiées dans la Beauce et vous avez perdu votre dépôt.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** (S'adressant à M. Bienvenue) Y a rien que vous autres qui braillez. À Montréal, personne braille. Tout le monde sont contents (sic).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Encore aujourd'hui, l'organisation libérale exploite les propriétaires de tavernes. Les amis des libéraux vont dans les hôtels et les tavernes pour faire

"chanter" les propriétaires en les menaçant de leur enlever leurs licences, si le Parti libéral revient au pouvoir.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est une fausseté. J'ai fait mettre à la porte quelqu'un qui est allé solliciter des abonnements pour un journal et j'avertis tous ces gens, s'il y en a d'autres, qu'on les mettra à la porte. Nous n'avons pas besoin d'aller quémander dans ces lieux-là, nous, libéraux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À la veille des dernières élections, un employé de la Commission des liqueurs, du nom de Carle, a sommé les propriétaires de tavernes de contribuer à la caisse du Parti libéral. D'ailleurs, sous le régime libéral, on ne se cachait pas pour vendre des permis. Pourquoi un député libéral ne met-il pas son siège en jeu et ne demande-t-il pas une enquête?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Sous le régime libéral, il n'a jamais été question de faire payer plus que le prix du permis légal. Aujourd'hui, en plus du \$500, il faut payer de \$1,000 à \$5,000 à la caisse électorale. Il (M. Bienvenue) cite le *Standard* dans lequel M. Ken Johnston a écrit un article où il cite des cas comme celui d'un propriétaire de la rue Stanley qui a été obligé de vendre à un ami de l'Union nationale, à \$11,000 de perte, parce qu'il n'a pas voulu payer le prix qu'on lui demandait pour un permis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le *Standard* n'est pas de bonne foi, et vous non plus!

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si c'est vrai, le premier ministre n'a qu'à poursuivre ce journal pour affirmations libelleuses.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas mon habitude de poursuivre les chiens qui jappent.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous n'avez jamais donné un seul nom. Vos accusations sont des accusations en l'air.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** demande que l'on précise l'accusation.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si on veut avoir des noms, on n'a qu'à accorder une enquête royale et à promettre l'immunité aux témoins.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Vous n'en voulez pas d'enquête. Ce serait trop embarrassant pour vous autres! Portez des accusations précises et mettez votre siège en jeu, si vous voulez que le gouvernement procède.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Avec ce système-là, le premier ministre ne pourra jamais accorder d'enquête. Si le premier ministre est impatient de faire enquête, pourquoi ne prend-il pas l'initiative de commander sa propre commission royale pour faire la lumière là-dessus? Pourquoi une telle indifférence sur cette question? Faites une enquête et couvrez toute la période que vous voudrez, y compris la nôtre. Nous verrons bien. Faites venir les taverniers de Québec et de Montréal à votre bureau et dites-leur que, cette année, ils n'ont pas besoin de craindre, de ne rien payer en plus du prix de leur licence.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Sous le régime libéral, les licences se vendaient. Je suis prêt, en autant que les gens ne se sont pas parjurés, à promettre l'immunité. Aucun détenteur de licence n'est tenu de payer, et si on me prouve que l'un d'eux a payé, je sévirai.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** aborde le sujet de l'Hydro. Il accuse le gouvernement d'avoir retiré de cette commission du gouvernement \$35,000,000, au lieu de diminuer les taux domiciliaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député se trompe. Cette année, nous avons réduit les taux de 10 %, soit \$1,500,000.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Oui, mais pour les taux commerciaux. Vous n'avez rien fait pour le peuple en réduisant les taux domestiques.

Il (M. Bienvenue) reproche au gouvernement de n'avoir pas aboli la taxe de vente, de permettre que l'on vende à des commerçants les réserves cantonales dans le comté de Bellechasse et de ne pas mettre en application les lois sociales que le peuple désire.

Quant au complot communiste que prétend avoir découvert le premier ministre, pourquoi le gouvernement, qui affirme avoir trouvé des dossiers complets, ne sévit-il pas, en mettant en force sa fameuse loi du cadenas<sup>5</sup>? Si ces documents sont illégaux, ce qui est évidemment le cas, alors on doit agir. Il serait beaucoup plus efficace de porter la question devant les tribunaux plutôt que de cadenasser les promesses, si ce qu'affirme le premier ministre est vrai.

Le député de Québec (M. Chaloult) veut que nous nous unissions à M. Drew qui a déclaré dans une circonstance mémorable, le 30 novembre 1936: "Il n'est pas injuste de rappeler aux Canadiens français qu'ils sont une race de vaincus et que les Anglo-Canadiens sont la race dominante au Canada". Mon ami, qui réclame une guerre contre le gouvernement King, devrait mettre en regard les paroles de M. Drew et celles que le premier ministre du Canada a écrites dans la revue *Les affaires internationales*: "La souveraineté nationale du Canada", a écrit M. King, "n'est pas fondée sur la supériorité d'une seule race ni d'une seule langue. Le Canada a été édifié sur la croyance que deux des plus fières races du monde, en dépit des obstacles de langue et de religion, pouvaient travailler côte à côte dans un esprit de tolérance et de respect mutuels pour développer une nationalité commune". M. King est plus respectueux des droits des Canadiens français que M. Drew. Six provinces ont trouvé avantageux de signer des ententes avec Ottawa.

(Applaudissements à gauche)

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel), que le débat soit de nouveau ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

**Dépôt de documents:****Contrats pour la route Québec-Laterrière-Chicoutimi**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 19 mars 1947, pour la production de copie authentique de tous les contrats octroyés par le département de la Voirie, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1947, pour la construction de la route Québec-Laterrière-Chicoutimi, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de la session no 40)

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures<sup>6</sup>.

**Deuxième séance du 28 avril 1947****Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Loi des  
sociétés coopératives agricoles**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 81 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Dépenses gouvernementales faites  
dans Compton, en 1946**

**M. Roberge (Lotbinière):** À combien s'est élevé, pour l'année civile 1946, pour chacun des départements de l'administration provinciale et pour chacun des offices, commissions ou autres organismes en dépendant:

*a.* Le montant des octrois, primes ou autres subventions versées à des personnes, corporations ou associations du district électoral de Compton?

*b.* Le montant de tels octrois, primes ou autres subventions promis à des personnes, corporations ou associations dudit district?

*c.* Le montant impayé à la fin de l'année sur les octrois, primes ou autres subventions ainsi promis?

*d.* Le montant dépensé pour travaux dans ledit district électoral durant ladite année 1946?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
Département des Travaux publics:

*a.* \$13,171.45;

*b.* Répondu par *a.*;

*c.* \$3,220.60;

*d.* \$12,994.53, travaux d'entretien de ponts faits en régie par le gouvernement.

Département de l'Agriculture:

*a.* \$20,348.35;

*b.* \$4,038;

*c.* \$3,038;

*d.* \$6,950.05.

Département de la Voirie:

*a.* \$4,410.07;

*b.* \$8,910.07;

*c.* \$4,500;

*d.* \$315,353.84. Durant l'année civile 1944: \$33,282.20.

Département de la Colonisation:

*a.* \$10,620.41;

*b.* Rien;

*c.* Rien;

*d.* \$29,194.09.

**Dépenses gouvernementales  
faites en Beauce en 1945**

**M. Plourde (Arthabaska):** À combien s'est élevé, pour l'année civile 1945, pour chacun des départements de l'administration provinciale et pour chacun des offices, commissions ou autres organismes en dépendant:

*a.* Le montant des octrois, primes ou autres subventions versées à des personnes, corporations ou associations du district électoral de Beauce?

*b.* Le montant de tels octrois, primes ou autres subventions promis à des personnes, corporations ou associations dudit district?

*c.* Le montant impayé à la fin de l'année sur les octrois, primes ou autres subventions ainsi promis?

*d.* Le montant dépensé pour travaux dans ledit district électoral durant ladite année 1945?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
Département du Conseil exécutif:

*a.* \$10,800;

*b.* Répondu par *a.* et *c.*;

*c.* \$13,200;

*d.* Aucun.

Département des Travaux publics:

*a.* \$30,395.15;

*b.* Répondu par *a.*;

*c.* Aucun;

*d.* \$14,732.69, travaux d'entretien de ponts faits en régie par le gouvernement.

Département de la Voirie:

*a.* \$3,400;

*b.* \$3,400;

*c.* Aucun;

*d.* \$328,634.77. Durant l'année civile 1944: \$328,655.84.

Département de l'Agriculture:

- a. \$62,740.48;
- b. \$15,199.95;
- c. \$5,341.65;
- d. \$15,845.39.

Département de la Colonisation:

- a. \$25,285.65;
- b. Rien;
- c. Rien;
- d. \$16,523.75.

#### Dépenses gouvernementales dans Bagot, en 1946

**M. Dupré (Verchères):** À combien s'est élevé, pour l'année civile 1946, pour chacun des départements de l'administration provinciale et pour chacun des offices, commissions ou autres organismes en dépendant:

a. Le montant des octrois, primes ou autres subventions versées à des personnes, corporations ou associations du district électoral de Bagot?

b. Le montant de tels octrois, primes ou autres subventions promis à des personnes, corporations ou associations dudit district?

c. Le montant impayé à la fin de l'année sur les octrois, primes ou autres subventions ainsi promis?

d. Le montant dépensé pour travaux dans ledit district électoral durant ladite année 1946?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
Département des Travaux publics:

- a. Aucun;
- b. Aucun;
- c. Aucun;
- d. \$2,894.86.

Département de l'Agriculture:

- a. \$14,618.46;
- b. \$1,378.96;
- c. \$1,078.96;
- d. \$2,746.

Département de la Voirie:

- a. \$569.08;
- b. \$2,600;
- c. \$2,031.08;
- d. \$148,568.63. Durant l'année civile 1944:

\$110,213.71.

Département de la Colonisation:

- a., b., c. et d. Rien.

#### Routes dans les nouvelles paroisses de l'Abitibi

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Dans les 18 paroisses de colonisation projetées en Abitibi d'après l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin), combien de milles de chemins ont été construits et dans quels cantons?

- a. En 1945? b. En 1946?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):**

L'ouverture d'une paroisse comprend la reconnaissance, la classification des sols et leur inventaire forestier. Ces opérations faites, le ministère doit obtenir les données nécessaires à la construction des chemins et faire la mise en plan définitive du projet. Tous ces travaux préparatoires sont complétés en ce qui concerne l'Abitibi pour les cantons suivants: Vassan, Senneville, Fiedmont, Guyenne, Rousseau, Paradis, Lavergne, Chazel, Desboves, Béarn, Miniac (3 projets pour ce canton), Vassal, Bernetz, Coigny, Despinassy (2 projets), Hurault, Laas (2 projets). - Total: 21 projets.

Quant aux chemins nouveaux, il en a été construit par le ministère, en 1945, 43.44 milles, et en 1946, 140 milles dont une très forte proportion dans les cantons ci-haut mentionnés. Pour 1947, le ministère projette d'en construire 300 milles, et il a même pris des dispositions pour construire plus de chemins s'il est jugé nécessaire et opportun de le faire.

#### Travaux de la Chambre:

##### Horaires des séances

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre tienne, à l'avenir, trois séances tous les jours sauf le dimanche; la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois heures à six heures de l'après-midi; la troisième, de huit heures et quart à minuit moins quart du soir; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait aux séances du mardi.

Adopté.

#### Voies et moyens:

##### Budget des dépenses 1947-1948 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion de

l'honorable trésorier (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le budget Gagnon n'atteindra pas le but qu'en attend le peuple. Le gouvernement de l'Union nationale fait croire aux cultivateurs, par des annonces payées, qui paraissent dans les journaux quotidiens, qu'il a baissé la taxe sur l'essence et qu'il n'a pas augmenté l'impôt sur les corporations. À voir le premier ministre agir, plusieurs personnes croient qu'il a l'intention de faire des élections générales cette année.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député veut le savoir, je puis lui dire qu'il n'y en aura pas, cette année.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le premier ministre dit cela, mais il pourrait bien y en avoir au mois d'août.

Le surplus de \$10,000,000 sera le résultat d'une série de lois pour taxer. Il (M. Francoeur) reproche au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) d'avoir perdu la confiance des ouvriers et, au ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette), de dépenser des millions pour les sanatoriums, obligeant de consacrer un peu d'argent également pour le dépistage et la prévention de la maladie. Le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette), excellent médecin, devrait savoir que la prévention est le meilleur moyen de lutter contre la tuberculose.

Pourquoi ne fait-il pas quelque chose pour redresser la situation du logement? Il n'est pas rare de trouver à Montréal et à Québec trois ou quatre familles vivant dans un sous-sol, et ça, c'est un problème. Le ministre a le budget pour construire des sanatoria et des hôpitaux, mais davantage encore pour s'attaquer au problème du logement et prévenir la maladie. Et, s'il le faut, qu'il demande à la Chambre les millions nécessaires pour l'aménagement des quartiers insalubres. Les problèmes du logement et de la suppression des taudis sont d'une grande urgence. Les taudis sont le point de départ du communisme et des maladies contagieuses. Il (M. Francoeur) réclame plus de subventions pour les hôpitaux de convalescents, particulièrement à Montréal.

Il (M. Francoeur) demande au premier ministre de suivre l'exemple de l'ex-premier ministre Godbout et d'accorder un généreux octroi à l'Université de Montréal. Il demande au

gouvernement de mettre l'esprit de parti de côté et de voter \$10,000,000 pour l'Université de Montréal. Il souhaite que le premier ministre porte le fait à l'attention du trésorier. Ottawa tend des millions à la province, mais le premier ministre préfère jouer à la politique avec M. Drew.

Il (M. Francoeur) offre ses sympathies aux veuves des employés de la mine de East Malartic qui sont décédés. Le département des Mines a-t-il fait tout ce qui devait être fait? Je n'accuse personne, dit-il, mais la Chambre doit être éclairée là-dessus.

Il y a eu trop de discours, et trop de ces discours ne font rien d'autre que critiquer le gouvernement fédéral. Il doit y avoir un moyen de s'entendre avec Ottawa, si le premier ministre et le trésorier mettent de côté leurs sentiments politiques. Je ne prendrai pas davantage le temps de la Chambre, car je sais que le premier ministre est impatient de terminer la session. Quant à moi, néanmoins, je serais prêt à poursuivre cette session jusqu'aux prochaines élections.

**M. l'Orateur** lui signale qu'il a pris toute l'heure qui lui était allouée.

**M. Choquette (Montmagny):** Le discours du trésorier provincial est une brochure électorale, remplie d'inexactitudes, qui ne rend pas justice à son talent. En le nommant trésorier, le gouvernement, bien qu'il y ait déjà eu des trésoriers canadiens-français, a voulu mettre fin au préjugé que les Canadiens français n'avaient pas les aptitudes voulues pour remplir une telle fonction. Il s'agit d'un préjugé injuste, mais malheureusement, le discours du trésorier n'est pas de nature à le détruire. Le discours du budget ne doit être ni un discours politique, ni un pamphlet électoral. Le témoignage du trésorier n'est plus le témoignage d'un ministre, mais celui d'un partisan de l'Union nationale.

Il (M. Choquette) analyse la situation financière de la province à partir de 1939. Cette année-là, dit-il, le gouvernement avait avoué une dette nette de \$280,000,000. Il (M. Choquette) rappelle l'emprunt de \$30,000,000 contracté aux États-Unis par l'Union nationale, en 1939, et remboursable en fonds américains, à raison de \$1,600,000 par année. En plus de l'intérêt à 3 %, il a coûté \$110,000 par année, par suite de la prime de 11 % du dollar américain, ce qui a fait près de \$7,000,000 en cadeau aux Américains. L'emprunt lui-même était en définitive un emprunt à 14 %, dit-il.

La doctrine de ces grands financiers de l'Union nationale est celle-ci: Si nous avons des



déficits, empruntons, et si nous avons des surplus, taxons. Dans son prospectus le gouvernement dut avouer que les trois années qu'il disait avoir bouclées avec un surplus s'étaient terminées par un déficit.

Il y a des contradictions entre les chiffres fournis par le trésorier et les chiffres donnés dans le prospectus aux banquiers, le 1<sup>er</sup> mars 1945<sup>7</sup>, relativement à un emprunt de \$15,000,000. D'après le discours du trésorier, la dette nette aurait été diminuée de \$10,831,000, mais, d'après le prospectus, elle aurait augmenté de \$10,000,000, et la dette nette serait de \$298,684,077.

À la page 25 de son discours, le trésorier annonce que cette dette est de \$308,242,000. Il y a donc eu une augmentation de dette au lieu d'une diminution. D'où il faut conclure que les chiffres qu'on nous donne ne sont pas fiables et qu'une circonspection s'impose.

Il (M. Choquette) cite un article du *Financial Post* où l'on parle d'un "Vanishing fund" à propos du fonds d'éducation. Il se demande où est allé le surplus de \$6,000,000 qu'il y avait dans ce fonds, l'an dernier. Pour 1947-1948, poursuit-il, on prévoit des revenus de \$14,000,000 pour ce fonds et des dépenses de \$20,000,000, donc un excédent des dépenses sur le revenu. Le fonds avait un surplus de \$6,000,000, mais ce montant n'apparaît nulle part dans le budget. Il se demande si l'on ne s'est pas servi de ce \$6,000,000 pour organiser le surplus de \$1,000,000 l'an dernier et aider au surplus prévu pour l'an prochain.

Cependant, je prends le budget comme véridique. Il en résulte premièrement que, si le gouvernement ne devait pas recevoir \$20,000,000 du fédéral, comme balance de paiements, il aurait un déficit de \$10,000,000. Deuxièmement, avec un budget de \$147,000,000, le gouvernement reçoit en taxes \$57,000,000 de plus que ne percevait le régime libéral, il y a trois ans. Troisièmement, comment se fait-il qu'avec un surplus de \$10,000,000 le gouvernement sente le besoin d'imposer de nouvelles taxes? Le peuple se demande pourquoi, lui aussi.

Où le surplus est fictif, ou les nouvelles taxes sont inexplicables. Tout le monde réclame une réduction de taxes. Ottawa donne l'exemple, mais on constate qu'à mesure qu'Ottawa détaxe, l'Union nationale surtaxe. Québec devrait suivre l'exemple d'Ottawa et réduire les taxes: on ne devrait pas enlever aux Canadiens français ce qu'Ottawa remet dans leurs poches. Depuis que la taxe sur l'essence a été portée à 11 sous dans la province, les automobilistes paient leur gazoline 1 sou de plus le gallon.

Et ce qui est extraordinaire, c'est que ce régime, qui surtaxe, s'est fait élire en promettant de réduire les taxes, surtout la taxe de vente. Je me rappelle que le premier ministre, à Montmagny, déclarait en 1944: "Je m'engage sur l'honneur à abolir la taxe de vente". Les ministres se sont aussi engagés sur l'honneur, et ils n'ont ni le courage, ni le cœur de respecter leurs promesses. L'Union nationale s'est fait élire en promettant d'abolir les taxes. Elle n'en a abolie aucune, mais, au contraire, a imposé de nouvelles taxes.

L'Union nationale a retiré \$57,000,000 de plus que le gouvernement Godbout, l'an dernier, et le même montant cette année. Pourtant, on n'a dépensé que très peu d'argent pour la voirie, et les routes rurales sont dans un état épouvantable, surtout dans le haut du comté de Montmagny. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) aime mieux garder tout l'argent pour construire une quatrième route pour aller à Chicoutimi, dans son comté, alors que la province, et particulièrement les régions rurales du Québec, ont des besoins urgents en construction et réparation de routes et sont littéralement privées pour ce qui est des routes principales.

Au lieu d'imposer des taxes, le gouvernement de l'Union nationale aurait mieux fait de demander des soumissions pour ses contrats. Le premier ministre avait reproché aux libéraux de donner des contrats sans soumissions et de faire perdre ainsi à la province \$2,000,000 par année. Il s'était engagé à accorder les contrats après demande de soumissions. Il a octroyé sans soumissions trois contrats de plus de \$3,000,000, un de \$3,700,000, pour Chicoutimi, à Franceschini, un autre de \$3,500,000, à Mc Namara, tous deux de Toronto, et un autre de \$3,000,000, pour le pont de Trois-Rivières à la Dufresne Construction Company. C'est un scandale. Lors d'un débat antérieur, le ministre a cité des contrats sans soumissions, accordés sous des régimes précédents.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Des centaines.

**M. Poulin (Beauce):** Lors de la campagne électorale de Beauce, à Notre-Dame de la Providence, un M. Massicotte a obtenu un contrat de \$110,000.

**M. Choquette (Montmagny):** J'accepte la parole du député de Beauce. Je la contrôlerai, mais, en admettant que cela soit exact, il n'y a pas de comparaison possible avec trois contrats de plus de \$3,000,000.

Il (M. Choquette) reproche ensuite à l'Union nationale d'avoir aboli la prime sur le fromage, de ne pas avoir réglé le problème du lait, de n'avoir rien fait avec les \$16,000,000 votés pour la colonisation, de n'avoir pas mis en marche un vaste programme de colonisation, comme l'ont réclamé les évêques, d'avoir mis de côté la législation sociale que le peuple réclame, d'avoir aboli la loi d'assurance-santé, passée par le régime Godbout. Ce n'est pas ainsi, dit-il, qu'on fera écho au communisme. Jamais un gouvernement n'a été plus honni de la classe ouvrière en particulier.

En réponse à un récent discours du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), il (M. Choquette) soutient que les grandes lois ouvrières ont été données à la province par les régimes libéraux. Sur 38 lois ouvrières en vigueur dans la province, à l'heure actuelle, dit-il, huit sont de l'Union nationale et 30, des libéraux. Les augmentations de \$70,000,000 en deux ans, dont le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a parlé l'autre jour, ont été obtenues grâce aux conventions collectives données par les libéraux.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Ces augmentations de \$70,000,000 ont été données par le Conseil national du travail en temps de guerre, dont j'étais le président. C'est nous qui les avons fait payer.

**M. Choquette (Montmagny)** reproche au gouvernement de payer mal ses employés. Il demande au gouvernement d'augmenter les traitements des fonctionnaires. Il demande au premier ministre de mieux aider les universités. À Québec, dit-il, l'Université Laval est obligée de refuser l'admission en médecine à une foule de jeunes gens, cet automne. Il (M. Choquette) voudrait la création d'une école de génie mécanique à Québec. C'est le Parti libéral, dit-il, qui a donné l'École de génie électrique à l'Université Laval.

Il (M. Choquette) demande au gouvernement de réduire la consommation de l'alcool. Les chiffres des permis et des revenus ont doublé dans la province. Québec, dit-il, est noyée dans la boisson. Nos jeunes s'alcoolisent de plus en plus. L'alcool coule à flot dans les campagnes autant que dans les villes. Le salut réside dans un gouvernement libéral.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Le budget du trésorier provincial a été accueilli comme une pièce maîtresse par toute la presse financière du pays.

Pas un député n'a pu y trouver une faiblesse. Tout ce que les députés libéraux, qui ont critiqué le discours du budget, ont pu faire, c'est de porter des accusations de camouflage et d'exprimer leur déception. Quant au député de Montmagny (M. Choquette), nous le savions partisan, fanatique, étroit...

**M. Choquette (Montmagny):** Point d'ordre!

Il (M. Choquette) demande à l'Orateur de déclarer que ces paroles sont antiparlementaires.

**M. l'Orateur** demande au député de Saint-Jean (l'honorable M. Beaulieu) de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Je retire mes paroles. Si le député de Montmagny (M. Choquette) avait consulté les chiffres officiels de l'auditeur, il aurait constaté que la dette de la province était de \$160,000,000 et non pas \$130,000,000 en 1936. C'est avec des chiffres aussi fantastiques, dit-il, que l'on essaye de tromper le peuple. C'est le peuple qui paie les allocations familiales.

Le député de Montmagny (M. Choquette) prétend que l'emprunt contracté par l'Union nationale aux États-Unis a coûté 14 %. Il faut être d'une ignorance inqualifiable pour dire que l'emprunt de 1939 fut un emprunt de 14 %. C'est inconcevable que l'on fasse de telles affirmations. À 3 % d'intérêt, plus le coût de l'échange, cet emprunt coûte encore meilleur marché que l'emprunt de \$15,000,000 que le gouvernement libéral a contracté quelques mois après, à 3¼ % d'intérêt.

Le discours du député de Montmagny (M. Choquette) n'est qu'une agglomération d'inexactitudes. Il est inexact de dire que le budget de cette année renferme \$57,000,000 de plus que sous les libéraux, en taxes. Tout d'abord, dit-il, un montant de \$20,000,000 vient d'Ottawa, et en déduisant ce montant du budget de \$147,000,000, on reste avec un budget réel de \$127,000,000, soit \$12,000,000 de moins que les revenus que la province a encaissés, en 1946-1947, et qui se chiffrent à \$139,000,000.

On nous demande pourquoi nous ne baissions pas les taxes au lieu d'annoncer un surplus. C'est puéril. Les \$20,000,000 qui viennent d'Ottawa ne seront pas versés l'an prochain. Le trésorier a préparé son budget en sous-estimant certaines sources de revenus de façon à pouvoir, si l'année est normale, appliquer environ \$20,000,000 à la réduction de la dette. Le trésorier a même prévu une diminution de \$8,000,000 dans les revenus de la Commission des liqueurs et de \$3,000,000 dans les revenus des

ressources naturelles. Si ces revenus sont normaux, nous n'aurons pas besoin des \$20,000,000 du fédéral pour payer les dépenses au compte capital. De sorte que nous pourrions affecter ces \$20,000,000 à la diminution de la dette.

Nous avons déjà, au cours des deux dernières années, diminué la dette de \$17,000,000. Ce sont les chiffres de l'auditeur, et je défie le député de Montmagny (M. Choquette) de les contredire en mettant son siège au jeu. Mais ça blesse les libéraux de voir que la province de Québec peut s'administrer elle-même, sans être à la remorque de personne. Le Parti libéral est malheureux parce que la province de Québec n'est pas en faillite et n'est pas obligée de se vendre à Ottawa.

Le Québec est la pierre angulaire sur laquelle reposeront les prévisions économiques de tout le dominion. Sa dette *per capita* est la plus basse de toutes les provinces. La situation financière du Québec est la plus saine à l'heure actuelle et il présente pour l'année en cours le budget le mieux élaboré de tout le dominion. Il (l'honorable M. Beaulieu) rappelle que la dette *per capita* d'Ottawa, pour chaque homme, femme et enfant du pays, est de \$1,500, alors que celle du Québec atteint à peine \$100.

La taxe de vente serait disparue depuis longtemps, et remplacée par une taxe de luxe, si les libéraux n'avaient pas fait battre au Conseil législatif, que les libéraux avaient promis d'abolir, la taxe qui devait la remplacer et qui était destinée à dégrever les familles nombreuses, pour faire payer à la place les millionnaires amis de l'O. S. M.<sup>8</sup>. Ces gens qui parlent de promesses d'honneur sont ceux-là mêmes qui promettaient sur leur honneur qu'il n'y aurait pas de guerre et que les canons qu'on fabriquait devaient servir à la défense des côtes du Saint-Laurent. Devant les puissances d'argent, ils ont renié leur serment. Si nous n'avions que des représentants comme ça, nous serions aujourd'hui les esclaves d'Ottawa. Les gens de la province connaissent les faits et ils l'ont démontré dans les comtés de Bagot, Beauce et Compton.

La situation financière de la province est meilleure que jamais, et cela choque le Parti libéral. Tout ce que le député de Montmagny (M. Choquette) trouve à redire contre cela, c'est que le gouvernement actuel est un trafiquant de ceci ou de cela. C'est qu'il appartient à un parti qui a vécu de la vente des permis de liqueurs, qui a organisé les boîtes de nuit et les barbotes. Le député de Montmagny (M. Choquette) veut se mettre en évidence, en Chambre, parce qu'il attend quelque chose d'Ottawa. Il espère devenir juge, et il essaie d'attirer ainsi l'attention.

Le gouvernement libéral a trompé les employés civils, à la veille des élections. Il n'avait augmenté les salaires qu'à la veille des élections et d'une façon illusoire, puisqu'on n'avait inclus aucune provision à cette fin dans le budget. Il n'avait pas prévu les montants suffisants pour assurer la permanence des augmentations de salaire accordées. Le chef de l'O. S. M.<sup>9</sup> a injurié tous les employés du gouvernement en disant qu'il aurait honte de voir ses fils faire partie du service civil.

Bien que nous recevions \$20,000,000 d'Ottawa, il nous en coûtera tout de même au moins \$40,000,000 pour réparer et reconstruire nos routes, parce que le gouvernement libéral n'a rien fait à ce sujet pendant la guerre et les a tout simplement laissées se détériorer. Les routes de la province n'ont pas été entretenues, pendant les cinq années de guerre. L'administration précédente prétendait qu'elle n'avait pas l'argent pour une telle entreprise pendant la guerre, mais en même temps, le ministre de la Voirie d'alors a dépensé \$18,000,000 pour la construction de la voie Sir-Wilfrid-Laurier, dont on n'avait pas besoin, et qui n'est complétée en fait qu'entre Saint-Hyacinthe et Montréal, pour aboutir finalement dans un champ de patates, près de la frontière américaine. Le gouvernement actuel n'a pas créé de nouvelles taxes, mais il force les compagnies à contribuer à l'augmentation des revenus, soulageant ainsi l'ouvrier, le petit épargnant et le cultivateur.

La guerre est finie depuis deux ans, et presque toutes les taxes de guerre imposées par Ottawa demeurent. Le budget fédéral est encore de deux milliards, quand il était de \$600,000,000 avant la guerre. C'est ça qui paralyse l'évolution économique du pays. En cinq ans, Ottawa est venu chercher dans le Québec \$2,258,000,000 en taxes et ne nous a remis que \$120,000,000. De 1932 à 1936, le gouvernement libéral accusait chaque année un léger surplus, mais par contre, il a porté la dette de \$60,000,000 à \$160,000,000. Il (l'honorable M. Beaulieu) fait la revue des réalisations de l'Union nationale, du règlement du problème de la Montreal Light, Heat & Power. Tous les problèmes que nous a laissés le Parti libéral, dit-il, nous les avons réglés.

Si on examine le budget, on trouve que la province paye environ \$35,000,000 à \$40,000,000 en application des lois sociales, soit un tiers du budget général, et il pourrait donner beaucoup plus si Ottawa nous laissait nos sources de revenus. Le gouvernement a fait pour la voirie un plan d'ensemble, amélioré l'agriculture, créé un système d'électrification rurale, payé les premiers chèques de pensions de vieillesse, stimulé le drainage des terres.

La province jouit de la paix sociale et son crédit n'a jamais été meilleur sur les marchés du monde, dit-il. Il (l'honorable M. Beaulieu) fait un éloge de son chef. La province, dit-il, a été chanceuse de l'avoir à sa tête pendant la période difficile qu'elle traverse.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que le débat soit de nouveau ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### Travaux de la Chambre:

#### Projets de loi à étudier à la prochaine séance

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
La Chambre abordera demain matin l'étude du bill 30 au sujet des relations provinciales-fédérales.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 45.

### NOTES

1. Les députés consacrent une trentaine de minutes à leur collègue, selon *Le Soleil* du 29 avril 1947, à la page 3. Son épouse, née Gabrielle Pettigrew, sa fille, Mme Roger Pelletier, son gendre et son fils, Raymond Casgrain, ainsi que quelques amis, assistent à la séance de la galerie des conseillers législatifs, selon *L'Action catholique* du 29 avril 1947, à la page 13, et *La Presse* du même jour, à la page 23.

2. M. Laurendeau est retenu chez lui par la maladie, selon *L'Action catholique* du 29 avril 1947, à la page 3.

3. M. Laurendeau devait prendre la parole le premier mais, puisqu'il est absent, M. Chalout prend la relève. Ce dernier s'adresse à la Chambre pendant une heure et demie, selon *L'Événement-Journal* du 29 avril 1947, à la page 1.

4. Président de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada.

5. La loi du cadenas est déposée le 10 mars 1937 par le gouvernement de Duplessis et sanctionnée le 24 mars 1937, cette dernière autorisant la fermeture de tout local soupçonné de propagande communiste.

6. Après la séance de l'après-midi, les députés participent à une célébration donnée en l'honneur de M. Casgrain. Les journaux en font ainsi le compte rendu: "À l'ajournement de la Chambre, à 6 heures, la célébration se poursuit au Café du Parlement. Les libéraux ont organisé un dîner en l'honneur de M. Casgrain. M. Jos. Fillion, député de Lac-Saint-Jean et whip en chef de la gauche libérale, préside. À ses côtés, on remarque MM. Adélard Godbout, Léon Casgrain, le sénateur Fafard, Hector Laferté, leader libéral du Conseil législatif, J.-F. Pouliot, député fédéral de Témiscouata, les sénateurs Dessureault, Lesage et Bouffard, et deux anciens collègues de M. Casgrain, MM. Hector Perrier et Perrault Casgrain, selon *Le Devoir* du 29 avril 1947, à la page 5, ainsi que de M. Roland Bock, président du Club de Réforme de Montréal, M. Wilfrid Samson, m.p.p., président du Club de Réforme de Québec, des conseillers législatifs, des députés et plusieurs autres amis de M. Casgrain, selon *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 11. On note aussi la présence de tous les députés provinciaux et conseillers législatifs libéraux, ainsi que du fils de M. Casgrain, M. Raymond Casgrain, étudiant à l'École supérieure de commerce de Québec, et de M. Roger Pelletier, gendre de M. Casgrain, selon *Le Devoir* du même jour, à la page 5. Le très honorable Louis Saint-Laurent, les honorables L.-A. Taschereau, C. G. Power, etc. avaient envoyé des messages de félicitations et bons souhaits, selon *Le Canada* du même jour, à la page 12.

Les journalistes offrent une gerbe de roses au héros de la manifestation, en témoignage d'une amitié bien réciproque. On a présenté un souvenir à M. Casgrain, sous forme d'un plateau d'argent sur lequel sont inscrits les noms des donateurs, et une bourse substantielle qui lui servira, dans l'intention des donateurs, à faire l'acquisition du souvenir qu'il voudra conserver, selon *Le Devoir* du 29 avril 1947, à la page 5, et *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 11.

Dans une charmante allocution, M. Godbout souligne tout particulièrement le courage du député de Rivière-du-Loup, sa franchise, son acharnement au travail, sa modestie, sa loyauté et sa générosité. Il

formule le vœu qu'il reste longtemps dans la politique. On vous a souhaité d'entrer dans une carrière plus sereine, mais j'espère pour la province que ce ne sera pas bientôt, dit M. Godbout.

M. Jean-François Pouliot, député de Témiscouata aux Communes, note qu'il est admirable de penser qu'un homme comme M. Casgrain, qui a été vingt ans dans la politique, n'ait pas d'ennemi. Je suis sûr, a-t-il dit, qu'il serait un actif pour la magistrature comme il en est un pour la politique.

M. Casgrain répond qu'il gardera de cette fête un souvenir inoubliable et remercie tous les contributeurs et les assistants.

Après 20 ans, dit-il, je suis plus disposé à me battre que jamais et je resterai dans la politique, M. Godbout, tant que vous n'aurez pas été réélu premier ministre, ce qui sera sûrement aux prochaines élections!", selon *Le Devoir* du 29 avril 1947, à la page 5.

7. *Le Soleil* du 29 avril 1947, à la page 7, soutient que ce prospectus a été publié le 31 décembre 1944.

8. Opposition de Sa Majesté.

9. Voir note 8.



## Première séance du mardi 29 avril 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Projets de loi:

## Relations provinciales-fédérales

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**<sup>1</sup> propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 concernant les relations provinciales-fédérales soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi de 1945, permettant au provincial de conclure des ententes avec Ottawa, est périmée depuis le 24 mai 1946. On sait que le bill que nous étudions pose un certain nombre de principes que le Québec considère comme essentiels au fondement des relations intergouvernementales canadiennes et qu'il autorise le gouvernement de la province à conclure avec le gouvernement fédéral toute entente qu'il jugera appropriée, efficace et juste, pour clarifier et délimiter les champs de taxation, simplifier les méthodes de perception, recouvrer et sauvegarder les droits constitutionnels de la province, et rechercher et appliquer les meilleurs moyens d'atteindre les buts du pacte fédératif.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait une revue des considérations qui ont amené la Confédération canadienne et il rappelle qu'en cette circonstance, il fut jugé plus pratique de dissocier les provinces de Québec et d'Ontario, et de donner à chacune son autonomie, ce qui prouve que c'est un leurre de vouloir unir en un seul gouvernement les neuf provinces. La province de Québec a des raisons particulières de vouloir garder entière son autonomie, parce que tous ses citoyens savent combien la gloire des victoires constitutionnelles de nos pères a été auréolée de leurs sacrifices.

Il fait appel à l'union de tous les groupes<sup>2</sup>, au-dessus de toute considération partisane, pour mettre un frein aux manœuvres centralisatrices de la bureaucratie fédérale qui est, dit-il, la première responsable des tentatives d'accaparement dont nous sommes aujourd'hui les témoins. La formule fédérative a été choisie d'un commun accord, en

1867, parce que tous les hommes d'État d'alors croyaient, d'un commun accord, en la fécondité de la formule décentralisatrice. On a décentralisé en créant des gouvernements provinciaux. Les hommes d'État de 1867 ont accepté la formule fédérale, par opposition à la centralisation.

Ils ont vu loin en votant contre la centralisation, qui serait toujours une source constante de dictature, de bureaucratie, de nazisme et de bolchévisme. Quatre provinces se sont unies, non pas pour s'amointrer, mais pour acquérir une force nouvelle en créant un gouvernement central qui s'occuperait surtout des relations internationales. Il (l'honorable M. Duplessis) cite l'opinion d'Ernest Lapointe qui disait, en 1937: "Le dominion est l'enfant des provinces et non leur père".

Ceux qui ont fait la Confédération ont tous compris et affirmé que la nouvelle Constitution canadienne était de la nature d'un pacte. Québec n'y a été partie qu'avec la garantie nécessaire à l'épanouissement de son peuple. L'acte du Parlement de Westminster, qui a sanctionné ce pacte, peut se comparer à la fonction que remplit un notaire qui reçoit et instrumente un contrat. Ce pacte ne peut, en justice et en équité, être modifié sans le consentement de toutes les parties contractantes.

Si c'eût été une loi, le gouvernement fédéral aurait pu en tout temps l'amender sans même avoir à consulter les provinces. La province de Québec n'aurait jamais consenti à entrer dans la Confédération si, en 1867, on avait seulement esquissé les tentatives d'accaparement que nous voyons aujourd'hui. Et le pacte de 1867 doit être interprété suivant la logique, le bon sens et la volonté des parties contractantes. Quand on examine un contrat, il faut y rechercher la logique et la bonne foi.

Il serait injurieux et ridicule de croire que quand la province de Québec est entrée dans la Confédération, elle n'a pas acquis en même temps ce qu'il fallait à l'épanouissement du peuple de Québec. Ceux qui prétendent le contraire mettent en doute la bonne foi des Pères de la Confédération.

Quels sont les droits que la province a voulu garder en 1867? L'article 92 de la Constitution donne aux provinces des pouvoirs exclusifs. Le titre de la section 92 est: "Pouvoirs exclusifs des Législatures provinciales". Notez bien le mot "exclusifs". Et, sous ce titre des pouvoirs exclusifs des provinces, on mentionne: "Les contributions directes dans la province en vue des revenus pour

fins provinciales". Pour donner un sens à ce qu'ont écrit les Pères de la Confédération et tenir compte de leur intention, il faut nécessairement conclure de ce texte que les provinces ont un droit de priorité en matière de taxation directe.

Les décisions judiciaires sont quelquefois contradictoires, mais il existe toujours des valeurs stables et solides comme la vérité, la logique et la bonne volonté. Et un gouvernement provincial a le même besoin d'argent pour mener à bien son existence qu'un homme a besoin d'un cœur pour vivre. Comment légiférer, comment administrer, comment exercer des droits si l'on n'a pas d'argent? L'argent, c'est le principal instrument du pouvoir politique. La taxation directe est pour les provinces le seul moyen de se procurer l'argent dont elles ont besoin pour administrer, se développer, bref pour exercer pleinement leur droit. Et il faut que le fédéral reconnaisse leur droit, qui est une priorité.

À supposer que le fédéral ait aussi droit à la taxe directe, il ne peut y entrer qu'après que la province a pris ce dont elle a besoin. Autrement, il n'est pas possible de vivre, de passer des lois, de bâtir des écoles, des hôpitaux, payer des pensions, etc. Les provinces possèdent une juridiction exclusive en certaines matières: l'éducation, les droits civils et la législation dans le domaine social, et cette exclusivité comprend aussi le pouvoir de taxation directe. Ceci signifie que les provinces doivent avoir les moyens de percevoir des taxes pour leurs propres besoins, sinon la Confédération serait basée sur de la fraude.

Je suis profondément convaincu que ceux qui mettent en doute les pouvoirs exclusifs que nous confère l'article 92 vouent aux gémonies l'œuvre des Pères de la Confédération. Je me refuse à faire cette besogne. Je me refuse à croire que la Confédération canadienne, qui devrait être basée sur la coopération, pourrait être étayée sur la fraude et les fausses représentations.

Sous le prétexte de la sécurité sociale, Ottawa voulait augmenter systématiquement l'impôt de 5 % et obliger la province à imposer une capitation de \$10 ou \$12 par tête. Ces propositions ont été refusées.

La province doit prévoir pour l'avenir et elle a droit à tous ses revenus. Elle n'a pas besoin de tuteurs et elle a le droit et le pouvoir d'être chez elle. Le système des subsides a été essayé en 1867. Les provinces ont cédé les droits d'accise et de douanes en retour d'un subside. Elles gardaient pour elles toutes les autres, mais il fut convenu, en même temps, que le fédéral leur paierait des subsides basés sur la

population, subsides proportionnés aux besoins des provinces. Et cette convention n'a jamais été respectée sous aucun gouvernement fédéral. Jamais ce *proviso* n'a été respecté intégralement pendant les 50 ans qu'a duré l'entente dans sa forme première.

Vint la guerre et le fédéral entra, temporairement à ce qu'il disait, dans le champ de l'impôt sur le revenu. En 1917, le fédéral a pénétré pour la première fois dans le domaine de la taxation directe et s'est emparé de l'impôt sur le revenu, en promettant de le remettre aux provinces. Il a promis que c'était une mesure temporaire. Malheureusement, ce qui devait être temporaire est devenu permanent. Ottawa a de nouveau mis de côté cette convention dans ses propositions, au cours de la Conférence intergouvernementale de 1945 et de 1946.

Aujourd'hui, Ottawa veut même abolir totalement ce subside. Il tente d'obtenir en plus l'impôt sur les corporations et sur les successions. C'est sa façon de respecter les contrats. Et si les provinces cédaient encore aujourd'hui des droits de taxation contre des subsides, elles seraient encore à la merci du pouvoir central et ne pourraient pas obtenir justice. Elles deviendraient des pensionnaires, des esclaves, des vassaux d'Ottawa. Une province et un peuple qui se respectent ne peuvent pas être le serviteur d'un autre gouvernement.

À mon arrivée à la Conférence d'Ottawa, j'ai constaté que les premières propositions conduiraient les provinces à la ruine et à la perte de leur autonomie. M. Drew et M. Macdonald ont pensé comme moi. Le fédéral a offert des subsides. Laurier en 1890 et King, à 40 ans de distance, ont déclaré que c'est vicieux et dangereux de remplacer un pouvoir de taxer par des subsides. M. King lui-même a d'ailleurs qualifié de "vicieux", en 1930, le système en vertu duquel c'est un gouvernement qui perçoit les taxes et c'en est un autre qui les dépense. Nous n'accepterons jamais qu'Ottawa s'installe dans le domaine des droits de succession, parce que ce serait de la trahison. Cela signifierait l'appauvrissement des paroisses rurales.

Les premières propositions d'Ottawa, à la Conférence, étaient fondées sur la violation de trois pactes sacrés, et les représentations faites aux provinces, par la suite, étaient une insulte à l'intelligence de la population. Il (l'honorable M. Duplessis) se félicite de les avoir rejetées. Les événements ont justifié l'attitude de la province de Québec, dit-il. L'expérience a démontré que l'appétit d'Ottawa ne fait que grandir. Un peuple et une province qui se respectent ne peuvent être les serviteurs d'un autre gouvernement.



Depuis quelque temps, Ottawa se livre cyniquement à des assauts centralisateurs. On tente de pénétrer subrepticement dans tous les domaines réservés aux provinces, et l'ancien ministre de la Justice, M. Saint-Laurent, a eu l'audace de déclarer que les droits de la province peuvent être mis de côté par une loi fédérale.

Je suis prêt à retourner à Ottawa pour m'entendre avec les autres gouvernements du pays, de façon à clarifier et à délimiter une fois pour toutes les pouvoirs de taxation, mais je ne consentirai jamais, car ce serait une trahison, à accepter qu'Ottawa s'installe dans le domaine de la taxation directe.

Tant que j'aurai un souffle de vie, je ne céderai jamais à Ottawa les droits sur les successions, parce qu'ils touchent de trop près à nos droits civils et à nos traditions, et l'impôt sur les successions est nécessaire aux provinces qui veulent garder le contrôle de leurs ressources naturelles.

La province est toujours prête à coopérer avec n'importe quel gouvernement fédéral qui s'engagera à respecter nos droits. Si Ottawa est sincère dans sa revendication qu'il lui faut sa propre loi sur les droits de succession pour empêcher l'évasion fiscale et ne veut réellement pas s'emparer de tout, il lui serait facile d'imposer simplement une taxe symbolique, disons de 2 % ou 3 %, sur la taxe provinciale.

Ottawa prélève aujourd'hui des taxes dans des domaines qu'il n'avait pas taxés jusqu'ici, comme les amusements, les paris mutuels, l'électricité et les transferts d'actions et, pourtant, il prétend retirer très peu d'argent de ces sources. La seule conclusion à en tirer, c'est que la lutte qui s'est engagée est une lutte d'idéologies. C'est la lutte entre l'idéologie centralisatrice et l'idéologie décentralisatrice, patriotique, provinciale et canadienne. Il se développe, à Ottawa, une mentalité centralisatrice, et je suis convaincu que le Canada a atteint l'une des heures les plus tragiques de son histoire, qui devrait nous pousser à nous dresser tous ensemble, solidairement, courageusement, devant les centralisateurs pour leur dire que nous ne voulons pas remplacer des garanties de vie par des pensions alimentaires.

N'allons pas, par une complicité active ou passive, manquer de faire l'union qui s'impose pour assurer à une race, à un peuple et à la Confédération des garanties indispensables de survie. Les assauts centralisateurs se poursuivent cyniquement. Je ne céderai jamais les droits sur les successions et les taxes sur les corporations. Sans considérations

partisanes, au nom du passé et de l'avenir, n'allons pas manquer de faire l'union qui s'impose pour assurer à notre province et à notre race le maintien de nos garanties constitutionnelles indispensables.

Il (l'honorable M. Duplessis) demande à tous les groupes de ne pas, par partisanerie, par complicité active ou passive, faire le jeu de ceux qui souhaitent la disparition des droits provinciaux. Il ne faut pas placer la province de Québec sous une tente d'oxygène fédérale, dit-il. Le Québec est bien prêt à aider les provinces les plus pauvres par une transfusion sanguine, mais ne croit pas que le donneur doive aussi mourir.

(Applaudissements à droite)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)**<sup>3</sup>: Je trouve singulièrement illogique que le gouvernement demande, par son bill, l'autorisation de conclure une entente avec un autre gouvernement en qui il n'a pas confiance. Un gouvernement qu'il vient de dénoncer avec virulence pendant une heure et demie. Vous voulez être autorisé à conclure une entente avec le fédéral, mais vous dites que vous n'avez pas confiance au gouvernement, et vous le dénoncez à tout propos.

M. l'Orateur, peut-on s'entendre avec des gens avec qui on n'a pas confiance? Les pactes et les contrats ne peuvent se contracter qu'entre gens qui se portent mutuellement confiance. La conclusion logique du discours du premier ministre eût dû être: "Aucune entente possible avec Ottawa, nous ne céderons aucun droit". J'admets beaucoup de choses de ce qu'a dit le premier ministre. Il a dit plusieurs choses que j'approuve entièrement. Sur les principes, nous nous entendons. Je suis convaincu qu'il veut l'intérêt de sa province.

Les libéraux sont favorables à la décentralisation et à la protection absolue des droits des provinces. Mais j'aurais aimé qu'on nous présente une politique définie. Veut-il ou non une entente? L'autre jour, le député de Québec (M. Chaloult) a dénoncé avec la plus grande virulence le premier ministre Mackenzie King et affirme qu'il ne peut y avoir d'entente avec Ottawa, à moins que King ne soit battu. J'aime mieux cette façon de parler, qui est plus franche que celle du premier ministre qui, dans le fond, pense la même chose que le député de Québec, mais ne veut pas le dire.

Sa seule ambition, c'est de faire battre M. King à Ottawa. Si c'est simplement la guerre au gouvernement King qu'on veut faire, qu'on le dise donc franchement.

Je suis d'avis qu'il faut absolument une conférence entre la province et le gouvernement d'Ottawa. Ce qui importe, c'est une conférence non pour conclure des ententes fiscales, mais pour trouver les moyens susceptibles de nous permettre d'amender notre Constitution sur les points essentiels. L'important, à l'heure actuelle, c'est de remanier la Constitution de façon que nous sachions comment l'amender à l'avenir. Certes, les Pères de la Confédération ont fait une œuvre magnifique, ont prévu pour l'avenir, mais il reste le point essentiel qu'aujourd'hui, on ne sait pas de quelle façon amender notre Constitution. C'est la partie faible de l'acte fédératif.

Je suis convaincu que le premier ministre veut les intérêts de sa province, malgré sa méfiance à l'endroit du gouvernement libéral d'Ottawa. Mais le seul moyen de sauvegarder les droits provinciaux, c'est de faire reconnaître explicitement qu'Ottawa ne peut changer la Constitution sans notre consentement, avant que les tenants de la théorie d'une loi au lieu d'un pacte y procèdent comme ils l'entendent. Autrement, tous nos droits fiscaux, notre autonomie, notre langue et notre religion sont en danger.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

La Constitution est un contrat et il va de soi que tout contrat ne peut être modifié sans l'assentiment de toutes les parties contractantes.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'idée se propage de plus en plus que notre Constitution n'est pas un pacte, comme je crois qu'elle est, comme le premier ministre, mais qu'elle est tout simplement une loi que le Parlement impérial peut amender à la demande du Parlement canadien. C'est là le danger pour nos droits, pour notre autonomie financière, pour nos traditions et notre langue. Et je le dis avec toute la sincérité dont je suis capable.

C'est pour cela qu'il est dangereux de laisser s'établir des précédents. Malheureusement, le premier ministre a laissé s'établir un précédent, quand il n'a pas attaqué devant les tribunaux l'inconstitutionnalité de la loi des allocations familiales, lui qui prétendait qu'elle n'était pas constitutionnelle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous avons fait beaucoup à ce sujet. À ma demande, Ottawa a amendé cette loi de façon à reconnaître les droits de la province de Québec en matière d'éducation.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** parle du système australien par lequel, si on veut un changement, il faut obtenir un vote formel de la Chambre des communes et du Sénat et, par la suite, soumettre ce projet au peuple par un référendum. Comment cela fonctionnerait-il au Canada?

Il (M. Casgrain) cite le témoignage du sénateur McGeer, qui a déclaré à la radio que le Parlement canadien peut abolir l'usage du français et même de l'anglais au Parlement, qu'il peut même supprimer les pouvoirs des Législatures provinciales. Le danger réside dans cette idée des centralisateurs, qui finit par créer l'opinion que notre Constitution n'est qu'une loi que Westminster peut amender n'importe quand. Le devoir de l'heure, ce serait d'établir une fois pour toutes la méthode suivant laquelle nous pouvons amender la Constitution.

Il (M. Casgrain) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Dansereau), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

**Dépôt de documents:**

**Acquisition d'immeubles  
pour la route Joliette-Saint-Félix**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 avril 1947, pour la production de copie d'un état détaillé de tous les immeubles acquis par le département de la Voirie, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1947, en rapport avec la construction de la route Joliette-Saint-Félix, cet état détaillé devant indiquer, pour chaque immeuble, le nom du propriétaire, le mode d'acquisition, si c'est de gré à gré ou par expropriation, la date de l'acquisition et le montant de la compensation convenue, ou, si cette compensation n'a pas été arrêtée, le montant de l'offre, avec une désignation sommaire de l'immeuble dans tous les cas. (Document de la session no 40A)

**Contrats pour  
la route Joliette-Saint-Félix**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 avril 1947, pour la production d'une copie conforme de tous les contrats octroyés par le département de la Voirie, depuis le 1<sup>er</sup> septembre

1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1947, pour la construction de la route Joliette-Saint-Félix, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de la session no 41)

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### **Deuxième séance du 29 avril 1947**

##### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Projets de loi:**

###### **Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses**

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 80 améliorant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

###### **Hôpital Saint-Jean-de-Dieu**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 82 concernant l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

###### **Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses**

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au

bill 80 améliorant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses.

Adopté.

###### **Hôpital Saint-Jean-de-Dieu**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 82 concernant l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Adopté.

###### **Relations provinciales-fédérales**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de l'honorable premier ministre (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 30 concernant les relations provinciales-fédérales soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre a proclamé que les précédents en droit constitutionnel sont extrêmement dangereux. Depuis 1867, la Constitution a été amendée une dizaine de fois, dont la première fois en 1871, alors que les Pères de la Confédération vivaient encore. On l'a amendée presque toujours sans consulter les provinces, et presque chaque fois, en dépit des objections d'une ou plusieurs provinces. Le précédent s'est donc établi que la Constitution peut être amendée par une loi du Parlement impérial.

Tout le monde veut le soutien des droits des provinces et, en ce qui concerne notre langue et notre religion, on ne peut amender la Constitution sans le consentement de la majorité de notre province. Cependant, il faut trouver le moyen d'amender la Constitution quand cela est nécessaire. En l'absence d'un mécanisme prévu dans la Constitution elle-même, un précédent est en train de se créer en vertu duquel la Constitution pourrait être amendée par un acte du Parlement impérial, à la demande d'Ottawa, et sans que les provinces ne soient consultées.

Il y a aussi la prétention des centralisateurs qui affirment que la Constitution est non pas un pacte, mais une simple loi. C'est là que réside le danger pour nos droits et notre autonomie, cette autonomie à laquelle tiennent tous les membres de cette Chambre. Il faudrait commencer par amender la Constitution, de façon à empêcher qu'on ne nous enlève des droits essentiels sans notre consentement. Et je reproche au

premier ministre de n'avoir pas fait cette demande à Ottawa, lors de la Conférence intergouvernementale.

En 1935, M. Maurice Ollivier<sup>4</sup> a suggéré un moyen pour l'union de toutes les provinces. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas proposé cette union des provinces à la Conférence d'Ottawa? Les députés libéraux sont pour le respect de nos droits et la sauvegarde de nos traditions, mais ils voient les dangers et veulent les prévenir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai demandé à Ottawa de reconnaître la priorité des provinces sur la taxe directe, et Ottawa a refusé.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Alors, pourquoi voulez-vous y retourner? Pour la garantie de nos droits et la sauvegarde de notre autonomie, il faut donc en premier lieu réunir une conférence pour incorporer une ou deux clauses à la Constitution qui nous fourniront les moyens de l'amender, afin de nous protéger contre l'ingérence du Parlement impérial. C'est la proposition que le premier ministre eût dû faire aux représentants des premiers ministres provinciaux, réunis à Ottawa, et qui auraient été pris à coopérer avec lui. Le premier ministre n'a fait que coopérer en paroles avec Ottawa, et non en actes.

Sa seule ambition est de faire battre M. King. Je crois que vous êtes autonomiste, mais vous mettez de la politique dans vos relations avec le fédéral, parce que vous voulez renverser le gouvernement King. Le premier ministre n'a jamais collaboré avec Ottawa franchement et sans arrière-pensées. Ce fut de la collaboration à coups de poing. Les attaques du premier ministre contre M. King ne sont pas de nature à faciliter l'entente.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La Confédération a été réalisée par des gens qui se disputaient en politique.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La Confédération a été réalisée parce que les Pères de la Confédération n'ont pas fait de petite politique. Le premier ministre n'a fait que cela à la Conférence d'Ottawa. Il (M. Casgrain) ne partage aucunement l'avis du premier ministre que la Constitution peut être amendée avec le seul consentement des quatre provinces pionnières, par-dessus les cinq autres provinces.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

demande au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) ce qu'il pense de l'opposition de M. Macdonald aux propositions d'Ottawa.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** M. Macdonald est un impérialiste de la trempe de M. Drew. S'il a quitté le cabinet fédéral, c'est qu'il ne s'accordait pas avec M. King, parce qu'il trouvait que M. King ne favorisait pas un effort de guerre assez considérable et ne voulait pas imposer la conscription. Le premier ministre devrait chercher à s'entendre d'abord avec les ministres et les députés qui représentent la province de Québec, à Ottawa, au lieu de chercher à s'entendre avec des impérialistes comme MM. Drew et Macdonald. C'est le temps d'exiger un amendement à la Constitution, quand le gouvernement fédéral est à la merci de la majorité des députés du Québec.

Mais il y a deux hommes en la personne du premier ministre: il y a l'autonomiste qui veut sincèrement le respect de nos droits, et il y a le politicien, qui n'est pas capable de s'empêcher de faire de cette question un tremplin politique. Si l'autonomiste n'a rien obtenu jusqu'ici, c'est à cause du politicien qui ne cesse de provoquer les libéraux d'Ottawa.

Je suis contre ce bill, parce que c'est un bill de camouflage, que le gouvernement ne veut pas collaborer avec Ottawa autrement qu'en paroles; et, surtout, parce que ce serait déléguer au gouvernement des pouvoirs exorbitants. Pour clarifier et délimiter les pouvoirs de taxation, il faut un amendement à la Constitution. Et je ne veux pas confier au gouvernement le pouvoir d'amender la Constitution, sans même faire ratifier la chose par la Législature. C'est la méthode de M. Bennett, et même les députés de l'Union nationale ne devraient pas l'approuver.

**M. Chaloult (Québec):** Le premier ministre a prononcé à la séance du matin le meilleur discours de sa carrière, et il a fait des efforts louables pour maintenir la question au-dessus de la politique. Je voterais volontiers pour les principes contenus dans ce discours ou dans le préambule du bill; mais je ne pourrais pas voter pour le bill lui-même, à cause de la demande de pleins pouvoirs. Si on accepte l'argent qu'Ottawa nous offre, ce pourrait être au prix de notre liberté et de notre indépendance. Si un tiers du budget de la province nous vient d'Ottawa, nous sommes dépendants d'Ottawa dans la même mesure.

Je n'admets pas que l'on puisse louer des droits à Ottawa, comme le suggère le mémoire de la province de Québec, soumis à la Conférence intergouvernementale. Je suis convaincu qu'on ne nous les rendrait jamais. Ce qu'Ottawa a pris une fois, il ne le rend jamais. Nous ne sommes pas séparatistes, mais qu'on ne nous force pas à le devenir. Si on nous pousse à bout, il faudra bien prendre les grands moyens.

À la suite des discours du premier ministre, il est clair qu'il n'y a pas d'entente possible avec Ottawa; par conséquent, je ne vois pas l'utilité du bill Duplessis.

Il (M. Chaloult) mentionne la réaction de la population quand le bill a été rendu public. D'après *Le Canada*, le bill est une capitulation; d'après le *Star*, c'est un projet révolutionnaire; d'après la *Gazette*, ce n'est que la répétition du bill de 1945. *The Gazette* de Montréal a approuvé ce bill, déclarant que c'était une suite du bill précédent qui autorisait les négociations, ce qui est une opinion digne d'intérêt, surtout à cause de la position ferme prise par ce journal dans la bataille pour l'autonomie provinciale.

Je comprendrais mieux une entente avec MM. Drew et Macdonald, si impérialistes qu'ils soient, dans le domaine des droits constitutionnels. Les pouvoirs demandés par le premier ministre sont trop vastes, de nature trop générale. Le premier ministre demande un blanc-seing, exige que la Législature exige d'avance ce qu'il fera. La Législature ratifierait d'avance tout ce que ferait le gouvernement, ce qui n'est pas convenable. L'impôt sur le revenu devrait nous être rendu et l'on devrait donner aux provinces le contrôle absolu en matières de mariage et de divorce, d'immigration et de tribunaux d'appel.

Il (M. Chaloult) suggère quelques modifications au préambule, pour mettre en évidence le fait que le gouvernement préserve son droit de prélever l'impôt des particuliers. Il est d'accord avec la position de ce dernier au sujet des relations avec Ottawa. Je voterai pour la deuxième lecture, dit-il, en approbation des principes contenus dans le préambule, mais contre la troisième lecture, parce que le bill constitue un blanc-seing.

Le gouvernement ne pourrait-il pas tenir une séance secrète, afin de mettre les députés au courant de ce qu'il entend faire ou de réunir les chefs de parti pour leur expliquer ses plans de campagne? Peut-être après cela, dit-il, pourrait-on voter pour le blanc-seing? Le premier ministre ne peut demander à la Chambre de souscrire d'avance à ce qu'il va faire.

**M. Choquette (Montmagny):** On a dit que le premier ministre avait fait le meilleur discours de sa carrière, mais ce bill est le pire de sa carrière et je m'y oppose pour trois raisons:

1. Le préambule contredit l'autorisation demandée. Il ne confère pas au gouvernement les moyens d'assumer les pouvoirs demandés et de mettre cette loi à exécution. Il ne donne pas

d'ouverture aux confusions. On pose en principe qu'Ottawa nous a volé tels et tels droits. Puis, au lieu de demander un mandat d'arrestation contre les soi-disant voleurs, on demande la permission de s'entendre avec eux.

2. Le bill constitue une abdication des pouvoirs de la Législature, une capitulation qui n'a rien de glorieux pour le gouvernement.

3. Le gouvernement actuel, par ses attitudes passées, ne nous offre aucune garantie pour la protection des droits de la province. C'est une capitulation, car le premier ministre a condamné les ententes séparées, et il veut en faire une loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
La loi n'autorise pas une entente séparée.

**M. Choquette (Montmagny):** Mais elle ne la défend sûrement pas. Donc, elle la permet. Le bill n'empêchera pas le gouvernement de conclure une entente séparée avec Ottawa, chose que le premier ministre a fortement dénoncée. Il y a contradiction flagrante entre le préambule et les pouvoirs que le premier ministre nous demande. Que dirait-on d'un homme qui ferait à un tribunal la requête suivante: Mon voisin me vole et veut continuer à me voler, mais permettez-moi de m'entendre avec lui. Le premier ministre a toujours prétendu qu'Ottawa nous volait nos droits; or, quand on a été volé, on ne signe pas une entente avec le voleur, mais on le fait arrêter.

Ce qu'il faut, c'est une entente non entre Ottawa et un homme ou un gouvernement, mais entre Ottawa, l'État canadien, et l'État québécois représenté par le Parlement de Québec, gardien de nos droits, et non par le chef de l'Union nationale. La Législature n'abandonnera pas ainsi ses droits. Et pour cela, il faudrait, au moins, que l'entente fût ratifiée par la Législature avant d'être conclue. Autrement, c'est une violation cynique des droits et des prérogatives des représentants du peuple.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
M. l'Orateur, j'attire votre attention sur le fait que l'honorable député lit ses notes.

**M. Choquette (Montmagny):** Je ne lis pas mes notes, je les consulte, mais les ministres lisent leurs discours comme des enfants d'écoles. Si le premier ministre avait des notes, il ne parlerait pas comme il parle quelquefois. Pouvons-nous accorder tant de pouvoir aux hommes qui, en 1935, votaient pour une motion réclamant l'application des lois Bennett empiétant sur le terrain sacré et

constitutionnel de la province? Plusieurs membres du gouvernement actuel ont voté, en 1935, pour une motion qui approuvait les lois centralisatrices de M. Bennett, preuve que le gouvernement actuel n'offre pas de garantie pour la sauvegarde de nos droits constitutionnels. En 1935, le premier ministre, le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), le représentant de Joliette (M. Barrette) et le représentant de Yamaska (M. Élie) ont voté pour une motion Guertin approuvant les lois centralisatrices de M. Bennett, que les libéraux ont réussi à faire déclarer inconstitutionnelles devant les tribunaux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
L'Union nationale n'existait pas.

**M. Choquette (Montmagny):** (Jetant ses notes sur son pupitre avec un mouvement d'indignation) L'Union nationale n'existait pas? dit-il. Mais le parti bleu existait. Il a changé de nom. Nous sommes libéraux et nous l'avons toujours été. Quand on change de nom, c'est parce qu'on a honte de son nom. Le masque n'a jamais changé la face d'un homme.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Trudel (Saint-Maurice):**  
L'honorable député ne peut dire cela de moi. J'étais libéral et je le suis encore, et je suis dans l'Union nationale.

**M. Choquette (Montmagny):** Il y a des transfuges dans tous les partis. Le noyau reste bleu.

(Applaudissements à gauche)

Ces mêmes hommes veulent nous faire croire qu'ils sont les défenseurs de l'autonomie provinciale? M. Drew a déclaré que la province d'Ontario n'était pas à vendre. (M. Choquette adopte un sourire moqueur) Les députés de l'Union nationale ont trouvé cela bien beau. Eh bien, je dis que les droits de la province ne sont ni à vendre ni à louer. Je ne laisserai pas entre les mains d'un seul homme les destinées de notre province. "C'est trop pour un seul homme", a dit avec raison *Notre Temps*<sup>5</sup>.

Si le gouvernement persiste à nous demander le blanc-seing que comporte ce bill, et qu'il l'obtient, je lui dis, et je suis autorisé par mon chef, que le Parti libéral, quand il reviendra au pouvoir, ne sera pas lié par l'entente que l'on veut conclure et que nous prendrons les moyens constitutionnels de la faire amender, parce qu'elle viole les droits de la province. Le Parti libéral ne reconnaîtra aucune entente qui violera les droits de la province, ou qui n'aura pas été ratifiée par la Législature. Il prendra

tous les moyens légaux nécessaires pour annuler de telles ententes. Nous serons toujours sur la brèche pour combattre les centralisateurs et ceux qui violent ou veulent violer nos droits.

(Vifs applaudissements à gauche et interventions à droite)

**M. Dumoulin (Montmorency):** Magistral discours. Un gouvernement comme celui de Québec n'a pas besoin de demander la permission pour poser un pas devant l'autre. Quel salut pouvons-nous attendre du bill que nous étudions en ce moment? En plus d'être une capitulation, ce sera un pamphlet électoral. Nous n'aurons besoin ni de l'un, ni de l'autre. En outre, cette loi ministérielle ne vivrait que 11 mois, et elle expirerait avec l'entente le 31 mars 1948. Le temps est arrivé de réunir les représentants du gouvernement autour d'une table pour réviser le pacte de 1867, pour mettre fin aux chicanes qui émoussent les bonnes volontés et inquiètent les patriotes.

Je suis opposé à un mandat en blanc et je demande au gouvernement d'aller à Ottawa, de discuter et de faire rapport à la Chambre qui décidera en dernier lieu, pour que nous puissions, nous, les membres élus par le peuple, approuver, modifier ou désapprouver n'importe quelle entente proposée. Il (M. Dumoulin) demande au gouvernement pourquoi il critique l'assurance-chômage, au lieu de l'attaquer devant des tribunaux, s'il la juge anticonstitutionnelle.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Il y a unanimité au sujet d'une entente. Tous les citoyens la veulent et le gouvernement aussi, puisqu'il présente le bill 30. Les deux oppositions désirent une entente, mais veulent savoir quelle sorte d'entente. Les députés le demandent au gouvernement, mais celui-ci répond que ce n'est pas des affaires de la Chambre. La loi est mauvaise dans son principe, dans sa rédaction, parce qu'elle donne un blanc-seing au gouvernement. Je m'oppose au bill tant que le gouvernement n'aura pas dit à quelles conditions il est disposé à conclure une entente. La façon de procéder du premier ministre n'est pas démocratique.

La loi est mauvaise dans son économie générale. C'est un mandat en blanc et c'est dérogatoire aux privilèges de la Chambre. Dans les termes du préambule, la loi comporte des choses désagréables. Le gouvernement ne veut pas faire d'entente; autrement, il agirait plus diplomatiquement et il laisserait entendre qu'il est prêt à faire des concessions.

Une loi sur les relations fédérales-provinciales est absolument inutile, à ce stage des relations fédérales-provinciales, parce que le premier ministre peut aller à Ottawa, quand il le voudra, pour discuter avec le gouvernement fédéral, parce que la Chambre n'en connaît pas encore tous les tenants et les aboutissants, et parce que le gouvernement n'a l'intention de conclure aucune entente que ce soit avec les autorités fédérales. Le régime de l'Union nationale veut tout garder et ne veut faire aucune concession.

La mesure est injuste et dérogatoire aux privilèges des membres de la Chambre, provocatrice à l'endroit des autorités fédérales dans son préambule, inopportune parce qu'avec toutes ses déclarations antérieures, le premier ministre a fermé la porte à toute entente entre le Québec et Ottawa. Ce qui importe, c'est qu'il fasse comme les six provinces qui ont signé des ententes et qu'il vienne soumettre à la Législature les projets qui ont été discutés.

Il (M. Bienvenue) demande au premier ministre de dire clairement à la Chambre ce qu'il entend céder en échange des compensations qu'il voudra obtenir d'Ottawa.

Nous demandons au gouvernement: "Quelle entente voulez-vous faire? Quels droits voulez-vous louer?" Et il nous répond: "Ça n'est pas de vos affaires". Dans les provinces qui ont conclu une entente, les six Législatures ont été appelées à tout ratifier.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ces ententes conviennent-elles à Québec?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ce qui convient aux autres provinces peut ne pas convenir à Québec, mais le gouvernement devrait préciser ce qui convient à Québec.

Il (M. Bienvenue) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que le débat soit de nouveau ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Troisième séance du 29 avril 1947**

##### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 15.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Remboursement de droits:**

###### **Petit Séminaire de Saint-Georges de Beauce**

**M. Poulin (Beauce)** propose que les honoraires payés pour le bill 172 constituant en corporation le Petit Séminaire de Saint-Georges de Beauce soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'instruction publique en général.

Adopté.

##### **Projets de loi:**

###### **Relations provinciales-fédérales**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de l'honorable premier ministre (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 30 concernant les relations provinciales-fédérales soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si le gouvernement connaît les ententes qu'il veut faire, il devrait en révéler la nature. Sinon, comment peut-il demander à la Chambre d'approuver une chose qu'il ne connaît pas lui-même? Cette loi est provocatrice, dans les termes mêmes de son préambule. Elle est comme les déclarations du premier ministre. Elle n'a pas d'autre but que celui de jeter de la poudre aux yeux.

Il (M. Bienvenue) cite les remarques du premier ministre à la Conférence d'Ottawa de l'année dernière, pour démontrer que le premier ministre ne voulait faire aucune entente. La loi est donc inutile, dit-il. On ne veut pas d'entente. Si les gouvernements de six des neuf provinces canadiennes sont parvenus à des ententes, parce qu'ils étaient prêts à faire des concessions, il n'y a

aucune raison pour laquelle le Québec ne pourrait faire de même; mais il faudrait qu'il laisse tomber sa position de vouloir tout garder pour lui.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)<sup>6</sup>:**

Dans son remarquable discours, le premier ministre a donné une définition claire de ce que la province de Québec doit être dans la Confédération. Il a fait une affirmation de principe.

L'opposition a bien changé d'attitude depuis 1939. On disait alors que l'autonomie était un mythe, une farce. Aujourd'hui, on ne finit pas de dire qu'on est autonomiste. Lorsqu'Ottawa a fait ses propositions, les libéraux étaient unanimes à demander au gouvernement de les accepter. Encore au début de la présente session, on faisait ressortir ce qu'on appelait les avantages pour la province d'une pareille acceptation. La note consolante est que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) admet que nos droits sont en danger. On n'ose plus demander au gouvernement d'accepter les offres, d'agréer les propositions. Je prévois le jour, où, forcés par l'opinion populaire, tous les libéraux approuveront l'attitude du gouvernement sur cette question.

L'opinion populaire forcera bientôt tous les représentants du peuple à appuyer la politique autonomiste du premier ministre. Nous ne demandons rien à Ottawa, ou plutôt, nous lui demandons de nous laisser ce que nous possédons en vertu d'un contrat sacré. J'ai été surpris d'entendre les députés de la gauche ramener ce problème à une question de piastres et de cents. Même si huit provinces sur neuf décidaient d'accepter les propositions fédérales, Québec devrait quand même se tenir debout et dire non.

Nous n'avons pas le droit de dilapider l'héritage reçu de nos aïeux. Tout ce que l'opposition du Parti libéral a essayé de faire, dans cette discussion, c'est de défendre le régime du premier ministre Mackenzie King, parce qu'ils sont du même parti politique.

À ceux qui trouvent que le bill constitue un blanc-seing, il (l'honorable M. Sauvé) affirme que le chef de l'opposition a, par simple lettre, permis à Ottawa d'amender la Constitution en matière d'assurance-chômage, sans même en demander l'autorisation à la Législature.

On a tort de prétendre que le premier ministre a fait de la provocation, car le fédéral ne peut refuser de s'entendre avec un gouvernement provincial qui réclame ses droits. Et à ceux qui trouvent provocateur le ton du préambule, je demande si c'est une provocation que d'affirmer ses droits. Faudrait-il donc le faire pour ne pas fâcher le gouvernement

d'Ottawa? Mais, pourquoi tant de ménagements? Nous ne demandons à Ottawa de nous céder aucun droit. C'est Ottawa qui nous demande d'en céder.

Bien des provinces n'auraient jamais accepté les ententes, si leur situation financière avait été meilleure. La province de Québec serait-elle seule qu'elle devrait se tenir debout. Nous sommes trop fiers pour tendre la main à Ottawa et réclamer une pitance. Si plusieurs provinces ont accepté les ententes, c'est parce que leur situation financière laissait à désirer. Quant à nous, nous pouvons nous permettre de rester debout. Ce n'est pas provoquer Ottawa que d'affirmer ses droits. La Constitution est un contrat et un contrat ne peut être modifié sans l'assentiment des parties contractantes.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** proclame l'attitude du Parti libéral en faveur d'une entente dans le respect de nos droits, mais contre une mesure qui enlève à la Législature son privilège de juger les actes du gouvernement. Il (M. Francoeur) accuse le gouvernement de se faire un cheval de bataille avec l'autonomie provinciale. Le gouvernement, dit-il, fait fausse route avec cette loi. Il n'a pas besoin de ce bill pour aller à Ottawa. Rien ne l'empêche, actuellement, d'aller à Ottawa conférer avec le gouvernement central, mais avant d'y aller, il devrait dire à la Chambre ses intentions.

C'est le temps d'aller à Ottawa où les affaires sont bonnes, puisque le gouvernement annonce aujourd'hui une réduction de 29 % dans l'impôt sur le revenu et de 54 % sur les impôts chargés aux petits salariés. S'il veut tenir une conférence dans la Capitale pour faire de la politique et préparer les élections, nous n'en sommes pas. Aux prochaines élections, le premier ministre aura besoin d'autre chose que de l'autonomie pour convaincre l'électorat qu'il a bien administré. Il (M. Francoeur) se dit informé que l'Union nationale fera un appel au peuple vers le mois d'août.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le bill 30 est la pire législation qui ait encore été présentée. Il (M. Marler) insiste à dessein sur le mot "pire". À mon avis, dit-il, pour moi aussi, le bill n'est pas nécessaire, car il ne prévoit rien de concret, pas même le désir du gouvernement d'assurer une meilleure répartition des pouvoirs de taxation et de soulager le fardeau du contribuable. L'objet du bill, devrait être d'alléger le fardeau des taxes. D'après moi, le gouvernement n'a même pas l'intention d'abolir les taxes de nuisance. Au lieu de diminuer les impôts, il ne manque aucune occasion de les augmenter.



Il (M. Marler) fait une étude<sup>7</sup> de toute la question constitutionnelle et cite maints jugements de cour. Il reproche au gouvernement de n'avoir pas contesté devant les empiétements du fédéral qu'il dénonce, si empiètement il y a eu. Je me demande si ce bill n'est pas le signe avant-coureur d'une autre taxe sur le revenu provincial.

**M. Sylvestre (Berthier):** Tous les grands chefs du Parti libéral, Gouin, Taschereau et Godbout, ont toujours défendu avec succès l'autonomie de la province de Québec. Le bill 30 n'est pas nécessaire parce que ce sont les mêmes hommes à Ottawa, les mêmes hommes à Québec et les mêmes questions à discuter. Pourquoi le premier ministre doit-il retourner de nouveau à Ottawa? C'est un geste absolument vain. En 1945, le premier ministre est allé à Ottawa exactement pour faire ce qu'il indique dans le bill, et ce fut un échec complet. Comme les hommes et les questions sont les mêmes, nous pouvions présumer à l'avance un échec. Il n'est pas probable que l'on s'entende mieux, cette année, que l'an dernier.

Le premier ministre est accusé, à travers la province, de ne pas coopérer, et il veut se faire passer un projet de loi pour pouvoir dire à la population qu'il voulait coopérer, et c'est le but du bill. Le bill 30 a été inventé pour répondre à l'accusation que le premier ministre ne veut pas coopérer. Cela lui donnera un argument aux prochaines élections. Aucun député de cette Chambre n'a reçu le mandat de ses électeurs de voter aveuglément un bill comme celui-ci qui donnerait au gouvernement un chèque en blanc, pour faire ce qu'il veut n'importe quand, et sans aucun contrôle.

Je ne veux pas qu'on dise que je suis un centralisateur, car je suis réaliste. Le premier ministre est incapable de coopérer avec les libéraux et son ami, M. Drew, un autonomiste, n'a pas craint d'affirmer que des raisons évidentes permettaient de conclure l'entente de 1942, que l'Union nationale critique tant. Son ami M. Drew prétendait que l'accord de 1942 était nécessaire et s'imposait, et le premier ministre s'y est toujours opposé. Le premier ministre est tellement libéral qu'en 1945, il a déclenché le mouvement des indépendants. Le premier ministre a montré la coopération dont il était capable, dans ses rapports avec MM. Houde, Gagnon, Barré et Gouin.

Le premier ministre a décidé de discuter le bill 30 le jour où le ministre des Finances a annoncé des réductions de taxe aux Canadiens. Il voulait tout simplement amoindrir l'effet de ce discours. Je voterai contre la loi.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), que le débat soit de nouveau ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Motions de condoléances:**

##### **Condoléances aux familles des victimes de Malaric**

**M. Drouin (Abitibi-Est)** offre ses sympathies aux familles des victimes de la mine de Malaric. Il rend hommage aux équipes de secours des mineurs venues de l'Ontario et du Québec et composées d'hommes d'origines raciales, de croyances religieuses et de langages divers.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** associe le gouvernement de la province à ces regrets. Il rappelle que le ministre des Mines (l'honorable M. Robinson) a déjà exprimé les condoléances officielles du gouvernement du Québec.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** demande au premier ministre si des mesures appropriées vont être prises par le gouvernement pour que pareille tragédie ne se répète plus?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministère provincial des Mines a déjà pris les mesures. On analyse très minutieusement cet accident, afin d'en découvrir les causes, conformément aux idées exprimées par le député d'Abitibi-Est (M. Drouin). Le gouvernement a l'intention de faire tout ce qu'il est humainement possible pour essayer d'empêcher que de tels accidents se reproduisent à l'avenir dans notre province. Des dispositions ont été prises pour prévenir la répétition de pareils malheurs.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 45.

**NOTES**

1. De l'avis des journaux, le discours du premier ministre a été applaudi à plusieurs reprises par les membres de la droite. L'allocution du premier ministre dure une heure et demie, selon *Le Devoir* du 30 avril 1947, à la page 5.

2. *Le Devoir* du 30 avril 1947, à la page 5, soutient qu'il le fait "en des accents vibrants".

3. M. Casgrain débute son intervention à midi trente minutes, selon *Le Soleil* du 30 avril 1947, à la page 15.

4. Alors conseiller juridique à la Chambre des communes.

5. Journal unioniste fondé le 18 octobre 1945 et dirigé par M. Léopold Richer jusqu'en 1962. Il fusionne en 1942 avec le journal *Le Temps*, autre organe de l'Union nationale, publié à Québec depuis 1940.

6. *Le Canada* du 30 avril 1947, à la page 2, mentionne que M. Sauvé "a prononcé un grand discours".

7. *Le Soleil* du 30 avril 1947, à la page 5, qualifie cette étude de "savante".

## Première séance du mercredi 30 avril 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions et réponses:

Achats de  
biens de guerre

**M. Godbout (L'Islet):** 1. Du 1<sup>er</sup> septembre 1944 au 1<sup>er</sup> mars 1947, le gouvernement de la province a-t-il acheté des biens de guerre du gouvernement fédéral ou de la Corporation des biens de guerre?

Dans l'affirmative:

*a.* Combien de camions et autres véhicules automobiles ont été ainsi achetés et quel en est le prix total?

*b.* Pour quel montant a-t-on ainsi acquis des bâtiments ou autres constructions et combien ces bâtiments avaient-ils coûté originairement?

*c.* Quel est le montant d'achat d'autres choses que celles-ci ci-dessus spécifiées et achetées de la façon susdite?

2. Dans la période ci-dessus mentionnée, le gouvernement a-t-il acheté de tierces personnes des camions ou autres véhicules automobiles provenant de la Corporation des biens de guerre?

Dans l'affirmative:

*a.* Combien de camions ou autres véhicules automobiles ont-ils été ainsi achetés?

*b.* Quel en a été le coût total?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
Quant à la question 1:

Département de la Voirie:

Oui.

*a.* 6; \$7,041.38;

*b.* Aucun;

*c.* \$3,915.

Département du Secrétariat provincial:

Oui.

*a.* 4; \$1,538.88;

*b.* \$11,245;

*c.* \$83,625.85.

Département de la Chasse et des Pêcheries:

Oui.

*a.* Aucun;

*b.* \$23,761.60;

*c.* \$4,777.50.

Département de l'Agriculture:

Oui.

*a.* 8 camions et autres véhicules automobiles: \$3,850.50;

*b.* En échange de bâtiments et autres biens, le département de l'Agriculture de la province de Québec a consenti à la Corporation des biens de guerre du gouvernement fédéral la remise d'obligations souscrites dans un bail antérieur et payé une somme de \$15,000. Le coût initial de ces biens ne relève pas du ministère provincial de l'Agriculture.

*c.* \$1,644.06.

Département de la Colonisation:

Oui;

*a.* Aucun;

*b.* \$7,500; le ministère ignore combien cette bâtisse a coûté aux autorités fédérales;

*c.* \$7,443.46.

Département des Terres et Forêts;

Oui;

*a.* \$635.96;

*b.* \$845;

*c.* \$39,718.01.

Quant à la question 2, les départements ne possèdent pas de renseignements officiels à ces sujets.

Dépenses gouvernementales dans les  
districts de Compton,  
Beauce et Bagot

En complément de réponse aux questions mentionnées inscrites par les représentants de Lotbinière (M. Roberge), de Verchères (M. Dupré) et d'Arthabaska (M. Plourde) en date du 28 avril 1947<sup>1</sup>.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
(Voir le tableau à la page suivante)

### 1. Compton

a. Enseignement primaire complémentaire et primaire supérieur .....	\$20,425.00
b. Traitements des institutrices et instituteurs ruraux (paiement de l'année précédente).....	53,740.89
c. Municipalités pauvres .....	2,588.00
d. Pour les institutrices dans les centres de colonisation .....	1,700.00
e. Contribution à la gratuité des livres .....	2,471.94
f. Contribution pour rétribution mensuelle.....	5,276.61
Octroi pour construction et réparation d'écoles .....	8,735.19
Octroi pour transport des élèves aux écoles centralisées.....	15,791.00

En réponse à la question 2 des affaires du jour, suivant le *Feuilleton* du 28 avril 1947, pour le département de l'Instruction publique.

### 2. Beauce

a. Enseignement primaire complémentaire et primaire supérieur .....	\$ 874.00
b. Traitements des institutrices et instituteurs ruraux (paiement de l'année précédente).....	74,431.21
c. Municipalités pauvres .....	800.00
d. Emploi des maîtres.....	2,320.00
e. Pour les institutrices dans les centres de colonisation .....	250.00
f. Fonds des écoles élémentaires .....	20,191.39
g. Contribution pour rétribution mensuelle.....	6,687.72
h. Contribution à la gratuité des livres .....	316.17
Octroi pour construction et réparation .....	14,802.23

En réponse à la question 3 des affaires du jour, suivant le *Feuilleton* du 28 avril 1947, pour le département de l'Instruction publique.

### 3. Bagot

a. Enseignement primaire complémentaire et primaire supérieur .....	\$ 278.00
b. Traitements des institutrices et instituteurs ruraux (paiement de l'année précédente).....	26,825.11
c. Contribution pour rétribution mensuelle.....	1,146.03
d. Contribution à la gratuité des livres .....	360.96
Octroi pour construction et réparation .....	3,194.79

Il s'agit, dans ces réponses, d'octrois et subventions généralement accordés, suivant la loi.

#### Projets de loi:

#### Relations provinciales-fédérales

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 29 avril courant, sur la motion de l'honorable premier ministre (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 30 concernant les relations provinciales-fédérales soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Si le gouvernement fédéral empiète sur les droits provinciaux, comme le dit le préambule du bill, le gouvernement ne devrait pas nous demander de conclure une entente, mais il devrait s'adresser aux tribunaux.

Comment pouvons-nous espérer devenir une grande nation si le premier ministre de notre province se contente de se quereller avec le gouvernement canadien?

**M. Sylvestre (Berthier)** rappelle la grande tradition autonomiste du Parti libéral, sous les gouvernements Gouin, Taschereau et Godbout. Le premier ministre, dit-il, blâme notre chef de l'accord

de 1942, mais c'est à cet accord que nous devons l'autonomie provinciale et la liberté du Canada.

(Applaudissements à gauche)

En 1945, nous avons voté un bill semblable. Pourquoi courir à un nouvel échec? Le premier ministre se rend compte que l'accusation qu'on lui lance, à l'effet qu'il ne veut coopérer avec personne, devient puissante. Il veut faire dévier la question. Nous aurons des élections avant longtemps et il veut pouvoir dire: "Je voulais coopérer et je me suis fait autoriser par une loi". M. Drew lui-même a justifié l'accord de 1942 en disant qu'il était nécessaire, car les armées alliées chancelaient. Ce n'est pas parce qu'il n'est pas intelligent que nous n'avons pas confiance dans le premier ministre.

**Un député ministériel:** Parce qu'il n'est pas rouge.

**M. Sylvestre (Berthier):** Parce qu'il est antilibéral.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les trois quarts de mes parents sont rouges.

**M. Sylvestre (Berthier):** Le premier ministre est antilibéral et a été le partisan des Borden et des Bennett.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais!

**M. Sylvestre (Berthier):** (Avec un sourire moqueur) Vous avez oublié Sherbrooke.

(Applaudissements à gauche)

Le premier ministre a le record des coopérations. Il a coopéré avec Camillien Houde, avec le trésorier (l'honorable M. Gagnon) et avec M. Paul Gouin. Ça n'a pas duré.

(Applaudissements à gauche)

Il nous traite de rouges à Québec, rouges à Ottawa, quand le politicien prend le dessus. Ça lui arrive trop souvent lorsque se dressent de grands problèmes comme celui que nous étudions.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Il n'y a rien dans la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Un peu contrarié) Pourquoi en avoir parlé pendant deux jours, alors?

**M. Drouin (Abitibi-Est)<sup>2</sup>:** La question des relations fédérales-provinciales domine toutes les

autres, à cause de ses conséquences économiques. Les Conférences intergouvernementales ont pour but de trouver les moyens de déterminer les conditions de l'emploi, stabiliser les prix agricoles, etc., selon les désirs exprimés par les représentants des Nations unies, à San Francisco et à New York. Le premier ministre détourne la véritable question que les premiers ministres des provinces avaient à étudier, au cours de la Conférence fédérale-provinciale.

Le problème à régler, c'est de trouver les moyens de maintenir la production au Canada, au niveau atteint en 1945, de procurer aux Canadiens un emploi intégral, de remplacer la production de guerre par une production de paix, de développer les ressources naturelles et de donner au peuple de notre province et de notre pays un programme de sécurité. Le peuple s'est rendu compte, au cours de la guerre, que le gouvernement fédéral savait trouver les moyens de faire face aux situations graves. Il veut être certain qu'en temps de paix, il serait capable de faire face à n'importe quelle crise.

Le peuple de ma province veut savoir si le gouvernement fédéral, qui a trouvé de l'argent pour la guerre, en trouvera aussi pour payer des pensions de vieillesse, à 65 ans. Le cultivateur veut savoir s'il en aura pour stabiliser les prix des produits agricoles. Chacun veut savoir ce qui sera fait pour éviter le chômage, pour convertir en industrie de paix les industries de guerre, de façon à procurer de l'emploi, pour donner un essor à l'industrie minière.

Le moyen, c'est qu'entre gouvernements, on s'entende. C'est ce qui m'intéresse comme député de l'Abitibi et citoyen de ma province. Les délégués des Nations unies ont suggéré, au Canada entre autres, de s'entendre avec les provinces sur ces sujets, et c'est le but des Conférences fédérales-provinciales. Mais, au lieu d'étudier ces problèmes, le premier ministre de Québec prononce des discours patriotiques. Le premier ministre répond par un bill de façade.

Il (M. Drouin) a devant lui les rapports préparés par des comités fédéraux, composés d'économistes et d'hommes d'affaires, pour suggérer au gouvernement fédéral les moyens de maintenir les standards de vie, le niveau de la production et assurer le progrès du pays pour l'avenir.

Il faudrait, dit-il, penser à développer des territoires nouveaux dans la province de Québec et à créer des industries nouvelles au nord du lac Saint-Jean et de l'Abitibi, particulièrement. Il (M. Drouin) parle notamment de la construction d'une route jusqu'à la Baie James. Au lieu de penser aux ressources naturelles qui appellent un développement,

dit-il, le premier ministre se tourne vers l'autonomie, qui est son cheval de bataille électoral, mais sera son cheval de défaite.

À entendre sans cesse le premier ministre parler de ces questions, les gens n'ont qu'une impression: c'est que le fédéral veut avaler les provinces tout rond. Si cette loi était nécessaire pour conclure une entente, le premier ministre Drew en aurait présenté une au Parlement d'Ontario. Ce n'est pas une loi de camouflage qui sauvera l'autonomie. Le premier ministre est le plus grand expert dans l'art de détourner une question.

(Applaudissements à gauche)

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Le bill 30 est un document constitutionnel révolutionnaire, une mesure centralisatrice, un manifeste électoral. Par cette mesure, le premier ministre veut s'arroger des attributs qui, constitutionnellement, appartiennent à la Législature. Par ce bill, le chef du gouvernement veut renverser l'ordre établi et ravir au Parlement son droit d'approuver, modifier ou désapprouver les actes posés par le gouvernement. Le gouvernement veut tout centraliser entre ses mains. Il ne suffit pas de dire dans le projet de loi que le gouvernement déposera les arrêtés ministériels, parce qu'alors l'Assemblée sera dans l'obligation d'approuver ce qui aura été fait. Si le bill est accepté tel quel, cela équivaut à dire au Parlement provincial: "Vous pouvez en discuter tant que vous voudrez, mais nous n'avons pas besoin de votre approbation, car nous l'avons déjà".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour calmer les inquiétudes, c'est mon intention, lorsque nous étudierons le bill en comité plénier, d'y incorporer une clause pour dire que rien de définitif ne pourra être conclu sans la ratification préalable de la Législature. Je suis prêt à amender le bill de façon à ce que, si nous faisons une entente, elle soit soumise à la Législature, après sa conclusion.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Je suis heureux de constater que l'opposition a forcé le gouvernement à amender son bill.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** C'était décidé depuis longtemps déjà.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Je suis obligé de discuter le bill tel que je l'ai devant moi, et j'y vois un renversement de l'ordre établi. Je me refuse à accorder un mandat en blanc au premier ministre,

parce que je n'ai pas confiance en lui pour défendre notre autonomie, dit-il. Six autres provinces ont conclu des ententes dans une approbation particulière de leurs Législatures, agissant ainsi en vertu des pouvoirs ordinaires que possède l'Exécutif de chacune des provinces. Cependant, les ententes conclues, ils les ont présentées au Parlement de leurs provinces pour discussion et approbation.

Le premier ministre agit à l'opposé. Il pose des actes d'abord et, si Ottawa refuse de suivre son plan établi dans le bill, aucune entente n'est possible. La mesure actuelle tend à isoler notre province et porte un dur coup à l'unité canadienne. Le gouvernement présente un projet de loi qui lui accorde un blanc-seing dans une question aussi grave de conséquences que celle des ententes entre le pouvoir fédéral et les provinces. Le gouvernement nous dira: "Voici ce que j'ai fait, vous n'avez qu'à ratifier".

Eh bien, moi, pour un, je ne suis pas prêt à laisser l'autonomie de la province entre les mains du premier ministre, à lui faire confiance en matière d'autonomie, sachant fort bien ce qu'il a fait de l'autonomie de la cité de Verdun, au cours de la présente session.

(Applaudissements prolongés à droite)

**M. Drouin (Québec-Est):** C'est un bill de camouflage propre à jeter de la poudre aux yeux du peuple. Il y a deux écoles de pensée au sujet d'une entente avec Ottawa, dans la province: l'une est favorable à une entente avec Ottawa, parce qu'elle est de nature à maintenir un haut niveau de progrès et de vie. C'est l'opinion du Parti libéral. C'est l'école à laquelle j'appartiens. L'autre s'oppose à une entente et veut par le fait même empêcher notre prospérité. À mon avis, c'est l'école à laquelle appartient le gouvernement provincial actuel. Elle est celle de M. Drew et du premier ministre, tous deux centralisateurs à leur façon.

Le gouvernement fédéral n'a jamais imposé ses vues à notre province et on ne peut, en conséquence, accuser M. King d'être un centralisateur. Le gouvernement fédéral n'a jamais imposé ses vues aux provinces. Il leur a même facilité la voie pour leur permettre de rentrer dans les champs de taxation qu'elles occupaient auparavant. Le fait que ni Québec, ni l'Ontario, ni la Nouvelle-Écosse n'ont profité de l'offre d'Ottawa, qui permettait aux provinces de prendre jusqu'à concurrence de 5 % de l'impôt sur le revenu des particuliers, me porte à soupçonner qu'on a l'intention d'aller à Ottawa pour abandonner cette source de taxation.

Malheureusement, la Conférence d'Ottawa a fourni à certains politiciens l'occasion de combattre le gouvernement du Canada. Ils ont fait de la petite politique au lieu de travailler à la grandeur du pays.

(Vifs applaudissements à gauche)

Il (M. Drouin) se demande si le bill 30 n'a pas un but caché, celui de permettre au premier ministre de s'entendre avec les premiers ministres Drew, de l'Ontario, et Macdonald, de la Nouvelle-Écosse, pour dire à Ottawa: "Nous sommes prêts à abandonner l'impôt sur le revenu à condition que vous nous laissiez l'impôt sur les corporations".

**M. Morin (Québec-Centre):** Le bill 30 constitue une substitution du pouvoir législatif au pouvoir judiciaire, en ce qui concerne l'interprétation des textes et parce qu'il est un mandat en blanc au gouvernement. Il a été rédigé dans un esprit d'animosité envers le gouvernement fédéral. Je regrette profondément que le gouvernement de ma province fasse servir les lois à ses fins politiques et pour lancer son venin contre le gouvernement de notre pays. Je demande qu'il retire ses paroles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. L'honorable député de Québec-Centre (M. Morin) n'a pas le droit de dire cela. On n'a pas le droit d'imputer des motifs. Ce qu'il dit est faux, déplacé et particulièrement indigne d'un membre du Barreau. Qu'il retire ses paroles.

**M. Morin (Québec-Centre):** Mon intention n'était pas d'attaquer le parrain du bill. Je n'ai parlé de personne en particulier. Je m'adressais à une collectivité.

**M. l'Orateur:** À Ottawa, M. Bruce, député de Toronto, avait déclaré que le bill des allocations familiales n'était qu'un pot-de-vin. L'Orateur a voulu le forcer de retirer ses paroles et le député ayant refusé de le faire, il fut nommé et expulsé de la Chambre. Je demande au député de Québec-Centre (M. Morin) de retirer ses paroles.

**M. Morin (Québec-Centre):** Je n'ai pas voulu insulter qui que ce soit et je retire ce que j'ai dit, mais le gouvernement devrait retirer son bill.

(Ovation à gauche)

Au sujet de la Constitution, il y a deux théories aussi respectables et soutenables l'une que l'autre. Suivant l'une, la Constitution est un pacte ou un contrat. Et il y a une école de juristes, dont l'opinion est très respectable et dont fait partie

M. Louis Saint-Laurent, qui estiment que la Constitution est une loi anglaise, non un contrat, et qui ne peut être amendée que par le Parlement impérial. Ce n'est pas à la Législature, mais aux tribunaux de se prononcer entre les deux écoles.

En décrétant dans son bill que la Constitution est un pacte, le gouvernement veut prendre sur lui d'imposer une théorie selon laquelle il faudra accepter que la Constitution est un pacte, en dépit de l'opinion, parfaitement défendable, de juristes éminents, que la Constitution est une loi. Je ne crois pas que le gouvernement puisse ainsi se substituer aux tribunaux pour faire cette interprétation. La Conférence de Québec, qui a précédé la Confédération, était un compromis, et elle n'a du moins pas été vaine.

Il ne peut y avoir de système fédératif sans un pouvoir central bien établi et muni de vastes pouvoirs. Chez nous, au Canada, le pouvoir central est un État totalement souverain dans le domaine des affaires extérieures, tandis que les provinces sont également des États souverains, mais d'une souveraineté inférieure à celle du fédéral, en ce qui concerne le domaine extérieur. Si nous ne voulons pas être absorbés, devenir des épaves, il est temps pour le gouvernement de se réassocier et d'étudier sérieusement, ensemble, les moyens de procéder à une refonte de notre Constitution.

Je m'oppose au bill parce qu'il est parfaitement inutile et confère au gouvernement un blanc-seing. Ce qui me chagrine particulièrement, c'est de voir le premier ministre de notre province préférer M. Drew et M. Macdonald aux hommes politiques d'Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu des règlements et des convenances, on n'a pas le droit d'insulter le premier ministre d'une autre province, si l'on veut l'unité nationale. Le premier ministre d'une province, quel qu'il soit, a droit au respect de tout le monde dû à des Canadiens éminents. On ne peut pas les insulter, sous prétexte que leur point de vue ne correspond pas à celui de l'opposition. J'ai collaboré avec le premier ministre libéral, M. Mitchel Hepburn, et je collabore avec les premiers ministres Drew et Macdonald pour la revendication des droits provinciaux. Ce sont d'éminents Canadiens et ils méritent le respect.

**M. Morin (Québec-Centre):** (Marmonnant) M. Drew n'a pas respecté les miens, et quand on attaque les miens, on m'attaque. Je ne vois pas pourquoi Québec ne peut arriver à s'entendre avec

Ottawa. Nous faisons tous partie du système confédératif; nous sommes tous dans le même bateau.

**M. Godbout (L'Islet)**<sup>3</sup> propose l'ajournement du débat. Il (M. Godbout) demande le privilège de commencer son discours au début de la séance de l'après-midi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'y oppose.

**M. Godbout (L'Islet)** dit qu'il veut traiter du bill de façon objective. J'ai l'intention de démontrer qu'une entente entre le gouvernement fédéral et les provinces, au sujet de la fiscalité, est absolument nécessaire et qu'elle peut être faite sans aucun accroc à la Constitution et aux droits et privilèges de la province de Québec. Je veux aussi relever les remarques faites par le premier ministre et établir les raisons que nous avons de nous prononcer contre le bill. Je dirai pourquoi les libéraux devront se prononcer contre cette loi. J'ai la conviction profonde que le gouvernement fédéral est l'ami de la province de Québec.

Cependant, à entendre certains membres de la droite, Québec ne serait pas à sa place dans la Confédération. Il y a des gens qui parlent comme si, en esprit, Québec était déjà sortie de la Confédération et que le grand ennemi de la province de Québec, c'est Ottawa. Je n'ai pas du tout l'intention de défendre les intérêts et prérogatives du gouvernement central. Je n'ai pas l'intention de défendre le gouvernement fédéral, ni le premier ministre qui dirige l'administration fédérale. Je considère cette loi sous le jour des intérêts des citoyens de ma province.

Or, non seulement Québec est la plus vieille des provinces, mais elle a donné des preuves irréfutables qu'elle est l'une des principales assises de la Confédération canadienne. Elle a plus de raisons que toute autre d'y demeurer profondément attachée. Elle en est l'une des plus marquantes au point de vue de la stabilité de la population et de sa contribution à la vie économique et intellectuelle canadienne. Elle en fait la solidité. Respectueuse des droits de la minorité, elle respecte les droits égaux des deux races devant la Constitution du pays, ce qui est sa meilleure garantie de grandeur.

D'ailleurs, la population a démontré qu'elle était anxieuse de participer au progrès économique et social du Canada. Québec a démontré suffisamment son désir de coopérer avec tout le pays. Notre

province a fait assez de sacrifices pour la cause de l'unité, tant au niveau national qu'international, pour pouvoir se présenter à Ottawa sur un pied d'égalité avec les autres administrations. Québec apporte des droits égaux à l'élaboration de l'unité dans le pays et personne de ses citoyens ne voudrait la voir sortir de la Confédération. Je ne pense pas que le peuple du Québec ait jamais eu la pensée de refuser sa coopération au reste du pays.

Vouloir isoler la province des autres, la présenter comme une antagoniste pour les autres, c'est rendre un mauvais témoignage à l'esprit canadien des Canadiens français. Ce n'est pas reconnaître nous-mêmes les droits et les devoirs que nous voulons que les autres reconnaissent. Ce n'est pas reconnaître la valeur de notre province dans l'économie canadienne. C'est pour cette raison que je regrette d'entendre certains membres de la droite parler comme si nous ne vivions pas dans la Confédération et que le grand ennemi du Québec, c'est Ottawa.

Notre province constitue la pierre d'assise de cette Confédération, et le peuple ne veut refuser sa collaboration à personne, quelle que soit la langue qu'il parle ou la religion qu'il professe. Il faut donc étudier toutes les questions qui se posent ici sous l'angle d'un véritable et pur canadianisme. Nous sommes d'abord des Canadiens.

(Vifs applaudissements)

Il (M. Godbout) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), que le débat soit de nouveau ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

### Deuxième séance du 30 avril 1947

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!



**Projets de loi:****Relations  
provinciales-fédérales**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion de l'honorable premier ministre (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 30 concernant les relations provinciales-fédérales soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Godbout (L'Islet):** Si nous voulons que le Canada soit le plus beau coin du monde, qu'il reste la patrie idéale, gardons notre esprit canadien et montrons-nous les plus profondément attachés à la patrie. Faisons en sorte que, par la pureté de notre patriotisme et la sagesse de nos conseils, nous soyons un exemple pour tout le Canada. La voix de notre pays se fait entendre dans le conseil des nations, aujourd'hui, parce qu'il est uni et s'entend sur l'essentiel. Je ne suis pas de ceux qui ambitionnent pour les leurs d'habiter une réserve, cette réserve fut-elle la Mauricie. Je crois en la fécondité de la coopération des neuf provinces donnant au monde l'exemple de la largeur de vue et du respect de l'ordre.

Le Canada est uni parce que nous mettons en pratique le commandement divin de notre maître à tous, qui nous incite à nous aimer les uns les autres. Dans les grands moments de notre vie nationale, il est nécessaire de nous entendre, et mieux vaut se souvenir le moins possible de ce qui peut encore nous diviser. La législation proposée semble suggérer une entente de la province avec le gouvernement fédéral. Cependant, il serait criminel de faire croire à la génération montante que le Canada n'est pas notre patrie.

Cette entente est-elle possible? Non seulement l'entente est possible avec le reste du pays, mais elle s'impose pour la province et pour le pays tout entier! Les propositions fédérales ont été soumises à la considération des provinces et ne leur ont pas été imposées. La grande majorité des provinces les a acceptées. Elles bénéficient de millions puisés sur la population québécoise, comme sur le reste du pays. Le gouvernement fédéral offre à la province, si elle veut suspendre l'exercice de ses droits en certains domaines, une compensation de \$65,000,000.

S'il n'y a pas d'entente, cela veut dire que les millions prélevés par Ottawa dans notre province et dans le reste du pays iront dans les autres provinces,

et que nous, Québécois, nous paierons pour les autres. Dans l'entente qui s'impose, nos droits, nos prérogatives, notre autonomie, notre liberté doivent être sauvegardés. Si le premier ministre accepte ce point de vue, il pourra compter sur notre plus large coopération.

Enfin, nous avons besoin des millions d'Ottawa pour encourager l'agriculture et la colonisation. Notre peuple manquerait à sa mission, s'il tournait le dos à la terre, sa meilleure source de vie. Pourtant, la terre se meurt de sécheresse, d'abandon, et de désintéressement, de la part du gouvernement, à l'heure actuelle. Il faut que l'on ouvre des espaces nouveaux pour placer des colons, que l'on crée des moyens de communication. L'agriculture est la réserve où viennent puiser leurs grandes idées les meilleurs éléments de la population. Elle doit être développée selon les conditions modernes, et il faut donner aux colons des garanties essentielles de survie.

Il faut développer l'agriculture selon des méthodes modernes, améliorer les conditions existantes, car à moins qu'elles ne deviennent plus payantes, les fils de cultivateurs iront chercher l'aisance ailleurs. Il faut aussi mieux équiper les écoles d'agriculture, créer des stations expérimentales. Il y a de la place pour les \$65,000,000 que le gouvernement semble refuser. Notre province ne peut se dispenser de cette offre de \$65,000,000 pendant cinq ans, soit en tout \$325,000,000. Si nous le faisons, cet argent servira aux autres provinces à prendre les devants sur nous, et c'est notre jeunesse qui en souffrira. Et l'on peut, à mon avis, accepter l'offre tout en sauvegardant nos droits et nos prérogatives.

L'entente s'impose aussi pour le pays, afin de le rendre fort matériellement, puissant économiquement, et de le rendre uni. Pour cela, il doit être uni dans la concorde, la justice et la charité. Le monde se transforme sous la menace d'idéologies auxquelles nous devons à tout prix nous opposer. C'est le devoir de tous les Canadiens, de faire un Canada qui soit fort et uni devant les autres nations du monde.

À l'heure actuelle, dans les conseils de la nation, certaines nations n'ont d'oreille que pour la voix de la force, et c'est le devoir pour notre pays de parler avec une force qui s'appuiera sur sa puissance économique et son unité nationale. Et pour que notre pays soit fort, il faut qu'il soit uni. Combien de forces ne tendent-elles pas à la diviser? Quand on représente le gouvernement canadien comme un gouvernement ennemi, pense-t-on que c'est le seul moyen de faire un Canada fort?

Il (M. Godbout) reproche au député de Québec (M. Chaloult) d'avoir fait preuve d'illogisme. Le député de Québec (M. Chaloult) disait hier, pour expliquer qu'il faut parfois coopérer avec des gens qui ne pensent pas comme nous, que s'il était attaqué par un bandit, il accueillerait volontiers l'aide d'un autre bandit. Et, dans le même discours, il reprochait à son pays d'avoir coopéré avec la Russie pour battre Hitler. C'est exactement ce qui est arrivé durant la guerre. Menacés par la barbarie hitlérienne, nous avons accepté le secours d'où il venait. Nous étions menacés par un bandit, et nous avons accepté l'aide qui nous était offerte, afin d'empêcher qu'Hitler ne mette le talon sur nous. Hitler est disparu, aujourd'hui; il est à terre: c'était le premier objectif à atteindre.

Mais l'ennemi, aujourd'hui, c'est la Russie. Son idéologie est absolument opposée à la nôtre parce qu'elle va à l'encontre de tout ce qui est religieux, de nos sentiments les plus chers. Il faudra peut-être lutter contre elle de toutes les forces de la nation canadienne, et nous ne devons pas diviser nos forces. Une menace sérieuse pèse sur le monde, aujourd'hui, et c'est une raison additionnelle de conclure une entente. Nous aurons peut-être bientôt à lutter contre elle. Pour cela, il faut être fort. C'est pourquoi il faut se garder de diviser ces forces.

Il ne s'agit pas d'une question de territoire. C'est une guerre d'idéologies. La Russie est contre tout esprit chrétien, contre tout esprit religieux, contre la liberté individuelle des gens qui les empêchent même de faire le bien comme ils l'entendent, comme le désirent les véritables libéraux et les véritables démocrates. Dans un conflit possible, que la Providence nous épargnera, j'espère, mais contre lequel il faut nous préparer, c'est par l'union que nous donnerons au pays toute la force qu'il doit avoir. La Russie n'entend que la voix de la force. Préparons-nous à donner à notre pays cette force physique et morale que nous obtiendrons par la coopération des gouvernements provinciaux avec le gouvernement central.

Il y a aussi les œuvres sociales qui ne peuvent se réaliser pleinement sans coopération. Les provinces seules ne peuvent les appliquer. Voulons-nous éviter la crise qui a sévi après la Première Grande Guerre? Le gouvernement canadien le veut et le peut, avec le concours de toutes les provinces. Il y a moyen d'accepter l'offre de collaboration d'Ottawa, tout en sauvegardant l'essentiel, nos droits. Que propose Ottawa? De verser une compensation aux provinces qui veulent suspendre pour un temps déterminé l'exercice de certains droits de taxation,

qui rapportaient \$20,000,000, en 1942, et qui rapporteront actuellement \$32,000,000 avec le changement des taxes, mais sans déterminer en aucune manière la façon dont l'argent devra être dépensé.

Le fédéral offre en compensation \$65,000,000. L'entente n'est que pour un temps défini, le temps où l'union s'impose le plus. Chaque province reste absolument libre d'utiliser comme elle l'entend les millions qu'on lui offre. Il n'y a donc là aucune intrusion du gouvernement fédéral dans les domaines réservés aux provinces. Le fédéral ne s'immiscera nullement dans nos affaires. Nous reprendrons l'exercice de tous nos droits quand nous le voudrons. Du moment que nous sauvons l'essentiel, pouvons-nous refuser cela à notre jeunesse?

Remarquez que, pour rien au monde, je ne voudrais que pour de l'argent on fasse la moindre brèche à notre autorité souveraine dans les domaines qui sont les nôtres. Pour rien au monde, je serais prêt à céder une parcelle de nos droits. Mais s'il y a moyen de tout sauvegarder, il serait criminel de refuser de faire une entente sur cette base et de priver la population du Québec des millions qui lui reviennent. Si cette autonomie est sauvegardée, il serait criminel de ne pas accepter ces \$65,000,000, quand notre province est toute à développer.

Notre province est riche en ressources. La province possède des ressources naturelles immenses, des richesses intellectuelles encore en friche qui ne demandent qu'à être exploitées. Nous avons la jeune génération d'hommes la plus vaillante, la plus ambitieuse du Canada, qui a de l'idéal; et pour la préparer aux grandes tâches de l'avenir, il faut développer nos œuvres d'éducation. La jeune génération est composée d'hommes plus valeureux que celle qui monte ailleurs.

Notre jeunesse est peut-être un peu brouillonne. Qu'elle le reste. Elle veut se faire valoir et se préparer à l'avenir. On n'a pas le droit de refuser \$65,000,000 quand il y a tant à faire dans le domaine de l'éducation, quand on pourrait apporter une aide efficace et généreuse à nos universités. Nos universités sont prêtes à accomplir leur tâche. Il leur faut les moyens. Que comptent les bouts de chemins en regard de la préparation de la jeunesse?

Nos œuvres spirituelles, l'éducation, l'agriculture, tout cela ne peut grandir qu'à la condition que nous ayons la puissance économique. Nos ressources naturelles sont à peu près inexploitées, et il ne faut pas attendre que les étrangers viennent les développer pour nous. Dans ce domaine, j'ambitionne le rang de "commandeurs de

l'industrie" pour les nôtres, de leaders, et non de porteurs d'eau. Autrement, l'étranger viendra ici prendre une place qui nous revient de droit, et les nôtres ne pourront pas grandir.

On dit que, quand Ottawa entre dans un champ de taxation, il n'est pas facile de l'en faire sortir parce que le fédéral ne voudra plus s'en départir. Je donne au gouvernement un moyen de remédier à cela: il s'agit de mettre un terme absolu à l'entente, de déterminer d'avance qu'après cinq ans, l'entente tombera automatiquement. Ce sera \$325,000,000 qu'on nous versera en cinq ans pour développer notre province.

Si nous n'acceptons pas, n'est-il pas à craindre que les autres provinces ne prennent le pas sur nous? Il est temps pour le premier ministre d'obtenir des réformes au point de vue fiscal. Et on contribuerait en même temps à tous les argents que l'on dépenserait dans les autres provinces, pour prendre de l'avance sur Québec? Mais qui soldera la note en définitive? La jeunesse. J'affirme donc que l'essentiel peut être sauvé.

Le premier ministre demande d'être envoyé à Ottawa pour s'entendre, mais, il a pris une heure et demie de son discours, hier, pour affirmer qu'il ne cédera rien à Ottawa: "Personne ne veut céder une parcelle de nos droits à aucune puissance et à aucun groupement d'hommes". D'avance, il proclame qu'il va parler sur un ton qui ne sera pas entendu, qu'il ne louera rien, qu'il ne cédera rien. Ce n'est pas une façon de préparer les voies à une entente.

Le premier ministre se plaint des empiètements d'Ottawa dans la radio, les assurances, la taxe directe, les successions. Mais que fait-il pour défendre nos droits? Rien. Le premier ministre n'a pris aucun moyen constitutionnel pour combattre les empiètements du fédéral dans les domaines où la province est souveraine. Ce n'est pas par des phrases grandiloquentes qu'on réglera le problème. Le premier ministre enfonce des portes ouvertes, quand il dit qu'il ne céderait jamais la plus petite de nos prérogatives.

Tout le monde pense ainsi. Pas un libéral ne consentirait à céder la plus petite parcelle de nos prérogatives. Quelle force additionnelle lui donnera cette loi?

Quand le premier ministre dit que personne ne peut toucher au pacte sacré de la Confédération sans le consentement des quatre parties contractantes, il a raison. Il a raison, en principe, de dire que la Constitution résulte d'un pacte sacré auquel on ne peut déroger sans le consentement des parties contractantes. Je veux, comme lui, que le

pacte d'honneur soit respecté. Mais les meilleurs légistes, il y en a un à sa droite<sup>4</sup>, disent que la Constitution ne garantit pas complètement nos droits, peut être changée. Le pacte confédératif a besoin d'être rajeuni, est désuet et retardataire.

En fait, des amendements ont été apportés à plusieurs reprises sans le consentement des provinces. Le fédéral a commencé à amender la Constitution 10 ans après la signature du pacte. Le premier ministre n'a donc pas été pris par surprise. La Constitution a été mise au monde comme une législation ordinaire par le Parlement de Westminster, et en dehors de l'article 92 qui réserve nos droits, il n'y a pas une disposition dans cette loi qui nous protège contre des amendements possibles.

Je défie le premier ministre de dire le contraire. Quelle force de plus va lui donner le mandat en blanc qu'il demande? Il faut être pratique. Je veux bien que l'honneur soit une meilleure garantie que la lettre. Mais, pendant qu'il en est temps encore, alors que nous vivons avec les contemporains des fils des Pères de la Confédération, que la population est encore imbue des principes qui ont présidé à la signature de la Confédération, c'est le temps pour le premier ministre d'obtenir que l'on nous garantisse contre d'autres changements sans notre volonté, qu'on protège les droits essentiels que nous a donnés la Confédération.

Je veux empêcher le fédéral d'empiéter sur nos droits. Je demande au premier ministre d'obtenir que l'on nous garantisse contre d'autres changements qui pourraient être faits sans notre volonté. Une occasion se présente actuellement, occasion qui ne s'offrira peut-être plus d'ici un demi-siècle, de corriger ce défaut, de garantir l'essentiel de la Confédération et de s'opposer à tout amendement à la Constitution qui viendrait à l'encontre de leurs intérêts. Voilà de l'autonomisme pratique. C'est le temps de nous entendre pour apporter à la Constitution les amendements nécessaires à la garantie de notre autonomie et de faire un Canada uni et fort.

Avant une possibilité de conflit, c'est le temps d'obtenir les changements qui nous assureront une garantie certaine. C'est le temps de l'obtenir en échange de ce qu'on nous demande. Nous voulons que le pacte confédératif soit clarifié, que l'article 92 donne des garanties intangibles aux générations futures. Le gouvernement laissera-t-il passer cette occasion? Demain, dans 25, 50 ans ou 100 ans, il sera trop tard pour corriger ce défaut. Si le premier ministre accepte ce point de vue, nous lui donnerons notre entière coopération.

Il faut obtenir des amendements avant qu'une autre génération ait tout à fait oublié l'esprit qui a présidé à la rédaction de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

Mais on préfère brandir l'étendard énigmatique de l'autonomie. Si, au cri de l'autonomie, on refuse à la population de cette province de remplacer une garantie illusoire de certains droits par une garantie certaine, elle n'endurera pas cela. L'autonomie est un drapeau sacré et il est criminel de s'en draper pour servir ses petits intérêts politiques. À crier toujours à l'autonomie, quand le fédéral crée des œuvres sociales et nous donne huit députés de plus, on fera mépriser ce mot, on endormira le peuple.

Et demain, quand le loup sera à la porte, le peuple ne s'en apercevra pas, parce qu'on l'aura endormi par de fausses alarmes. Se servir de l'autonomie pour des fins politiques, c'est criminel. Le parti qui pousse pareils cris deviendra la risée de toute la population. Croyez-vous que la population va endurer longtemps qu'on la prive de tout, sous prétexte d'autonomie?

Le bill constitue un mandat en blanc pour aller, à Ottawa, traiter au nom de la province. La bureaucratie fédérale est certainement fédéraliste pour ne pas dire centralisatrice. Mais, pour défendre la démocratie contre cela, il présente un projet de loi qui foule aux pieds la démocratie. Il nie les principes mêmes de notre démocratie. À la Chambre, les députés ont des droits et des devoirs égaux, et quand on leur demande de voter une loi qui compromettra à jamais l'avenir économique des nôtres, sans dire comment on veut procéder, on empiète sur ces droits. C'est tout l'avenir de notre pays qui est engagé.

Et l'on vient nous demander de signer ça en blanc, sans aucune garantie quelconque. S'il y a un gouvernement qui a donné à la population canadienne l'exemple du mépris de l'autonomie de tout ce qui n'est pas provincial, c'est celui qui me fait face. Il s'en fiche, chez lui, de l'autonomie. Il s'oppose à ce que notre pays mette fin aux vestiges de colonialisme en nous donnant le droit d'être jugés en dernier ressort dans notre pays; il met le grappin sur les commissions scolaires; il est dirigé par des hommes qui proposaient à la Législature, quand M. Bennett violait l'autorité des provinces, de se courber sous le dictateur et de tout accepter.

Ce sont les membres de ce même gouvernement qui proposaient à la Législature d'approuver les lois *ultra vires* présentées par Lord Bennett à Ottawa en 1935. Quelles garanties nous offre un pareil gouvernement? Ce gouvernement ne me donne pas la garantie de l'autonomie, qui est le

droit de se gouverner soi-même dans le bien. Jamais un gouvernement n'a montré autant d'esprit dictatorial.

Cette loi est un trompe-l'œil. D'ailleurs, le premier ministre n'a pas besoin de l'autorisation de la Chambre pour aller discuter avec Ottawa. Si les ententes faites doivent être ratifiées par la Législature, le bill devient absolument inutile. Car rien n'empêche le premier ministre de négocier. Il n'a pas besoin de l'autorisation de la Législature pour discuter avec Ottawa.

Dans la barque du pays, il y a actuellement trois matelots: MM. le premier ministre (l'honorable M. Duplessis), Drew et MacDonald, qui rament à rebours du courant, qui empêchent le navire canadien dans sa marche, en une période grave de l'histoire où il nous faut lutter contre l'exécrable idéologie russe. Ne sommes-nous pas intéressés comme les autres à ce que la barque puisse remonter le courant, traverser les obstacles et arriver à bon port?

Le député de Québec (M. Chaloult) demande au gouvernement de s'allier à MM. Drew et MacDonald, plutôt que de s'entendre avec M. King. Je ne puis comprendre une telle proposition. Pour combattre notre ami, M. King, nous allons nous allier à un homme qui dit que nous sommes d'une race inférieure, à un homme qui crache à la figure des Canadiens français depuis 10 ans? Aucun Canadien qui a le cœur à la bonne place ne peut voter pour ce projet de loi.

(Vifs applaudissements, ovation à gauche)

Il (M. Godbout) propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Dansereau), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant favorable à une entente fédérale-provinciale pour le partage des impôts et la sauvegarde de l'autonomie provinciale, refuse d'approuver le bill 30 intitulé: Loi concernant les relations provinciales-fédérales, parce qu'il autoriserait le gouvernement de la province à conclure définitivement une telle entente sans la soumettre aux représentants du peuple et qu'il priverait ainsi ces derniers de leur prérogative fondamentale, celle de contrôler les finances de la province."

(Ovation à gauche)

M. Lemieux (Beauharnois)<sup>5</sup> partage l'avis du premier ministre que l'acte de la Confédération est un pacte. Il met en lumière le fait français et note que nos ancêtres, en exigeant qu'on fasse une

Confédération, au lieu d'une union législative, ont obtenu un compromis. Ils ne voulaient pas être obligés de se laisser conduire par la majorité anglo-protestante du pays. L'autonomie qu'ils ont alors conquise est aujourd'hui menacée dans la lutte entre deux idéologies: la centralisatrice et l'autre.

L'exposé constitutionnel du préambule du bill, dit-il, nous va adéquatement. Nous partageons sur ce point les vues du gouvernement. Mais les lois ne sont pas faites uniquement de préambules. Les pouvoirs demandés par le gouvernement sont exorbitants. Les députés ont droit de regard sur les actions du gouvernement. Nous ne sommes pas suffisamment éclairés. Il est toujours dangereux d'accorder des mandats en blanc.

Je ne m'oppose pas à une entente avec Ottawa, mais je veux que cette entente ne soit pas faite sur le dos de la province de Québec. Voilà: nous voulons savoir sur quoi portera cette entente. Cependant, nous ne sommes pas opposés au principe d'une entente, nous voterons en faveur de la deuxième lecture.

**M. Chaloult (Québec)** expose ses positions. Il votera contre l'amendement Godbout et pour la deuxième lecture du bill, pour signifier sa réprobation de l'attitude abdicataire de l'opposition, sur la question des relations fédérales-provinciales. Il accuse le chef de l'opposition de s'être de nouveau solidarisé avec Ottawa et d'avoir défendu sans réserve M. King. Si M. Drew a pu prononcer des paroles contre les Canadiens français, dit-il, M. King est allé plus loin que quiconque en posant des actes qui sont des crachats nombreux contre les Canadiens français et qui veut maintenant nous donner le baiser de Judas.

Il (M. Chaloult) reproche à M. King d'avoir lancé le Canada dans la guerre, d'avoir réduit notre représentation, de nous avoir refusé notre part des emplois fédéraux et de tenter de nous noyer par l'immigration. Jamais Borden et Meighen n'ont fait le dixième de King contre les Canadiens français. À la suite de l'amendement du premier ministre, je voterai le bill en deuxième et troisième lecture.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne mets pas en doute la bonne foi et la sincérité du chef de l'opposition, mais après avoir dit que nous avons de grandes ressources, il est prêt à les céder pour \$65,000,000. Il parle comme les centralisateurs. Nous ne voulons pas une entente séparée, mais une conférence de toutes les provinces pour faire disparaître les doutes, en un mot, pour faire ce qui a

été fait lors de la Confédération. Je suis prêt à m'entendre avec n'importe quel gouvernement. La loi est présentée pour calmer les alarmes.

Il s'agit d'une question vitale, d'un problème d'importance nationale et primordiale. Les intérêts partisans, les considérations de couleur politique sont bien minimes à côté de l'ampleur de la question soumise à la Chambre. Quand j'ai présenté le projet de loi, j'ai voulu m'en tenir à la plus grande objectivité. Il (l'honorable M. Duplessis) dit qu'il avait pris la précaution de ne faire aucune allusion politique, et il est bien désappointé de voir l'opposition subordonner les intérêts supérieurs de la province et de la race aux intérêts d'un parti politique.

Du côté de l'Union nationale, nous plaçons l'attachement à la patrie avant l'attachement au parti. Dans le passé, nous avons payé bien cher l'engouement pour les couleurs politiques. Lorsque la situation était plus facile, cet état d'esprit pouvait s'expliquer. Aujourd'hui, cet engouement ne peut plus se tolérer. Alors que nous sommes à la croisée des chemins de l'avenir, à une heure tragique de l'histoire, le fanatisme politique équivaldrait à la pire trahison.

Que demande la présente loi? Nous sommes présentement en deuxième lecture. Il ne peut être question que du principe de la loi. Le bill demande d'affirmer dans un Statut public l'attitude de la province, ses convictions, ses droits et ses libertés. Y a-t-il du mal à cela? Y a-t-il un homme de cœur qui peut voter contre cela? Cette affirmation de droits, de saison en tout temps, est plus essentielle que jamais, car il se trouve des gens en autorité pour les nier et les renier. Il est temps de les affirmer dans un Statut public.

Que demande encore la loi? Elle demande d'autoriser le gouvernement à conclure des ententes avec le fédéral, pourvu que ces ententes soient justes et constitutionnelles et respectent le droit de tous les intéressés. Peut-on s'objecter à cela, aussi? Y a-t-il du mal à cela? Y a-t-il un homme de cœur qui peut voter contre cela? Et pourtant, qu'a fait l'opposition officielle? Elle a multiplié les discours et les contradictions. Si la loi est inutile, pourquoi douze discours d'une heure, tous remplis de contradictions? Il ressort, de tous ces discours et contradictions, le désir de subordonner les intérêts supérieurs de la province et de la race aux intérêts d'un parti politique.

On prétend que je ne veux pas m'entendre avec Ottawa, et on ajoute tout aussitôt que je demande trop de pouvoirs pour aller m'entendre. Où

est la logique? Cela ne marche pas ensemble. Tant il est vrai que l'abdication, l'abandon et la partisanerie sont les ennemis de la logique, du bon sens et du patriotisme bien compris. Tous ceux qui sont en faveur de la centralisation commencent par dire qu'ils favorisent l'autonomie.

Le chef de l'opposition a prononcé un discours comme j'en ai entendu de la part de ceux qui veulent la centralisation. Le meilleur moyen d'aimer sa province, c'est de conserver ses droits. On parle de l'argent d'Ottawa. La province n'a pas à quémander, parce que l'argent des taxes, ce n'est pas l'argent d'Ottawa, c'est l'argent du peuple. Il ne faut pas s'imaginer que l'argent des taxes, c'est l'argent d'Ottawa.

(Applaudissements à droite)

Nous voulons une législation sociale faite à Québec, pour Québec, et non une législation sociale faite à Ottawa contre Québec. Nous voulons de belles universités, mais soutenues par l'argent de Québec. L'opposition devrait réaliser qu'Ottawa travaille de plus en plus à centraliser et à nous enlever nos droits et notre autonomie. Nous ne sommes pas pour tarir nos sources de revenus, en faveur de gens qui veulent s'emparer de l'éducation, qui multiplient les efforts en vue de la centralisation. L'autonomie, c'est le droit de faire des lois à Québec, par Québec et pour Québec, d'administrer nos affaires sans tuteur et curateur.

Nous avons atteint notre majorité et nous n'avons pas besoin de la tutelle d'Ottawa. Pour administrer d'après les principes de notre autonomie, il faut des revenus, et c'est précisément cela qu'Ottawa veut nous enlever. À l'heure où il faut la collaboration, les libéraux d'en face prêchent la dissension et la division et insultent deux premiers ministres qui ne partagent ni la même langue, ni la même religion.

Aujourd'hui, nous avons des problèmes comme en ont eu les Pères de la Confédération. Au lieu de coopérer avec ceux qui sont appelés à les régler, on les attaque. On devrait prendre exemple sur les Pères de la Confédération, qui étaient des adversaires politiques irréductibles, mais qui ont fait trêve à leurs luttes dans l'intérêt de la patrie. Ils ont donné un exemple de coopération et de bonne entente. C'est un organisme de ce genre qu'il nous faudrait à l'heure actuelle. Présentement, Ottawa tente de diviser pour régner.

Il n'y a pas eu pire insulteur de la race et de la religion que M. T-D. Bouchard<sup>6</sup>.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il est parti.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Oui, mais il a été nommé sénateur par M. King.

Il (l'honorable M. Duplessis) dit qu'il ne veut pas d'entente séparée et entend procéder au grand jour. Nous sommes en faveur d'une Conférence, dit-il. Les ententes séparées ont été inventées par les centralisateurs pour arriver à leur but. À la prochaine Conférence, nous allons éliminer tous les doutes en ce qui regarde la taxation, faire reconnaître les droits respectifs du fédéral et des provinces. Nous allons faire exactement ce qui s'est fait quand la Constitution est venue au monde, en 1867.

Nos amis, les libéraux, ont l'air de croire que le patriotisme est l'apanage d'un seul parti. Il ne s'agit pas pour Québec d'une question de parti. Les questions en jeu sont trop graves. Il (l'honorable M. Duplessis) reproche à Ottawa de partir du principe que tout lui appartient. Pour ma part, je ne regarderai jamais les couleurs politiques, quand il s'agira de collaborer dans l'intérêt de la province.

Ce sont les autorités fédérales qui ont provoqué continuellement. Nous allons obtenir ce qui nous appartient. Nous gagnerons quelque chose en nous tenant debout, non en nous accrochant à un parti politique. Nous sommes prêts à conclure une entente juste et constitutionnelle avec n'importe quel gouvernement.

Dans la préparation d'une entente intergouvernementale, ce ne sont pas les partis politiques qui délibèrent, mais les gouvernants. La loi actuelle est présentée dans un but de sincère collaboration. Et pour calmer les inquiétudes de ceux qui peuvent encore en avoir, je vais, en comité plénier, apporter un amendement disant que rien de définitif ne sera fait sans avoir reçu l'approbation de la Législature.

**Des députés opposionnistes:** Le gouvernement demande un mandat en blanc.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition actuel a été chef d'un gouvernement qui a multiplié les contrats en blanc. Il (l'honorable M. Duplessis) cite plusieurs lois qui ont été votées et dans lesquelles, dit-il, on accordait un contrat en blanc. Ces gens-là ont tort de jeter des pierres. Nous demandons un pouvoir bien défini. C'est indiqué dans le préambule. Et, malgré cela, nous allons apporter un amendement.

Un écrivain français a dit: "Un peuple habitué aux grandes actions ne doit pas s'abaisser aux soumissions, à l'assimilation et à l'esclavage". Encore une fois, notre politique est coopération toujours, assimilation jamais!

(Applaudissements à droite)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** On n'est pas plus avancé qu'hier. Les ententes de 1942 ont été faites à une époque particulière de notre histoire. Dans ce temps-là, si le premier ministre actuel avait été premier ministre, il n'aurait fait autre chose que de signer cette entente. Il la critiquait dans l'opposition, mais il est assez patriote pour penser à la nécessité qu'il y avait, dans le temps, de signer cette entente.

Le député de Québec (M. Chaloult) attaque M. King. Il manque de logique. Il compare le premier ministre à Judas et autorise quand même le premier ministre québécois à aller conclure une entente avec un Judas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Ce n'est pas sérieux.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Évidemment, ce n'est pas sérieux, mais c'est vrai... Lorsqu'on n'a pas confiance dans un homme, on ne va pas conférer avec lui. Si le premier ministre avait voulu mettre cette question au-dessus de la politique, il aurait invité des représentants de tous les partis à l'accompagner à Ottawa. Le premier ministre a manifesté clairement qu'il n'a aucune confiance en M. King. Il est illogique de vouloir aller conclure une entente avec un tel homme. Le premier ministre a fait un beau discours, mais nous ne sommes pas plus avancés.

"Faisons l'union sacrée", dit-il. Oui, mais pourvu que ce soit dans l'intérêt de l'Union nationale. Le premier ministre a dit, hier: "M. King ne veut pas me donner une nouvelle Conférence", et aujourd'hui, il nous fait voter une loi pour en demander une. Il veut l'entente cordiale et, du même souffle, il nous qualifie de traîtres et d'abdicateurs. Il est en faveur de l'union sacrée, pourvu que ce soit en faveur de l'Union nationale.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il peut s'amender, M. King.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande à l'opposition de ne pas faire de politique sur la question de l'autonomie.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Nous sommes prêts à coopérer avec le premier ministre, mais nous nous opposons à ce que le gouvernement refuse des octrois aux municipalités qui refusent d'adopter, à la demande de ses organisateurs politiques, des résolutions proclamant qu'il est un grand homme.

Certains organisateurs de l'Union nationale ont envoyé des blancs de résolutions, préparés à l'avance, à tous les conseils municipaux pour leur demander de féliciter le premier ministre de son attitude et de dire qu'il est un grand homme. Il veut l'entente cordiale et, du même souffle, il nous qualifie de traîtres et d'abdicateurs.

(Applaudissements à gauche et tumulte à droite)

En amendant son bill de façon à soumettre les ententes à la Législature pour ratification, le premier ministre capitule devant l'opposition, comme il a capitulé sur la question des appels au Conseil privé.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 28.

**Contre:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robison, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 49.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
La deuxième lecture est adoptée par le même vote renversé.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est le gouvernement qui sera renversé.

La motion principale "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette,

Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatien, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 49.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 28.

Ainsi, la motion principale est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 8 h 30, ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 30 avril 1947

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Relations provinciales-fédérales

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 30 concernant les relations provinciales-fédérales.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité<sup>7</sup>:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Godbout (L'Islet), M. Bienvenue (Bellechasse), M. Francoeur (Montréal-Mercier), M. Lemieux (Beauharnois) et M. Chalout (Québec)** poursuivent la discussion sur un ton familier<sup>8</sup>.

**M. Godbout (L'Islet)**, pour assurer plus de liberté aux expressions d'opinions, demande aux journalistes d'observer de la discrétion sur certains échanges de vues au sujet des provinces et du pouvoir central<sup>9</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** se dit prêt à reprendre les pourparlers intergouvernementaux, en séance plénière, et dans le même esprit de collaboration bien comprise, mais aussi de fermeté sur le maintien des droits provinciaux.

**Des députés oppositionnistes** posent des questions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne serait pas diplomatique de révéler au public le jeu de la province de Québec, de mettre cartes sur table, à ce stade des négociations.

**Un député de l'opposition** pose une question au premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** se déclare favorable à une Conférence plénière des représentants d'Ottawa et des neuf gouvernements provinciaux et est prêt à aller à Halifax, même pour la tenue de cette Conférence. Mais si on préfère Ottawa, je suis prêt à aller à Ottawa.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quand allez-vous y aller?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis pas un quêteux d'invitations. J'attends l'appel. Il n'y a qu'un seul moyen de régler la question, dit-il, c'est de nous montrer fermes et courtois.

**M. Godbout (L'Islet):** Mais avec cette attitude ferme et courtoise, le premier ministre va faire perdre \$65,000,000 par année à la province.



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition est-il prêt à signer l'entente avec Ottawa, actuellement?

**M. Godbout (L'Islet):** On ne me fera pas me prononcer sur une chose que je ne connais pas.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Les arrêtés ministériels adoptés en vertu de la présente loi devront être déposés immédiatement après leur adoption, si la Législature est alors en session, autrement, dans les quinze premiers jours de la session suivante."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** remplace l'article 3 par la disposition suivante:

"3. Toute entente prévue à la présente loi sera soumise, avant de devenir définitive, à l'approbation de la Législature.

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

L'article 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** apprécie de voir que les groupes d'opposition accordent leur consentement.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** lui rappelle que ce changement d'attitude est attribuable au changement de cap du gouvernement, non à quelque réorientation de la part de l'opposition.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 30 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé<sup>10</sup>.

#### **Hydro-Québec et la Montreal Light, Heat & Power Consolidated**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 79 concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la Montreal

Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

Il (l'honorable M. Duplessis) remercie l'honorable ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) du travail qu'il s'est imposé pour trouver une solution au problème, de même qu'il exprime sa gratitude à l'honorable ministre intérimaire des Terres et Forêts (l'honorable M. Lorrain), qui a assumé des responsabilités, en plus du travail dans son propre département, pour le concours qu'il a apporté au règlement de la question.

Le gouvernement considère justes les conditions de l'acquisition de la compagnie, très avantageuses pour la province et la Commission hydroélectrique. Le règlement de la question comporte plusieurs avantages pour la stabilisation des affaires de la province et ne cause d'injustice à personne. Il protège les intérêts de la province, sans créer d'injustice pour qui que ce soit. Il (l'honorable M. Duplessis) rend hommage aux membres de l'Hydro-Québec. Elle a sauvé \$2,500,000 annuellement à la province, en faisant un échange de débentures.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait l'historique des négociations qui ont eu lieu entre le gouvernement et la compagnie, sur la formation de l'Hydro-Québec, sur le départ du sénateur Damien Bouchard, de la nomination d'un comité d'arbitrage qui consacrait les droits de la province dans le règlement des questions qui concernent ses ressources naturelles, et de l'offre faite plus récemment de \$25 l'action aux actionnaires de la Montreal, Light, Heat & Power.

En 1944, le gouvernement du temps expropriait la Montreal, Light, Heat & Power Consolidated de ses actions physiques, sans conclure d'arrangement quant au paiement des actionnaires. Il a été défait la même année, et à l'arrivée de la nouvelle administration, à la session de 1945, celle-ci amenda la loi en mandant un comité d'arbitrage de fixer un prix. Les travaux de ce comité ont cependant été interrompus par des procédures judiciaires engagées sous le prétexte que L.-E. Potvin, étant également président de la Commission de l'Hydro, ne pouvait faire partie du comité. Tout cela a abouti à une analyse partielle des affaires de la Commission. Des experts se sont présentés devant le comité

d'arbitrage, et il fut estimé préférable de faire l'acquisition des actions de l'Hydro pour un montant de \$25 l'action ou de proposer une remise de débetures à 2 % d'intérêt.

On sait que la province a récemment offert \$25 par action aux actionnaires de la compagnie, ou bien de leur remettre en échange des débetures portant intérêt à 2 %. L'offre de la province a été acceptée par 83.5 % des actionnaires. Parmi le 17 % des actionnaires restant, certains ne pouvaient accepter, étant donné qu'ils détenaient les actions en tant que fiduciaires, sous testaments, en vertu de dons ou encore comme administrateurs. Le bill leur donne la possibilité d'accepter le \$25 et d'investir l'argent dans d'autres titres. Toujours sur ce 17 %, d'autres actionnaires, qui sont des Américains, ne peuvent pas recevoir de débetures, puisque la transaction doit passer par la Securities Exchange Commission of the United States. Ils seront donc eux aussi payés en espèces.

Le but de la loi est de liquider toutes les compagnies, d'annuler les chartes des compagnies et de fiche dehors les directeurs qui s'agrippent à leur poste en dépit des convenances, quand la majorité des actionnaires, en vendant ses obligations au gouvernement, a signifié à ces directeurs qu'elle n'a plus confiance en eux. La loi met aussi dehors tous les directeurs des compagnies filiales.

L'Hydro a réalisé des transactions profitables à Montréal et à la province, en remplaçant toutes les débetures à rendement moyen de 4.13 % par des débetures à 2.47 %, soit une économie de \$2,497,436.25. On demande à la Législature de donner la garantie de la province aux débetures émises par la Commission, avec lesquelles seront achetées les actions de la compagnie. Le but est d'éteindre la dette, chaque année. La loi fait aussi disparaître la fiducie entre les mains du Montreal Trust Company.

Il (l'honorable M. Duplessis) explique que la Montreal Light, Heat & Power Consolidated est une compagnie mère qui a plusieurs enfants. Voilà pourquoi les commissaires de l'Hydro en sont venus à la conclusion qu'il était préférable d'acquérir les actions pour obtenir le plein contrôle de l'entreprise. En acquérant les actions, dit-il, nous réglons des difficultés considérables, nous stabilisons les affaires de l'Hydro-Québec et celles de la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que, suivant les dispositions de l'article 12 de la loi qui accompagne la présente résolution, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement en capital et intérêt, y compris les primes de rachat, le cas échéant, des obligations de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated qui ne sont pas rachetables avant échéance, et que cette garantie tiendra lieu de toutes les garanties prévues à l'acte de fiducie.

**M. Chaloult (Québec)** entend répondre aux deux questions suivantes: 1. Était-il opportun d'acquérir les actions? 2. Le prix de \$25 est-il un juste prix? Il (M. Chaloult) retrace l'historique de la capitalisation de la Montreal Power. On n'avait certainement pas exagéré quand on avait qualifié de banditisme et de brigandages les manipulations qui ont été opérées, soutient-il.

La nationalisation est un mal en soi, mais elle peut devenir nécessaire. Tel fut le cas de la Montreal Power, et j'ai approuvé, en 1944, le principe de la nationalisation de cette compagnie. Relativement aux détenteurs de bonne foi, je ne suis pas d'opinion qu'il faille les prendre en pitié outre mesure. À tout événement, il n'appartient pas à l'État de les rembourser, s'ils se sont fait voler. Autrement, ce sont les consommateurs d'électricité qui devraient se porter garants des vols multiples.

Il (M. Chaloult) résume la situation. Il y a présentement 600,000 actions, comportant une mise de fonds de \$25,000,000 et pour lesquelles on accordera \$15,000,000, soit \$10,000,000 de moins que la mise de fonds, dit-il. Il y a aussi 3,800,000 actions, sans mise de fonds aucune et pour lesquelles on accordera \$97,000,000. Les détenteurs ont déjà reçu en dividendes \$97,000,000. Or, la province paiera \$97,000,000 pour de l'eau. Elle paie \$97,000,000 pour du stock mouillé et cela nuira à la réduction des taux, à Montréal.

La province fait un mauvais marché et elle ne devrait pas payer \$25. Il (M. Chaloult) s'en tient à la proposition qu'il a formulée déjà, à savoir que la province devrait tenir une enquête sur la capitalisation de la Montreal Power, pour trouver les coupables, les punir, s'emparer de leurs biens et jeter en prison ou au pénitencier, dit-il, tous ces magnats de la finance qui continuent les mêmes procédés dans d'autres compagnies.

Il (M. Chaloult) fait une étude de la capitalisation de la compagnie. De \$10,000,000 qu'elle était au début, dit-il, elle est montée à \$64,000,000 en 1926, puis la compagnie a fait des finances diverses ajoutant par deux fois \$32,000,000. On a remis ensuite aux actionnaires trois fois leur mise de fonds avec de l'argent provenant du public par la vente d'obligations. Un fait qu'il faut particulièrement réprouver, c'est la perte de \$17,000,000 de l'argent des actionnaires dans des spéculations sur le marché de New York. Ceux qui ont acheté des actions de la compagnie ont été des dupes et ils doivent en subir les conséquences. Ce n'est pas à la collectivité de payer pour eux.

Il est impossible d'effectuer un règlement juste. Il (M. Chaloult) réclame une enquête pour trouver les coupables, les punir, s'emparer de leurs biens, dédommager ceux qui doivent être dédommagés. L'État, dit-il, ne doit pas payer pour l'exploitation faite par les directeurs. La présente loi fait assumer à l'Hydro-Québec une charge de plus de \$100,000,000 et, comme conséquence, les taux ne pourront être abaissés comme ils le devraient. La province fait un mauvais marché. Elle ne devrait pas payer \$25. Quant à l'opportunité d'acheter les actions, je pose simplement la question. C'est la conséquence des actes posés dans le passé.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** se déclare heureux des résultats avantageux obtenus par l'Hydro dans ses transactions. Le gouvernement a raison, aussi, dit-il, de liquider les compagnies et de renvoyer les directeurs qui n'ont plus leur raison d'être. Au sujet du prix payé, il est désappointé de constater que le gouvernement n'ait pas jugé à propos d'apporter en Chambre les rapports des experts sur lesquels a été fondée la décision de l'Hydro et du gouvernement. Il a confiance en l'opinion des experts, et si ce sont eux qui ont fixé à \$25 le prix d'achat des actions, il ne critiquera pas.

Le projet de loi actuel est la conséquence de celui que j'ai eu l'honneur de présenter moi-même, en 1944, dit-il. Dans la loi de 1944 adoptée par le gouvernement Godbout, pour créer l'Hydro-Québec, il y avait tout ce qu'il fallait pour acheter les actions de la compagnie, au lieu d'en exproprier l'action physique, et pour faire disparaître la compagnie. Le gouvernement actuel a amendé cette loi pour créer un comité d'arbitrage. L'amendement n'a servi à rien, sinon à retarder le paiement dû aux actionnaires. Et l'on est revenu en somme à notre loi de 1944, que l'on qualifiait alors de bolchévique et de confiscatoire.

J'espère qu'on reviendra aussi aux principes posés en 1944 en vertu desquels les profits doivent, non pas être encaissés par le Trésor de la province, mais remis aux usagers sous forme de réduction de taux.

C'est mon chef, qui a posé le geste libérateur pour la ville de Montréal. L'œuvre du Parti libéral subsiste et elle servira à développer l'industrie de la ville de Montréal, qui est le plus bel actif de la province de Québec. Il (M. Hamel) formule le regret qu'il y ait eu retard au règlement final de cette affaire. On voulait affamer les actionnaires, dit-il.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

La séance est levée à 11 h 30.

### NOTES

1. Voir les questions posées à la séance du 28 avril 1947.

2. Au dire de *The Gazette* du 1<sup>er</sup> mai 1947, à la page 1: "L'Orateur intervient à plusieurs reprises pour ramener M. Drouin sur le sujet du bill."

3. Il est alors 1 heure moins 5. L'allocution de M. Godbout dure 5 minutes, selon *L'Événement-Journal* du 1<sup>er</sup> mai 1947, à la page 11.

4. M. Gagnon est assis à la droite du premier ministre.

5. M. Lemieux s'adresse à la Chambre en l'absence de son chef, M. Laurendeau, retenu chez lui par la maladie, selon *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> mai 1947, à la page 10.

6. Télésphore-Damien Bouchard, ancien maire de Saint-Hyacinthe et ancien député à l'Assemblée législative, a été nommé au Sénat en 1944 par M. King.

7. *La Presse* du 1<sup>er</sup> mai 1947, à la page 2, souligne que l'étude des diverses clauses du bill en comité plénier se fait rapidement.

8. *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> mai 1947, à la page 10, soutient qu'alors: "La conversation est extrêmement intéressante: elle dépasse en intérêt la série de grands discours de la journée et de la veille. On assiste à un cours sur les relations fédérales-provinciales".

9. *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> mai 1947, à la page 10, est le seul quotidien qui mentionne cette demande de M. Godbout.

10. Il est alors 10 heures, selon *L'Événement-Journal* du 1<sup>er</sup> mai 1947, à la page 11.

Première séance du jeudi 1<sup>er</sup> mai 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 65 relatif à la délinquance juvénile;
- bill 66 concernant la Régie provinciale des transports et communications;
- bill 67 concernant la paroisse de L'Annonciation, comté des Deux-Montagnes;
- bill 73 concernant les écoles protestantes de la cité d'Outremont;
- bill 76 concernant le Séminaire des Trois-Rivières;
- bill 77 concernant le Séminaire de Sherbrooke;
- bill 128 concernant la succession de Paul-Émile Guilbeault;
- bill 185 concernant le Club Laval-sur-le-Lac.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 155 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les Écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs, et assurant des revenus appropriés au Bureau central des Écoles protestantes de Montréal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'accepter:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 8, comme article 9:

"9. Nonobstant toute loi et règlement à ce contraire, les taux de la taxe scolaire pour les protestants et les neutres, dans la cité de Montréal, pour l'année commençant le 1<sup>er</sup> mai 1947, seront ceux fixés conformément à l'article 8 de la présente

loi. Le règlement no 1828 et le budget adoptés par la cité de Montréal, pour l'exercice 1947-1948, seront automatiquement modifiés en conséquence et le directeur des finances de ladite cité devra faire les changements requis aux rôles et livres de ladite cité."

2. L'article 9 devient l'article 10.

Aussi, le bill 175 concernant le village de McMasterville, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 2, comme article 3:

"3. La corporation du village de McMasterville devra payer à la corporation de la paroisse de Saint-Mathieu de Belœil, comme indemnité, un montant de deux mille dollars (\$2,000) et les frais du procureur de cette corporation devant la Législature.

La corporation est autorisée à emprunter par billet, sur simple résolution et sans autre formalité, à un taux d'intérêt ne dépassant pas six pour cent par an, le montant nécessaire pour payer cette indemnité et les frais et déboursés relatifs à la présente loi, y compris les frais du procureur de la corporation de la paroisse de Saint-Mathieu de Belœil. Ledit emprunt devra être remboursé dans une période de deux ans."

2. L'article 3 devient l'article 4.

## Projets de loi:

Écoles protestantes  
de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 155 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les Écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs, et assurant des revenus appropriés au Bureau central des Écoles protestantes de Montréal.

Lesdits amendements sont lus et agréés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Village  
de McMasterville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 175 concernant le village de McMasterville.

Lesdits amendements sont lus et agréés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 184 concernant la succession de feu William Thomas Newcomb et validant le titre de ladite succession à un emplacement situé dans la cité de Montréal, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'accepter:

L'annexe est biffée.

Aussi, le bill 186 libérant la Corporation de Normetal de certaines obligations et servitudes, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'annexe est biffée.

#### **Projets de loi:**

##### **Succession de William Thomas Newcomb**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 184 concernant la succession de feu William Thomas Newcomb et validant le titre de ladite succession à un emplacement situé dans la cité de Montréal.

L'amendement est lu et agréé.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Corporation de Normetal**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 186 libérant la Corporation de Normetal de certaines obligations et servitudes.

L'amendement est lu et agréé.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Relations provinciales-fédérales**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30

concernant les relations provinciales-fédérales soit maintenant lu une troisième fois.

##### **L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

La question a été longuement discutée lors du débat sur l'adresse, puis au cours du débat sur le budget, et enfin lors de la deuxième lecture du bill et lors de l'étude en comité plénier, hier. Je propose donc que la question soit maintenant mise aux voix<sup>1</sup>.

**M. Godbout (L'Islet):** Je ne vois pas l'utilité de la tactique du gouvernement. Je voulais dire deux mots et je pense bien qu'on me le permettra.

**M. Chaloult (Québec)** demande la permission de dire quelques mots avant l'adoption définitive du projet de loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** y consent volontiers.

**M. Godbout (L'Islet)** déclare qu'il se prononcera en faveur de la troisième lecture parce qu'il est en faveur d'une entente. Nous ne différons pas d'opinion sur le principe du bill. Je considère qu'une entente avec Ottawa est désirable et, avec l'amendement apporté par le gouvernement, hier, à l'effet que toute entente devra être soumise à la Législature avant d'être définitive, je ne vois plus d'objection à ce projet de loi.

Je n'ai pas une confiance extraordinaire, dit-il, dans le résultat d'une Conférence. J'espère qu'au cours de ses entretiens avec Ottawa, le premier ministre verra à protéger nos droits constitutionnels, les droits de la province, choisira le meilleur chemin et qu'il y recherchera nos meilleurs intérêts.

##### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je constate avec plaisir le changement subit d'attitude du chef de l'opposition et de son groupe, après deux jours de discussions à l'encontre du bill, qui ont voté contre le bill en deuxième lecture. Je suis content que l'opposition se soit convertie. L'amendement que j'ai apporté a atteint son but.

Une entente n'est pas nécessaire, comme l'a déjà prétendu le chef de l'opposition, mais je concède qu'elle est simplement désirable. Elle doit être établie sur la coopération.

L'entente ne doit pas être une rue à sens unique. Il n'y en aura pas si les accapareurs d'Ottawa ne veulent pas mettre d'eau dans leur vin. Ce qui importe présentement, c'est l'unanimité de la Chambre.

**M. Chaloult (Québec)** se réjouit de l'unanimité sur la troisième lecture. L'opposition libérale a agi conformément à l'intérêt public et je l'en félicite. Je concède que l'entente est désirable, dit-il; je la souhaite, mais j'ai nettement l'impression qu'elle n'est pas possible.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** explique l'attitude de l'opposition. L'opposition a voté contre le bill en deuxième lecture, parce que le gouvernement n'avait pas encore apporté l'amendement qui fut proposé en comité plénier. Ce n'est pas l'opposition, mais le premier ministre qui s'est converti en apportant un amendement qui permet aux députés de scruter les ententes que le gouvernement pourra conclure avec Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition s'est convertie, parce qu'elle avait voté contre le principe du bill.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Alors, nous n'avions pas l'amendement, mais une simple promesse. Par suite de l'amendement, le droit démocratique est protégé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce qui importe, c'est l'unanimité.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix.

Adopté. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Hydro-Québec et la Montreal Light, Heat & Power Consolidated**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 79 concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par l'honorable premier ministre

(l'honorable M. Duplessis) et dont le texte se lit comme suit:

Que, suivant les dispositions de l'article 12 de la loi qui accompagne la présente résolution, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement en capital et intérêt, y compris les primes de rachat, le cas échéant, des obligations de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated qui ne sont pas rachetables avant échéance, et que cette garantie tiendra lieu de toutes les garanties prévues à l'acte de fiducie.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** félicite son chef (M. Godbout) d'avoir mis la Montreal Power à la raison, en 1944, par sa loi d'expropriation. (Applaudissements à gauche)

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** reproche au gouvernement d'avoir attendu deux ans pour faire une offre. Le gouvernement a affamé les actionnaires depuis deux ans, et il confisque les propriétés sans donner aux propriétaires la chance de se faire entendre et de se défendre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certaines rectifications s'imposent. La loi d'expropriation de 1944 était bolchévique. Je n'ai jamais condamné l'expropriation même de la compagnie dans les conditions qui la justifiaient. D'une façon générale, l'entreprise privée doit être encouragée. L'entreprise saine et honnête doit être protégée.

Mais il arrive des cas où la nationalisation est nécessaire, et de deux maux, il faut choisir le moindre. À l'arrivée du gouvernement actuel au pouvoir, l'enfant était au monde. C'était un enfant rachitique, mal bâti. L'Union nationale s'est appliquée à le fortifier, à le bonifier, à lui donner des garanties de vie. On l'a tonifié, on a ranimé son cœur et on lui a donné un regain de vie.

Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) est le représentant de la haute finance, à la Chambre, et le discours qu'il vient de prononcer renferme des remarques un peu contradictoires. Il y a deux catégories d'hommes financiers et de capitalistes. Il y a la bonne, celle des hommes qui réalisent leurs devoirs, qui comprennent leurs obligations, corollaires de leurs obligations vis-à-vis l'État.

Il y a l'autre, la mauvaise, celle qui comprend des hommes que je qualifierai de capitalistes ventriloques, qui ne pensent et ne parlent que par leur ventre, qui ne se rendent pas compte qu'ils sont

les pires ennemis de l'entreprise privée saine et oublient que leur appétit désordonné pour les profits fournit des arguments aux adversaires de l'ordre public. Parmi ces gens qui ne sont pas à la page, il y a un groupe de directeurs actuels de la Montreal Power, au nombre desquels je nommerai M. J. S. Norris et M. Sévère Godin, en particulier.

En 1945, nous avons passé une loi qui améliorerait et clarifierait la situation. Depuis lors, nombreuses sont les entrevues, dit-il, que mon collègue le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) et moi avons eues avec les directeurs de la Montreal Power pour tâcher d'en arriver à une entente raisonnable et juste pour tout le monde. Les délais dans le règlement de la question sont attribuables à l'attitude de MM. Norris et Godin et à d'autres du même acabit, qui ne se rendent pas compte de la situation où ils veulent placer l'entreprise privée.

Malgré que plus de 83 % des actions aient été déposées, ces directeurs veulent imposer à la province des méthodes qui ne conviennent pas au XX<sup>e</sup> siècle et certainement pas à l'Assemblée législative. Des demandes ont été faites auprès des directeurs, pour les inciter à démissionner. Les conventions les obligeaient à donner leur démission. Loin de là, ils s'efforçaient d'entraîner des procédures coûteuses, alors qu'ils ne représentaient qu'une infime minorité. Malgré le vote de non-confiance qu'ils ont reçu des actionnaires, ils veulent se cramponner à leur poste et occasionner des frais coûteux.

Par contre, nous avons eu la consolation de constater que des hommes d'affaires étaient animés d'esprit public, en particulier, M. Bolton et M. Spinney de la Banque de Montréal, et M. Beaudry Leman, de la Banque Canadienne Nationale. Ces gens ont agi en bons citoyens de la province de Québec, comme des entreprises vraiment canadiennes. Ils ont offert à l'Hydro de prêter l'argent nécessaire pour payer les actionnaires avec 2 % d'intérêt. Ils ont signé un écrit en vertu duquel les actionnaires qui le voudraient seraient payés comptant. Leur coopération doit être connue. Ils ont ainsi accompli un geste pour lequel, comme premier ministre de la province, je les félicite et je les remercie.

Le projet de loi actuel est le résultat de l'active et intelligente collaboration que les commissaires de l'Hydro, MM. L.-E. Potvin, président, Macdonald et J.-A. Savoie, ont apportée au règlement de la question. Ils ont déclaré que le règlement à \$25 l'action était satisfaisant. M. George Macdonald est un homme d'une grande honnêteté

qui croit que les affaires privées doivent être menées honnêtement, et il est hors de doute que cette attitude a nui à ses propres affaires. C'est un des hommes les plus importants du pays. Il a même été accusé d'avoir des caractéristiques radicales. Il a rendu des services remarquables dans le processus de reconversion des obligations de la compagnie en réduisant à 2.45 % le taux d'intérêt moyen d'obligations qui avaient un taux de rendement de 5 %, 4½ % et 4 %. On pense qu'environ \$5,000,000 ont été épargnés dans ces reconversions.

Il (l'honorable M. Duplessis) répond au député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) que les actionnaires n'ont pas été intimidés et forcés de remettre leurs actions. Mais ils ont peut-être été intimidés et trompés par cette minorité peu recommandable de financiers qui cherchent encore à conduire. Personne n'était obligé de vendre ses actions. L'Hydro-Québec n'en avait pas besoin. Mais on a constaté qu'il valait mieux tout liquider, dans l'intérêt de la province et des actionnaires.

Le projet de loi fait écho aux demandes des quatre cinquièmes des actionnaires de l'Hydro et de l'opinion publique, dit-il. Si les actionnaires de la Montreal Power ont attendu, cela est dû aux méthodes rétrogrades et injustes de la minorité remuante de directeurs de cette compagnie qui se sont ingéniés à publier dans les journaux des déclarations inexactes et incomplètes, à donner aux actionnaires des espoirs basés sur leurs désirs d'accaparer des profits illégitimes. Notre loi contribuera à donner à l'Hydro et à la province la stabilité dont elles ont besoin. Elle dessillera les yeux de ceux qui ne veulent point voir que les jours de certaines pratiques financières sont passés.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre répète que la loi de 1944 était bolchévique. Et pourtant, il fait ses remarques à l'occasion de l'application qu'il fait lui-même de cette loi. Le premier ministre applique lui-même, dans ce bill, la loi de 1944. En effet, s'il apporte des amendements à la loi de 1944, ce n'est pas en vertu de ces amendements qu'il veut apporter une solution au problème, mais en vertu même de la loi de 1944. Alors, on ne peut faire autrement que de dire qu'il applique une loi bolchévique, ni socialiste, tandis que l'attitude que le premier ministre a prise, depuis, lui permettra d'adopter des méthodes socialistes ou tout au moins socialisantes.

Par sa loi de 1944, le gouvernement libéral avait fait de la Commission hydroélectrique une entreprise coopérative, en décrétant qu'elle ne



réaliserait pas de bénéfices, que tous les bénéfices seraient appliqués à la réduction des taux de l'électricité pour le bénéfice de Montréal et des alentours. Le gouvernement actuel a préféré passer une autre loi qui lui a donné le pouvoir de s'emparer des profits de l'Hydro et de priver d'autant Montréal d'une réduction de taux. Et le gouvernement actuel devrait revenir à l'esprit qui a présidé à cette législation de 1944, en décrétant que tous les profits devront être remis aux consommateurs sous forme de réduction de taux, au lieu d'être encaissés dans le Trésor public.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y a eu une réduction de taux de \$1,300,000 et ce n'est que le commencement.

**M. Godbout (L'Islet):** Une réduction de \$1,300,000 sur un montant de \$14,000,000 de profits qui auraient dû être remis à la population et aux industries de Montréal. Notre loi avait pour but de donner à tous les usagers de l'électricité les avantages d'une exploitation raisonnable. Le premier ministre actuel l'a transformée en une loi étatistane, socialisante.

Il (M. Godbout) reproche aussi au gouvernement d'avoir retardé pendant trop longtemps le règlement de la question. En 1944, on reprochait au gouvernement libéral de n'avoir pas réglé cette question en l'espace de deux mois. Le gouvernement d'alors répondait, note-t-il, qu'il fallait d'abord étudier la situation, et le premier ministre actuel disait: "Je la connais, la situation". Et cependant, il s'est écoulé deux ans et demi avant qu'il fasse quelque chose.

Il (M. Godbout) ne peut pas se prononcer sur le prix que le gouvernement donne pour les actions parce qu'on ne fournit pas à la Chambre les données qui permettraient d'en juger sainement. Mais je suppose, dit-il, que c'est la valeur établie par les membres de l'Hydro et j'ai confiance aux commissaires. Je ne critique pas l'offre que le gouvernement fait, actuellement, parce que je sais qu'elle est appuyée par la Commission en qui j'ai une entière confiance. Il (M. Godbout) reproche au gouvernement d'avoir fait une sorte de marchandage avec les actionnaires en offrant environ \$15 par action, quelques semaines seulement avant de soumettre son offre officielle de \$25 par action.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

En juin 1944, quelque temps avant les élections, le gouvernement libéral a voté un arrêté ministériel autorisant les commissaires de l'Hydro à entrer en

pourparlers avec les actionnaires et pour leur offrir \$25 par action, à 3 %.

**M. Godbout (L'Islet):** Ce n'est pas exact. L'offre que les commissaires suggérèrent, quelques jours plus tard, n'eut pas de suite parce qu'on ne voulait pas que cette question fût mêlée à la controverse électorale. Nous n'avons pas voulu faire d'offre, à ce moment, parce que nous considérons la question trop sérieuse pour la jeter dans la tourmente politique. J'aurais trouvé cela indigne de mon gouvernement de remettre cette question entre les mains de l'électorat du Québec, alors que son seul but était de mettre fin à ce qu'il considérait comme étant un monopole injuste et d'obtenir une réduction des taux pour les consommateurs de Montréal.

La Chambre serait en bien meilleure situation pour discuter cette mesure, si elle avait devant elle toute la documentation sur ce qui a servi de base à l'offre. Le gouvernement a refusé de produire les rapports des experts sur lesquels la décision de l'Hydro a été étayée. Pourquoi ce mystère? Il (M. Godbout) fait l'éloge du représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler). Si les financiers de haute valeur ont confiance en lui, dit-il, c'est un beau témoignage à sa compétence. Mais, autant que n'importe quel député en cette Chambre, le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) est le représentant des intérêts généraux de la province, et on ne l'a jamais vu biaiser d'un côté ou de l'autre.

**M. Chaloult (Québec)** revient sur l'arrêté ministériel de 1944 et trouve singulier qu'il n'ait pas eu de suite.

**M. Godbout (L'Islet):** Il n'y a pas eu d'offre de formulée par cet arrêté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le 14 juin 1944, à la veille des élections, le gouvernement libéral a adopté un arrêté ministériel autorisant les commissaires de l'Hydro à entrer en pourparlers avec les actionnaires. Subséquentement, les commissaires ont recommandé une offre de \$25 par action à 3 % d'intérêt, que le gouvernement a refusée.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre vient de modifier ce qu'il avait dit précédemment. L'arrêté ministériel ne renfermait aucune offre.

**M. Chaloult (Québec)** s'étonne de ce que l'opposition ne s'oppose pas au prix de \$25 offert par

le gouvernement. Cela fait un total de \$112,000,000, dit-il, et c'est beaucoup trop. C'est même injustifiable. Des spécialistes en la matière trouvent que l'offre actuelle de \$25 par action, qui coûtera \$113,000,000 à l'Hydro, est exorbitante. Je voudrais aussi que l'on fasse enquête sur les activités des hommes que le chef de l'opposition a déjà qualifiés de bandits.

Il (M. Chaloult) s'en prend, aussi, aux directeurs de la Montreal Power. Il partage l'opinion du premier ministre (l'honorable M. Duplessis) que certains d'entre eux ne comprennent pas leur devoir social, et aussi celle du chef de l'opposition (M. Godbout) qui les traite de bandits et de brigands. Les bandits et les brigands, on les fait arrêter. Quand un homme s'empare d'un pain, on dit qu'il est un voleur. Et quand il s'empare de millions, on dit qu'il est un génie financier.

Je crois qu'il est plus important d'arrêter ces gens-là, du moins de faire enquête sur leurs activités, que de faire arrêter des communistes sans influence. Pourquoi ne fait-on pas arrêter ces gens, quand on a fait arrêter un Kent Rowley, un Azelus Bocage, et une Madeleine Parent, et qu'on jette en prison un pauvre bougre qui vole un pain pour nourrir sa famille?

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

#### Demande et dépôt de documents:

##### Terres de la couronne

**M. Drouin (Abitibi-Est)** propose qu'une humble adresse soit présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1946, et concernant:

- a. tout échange de terres de la couronne;
- b. toute localisation de permis de coupe sur les terres de la couronne;

c. tout octroi de concessions forestières spéciales.

Adopté.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 42)

#### Dépôt de documents:

##### Permis de coupe dans Kamouraska

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 23 avril 1947, pour la production de copie de:

a. Une liste de tous les permis spéciaux de coupe de bois sur les terres de la couronne, dans le comté de Kamouraska, octroyés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1945 et le 1<sup>er</sup> février 1947, donnant, pour chaque permis, le nom du concessionnaire, la quantité autorisée, le tarif des droits s'il comporte une réduction, et une indication sommaire des terrains formant l'objet du permis;

b. Une liste de tous les permis de coupe sur des réserves cantonales, dans le comté de Kamouraska, accordés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1945 et le 1<sup>er</sup> février 1947, donnant, pour chaque permis, le nom du concessionnaire, la quantité autorisée, le tarif des droits de coupe s'il comporte une réduction, et le nom de la réserve. (Document de la session no 43)

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 1<sup>er</sup> mai 1947

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:****Hydro-Québec  
et la Montreal Light, Heat & Power Consolidated**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 79 concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par l'honorable premier ministre (l'honorable M. Duplessis) et dont le texte se lit comme suit:

Que suivant les dispositions de l'article 12 de la loi qui accompagne la présente résolution, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement en capital et intérêt, y compris les primes de rachat, le cas échéant, des obligations de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated qui ne sont pas rachetables avant échéance, et que cette garantie tiendra lieu de toutes les garanties prévues à l'acte de fiducie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce que j'ai dit ce matin, c'est que le gouvernement Godbout, avant les élections, a adopté un arrêté ministériel pour suggérer à l'Hydro d'entrer en négociation et que, par la suite, l'Hydro a suggéré au gouvernement d'offrir \$25 par action. Je suis prêt à prouver cela.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)**<sup>2</sup> accepte les rectifications du premier ministre. Ce n'est pas tout à fait ce qui s'est passé, dit-il. À la fin de juin, l'Hydro a fait parvenir au cabinet un mémoire dans lequel elle prétendait qu'il serait désirable de faire une offre aux actionnaires. Elle a suggéré ensuite l'offre suivante: l'échange d'une obligation de \$100 contre cinq actions de la Montreal Power, ou l'échange d'une obligation de \$100 contre quatre actions de la compagnie. Cela paraît contradictoire, mais c'est le taux d'intérêt qui différerait dans les deux cas. Ce qui faisait la différence entre les deux offres, c'est que, dans un cas, l'intérêt sur l'obligation était plus élevé.

Nous avons cru que l'une ou l'autre des transactions pouvait être bonne, mais cette suggestion a été faite au gouvernement en pleine période électorale, et on n'a pas voulu qu'une question aussi grave fût mêlée aux discussions politiques. Le gouvernement a donc accusé réception de la recommandation et informé les commissaires qu'elle serait étudiée en temps et lieu. Je dois ajouter que la suggestion des commissaires n'a pas été acceptée, parce qu'elle ne comportait pas de paiement en argent. Jamais on n'a suggéré de payer \$25. Jamais, nous n'avons fait une offre de \$25 par action aux actionnaires.

Une offre de \$15 a été faite par l'Union nationale quelque temps avant l'offre de \$25. J'espère que le premier ministre nous dira si cette offre venait de la même source que celle de \$25, qui a été faite dans la suite. Il (M. Hamel) qualifie d'illogique ce changement d'attitude à quelques mois d'intervalle. Cette différence énorme entre les deux prix s'explique difficilement. Il y a eu là, dit-il, un marchandage que je condamne. Il n'est pas permis à un gouvernement d'agir de cette façon. Les parts ont été marquées d'abord à \$15, par le prix total qui a été mentionné pour l'actif physique. Il (M. Hamel) reproche au gouvernement d'avoir de cette façon jeté la panique parmi les petits actionnaires de la compagnie. Cette offre de \$15 a-t-elle aussi été suggérée par les commissaires?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**<sup>3</sup>:

Jamais, ni de près, ni de loin, ni directement, ni indirectement, une offre de \$15 n'a été faite par le gouvernement ou par l'Hydro.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** ... Aujourd'hui, le gouvernement nous demande de voter une loi qui l'autorise à faire disparaître la Montreal Power et à forcer les actionnaires qui n'acceptent pas son offre à vendre leurs actions à l'Hydro. Nous avons confiance aux commissaires. Nous demandons la production des documents sur lesquels est étayée cette offre de \$25 pour éclairer la Chambre. Nous ne voterons rien aveuglément.

**M. Leduc (Laval):** Les citoyens de Montréal attendent le retour au pouvoir des libéraux pour bénéficier des profits de l'Hydro. Le premier ministre a posé le principe qu'un bon banquier comprend l'intérêt du peuple. Un bon gouvernement doit comprendre l'intérêt des consommateurs.

Le projet de loi va créer un précédent dangereux dans les Statuts, et on pourra baser sur

cette mesure d'autres politiques semblables. Je ne peux accepter le principe en son entier et voterai contre le projet de loi.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le gouvernement veut engager le crédit de la province pour une somme de \$113,000,000 sans dire si cette dépense est justifiée ou non. L'opposition n'a pas les données voulues pour apprécier le prix de \$25 l'action offert par le gouvernement. Elle est même en présence d'une contradiction, du fait que le gouvernement a d'abord commencé par offrir l'équivalent de \$15 l'action. Nous ne savons pas quelle offre est la bonne. Si \$15 représentait bien la valeur réelle, \$25 serait beaucoup trop cher. Toute la question est là. Pour le savoir, il faut nous donner les rapports des experts que nous avons demandés. Et on nous demande, avec des données aussi imprécises, d'approuver une dépense de \$112,000,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En 1944, à la veille des élections, après cinq ans de pouvoir, le gouvernement Godbout a décidé d'exproprier la compagnie, mais sans faire d'offre, comme il y était tenu par sa propre loi générale d'expropriation et par la justice. Le Parti libéral était au pouvoir depuis 1939. Pourquoi a-t-il attendu à 1944 pour exproprier?

Parce que c'était à la veille des élections. Parce qu'on voulait manigancer. C'était à la veille des élections et il s'agissait de ménager la chèvre et le chou. Le gouvernement d'alors voulait ainsi faire un marchandage électoral, promettre aux actionnaires de leur donner beaucoup, tout en disant aux adversaires des trusts qu'il ne paierait pas grand-chose.

Après avoir décidé de s'emparer de l'actif de la Montreal Light, Heat & Power, les libéraux jugent bon, le 14 juin de la même année, de déclarer, par arrêté en conseil, que l'Hydro-Québec doit maintenant entrer en négociations avec la compagnie pour acheter les actions du fonds social de la corporation. Le gouvernement libéral autorisait ainsi l'Hydro à tout acheter. Il (M. Duplessis) cite la recommandation des commissaires, en date du 27 juin, offrant la double offre suivante: a) une obligation de \$100 de l'Hydro, garantie par la province, à 3 % pendant 20 ans, pour cinq actions ou b) une obligation de \$100 de l'Hydro, à 3½ % pour 20 ans, pour quatre actions.

Le député de Montmagny (M. Choquette) a dit tout à l'heure qu'une offre de \$15 la part avait été faite aux actionnaires. Cela n'est jamais arrivé. Il a rêvé cela. Puisque les libéraux se plaisent à

reconnaître l'intégrité et la compétence des commissaires, pourquoi n'ont-ils pas accepté, alors, leur opinion? Le gouvernement d'alors préférerait se servir d'un truc électoral.

La résolution du 27 juin 1944 recommandait de payer \$1,390,000 pour la compagnie Suthmount, qui fut créée à la suite de la législation sur les expropriations amenée par le gouvernement Godbout. Cette législation avait pour but de garantir des fonds pour les batailles judiciaires et autres procédures, pour défendre la compagnie.

Aujourd'hui, les commissaires, de leur propre autorité, m'ont conseillé d'acheter les actions de la compagnie à \$25 chacune, payables au moyen de débentures à 2 %, ce qui représente pour la province, par la différence du taux d'intérêt, une économie de \$1,120,000 par année. Et cela ne fait pas encore l'affaire de l'opposition. Et l'on procède au grand jour, en publiant des annonces dans les journaux, et 83.54 % des actionnaires ont accepté l'offre des commissaires. La loi a pour but de régler le cas des autres 17 %. Et cette offre a été faite sur recommandation des commissaires qui, de l'aveu de l'opposition, sont des gens honnêtes et compétents.

Le meilleur moyen d'assurer l'indépendance de l'Hydro, c'est de lui laisser gérer elle-même ses affaires et de donner suite à ses recommandations. On dit aux détenteurs: "L'argent est là, venez chercher \$25 par action." On nous répond en demandant des documents. Pourquoi? Les commissaires les ont eus, les documents. L'opposition veut-elle faire mieux qu'eux? Comment peut-on exiger des documents quand on prétend avoir une entière confiance dans la compétence des commissaires qui ont formulé l'offre? Pourquoi l'opposition nous réclame-t-elle des rapports d'experts quand elle admet que les commissaires de l'Hydro sont plus compétents que nous? Nous procédons au grand jour et nous ne faisons pas de confiscation.

**M. Godbout (L'Islet):** Je regrette que le premier ministre ait parlé sur ce ton. L'opposition n'a pas critiqué le prix de \$25. Tout ce que l'opposition libérale a dit, dans ce débat, c'est qu'elle ne peut pas se prononcer à bon escient, sans avoir en sa possession les documents, les rapports des experts. Elle ne s'est pas prononcée parce que, pour se prononcer, il lui faudrait l'opinion des experts, ce qu'elle n'a pas. Le gouvernement a fait deux offres, dont l'une n'avait certainement pas été suggérée par les commissaires de l'Hydro, parce qu'ils sont compétents et honnêtes. Jamais ils n'ont suggéré de payer \$15 et \$25 par action.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais une offre de \$15 n'a été faite.

**M. Godbout (L'Islet):** La valeur que l'on donnait à l'actif physique déterminait à \$15 la valeur des actions. On joue sur les mots. Jamais les membres de l'Hydro n'ont mis le gouvernement, de leur gré, dans la position de marchander de cette façon et d'agir en colporteur de rue. Commencer par offrir la moitié de ce qu'on veut donner, c'est du marchandage de coin de rues. Ce n'est pas digne du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je le répète: nous n'avons jamais offert \$15 par action.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est toujours la même dénégation, mais elle ne démolit pas mon argumentation. Dans une conférence de presse, le premier ministre a apprécié la valeur de l'actif physique de la compagnie à un prix fixe à \$15 la valeur des parts.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais dit cela dans une conférence de presse.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est une quatrième édition.

**M. Godbout (L'Islet):** Toute la population sait ce qu'a dit alors le premier ministre en appréciant la valeur de l'actif physique. Mon gouvernement ne pouvait faire d'offres aux actionnaires parce qu'alors, la valeur des actifs de la compagnie n'était pas encore connue. L'Hydro nous a fait une suggestion que nous n'avons ni refusée ni acceptée, parce que nous voulions prendre le temps de l'étudier.

Il (M. Godbout) répond à l'accusation de marchandage électoral que le premier ministre a lancée. Puisque la question a été entraînée sur ce terrain, je vais en profiter, dit-il, pour mettre les choses au point et mettre en regard la méthode des deux groupes, l'Union nationale et le Parti libéral. J'admets que la méthode des deux groupes a été bien différente. Et je suis content que le premier ministre ait parlé de marchandage électoral. Je ne voulais pas entraîner la discussion sur ce terrain, mais puisqu'on nous y a amenés, il y a une chose que je suis content de dire.

C'est qu'aux dernières élections, la Montreal Power a mis des centaines de milliers de dollars dans

la lutte contre nous. Et on sait à quel parti cet argent a été versé. Pendant des mois et des mois, elle a travaillé avec acharnement à nous faire battre parce que nous l'avions étatisée. Et le premier ministre vient affirmer cyniquement que nous avons marchandé avec la compagnie. Jamais! La preuve, je la donne immédiatement. Qu'on consulte les records de la bourse, au temps de l'expropriation et au temps de l'Union nationale.

On verra qu'il n'y a pas eu, en 1944, les écarts qu'on a constatés dans les six mois qui ont précédé l'offre de l'Union nationale. De notre temps, il n'y a presque pas eu de fluctuation à la bourse, tandis que, lorsque l'Union nationale a parlé d'exproprier, les fluctuations ont été considérables durant les six mois qui ont précédé l'offre. Les amis du régime ont spéculé et ils ont fait de l'argent. Nos amis n'ont pas eu la chance de faire des centaines de mille piastres à la bourse, comme certains amis du gouvernement actuel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien M. J.-A.-A. Leclaire, organisateur libéral, a-t-il retiré pour ses parts?

**M. Godbout (L'Islet):** Je ne le sais pas. Je ne sais même pas s'il en avait. Ce que je sais, c'est que le cours des parts a fluctué à la bourse considérablement dans les quinze jours avant l'offre faite par l'Hydro aux actionnaires. Le prix a monté de \$19 à \$25, du mois de janvier au mois de février. On a vendu 96,000 parts sous l'Union nationale, alors qu'on n'en vendait que 16,000 sous le régime libéral, en 1944. Le premier ministre est donc mal placé pour parler de manipulation à la veille des élections.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien de temps avant l'expropriation avez-vous rencontré M. Alfred Paradis, directeur de la compagnie?

**M. Godbout (L'Islet):** Je l'ai vu une fois, au moins quatre mois avant l'expropriation et il est devenu mon pire ennemi. Il est un de ceux qui ont dit les pires saletés contre moi pour essayer de ternir ma réputation. M. Paradis est probablement celui qui a combattu avec le plus d'énergie parce que le gouvernement avait décidé d'exproprier la compagnie. Il a fait de son mieux pour assurer la défaite du Parti libéral aux dernières élections générales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un chef libéral, ami d'un ami du chef de

l'opposition, M. J.-É. Perrault. M. Perrault ne vous a jamais parlé de cela?

**M. Godbout (L'Islet):** Jamais. Je n'ai jamais vu M. Norris dans ma vie et j'ai rencontré deux fois M. Godin, mais je n'ai jamais discuté de la valeur des actions de la compagnie avec ces gens-là. Personne n'a connu les intentions du gouvernement libéral avant l'expropriation, et les amis du gouvernement n'ont pas pu spéculer sur les actions. C'est le gouvernement actuel qui a permis aux gros de spéculer sur le dos des petits actionnaires. Le premier ministre aurait fait mieux de ne pas parler de cela.

Il (M. Godbout) demande au gouvernement de produire les rapports des experts. C'est le droit de l'opposition de les avoir, dit-il.

Ce sont les libéraux qui se sont levés les premiers contre le trust le plus puissant du Canada. Nous avons abattu un trust puissant. J'ai payé d'une élection, en 1944, cet acte accompli dans l'intérêt de ma province. J'en perdrais une autre avec plaisir. Si c'était à recommencer, je matèrais encore ce monopole.

Mais l'Union nationale a changé le caractère de l'Hydro-Québec. Nous avons créé une grande entreprise nationale de coopération, qui devait remettre ses profits à la population métropolitaine, et l'Union nationale en a fait une créature du gouvernement, qui, au lieu de rendre les profits de l'Hydro aux usagers de l'électricité, les garde pour se fabriquer des surplus. Quand nous reprendrons le pouvoir, nous rétablirons notre œuvre.

(Vifs applaudissements à gauche)

**M. Chaloult (Québec)** dit qu'il pensait que l'opposition ferait une lutte formidable à l'offre de \$25. Il faut qu'elle ait une raison exceptionnelle pour agir ainsi. Si le groupe Hamel n'a pas appuyé le Parti libéral en 1944, sur cette question de l'expropriation, c'est qu'il n'avait pas de précisions.

Il (M. Chaloult) affirme que la discussion qui vient de se faire démontre qu'il avait raison de dénoncer l'influence de la haute finance sur la politique. Il croit, comme l'a dit le premier ministre, qu'il n'y a jamais eu d'offre de \$15 par action de faite. Il n'a aucune confiance dans les commissaires de l'Hydro, pour fixer la valeur des actions, dit-il, parce que M. McCammon est un capitaliste forcené et que, parmi les quatre autres, il y en a trois qui ont une mentalité de capitalistes. Je ne soupçonne pas leur honnêteté. Je dis qu'ils sont disposés par nature à défendre les abus du capitalisme. Cela peut se rencontrer même chez les gens religieux et charitables.

Il (M. Chaloult) se demande pourquoi les libéraux ont attendu à la veille des élections de 1944 pour nationaliser la Montreal Power. Il admet sans aucune hésitation que le Parti libéral n'a rien reçu de la Montreal Power, parce qu'il n'est pas naïf, mais il voudrait bien savoir s'il en a reçu de la Shawinigan et de l'Aluminium, dont les directeurs sont les mêmes, soutient-il. L'orientation qui est donnée à notre politique dépend des puissances financières. Je crois qu'il y a lieu de le faire savoir au peuple, afin de corriger le mal. Et je parle toujours sans nullement mettre en doute l'intégrité des chefs de parti.

Il (M. Chaloult) reproche aux libéraux de n'avoir pas institué d'enquête sur la Montreal Power et d'avoir gâté une excellente cause, au moins partiellement. Il est plus important que jamais que la province de Québec se libère de la dictature économique qui pèse lourdement sur ses destinées, dit-il.

**M. Lemieux (Beauharnois)** hésite à donner son approbation à la loi, parce que le gouvernement n'a pas donné tous les renseignements qui justifient la Chambre d'accepter ou de refuser le paiement de \$25 par action. Je crois, dit-il, qu'on aurait donné satisfaction aux membres de cette Chambre, si on avait fait une enquête sérieuse. En conséquence, je voterai contre le bill en deuxième lecture.

**M. Choquette (Montmagny):** La création de l'Hydro est une des grandes œuvres du Parti libéral. Le premier ministre ne donne aucun renseignement pour justifier le vote d'une somme de \$113,000,000 de l'argent des contribuables.

Il a parlé des élections de 1944. La nationalisation de l'électricité remonte plus loin que ça. Tout le monde se souvient qu'en 1936, l'Union nationale s'est emparée du pouvoir en promettant la nationalisation. Nos radios menaçaient d'éclater, de nous assourdir. Les pourfendeurs de l'Union nationale devaient mâter tous les trusts: électricité, téléphone, etc.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre! Le député s'éloigne du bill.

**M. Choquette (Montmagny):** M. le président, en vertu de quel droit le premier ministre peut-il parler des élections de 1944, tandis que moi je ne puis parler des élections de 1936? Je soumets que j'ai le droit de faire l'historique de la question. C'est le Parti libéral qui nous a donné ce que l'Union nationale avait promis.

(Applaudissements à gauche)

Aujourd'hui, sans nous donner le moindre renseignement, sans nous dire comment il a évalué les actions qu'il achète, sans éclairer la Chambre et la province sur sa transaction, le gouvernement nous demande de lui voter \$112,000,000...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député est hors d'ordre. Il doit se conformer aux règlements.

**M. Choquette (Montmagny)** veut dire ce qui s'est passé en 1936.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'objecte à ce qu'il parle.

**M. Godbout (L'Islet)** et **M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** interviennent.

**M. Choquette (Montmagny)** parle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député doit respecter les règlements. Il a déjà été nommé deux fois.

**M. le président** met en garde le député de Montmagny (M. Choquette) contre de nouvelles mesures disciplinaires. Il menace de le faire nommer et expulser. Il avertit le député de cesser de se référer à une partie du débat qui est close.

**Les députés ministériels** crient.

**M. Choquette (Montmagny):** C'est un honneur d'être nommé à la demande de l'Union nationale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** insiste pour ramener le député à l'ordre.

**Les députés ministériels** crient.

(Les lumières s'éteignent brusquement)<sup>4</sup>

**M. le président:** Je ne crois pas que le député de Montmagny (M. Choquette) puisse se faire un point d'honneur de venir en conflit avec les règlements de la Chambre.

**M. Choquette (Montmagny)<sup>5</sup>:** Chaque fois que le député de Montmagny (M. Choquette) a la parole et lui dit des vérités, le gouvernement menace de le faire expulser. Je demande justice égale pour tous en cette Chambre.

(Vifs applaudissements à gauche)

C'est le Parti libéral qui a exproprié la Beauharnois et la Montreal Power. En vertu de la loi de 1944, les profits de l'Hydro devaient retourner au consommateur.

**M. Chaloult (Québec)** fait une remarque.

**M. Choquette (Montmagny):** Si le Parti libéral n'avait pas exproprié la Montreal Power, en 1944, l'Union nationale ne l'aurait jamais fait. À cette époque, plusieurs de ses membres ont combattu la loi. Il (M. Choquette) parle de la loi d'expropriation. Le premier geste de l'Union nationale, en 1944, a été de faire perdre à l'Hydro son indépendance, d'en faire la chose du gouvernement et de faire transporter ses profits, qui s'élèvent à \$14,000,000 par année, dans le fonds consolidé de la province.

Il (M. Choquette) reproche au premier ministre d'avoir nommé trois arbitres, dont un était le président de l'Hydro. Nul ne peut être juge dans sa propre cause, et les procédures entreprises ont retardé considérablement la solution du problème.

Aujourd'hui, on vient nous dire que les directeurs de l'Hydro ont déclaré que l'offre de \$25 par action était bonne. Votez pour ça! Le gouvernement demande à la Chambre de voter \$113,000,000 sans aucune justification, sauf la recommandation des membres de l'Hydro. On dit que c'est une juste indemnité que tous les actionnaires devront accepter de force. Cette loi porte la marque de commerce de toutes les lois du gouvernement, à savoir l'arbitraire. Les actions sont la propriété personnelle des actionnaires, qui ne peuvent être liés par une décision de la majorité, contrairement à ce qu'a dit le premier ministre.

Le principe du bill va à l'encontre du droit de propriété. C'est une spoliation. Ces gens ont droit, de même que le public, à ce qu'un jugement soit rendu par un tribunal ou par des arbitres. Et nous, les députés, nous sommes en droit d'obtenir la preuve que cette somme de \$113,000,000 est raisonnable. On nous parle d'une recommandation de l'Hydro. Où est-elle cette recommandation? Nous serions intéressés à la voir. Elle doit comporter certaines nuances. Le premier ministre la cache...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre! Il est contraire aux règlements de dire que je cache quelque chose. Jamais on n'a demandé cette recommandation. Je suis prêt à la déposer quand on voudra. Personne ne l'a demandée. Nous n'avons fait que suivre les recommandations de l'Hydro.

**M. Choquette (Montmagny):** A-t-on jamais vu un justiciable condamné à payer quelque chose sans qu'on lui montre le jugement qui le condamne?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**  
Le député n'est pas encore juge!

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre des enfants ne le sera jamais!

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**  
J'aime mieux être enfant qu'enflé.

**M. Choquette (Montmagny):** (Avec un sourire moqueur) Évidemment, comme le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) le disait, il y a des appareils sous pression de l'autre côté et mon honorable ami a tout de même l'air plus enflé que moi. Revenons au bill. Cette recommandation des commissaires devrait être déposée par le gouvernement, sans que les députés ne soient tenus de la demander. Il s'agit d'une somme de \$113,000,000 qu'il n'est pas possible de voter dans ces conditions.

Les commissaires ont dû s'appuyer sur quelque chose, sur des témoignages d'experts. Où sont-ils? La Chambre est en droit de les avoir avant de voter \$113,000,000. On n'a pas fixé le prix des actions sans s'appuyer sur une évaluation faite par d'autres. Où est-elle, cette évaluation? Sur quelle base a-t-elle été faite? A-t-on tenu compte de la loi qui défend de tenir compte de l'achalandage? Ce sont là des éléments essentiels que la Chambre n'a pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le bill ne concerne qu'un montant de \$13,000,000.

**M. Choquette (Montmagny):** Le bill comporte tout de même une approbation du prix de \$25. Or, il y a 4,489,033 actions. À \$25, ça fait \$112,225,825.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Nous ne garantissons que \$13,000,000.

**M. Choquette (Montmagny):** Achetez-vous toutes les actions?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Oui.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre ne niera pas qu'il s'agit d'acheter toutes les actions de la compagnie?

**M. Choquette (Montmagny):** Que vous le vouliez ou non, il s'agit de l'acquisition, par l'Hydro, corporation de la couronne, des 4,500,000 actions de la compagnie. Prétendre le contraire n'est pas conforme à la vérité. Je signale que quinze jours avant l'offre de \$25 l'action par le gouvernement, les actions se sont mises à monter en bourse de \$19 qu'elles étaient en janvier 1947 à \$23 et \$24. Une indiscretion a-t-elle été commise? Il y a eu 94,000<sup>6</sup> ventes en janvier. Il y a donc un grand nombre d'actionnaires qui ont payé \$19 et qui vont recevoir \$25<sup>7</sup>. La transaction doit être plus claire. Il faut savoir pourquoi le gouvernement a offert \$25 pour des actions cotées en bourse à \$19. Nous sommes en face d'une loi inacceptable. C'est l'expropriateur qui fixe l'indemnité et qui oblige l'exproprié à l'accepter, et le contribuable à accepter, ce qui est contraire à tous les principes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Quatre-vingt-trois pour cent des actionnaires ont rendu jugement.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**  
Satisfaits, mais pas contents.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
La loi des compagnies donne droit à 60 % des actionnaires de disposer des biens de la compagnie.

**M. Choquette (Montmagny):** Ce ne sont plus les biens de la compagnie qui sont en cause, ce sont les actions des actionnaires. S'il y a du bolchévisme dans cette affaire, il est dans la loi que l'on nous demande de voter. On nous demande de rendre jugement sans entendre la preuve. C'est une iniquité. Jamais je ne voterai cette loi sans avoir la preuve contradictoire, la preuve que ce montant doit être payé.

(Applaudissements à gauche)

La résolution est adoptée, après division.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division. La résolution relative au bill 79 est agréée.



Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 79 concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes.

#### Dépôt de documents:

##### **Contrats pour des travaux de drainage (arrêté en conseil 4393-1945)**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 avril 1947, pour la production de copie des contrats d'entreprise ou ententes intervenus entre le gouvernement de la province de Québec, et toute personne, société ou corporation relativement à l'exécution de travaux de drainage dans le cours d'eau appelé "Rivière Le Bras", dans le comté de Beauce, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 4393, en date du 18 octobre 1945. (Document de la session no 44)

##### **Contrats pour des travaux de drainage (arrêtés en conseil 3480, 3482, 3840-1945 et 249-1946)**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 avril 1947, pour la production de copie du ou des contrats d'entreprises intervenus entre le gouvernement de la province de Québec et toute personne, société ou corporation relativement à l'exécution de travaux de drainage:

*a.* dans le cours d'eau appelé "Rivière des Hurons", comtés de Rouville et de Saint-Hyacinthe, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 3480, du 1<sup>er</sup> septembre 1945;

*b.* dans le cours d'eau appelé "Rivière Noire", comté de Mégantic, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 3482, du 1<sup>er</sup> septembre 1945;

*c.* dans le cours d'eau appelé "Petite Rivière de Montréal", dans les comtés de Napierville et de Huntingdon, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 249, du 17 janvier 1946;

*d.* dans le cours d'eau appelé "Norton Creek", dans le comté de Châteauguay, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 3840, en date du 20 septembre 1945. (Document de la session no 45)

##### **Contrats pour des travaux de drainage (arrêtés en conseil 1955, 2178, 2403, 2704 et 2969-1946)**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 avril 1947, pour la production de copie du ou des contrats d'entreprise intervenus entre le gouvernement de la province de Québec, et toute personne, société ou corporation relativement à l'exécution de travaux de drainage:

*a.* dans le cours d'eau appelé "Rivière la Barbut", dans le comté de Rouville, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 1955, en date du 23 mai 1946;

*b.* dans le cours d'eau appelé "Rivière La Tortue", dans les comtés de Laprairie et Napierville, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 2178, en date du 5 juin 1946;

*c.* dans le cours d'eau appelé "Rivière du-Sud-Ouest", et ses embranchements, dans les comtés d'Iberville et de Missisquoi, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 2403, en date du 20 juin 1946;

*d.* dans le cours d'eau appelé "Rivière des Iroquois", et ses embranchements, dans la paroisse de Saint-Luc, comté de Saint-Jean, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 2704, en date du 10 juillet 1946;

*e.* dans le cours d'eau appelé "Rivière Lamorandière", dans les sixième, septième, huitième et neuvième rangs du canton de Lamorandière, dans le comté d'Abitibi, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 2969, en date du 31 juillet 1946;

*f.* dans le cours d'eau appelé "Rivière Panache", dans les cantons de Figuery et Dalquier, comté d'Abitibi, tel qu'autorisé par l'arrêté en conseil numéro 2969, en date du 31 juillet 1946. (Document de la session no 46)

#### **Projets de loi:**

##### **Hydro-Québec et la Montreal Light, Heat & Power Consolidated**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant favorable à ce que la Commission hydroélectrique de Québec devienne propriétaire de toutes les actions de la Montreal Light, Heat and Power Consolidated, refuse d'approuver le bill 79 concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes, parce qu'elle n'a pas en main les renseignements nécessaires établissant que, d'après les experts, la valeur réelle desdites actions est de vingt-cinq dollars chacune."

**M. Chaloult (Québec)** votera à la fois contre l'amendement et contre la deuxième lecture, parce qu'il considère qu'il a les renseignements voulus pour lui permettre de juger que les actions ne valent pas \$25.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Kirkland, Lawn, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 28.

**Contre:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Choquette (Sheffield), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Lemieux, Lesage, Lorrain, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit<sup>8</sup>:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chartier,

Choquette (Sheffield), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Lesage, Lorrain, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 44.

**Contre:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Kirkland, Lawn, Lemieux, Lizotte, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 30.

Ainsi, la motion principale est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 69 modifiant le Code civil, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est biffé.

2. Les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 deviennent respectivement les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20.

3. L'article 22, qui devient l'article 21, est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les chiffres:

"7, 8, 9 et 12"

par les chiffres:

"6, 7, 8 et 11".

Aussi, le bill 135 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en remplaçant, dans la quatorzième ligne, le mot:

"commutation"

par les mots:

"évaluation pour fins".

2. L'article 8 est modifié en remplaçant, dans la dixième ligne, le mot:

"cinquante"  
 par le mot:  
 "vingt-cinq".  
 3. L'article 9 est modifié en remplaçant,  
 dans la douzième ligne, le mot:  
 "commutation"  
 par les mots:  
 "évaluation pour fins",  
 4. L'article 10 est modifié:  
 a. en remplaçant, dans la vingt-troisième  
 ligne, à la page 3, les mots:  
 "Tous les argents"  
 par les mots:  
 "Tout l'argent";  
 b. en remplaçant, dans la première ligne de  
 la page 4, les mots:  
 "devront être employés"  
 par les mots:  
 "devra être employé";  
 c. en ajoutant, après les mots:  
 "à ce sujet."  
 dans la cinquième ligne de la page 4, les mots  
 suivants:  
 "La balance des argents provenant des ventes  
 faites par la cité, au sujet des propriétés mentionnées  
 audit article, devra être déposée dans un fonds  
 spécial dont l'utilisation, partielle ou complète, sera  
 soumise à l'approbation préalable de la Commission  
 municipale de Québec.";   
 d. en remplaçant, à la page 4, le dernier  
 paragraphe par le suivant:  
 "À compter du premier mai 1947 et pour une  
 période de 10 ans, l'évaluation des immeubles ainsi  
 vendus sera, pour fins de taxation municipale, le prix  
 de vente de chacun de ces immeubles; pour fins de  
 taxation scolaire, l'évaluation sera augmentée de  
 vingt-cinq pour cent. Aucune autre déduction ou  
 ristourne, prévue à la charte de la cité, ne s'applique  
 à ces immeubles."  
 5. L'article 11 est remplacé par le suivant:  
 "11. La cité est autorisée à imposer, par  
 règlement de son conseil, en sus de la taxe d'affaires,  
 une taxe spéciale annuelle ne devant pas excéder  
 deux cents dollars sur:  
 a. Toute compagnie d'assurance sur la vie  
 occupant un local dans la cité et y recevant des  
 propositions d'assurance sur la vie de résidents de la  
 cité, que les contrats qui en résultent soient émis  
 dans la cité ou en dehors de la cité;  
 b. Toute compagnie d'assurance autre que  
 sur la vie, ayant un bureau d'affaires ou un  
 représentant dans la cité, ou qui y fait affaire en  
 sollicitant ou en souscrivant des risques d'assurance

situés dans la cité, que les contrats qui en résultent  
 soient émis dans la cité ou en dehors de la cité;

c. Toute compagnie qui réalise des opérations  
 d'assurance sur la vie et autres que sur la vie, tel que  
 prévu aux paragraphes a. et b. ou aux deux.

Les compagnies d'assurance visées aux  
 paragraphes a., b. ou c. pourront être exemptées de la  
 taxe spéciale pendant deux ans, à compter de la date  
 du début de leurs opérations dans la cité, et de la  
 moitié de ladite taxe pour une période subséquente  
 de trois ans, même si les compagnies ont commencé  
 à opérer dans la cité avant l'adoption de la présente  
 loi.

Nonobstant les dispositions du présent article,  
 les compagnies d'assurances mutuelles n'assurant  
 que des corporations religieuses ne seront pas  
 assujetties à cette taxe spéciale.

La cité est autorisée à régler à l'amiable avec  
 les compagnies d'assurance les réclamations  
 antérieures au 1<sup>er</sup> mai 1947 pour des taxes de cette  
 nature, et celles qu'elle a déjà perçues lui sont  
 acquises.

Pour les fins du présent article, est aussi  
 réputée compagnie d'assurance:

a. Toute association de personnes qui  
 souscrit des contrats d'assurance réciproques;

b. L'ensemble des membres de Lloyd's,  
 Londres, Angleterre.

6. L'article 14 est modifié:

a. en remplaçant, dans la seizième ligne du  
 paragraphe "303", le mot:

"cinq"

par le mot:

"quarante";

b. en biffant, dans les vingt et unième, vingt-  
 deuxième et vingt-troisième lignes du paragraphe  
 "303", les mots suivants:

"trente-cinq mille dollars, aux conditions  
 qu'elle jugera convenables, dont";

c. en biffant, dans les vingt-cinquième,  
 vingt-sixième et vingt-septième lignes du paragraphe  
 "303", les mots suivants:

"et vingt-cinq mille dollars pour l'œuvre des  
 terrains de jeu dans la cité de Québec."

7. L'article 22 est modifié en ajoutant,  
 immédiatement à la fin dudit article, après les mots:

"les propriétaires voisins",

à la page 10, les mots suivants:

", sans préjudice aux droits et recours des  
 tiers à raison des dommages qui peuvent leur résulter  
 de ce changement de site."

8. Ce qui suit est ajouté, après l'article 22,  
 comme article 23:

"23. La cité est autorisée à payer une somme de cinq mille dollars à la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec à même les revenus de la cité pour l'année fiscale 1947-48."

9. L'article 23 devient l'article 24.

#### Projets de loi:

##### Code civil

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 69 modifiant le Code civil.

Lesdits amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 135 modifiant la charte de la cité de Québec.

Lesdits amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 62 concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés;
- bill 75 modifiant le Code de procédure civile et la loi des renvois à la Cour du banc du roi;
- bill 78 modifiant le Code de procédure civile concernant les règles de pratique de la Cour supérieure;
- bill 176 concernant la Commission des écoles catholiques de Lachine.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### Troisième séance du 1<sup>er</sup> mai 1947

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Projets de loi:

##### Hydro-Québec et la Montreal Light, Heat & Power Consolidated

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 79 concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité<sup>9</sup>:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** produit les documents réclamés par l'opposition, lors du débat sur les résolutions. Il dépose une lettre de M. George C. Macdonald, membre de la Commission hydroélectrique, en date du 26 février 1947, avisant le gouvernement qu'il est possible à l'Hydro d'emprunter à 2 % d'intérêt et lui conseillant d'autoriser une offre de \$25 l'action.

M. Macdonald soulignait que l'Hydro en était arrivée à une telle position à cause d'une reconversion réussie de ses obligations, qu'il était possible d'obtenir de l'argent à 2 % et qu'il était souhaitable de le faire. Cette transaction ferait épargner beaucoup d'argent dans les dépenses d'expropriation et aussi beaucoup de temps au personnel engagé dans la préparation des mesures d'arbitrage.

M. Macdonald a dit au premier ministre que l'Hydro envisageait l'avenir avec confiance et que les membres étaient unanimes dans leur demande d'autorisation d'acheter les actions. Quatre banques sont prêtes à prêter à la Commission l'argent nécessaire à 2 %.

Il (l'honorable M. Duplessis) dépose une lettre de M. L.-E. Potvin, président de la Commission, contresignée par les quatre autres membres, MM. G. C. Macdonald, J.-A. Savoie, J.-R. Latreille et J. W. McCammon, recommandant l'achat des actions à \$25, payable au moins en débentures à 2 %. Ce projet, dit-il, par comparaison à celui de 1944, épargnera à l'Hydro \$680,000 par année, soit \$13,000,000 en chiffres ronds. Il (M. Duplessis) produit la copie de l'arrêté ministériel approuvant l'offre.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** La situation du marché financier n'est pas la même qu'en 1944; on devrait prendre cela en considération. Comme chacun l'admettra, l'argent ne vaut plus ce qu'il valait auparavant.

**Un député oppositionniste** questionne le premier ministre quant au rachat de deux tranches d'actions de compagnies constituantes, la Montreal Gas Company et la Montreal Light, Heat & Power Consolidated.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'était nécessaire, puisqu'il est souhaitable d'avoir le plein contrôle dans le domaine des droits de passage, etc., que les anciennes compagnies détenaient.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Nonobstant toute disposition au contraire contenue dans une loi, un testament, un acte de fiducie, un acte de donation ou tout autre acte de même nature, le grevé de substitution, à quelque degré que ce soit et de quelque manière que la substitution soit établie, l'exécuteur ou l'administrateur en vertu d'un testament, et le tuteur, le curateur ou le fiduciaire ayant à ce titre la possession ou l'administration de biens appartenant à autrui ou dont ils sont saisis pour l'avantage d'un autre, ainsi que le donataire ou le bénéficiaire, en vertu d'un acte contenant une prohibition d'aliéner, sont autorisés à vendre, à la Commission, sans formalité de justice, au prix de vingt-cinq dollars par action, payable en monnaie canadienne, toutes les actions de la compagnie qui sont en leur possession ou dont ils ont l'administration en quelque une des qualités susdites, et à en recevoir le prix.

"Lorsqu'il y a plusieurs grevés de substitution, exécuteurs ou administrateurs, fiduciaires, donataires ou bénéficiaires, la vente peut être consentie par la majorité d'entre eux.

"Le prix des actions sera substitué aux actions elles-mêmes et demeurera assujéti à toutes les charges, clauses et conditions de l'acte."

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"3. Nonobstant toute disposition au contraire contenue dans une loi, un testament, un acte de fiducie, un acte de donation ou tout autre acte de même nature, le grevé de substitution, à quelque degré que ce soit et de quelque manière que la substitution soit établie, l'usufruitier, le légataire, l'exécuteur ou l'administrateur en vertu d'un testament, et le tuteur, le curateur ou le fiduciaire ayant à ce titre la possession ou l'administration de biens appartenant à autrui ou dont ils sont saisis pour l'avantage d'un autre, ainsi que le donataire ou le bénéficiaire, en vertu d'un acte contenant une prohibition d'aliéner, sont autorisés à vendre, à la Commission, sans formalité de justice, au prix de vingt-cinq dollars par action, payable en monnaie canadienne, toutes les actions de la compagnie qui sont en leur possession ou dont ils ont l'administration en quelque une des qualités susdites, et à en recevoir le prix.

"Lorsqu'il y a plusieurs grevés de substitution, exécuteurs ou administrateurs, fiduciaires, donataires ou bénéficiaires, la vente peut être consentie par la majorité d'entre eux.

"Le prix des actions sera substitué aux actions elles-mêmes et demeurera assujéti à toutes les charges, clauses et conditions de l'acte.

"Nonobstant les dispositions de l'article 953a du Code civil, la Commission ne sera en aucun cas tenue de voir au emploi de ce prix."

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. L'indemnité payable par la Commission pour les actions et les biens dont la propriété lui est attribuée par l'article 4 sera la somme de vingt-cinq dollars par action. Cette indemnité sera payable aux détenteurs de ces actions, au siège social de la Commission, sur remise et délivrance effective des certificats, dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, et elle portera intérêt au taux de deux pour cent l'an à compter de cette entrée en vigueur. Cet intérêt, néanmoins, cessera de courir dès que la Commission aura publié dans la *Gazette officielle de*

*Québec* un avis déclarant qu'elle est prête à payer l'indemnité. Après l'expiration des quinze jours qui suivent cette publication, l'indemnité revenant aux actionnaires, dont les certificats n'auront pas été valablement représentés, sera déposée par la Commission dans un compte spécial et ce dépôt aura, à tous égards, le même effet qu'une consignation au département du Trésor de la province. Ces actionnaires pourront, à demande et sur présentation de leurs certificats d'actions, obtenir en tout temps le paiement de leur indemnité à même ce fonds spécial."

Cet article est amendé et le mot "représentés" est remplacé par "présentés".

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. La somme de vingt-cinq dollars par action payée ou payable par la Commission tiendra lieu de tout prix et de toute indemnité ou compensation, tant pour les actions acquises que pour l'expropriation de l'entreprise de production et de distribution, en cette province, de gaz et d'électricité de la compagnie, décrétée par la loi 8 George VI, chapitre 22, telle que modifiée par les lois 9 George VI, chapitre 36, et 10 George VI, chapitre 26, et aucune autre indemnité ou compensation ne sera due, soit à la compagnie, soit aux détenteurs de ses actions."

Cet article est amendé et le mot "36" est remplacé par le mot "30".

L'amendement est adopté.

L'article 6, ainsi amendé, est adopté.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, les fonctions des directeurs de la compagnie prendront fin et la Commission leur sera substituée à toutes fins que de droit. Les directeurs alors en fonction seront cependant tenus de livrer à la Commission tous les biens dont celle-ci a le droit de réclamer la possession et ils seront personnellement responsables de toute perte résultant de l'inaccomplissement de cette obligation."

Cet article est amendé et les alinéas suivants sont ajoutés:

"Les dispositions du premier alinéa de l'article 7 et celle du présent article s'appliquent aux compagnies filiales de Montreal Light, Heat & Power Consolidated et à ses compagnies composantes mentionnées à l'annexe A de la loi 8 George VI, chapitre 22.

"La Commission sera en outre substituée aux directeurs représentant les intérêts de Montreal Light, Heat & Power Consolidated dans les deux compagnies affiliées de cette dernière, savoir Union Investors Limited et Montreal Coke & Manufacturing Company, et les fonctions des directeurs auxquels la Commission est ainsi substituée prendront fin dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

"La Commission peut, dans tous les cas, désigner par résolution des personnes qui la représenteront durant bon plaisir dans les conseils d'administration de toutes les compagnies mentionnées dans le présent article, et ces personnes y exerceront tous les droits que la Commission elle-même pourrait exercer."

L'amendement est adopté.

L'article 8, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"9. La Commission devra faire dresser, aussitôt que possible, un inventaire dûment certifié par ses auditeurs de tous les biens dont elle prendra possession en vertu de la présente loi."

Cet article est amendé et se lit maintenant comme suit:

"9. La Commission devra faire dresser, aussitôt que possible, un inventaire comptable dûment certifié par ses auditeurs de tous les biens dont elle prendra possession en vertu de la présente loi."

L'amendement est adopté.

L'article 9, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 10 et 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12, qui se lit comme suit:

"12. Nonobstant les dispositions de l'acte de fiducie consenti par la Montreal Light, Heat & Power Consolidated en faveur de Montreal Trust Company, comme fiduciaire, en date du premier février 1936, et des actes supplémentaires qui en font partie ou s'y

rattachent, la Commission est autorisée à racheter toutes les obligations actuellement en circulation et qui d'après leurs termes sont rachetables avant échéance, et à requérir le fiduciaire, Montreal Trust Company, de vendre toutes les actions, obligations, titres ou valeurs qu'il détient comme fiduciaire, et à employer, pour les fins du rachat prévu au présent alinéa, les deniers provenant de ces ventes ainsi que ceux qu'il a en sa possession ou qui sont déposés dans les banques, en son nom ou au nom de ses prête-noms, ou dont il a l'administration comme fiduciaire et qui forment partie du gage ou de la garantie constituée en faveur des obligataires aux termes des actes ci-dessus. Pour les fins de ce rachat, la Commission peut elle-même, et en son propre nom, publier et donner tous les avis, faire tous les actes et adopter toutes les procédures prévues aux actes de fiducie susmentionnés aux lieu et place de la compagnie.

"La Commission peut, en outre, à son choix, nonobstant toute disposition au contraire, requérir le fiduciaire, Montreal Trust Company, de lui livrer et remettre tous les deniers, actions, obligations, titres et valeurs qui sont affectés à la garantie des obligations, rachetables ou non rachetables avant échéance, émises par la compagnie en vertu de l'acte de fiducie du premier février 1936 et des actes supplémentaires qui en font partie ou s'y rattachent. Cette disposition s'applique, notamment et sans restreindre la portée de ce qui précède, à tous les deniers, actions, obligations, titres ou valeurs, formant ou non partie de l'un des fonds d'amortissement établis en vertu des actes ci-dessus, déposés dans les banques, placés ou enregistrés au nom du fiduciaire, de ses prête-noms ou de la compagnie.

"En ce cas, la Commission rachètera elle-même toutes les obligations rachetables avant échéance, après un avis d'au moins trente jours, aux prix et moyennant les primes mentionnées aux titres et, pour les fins de ce rachat, elle est autorisée à publier et donner elle-même, en son propre nom, tous les avis requis et à faire tous actes et adopter toutes procédures que la compagnie ou le fiduciaire peuvent ou doivent faire pour effectuer le rachat des obligations.

"[[Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement en capital et intérêt, y compris les primes de rachat, le cas échéant, des obligations de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated qui ne sont pas rachetables avant échéance, et cette garantie tiendra lieu de toutes les garanties prévues à l'acte de fiducie.]]"

Cet article est retranché et remplacé par le suivant:

"12. La Commission peut requérir le fiduciaire Montreal Trust Company de vendre, conformément aux instructions qu'elle lui donnera, de temps à autre, tous les titres, actions, obligations et autres valeurs qu'il détient à titre de placement ou autrement, en sa qualité de fiduciaire, soit en son nom, soit au nom de la compagnie, soit au nom des prête-noms de l'un ou de l'autre, en vertu de l'une quelconque des dispositions des actes ci-dessus pour garantir le paiement des obligations de la compagnie; elle peut aussi lui ordonner d'employer les deniers provenant de ces ventes ainsi que tous les autres deniers qu'il a en sa possession, en sa qualité de fiduciaire, pour racheter avant échéance, en tout ou en partie, les obligations de la compagnie émises en vertu des actes ci-dessus, rachetables avant échéance et encore impayées. Ces obligations seront rachetées par le fiduciaire moyennant les prix, suivant les termes, en la manière et d'après les conditions énoncées dans lesdits actes.

"La Commission peut également, si elle le préfère, ordonner au fiduciaire Montreal Trust Company de lui livrer et remettre tous les deniers, titres, actions, obligations et autres valeurs qu'il détient, à titre de placement ou autrement, soit en son nom, soit au nom de la compagnie, soit au nom des prête-noms de l'un ou de l'autre et qui sont affectés à la sûreté et garantie des obligations émises par la compagnie en vertu de l'acte de fiducie du premier février 1936 et des actes supplémentaires qui s'y rattachent. En ce cas, la Commission pourra vendre toutes les valeurs ci-dessus aux prix et conditions qu'elle fixera et racheter avant échéance, en tout ou en partie, toutes les obligations de la compagnie émises en vertu des dits actes et rachetables avant échéance, moyennant les prix mentionnés aux titres. À l'exception des obligations au montant de treize millions de dollars émises le premier juillet 1939, échéant le premier juillet 1969 et qui ne sont pas rachetables avant le premier juillet 1960, la Commission pourra effectuer le rachat de toutes les obligations de la compagnie, en aucun temps, après un avis d'au moins trente jours publié et donné conformément aux dispositions de l'acte de fiducie et des actes supplémentaires.

"Pour les fins du présent article, la Commission est substituée à tous les droits du fiduciaire Montreal Trust Company et de la compagnie, tels qu'énoncés dans les actes ci-dessus et elle peut elle-même, et en son propre nom, publier et donner tous les avis, faire tous les actes et adopter

toutes les procédures prévues auxdits actes, aux lieu et place de la compagnie et du fiduciaire.

"Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de garantir le paiement en capital, intérêts et primes de rachat, le cas échéant, des obligations émises par la compagnie le premier juillet 1939, au montant de treize millions de dollars.

"Lorsque ces obligations auront été garanties comme ci-dessus et que les autres obligations auront été rachetées, le fiduciaire Montreal Trust Company sera tenu, sur réquisition de la Commission, de libérer tous les biens affectés par l'acte de fiducie et les actes supplémentaires ci-dessus des charges, hypothèques et privilèges découlant d'iceux et d'exécuter et souscrire tous les documents nécessaires à ces fins; il sera également tenu de remettre à la Commission tous les deniers et valeurs qui pourraient demeurer entre ses mains en raison de ses fonctions de fiduciaire."

L'amendement est adopté.

L'article 12, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 13, qui se lit comme suit:

"13. Le fiduciaire, Montreal Trust Company, sera tenu de se conformer à toutes les réquisitions, demandes et instructions que lui adressera la Commission en vertu de l'article 12, et nul ne pourra le rechercher en justice par suite de l'emploi qu'il aurait fait des deniers en sa possession comme fiduciaire, pourvu que cet emploi soit conforme aux instructions de la Commission, et la remise par le fiduciaire à la Commission des deniers, actions, obligations, titres et valeurs affectés à la garantie des obligations, conformément à l'article précédent, libérera le fiduciaire à l'égard de tous.

Cet article est retranché et remplacé par le suivant:

"13. Le fiduciaire Montreal Trust Company sera tenu, sous peine de tous dommages, de se conformer aux réquisitions, injonctions, ordonnances et instructions de la Commission dès qu'il les aura reçues et il sera libéré de toute responsabilité à l'égard de tous, pourvu qu'il observe les prescriptions ci-dessus.

"Les articles 12 et 13 recevront leur plein et entier effet, nonobstant toute disposition au contraire de l'acte de fiducie consenti par la compagnie en faveur de Montreal Trust Company comme fiduciaire, en date du premier février 1936, et des actes supplémentaires qui s'y rattachent."

L'amendement est adopté.

L'article 13, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 14 et 15, ainsi que le préambule, sont adoptés.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 79 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

#### **Union Économique d'Habitations et les Cités-Jardins du Québec**

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 71 concernant l'Union Économique d'Habitations et les Cités-Jardins du Québec.

C'est un projet spécial pour régler une affaire spéciale et protéger certaines personnes, dit-il. Des acheteurs n'ont jamais eu leur maison. D'autre part, ils ont payé plus cher que le montant fixé dans le contrat, mais une contre-lettre dont ils ignoraient la signification pouvait empêcher toute réclamation. Sur 159 intéressés, 48 sont dissidents et ne veulent pas accepter les conséquences de ce projet de loi. Mais, comme 11 des 48 n'ont payé que le prix fixé, il ne reste vraiment que 37 dissidents.

Il s'agit de créer une nouvelle corporation qui verra à maintenir la Cité-Jardin, à la faire prospérer, tout en lui gardant ses objectifs généraux, tout en restant fidèle à l'esprit qui a présidé à sa formation. Les principaux intéressés ont proposé de réduire de cinq à trois le nombre des membres de la nouvelle organisation, qui portera le nom de "Comité de réalisation de la Cité-Jardin". Avec cet amendement, toutes les parties seront satisfaites. Le provincial de la compagnie m'a envoyé, dit-il, un délégué pour dire que la communauté est favorable au bill tel que présenté.

**M. Godbout (L'Islet):** Il s'agit d'une législation exceptionnelle, qui pose un principe très dangereux, c'est-à-dire de substituer aux propriétaires-sociétaires un groupe d'hommes qui administreront l'affaire. Ce n'est pas une bonne chose de remplacer les administrateurs de l'entreprise par d'autres



personnes qui y sont étrangères, pour ce qui est de l'aspect travail. Il reste toujours le recours civil pour protéger les intérêts de ceux qui se croient lésés dans leurs transactions avec les administrateurs des Cités-Jardins. Le gouvernement ne devrait pas se substituer aux tribunaux.

La Cité-Jardin s'est organisée avec un objectif de première valeur et le gouvernement passe une loi pour prendre le contrôle de ses activités. Cette loi va excessivement loin.

Le gouvernement devra commencer par nous démontrer que la situation est désespérée. Les organisateurs ont été accusés et acquittés. Il n'a pas été prouvé que les administrateurs fondateurs ne pouvaient pas administrer la corporation de façon adéquate.

Il est difficile de se prononcer sur l'opportunité de ce projet de loi. Actuellement, nous n'avons pas les renseignements nécessaires pour apprécier la situation et pour se prononcer à bon escient. On a parlé de prudence, de gaucheries, mais pas de malversations. Un représentant du plus gros prêteur m'a dit: "Opposez-vous à ce bill".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Qui?

**M. Godbout (L'Islet):** Je préfère ne pas le nommer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Des représentants de l'Ordre des Jésuites qui sont impliqués en tant que créanciers prêteurs m'ont déjà interrogé à ce propos il y a quelque temps. Ils ont demandé au gouvernement de leur rembourser l'argent qu'ils avaient investi dans la coopérative. On leur a répondu que cela était impossible. Le comité des administrateurs à être nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil devait être composé à l'origine de cinq membres. On l'a réduit à trois membres à la demande des autorités religieuses, ce qui fait que ceux qui doivent de l'argent ne seront pas représentés dans ce comité. Et je viens de recevoir de l'archevêque Joseph Charbonneau un télégramme me suggérant même des noms pour le comité dont la loi autorise la nomination pour remplacer les deux corporations qui cesseront d'exister.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
Un montant d'environ \$450,000 est dû à l'Ordre des Jésuites et il est impossible de savoir exactement à combien se chiffrent les actifs.

Adopté, après division. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie les paragraphes *c.* et *d.* de l'article 1, qui se lisent comme suit:

"*c.* "créancier prêteur" désigne les prêtres, religieux et communautés religieuses qui ont contribué des fonds aux entreprises de L'Union Économique d'Habitations et des Cités Jardins du Québec;

"*d.* "créanciers fournisseurs" désigne tous les créanciers autres que les créanciers prêteurs;"

Cet article est amendé et les alinéas *c.* et *d.* sont retranchés. En conséquence, les alinéas subséquents sont renumérotés.

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Une corporation est créée par la présente loi sous le nom de "Comité de réalisation de la Cité-Jardin".

"Elle se compose de cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont deux représenteront les propriétaires, un, les créanciers prêteurs, et un autre, les créanciers fournisseurs."

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
Le bill serait amendé pour que le comité de réorganisation soit composé de trois membres et non de cinq. Avec l'amendement proposé, tout le monde sera satisfait.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Trop de gens se mêlent d'affaires qu'ils ne connaissent pas suffisamment, ou pour lesquelles ils ne sont pas suffisamment qualifiés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il y a un abîme entre la théorie et la pratique.

L'article 2 est amendé et se lit alors comme suit:

"2. Une corporation est créée par la présente loi sous le nom de "Comité de réalisation de la Cité-Jardin".

"Elle se compose de trois membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil."

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Combien de propriétaires sont intéressés dans le règlement proposé? Quel est le nombre des prêteurs? Quel est le montant total de leurs réclamations?

**M. Johnson (Bagot)**<sup>10</sup> demande la permission d'intervenir. Je connais les promoteurs de l'œuvre, dit-il. Je connais l'œuvre elle-même, c'est une œuvre magnifique. Seules des circonstances incontrôlables lui ont fait manquer le but qu'elle se proposait. On a construit 165 maisons. Mais nous ne sommes pas seulement en présence d'une coopérative de construction de maisons. C'est un essai d'application de la doctrine sociale de l'Église.

Nous avons là un beau groupe de jeunes qui veulent mettre en pratique ce qu'on pourrait appeler la formule moderne et chrétienne du communisme. Ce projet a aussi donné naissance à une Caisse populaire ou à une banque de crédit et d'autres coopératives semblables. Malheureusement, des difficultés pour lesquelles les promoteurs ne peuvent être blâmés ont surgi.

Il (M. Johnson) explique l'organisation de cette Cité-Jardin, le fonctionnement de ses principaux services. D'après la mise en branle du projet de construction de maisons, le prix des matériaux a monté de façon fabuleuse, dit-il. Cela n'était pas prévu. Des maisons furent vendues à prix fixe. Mais il y en a eu qui n'ont pas été vendues à prix fixe. C'était le plus grand nombre. Le prix devait être de \$4,500. Mais, pendant la construction, on fit signer une contre-lettre, par laquelle les futurs propriétaires s'engageaient à payer ce que ça coûterait. Et de \$4,500, on est passé à \$8,000 et \$8,500.

Comme l'écart était considérable, le trouble a commencé et n'a fait que s'accentuer. Et aujourd'hui, la Cité-Jardin nous donne le triste spectacle d'une maison divisée contre elle-même. Si nous n'intervenons pas, les dissensions s'aggraveront, les procès continueront et, en définitive, il n'y a que les avocats qui retireront quelque chose. Les membres de la Cité-Jardin seront ruinés. Si on les pousse à la faillite, on développera les rancœurs et on pourra retarder pour longtemps le mouvement coopératif. On détruira une belle œuvre, qui mérite un meilleur sort.

Si nous ne lui venons pas en aide, l'œuvre s'écroulera, le mouvement en faveur de la coopération subira un échec considérable, des jeunes gens se ruineront devant les tribunaux et des communautés religieuses perdront de l'argent. L'idée est de sauver l'entreprise. Les communautés religieuses seraient contentes de prendre des hypothèques à long terme et d'être remboursées, disons, en 20 ans.

Il y aura moyen de faire baisser des réclamations, d'obtenir certains autres avantages de la part des prêteurs et d'en venir à un règlement. Je connais personnellement ceux qui ont été poursuivis. Ce sont certainement des gens de bonne foi. Mais les esprits se sont échauffés.

On se dit des choses plus graves que celles que nous entendons en cette Chambre. Et, à l'heure actuelle, il n'y a pas d'entente possible. Dans les circonstances, je crois que la Chambre devrait adopter le projet.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** félicite chaleureusement le député de Bagot (M. Johnson) de son exposé clair et convaincant.

Nous comprenons quelque chose maintenant, dit-il. Si le premier ministre cherche un secrétaire de la province, il en a un dans la personne de mon honorable ami de Bagot. Le député serait qualifié pour assumer le portefeuille du secrétariat provincial.

(Rires)

Il (M. Casgrain) pose quelques questions au député de Bagot (M. Johnson).

Les articles 3 à 21 sont adoptés.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 71 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill amendé soit maintenant agréé.  
Adopté, après division.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

La séance est levée.

10. *Le Canada* du 2 mai 1947, à la page 14, soutient que M. Johnson parle alors du siège de l'honorable J. S. Bourque, "vu que, lorsque la Chambre siège en comité, un député peut changer de fauteuil". La plupart des journaux soulignent le talent dont fait preuve le jeune député dans son discours, par exemple, *L'Action catholique* du 2 mai 1947, à la page 24.

---

### NOTES

1. En accord avec l'article 211 du Règlement de la Chambre, le ministre pose ainsi la question préalable, obligeant la Chambre à se prononcer immédiatement.

2. M. Hamel était ministre des Terres et Forêts sous le gouvernement Godbout.

3. *L'Événement-Journal* du 2 mai 1947, à la page 11, soutient que M. Duplessis "interrompt alors le député, comme il le fera à quelques reprises, plus tard".

4. *Le Devoir* du 2 mai 1947, à la page 9, précise que "le courant électrique fait défaut à une couple de reprises, pendant l'altercation entre le premier ministre et le député de Montmagny. Il fait finalement défaut de 5 h 30 à 6 heures. Les journalistes écrivent à la noirceur".

5. *Le Soleil* du 2 mai 1947, à la page 5, prétend plutôt que c'est M. Casgrain qui fait cette remarque.

6. *Le Canada* du 2 mai 1947, à la page 2, en dénombre 110,000 pour ce même mois.

7. *L'Autorité* du 10 mai 1947, à la page 4, rapporte plutôt 24 dollars.

8. M. Marler s'abstient de voter, selon *Le Devoir* du 2 mai 1947, à la page 9.

9. *Le Devoir* du 2 mai 1947, à la page 9, affirme que "les diverses clauses sont ensuite adoptées très rapidement, avec quelques modifications de détails".



Séance du vendredi 2 mai 1947

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Hydro-Québec  
et la Montreal Light, Heat & Power Consolidated**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des sociétés  
coopératives agricoles**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (l'honorable M. Barré) souligne qu'il a averti les intéressés qu'il ne se prêterait certainement pas chaque année à des articles pour parer aux inconvénients de la loi fédérale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On donne tout simplement à nos coopératives les mêmes avantages qu'on accorde aux coopératives dans d'autres provinces.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 81 sans l'amender.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Hôpital  
Saint-Jean-de-Dieu**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 82 concernant l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose: Attendu que le gouvernement a, par un contrat du 1<sup>er</sup> octobre 1945, accordé à La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence une subvention supplémentaire et proportionnelle au nombre de malades hospitalisés à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu;

Attendu que cette communauté a entrepris, grâce à cette assistance du gouvernement, une construction nouvelle à la Rivière des Prairies, afin d'y établir un institut médico-pédagogique moderne;

Attendu qu'à cette fin la communauté projette des travaux comportant une dépense d'au-delà de deux millions de dollars;

Attendu qu'elle doit emprunter pour parachever cette construction nouvelle et que cette opération financière lui profiterait beaucoup si les obligations qui doivent être émises étaient garanties par le gouvernement;

Attendu que cette garantie bénéficierait à la communauté et à la province et qu'il y a lieu en conséquence de l'autoriser;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la Santé, soit autorisé à garantir, aux conditions qu'il déterminera, l'emprunt qui sera contracté par La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence pour parachever la construction en cours à la Rivière des Prairies, jusqu'à concurrence d'un montant de deux millions de dollars, pourvu que le taux d'intérêt payable sur cet emprunt ne dépasse pas trois et demi pour cent par année.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à conclure avec La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence toute entente qu'il jugera équitable et opportune pour assurer le remboursement de l'emprunt, et affecter à cette fin une partie des montants payables à cette communauté pour l'hospitalisation des malades.

Adopté.

3. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 concernant l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de

résolutions relatives au bill 80 améliorant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

Il (l'honorable M. Sauvé) expose les grandes lignes de son projet de loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** croit bon d'attirer l'attention de la Chambre et de la province de manière générale sur les modifications proposées. Il montre les avantages présents et futurs de cette loi votée par l'Union nationale en 1938. En adoptant la loi des allocations aux mères nécessiteuses, dit-il, le gouvernement de l'Union nationale a posé un geste salvateur, reconnaissant les droits des orphelins. Avant l'arrivée de l'Union nationale, les mères nécessiteuses ne recevaient aucune allocation. L'Union nationale a permis à la mère de famille, qui était obligée auparavant d'aller gagner la subsistance de sa famille à l'usine ou comme domestique, et donc de priver ses enfants du meilleur des soins possibles, c'est-à-dire l'attention maternelle au foyer, de rester à la maison et de prendre soin de ses enfants.

Les enfants des familles pauvres ont tout aussi droit que les autres enfants de recevoir les soins maternels. C'était une injustice que le gouvernement a corrigée. La loi s'attaque également au fléau de la délinquance juvénile en prévoyant soin et éducation au foyer pour les enfants. Le gouvernement a ainsi contribué au règlement du problème de la criminalité juvénile.

En outre, le gouvernement a proclamé du même coup le principe que les lois sociales relèvent de la juridiction provinciale. Une législation sociale, faite en Québec et pour Québec, donne plus de garanties qu'une loi faite par des gens qui ne nous connaissent pas et n'ont pas notre mentalité. Mon gouvernement est intervenu pour parer aux inconvénients du taux décroissant décrété par la loi fédérale. Avec cette loi, le gouvernement a comblé les lacunes de la loi fédérale des allocations familiales, qui prévoyait un taux décroissant à partir du sixième<sup>1</sup> enfant.

Ce taux décroissant était contraire aux intérêts de la province, et le gouvernement provincial l'a comblé en augmentant les allocations aux mères nécessiteuses d'environ \$425,000 par année pour

réparer cette injustice et payer la différence du taux décroissant fédéral, un montant dont bénéficient les orphelins et les mères nécessiteuses. Il n'y a pas de meilleur placement, et nous reconnaissons comme il convient, les mérites de la mère de famille.

**M. Godbout (L'Islet)** fait observer qu'il a approuvé la loi, lors de sa présentation, parce qu'il en réalisait la nécessité et qu'il approuve les amendements qu'on y apporte, aujourd'hui. Il félicite le gouvernement d'avoir amélioré encore une bonne loi. Mais nos adversaires ne sont pas les seuls à avoir amélioré cette législation, dit-il. Le gouvernement que j'ai eu l'honneur de présider a lui aussi amélioré la loi, de 1939 à 1944, et en a élargi les cadres. Il a permis à la mère d'un seul enfant, et non pas seulement à celle de deux enfants, de bénéficier de l'allocation.

Celle-ci a également été payée à la femme dont l'époux aliéné est incapable de travailler, de même qu'à la sœur aînée qui sacrifie sa vie pour prendre soin de ses jeunes frères et sœurs, après la mort de ses parents. Les amendements qu'on apporte aujourd'hui bonifient encore la loi et j'encourage le gouvernement à continuer dans cette bonne voie.

Si l'on veut véritablement mettre une digue aux empiétements du pouvoir central dans le domaine social, il faut agir les premiers. La meilleure façon d'affirmer nos droits consiste non pas à protester contre les empiétements fédéraux, mais à couvrir les champs d'action de la législation sociale avant le fédéral. C'est ainsi que je demande au gouvernement provincial de passer une loi d'assurance-santé, avant que le fédéral ne s'introduise dans ce domaine, même si on admet qu'on ne peut en assumer seul les frais. Que l'on vote une loi quand même, pour affirmer nos droits et prendre position dans ce champ important, comme nous l'avons fait sous notre administration.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Une telle proposition sort du sujet qui est discuté ici.

**M. Godbout (L'Islet):** Depuis deux ans, la prétention du premier ministre que la lacune de l'échelle décroissante des allocations familiales a été comblée est une inexactitude. Le gouvernement actuel a augmenté l'allocation de base pour les mères nécessiteuses, mais il a lui-même adopté le taux décroissant par enfant qu'il reproche au fédéral. Il a accentué les lacunes de la loi fédérale. Si l'Union nationale a augmenté le taux de base de \$10 à la mère, il a, par contre, diminué le montant alloué pour chaque enfant. C'est pour les grosses familles que la

diminution est la plus forte. Une mère avec 1 enfant reçoit \$10 de plus qu'auparavant, et une mère avec 3 enfants reçoit \$2 de plus; mais si elle a 4 enfants, elle reçoit \$2 de moins; si elle en a 5, elle reçoit \$6 de moins, et si elle en a 7, elle reçoit \$12 de moins.

Par conséquent, plus la famille est nombreuse, plus la diminution sur les anciens taux est sensible, et le gouvernement actuel fait ce qu'il reproche au fédéral de faire et ce que j'ai toujours moi-même reproché au fédéral de faire. Quant au bill, il est bon dans l'ensemble. Je considère qu'il est injuste de diminuer les allocations familiales fédérales après le quatrième enfant. Mais le gouvernement n'a nullement complété les allocations. Il s'est contenté d'augmenter le taux de base des allocations. Il s'est contenté d'augmenter le taux de base des allocations aux mères nécessiteuses en tenant compte de ce qu'elles reçoivent du fédéral, avec la conséquence que les allocations provinciales aux mères nécessiteuses ont été diminuées.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** (Employant un tableau créé par son département) Loin de décroître, le taux actuel augmente avec le nombre des enfants. Les allocations ont été augmentées dans tous les cas. Dans les villes, une mère avec un enfant reçoit \$35; avec 2 enfants \$36; avec 4 enfants, \$38; avec 6 enfants, \$40; avec 8 enfants, \$43; avec 9 enfants, \$46, avec 10 enfants, \$49; et ainsi de suite jusqu'au seizième, s'il y a lieu. Nous avons ajouté \$10 au taux de base, plus \$1 par enfant, plus la différence nécessaire pour combler le taux décroissant d'Ottawa. Le montant pour chaque enfant augmente donc selon le nombre des enfants. L'allocation a un taux croissant.

**M. Godbout (L'Islet):** Pas proportionnellement au nombre d'enfants.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Par un amendement apporté à la loi, en 1945, on a augmenté les allocations de \$1,500,000 par année et toutes les augmentations ont été haussées de 75 %. Le gouvernement Godbout a réduit les allocations de plus de 2,000 mères de famille. En 1939, la moyenne de l'allocation mensuelle était de \$40.78; et au 1<sup>er</sup> septembre 1940, sous l'administration libérale, elle n'était plus que de \$26.49.

En août 1944, la province versait \$309,000 par mois, et grâce aux augmentations décrétées par l'Union nationale, la province versait \$390,000 par mois en janvier 1947. Ces amendements et ceux déjà apportés à la loi porteront le coût des allocations,

cette année, à plus de \$6,000,000. Les allocations aux mères nécessiteuses coûteront à la province, cette année, plus de \$6,000,000 comparativement à \$3,640,000<sup>2</sup> en 1944, soit deux fois plus cette année.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le ministre nous a convaincus encore une fois que l'on peut faire dire aux chiffres tout ce que l'on veut. Ce qui compte en définitive pour les mères nécessiteuses, c'est le chèque qu'elles reçoivent à la fin de chaque mois. Et ces chèques démontrent que, en 1945, une mère de 4 enfants recevait \$40; aujourd'hui elle reçoit \$38. La mère de 5 enfants reçoit aujourd'hui \$39 au lieu de \$45, celle de 7 enfants \$43 au lieu de \$55. Une mère de 8 enfants reçoit \$46 aujourd'hui quand elle recevait \$60 sous l'ancien gouvernement.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** et **l'honorable M. Barrette (Joliette)** contestent ces chiffres et affirment que le taux actuel est croissant jusqu'au nombre total d'enfants qu'il y a dans une famille.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (Employant un tableau créé par son département) D'après la loi telle qu'amendée par le gouvernement libéral, il aurait fallu supprimer tout à fait les allocations aux enfants lorsque le gouvernement fédéral a commencé de payer les allocations familiales. Mais l'Union nationale a amendé la loi pour continuer à payer des allocations aux enfants. Autrefois, les taux de base étaient de \$20 dans les campagnes et de \$25 dans les villes, plus \$5 par enfant.

Le gouvernement actuel a amendé la loi de telle façon que, même avec les allocations fédérales, la province paye quand même quelque chose pour chaque enfant. On a porté les taux de base à \$30 et \$35, à quoi l'on ajoute \$1 par enfant jusqu'au sixième, et \$2 par enfant du 6<sup>e</sup> au 8<sup>e</sup>, et \$3 par enfant à partir du 9<sup>e</sup>, et ainsi de suite, jusqu'au 30<sup>e</sup> s'il le faut. Mais alors, puisque les enfants peuvent normalement bénéficier de la loi jusqu'à l'âge de 16 ans seulement, cela voudra dire seulement 16 enfants. Par conséquent, c'est bien un taux croissant que donne la province, et non pas un taux décroissant.

**M. Godbout (L'Islet):** Ces chiffres sont exacts, mais je maintiens qu'en comparaison des anciens taux, plus la famille est nombreuse, plus la diminution est considérable. Le taux de l'allocation par enfant était de \$5, auparavant, mais on l'a réduit à \$1 pour l'augmenter à \$2 et \$3, au maximum. J'ai ici le tableau des allocations provinciales aux mères

nécessiteuses. On y voit qu'une mère de 7 enfants reçoit \$12 de moins par mois qu'en 1944. Au lieu de corriger les déficiences de la loi fédérale, le gouvernement de l'Union nationale les accentue.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'ai essayé d'expliquer à deux femmes de mon comté que le gouvernement affirmait avoir augmenté leurs allocations. Elles n'ont jamais voulu le croire.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose: 1. Que l'article 2 de la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses (Statuts refondus, 1941, chapitre 180), soit modifié:

*a.* en remplaçant le paragraphe *b* par le suivant:

"*b.* "mère" désigne une mère d'au moins un enfant tel que défini au paragraphe *e* du présent article;"

*b.* en ajoutant, après le paragraphe *d*, le suivant:

"*e.* "enfant" désigne un enfant légitime âgé de moins de seize ans ou qui, n'ayant pas atteint l'âge de dix-neuf ans, ne peut travailler par suite d'une incapacité physique ou mentale.

"Pour les fins de la présente loi, une belle-fille ou un beau-fils de moins de seize ans qui est à la charge et sous les soins de sa belle-mère est considéré comme l'enfant de cette dernière."

La résolution 1, alinéa *e*, est amendée et se lit comme suit:

"*e.* "enfant" désigne un enfant légitime âgé de moins de seize ans ou qui, n'ayant pas atteint l'âge de dix-neuf ans, ne peut travailler par suite d'une incapacité physique ou mentale.

"Pour les fins de la présente loi, une belle-fille ou un beau-fils qui est à la charge et sous les soins de sa belle-mère est considéré comme l'enfant de cette dernière."

L'amendement est adopté.

La résolution 1, ainsi amendée, est adoptée.



**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose: 2. Que l'article 3 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 53, soit remplacé par le suivant:

"3. Peut être admise à bénéficier d'une allocation mensuelle déterminée par l'Office toute mère qui:

*a.* est veuve ou épouse d'un mari absent depuis cinq ans ou totalement invalide ou détenu dans une prison ou autre lieu de détention pour une période de douze mois ou plus;

*b.* possède la citoyenneté canadienne par naissance ou l'a acquise depuis au moins quinze ans;

*c.* est domiciliée dans la province depuis cinq ans lors de la demande d'une allocation et y a résidé effectivement au moins 1,095 jours durant cette période;

*d.* offre, à la satisfaction de l'Office, des garanties raisonnables de bonne conduite et d'habileté à donner à ses enfants les soins d'une bonne mère; et

*e.* ne possède pas les moyens nécessaires à l'entretien de ses enfants tels que définis au paragraphe *e* de l'article 1."

La résolution 2, alinéa *b*, est amendée et se lit comme suit:

*b.* possède la citoyenneté canadienne par naissance ou l'a acquise depuis au moins quinze ans ou est l'épouse ou la veuve de tel citoyen canadien;

L'amendement est adopté.

La résolution 2, ainsi amendée, est adoptée.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose: 3. Que l'article 4 de ladite loi soit modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "qui n'a pas atteint l'âge de seize ans" par les mots "tel que défini au paragraphe *e* de l'article 1".

Adopté.

4. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 5, le suivant:

"5*a.* Le paiement d'une allocation est continué jusqu'au dernier jour du mois pendant lequel un bénéficiaire cesse d'être dans les conditions requises pour l'obtenir.

"Lorsqu'un enfant atteint l'âge de seize ans pendant qu'il est encore aux études, l'allocation pour le soin duquel elle est versée est continuée jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours."

Adopté.

5. Que l'article 6 de ladite loi soit modifié en remplaçant dans la sixième ligne du premier alinéa, les mots "âgés de moins de seize ans" par les mots "tels que définis au paragraphe *e* de l'article 1,".

Adopté.

6. Que l'article 13 de ladite loi soit modifié en y ajoutant, après le paragraphe *h*, le suivant:

"*i.* Autoriser l'Office à accorder des allocations de mères nécessiteuses dans des cas spéciaux ne rencontrant pas strictement les conditions de la présente loi, mais dans lesquels l'Office, après enquête, juge équitable et conforme à l'esprit de cette loi d'accorder de telles allocations."

Adopté.

7. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 améliorant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Subsides:

#### Budget des dépenses 1947-1948 (suite)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses - Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de livres - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent quarante-quatre mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à

l'article: "Service des achats (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission du service civil, traitement compris (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** pose une question au premier ministre<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** annonce la nomination de trois nouveaux juges. Ce sont: Me Oscar Gagnon, c.r., substitut senior du procureur général à Montréal, procureur de la couronne, à Montréal, a été nommé comme juge de la Cour des sessions de la paix, en remplacement de l'honorable juge en chef, Gustave Perrault, qui prendra sa retraite le 1<sup>er</sup> juin prochain. M. le juge Perrault, à ce que nous comprenons, disposera de ses dernières causes comme juge en chef d'ici là.

Me Conrad Pelletier, c.r., de Montréal également et ancien maire de Laprairie, a également été nommé comme juge de la Cour des sessions, pour remplacer feu le juge Amédée Monet, ancien député de Laprairie à l'Assemblée législative et fils de feu le juge Dominic Monet, de la Cour supérieure.

Enfin, Me Hermann Barrette, c.r., ancien député de Terrebonne à l'Assemblée législative, a été nommé juge de la Cour de magistrat avec résidence à Saint-Jérôme, par suite de la maladie du juge Lalande.

Le Barreau de ce district réclamait la nomination d'un juge en permanence à Saint-Jérôme et recommandait, en même temps, le choix de maître Barrette.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** taquine le premier ministre au sujet des députés de Hull (M. Taché) et de Montcalm (M. Tellier), respectivement Orateur et l'Orateur suppléant de la Chambre. Il lui demande s'il leur a offert une position de juge.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** répond qu'il leur a en effet offert la position. Dans le cas du député de Hull (M. Taché), les électeurs de Hull, qui ont l'avantage de posséder un excellent député, se sont opposés énergiquement à ce qu'on les prive d'un pareil représentant. Quant au représentant de Montcalm (M. Tellier), il est si attaché à ses électeurs et à sa profession qu'il a refusé.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi après-midi.

Adopté.

La séance est levée peu avant 1 heure.

#### NOTES

1. Dans *La Tribune* du 3 mai 1947, à la page 1, on parle plutôt du cinquième enfant.

2. *Le Canada* du 3 mai 1947, à la page 12, fait monter cette somme à \$3,630,000 pour l'année 1937.

3. *La Presse* du 3 mai 1947, à la page 25, maintient que cet échange se déroule en comité plénier.



## Première séance du lundi 5 mai 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Voies et moyens:

Débat sur le budget  
1947-1948 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné lundi le 28 avril dernier, sur la motion de l'honorable trésorier (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Jusqu'à quel point on peut ajouter foi aux chiffres du trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon). On ne peut rien trouver d'exact dans les chiffres soumis par le trésorier provincial dans son discours sur le budget. Le budget du Québec a été présenté de manière à embrouiller le public. C'est ainsi que, dans son discours de 1946, le trésorier prévoyait des revenus de \$108,000,000. Ils ont été de \$139,000,000. Dans ce même discours, le trésorier prévoyait de plus des dépenses de \$108,000,000. Elles ont été en réalité de \$137,962,000. Autre légère erreur de \$30,000,000, soit à peu près le budget de la province il y a une dizaine d'années. Quelle foi pouvons-nous apporter aux chiffres qu'il mentionne pour le présent exercice financier?

Pour l'année courante, le trésorier parle de \$147,000,000 de revenus, mais il y inclut un montant de \$20,000,000 d'arrérages de cinq ans qu'il recevra pour la dernière fois d'Ottawa, comme dernier versement en vertu d'un accord sur la taxe de guerre. Ce montant ne devrait pas être ajouté aux revenus de l'année. Cette somme devrait aller au compte de capital et servir à la réduction de la dette. En sorte que, si l'on prend uniquement les revenus réels, qui s'élèveront à \$127,000,000, et les dépenses de l'année, on arrive non pas avec un surplus de \$10,000,000, mais avec un déficit de \$11,000,000. La comptabilité du trésorier est fictive.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ôtez donc \$100,000,000 de revenus au lieu de \$20,000,000. Vous allez avoir un déficit bien plus considérable.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Les \$20,000,000 que j'ôte ne sont pas des revenus de l'année. Ce sont des arrérages qu'Ottawa nous devait et qui sont versés pour la dernière fois. La manière d'administrer du gouvernement actuel lui permet de dépenser à peu près n'importe quel montant. Si le budget comporte une dépense de \$147,000,000, le gouvernement peut en réalité s'autoriser des lois spéciales qu'il a fait voter depuis deux ans pour dépenser de \$50,000,000 à \$60,000,000 de plus. Et si la province réussit à s'entendre avec Ottawa, elle recevra de plus \$55,000,000 à \$60,000,000. C'est donc \$250,000,000 que le gouvernement pourra dépenser dans l'année.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas du tout question et il ne sera pas question d'accepter les offres actuelles d'Ottawa.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Quand même, il arrive que la Chambre n'ait à peu près plus le contrôle des argents publics. Si vous faites une entente sur une autre base, vous aurez en tout \$267,000,000 à dépenser cette année.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'ailleurs, si on acceptait un subside d'Ottawa, il faudrait donner un revenu en retour. Nous ne pouvons pas calculer à la fois le revenu et le subside qui est censé le remplacer. Il ne faut donc pas prendre pour acquis que nous aurions droit au revenu et au subside.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Supposons qu'il y a une entente pour éviter la double taxe des corporations à percevoir à la même source l'impôt sur les successions, vous déduirez \$13,000,000 et il vous restera encore \$250,000,000 à dépenser cette année.

Pour augmenter son revenu pour l'année, le gouvernement de l'Union nationale, ayant refusé d'arriver à une entente avec l'administration fédérale pour ce qui est de la répartition des taxes, a eu recours à une autre politique, celle de reprendre les impôts cédés par Ottawa après la période de guerre. Il a repris la taxe de 3 cents le gallon sur l'essence, ce qui apportera dans les coffres du gouvernement \$6,050,000, et la taxe sur les corporations qui augmentera son revenu d'un montant qui dépassera de \$2,000,000 celui perçu antérieurement par le gouvernement fédéral.

Il reproche au trésorier d'avoir porté au compte des revenus, pour 1947-1948, un montant de \$2,800,000 provenant de la perception de la taxe d'affermage sur les terres boisées cédées à bail aux compagnies et qui devrait être réparti sur toute la période de durée du bail. C'est une mauvaise comptabilité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Un loyer, c'est un revenu.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** C'est une vente. J'affirme que la province ne pourra jamais percevoir ce montant de nouveau. C'est un bail éternel pour les compagnies qui observent les lois des terres et forêts. Vendre une propriété et compter le produit de la vente comme revenu annuel, c'est de la mauvaise comptabilité, et une compagnie qui tiendrait ses livres de cette façon ferait faillite. Du moment que l'acheteur de la concession remplit ses obligations, il gardera toujours sa propriété.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Ce n'est pas une vente, c'est un loyer annuel.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je demande à la presse de noter la réponse du trésorier. Il y a trois choses dans une concession forestière: la vente, l'affermage et les droits de coupe. Je ne suis pas favorable à la mise en application d'une opinion du premier ministre qui laissait entendre, en 1939, qu'il serait peut-être préférable de réduire le montant des droits de coupe et d'augmenter les rentes foncières, sous prétexte d'accélérer la production. Il ne faut pas faire payer les bons pour les mauvais.

De toute façon, j'ai l'impression que les représentants du peuple ne contrôlent plus les dépenses publiques. Et c'est un mal, sous tous les gouvernements. On devrait présenter les chiffres du budget d'une façon telle que les profanes puissent les comprendre. C'est ainsi que le gouvernement nous annonce qu'il a eu \$1,500,000 de surplus en deux ans et que, dans le même temps, il a réduit la dette de \$17,000,000. Les gens trouvent étrange que le gouvernement prétende avoir réduit la dette de \$17,000,000, quand il n'a eu qu'un surplus de \$1,500,000. Je sais bien, et tout le monde sait, que c'est le fonds d'amortissement qui entre en ligne de compte dans le calcul, mais on devrait expliquer les choses clairement au peuple. Autrement, les gens finissent par ne plus rien croire aux chiffres officiels.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Mon honorable ami a-t-il essayé de leur expliquer?

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je leur ai dit que c'est le fonds d'amortissement qui diminue la dette.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Il y a des gouvernements qui n'ont pas versé d'argent au fonds d'amortissement.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Pas le nôtre. Il (M. Hamel) reproche au trésorier ses déclarations. Il a créé dans le public une fausse impression. En certains milieux, dit-il, on se scandalise de cette façon de procéder.

Il est impossible de faire une comparaison exacte entre les impôts imposés dans les différentes provinces. On ne peut pas comparer une taxe en particulier payée dans le Québec avec une taxe payée dans l'Ontario. Ce qu'il faut comparer, c'est tout l'ensemble du système de taxation.

Ainsi, l'Ontario verse plus de \$1,000,000 par année à la ville de Toronto pour l'aider dans ses finances. L'Ontario aide les municipalités dans une proportion inconnue dans le Québec. Il est injuste, comme le fait le gouvernement, de comparer les taxes d'une province avec celles d'une autre province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
En Ontario, les municipalités sont obligées de partager le coût des autoroutes.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Mais l'Ontario fait plus pour la santé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Non.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Les réalisations revendiquées par le trésorier peuvent se résumer à trois. Premièrement, il a réclamé un règlement final du problème de l'Hydro au Québec; deuxièmement, un règlement des dettes de la commission scolaire. Troisièmement, une position ferme a été prise à la Conférence fédérale-provinciale. En ce qui concerne l'Hydro, le gouvernement s'écarte de la politique préconisée par le Parti libéral quand il a racheté la compagnie Montreal Light, Heat & Power Consolidated.

Il (M. Hamel) demande au gouvernement de garder à l'Hydro-Québec le caractère qu'elle devrait toujours avoir, c'est-à-dire celui d'un organisme qui doit servir avant tout aux usagers de l'électricité, et favoriser l'établissement d'industries.

Il est vrai que les dettes de la commission scolaire ont été prises en charge par le gouvernement, mais par le fait même, cette dernière n'a plus aucune autonomie. Le trésorier a dit que les dettes des commissions scolaires vont disparaître. Il aurait dû ajouter que les commissions scolaires disparaissent du même coup. Je regrette que le gouvernement célèbre le centenaire de notre système d'éducation en enlevant leur autonomie aux commissions scolaires.

Comme pour le problème des relations fédérales-provinciales, il est préférable d'en dire le moins possible, à propos des déclarations du trésorier. Dans son discours, le trésorier avait déclaré, en disant qu'Ottawa était venu chercher \$472,000,000 dans la province, "de la monnaie de plomb de l'esclavage". Le ministre doit regretter ces paroles. Cet esclavage a été partagé par toutes les provinces de la Confédération dans une période très critique. Je crois à la Confédération et un citoyen doit donner au moins une coopération moyenne à son pays.

Le trésorier a reproché au gouvernement fédéral d'avoir perçu un montant total de \$470,000,000 de la province, mais il a oublié d'ajouter que presque tout cet argent perçu est retourné dans les poches de la population de la province, dans les nombreux services de la période de la guerre, et a contribué aussi à la victoire de la démocratie sur la domination nazie. Il est souverainement injuste de comparer, comme l'a fait le trésorier, le produit des taxes fédérales en temps de guerre, lorsque la patrie est en danger, avec le produit des taxes en temps normal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député ne devrait pas dire ça quand ses amis parlent de la conscription depuis 20 ans.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** J'ai toujours été contre la conscription. Je crois que l'effort volontaire aurait dû être continué jusqu'à la fin de la guerre. On a eu la conscription, parce que des gens, qui pensent comme mes amis d'en face, se sont glissés dans le cabinet fédéral.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nommez-les donc, ces gens.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Cela n'est pas nécessaire. Il (M. Hamel) cite le nom de M. Macdonald, actuellement premier ministre de la Nouvelle-Écosse, qui a été, dit-il, un apôtre fervent de la conscription.

**M. Hamel (Saint-Sauveur), l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et l'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** discutent de la question des allocations familiales.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Les sommes payées aux mères nécessiteuses ne changent rien au taux décroissant des allocations familiales.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'allocation moyenne aux mères nécessiteuses est plus élevée qu'autrefois.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le régime aura de la peine à convaincre les mères nécessiteuses que leurs allocations sont augmentées quand leurs chèques sont moins élevés. On ne peut nier les chiffres. Allez dire cela à la femme qui reçoit \$48 par mois au lieu de \$60. Le gouvernement a additionné ce qu'Ottawa paye aux familles québécoises pour dire qu'il a augmenté les allocations.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous avons institué un taux croissant et augmenté le taux de base.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** cite des chiffres pour démontrer qu'à partir du cinquième enfant, le taux est décroissant.

Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) ne devrait pas se vanter du fait que 900,000 ouvriers sont régis par la loi du salaire minimum, quand les ordonnances les plus généreuses prévoient encore des salaires de 35 cents l'heure. Il y a encore des salaires de 15, 18 et 20 cents l'heure. On dit bien que des ouvriers gagnent 58 cents de l'heure, mais, pour arriver à cela, on ajoute le salaire du président de la compagnie, \$50,000, et les salaires des directeurs, \$10,000. L'idéal serait que chacun comprenne assez son devoir pour que tous les ouvriers soient régis par des conventions collectives de travail.

Au sujet du droit de grève, il (M. Hamel) avertit le gouvernement de se bien rappeler que tout homme a droit à un procès avant d'être condamné et il regrette certaines attitudes que le ministre du Travail a prises.

La hausse des salaires dont se vante le gouvernement, dit-il, est une conséquence de la guerre et constitue peut-être en fait ce que la guerre nous a apporté de mieux. La guerre a eu cela de bon qu'elle a fait remonter les salaires dans la province, pour les rapprocher de ceux d'Ontario.

Il (M. Hamel) demande au gouvernement de ne pas permettre le pillage des réserves cantonales, qui doivent être mises exclusivement à l'usage des cultivateurs.

Le premier ministre nous a dit que ses coopératives d'électricité allaient éclairer toutes les fermes. Mais le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) l'a contredit en affirmant que les compagnies, en particulier la Shawinigan, fournissaient l'électricité trois fois plus vite et à meilleur marché que les coopératives.

(Applaudissements à gauche)

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** se dit surpris de voir avec quel acharnement les libéraux de Québec veulent attacher leur char à celui des libéraux d'Ottawa. Il reproche au député de Saint-Sauveur (M. Hamel) de soutenir la thèse de la majorité implacable, ce qui revient à dire, dit-il, que sur les grandes questions, notre opinion ne comptera jamais.

Pour une fois, je ne veux pas prendre trop au sérieux le discours du député de Saint-Sauveur. Mais ce que je dois prendre au sérieux, c'est qu'il a dit qu'il votera pour M. King. De la part d'un homme intelligent, c'est un désenchantement.

Je ne parlerai pas de la question des relations fédérales-provinciales, qui a déjà été traitée au long par le député de Québec (M. Chaloult). Je veux m'attacher à étudier le cas de deux catégories de gens qui sont mal payés, la première celle des instituteurs et professeurs, et celle des employés civils.

Je regrette que le gouvernement ne s'intéresse pas davantage aux instituteurs. On semble porté à ne pas vouloir les payer suffisamment.

Il est possible que l'immense dévouement développé par les religieux et les religieuses nous ait habitués à l'idée que l'instruction doit se donner pour rien. Mais il ne faut pas oublier que des laïques se font une carrière de l'enseignement. Depuis quelques années, les instituteurs de Montréal ont obtenu un meilleur salaire grâce à l'arbitrage, mais cela n'a pas été général dans la province. J'admets que des rajustements ont été effectués, mais je déplore la situation qui est faite présentement aux instituteurs et institutrices rurales. Ces derniers se trouvent dans une situation déplorable.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mon honorable ami sait-il que, sur les augmentations accordées aux instituteurs et institutrices de Montréal, le fisc fédéral a pris de 30 % à 40 %?

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Cela voudrait dire, alors que, parce qu'Ottawa taxe trop, nous ne paierons pas convenablement nos gens. L'ancien salaire des institutrices rurales, à \$100 par an et moins, était une abomination. Je sais qu'on a porté le minimum à \$600, mais ce qui est regrettable, c'est qu'on tende à faire de ce minimum un maximum, comme je le prévoyais. Sur 1,511 commissions scolaires rurales, 809 reçoivent un traitement fixé à \$600 par année, soit 54 %, et seulement 29 % ont une échelle de salaires mobile. C'est ridicule. Des personnes qui gagnent aujourd'hui \$600, et qui ne prévoient pas en gagner davantage dans cinq ou dix ans, se décourageront. Il arrivera que nous n'aurons plus que des institutrices, des filles, qui feront la classe avant de se marier.

Il (M. Laurendeau) cite le cas pénible des institutrices rurales dont la pension de retraite n'est que de \$240 par année; ce qui n'est pas suffisant pour leur assurer une vie convenable. Cette pension est pourtant la seule récompense qu'elles peuvent recevoir pour leur dévouement à l'enseignement. À propos des besoins scolaires, il (M. Laurendeau) donne l'exemple de l'école des filles de la paroisse Saint-Étienne, dans son comté, qui exigerait une réfection complète.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La situation n'est guère différente aux États-Unis et il y aurait danger à faire des réformes trop rapides. En 1936, il y avait encore des salaires de \$75 pour les institutrices. Nous avons porté le salaire de \$100 à \$300, puis à \$400, et enfin à \$600. En précédant trop l'opinion publique, en allant trop vite, on risque d'arriver à un échec. On doit se rappeler que les instituteurs ne travaillent que 10 mois par année.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Il appartient aux corporations scolaires de payer des augmentations.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Le gouvernement devrait les stimuler dans ce sens.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** C'est ce que nous faisons.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** En augmentant les salaires, on sera aussi en droit d'exiger la compétence.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À Montréal, il y a de nombreuses écoles qui ne sont



pas à l'épreuve du feu et qui n'ont pas de cour de récréation. Un diplôme sur une tombe, ça ne vaut pas grand-chose.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je sais que de nombreuses écoles urbaines ne répondent pas aux conditions essentielles, mais cela ne change pas le problème des écoles rurales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela l'explique.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Oui, mais dans 54 % des corporations scolaires, le minimum est devenu le maximum. Voilà le grand mal. La pension des institutrices est de \$250 par année et, à l'époque où nous vivons, ce n'est pas admissible pour des personnes qui ont consacré leur vie à l'enseignement. On devrait porter cette pension à au moins \$1 par jour, au moins.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) n'a-t-il pas peur du paternalisme d'État?

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Les professeurs d'écoles normales et les inspecteurs d'écoles sont dans une catégorie paradoxale. En novembre 1944, le gouvernement leur a enlevé l'augmentation qu'ils avaient obtenue. Les professeurs d'écoles normales de Montréal recevraient \$500 à \$1,000 de plus, s'ils enseignaient dans une petite école. Il devrait y avoir un rajustement, car ces professeurs vont se décourager, comme les institutrices.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est la même chose pour les inspecteurs. J'ai recommandé un professeur de ma région pour une position d'inspecteur, croyant lui accorder une promotion, alors que je me suis rendu compte qu'il ne s'agissait pas d'une promotion au point de vue salaire. La question des augmentations, dans ces cas-là, est à l'étude. Si la session peut finir...

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Les fonctionnaires civils ne sont pas suffisamment payés et on risque d'en voir partir un grand nombre. La province perdra les meilleurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ceux qui veulent s'en aller ne sont pas nombreux. Il m'est arrivé de rencontrer M. François Jobin,

entrepreneur et ancien échevin de Québec. Il m'a dit: "Si vous pouvez m'envoyer deux hommes, je suis prêt à les payer \$0.70 de l'heure et à leur garantir une position pendant un an". J'ai transmis la proposition à ceux qui pouvaient s'y intéresser et personne n'a voulu partir.

Il ne faut pas oublier que le gouvernement paie \$20,000,000 en salaires et \$3,000,000 à \$4,000,000 en dépenses de voyage, et il faut regarder la situation bien en face. Nous ne pouvons pas aller plus loin que cela. Nous nous posons la question de savoir si c'est possible et humain de changer l'état de choses qui existe, car nous avons quatre employés pour un.

Il ne faut pas oublier que les fonctionnaires reçoivent une assurance, une pension, des bonis, ils ont trois semaines de vacances par année, ils chôment de nombreuses fêtes légales, ils ont en réalité près de deux mois de congé par année. Ils ne travaillent pas deux mois par année. Doit-on donner tout le pain ou le partager?

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Le premier ministre parle d'avantages dont bénéficient les fonctionnaires. C'est très bien. Mais avant de mourir, il faut qu'ils vivent. Il (M. Laurendeau) fait des comparaisons entre les salaires payés aux fonctionnaires municipaux de Montréal et les employés civils de Québec. Il fait voir que, pour des fonctions analogues, on est mieux payé à Montréal qu'à Québec. Dans certains cas, les fonctionnaires municipaux de Montréal reçoivent 76 % de plus que les provinciaux<sup>1</sup>. À Montréal, le gouvernement provincial paie les chauffeurs \$600 et \$720. Avant 1943, la cité de Montréal payait les mêmes gens \$780 et \$900; aujourd'hui, ils reçoivent \$1,087 et \$1,267.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a d'excellents employés, compétents, qui sont un actif pour la province, qui ne sont pas bien payés, mais il y en a aussi un certain nombre d'autres qu'on garde par sentiment humanitaire. Plusieurs fonctionnaires n'ont droit à aucune pension, et le gouvernement les garde par une charité absolument justifiable. Certains reçoivent \$50 par mois à ne rien faire, parce qu'ils ne retireraient pas de pension. Nous avons une commission de reclassification qui étudie le problème.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Prenons le cas des menuisiers. Le gouvernement les paie à Montréal \$1,050 à \$1,250 depuis 1943; la cité de Montréal les paie de \$1,744 à \$1,864.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Malgré que l'on dise que les fonctionnaires ne sont pas payés, les gens se battent pour avoir des places au gouvernement. Si je le voulais, je pourrais arriver au parlement à 5 heures du matin et partir à minuit, uniquement pour recevoir des personnes qui sollicitent des emplois.

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie):** À Montréal, c'est la même chose.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Cela ne règle pas le problème des fonctionnaires qui actuellement sont mal payés. En réalité, les salaires des fonctionnaires n'ont pas été augmentés de façon appréciable et plusieurs ont quitté leur emploi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** prend le cas des fonctionnaires de Montréal. On m'a signalé le fait qu'il y a des chefs gardiens de corridors, des sous-chefs gardiens de corridors, des gardiens de corridors. Il y a quatre ou cinq personnes pour faire le travail, quand un seul employé suffirait. À Québec, nous avons des gens qui empêchent les trois personnes qui se divisent le travail d'une de venir en conflit. Je voudrais que mon honorable ami m'aide de ses conseils et qu'il me fixe l'échelle que nous devons raisonnablement adopter. Il y a aussi, chez les fonctionnaires, des gens qui ont deux horloges: une en retard pour arriver et une avancée pour partir.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Il peut y avoir des situations assez inexplicables, mais il n'en reste pas moins un grand nombre d'employés publics qui ont de la peine à gagner leur vie. C'est la troisième session, qu'on nous répète que quatre employés sur cinq sont inutiles et qu'on ne fait rien. C'est la troisième session qu'on nous annonce une classification. J'ai bien l'impression que la classification n'avance pas et que le coût de la vie continue à augmenter. Que l'on procède sans retard à cette classification et qu'on accorde aux employés des augmentations que justifie la hausse du coût de la vie. L'État donne un mauvais exemple à l'entreprise privée en payant mal ses employés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les heures des fonctionnaires sont de 9 heures à 5 heures, avec une heure pour dîner. Même si je travaillais le double de ça, je n'arriverais pas. En n'imposant pas de taxe sur le revenu, nous avons aidé les fonctionnaires.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** ne partage pas l'avis du premier ministre et regrette la disproportion entre les salaires payés aux employés civils et aux employés d'entreprises privées, pour des emplois analogues. Les salaires des fonctionnaires provinciaux ne peuvent être comparés à ceux des employés de l'industrie. Mais la comparaison avec Montréal est possible à faire. L'attitude du gouvernement est un mauvais exemple pour les patrons de l'initiative privée.

Il était nécessaire d'intervenir tout de suite, avant que la reclassification soit terminée, car tout le monde est mal payé. Je réclame donc la protection contre les changements de gouvernement et des augmentations justifiées par le coût de la vie. Le gouvernement devrait prendre les moyens de mettre les employés à l'abri des aléas politiques.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le discours sur le budget de cette année est un miracle de tromperie et de camouflage parce que, dans la présentation de ses chiffres, il ne prend pas en compte plusieurs faits que la population ne peut ignorer. Au lieu des surplus dont se sont tant vantés les gouvernements de l'Union nationale de 1936 à 1939 et de 1944 à nos jours, leur administration n'a apporté que des déficits records. Il (M. Marler) souligne ces déficits: 1936-1937, \$23,500,000; 1937-1938, \$35,000,000; 1938-1939, \$49,000,000; 1946-1947, \$4,969,000.

Tout le discours est un tissu de contradictions. Après avoir entendu le discours du trésorier, je me suis aperçu que sa recette était simple. La recette du trésorier provincial est assez simple, et, pour la compréhension générale, je l'ai résumée ainsi: Avec de nombreux extraits de notre histoire, mélangez la flatterie du premier ministre et les louanges de l'Union nationale; ajoutez quelques graines de vérité et plusieurs onces de fiction; faites mijoter pendant deux heures; garnissez de chiffres; et servez le tout à un public peu soupçonneux.

Il y a un écart de \$24,098,000 entre le revenu réel de l'exercice financier de 1946-1947 et le revenu probable établi par le trésorier au commencement de cette année-là. Si les revenus se sont élevés à \$24,000,000 de plus que les prévisions, c'est que le gouvernement surtaxe le peuple, et qu'il ne veut pas qu'on le sache. Le gouvernement a prélevé \$24,098,000 de taxes nouvelles. L'explication du ministre à l'effet que cette augmentation provient d'un apport de \$14,000,000 du fonds d'éducation est fausse, puisque les taxes imposées aux compagnies pour ce fonds en 1946-1947 ont été seulement de \$4,450,000.

La vérité, c'est que le gouvernement surtaxe le peuple. D'une façon générale, durant l'année qui s'est terminée le 31 mars 1947, les revenus ont augmenté de \$22,000,000 par rapport aux prévisions. Et on en a profité pour porter de \$8,070,000, tel que prévu au budget, à \$25,121,000 les dépenses en immobilisation, soit une augmentation de plus de 200 %. C'est clair, qu'on ne peut placer aucune confiance dans les budgets présentés par l'Union nationale.

C'est seulement en se servant du surplus du fonds d'éducation que le trésorier peut déclarer un surplus. On n'a pas le droit de se servir de ce fonds pour combler le déficit dans le compte ordinaire de la province. Les revenus pour le fonds d'éducation ont été de \$4,450,000, dont \$2,800,000 payés par l'Hydro-Québec, et \$1,550,000 provenant de l'électricité et de la coupe de bois. Malgré les dispositions expresses de la loi, le trésorier s'est servi de \$6,100,000 pour boucler son budget. Il n'en avait pas le droit. Cela est à l'encontre de la loi de 1946 et des amendements qu'on y a apportés en 1947. Au lieu d'un surplus, au cours de la dernière année financière, il y a eu en réalité un déficit de \$4,969,000.

Pour l'année 1947-1948, le gouvernement se propose de percevoir des contribuables de la province les plus grosses taxes de notre histoire, après nous avoir dit qu'il n'imposait pas de nouvelles taxes. Ce fait ne justifie pas l'optimisme du trésorier sur le développement économique. On a volontairement sous-estimé les revenus, qui seront, d'après moi, de \$15,000,000 à \$20,000,000 de plus que le chiffre établi par le trésorier. Dans les circonstances, le gouvernement est incapable de justifier les augmentations de taxes qu'il impose. S'il ne faisait que les dépenses prévues au budget, le surplus ne pourrait être de moins de \$27,000,000 à \$30,000,000.

Si l'on tient compte du fait que les revenus ont été sous-estimés et que les droits de coupe ont été augmentés, il y a lieu de s'attendre à un surplus fantastique de \$27,000,000 à \$30,000,000 en 1947-1948, et non pas \$9,000,000 comme l'a dit le trésorier provincial. Et comme l'Union nationale a montré dans le passé que ses dépenses dépassent toujours ses prévisions, on a raison de craindre, que nous ne voyions, au cours de 1947-1948, une orgie de dépenses telles qu'on n'en a jamais vues auparavant dans notre province.

Le revenu sera de \$175,600,060, y compris le \$20,000,000 provenant d'Ottawa. En enlevant ce montant, on trouve que le revenu par tête dans la province de Québec, est de \$43.06, tandis qu'il est de \$41.73 dans Ontario, qui a une population plus forte

que la nôtre. Les Québécois sont plus lourdement taxés que les Ontariens.

Le gouvernement provincial fait grand état de son alliance avec le gouvernement Drew, mais cette alliance promet de coûter cher aux contribuables de la province de Québec. Pour plaire à l'Ontario, Québec augmente indûment ses taxes. L'Ontario pouvait avoir besoin d'augmenter sa taxe sur l'essence et sa taxe sur les compagnies, mais la province de Québec, avec un surplus estimé à \$1,595,000, n'avait pas besoin de hausser ces taxes. Il existe une compétition naturelle entre le Québec et l'Ontario, afin d'inciter de nouvelles industries à s'établir, et le Québec se trouve désavantagé à cause d'un grand nombre de taxes pernicieuses que la province voisine n'impose pas. Quelle occasion unique de réduire les taxes à un niveau inférieur à celles d'Ontario, de façon à encourager l'établissement chez nous de nouvelles industries! C'est une occasion sacrifiée à une combinaison politique. Actuellement, les citoyens du Québec sont beaucoup plus lourdement taxés que ceux de l'Ontario.

Il (M. Marler) critique le système de comptabilité actuel de la province. Il dit que ce système est consacré par la loi, mais qu'une refonte complète devrait se faire bientôt, afin de présenter au public une image précise des finances provinciales. Il réclame la simplification des budgets et des *Comptes publics*. Le système de comptabilité de la province a besoin d'être changé pour empêcher d'imputer des revenus en diminution des crédits à être votés pour les différents départements. Par ces opérations, on change complètement la situation financière que l'on présente au public.

Il (M. Marler) s'élève contre le camouflage, même permis par la loi. Il s'élève contre l'augmentation trop forte et trop rapide des dépenses. Le gouvernement prévoit des dépenses de \$123,873,636, dit-il, mais ce montant sera porté à \$154,759,696 par l'addition de diverses contributions. C'est donc que le gouvernement ne se bornera pas aux dépenses prévues. Depuis l'administration libérale, les dépenses ont été augmentées de 45 %. En conséquence, les salaires des fonctionnaires auraient dû être rajustés. On devrait profiter de la circonstance pour augmenter les salaires des employés civils.

On augmente le budget de \$22,000,000 cette année et \$945,000 seulement sont donnés aux vieillards, aux aveugles, aux mères nécessiteuses. Mais les augmentations sont données pour des fins électorales. On érige en système une structure de dons, de primes, d'octrois et de subventions accordés

aux fidèles qui sont prêts à regarder les membres de l'Union nationale comme les sauveurs de la province. Ce système, dit-il, conduit à la dictature. C'était le système créé par les nazis: crois ou meurs. Je vois dans la politique du gouvernement de graves dangers, et je crains que, si cette politique n'est pas réprimée et abandonnée, nous allons créer dans notre province une dictature semblable aux pires qui ont existé en Europe.

Il (M. Marler) déplore que le budget ne contienne pas un sou de subventions pour les écoles de Montréal, Québec et d'autres grandes villes, à part les \$200,000 votés régulièrement depuis nombre d'années. Les octrois aux commissions scolaires devraient être augmentés et établis sur une base fixe, de façon que l'on sache d'avance ce que l'on est en droit de recevoir et qu'on ne soit pas toujours obligé de quémander. Il (M. Marler) espère qu'on aidera aussi les hôpitaux dont les budgets augmentent.

Il (M. Marler) propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. Lizotte), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### Deuxième séance du 5 mai 1947

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:

**Léo Deschâtelets, supérieur général  
des Oblats de Marie-Immaculée**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Les journaux nous ont apporté une nouvelle importante. Une nouvelle extrêmement intéressante

vient de nous parvenir de Rome. L'un de nos compatriotes, le R.P. Léo Deschâtelets, vient d'être nommé supérieur général de la communauté des Oblats, lors d'une réunion tenue dans la ville de Rome. Cet insigne honneur rejaillit sur le clergé de la province et sur ses compatriotes.

La Chambre, la province et le Canada connaissent et admirent le dévouement infatigable, l'apostolat et le zèle fructueux des Oblats de Marie-Immaculée. C'est la première fois qu'un Canadien est élu à ce poste et, comme chef du gouvernement, je suis heureux d'offrir au nouveau supérieur général et à sa communauté les hommages et les vœux respectueux du gouvernement et de la province de Québec.

**M. Godbout (L'Islet):** La province entière a appris avec joie l'élévation du T.R. Père Deschâtelets à ce poste d'honneur. Les Oblats ont accompli dans la province de Québec, et ailleurs dans le pays, une œuvre sublime que personne qui a le cœur à la bonne place ne peut oublier. Je connais de réputation la valeur et la distinction du R.P. Deschâtelets. Son élection est la garantie de la haute valeur qu'il a donnée à sa communauté et celle qu'il lui donnera à l'avenir. Je suis heureux de me joindre au premier ministre pour offrir, de même qu'à sa famille et à la communauté des Oblats, nos hommages et nos félicitations les plus sincères et respectueuses.

Voies et moyens:

### Débat sur le budget 1947-1948 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné ce jour, sur la motion de l'honorable trésorier (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Les municipalités n'ont pas les revenus suffisants pour faire face aux obligations dont elles sont chargées. Il (M. Marler) cite les cas des dépenses faites pour les pavages, l'enlèvement de la neige, etc. À Montréal, cela coûte \$3,000,000 par année, dit-il. Il y a 70,000 véhicules automobiles enregistrés à Montréal. Et la métropole ne retire pas un sou de la taxe sur la gazoline, ni de l'enregistrement des véhicules. Ce sont les propriétaires des villes qui doivent payer tout le fardeau de l'entretien des rues: c'est injuste.

En fait, les citoyens payent la plus grande partie des taxes, dont le produit est dépensé surtout dans les campagnes. On devrait aider les cités et les villes aussi à faire face à leurs obligations de maintenir leurs jeunes délinquants dans les écoles de réforme et les écoles industrielles.

Il (M. Marler) a découvert par quel procédé le trésorier a diminué le service de la dette: il a chargé plus d'un million à d'autres comptes.

Il (M. Marler) réclame une entente fiscale entre Québec et Ottawa pour soulager les contribuables, éviter à la population de notre province de payer double taxe, pour permettre au gouvernement d'abolir la taxe de vente et autres impôts affectant les pauvres, et pour mettre le Québec sur un pied de concurrence avec l'Ontario au point de vue de l'industrie.

(L'opposition l'applaudit longuement)

**L'honorable M. Robinson (Brome)** félicite le trésorier provincial d'avoir si bien administré la province au cours de l'année qui vient de s'écouler. Les finances de la province n'ont jamais été en aussi bon état. Il le félicite du travail qu'il a accompli comme ministre des Mines de 1936 à 1939. Sous l'administration d'un premier ministre aussi actif et compétent, la province ne peut que marcher dans la voie du progrès.

Les libéraux, malgré leurs critiques, doivent se joindre en pensée à la jubilation générale affichée par le Québec, puisque la province peut faire face à ses besoins immédiats et envisager toutes les éventualités du futur avec cette confiance et cette sérénité basées sur des faits solides. Le Québec sait aussi que, sous la gouverne du premier ministre, il pourra réaliser les objectifs que les Pères de la Confédération, dans leur sagesse, nous ont donnés comme guides.

Il (M. Robinson) cite des faits pour démontrer, en réponse à diverses accusations, que le premier ministre a prouvé par des actes et non par des paroles qu'il est prêt à coopérer avec n'importe quelle personne ou n'importe quel gouvernement, sans distinction de couleurs politiques. Il peut tout aussi bien coopérer avec un premier ministre libéral, comme M. Hepburn, ou un chef conservateur, comme M. Drew, dit-il, du moment qu'il s'agit de l'intérêt de la province de Québec.

Pour répondre à ceux qui prétendent faussement que le premier ministre est anti-anglais, on n'a qu'à considérer son passé. Le premier ministre a plus fait pour la minorité protestante, de 1936 à 1939, qu'aucun de ses prédécesseurs. Son passé réfute l'accusation qu'on a portée contre lui

d'exploiter les grosses compagnies au bénéfice des masses. Durant son premier terme d'office, le premier ministre a sauvé l'industrie du papier. Il a protégé l'industrie contre les attaques injustes, les expropriations et les confiscations, chaque fois que cela lui a été possible. Mais il a aussi protégé le peuple contre les compagnies sans scrupules et a forcé ces dernières à agir selon les règles de la décence et du "fair play".

Le chef de l'Union nationale est accusé d'être un dictateur. Tel n'est pas le cas; mais nous traversons en ce moment une période critique et nous avons à faire face à des problèmes sérieux. Il est donc réconfortant pour moi de penser que nous avons comme premier ministre un homme qui sait où il va et qui possède le courage, la compétence et l'expérience nécessaires pour accomplir son devoir, et dont l'habileté politique ne peut être mise en doute, un homme dont la diplomatie a fait beaucoup pour donner à cette province sa juste place dans l'ordre des choses, un homme qui est un grand dirigeant. Il a le courage et la fermeté nécessaires pour conduire la province dans les circonstances difficiles qu'elle traverse.

Je ferai notamment remarquer au député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) que, si les actionnaires de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated ont subi des pertes financières, résultant de l'expropriation de la compagnie, c'est uniquement et entièrement la faute de son parti. C'est son chef et le gouvernement libéral du Québec qui, de façon impitoyable, et sans aucun égard pour les droits des particuliers ou des compagnies, ont saisi ou exproprié cette compagnie. Et cela s'est fait, M. l'Orateur, sans qu'aucune pensée ou attention ne soit portée à l'égard de l'installation du mécanisme nécessaire pour payer les actionnaires.

Et on se souviendra aussi que le chef de l'opposition de l'époque ainsi que ses partisans ont combattu ce mépris des droits privés et ont voté contre. Le gouvernement libéral, sous la gouverne de l'actuel chef de l'opposition, est le premier gouvernement du Québec à adopter les politiques du Commonwealth Cooperative Federation et des gouvernements favorables au communisme, ce qui amène la population, non seulement du Québec mais de tout le Canada, à se méfier de ce parti. C'est un autre exemple qui démontre que le Parti libéral du Québec suit les traces des libéraux d'Ottawa. C'est pourquoi les libéraux ont été défaits au Québec, en 1944, et c'est pourquoi le député de Trois-Rivières est premier ministre et son gouvernement est au pouvoir. La population de cette province et de ce

pays savent que le premier ministre est un homme qui respecte les droits légitimes des particuliers et de toutes les compagnies.

Il (l'honorable M. Robinson) passe au crible le discours du député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) en réponse au discours du trésorier provincial. Il reproche au député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce de s'être laissé gouverner par sa partisanerie dans sa critique du budget. Il reproche à l'ancien trésorier libéral de vouloir jeter la province dans les bras d'Ottawa, qui est passé maître dans l'art de taxer. Je dois d'abord reconnaître que je suis dans une position inconfortable, celle d'être incapable d'apprécier la tournure des critiques de nos adversaires, étant donné que la critique des finances du Parti libéral (M. Mathewson), pour des raisons connues de lui seul, a réussi à nous donner son opinion personnelle sur la situation fiscale en nous laissant dans le brouillard, quant à ses idées sur d'autres questions.

Ce n'est certainement pas par manque de temps pour étudier le magnifique exposé des affaires publiques, prononcé par l'honorable trésorier, puisque toutes les occasions lui ont été données d'examiner et d'apprécier ce document qui, je le crois sincèrement, sera considéré comme un jalon important dans l'histoire du progrès de notre province. Non seulement le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) a bénéficié de tout le temps dont il avait besoin, mais, pour avoir été trésorier provincial pendant cinq ans, il est supposé avoir acquis au moins une certaine connaissance des bases sur lesquelles reposent les finances publiques de la province.

Je laisserai à d'autres le soin d'apprécier pleinement ce dans quoi l'ex-trésorier s'est malheureusement laissé entraîner par ses sentiments partisans, au lieu de ressentir ce que tout bon citoyen de la province devrait ressentir face à ce qui constitue l'apogée de l'accomplissement pour la province.

Peut-être que l'ex-trésorier, dans son discours d'une durée de deux heures et quarante minutes, a félicité le trésorier provincial pour ses belles réalisations et pour celles qui sont à venir sur plusieurs questions pendant la prochaine année fiscale, - et je ne l'ai pas entendu à ce sujet, - mais j'ai bien peur qu'il y ait surtout un thème qui ressorte des critiques de l'opposition. C'est que nous aurions dû accepter la tutelle fédérale, chercher la protection de l'aile maternelle d'Ottawa, et qu'une simple province n'est pas équipée pour régler les grands problèmes modernes et doit solliciter l'intelligence supérieure du groupe d'experts du fédéral.

À mon grand regret, j'ai entendu dire, lors de récentes réunions sur l'éducation, comme nos éducateurs doivent s'adresser à Ottawa pour obtenir de l'aide, que seules les grandes ressources du gouvernement fédéral peuvent résoudre les problèmes éducatifs. La seule ressource qui appartient à Ottawa, c'est le pouvoir de taxer et encore de taxer le peuple canadien. Ils maîtrisent cet art à un tel point et les sommes perçues sont si importantes qu'on croit maintenant à un coup de baguette magique, au pouvoir de tout transformer en or que possède Ottawa.

**M. Johnson (Bagot)** trouve qu'il n'est pas juste d'appeler les impôts provinciaux des taxes, puisqu'une grande partie de ces impôts servent à nos services publics.

**L'honorable M. Robinson (Brome):** Il n'est pas tout à fait exact de dire que les impôts provinciaux sont des taxes, car une grande partie sert aux services publics. La plus grande partie de l'argent retiré par Ottawa est au détriment de nos services publics. Que la province retire sa juste part des taxes et nous n'aurons pas besoin des contributions d'Ottawa. Il y a une différence marquée entre la manière de taxer d'Ottawa et celle de Québec. Les taxes fédérales voyagent seulement dans un sens et, par conséquent, l'argent va dans une seule direction et le peuple de notre province n'en retire pratiquement rien.

Il y a une différence marquée lorsque ce sont les provinces qui prélèvent les impôts. En effet, ceux-ci retournent au peuple sous forme d'aide à la colonisation, à l'hygiène, à la classe agricole, à la classe ouvrière. Quand deux provinces imposent des taxes, l'argent voyage dans deux directions différentes. Le gouvernement de Québec a tout l'argent voulu pour faire face aux dépenses essentielles et pour rester maître chez lui, mais il serait préférable que Québec retire sa juste part des argents fédéraux.

Sur le sujet des taxes, il (l'honorable M. Robinson) mentionne la taxe d'affaires qui existe dans les municipalités de la province voisine, en vertu de laquelle 60 % de l'évaluation municipale est taxée pour fins municipales.

Il (l'honorable M. Robinson) fait l'éloge de son collègue le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). Notre situation ouvrière est particulièrement enviable. Dans le moment, dit-il, il existe bien peu de problèmes sérieux dans le Québec. Il parle du prodigieux développement de l'industrie chez nous.

Il prédit un afflux de nouvelles industries dans la province. Le Québec possède la plus basse dette *per capita* du dominion et ses obligations sont cotées au même taux que les obligations fédérales.

Il (l'honorable M. Robinson) répond à ceux qui reprochent au gouvernement de n'avoir pas dépensé tout l'argent voté pour les chemins, la colonisation, les drainages et autres fins. Le gouvernement ne devrait pas être blâmé de ne pas avoir dépensé cet argent. À mon avis, dit-il, il est plus sage de considérer ces sommes comme disponibles pour le cas où le gouvernement se verrait obligé de faire de grandes dépenses par suite d'un ralentissement dans les affaires. Cela permettrait au gouvernement de donner du travail aux chômeurs en un temps où les industries privées seraient incapables de le faire. Ce n'est pas une bonne politique pour un gouvernement de faire concurrence à l'industrie privée, lorsque la main-d'œuvre et les matériaux sont rares. Je suis d'opinion que ces sommes doivent être considérées comme réserve au cas où.

Il (l'honorable M. Robinson) fait une comparaison avantageuse entre la situation financière du Québec et celle des autres provinces. Quand on faisait des comparaisons entre le Québec et l'Ontario et qu'on disait que nous ne devons pas avoir la même taxation que notre province sœur, à cause de certaines circonstances favorisant les manufacturiers ontariens, n'oublions pas qu'il existe d'autres facteurs qui favorisent le Québec tels qu'une main-d'œuvre sérieuse et bien portante. Et je ne crois pas que le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) ait rencontré de difficultés à l'établissement de manufacturiers au Québec à cause de la taxation. Il y a plus que le 2 % de taxe de vente qu'il faut prendre en considération. Dans les comparaisons, la vue d'ensemble favorise le Québec.

Il (l'honorable M. Robinson) tourne en ridicule les critiques selon lesquelles de l'argent est dépensé sans le contrôle du gouvernement. Si l'opposition en faisait à sa tête, le Québec dépenserait l'argent distribué au compte-gouttes par Ottawa et pour lequel ce dernier aurait à imposer des taxes. On se retrouverait alors dans une situation où les députés de la Chambre des communes s'occuperaient de l'argent du fédéral dépensé par un autre gouvernement. Comment les ministres fédéraux pourraient-ils défendre leurs évaluations, puisque ce ne sont pas des dépenses? De plus, où serait l'autorité ministérielle dans l'Assemblée législative, si les ministres provinciaux dépensaient de l'argent pour lequel ils ne prévalent pas de taxes?

(Applaudissements à droite)

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** reproche au gouvernement de Québec de n'avoir pas réduit les taxes comme l'a fait Ottawa. Les augmentations de salaires ne sont pas dues au ministre, mais au travail des ouvriers eux-mêmes, dit-il. Les ouvriers ont perdu confiance dans le ministre du Travail. Non seulement les ouvriers, mais aussi la population tout entière se demande ce que fait le gouvernement pour régler les problèmes ouvriers. Le gouvernement de l'Union nationale le saura pendant les prochaines élections.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Votre opinion ne compte pas beaucoup pour nous.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Le gouvernement, et plus particulièrement le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), devant le fait accompli de l'existence des grèves, aurait dû assumer ses responsabilités et essayer de régler les grèves en question, qu'elles aient été légales ou illégales, justes ou injustes. Même si certaines grèves ont été classées comme illégales, le ministre aurait dû prendre ses responsabilités et veiller à ce que les différends soient réglés, au lieu de laisser traîner les choses en longueur pendant des mois et des mois. Il a empêché les ouvriers d'obtenir ce à quoi ils avaient droit. Il (M. Côté) veut parler de la grève des tisserands de Valleyfield.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de discuter cette question parce qu'elle a donné lieu à des procès qui sont encore devant les tribunaux. Il y a des causes pendantes.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** veut lire des affidavits suivant lesquels la police provinciale a commis des actes de banditisme dans une municipalité de la province la semaine dernière. Il veut faire allusion à des arrestations effectuées à Lachute. Il déclare que certains membres de la police provinciale auraient commis des actes illégaux et il veut, pour prouver ses prétentions, donner lecture de déclarations assermentées.

**M. l'Orateur suppléant (M. Tellier)** déclare que l'Orateur de la Chambre a déjà déclaré la lecture de ces déclarations contraire au Règlement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette manière de faire, alléguant qu'on ne peut

discuter de questions qui sont pendantes devant les tribunaux, et qu'au surplus, un député qui a la parole ne peut se servir de langage violent, même à l'égard d'étrangers. Les règlements ne permettent pas à un député d'employer un langage polisson en Chambre. Il ne peut critiquer des serviteurs publics dans l'exercice de leurs fonctions. Il (l'honorable M. Duplessis) demande à l'Orateur suppléant d'ordonner au député de retirer ses paroles.

**M. l'Orateur suppléant (M. Tellier)** maintient le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre et décide que le député de Rouyn-Noranda n'a pas le droit de se servir de langage violent à l'égard d'étrangers, et il cite le paragraphe 17<sup>o</sup> de l'article 285 du Règlement.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je retire, dit-il, mon accusation de "banditisme". Leur (la police provinciale) façon d'agir est complètement illégale et contraire à la façon dont la police devrait agir. Ils ont commis des actes d'intimidation. J'ai ici des affidavits à l'effet que des agents de la police provinciale ont menacé des citoyens de leur casser la figure en pleine nuit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre. Le député ne peut pas faire allusion aux cas de Rowley, Sauras et Madeleine Parent, qui sont *sub judice*, dit-il.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Il ne s'agit nullement de ces causes.

**M. l'Orateur suppléant (M. Tellier)** maintient le point d'ordre du premier ministre. Le représentant de Rouyn-Noranda avait retiré ses accusations et il est revenu indirectement sur le même sujet. Le député ne peut faire indirectement ce qu'il ne peut faire directement. Il demande encore une fois au député de Rouyn-Noranda de retirer ses accusations.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)**<sup>2</sup> en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur suppléant.

La question: "La décision de l'Orateur suppléant sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Caron, Chartier, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté

(Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Labbé, Langlais, Larivière, Lesage, Lorrain, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 40.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Godbout, Gosselin, Guerin, Hamel, Laurendeau, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 21.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est, en conséquence, maintenue.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** accuse l'Union nationale de vouloir empêcher les ouvriers d'améliorer leurs conditions et d'envoyer la police provinciale aux frais du peuple, pour briser leurs grèves. Dans la nuit du...

**M. l'Orateur suppléant (M. Tellier):** Le député de Rouyn-Noranda (M. Côté) ne peut aller plus loin.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Les agents de la police sont payés avec les deniers publics et la Chambre qui vote ces deniers peut être juge de leur conduite.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** lit une lettre de M. Trefflé Leduc, président de l'Union des tisserands de Valleyfield, remerciant le gouvernement de son appui.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Cette lettre a été signée sous de fausses représentations. Les ouvriers sont très mécontents.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Une pétition a été envoyée à l'Orateur avec 6,000 signatures d'électeurs de Rouyn-Noranda qui demandaient que le député de Rouyn-Noranda (M. Côté) soit dépossédé de son siège.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Cette pétition est un acte de vengeance contre moi, parce que je ne veux pas prêcher la doctrine du Crédit social en cette Chambre. En plus, cette pétition a été signée par des familles entières de 14 enfants, le père signant même pour des enfants de trois mois<sup>3</sup>. Je reste l'élu de la majorité du comté.



**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Des procédures ont été prises contre des employeurs, dans un plus grand nombre de cas que contre les unions ouvrières.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** On ne leur a pas donné la même publicité. Je trouve étrange qu'on entende si peu parler des employeurs qui sont appréhendés et condamnés à une amende, tandis que les gestes des unions ouvrières sont diffusés en gros caractères en première page des journaux. Il (M. Côté) reproche au gouvernement provincial de se moquer de la classe ouvrière. Celle-ci, dit-il, se souviendra de la façon dont le gouvernement l'a traitée en travaillant à briser des grèves légitimes lancées pour obtenir des améliorations de salaires et de conditions de travail.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** lance l'épithète communiste contre le député de Rouyn-Noranda (M. Côté).

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je demande à l'Orateur, dit-il, d'obliger le ministre à retirer sa remarque injurieuse selon laquelle je suis un communiste.

**M. l'Orateur suppléant (M. Tellier)** admet avoir entendu le mot "communiste" lancé au travers de l'Assemblée qui était alors turbulente et bruyante, mais je ne sais pas quel député l'a prononcé, dit-il.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** La population ouvrière se rappellera que lorsqu'un député se lève, ici, pour défendre ses droits, il se fait traiter de communiste. Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) et le gouvernement semblent croire que toutes les grèves sont illégales ou dirigées par des agents communistes.

Le gouvernement actuel est contre les unions ouvrières, même s'il prétend le contraire, et fait tout son possible pour détruire ces unions et les travailleurs qui en font partie. Il emploie la police provinciale du Québec comme briseurs de grève. Les ouvriers sont mécontents. J'avertis le gouvernement que tous les travailleurs de la province voteront contre le gouvernement actuel à cause de cette attitude.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** et **l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** nient ces accusations avec vigueur et mentionnent plusieurs cas précis pour appuyer leurs affirmations.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Le premier ministre sait très bien qu'aucun chef ouvrier dans le nord du Québec n'est communiste et, chaque fois que les travailleurs exigent que leurs droits soient respectés, il (le gouvernement) lance le vieux slogan de communistes.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Chaque fois que les travailleurs ont fait des demandes légales et légitimes, ils ont été entendus et on leur a rendu justice.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Quand les unions font des erreurs, on répand la nouvelle en première page des journaux, mais quand c'est la compagnie qui est fautive, le gouvernement cache la nouvelle. Des gestes ont aussi été posés contre les unions au Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On n'a pas posé de gestes contre les unions, mais contre certains de leurs chefs.

**M. Dansereau (Argenteuil):** En présentant un budget de près de \$150,000,000, le gouvernement de l'Union nationale profite de l'excellente situation où l'administration libérale a laissé le crédit de la province. Le présent budget est le plus considérable de l'histoire de la province et je crains une orgie de dépenses. L'an dernier, on a dépensé \$32,000,000 pour la voirie. Et la population se demande où l'on a mis les \$32,000,000. J'attire l'attention du gouvernement sur la région de l'ouest de la province, région qui a toujours eu des difficultés à obtenir sa part des deniers publics. On devrait au moins entretenir les routes existantes, si l'on ne veut pas en faire de nouvelles.

Il (M. Dansereau) espère que les profits de l'Hydro-Québec retourneront aux usagers de Montréal. Les surplus de l'Hydro ne devraient pas être versés au fonds consolidé du revenu, dit-il, mais remis aux consommateurs en réductions de taux. Autrement, c'est une augmentation de taxes que l'on impose indirectement à ces consommateurs. Les usagers se trouvent à payer 10 % de taxes de plus que les autres contribuables. En effet, si les revenus de la province sont de \$140,000,000, les revenus de l'Hydro s'élèvent à \$14,000,000.

Il (M. Dansereau) déplore les conditions difficiles qui prévalent actuellement à Lachute. J'ai confiance, dit-il, qu'avec de la générosité mutuelle, on pourra faire renaître l'harmonie. J'ai foi dans le jugement de ceux qui dirigent cette localité et

j'espère que le gouvernement remplira son devoir dans un esprit de justice, d'équité et de bonté.

**M. Sylvestre (Berthier)** reproche au gouvernement de n'avoir pas fait la part assez large au cultivateur. Le petit cultivateur, surtout, soutient-il, a besoin d'être aidé. L'industrie laitière est pour lui le facteur important. Ce sont les paies de beurre et de fromagerie qui règlent le niveau de vie de l'habitant de chez nous. Or, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a admis lui-même que le cultivateur vend ses produits laitiers en bas du coût de production. Le cultivateur, dont le troupeau ne produit que 3,000 livres de lait par année, ne reçoit que \$1.80 le cent livres, tandis que le coût de production s'élève à \$4.49.

Cette situation ne peut durer. Je voudrais que le gouvernement trouve des moyens provinciaux pour aider le cultivateur. Dans le discours du budget, le trésorier ne parle de l'habitant que pour vanter les coopératives d'électricité. C'est le devoir du gouvernement de fixer lui-même le prix du lait.

Il (M. Sylvestre) reproche au gouvernement d'avoir aboli la prime sur le beurre, accordée par le gouvernement Godbout et qui a rapporté \$3,581,145 en trois ans, alors que, dit-il, le premier ministre actuel avait promis à Joliette de la donner pendant 12 mois, en reprenant le pouvoir.

Il (M. Sylvestre) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Mercier petit-fils), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 45.

---

### NOTES

1. Moins généreux, *Le Devoir* du 6 mai 1947, à la page 10, prétend que "les employés municipaux reçoivent 30 % de plus que les provinciaux".

2. Le député indépendant a l'appui d'un groupe de députés libéraux, selon *L'Événement-Journal* du

6 mai 1947, à la page 11. Cependant, il semble que M. Côté doive attendre un bref moment avant que ces députés ne se lèvent à ses côtés, selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 6 mai 1947, à la page 3.

3. *Le Soleil* du 6 mai 1947, à la page 5, avance que cet enfant a trois ans.

## Première séance du mardi 6 mai 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Voies et moyens:

Débat sur le budget  
1947-1948 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné lundi le 5 mai courant, sur la motion de l'honorable trésorier (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**M. Sylvestre (Berthier):** M. l'Orateur, la classe agricole, à mon avis, se partage en deux groupes bien distincts: soit les cultivateurs commerçants et les autres. Dans la classe des commerçants, j'inclurai des jardiniers-maraîchers qui sont généralement à proximité des grands centres et qui vendent à bons prix leurs produits aux cultivateurs. Dans les campagnes mêmes, on rencontre exceptionnellement des cultivateurs qui ont le sens du commerce, et qui, tout en cultivant, retirent la grosse partie de leurs revenus d'un commerce plutôt payant. Cette classe de cultivateurs commerçants se tire bien d'affaire pour des raisons spéciales.

Les cultivateurs qui ne sont pas commerçants passent à travers une crise; ce sont les cultivateurs qui professent exclusivement le métier agricole. Appelons-les pour les besoins de la discussion, nos "habitants". Cette classe de gens forme environ 20 % de la population québécoise. Ce chiffre nous fait comprendre qu'il faut s'y intéresser: C'est dans cette dernière classe, surtout, qu'on rencontre les jeunes gens qui désertent la ferme. Appelés, en effet, à faire de trop gros sacrifices, trop de chefs de famille donnent consentement à la désertion de leurs fils. Peut-on honnêtement les en blâmer, quand on sait que ces habitants, pour demeurer sur leur ferme, doivent mettre à l'œuvre leur famille au complet?

Chez l'habitant, en effet, du plus jeune à l'ainé, pour retirer de la terre quelques bénéfices, il faut que tous se donnent à la besogne. Pour eux, il

n'est pas question de salaire raisonnable, il n'est pas question de repos, il n'est pas question de vacances payées, non plus que de conditions de travail. La besogne de toute la famille se fait d'un soleil à l'autre. L'habitant, d'une façon générale, doit faire jusqu'à cet ultime sacrifice de ne pas faire instruire ses enfants. En effet, les statistiques nous rapportent que 99 % des jeunes ruraux finissent leurs études en quatrième, cinquième et sixième année.

Un relevé à point nous révèle aussi qu'il n'y a dans la province que 19 écoles d'agriculture, dispensant la science agricole à un millier de jeunes cultivateurs, soit à une proportion de moins de 1 %. La période de temps de guerre ainsi que les allocations familiales ont participé beaucoup à améliorer cet état de choses, mais ces conditions sont nécessairement temporaires et ce n'est pas une raison pour que le gouvernement reste dans l'inertie. Il faut donc que nos dirigeants envisagent d'une façon permanente ce problème du défaut d'instruction chez la classe agricole, défaut qui, aujourd'hui, est devenu presque une déchéance. Pour vivre sur la terre, encore une fois, l'habitant doit se serrer la ceinture et rester étranger au confort et au luxe permis, plus que tout autre sujet de la société.

Le résultat d'une telle vie de sacrifices, M. l'Orateur, s'extériorise par ce phénomène annuel du pauvre cultivateur qui, à la Toussaint, parvient difficilement à payer les intérêts sur les hypothèques, à lui, léguées par ses aïeux. Je m'adresse au premier ministre qui est le commandeur du Mérite agricole. Une autre conséquence qui semble coïncider avec cette dépression, c'est celle des nombreux encans publics que tous les dimanches après la messe il nous est donné d'entendre publier ou annoncer par des crieurs dans nos campagnes et dans plusieurs comtés. Ces gens (les cultivateurs) mènent une existence pénible et, pourtant, ils doivent survivre. C'est l'honorable Gardiner qui disait, en effet, ceci: "Plus il y aura de petits propriétaires, de bons chefs de famille, plus la vie canadienne sera saine et le pays solide sur ses pieds.

"Le petit cultivateur ou l'habitant a comme industrie première en agriculture celle des produits laitiers. En effet, la valeur de cette production dans la province, en 1946, se chiffrait à \$112,000,000<sup>1</sup>. Si vous ajoutez à cela le fait que le beurre, le fromage et le lait sont des aliments essentiels à la société, il est facile de se convaincre que cette industrie est la première en importance." En plus, elle est à plusieurs

points de vue la plus intéressante parce que ce sont les payes de beurrerie et de fromagerie qui, dans nos régions rurales, déterminent le standard de vie. Selon que la paye est plus ou moins bonne, l'habitant appelle le confort dans son foyer ou le repousse. C'est donc dire, en résumé, que si les produits laitiers se vendent à un prix rémunérateur, le standard de vie de nos habitants s'améliorera et nous verrons nos campagnes heureuses et prospères, ce qui n'est pas peu dire pour nous, citoyens du Québec.

Malheureusement, nous ne pouvons pas, à date, escompter un aussi heureux résultat. En effet, le ministre actuel de l'Agriculture, en plusieurs circonstances, a déclaré officiellement que les cultivateurs d'une façon générale vendaient leurs produits laitiers à perte. En effet, le 7 décembre 1946, l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) écrivait à M. P.-H. Plourde, M.A.L., ceci: "Vos gens ont parfaitement raison de se plaindre du fait que le lait vendu au beurre et au fromage n'a aucune proportion avec le coût de la production". Le 11 octobre 1946, le service d'information du département de l'Agriculture déclarait ceci: "Le prix offert aux producteurs est encore inférieur à ce que représente le juste prix de production". L'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.), après enquête, en vient à la même conclusion.

Et la distinction que je faisais au début entre le cultivateur commerçant et l'habitant me permet de souligner ce fait que le petit cultivateur perd plus que tout autre dans la vente de ses produits laitiers. Voici pourquoi. Il est généralement propriétaire d'un troupeau de vaches qui donne en moyenne 3,000 livres de lait par année. Ses moyens ne lui permettent pas d'avoir des animaux de meilleure qualité. Le rapport officiel du ministère nous apprend qu'être propriétaire d'un troupeau de vaches qui ne fournit que 3,000 livres de lait, cela signifie que chaque cent livres de lait coûte de production \$4.49<sup>2</sup>, alors que pour le cultivateur plus riche, qui possède des vaches à production de 7,000 livres de lait, le coût de production s'abaisse à \$2.22. En conséquence, le petit cultivateur produit son lait à \$4.49 et le vend généralement à \$1.85 les cent livres. La perte est évidemment considérable.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le prix est de \$1.92 et est imposé par Ottawa.

**M. Sylvestre (Berthier):** Le lait vendu en nature est celui qui rapporte le plus, mais le malheur veut encore que le petit cultivateur en profite moins, puisqu'il n'est pas organisé pour faire ce commerce

particulier. Il est loin des grands centres, et son manque de capital l'empêche de s'organiser pour faire ce commerce. Le petit cultivateur doit, enfin, subir la variation dans les prix, ce qui lui est une cause de grand désavantage. Généralement, alors même que le fromage rapporte plus, le fabricant, qui opère en vue de faire du beurre, ne peut pas modifier sa production et l'habitant doit forcément subir cette perte.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** Ottawa donnait des primes sur le beurre, le fromage. Pourquoi n'en donnez-vous pas?

**M. Sylvestre (Berthier):** En vue de remédier à tous ces inconvénients, dont la résultante est la production à perte, j'ai la conviction que le seul et unique moyen est d'appliquer aux produits laitiers des primes mobiles, c'est-à-dire des subventions qui auraient pour effets, d'abord, de rendre la production laitière rémunératrice, et ensuite, de stabiliser le marché des produits laitiers. Si le gouvernement, qui se dit rural, veut véritablement améliorer le sort des cultivateurs, il doit faire en sorte qu'ils puissent vendre leurs produits laitiers avec profit.

Quand le fédéral a fixé le prix du beurre, c'était pour protéger les consommateurs contre une hausse exagérée d'un produit nécessaire. Le gouvernement stabilisait de cette façon l'économie générale du pays. En principe, je suis contre le paternalisme d'État et je crois que les subventions appliquées sans règlement sont une cause d'injustice et de mauvaise administration. Cependant, dans le cas qui nous intéresse, vu l'état d'urgence et de grande nécessité aussi bien que par esprit de justice pour la classe agricole, j'ai la conviction, dis-je, que ce remède de primes mobiles s'impose de toute nécessité.

**M. Larivière (Témiscamingue)<sup>3</sup>:** Si l'agricultureériclite, pourquoi les cultivateurs ont-ils payé \$5,000,000 en anticipation au crédit agricole?

**M. Sylvestre (Berthier):** Pendant la guerre, il y a eu une période de prospérité.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** (À M. Larivière) Les garagistes en ont fait de l'argent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La guerre ne nous a pas apporté grand-chose.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Elle nous a permis de prendre le pouvoir.

**M. Sylvestre (Berthier):** Entre nous, en jetant un regard rapide sur la société, nous constatons que les ouvriers, par l'intermédiaire de leurs unions, obtiennent les augmentations de salaires qu'ils croient raisonnables. Le gouvernement passe à leur avantage des législations statuant sur les heures et les conditions de travail. Ils bénéficient de l'assurance-chômage, de la loi des accidents du travail, etc. Je dirai même que lorsque le gouvernement veut agir à leur désavantage, les unions trouvent moyen de mettre le holà. Les professionnels règlent eux-mêmes leur tarif et en établissent les prix de telle sorte que leur travail est rémunérateur. Les marchands ont des moyens de contrôle à peu près sûrs pour fixer à leurs marchandises des prix qui leur seront profitables.

Le gouvernement doit trouver des moyens d'aider les cultivateurs, à leur tour. Tous les métiers, toutes les professions ont des moyens d'améliorer leur situation. Au milieu de cette société bien organisée, il y a particulièrement la classe des petits cultivateurs qui, pourtant, "fait vivre tout ce monde-là", et qui est dans une situation désemparée. Les cultivateurs sont seuls à se défendre. Ils n'ont pas pour les servir d'unions puissantes. Parlez donc avec bon sens. Ils ne peuvent pas faire la grève, mais surtout ils ne veulent pas faire la grève. Les cultivateurs n'ont ni le goût, ni la volonté de faire la grève.

Ils sont, enfin, affligés d'un individualisme qui devient chez eux une raison de pauvreté. Le gouvernement de ma province a l'obligation d'intervenir de son propre mouvement et de venir en aide à cette classe de désemparés. S'il ne le fait pas, j'affirme qu'il manque à son devoir et qu'il devient le premier responsable de cet exode de nos cultivateurs vers les grands centres. S'il n'agit pas, il devra subir l'accusation d'avoir fait un tort considérable au grand mouvement de colonisation qui est tant à l'honneur de ce temps-ci.

Le gouvernement provincial ne fait rien pour rendre profitable l'exploitation laitière dans la province.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** C'est Ottawa...

**M. Sylvestre (Berthier):** Le gouvernement d'Ottawa ne peut pas diminuer ses taxes sans enlever les primes qu'il a payées durant la guerre, et si le provincial ne peut pas donner de prime sur le beurre, il est mal venu de reprocher à Ottawa de l'avoir enlevée. Si le gouvernement fédéral a supprimé la prime sur le beurre, c'est qu'il a fait des dégrèvements considérables dans le dernier budget.

Cependant, il s'est organisé pour que le cultivateur vende un sou et demi plus cher qu'avant l'imposition de la prime. M. Gardiner<sup>4</sup> a annoncé que la Grande-Bretagne achèterait notre poudre de lait et paierait le fromage un cent et sept dixièmes de plus que l'an dernier.

Mais le gouvernement devrait instituer des primes mobiles. Je ne suis pas seul à préconiser ce principe de primes aux produits laitiers. Un grand homme a déjà parcouru la province en mettant de l'avant ce même système de subventions. Le premier ministre l'a promis dès 1935. J'étais en compagnie du député de Trois-Rivières, de 1935, pour préconiser des primes à l'industrie laitière.

En effet, au cours des années 1935 et 1936, l'honorable premier ministre (l'honorable M. Duplessis) déclarait ce qui suit: (*Le Devoir*, Saint-Eustache, 10 août 1935): "Nous allons encourager l'industrie laitière... faire disparaître les abus dans le commerce de l'industrie laitière qui sont au détriment du producteur et du consommateur..." Et qui ajoutait: (*Le Devoir*, 16 juillet 1936): "... Et je promets que l'industrie laitière recevra du gouvernement tous les bonis et les gratifications justifiées par la limite de nos finances, car l'industrie laitière est le fondement de l'agriculture qui est la pierre angulaire de notre édifice économique et social..." (*L'Illustration*, 25 novembre 1935, disait: "Encouragement à l'industrie laitière, en sauvegardant les droits du producteur et du consommateur par une réglementation raisonnable et commerce des intermédiaires (Québec. Ontario. \$0.03)")

Cependant, dès arrivé au pouvoir en 1937, l'honorable député de Kamouraska, M. Chaloult, qui représentait alors un comté rural, qui avait en quelque sorte les deux pieds sur le plancher des vaches, présentait, en date du 27 avril 1937, une motion aux mêmes fins que la mienne. En 1937, le député de Trois-Rivières avait oublié ses promesses. À sa grande stupéfaction, l'honorable premier ministre (l'honorable M. Duplessis) et tous ses suivants ont voté contre cette motion alors que les libéraux lui ont été favorables. (Quel Spectacle!) Ont voté contre: MM. Duplessis, Élie, Tardif, etc.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** Le beurre se vendait 17 cents. Il se vend 53 cents aujourd'hui.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Et vous étiez contre la prime...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un expert m'a dit que la prime ne serait pas pratique.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** On n'en a pas, de beurre. Accordez les primes que le député de Berthier (M. Sylvestre) demande et les cultivateurs produiront.

**M. Sylvestre (Berthier):** En 1941, l'honorable chef de l'opposition (M. Godbout), qui était premier ministre, et parce qu'il connaît bien la classe agricole avec qui, d'ailleurs, il partage les difficultés et les misères, a appliqué des primes sur le fromage.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** Les importateurs en ont profité.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Les Anglais.

**M. Sylvestre (Berthier):** La prime du gouvernement Godbout a rapporté clair et net aux habitants de la province la somme de \$3,581,115.

<i>Année fiscale</i>	<i>Montant</i>
1941.....	\$ 731,642.23
1942.....	1,102,278.22
1943.....	719,080.32
1944.....	<u>1,028,114.33</u>
Total.....	\$3,581,115.10

(Applaudissements frénétiques à gauche et tumulte à droite)

**M. Sylvestre (Berthier):** M. l'Orateur, je demande le maintien de l'ordre!

**Voix à droite:** Belle moustache!

**Voix à gauche:** Vous êtes jaloux!

**M. Sylvestre (Berthier):** (Souriant quand l'ordre est rétabli) Je me souviens, personnellement, qu'en 1943, dans la ville de Joliette, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), dans un grand élan électoral, disait aux cultivateurs de la région: "L'honorable Godbout vous paie une prime sur le fromage durant seulement quatre mois par année; quand je serai au pouvoir, je vous donnerai cette même prime douze mois par année". S'il avait tenu sa promesse, les cultivateurs auraient reçu plus de \$12,000,000.

En 1944, et depuis, l'honorable premier ministre et ses collègues, non seulement n'ont pas

donné plus, non seulement n'ont pas payé la prime que donnait M. Godbout, mais rien n'a été fait à l'avantage du cultivateur. Le trésorier ne nous annonce rien pour 1947.

Nous avons vu plus. Lorsqu'en 1946, cédant aux pressions démagogiques du premier ministre actuel et pour rendre l'autonomie aux provinces, le gouvernement d'Ottawa a cessé de donner la prime sur le lait. En apprenant cela, le premier ministre a dit: "C'est illogique". Illogisme fédéral, mais son gouvernement ne fait rien pour améliorer les choses et cela, il trouve ça logique. Si l'autonomie, telle que conçue par le premier ministre nous vaut le désastre chez les cultivateurs, ce n'est vraiment pas la peine de la réclamer, parce qu'en vérité avant que d'être patriote, il faut tout de même penser à survivre physiquement.

Pour continuer le procès de la présente administration, au sujet du problème du lait, je vous dirai, M. l'Orateur, que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), lorsque ce problème l'a confronté, sa première réaction fut de dire: "Je n'ai rien à faire dans cette question". "Je tiens à rétablir que je n'avais aucune obligation à régler le problème du lait".

Autrement dit: Ça ne me regarde pas! L'honorable A. Élie, l'honorable R. Tardif ont secondé cette façon de voir les choses. Ce n'est pas la manière la plus efficace de régler cet épineux problème agricole. Les cultivateurs ont été bien désappointés et, comme les consommateurs, ils sont fatigués d'attendre.

Je sais qu'en réponse, le premier ministre (l'honorable M. Duplessis) et le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) vont tenter de remettre la responsabilité de cette situation sur le gouvernement fédéral. C'est, en effet, une pratique établie depuis trois ans à Québec. À l'avance, je veux répondre ceci aux prétextes apportés par le gouvernement. Le gouvernement fédéral, pour l'édification du premier ministre et du ministre de l'Agriculture, a payé en primes sur les produits laitiers aux cultivateurs du Québec, en 1944 seulement, une somme totale de \$17,000,000. Et à cette période, tout le monde sait que le rationnement et le plafonnement existaient.

En 1945 et 1946, parce que la guerre était terminée, parce qu'il fallait réduire les taxes, parce qu'il fallait remettre l'autonomie au premier ministre (l'honorable M. Duplessis), le fédéral a remis aux provinces le soin de régler cette question des produits laitiers, et a cessé de payer des primes. Ce fut le plus grand embarras de notre gouvernement

réputé autonomiste! Pour réfuter l'argument du ministre de l'Agriculture, qui dit ne pouvoir payer des primes parce qu'il y a un plafond sur le prix du beurre, je lui dirai qu'outre les \$17,000,000 payés en primes par le fédéral, le gouvernement Godbout, de 1941 à 1944, a payé une somme de \$3,500,000 en primes sur le fromage, pendant qu'existait le plafonnement qui est encore en vigueur aujourd'hui.

On blâme le gouvernement fédéral de ne pas payer de primes et on l'accuse d'être la cause du prix déraisonnable de nos produits laitiers. Voici: le fédéral a raison, ou il a tort. S'il a raison, nous n'avons rien à dire. S'il a tort, ce que je n'admets pas, ce n'est tout de même pas aux habitants du Québec d'en payer les frais.

Je crois qu'il existe un certain embarras pour régler définitivement ce problème. Cependant, je ferai remarquer que, lorsque l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a accepté le poste qu'il détient, il a dû comprendre que ce n'était pas pour lui une sinécure. Quels que soient les obstacles qu'il doit surmonter, ils ne seront jamais si considérables qu'ils lui permettent de laisser subsister dans la province de Québec cette situation intolérable de voir ses administrés, qui forment 20 % au moins de la population, opérer à perte dans une industrie qui est essentielle pour sa propre survivance, industrie qu'on appelle l'industrie laitière.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement ne peut accorder une prime sur le beurre, parce que cela inciterait les cultivateurs à produire davantage. Il faudrait aller sur le marché étranger et, au lieu d'être coté sur le marché de Montréal, nos produits laitiers seraient cotés sur le marché de Londres et payés deux à trois sous moins cher.

**M. Sylvestre (Berthier):** Si la prime ne peut s'appliquer sur le beurre, qu'on l'applique au fromage ou à d'autres produits laitiers. Si le gouvernement de mon chef pouvait payer une prime avec \$90,000,000 de revenus, en 1944, comment se fait-il que le gouvernement Duplessis refuse aujourd'hui d'aider la classe agricole, quand il a des revenus évalués à \$160,000,000 cette année? Il n'est pas justifiable de laisser le cultivateur produire à perte.

(Applaudissements à gauche)

**M. l'Orateur:** Il y a une heure que l'honorable député parle. C'est la limite permise par

le Règlement de l'Assemblée législative. Son temps est terminé.

**M. Sylvestre (Berthier):** Très bien, Monsieur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose d'ajourner le débat. Le discours était fort intéressant, dit-il, mais j'espère que le débat ne sera pas prolongé indéfiniment.

**M. Dansereau (Argenteuil):** Le trésorier (l'honorable M. Gagnon) a rappelé que la province a la plus petite dette *per capita* du pays. C'est le Parti libéral qu'il aurait dû féliciter de cela, car c'est notre parti qui a restauré les finances de la province, et j'en rends hommage au chef de l'opposition aujourd'hui, qui dirigeait la province lorsque son crédit a été relevé.

Le trésorier a dit que l'on a dépensé \$32,000,000 pour la voirie, bien que la Chambre n'en avait voté que \$15,000,000, mais dans la plupart des comtés, on se demande où sont allés ces \$32,000,000.

Il (M. Dansereau) formule l'espoir que l'harmonie régnera bientôt à Lachute et que tous s'entendront dans un esprit de justice.

**M. Gosselin (Missisquoi)** déclare qu'il parlera en français et en anglais, parce que, dans son comté, on rencontre un grand nombre de citoyens des deux langues officielles<sup>5</sup>. Je représente des électeurs appartenant aux deux grandes races.

Je félicite le Canada et la province de Québec de leur magnifique effort de guerre. La liberté a triomphé et nous sommes encore libres. Je regrette cependant des propos comme ceux du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) qui a dit, il y a quelques jours, que le premier outil que l'on a donné à nos jeunes gens était un fusil. La démagogie n'a de place nulle part. Pendant la guerre, le trésorier reprochait au gouvernement fédéral de ne pas défendre suffisamment les côtes du Saint-Laurent et, dans son discours sur le budget, il a reproché au fédéral ses dépenses de guerre.

Il (M. Gosselin) reproche aux orateurs du gouvernement, spécialement aux honorables députés de Matane (l'honorable M. Gagnon) et de Saint-Jean (l'honorable M. Beaulieu), d'avoir cherché à créer l'impression que notre effort de guerre a été exagéré. Les dépenses de guerre ont été justifiées, dit-il, par le résultat, et le gouvernement d'Ottawa n'a travaillé qu'à protéger notre pays, la province de Québec comme les huit autres. L'effort de guerre n'a pas été limité au Québec, mais il a été le même partout.

Il (M. Gosselin)<sup>6</sup> parle des conditions de travail dans la province. Il déclare qu'il a du respect pour l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) qui s'est dévoué pour les ouvriers et leur bien-être. Je crois à la sincérité du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), mais il n'a pas toujours choisi les meilleurs moyens de régler les grèves, s'il se préoccupe du bien-être des ouvriers, dit-il. Les grandes législations ouvrières que nous avons actuellement dans la province ont été édictées par les gouvernements libéraux.

Il (M. Gosselin) demande au premier ministre de protéger les employés civils, de leur laisser la liberté d'exprimer leurs opinions politiques et de les traiter avec justice. Il regrette que le gouvernement n'ait pas adopté une attitude de tolérance à leur endroit et qu'il les paie mal, surtout dans le groupe des petits salariés. Le gouvernement Godbout, dit-il, avait organisé une Commission du service civil qui voyait à bien traiter les fonctionnaires. Le gouvernement actuel s'est empressé, dès son arrivée au pouvoir, de détruire cet organisme si avantageux pour les bons travailleurs de la province.

(Applaudissements à gauche)

Il (M. Gosselin) plaide la cause des cultivateurs. Il demande au gouvernement d'améliorer les écoles de campagne et de payer des octrois qui permettront à nos fermiers de recevoir un profit raisonnable sur le capital investi dans leurs fermes. Il préconise une politique de drainage des terres plus progressive.

**M. Lawn (Pontiac)** commence son discours sur le budget.

Il (M. Lawn) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que le débat soit de nouveau ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

### Deuxième séance du 6 mai 1947

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Voies et moyens:

#### Débat sur le budget 1947-1948 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion de l'honorable trésorier (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**M. Lawn (Pontiac)** recommande au premier ministre de rechercher les conseils de l'honorable chef de l'opposition (M. Godbout) chaque fois qu'il s'agira pour son gouvernement de décider des questions agricoles importantes, car on néglige toujours ces sujets d'importance, sauf lorsque le chef de l'opposition est concerné.

Il (M. Lawn) se demande combien, sur les \$147,000,000 du budget actuel, le gouvernement va dépenser dans son comté de Pontiac. Nous payons notre part de taxes, dit-il, et nous voulons avoir notre juste part de services publics. Il y a là des routes où j'aimerais amener le premier ministre et le ministre de la Voirie. Après un tel voyage, je parie qu'ils seraient honteux de siéger une semaine en Chambre. Ils ne seraient pas capables de s'asseoir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les libéraux n'ont rien donné au comté de Pontiac.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** J'ai accordé à une délégation, conduite par le député de Pontiac (M. Lawn) lui-même, un octroi de \$150,000 pour la construction d'un hôpital dans le comté de Pontiac. Pour la première fois dans l'histoire de la province, le comté de Pontiac a obtenu un octroi.

**M. Lawn (Pontiac)** dit qu'il apprécie l'octroi, mais que le gouvernement libéral devait l'accorder, de toute façon.

Le discours du trésorier (l'honorable M. Gagnon) n'a pas été imprimé, et j'ai dû me rendre à la *Gazette* pour en prendre connaissance. J'apprécie beaucoup la *Gazette*. Ce qui me plaît de ce journal, c'est qu'en le lisant attentivement, je peux toujours prévoir trois jours à l'avance ce que le premier



ministre a en tête. Le compte-rendu qu'a fait la *Gazette* du discours du trésorier se résume à dire que la province pourrait elle-même diriger sa barque. C'est le payeur de taxes qui rame, et le premier ministre et le trésorier ne sont là que comme passagers de luxe. Il (M. Lawn) dit au gouvernement que son navire s'en va à la dérive pendant que le ministre taxe et mécontente tout le monde. Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) a exposé clairement les éléments du budget, d'après le compte-rendu qu'en a fait la *Gazette*.

Il (M. Lawn) discute le revenu des forêts. Il s'étonne que ce soit diminué, quand on a coupé autant de bois que les années passées. À mon avis, dit-il, le revenu des forêts sera de \$4,000,000 plus élevé en 1947-1948. On a volontairement sous-estimé les revenus probables des forêts, surtout après l'augmentation des droits de coupe, et c'est \$170,000,000 qu'on va retirer au cours de la présente année fiscale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les coupes seront mieux contrôlées, mais j'ignore si elles atteindront le niveau de l'an passé. Nous pensons à l'avenir. Il faut prévoir pour l'avenir et les taxes provinciales ne sont rien à côté des taxes fédérales.

**M. Lawn (Pontiac):** Pensez donc à l'avenir des payeurs de taxes. Ce n'est pas vous qui payez l'effort de guerre. Pendant la guerre, l'Union nationale n'a rien fait pour aider le pays. La province n'a pas de dettes de guerre à payer. Si le produit de la taxe de la gazoline est dépensé sur les routes, j'espère que l'on n'oubliera pas les routes de Pontiac. Je veux savoir, dit-il, si l'on va donner quelque chose à mon comté sur les \$30,000,000<sup>7</sup> que le gouvernement retire de la taxe sur la gazoline et de l'enregistrement des véhicules-moteurs. Le gouvernement Godbout a dépensé \$40,000 sur une route de mon comté et le gouvernement actuel la néglige.

**L'honorable M. Robinson (Brome):** Cela fait seulement \$1,000 par année pour les 40 années du régime libéral.

**M. Lawn (Pontiac):** L'Union nationale diminue le respect du peuple pour les gouvernements par sa politique de patronage. Je regrette que le premier ministre ne se soit pas marié jeune. Il aurait compris les problèmes. Il aurait des enfants - il a l'air d'un homme qui aurait pu avoir des enfants - et il aurait eu des petits-enfants. Il est trop tard maintenant. Les femmes n'aiment pas l'Union nationale.

(Rires et applaudissements)

Il (M. Lawn) parle de la loi fédérale des allocations familiales et dit qu'elle rapporte \$84,000,000 à la population de notre province.

**L'honorable M. Robinson (Brome)** fait un commentaire au sujet de la Montreal Power.

**M. Lawn (Pontiac):** Cela fait trop longtemps que Holt<sup>8</sup> et ses amis en imposent à la population, mais il est malheureux que ce gouvernement se soit détourné des objectifs du gouvernement Godbout et n'ait pas créé une Hydro pour toute la province. On aurait dû créer une Hydro pour toute la province, en distribuant l'électricité au prix coûtant, dit-il, de façon que les régions rurales puissent en profiter tout aussi bien que Montréal. Les coopératives d'électricité ne m'inspirent aucune confiance. Le gouvernement ne peut en tirer grand succès.

Il (M. Lawn) presse le gouvernement de prendre des mesures pour la construction d'un pont sur la rivière Outaouais reliant les abords d'Allumettes Island et Pembroke. Pour les gens de Pontiac, Pembroke est principalement une place de commerce. Il y a présentement un service de traversier, dit-il, mais il est souvent interrompu et ne répond pas aux besoins actuels. Il faut tenir compte également de l'affluence touristique, particulièrement pour les années à venir. Construire un pont, cela impliquerait une coopération entre les gouvernements de Québec et de l'Ontario ainsi qu'avec le gouvernement fédéral. Cela mettrait un terme à l'isolement que subit la population de Pontiac durant les mois d'hiver, et, en ce sens, contribuerait à éviter l'exode de nos jeunes gens.

**M. Leduc (Laval):** Je n'avais pas l'intention de prendre part au débat, mais suite à certains discours du côté du gouvernement, je me sens obligé de rétablir certains faits concernant la contribution d'Ottawa aux Nations unies dans la victoire et dans les activités d'après-guerre du gouvernement fédéral. Tout au long du conflit, Ottawa a travaillé entre les employeurs et les ouvriers. Il a également élaboré un programme de stabilisation industrielle à l'échelle du pays, et particulièrement au Québec, de sorte à contrer le chômage et maintenir un niveau de vie décent à une époque où d'autres nations étaient durement éprouvées à cet égard.

Le gouvernement, et tout particulièrement le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), ont beau prétendre qu'ils ont évité les conflits pendant les années critiques de la guerre, mais ce n'est que justice de dire que si une paix industrielle a été assurée, c'est grâce à la Commission des relations de

travail, qui a trouvé un moyen d'empêcher les grèves en accordant des salaires décents aux ouvriers. Le but principal de l'administration fédérale, dans la période d'après-guerre, c'était d'éviter le chômage et d'assurer à la population un niveau de vie décent.

Cela a été possible grâce à un programme minutieusement élaboré de prêts à des pays disposés et impatients de recevoir nos biens. C'est grâce à ces prêts, tant critiqués par les orateurs de l'Union nationale, que la paix a pu être maintenue ici, que les ouvriers ont pu être employés de manière profitable, et que le Canada a pu continuer de jouer son rôle sur la scène internationale.

Il (M. Leduc) cite des chiffres indiquant l'importance de l'industrie: en 1941, la population urbaine de la province était de 63 %, la population rurale de 37 % et la population agricole proprement dite de 25 % seulement. De 1931 à 1941, la population agricole s'est augmentée de 142,000 personnes, ce qui veut dire que la province ne peut faire vivre qu'un certain pourcentage de notre population sur les terres.

Il (M. Leduc) rappelle ce qu'a coûté aux différents gouvernements la période de chômage que nous avons traversée, il y a quelques années: \$1,000,000,000 pour le fédéral, \$500,000,000 pour les provinces et \$200,000,000 pour les municipalités. Il vante la prévoyance du gouvernement fédéral actuel qui a assuré la prospérité de la nation en faisant des prêts à long terme à des pays étrangers, parce que notre économie est basée sur notre commerce extérieur. Ainsi, sur \$334,000,000 prêtés à l'étranger, dit-il, la province de Québec a retiré \$173,000,000, soit 51 %. Sans cela, il y aurait eu chômage. La crise du chômage a coûté bien cher à tous les gouvernements et, malgré toutes ces dépenses, nous avons eu la misère pendant plusieurs années, tandis que les prêts à long terme et même les cadeaux tant critiqués par les gens de l'Union nationale nous apportent la prospérité.

Si l'on veut faire payer des taxes aux corporations, celles-ci doivent avoir un rendement accéléré. Si la province peut avoir un beau budget et retirer de gros montants de l'impôt sur les corporations, c'est le gouvernement fédéral qui, par sa politique de prêts à long terme aux pays étrangers, a maintenu l'essor industriel du Canada et du Québec, en particulier. Près de 44 % de toute notre activité est basée sur le commerce extérieur et, sans ces prêts, l'industrie de l'aluminium au Lac-Saint-Jean, les mines d'amiante et de cuivre, les chantiers maritimes, etc., auraient fermé leurs portes et laissé leurs ouvriers en chômage.

Dans la région du Lac-Saint-Jean, débordante d'activité, c'est l'aluminium qui est la cause de la prospérité, avec des contrats de plus de \$30,000,000 obtenus de pays auxquels le gouvernement canadien a avancé de l'argent. Même situation dans Mégantic, où une commande de \$3,000,000 a été donnée à l'industrie de l'amiante. Même situation dans nos chantiers maritimes de Sorel, Lauzon, Québec, Montréal. En 1945, la France a dépensé \$65,000,000 dans notre province. Même chose en Abitibi, où la France, la Hollande et le Royaume-Uni ont commandé des produits pour \$39,000,000... Grâce aux prêts faits au Royaume-Uni, on a acheté depuis la guerre pour \$330,000,000 d'aluminium, et aujourd'hui, on va réouvrir le port de Port-Alfred. En 1944-1945, la France a dépensé \$65,000,000 dans la province. On a sauvé notre industrie maritime.

Est-ce que les députés de l'Union nationale oseraient dire aux ouvriers de notre province: "Nous, patriotes, nous ne voulons pas de ces prêts et nous allons vous ôter le pain de la bouche?" Dans les comtés de Papineau, Beauharnois, Shawinigan, l'industrie a obtenu de gros contrats.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

En vertu de ce principe-là, il faudrait provoquer une autre guerre. Autrement dit, il faut une nouvelle guerre.

**M. Leduc (Laval):** Il ne s'agit pas de provoquer une guerre, mais d'empêcher une autre crise de chômage. Dans nos familles, on veut un chèque le samedi, comme à la fin du mois on attend l'allocation familiale, qui permet aux parents de mieux nourrir et mieux vêtir leurs enfants. Le fédéral a aidé à relever le pays, il faut l'admettre. Le gouvernement fédéral n'est pas l'ennemi qu'on représente en certains milieux.

Si le budget provincial est si prometteur, c'est que nous avons un gouvernement qui a su comprendre la situation. Dans mon comté, la politique fédérale des allocations familiales a apporté une transformation complète dans les familles. Demain, la population exigera du gouvernement une protection en cas de maladie. La province veut une politique sociale plus avancée et plus progressive.

(Applaudissements à gauche)

**M. Godbout (L'Islet):** S'ils ne sont pas mensongers, les chiffres du trésorier (l'honorable M. Gagnon) sont bien décevants. Les chiffres parlent, mais on peut leur faire dire ce que l'on veut. Et le trésorier nous l'a prouvé. Scrutant son discours, je

n'ai rien vu qui puisse donner espoir à une seule classe de la société. Les chiffres du trésorier ne donnent pas une idée exacte de la réalité. Ils ne représentent pas véritablement la situation financière de la province. On a toutefois la consolation de constater que le trésorier actuel, qui nie les chiffres de son prédécesseur, est obligé de s'en servir à l'occasion d'emprunts pour dépeindre notre véritable situation. Ce n'est qu'à l'occasion des emprunts à l'étranger qu'on montre la véritable situation, parce qu'on ne peut alors rien dissimuler.

Le discours du budget a été un discours de partisanerie politique, au lieu de s'en tenir à un exposé objectif de nos finances, comme doit l'être tout discours sur le budget imprimé et distribué aux frais de la province. Le discours du budget pose généralement des jalons. Auparavant, le discours du budget a toujours été un exposé des principes orientant la politique de la province de Québec, mais cette année, c'est une accumulation de chiffres à laquelle le trésorier ne comprend rien. Cette année, comme l'an dernier, le budget ne fait qu'attaquer les adversaires politiques du gouvernement.

Ce qui m'inquiète particulièrement dans le discours de cette année, c'est cette préoccupation du gouvernement de s'entendre avec la province d'Ontario et de laisser dicter nos politiques par nos pires concurrents. Si quelqu'un a déjà prêché la coopération avec les autres provinces, c'est moi, mais il ne faut pas aller jusqu'à subordonner notre politique fiscale à celle de l'Ontario.

Il (M. Godbout) est inquiet de l'entente que laisse supposer le budget au point de vue fiscal entre la province de Québec et sa principale concurrente, l'Ontario. Certes, dit-il, la coopération entre les provinces est nécessaire au progrès de tout le pays. Le trésorier (l'honorable M. Gagnon) dit que l'on a réussi à uniformiser les systèmes fiscaux des deux provinces. Le Québec et l'Ontario se sont entendus sur le taux de la taxe à imposer sur la gazoline et les compagnies. Cependant, l'Ontario garde une supériorité sur la province de Québec, parce qu'il y a moins de taxes là-bas qu'ici. L'Ontario, par exemple, a la supériorité de ne pas avoir ces taxes qui frappent tout le monde, comme la taxe de vente. Cette entente fiscale place notre province, en définitive, dans une position d'infériorité vis-à-vis de l'Ontario.

L'uniformité joue donc contre notre province. L'Ontario a des avantages sur nous et il faut redouter sa concurrence. Je ne veux pas de conflits avec la province voisine, mais je ne veux rien lui céder cependant. Au moment où nous avons besoin du capital étranger pour développer nos ressources

naturelles, comment le garderons-nous, si nous taxons trop lourdement le peuple et l'industrie? Le capital tendra, alors, à émigrer en Ontario. Ce budget de 1947 nous met à la remorque de l'Ontario, et il aura comme conséquence de causer du tort aux ouvriers et aux cultivateurs.

Il (M. Godbout) rappelle ce qu'il a fait lui-même de 1939 à 1944, en faveur de la classe agricole et reproche au gouvernement actuel de ne pas témoigner assez de sympathie pour le cultivateur. La classe agricole, le cultivateur moyen, est probablement celui que menace davantage l'avenir prochain, à moins qu'on ne prenne les moyens nécessaires de préparer cet avenir. On dit que l'avenir leur sourit et que leur situation est prospère. Pas tant que cela, quand on connaît ce qui se passe.

Il faut se préparer, et rapidement, pour sauver l'agriculture. Pendant la guerre, le cultivateur a réussi à se procurer un revenu convenable, mais il était à peu près la moitié de ce qu'un ouvrier pouvait gagner dans l'industrie des grandes villes. La guerre est finie, la reconstruction commence, et si le gouvernement ne fait pas son devoir, l'avenir sera dur pour l'agriculture de chez nous.

Comme le disait mon honorable ami de Berthier (M. Sylvestre), le cultivateur moyen, l'habitant de chez nous, qui se livre sur sa ferme à une exploitation de caractère familial, basée en grande partie sur une production laitière peu payante parce que pas suffisamment diversifiée, a raison de ne point voir l'avenir en rose. Il ne retire pas un salaire égal à celui de l'ouvrier. Il n'attache pas les deux bouts. Il a un salaire que tout le monde devrait voir augmenter.

La production laitière n'est pas assez payante, parce que pas assez diversifiée. Nous n'avons pas non plus suffisamment de marchés à l'étranger. Le gouvernement libéral avait établi à Londres un agent commercial qui nous avait rendu des services appréciables. Le gouvernement de l'Union nationale a aboli ce poste en 1936. Il conviendrait de le rétablir pour faire concurrence au Danemark et aux autres pays producteurs qui veulent s'emparer du commerce de l'Angleterre, de la France et de l'Europe centrale.

Pourquoi le gouvernement a-t-il fermé notre agence de Londres? Quand le Danemark et les Vieux-Pays ont les yeux sur le marché d'Europe, nous devrions être là. Il nous faut une agence en France. Il nous faut absolument des agences à l'étranger pour ouvrir de nouveaux marchés, et, à ce propos, il (M. Godbout) demande au gouvernement d'en ouvrir en Europe, sur laquelle tous les pays du monde ont les yeux en cette période de rajustement économique.

L'agriculture ne sera payante qu'à la condition d'être transformée. Il faut l'organiser selon des conditions modernes, la mécaniser et l'appuyer sur une science agricole avancée. Déjà les États-Unis nous devancent rapidement dans toutes les activités agricoles, parce qu'on n'emploie pas les moyens nécessaires chez nous, parce que le gouvernement provincial n'a pas pris les mesures pour acheter de la Corporation des biens de guerre les machines dont nos cultivateurs ont un pressant besoin. On peut regretter les méthodes de nos pères, mais on ne peut songer à y revenir, à l'époque où nous vivons.

Aux méthodes qui ne conviennent plus à notre ère de progrès, il faut substituer des méthodes modernes. Il nous faut la mécanisation des travaux de drainage, d'essouchage, de nivellement. L'essouchement, le drainage, ne peuvent plus se faire à la hache et à la pelle. Il faut que l'agriculture soit mécanisée et que la science soit à sa base. Les cultivateurs laisseront la terre, si on ne leur donne pas les moyens de sortir leurs produits de la terre à un prix de revient raisonnable et payant pour eux.

Trop de gens dédaignent la science agricole, nécessité absolue. Une science agricole plus adaptée aux besoins de l'heure devient également une nécessité absolue pour le développement de notre agriculture. Sous ce rapport, nous avons été trop devancés par les États-Unis et les autres provinces canadiennes. Je suis un agronome et non un scientifique en agriculture. J'ai été de ce qu'étaient les premiers agronomes, un apôtre.

(Applaudissements à gauche)

Les agronomes sont demeurés de véritables apôtres, mais la science agronomique a évolué rapidement. Nos écoles d'agriculture ont fait tout leur possible pour dispenser la science agricole appropriée, mais elles n'ont pas les moyens de faire plus. C'est au gouvernement à leur aider. Elles ne manquent pas de bons professeurs, mais de système. Il faut de l'argent.

Aujourd'hui, il faut avancer, faire des recherches, réorganiser complètement nos systèmes de culture. Il y a des progrès énormes à faire dans ce domaine. Le gouvernement doit doter nos écoles supérieures d'agriculture et pousser activement vers les travaux de recherche et l'expérimentation sur les nouvelles cultures à établir. À ce point de vue encore, on est plus avancé dans les autres provinces.

Je regrette que, dans le budget réel de \$175,000,000 que le gouvernement pourra dépenser, il n'y ait pas une augmentation notable dans les octrois aux écoles d'agriculture, afin qu'elles soient réellement le phare qui guidera le cultivateur. Car l'agriculteur

exerce peut-être la profession la plus dure qui soit; il doit avoir les connaissances fondamentales des autres professionnels et être, en outre, un bon gérant.

Avec un budget de \$175,000,000, le gouvernement peut consacrer plus d'argent à l'agriculture et aux recherches, ne se fiant pas à Ottawa qui travaille aussi dans ce domaine. La province de Québec a intérêt à diriger elle-même ses travaux de recherche. Si on retarde, elle se révélera en face d'une situation terrible.

Nous aurions avantage à nous occuper plus activement de la recherche en agriculture. C'est ainsi que les experts du fédéral ont déjà prétendu que la production des pommes, la culture du tabac à cigarettes, l'industrie du sucre de betteraves n'étaient pas faites pour la province de Québec. Si nous n'y prenons pas garde, nous nous apercevrons un bon jour que nous sommes à l'arrière. Nous devrions réclamer notre autonomie pour nous organiser chez nous. Il ne faut pas se fier aux experts fédéraux, à cet égard, car nous serons en retard d'un quart de siècle.

D'autre part, je regrette que la province de Québec ne se soit pas encore entendue avec Ottawa au sujet des prix des produits de la ferme. Ottawa a voté \$250,000,000 afin de permettre aux provinces de fixer un prix minimum pour les produits agricoles, et est prêt à voter d'autres millions dans ce but. Nous devrions profiter de la loi fédérale. Si le gouvernement s'était entendu avec Ottawa, il aurait pu obtenir des quantités considérables de gros outillage.

Les provinces de l'Ouest ont exposé leurs besoins, mais je regrette que la province de Québec n'ait pas fait entendre sa voix, afin de mettre en relief la situation du cultivateur de chez nous. Le temps presse pour trouver de nouveaux marchés aux cultivateurs et implanter de nouvelles productions, dans notre province, car d'ici quatre ou cinq ans, nous aurons probablement une crise de chômage qui affectera la classe agricole plus que toute autre, en dépit de ce que fait le fédéral pour l'éloigner, en organisant une production intensive.

Pensons au chômage qui peut survenir demain. L'ouvrier, dans cette période, n'aura plus d'argent pour acheter les produits agricoles et les cultivateurs en souffriront. Pour obtenir du fédéral les millions qui préviendront le chômage, il faut réclamer; Québec n'a rien fait: la situation de nos cultivateurs n'a pas été montrée à Ottawa.

(Applaudissements à gauche)

L'Union nationale n'a trouvé que deux recettes pour aider le cultivateur. Et d'abord, le crédit agricole. Certes, un prêt agricole s'imposait. Mais, il

faut se rappeler que le prêt ne fait pas vivre le cultivateur; il l'aide à traverser les périodes de crise. Le Québec pouvait s'entendre avec Ottawa de façon à rendre le prêt fédéral avantageux aux cultivateurs de chez nous. Il aurait pu, par exemple, payer une plus forte partie de l'intérêt et une partie du coût des titres.

On préconise aussi l'électrification rurale. Le gouvernement libéral en a compris l'importance en créant l'Hydro-Québec, afin que l'électricité serve à toute la population, en général. J'ai créé l'Hydro-Québec pour que l'électricité serve à la population, et non à quelques personnes seulement. En prenant cette initiative, j'ai pensé aux cultivateurs. Avec ce système, les compagnies pouvaient fournir l'électricité aux cultivateurs pour le tiers du coût chargé par les coopératives d'électricité. De plus, les compagnies d'électricité assumaient tous les risques inhérents à cette entreprise.

Il (M. Godbout) assimile les grosses compagnies d'électricité à une compagnie d'assurance. Elles sont capables d'assumer des risques, dit-il, tempêtes, verglas, bris de toutes sortes, tandis qu'une simple coopérative serait ruinée par un désastre local. Avec la loi de l'Union nationale, les coopératives obligent les cultivateurs à payer le coût de l'installation et de l'entretien du système d'électricité et, en outre, à assumer tous les risques.

On parle de centaines de coopératives d'électricité, mais on n'en voit presque pas. Il y a très peu de coopératives d'électricité qui fonctionnent, à l'heure actuelle. Il n'en restera pas dans 10 ans, car les coopératives sont lentes à opérer, vendent l'électricité plus cher et offrent trop de risques pour les cultivateurs.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Là où il n'y a pas de compagnies d'électricité, comme dans la Gaspésie, comment faire pour donner du pouvoir à ceux qui en ont besoin?

**M. Godbout (L'Islet):** Nous aurions demandé à une compagnie d'aller dans cette région, parce que les ressources naturelles n'appartiennent pas seulement aux villes. La Gaspésie est dans une situation particulière, ayant une population dispersée et étant privée de pouvoirs d'eau. C'est le devoir du gouvernement de forcer les grosses compagnies, qui ont de l'électricité à perdre, à pourvoir aux besoins de cette région.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** En Gaspésie, nous allons électrifier cette année une

vingtaine de paroisses. S'il avait fallu attendre après la Quebec Power, nous n'en aurions pas eu avant 10 ans.

**M. Godbout (L'Islet):** Et, dans 10 ans, vous n'aurez plus de coopératives parce que, de par leur organisation actuelle, elles ne peuvent affronter la compétition des compagnies. Le trésorier (l'honorable M. Gagnon) nous a dit qu'il y avait 106 coopératives d'électricité, dont 12,483 cultivateurs profiteraient. Mais le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) avait déclaré le 26 juin 1946:

"Devant les offres de la compagnie Shawinigan, une coopérative s'est retirée, car la compagnie peut fournir de l'électricité trois fois plus vite et à bien meilleur marché". La Quebec Power et la Shawinigan portent le pouvoir au loin et le vendent au même prix qu'à la porte des villes, ce que ne peuvent pas faire les coopératives.

Le gouvernement a échoué dans ses politiques agricole, coloniale et éducationnelle, à cause de sa volonté de concentrer toute l'autorité entre ses mains.

D'ici 25 ans, notre province va se développer de façon extraordinaire. La province de Québec sera doublée. Il faut donc s'assurer qu'elle produira suffisamment de nourriture pour tout le monde. Déjà, on importe une foule de produits et la ville de Montréal doit importer les deux tiers de ce qu'il lui faut.

Il faut donc agrandir notre domaine agricole, en faisant de la colonisation. Au chapitre de la colonisation, notre production agricole n'est pas assez forte, à l'heure actuelle, et l'on peut s'attendre, dans les conditions actuelles, qu'elle prenne la courbe ascendante de la production industrielle. Il nous faut donc agrandir notre domaine agricole. Les millions votés pour la colonisation ne servent à rien. Ce ne sont pourtant pas les colons qui manquent. Quoi qu'en dise le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin), des centaines et des centaines de colons veulent donner leurs bras et dépenser leur énergie pour ouvrir des terres neuves. C'est à la centaine que l'opposition reçoit des lettres d'aspirants-colons, fils d'ouvriers des villes, fils de cultivateurs, qui réclament des lots et offrent leurs bras pour l'ouverture de nouvelles terres. Je n'emploierai pas, dit-il, les "expressions dures" de certains religieux pour déplorer l'attitude du gouvernement qui, à grands renforts de publicité, annonce qu'il a fait un gros travail pour la colonisation, alors qu'en réalité, il n'a rien fait.

Nous avons voté des millions de bon cœur, mais rien ne se fait. Dans la seule région de l'Abitibi, on pourrait établir des milliers de colons nouveaux sur les plus belles terres de chez nous. Il (M. Godbout) parle des grandes possibilités de l'Abitibi et appuie sur l'urgence d'aider le colon, dans les premières années de son établissement. La région de l'Abitibi, nouvelle province, est nourrie presque exclusivement par la province voisine, alors que si cette magnifique région était pourvue de tous les colons dont elle a besoin, elle pourrait facilement nourrir la ville de Montréal dans une forte proportion.

Il (M. Godbout) parle du plan que son gouvernement avait conçu pour l'ouverture de paroisses complètes de colonisation. Nous avions préparé un plan qui prévoyait l'établissement de paroisses où le colon aurait eu le temps de se rendre compte s'il a une vocation agricole, dit-il, tout en gagnant de l'argent. Rien n'a été continué. Le gouvernement devrait essayer ce plan de nouveau.

Tous les pays adoptent des lois sociales, augmentent les conditions de travail. Dans ce domaine, le gouvernement a fait des progrès, mais il y a beaucoup d'œuvres sociales à créer chez nous. Les industries viennent s'établir chez nous à cause de nos bonnes lois ouvrières, œuvres du Parti libéral. Si la province a fait des progrès en ce qui concerne les salaires et les conditions de travail, il reste encore beaucoup à faire, si on veut enlever l'amertume au cœur de ceux qui ne sont pas satisfaits.

Il faut créer des assurances pour garantir toutes les choses essentielles aux ouvriers, leur donner des salaires plus élevés, des conditions de travail plus humaines, de la sécurité contre les accidents de la vie. Quand nous aurons une classe ouvrière qui soit certaine de l'esprit de justice du gouvernement, quand le père de famille ne craindra plus le lendemain pour les siens, quand il sera sûr de pouvoir leur fournir non seulement le pain et le vêtement, mais la certitude de l'avenir, il n'y aura plus de danger pour le communisme et le fascisme dans notre province. Une province économiquement forte sera plus en mesure de lutter contre les idéologies malsaines. Qu'on adopte des mesures de sécurité et qu'on pense à la charité, plutôt qu'à la stricte justice!

Le meilleur moyen de neutraliser les activités des communistes et des autres éléments subversifs de la province, c'est d'offrir aux gens l'instruction dont ils ont besoin et une législation sociale, plutôt que des discours-fleuves. Dans les grandes villes, des agents à la solde de Moscou travaillent les masses populaires. Il faut leur faire échec à force de charité dans nos politiques publiques. Autrement, nous

pouvons trembler pour demain. Je suis bien persuadé que notre population est saine, même si l'on compte quelques malheureux. D'ailleurs, il y a plus de malheureux que de communistes, et avec une population saine comme nous en avons, il y a moyen d'écarter le danger qui nous menace.

Quand on est au-dessous des autres et qu'au-dessus il n'y a que nuée, jamais de soleil, on est très malheureux. Il nous faut des assurances contre la maladie d'abord et pour protéger la population contre les risques de la vie. La population du Québec est sensée, et elle a foi dans les principes chrétiens de charité tels qu'ils sont enseignés dans les Saintes Écritures, mais elle a besoin d'un gouvernement désireux d'assurer son bien-être. Je préconise de nouveau l'assurance-santé.

Il faut préparer pour demain des générations fortes et instruites. C'est le devoir du gouvernement d'atteindre ce but, car cette œuvre prime toutes les autres, et si le gouvernement veut de l'argent pour travailler dans ce champ, l'opposition lui votera avec plaisir. Mais, nous ne voyons aucune indication que le gouvernement veuille prendre le problème en main et le résoudre. Le discours du budget ne mentionne rien de neuf à ce sujet. La préparation pour demain d'une génération véritablement instruite de ses devoirs pour l'avenir de la famille et de la patrie, c'est la tâche de l'heure.

Le problème de l'éducation, c'est l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, l'enseignement spécialisé, et c'est l'université qui est la base. Nous avons quatre universités dans la province. Il (M. Godbout) fait l'éloge de l'Université Laval et du Séminaire de Québec. Nos maisons d'enseignement, certes, nous ont donné de grands Canadiens, dit-il, mais il est malheureux qu'il n'y en ait pas eu un plus grand nombre. Nos quatre universités ont rendu d'immenses services. Elles ont préparé notre élite et elles ont bien rempli leur tâche. Je souhaite, cependant, qu'on les mette en mesure de faire davantage.

Le gouvernement devrait les aider davantage chaque année. Il me semble qu'on ne doit rien négliger quand il s'agit de l'éducation, et cette dernière trouve sa base à l'université. Toutes nos universités ont un esprit qui nous garantit qu'elles resteront à la hauteur de leur tâche, de leur œuvre. Le manque de fortune d'un père de famille ne doit pas être une barrière à l'éducation de ses enfants, s'ils ont du talent. Il ne faut donc rien négliger dans ce domaine.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Pas d'école primaire, pas d'université.

**M. Godbout (L'Islet)**<sup>9</sup>: Sans université, le rôle de l'école primaire serait bien petit. Je connais nos quatre universités. Celle de Québec, l'Université Laval, pour ne parler que d'elle, a fait des progrès considérables en ces dernières années, et bientôt, elle fêtera son centenaire. L'Université Laval de Québec a de la misère à rencontrer ses dépenses et elle se trouve présentement dans des conditions difficiles, en face des progrès de la science qui exigent d'elle de nouvelles mises de fonds. Il faut aider nos universités.

Que le premier ministre donne \$5,000,000 de plus par année à nos quatre universités, surtout les plus pauvres, pendant cinq ou six ans, et nous serons heureux de l'appuyer. Je le voterai avec plaisir. Que le premier ministre ne dise pas qu'il n'est pas capable de le faire car, après les prochaines élections, nous le ferons nous-mêmes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Ça va prendre du temps.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre était plus sûr de son sort, il a y six mois. S'il reste quelque doute dans son esprit, M. l'Orateur, vous pourriez lui suggérer de faire des élections générales et il verra.

(Applaudissements à gauche)

La province de Québec donne à ses universités des subventions qui représentent une moyenne de \$0.50 par tête de population. Un spécialiste en la matière me dit que la Russie dépense au moins \$6 par tête de population pour ses universités. Et ce sont ces gens-là que nous appelons des barbares, alors que nous nous proclamons des civilisés.

Il (M. Godbout) insiste sur l'importance d'aider les œuvres d'enseignement secondaire et élémentaire. Il rappelle qu'il fut probablement le premier, en 1939, à réclamer un traitement moins inhumain pour les institutrices. Malgré les améliorations apportées, dit-il, une institutrice n'est pas encore payée plus cher aujourd'hui qu'une simple bonne à tout faire dans les maisons bourgeoises. Bon nombre de députés paient leur bonne plus cher que nos institutrices. La situation laisse encore à désirer et elle ne s'améliorera pas maintenant que le gouvernement enlève aux commissions scolaires une si grande partie de leurs revenus.

Avec les revenus qu'il s'est créés en taxant la population, le gouvernement pourrait voir à ce qu'on paye de meilleurs salaires. Les corporations scolaires sont déjà lourdement chargées et il appartient au

gouvernement de venir au secours des institutrices. Ne comptons pas sur l'apostolat de ceux que nous laissons dans la misère. Et n'obligeons pas les commissions scolaires à se mettre à genoux pour obtenir ce qui leur est dû. Les commissions scolaires sont soumises à l'arbitraire. Elles ne savent jamais ce qu'elles peuvent attendre du gouvernement. Tout dépend du vote qui a été donné dans la paroisse. L'une recevra 100 % et l'autre rien. Il (M. Godbout) demande que le gouvernement sorte de l'arbitraire l'attribution des octrois aux commissions scolaires, selon que les commissaires sont rouges ou bleus.

Les commissions scolaires ont perdu leur autonomie et n'ont plus de sécurité, dit-il. La carence d'instituteurs et d'institutrices pose un problème très sérieux. La situation est tellement grave que l'on craint une carence de 2,000 instituteurs et institutrices, l'automne prochain. L'insuffisance des salaires les éloigne de l'enseignement. Il faudrait garantir des octrois aux commissions scolaires, afin qu'elles ne soient pas obligées de se mettre à genoux pour les obtenir.

Les commissions scolaires devraient savoir, avant de boucler leur budget, ce qu'elles recevront du gouvernement. Les octrois ne devraient pas être laissés à l'arbitrage de la politique, aux caprices d'un ministre. Qu'on fixe d'avance les montants des octrois, afin qu'on sache sur quel montant tabler au commencement de chaque année. Actuellement, au lieu de réclamer un droit, les commissaires ont l'air de quémander des faveurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Vous êtes impayable. Vous avez fait cela pendant 40 ans.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est le premier ministre qui est impayable, mais il va être payé quand même pour ce qu'il a fait. L'avenir de la province de Québec sera celui qu'on lui a préparé. On doit imprégner la législation de justice et de charité. Le premier ministre est très friand d'autorité lorsqu'il s'agit de la sienne, mais lorsqu'il tue l'autorité des commissions scolaires, il est injuste. Il est mûr pour la dictature... Les méthodes actuelles du gouvernement peuvent conduire à la dictature... Eh bien, M. l'Orateur, je dis que le peuple de la province de Québec est fier et n'est pas mûr pour la dictature.

(Applaudissements à gauche)

Le peuple le fera savoir au premier ministre quand le moment viendra. Nous devons être, nous sommes la Nouvelle-France, et si nous voulons parvenir sur ce continent au rôle que la France a joué

dans le monde, posons des jalons et préparons une bonne génération d'hommes pour demain.

(Applaudissements à gauche)

Il (M. Godbout) demande au gouvernement d'aller au peuple avec ses lois et ses mesures administratives actuelles, et il se dit assuré que le peuple lui donnera la même réponse qu'en 1939, car, dit-il, le gouvernement que nous avons devant nous est l'élu d'une minorité. Le premier ministre ne doit pas oublier que le Parti libéral a eu 50,000 votes de plus que l'Union nationale, en 1944. Le peuple n'a pas confiance dans le gouvernement.

Le peuple attend avec impatience et enthousiasme le retour au pouvoir d'une administration libérale, une administration qui travaillera à la grandeur de la province en lui permettant de jouer son rôle sur cette terre d'Amérique.

Il (M. Godbout) propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que tous les mots après "que" dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté, regrette que le gouvernement n'ait pas pris les mesures nécessaires pour abolir la taxe de vente provinciale, "Loi de l'impôt sur la vente en détail", 4 George VI, chapitre 14."

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit<sup>10</sup>:

**Pour:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Guerin, Hamel, Joyal, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sylvestre, 27.

**Contre:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 46.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

**L'honorable M. Barré (Rouville)**<sup>11</sup> compare le chef de l'opposition à Laurier, orateur à la langue d'argent. Le chef de l'opposition, dit-il, nous a servi un régal.

Il (l'honorable M. Barré) souligne qu'il s'agit de son premier discours de la session. Il explique que la maladie l'a empêché de participer autant qu'il l'aurait voulu aux débats, mais qu'il va tenter de relater ce que le gouvernement a fait dans le domaine agricole.

Un tiers à peine de la population est rurale, dit-il. Pourquoi? C'est qu'on a cru, dans la province de Québec, que n'importe qui pouvait faire la leçon aux cultivateurs, prêcher l'amour de la terre avec succès pour les autres, tout en restant soi-même dans une situation confortable. On s'est trompé et le résultat a été un échec. Que faut-il pour faire un cultivateur? Il faut d'abord un homme de cœur qui aime le travail et la culture. Il faut aussi une femme dévouée et active. Il faut surtout la propriété stable de la terre.

Pendant 10 ans et au-delà, j'ai prêché un crédit agricole sérieux. Pas une farce, mais un crédit agricole qui prête. Pendant que je prêchais ça, les chefs rouges m'ont toujours combattu. S'ils avaient compté uniquement sur les libéraux, les cultivateurs du Québec aujourd'hui n'auraient pas grand-chose. Je me suis buté à l'hostilité de tous les chefs libéraux. Cette campagne, dit-il, m'a valu des injures, des railleries. On a eu recours à tous les moyens pour me faire abandonner la partie. Mais j'ai continué mes revendications, parce que j'étais convaincu que je défendais la cause des cultivateurs.

Ce crédit agricole, nous l'avons enfin eu en 1936. Je n'étais pas ministre et je ne faisais pas partie du gouvernement. Je l'ai prêché, les chefs rouges l'ont combattu, et ce sont le premier ministre et ses collègues qui l'ont fait. C'est le premier ministre actuel qui l'a donné à la classe agricole. Le seul fait d'évoquer ce passé suffit pour expliquer la reconnaissance que je dois à celui qui a donné aux cultivateurs, mes frères, ce que j'avais réclamé pendant plus de 10 ans. Cela explique le dévouement que j'éprouve pour celui qui m'a donné raison.

L'Office du crédit agricole a prêté \$54,000,000 en 10 ans et n'a perdu au total que \$691.74. Les cultivateurs ont fait honneur à leurs obligations comme personne au monde, et ceci prouve que les prophètes de malheur, chez les libéraux, ont fait fausse route. Le chef de l'opposition dit que dans 10 ans il n'y aura plus de coopératives d'électricité. Il disait la même chose du crédit agricole, il y a 10 ans. Les libéraux prétendaient que les cultivateurs ne



paieraient pas. Ils ont payé comme personne au monde. Sur 150,000 cultivateurs, 23,973 ont bénéficié du crédit agricole et ces cultivateurs avaient 98,253 enfants. Cela a permis 5,000 établissements de jeunes agriculteurs.

Le prêt agricole a permis la stabilisation financière non seulement des emprunteurs mais aussi de leurs créanciers. Y a-t-il eu un moyen plus efficace pour assurer l'établissement de la jeunesse? Tout cela s'est fait en dépit d'efforts de nos amis libéraux qui, pendant 45 ans, ont exercé un pouvoir absolu dans la province.

Comment se fait-il que ces gens viennent nous dire, aujourd'hui, que tout est à refaire au point de vue agricole, que nous sommes distancés par toutes les provinces? Ils ont eu le pouvoir pendant 45 ans sur 50: que n'ont-ils, pendant ce temps, appliqué les réformes qu'ils préconisent aujourd'hui, pris les mesures qu'ils disent impérieuses, en ce moment? Il faut que chaque chose se fasse à son temps, suivant ses ressources et un plan déterminé.

Jamais un gouvernement n'a fait plus pour l'amélioration des terres que le gouvernement actuel. La terre a besoin d'être améliorée dans la province de Québec. Et ce que les rouges n'ont jamais fait, nous le faisons. Ce que le gouvernement fait, à l'heure actuelle, est le plus sûr garant de ce qui se fera dans l'avenir.

La terre québécoise a besoin d'être améliorée et, pour cela, mon ministère a fait exécuter de grands travaux de drainage et d'assainissement des terres. Nous faisons des travaux d'égouttement de drainage et d'assainissement comme jamais il ne s'en est fait dans la province.

Il (l'honorable M. Barré) consulte un rapport de l'ingénieur du service du drainage. En 1944-1945, dit-il, 77,550 pieds linéaires de cours d'eau ont été creusés. En 1945-1946, il y en a eu 126,123 et, en 1946-1947, 256,460, soit plus de trois fois le chiffre de la dernière année de l'administration libérale. En ce qui concerne la mécanisation de l'agriculture, il s'est fait dans la province, en 1944, 8,628 heures de travail au béliet mécanique. Ce chiffre a été porté à 38,400 en 1945, et à 49,250 en 1946. Voici les chiffres en ce qui concerne les superficies améliorées: 2,885 acres en 1944, 7,505 en 1945, et 16,400 en 1946.

Il (l'honorable M. Barré) propose, appuyé par le représentant de Yamaska (l'honorable M. Élie), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est de nouveau ajourné.

### Dépôt de documents:

#### Contrats des Travaux publics de 1944 à 1947

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 19 mars 1947, pour la production d'une liste des contracteurs ayant exécuté des contrats pour le département des Travaux publics, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1947, avec les montants originaires de ces contrats, le montant des extras, s'il y en a eu, avec la liste des contrats accordés après soumission ou sans soumission, suivant le cas. (Document de la session no 47)

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 6 mai 1947

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 74 modifiant la loi de la curatelle publique, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est remplacé par le suivant:

"2. L'article 7 de ladite loi est modifié:

a en remplaçant, dans les sixième, septième, huitième et neuvième lignes, les mots: "lorsque le curateur public reçoit signification d'un jugement prononçant l'interdiction de l'aliéné et lui nommant un curateur" par les mots "lors de la réception, par le curateur public, d'un jugement prononçant

l'interdiction de l'aliéné et lui nommant un curateur ou, dans le cas d'un mineur, lui nommant un tuteur";

b. en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Il en est de même lorsque le curateur public reçoit signification d'un jugement nommant un administrateur provisoire aux biens de l'aliéné, suivant l'article 70 de la loi des asiles d'aliénés."

### Projets de loi:

#### Loi de la curatelle publique

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 74 modifiant la loi de la curatelle publique.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 80 améliorant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses;
- bill 81 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles;
- bill 82 concernant l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

### Voies et moyens:

#### Débat sur le budget 1947-1948 (fin)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné ce jour, sur la motion de l'honorable trésorier (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** annonce que son ministère inaugure, dans le domaine de la mécanisation de l'agriculture, une politique nouvelle. Nous avons introduit une politique qu'aucun

gouvernement n'a appliquée. On offre à tous les cultivateurs qui s'organiseront en coopérative pour l'amélioration de leurs terres, à l'aide d'un *bulldozer*, un octroi qui représentera 50 % du coût d'achat de cette machine jusqu'à concurrence de \$5,000. Les seules conditions que l'on pose sont que les cultivateurs souscrivent un montant suffisant, de façon à ce que la coopérative ne contracte pas de dette, qu'il y ait assez d'argent pour l'achat du béliet mécanique. La machinerie devra être payée comptant et être la propriété des membres de la coopérative. La première année, il n'y aura qu'un seul octroi par comté, mais la porte reste ouverte pour l'avenir.

L'amélioration des terres ne suffit pas, il faut aussi améliorer les conditions de vie du cultivateur. C'est pour cela que l'Union nationale a accentué l'électrification rurale. Il faut avoir vécu sur une ferme dépourvue de l'électricité pour savoir ce que cela signifie. Quatre-vingt-dix pour cent des cultivateurs qui ont quitté leur terre ont été entraînés par leurs épouses qui, ayant connu le confort que donne l'électricité, n'ont plus voulu s'éloigner des villes. Suivant un rapport officiel de l'Office de l'électrification rurale, de juillet 1945 à décembre 1946<sup>12</sup>, on a posé des fils électriques sur une distance de 220.2 milles.

Les demandes faites par les compagnies à la régie n'intéressaient que trois milles de lignes en 1943; et, en 1946, il y a eu des demandes pour 1,702 milles. Il n'y a pas de comparaison possible avec ce qui se faisait avant l'entrée en vigueur de la loi de l'électrification rurale. Les compagnies sont mieux outillées pour faire de l'électrification. Les compagnies se sont vues forcées, par crainte de cette concurrence nouvelle, de hâter elles-mêmes l'électrification des campagnes.

Mais, avant la formation des coopératives d'électricité, les compagnies d'électricité dormaient. Les demandes des cultivateurs n'étaient pas prises au sérieux. C'était une risée. Aujourd'hui, elles sont réveillées. Elles ont eu peur des coopératives. Le but de notre bill n'est pas de leur faire la guerre. Ce que nous voulons, c'est du service. Nous n'avons pas d'objection à ce que ce service soit fourni par les compagnies.

Il (l'honorable M. Barré) cite le cas de sa paroisse, l'Ange-Gardien, dans le comté de Rouville, où les cultivateurs ne parvenaient pas, même en offrant des prix exorbitants, à obtenir l'installation du courant. Une coopérative s'est formée, et alors, la compagnie (la Southern Canada Power) s'est réveillée et a commencé l'électrification. Aujourd'hui, presque tout le comté de Rouville est électrifié: il n'y a peut-être pas 5 % des cultivateurs qui n'ont pas

l'électricité, en ce moment, alors qu'en 1944, c'est à peine si 5 % d'entre eux l'avaient.

Il (l'honorable M. Barré) aborde la question des prix des produits laitiers. Dans la province de Québec, dit-il, le lait est consommé en nature dans une proportion de 25 %, tandis que 50 %, au moins, sert à la fabrication du beurre et du fromage. J'affirme que, depuis cinq ans, les prix ont été fixés par Ottawa sans aucune influence de la part du Québec. Ces prix constituaient une injustice flagrante. Lorsque la Commission de l'industrie laitière a fixé les prix du lait, dans la province, à 15 ou 16 sous la pinte, on a protesté partout. Comment se fait-il que, lorsqu'une bouteille de bière se vend deux fois plus cher, on ne dit pas un mot, et qu'on jette les hauts cris quand le cultivateur, qui produit une nécessité de la vie, obtient un prix plus normal?

Des journaux libéraux ont noté, dit-il, qu'il a plaidé la cause du beurre à Ottawa. S'il n'a pas gagné cette cause, il a du moins gagné celle des producteurs de sirop et de sucre d'érable. Les prix de 1946 étaient tellement inférieurs que 30 % des érabes de la province n'ont pas été entaillés parce que ce n'était pas assez payant. On a fait disparaître les plafonds injustes, avec le résultat que les producteurs ont reçu un meilleur prix et que la production de sirop a doublé cette année.

Pendant la guerre, le gouvernement fédéral a plafonné les prix du beurre et du fromage sur le dos des cultivateurs. J'ai protesté contre cette politique, parce que les cultivateurs produisaient à perte. Avant de penser à favoriser le marché étranger, on devrait s'occuper du producteur canadien et lui donner un prix raisonnable. Je considère que ce serait un principe mauvais que de prendre l'argent des contribuables de la province de Québec pour réparer une bêtise, une erreur du gouvernement fédéral ou peut-être, la complaisance plus ou moins coupable du gouvernement fédéral pour l'étranger. Cela règle la question des primes.

Au sujet des salaires des institutrices, il faut laisser aux cultivateurs le soin de régler cette question parce qu'ils la connaissent mieux que quiconque. Il (l'honorable M. Barré) parle de l'encouragement donné par l'Union nationale à l'instruction agricole. Le gouvernement actuel, dit-il, a haussé et stabilisé les salaires des agronomes qui étaient parfois moins bien payés que des garçons de ferme, sous l'ancienne administration. Certains agronomes ne recevaient, avant mon arrivée au pouvoir, que \$1,200 par année. J'ai fait fixer un minimum de \$1,600 et de \$2,200 pour les agronomes de comté. Nous allons payer plus raisonnablement

les agronomes et leur demander ensuite de travailler au progrès de la classe agricole.

L'Union nationale a fait plus en cinq ans que le Parti libéral en 45 ans pour l'enseignement agricole. C'est à l'Union nationale que l'on doit les écoles d'agriculture de Chicoutimi, Gaspé, Ville-Marie, Sherbrooke et Nicolet.

Le gouvernement va adopter des mesures pour assurer la vente des produits agricoles. Pour que les produits agricoles se vendent bien, trois conditions sont indispensables: une meilleure présentation, une classification bien faite et des entrepôts frigorifiques pour la protection de ces produits. C'est l'intention du gouvernement de réaliser ces trois conditions. Pour aider à la conservation et à la vente des produits agricoles, le gouvernement actuel contribue à la construction d'entrepôts en donnant 25 % du coût, lorsque le gouvernement fédéral veut en faire autant. Les octrois d'Ottawa sont toujours payés plus tard que ceux de Québec. Il (l'honorable M. Barré) parle de l'encouragement donné à l'Union des cultivateurs catholiques (U.C.C.) et aux coopératives agricoles et termine en disant que le cultivateur doit être traité comme un homme, ni plus, ni moins.

**M. Drouin (Abitibi-Est)<sup>13</sup>** parle de l'industrie minière et reproche au ministre des Mines (l'honorable M. Robinson), de n'avoir qu'effleuré le sujet dans son discours de lundi soir. C'est par le développement de nos ressources naturelles que nous éviterons une crise économique, dit-il. La production minière atteint maintenant \$255,000,000, soit presque autant que la production agricole, dont la valeur est établie à \$274,000,000. Bientôt, les mines rapporteront plus que l'agriculture elle-même.

On ne réalise pas assez l'importance de cette industrie. Cette industrie est l'une des plus importantes de la province, puisqu'elle emploie 107,000<sup>14</sup> personnes et fait vivre directement, au Canada, 1,200,000 personnes. C'est un dixième de la population totale.

La dévaluation du dollar canadien a causé de graves dommages à l'industrie minière dans la province et, dans le moment, plusieurs mines opèrent à perte. Il (M. Drouin) reproche au gouvernement de ne rien faire pour parer à cette situation désastreuse. Or, il n'y a que un dixième<sup>15</sup> de notre sol qui ait été prospecté convenablement. C'est tout l'avenir de notre province qu'il y a dans ces richesses.

L'une des grandes causes de la prospérité de l'Ontario, c'est qu'elle a développé avant nous son industrie minière. D'après les experts du "C.N.R."<sup>16</sup>,

le Nord-Ouest du Québec est, de tout le Canada, la région qui promet le plus. Les richesses formidables du sous-sol du Nord-Ouest québécois sont la plus sûre garantie de stabilité au pays.

On vient de découvrir qu'il y a une zone minéralisée ininterrompue à partir du Labrador, en passant par Chibougamau et l'Abitibi jusque dans la région de Porcupine, une zone la plus riche au monde. Il y a là des richesses qui valent des milliards. Pendant des années, on a un peu trop parlé de drapeaux et de nationalisme dans la province de Québec et pas assez de réalisations économiques. Nous habitons le pays le plus riche du monde, celui qui peut connaître demain la plus grande prospérité.

La province devrait requérir les services des meilleurs experts au monde, afin de hâter le développement de ses richesses et sortir du sol les milliards qui y sont enfouis. Le gouvernement devrait ouvrir des chemins de communication et laisser les Canadiens faire des recherches, au lieu de confier l'exploitation de ce riche pays à deux ou trois grosses compagnies. Nos richesses ne devraient pas être concédées à quelques compagnies seulement.

Mieux vaut que le gouvernement construise lui-même les routes qui y donneront accès et ouvre ensuite ces régions nouvelles à la concurrence. Dans 10 ans, nous serons la première province de la Confédération. Il (M. Drouin) suggère une réduction de \$1 à 50 cents le taux par acre imposé pour les travaux de prospection.

Il (M. Drouin) veut la construction de grands chemins miniers, qui s'étendraient de Senneterre à Chibougamau, en passant par le Lac-Saint-Jean, et ce, en coopération avec Ottawa. Il suggère que l'on pave la route Mont-Laurier-Senneterre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous avons construit un chemin de \$3,000,000 qui va se rendre à Chibougamau. Et il va être ouvert bientôt. Mais nous ne voulons pas que la province d'Ontario vienne chercher nos richesses. Il ne faut pas risquer de laisser drainer vers l'Ontario le bénéfice de nos richesses.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** En matière d'industrie minière, quand on a un filon, on le suit. Tout le long de cette route, il y aurait des mines nouvelles à développer, sans compter l'essor que nous pourrions donner à l'industrie forestière et au tourisme dans cette région.

Relativement à l'accident de Malartic<sup>17</sup>, il (M. Drouin) demande l'organisation de brigades de secours spécialisées et bien équipées, comme il en

existe dans la province d'Ontario. Les 12 victimes de l'accident de Malartic seraient peut-être encore vivantes aujourd'hui, si la province avait eu sur les lieux une escouade de sauveteurs spécialisés et parfaitement outillés.

Il discute longuement de la question de la sécurité des mineurs et précise qu'elle est de grande importance, si l'on souhaite encourager les hommes à travailler dans les mines. Bien que les compagnies d'assurance ont démontré qu'une vie humaine est deux fois plus en danger à l'extérieur qu'à l'intérieur de la mine, les ouvriers, dit-il, sont inquiets. Cela se comprend, lorsqu'on considère le caractère tragique des accidents qui ont lieu dans les mines. Il recommande que le gouvernement agisse dans le sens de la protection, afin de redonner confiance aux ouvriers.

La motion est mise aux voix, et adoptée, après division.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-deux mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau<sup>18</sup>.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

**Demandes de documents:**

**Construction  
d'un pont interprovincial**

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du député de Pontiac (M. Lawn), proposant:

Qu'il soit produit et déposé, sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toutes correspondances, télégrammes, requêtes, etc., échangés entre le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement de la province d'Ontario, aucun de ses membres sous-officiers, et toute personne, association, corps public, etc., relativement à la construction d'un pont interprovincial entre l'île Allumette, dans la province de Québec, et Pembroke, dans la province d'Ontario.

**M. Lawn (Pontiac)** propose que la motion qui vient d'être lue soit révoquée.

Adopté.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1947-1948

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, désapprouve le gouvernement de provoquer la classe ouvrière dans le règlement des conflits de travail et d'avoir recours à des méthodes inappropriées et injustes, particulièrement en tolérant que la police provinciale se serve de bombes lacrymogènes et de la force brutale à l'égard de la classe ouvrière dans l'exercice de ses revendications."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette motion, alléguant qu'elle est irrégulière:

1<sup>o</sup> Parce qu'elle est subversive de l'ordre;

2<sup>o</sup> Parce qu'elle se réfère à des questions dont la décision est actuellement pendante devant les tribunaux.

C'est, dit-il, une motion communiste. Elle ne demande pas de s'attaquer aux fauteurs de désordre, mais aux gardiens de l'ordre.

**M. l'Orateur** déclare qu'il n'y a aucun doute que l'amendement proposé par le député de Rouyn-Noranda se réfère à des faits qui ont donné naissance à des procédures qui sont encore pendantes devant les tribunaux, et il rejette en conséquence ledit amendement comme irrégulier et contraire au Règlement.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** veut en appeler de la décision. Il ne trouve aucun second.

La motion principale est adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)**<sup>19</sup> propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-deux mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires, indemnités et allocations (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études au personnel technique (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions huit cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Asiles

d'aliénés, traitements compris (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Maladies vénériennes, traitements compris (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Fonds de l'assistance publique (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** fait l'éloge de l'Hôpital général de Montréal en particulier ainsi que des hôpitaux Sainte-Justine, Reddy Memorial et Notre-Dame. Il met l'accent sur la nécessité de venir en aide et développer l'Institut neurologique, dont le travail est réputé internationalement et où l'on forme des spécialistes qui deviendront ensuite des savants de premier ordre.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Les remarques du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) arrivent à point nommé. Je reconnais que le gouvernement précédent, dont faisait partie, du reste, le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), a beaucoup fait pour aider les hôpitaux. Mon département est pleinement conscient des besoins actuels de ces institutions et je promets qu'une solution satisfaisante sera trouvée à ce problème.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est une disgrâce de voir l'Institut de radium de Montréal, qui est dirigé par l'un de nos compatriotes, qui est reconnu comme une autorité mondiale en ce domaine. Il (M. Godbout) demande l'augmentation du nombre des lits mis à la disposition des tuberculeux.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** L'Institut du radium n'est plus convenable et il devra être déménagé. Il y a un projet d'établir, à Montréal, un centre anticancéreux, antituberculeux et orthopédique. Il (M. Paquette) annonce qu'il a fait des arrangements avec les Sœurs de la Providence pour la construction d'un hôpital de 500 lits à Notre-Dame-de-Grâce. L'Institut orthopédique sera

déménagé de l'hôpital du Sacré-Cœur, à Cartierville, ce qui donnera 270 lits de plus pour les tuberculeux. Un sanatorium de 500 lits sera construit à Rosemont. Actuellement, des constructions se font pour assurer 1,500<sup>20</sup> lits de plus pour tuberculeux au cours de l'année.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** demande au ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) si le gouvernement a décidé quelque chose au sujet de la construction d'un hôpital au Lac-Saint-Jean, à Saint-Joseph d'Alma.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Dans le moment, rien n'est décidé.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** demande au ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) si une communauté religieuse a fait des démarches pour obtenir l'hôpital.

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** Non. Mais le gouvernement étudie un plan en ce moment. Il (l'honorable M. Paquette) ne veut pas en révéler les détails.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à 11 h 10.

## NOTES

1. Selon *Le Canada* du 7 mai 1947, à la page 2, il s'agit de \$116,000,000.
2. Selon *Le Canada* du 7 mai 1947, à la page 2, il s'agit plutôt de \$4.40.
3. M. Larivière était fondateur et président, jusqu'à son décès, de Larivière et Frères limitée, concessionnaires d'accessoires d'automobiles.
4. James Garfield Gardiner est le ministre fédéral de l'Agriculture au sein du cabinet de Mackenzie King.
5. Le discours de M. Gosselin dure une heure, soit 30 minutes en anglais et 30 minutes en français, selon *Le Canada* du 8 mai 1947, à la page 3. Il s'adresse d'abord à la Chambre en anglais, selon *L'Action catholique* du 7 mai 1947, à la page 9.
6. Pour cette portion de son discours, M. Gosselin emploie le français, selon *La Presse* du 7 mai 1947, à la page 21.
7. *The Gazette* du 7 mai 1947, à la page 9, dit plutôt \$32,000,000.
8. Sir Herbert Holt (1856-1941) fut président de la Montreal Light, Heat & Power, laquelle acquiert sous sa direction le monopole de la distribution de l'énergie hydroélectrique à Montréal et de la distribution à différents endroits au Québec. En 1908, il est nommé président de la Banque Royale du Canada, poste qu'il occupe jusqu'en 1934. Sous sa présidence, la Banque Royale absorbe un certain nombre de petites banques et accroît ses activités pour devenir l'institution la plus importante de son domaine au Canada et la troisième en importance de l'Amérique du Nord. Son réseau d'influence sera très important et, durant toutes ces années, il contrôlera, directement ou non, un bon nombre d'entreprises montréalaises.
9. Au dire du *Canada* du 7 mai 1947, à la page 12, la rumeur veut que le gouvernement Duplessis ait récemment été approché par les partisans de la fusion des campus montréalais et québécois de l'Université Laval.
10. Les membres du Bloc populaire sont absents de la Chambre au moment de la prise du vote, selon *L'Événement-Journal* du 7 mai 1947, à la page 11.
11. C'est le premier grand discours du ministre de l'Agriculture de la session. Les ministériels l'applaudissent fréquemment, selon *Le Devoir* du 7 mai 1947, à la page 10.
12. *Le Devoir* du 7 mai 1947, à la page 10, avance "de juillet 1946 à décembre 1946".
13. *L'Action catholique* du 7 mai 1947, à la page 3, commente en termes élogieux l'allocation de M. Drouin: "Il a prononcé sur le sujet (l'industrie minière) un discours très documenté et d'un intérêt exceptionnel. Dans un esprit vraiment constructif, il a fait au gouvernement de nombreuses et importantes suggestions".
14. Selon *Le Nouvelliste* du 7 mai 1947, à la page 9, il s'agit de 137,000.
15. *Le Devoir* du 7 mai 1947, à la page 10, dit plutôt "1 %".
16. Le député doit faire référence au réseau des Chemins de fers nationaux canadiens.
17. Jeudi le 24 avril 1947, peu après minuit, éclate un incendie dans le réfectoire de la mine East Malartic, lequel se propage rapidement aux galeries. Malgré trois jours d'efforts des secouristes, 12 mineurs périssent. L'enquête publique, tenue à l'automne de la même année, conclut à l'intoxication à l'oxyde de carbone. Parmi les recommandations faites pour améliorer la sécurité, afin de prévenir de tels sinistres, figure la mise sur pied d'équipes de sauvetage spécialement formées dans chaque mine.
18. Le débat au sujet des subsides prend fin à 10 h 30, selon *Le Devoir* du 7 mai 1947, à la page 10.
19. Tous les articles sont rapidement adoptés sauf un, au dire de *La Presse* du 7 mai 1947, à la page 8. L'article problématique n'est cependant pas identifié.
20. Dans *La Tribune* du 7 mai 1947, à la page 1, on parle de 1,600 lits.





## Première séance du mercredi 7 mai 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides<sup>1</sup>:Budget des dépenses  
1947-1948

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Les centres urbains sont aux prises avec une grave crise du logement, née de l'émigration des gens de la campagne vers les villes et du retour des soldats. Les responsables de cette situation sont le gouvernement fédéral, les provinces et les municipalités. Le gouvernement provincial n'a absolument rien fait pour aider à la solution du problème du logement dans les centres urbains de la province. Il aurait dû étudier le problème, encourager la construction de la petite propriété par toutes sortes de mesures dont l'une aurait pu être l'avancement de crédits, sous forme de crédit urbain ou ouvrier, discuter la question avec le gouvernement fédéral, lors de la Conférence intergouvernementale d'Ottawa.

Le gouvernement provincial a donné aux centres ruraux le crédit agricole, initiative splendide, mais pourquoi n'aide-t-il pas les ouvriers, pourquoi n'aide-t-il pas à la construction de la petite propriété, au moyen de certaines avances raisonnables de crédit? La province de Québec aurait dû accorder un crédit urbain, comme elle a donné le crédit agricole, et nommer un comité qui aurait étudié le problème du logement. La construction de la petite propriété dans les centres urbains devrait être encouragée par tous nos gouvernements. La petite propriété est la base, la pierre angulaire de la sécurité de nos cités et villes.

Il (M. Ross) propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), que tous les mots après "que" dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette que le gouvernement n'ait pas songé à aider, pour la solution du problème du logement, à la construction de la petite propriété, sur des terrains vacants, dans les centres urbains de la province."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il soulève une question identique, au fond, à une question qui est déjà inscrite au *Feuilleton*, à savoir: une motion du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), et qu'il est, en conséquence, contraire aux dispositions de l'article 153 du Règlement. On ne peut anticiper sur un débat qui suivrait, dit-il. Il (M. Duplessis) se dit prêt, toutefois, à accepter la motion Laurendeau, mais sans débat.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** note qu'il a pris soin de rédiger sa motion dans des termes différents de celle du député de Montréal-Laurier et avec des conclusions différentes.

**M. l'Orateur** déclare qu'il y a deux dispositions du Règlement édictées en vue d'empêcher la multiplicité des débats sur une même question: 1<sup>o</sup> celle qui défend de se référer à des débats antérieurs; 2<sup>o</sup> celle qui interdit de soulever une question identique à une autre qui est déjà inscrite au *Feuilleton*.

Il est d'avis que l'amendement proposé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross) enfreint cette dernière règle (article 153 du Règlement) et que le sujet auquel il se réfère est le même que celui qui est soulevé par la motion du représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), item no 6 du *Feuilleton*, bien qu'il soit formulé en des termes différents. Il est interdit d'anticiper sur une motion inscrite au *Feuilleton*, dit-il. Il (M. l'Orateur) déclare en conséquence ledit amendement irrégulier et le rejette comme tel.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Ma motion exigerait tout de même des explications et des considérations.

La motion principale est alors mise aux voix et la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions six cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Fonds de l'assistance publique, traitements compris (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

**Deuxième séance du 7 mai 1947**

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Subsides:****Budget des dépenses  
1947-1948**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le gouvernement actuel a une étrange façon de protéger les travailleurs. Le gouvernement se fait un cheval de bataille de l'autonomie et il applique lui-même, contre les commissions scolaires, des mesures centralisatrices, antidémocratiques et démoralisatrices. Jamais le Parti libéral n'est intervenu dans les affaires des commissions scolaires, mais l'Union nationale leur a enlevé toute leur autonomie. Le gouvernement a attenté à l'autonomie des corporations municipales et scolaires en adoptant des mesures dictatoriales, dans le cas des commissions scolaires de Montréal et Québec. Jamais le Parti libéral n'aurait fait une chose comme celle-là.

Le gouvernement prend des mesures qui frisent la tyrannie, est un régime néfaste et veut tout centraliser. Si les orateurs de l'Union nationale arrêtaient de parler de la menace communiste et instaurent de meilleures mesures pour protéger la liberté et les droits des organisations ouvrières, tous les espoirs de paix économique et sociale seraient permis dans notre province. Il (M. Francoeur) dénonce les règlements "sonores" du premier ministre. On en profite pour saboter les droits constitutionnels des unions ouvrières, et protéger de puissants intérêts, dit-il. Et on s'attaque aux femmes sans défense. Il (M. Francoeur) condamne l'arrestation des chefs ouvriers.

La population, dit-il, devra mettre dehors, le plus vite possible, le régime de l'Union nationale. Il (M. Francoeur) réclame des élections générales et des lois pour combattre le communisme et l'athéisme. Ce ne sont pas les ouvriers qui sont les agents du communisme. Je ne m'oppose pas à l'arrestation des communistes, mais je m'oppose à l'arrestation de chefs ouvriers sur une large échelle. La lutte contre le communisme, nous en sommes tous. Mais la meilleure façon de la rendre efficace, c'est de ne pas protéger les "grosses légumes" à

l'encontre des droits des ouvriers. Où est le fouet du premier ministre pour lutter contre les trusts?

(Fou rire général)

Les gens qui prêchent des idées subversives au sein des unions ouvrières ne sont pas des ouvriers authentiques.

Il (M. Francoeur) propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle recommande au gouvernement d'adopter, sans plus de délai, les mesures appropriées et efficaces:

a. pour donner aux municipalités et aux corporations scolaires de la province, notamment celles de Québec et de Montréal, le bénéfice complet des revenus dont elles ont besoin et qui leur appartiennent en justice;

b. pour respecter et sauvegarder l'autonomie des municipalités et des corporations scolaires de la province et, tout particulièrement, celles de Montréal et de Québec."

**M. Godbout (L'Islet)<sup>2</sup>:** La reconnaissez-vous?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certainement!

La motion d'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 31.

**Contre:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Labbé, Langlais, Larivière, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur et extérieur (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'ai entendu dire que le ministre allait convoler en justes noces.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Je suis l'exemple de mon chef.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** (Souriant) Ne suivez que les bons.

**M. Choquette (Montmagny):** Pas de soumissions? (Hilarité générale)

**M. Morin (Québec-Centre)** s'informe des salaires payés aux ouvriers qui travaillent dans les caves du parlement. Il s'agit des menuisiers, des hommes de métier et des journaliers qui sont à l'emploi du ministère des Travaux publics, spécialement pour l'entretien des bâtisses.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** répond qu'il paie 60 cents de l'heure aux menuisiers et que les journaliers sont payés au mois.

**M. Morin (Québec-Centre):** Combien a coûté le tirage des joints de l'hôtel du parlement?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Les travaux effectués à l'extérieur des édifices du Parlement, Grande-Allée, pour le tirage des joints, ont été confiés à un entrepreneur de Québec, la maison Verrault, et ont coûté un peu moins de \$20,000.

**M. Morin (Québec-Centre)** demande s'il a augmenté les salaires des femmes de peine de l'hôtel du gouvernement.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Cette question est à l'étude. Notons que les corridors de l'édifice du parlement sont beaucoup plus propres qu'ils ne l'étaient sous le régime libéral.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions sept cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts: Routes: construction et entretien, gages compris (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**Des députés** discutent de la construction du pont de Saint-Eugène, dans le comté de L'Islet<sup>3</sup>.

**M. Godbout (L'Islet):** La lettre a été fabriquée après les révélations que j'ai faites.

**M. Dansereau (Argenteuil)** demande au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) s'il a l'intention de continuer la politique libérale en faisant construire et entretenir les ponts aux frais de la province pour les routes entretenues.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Vous avez inauguré cette politique à la veille des élections.

**M. Choquette (Montmagny):** Il se fait de bonnes choses à la veille des élections.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Le ministre a-t-il accordé un contrat pour la construction du pont du 6ème rang à Saint-Bruno, au Lac-Saint-Jean?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Ce pont a été construit par M. Charles Maltais pour une

somme de \$24,000, dont \$3,000 a été payé par la municipalité.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Alors, c'est la municipalité qui a donné un octroi. Avez-vous demandé des soumissions?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** J'avais invité cinq entrepreneurs par la poste à soumissionner pour la construction du pont à Saint-Bruno. Le contrat a été donné au plus bas. Nous demandons des soumissions par la poste. Je suis franc et je dis ce qui est.

**M. Dumoulin (Montmorency):** C'est la franchise postale.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Sous le gouvernement libéral, on demandait des soumissions publiques dans les journaux. Le ministre aurait dû demander des soumissions publiques.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Nos adversaires demandaient des soumissions, mais un contrat qui devait coûter \$100,000 en coûtait \$172,000.

**M. Choquette (Montmagny):** Le gouvernement a-t-il l'intention de reconstruire cette année le pont de la route Trans-Canada à Montmagny?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Pas cette année. Cette question est à l'étude.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement a-t-il l'intention de reconstruire cette année le pont, très dangereux, de Rivière-du-Loup, sur la route Trans-Canada?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Pas cette année. La question est à l'étude.

**M. Choquette (Montmagny):** Le gouvernement adjuge-t-il ses contrats après avoir procédé comme les libéraux, en demandant des soumissions publiques par des annonces dans les journaux?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Nous avons demandé par la poste des soumissions publiques. L'Union nationale est plus franche, sous ce rapport, et nous croyons que c'est le meilleur système. En 1946-1947, mon ministère a accordé 75 ou 80 contrats pour la construction de ponts, mais il n'y a pas eu

appel de soumissions par la voie des journaux. Les entrepreneurs ont été invités à soumissionner, selon la politique en vigueur sous l'administration libérale. Je n'ai pas demandé de soumissions publiques pour les ponts construits sous mon administration, suivant en cela la politique de mes prédécesseurs.

**M. Choquette (Montmagny)** donne lecture d'une formule de demande de soumissions, utilisée du temps des libéraux.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)**: C'est une farce que cette formule. Nous appliquons la politique qui protège le mieux les deniers publics. Nos honorables amis ne devraient pas adopter la tactique de vouloir faire croire qu'ils ont été les seuls à vouloir sauver l'argent du peuple. Si mon honorable ami y tient, je vais lui dire comment ses amis procédaient pour demander des soumissions. C'est ainsi qu'à Saint-Léonard d'Aston, les estimés étaient de \$92,000. Le contrat a été accordé pour \$100,000, et finalement, le pont a coûté \$175,000<sup>4</sup>.

Le gouvernement d'alors s'adressait à un entrepreneur de ses amis, lui demandait de faire la plus basse soumission possible, pour éliminer ses concurrents et en lui laissant entendre qu'il serait largement dédommagé en extras, ce qui ne manquait jamais. Et, avec ce système, on a construit des ponts qui s'écroulaient, des ponts en plein champ, comme à Charny. Nous faisons faire les estimés, nous, par les ingénieurs du département, et nous demandons ensuite aux entrepreneurs fiables de nous envoyer des soumissions. Sur les 270 ponts construits l'an dernier, aucun ne s'est écroulé, comme la chose est arrivée sous le régime libéral.

**M. Choquette (Montmagny)**: L'Union nationale a donné pour \$4,000,000 de contrats, de 1936 à 1939. Je veux savoir si, durant cette période, des soumissions publiques ont été demandées.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)**: Non, et la façon dont on procède est plus honnête.

**M. Choquette (Montmagny)** demande au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) s'il a l'intention d'appliquer la politique libérale suivant laquelle la construction et l'entretien des ponts-routes sont à la charge de la province.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** répond qu'il continuera d'améliorer la situation en tenant compte des finances de la province.

**M. Choquette (Montmagny)**: Depuis trois ans, depuis que le gouvernement de l'Union nationale est au pouvoir, des soumissions ont-elles été demandées pour les ponts par la voie des journaux?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)**: Non, et je vais démontrer à cette Chambre que notre façon de procéder est bien plus à l'avantage de la province que ne l'était le système de demande de soumissions de l'ancien régime. Nous avons des ingénieurs compétents qui préparent les plans, les estimés sont préparés par des experts et étudiés par plusieurs personnes, et nous savons où nous allons. Nous faisons ainsi épargner des sommes considérables à la province.

Je suis convaincu d'agir dans le meilleur intérêt des contribuables de la province en me fiant aux estimés de nos ingénieurs, que je juge d'une compétence au-dessus de tout reproche, pour demander aux entrepreneurs que je sais fiables et honnêtes de soumissionner pour l'exécution de certains travaux. Et d'ailleurs, je suis, en cela, la politique que l'on pratiquait dans mon ministère au temps de mes honorables amis.

**M. Choquette (Montmagny)**: Dans l'avenir, le ministre a-t-il l'intention de procéder de la même manière, c'est-à-dire de construire des ponts de \$3,000,000 sans demander des soumissions publiques?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)**: Certainement, selon la politique établie au département par mes prédécesseurs.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)**: En 1936, le premier ministre promettait de donner des contrats en demandant des soumissions publiques. Le ministre vient de faire un aveu significatif qui est contraire à ce qu'il promettait durant les élections générales, quand il affirmait que le système de contrats sans soumissions faisait perdre des millions à la province. Aujourd'hui, on nous annonce cyniquement que l'on n'en demandera pas. Le ministre condamne ce que lui-même et le premier ministre ont prêché en 1935 et en 1936.

**M. Choquette (Montmagny)**: Il devait sauver \$2,000,000 par an. Il (M. Choquette) reproche au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) de ne pas mettre en pratique les recommandations de son chef qui déclarait, en 1936, qu'en demandant des soumissions par la voie des journaux, la province aurait pu économiser des

millions. Il lit des extraits d'un discours prononcé à la Baie-du-Febvre par le premier ministre et condamnant l'octroi de contrats sans soumissions.

**M. Poulin (Beauce):** C'est une canaillerie!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La canaillerie, ce fut dans la Beauce, lors de votre élection!

**M. Poulin (Beauce):** Citez donc un cas!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le pavage des routes la nuit, les chèques pour la construction des salles paroissiales, ...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>5</sup>:** Rien de plus singulier que quand le diable se fait ermite. Voilà un régime qui a toujours donné des contrats sans soumissions, ou en a demandé hypocritement, pour favoriser des amis, et qui jette aujourd'hui les hauts cris. Ces demandes de soumissions ne servaient à rien parce qu'il était spécifié que le gouvernement ne s'engageait à accepter aucune des soumissions, pas même la plus basse. C'était une politique de camouflage. Ce sont ces gens-là qui n'acceptaient les soumissions que quand elles étaient faites par leurs amis.

Mais ils sont allés plus loin que cela. Ils ont même donné des contrats à 12½ % de commission sur le prix coûtant, et ils ont même permis à l'entrepreneur de percevoir une commission de 12½ % sur le salaire qu'il ne payait pas aux ouvriers. C'est ainsi que l'ouvrier recevait \$0.30 de l'heure et que l'entrepreneur chargeait sa commission sur \$0.40. Et ils ont permis à un entrepreneur de percevoir une commission sur le salaire impayé.

Aucun contrat pour la construction de ponts n'a été accordé par soumission publique pendant les trois années du régime de l'Union nationale. La politique qui consiste à demander des soumissions n'est pas la meilleure. Les soumissions n'engagent à rien. Le gouvernement n'est pas obligé d'accepter la plus basse. Ensuite, les soumissions ne sont pas basées sur un prix unitaire. On accorde un contrat et on double le prix en extras. Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) s'empare. Il a fait donner dans un comté un contrat de \$350,000 pour une entreprise qui a coûté \$850,000 à la province.

Aucun entrepreneur n'est intéressé à s'engager pour un prix fixe, à cause des risques qu'il y a pour lui, étant donné l'instabilité de la situation. Tout ce qu'on veut, c'est de jeter de la poudre aux yeux. À mon sens, il faut accorder des contrats à

ceux qui offrent les meilleures garanties. Aujourd'hui, j'ai plus confiance dans un entrepreneur honnête. De nos jours, le gouvernement connaît plus à l'avance le prix des travaux.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** fait remarquer au premier ministre qu'il affirme exactement le contraire de ce qu'il a dit en 1936.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau) et l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** disent qu'ils ne croient pas aux soumissions publiques et qu'ils continueront à choisir leurs propres entrepreneurs pour la construction des ponts.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les libéraux donnaient des contrats par soumissions publiques, mais en réalité ils choisissaient quand même leurs propres entrepreneurs. Il (l'honorable M. Duplessis) ne voit pas la nécessité de cette méthode.

**M. Godbout (L'Islet):** La Chambre a peut-être été surprise d'entendre parler de camouflage par le maître des camoufleurs! Le premier ministre vient, en effet, de contredire les trois quarts des théories qu'il a préconisées pendant sa vie politique. Je n'ai aucune hésitation à dire, quant à moi, que dans certains cas, il n'est pas pratique de demander des soumissions et que le gouvernement ne doit pas s'engager à accepter la plus basse. Pour l'exécution de certains travaux, il est préférable de s'en rapporter à des entrepreneurs qui ont l'outillage nécessaire et qui sont organisés pour faire le travail demandé. Mais je crois avec le chef de l'opposition de 1935-1936 que, d'une façon générale, la demande de soumissions est encore la meilleure garantie que puisse avoir la province.

Je ne doute aucunement de l'honnêteté et de la compétence des employés du département des Travaux publics, mais, par ailleurs, il faut admettre que les entrepreneurs sont généralement des gens habiles qui ont à leur service des ingénieurs qualifiés et que, dans bien des cas, ils sont mieux placés que les employés du département pour apprécier les travaux à exécuter. De façon générale, je reste persuadé que ce sont les soumissions publiques qui offrent encore les meilleures garanties pour le gouvernement et pour la province, même s'il peut y avoir des cas particuliers.

Dans certains cas, je suis disposé à admettre que ce système n'est pas avantageux, mais ce sont les exceptions. Il (M. Godbout) cite des écarts de prix, pour des travaux analogues, dans d'autres

départements. On ne me dira pas, dit-il, que je ne parle pas des travaux publics, que lorsqu'un prix monte de \$9 à \$200 pour un article d'usage courant, la province n'est pas lésée. C'est ce qui est arrivé dans des contrats sans soumissions. Les prix auraient été plus réguliers, si on avait demandé des soumissions.

**M. Choquette (Montmagny)** demande au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) s'il a l'intention de tenir la vieille promesse du premier ministre et de demander des soumissions publiques.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Non.

**M. Choquette (Montmagny):** Nous avons l'aveu du ministre que, depuis 1944, tous les contrats ont été donnés sans soumissions. Le gouvernement oblige les petites municipalités à demander des soumissions pour tout, et lui, il donne des contrats de millions de dollars sans soumissions. La politique de ne pas demander des soumissions par la voie des journaux est d'une gravité exceptionnelle.

Un des plus grands scandales du régime actuel, c'est l'aveu cynique des représentants du gouvernement qu'aucun appel de soumissions n'est fait en ce qui a trait aux contrats gouvernementaux et qu'il n'y en aura aucun à l'avenir. C'est un scandale public. Il y a deux principes généraux qui doivent diriger les gouvernements: le premier, c'est qu'un gouvernement doit donner au peuple la meilleure administration possible, et le second, qu'il doit donner la meilleure administration au plus bas coût possible. Le gouvernement actuel pêche contre ces deux principes.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean)<sup>6</sup>:** Il y a des avocats qui font de la colonisation.

**M. Choquette (Montmagny):** Je n'ai jamais fait de colonisation et je n'ai pas d'intérêts dans le "Pingouin".

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Moi non plus, et je mets mon siège en jeu. Que le député en fasse autant!

(Applaudissements à droite)

**M. le président** tente de rétablir l'ordre.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean)** défie le député de Montmagny (M. Choquette) de mettre son siège en jeu.

**M. le président** réussit à rétablir l'ordre. Il rappelle aux députés les règlements de la Chambre.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le ministre pourrait-il me dire si des soumissions ont été demandées et des plans faits pour la construction d'un pont, cette année, au pied de la chute Montmorency, pour terminer une fois pour toutes la route Québec-Sainte-Anne de Beaupré?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Le pont ne sera pas construit cette année. Mon département étudie toujours le projet de construction d'un pont au pied des chutes Montmorency.

**M. Sylvestre (Berthier):** Combien ont coûté les réparations du pont de Saint-Cuthbert?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** \$899.37.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (À M. Sylvestre) Personne n'est autorisé à parler ainsi au nom de l'Union nationale.

**M. Sylvestre (Berthier):** Très bien.

**M. Gosselin (Missisquoi):** Le gouvernement a-t-il l'intention de reconstruire cette année le pont de Farnham et aura-t-il l'octroi demandé?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Je ne puis vous le dire. (Souriant) Pas cette année. La question est à l'étude. Vous n'êtes pas raisonnable. Il y a 1,500 municipalités. Je n'ai pas tous les dossiers.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Apportez-les.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions trois cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien, réparations, aménagement et location des palais de justice, prisons et autres édifices, traitements, gages compris (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Prévention des

incendies - Paiement sujet à un arrêté en conseil (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Morin (Québec-Centre)** demande si l'hôtel du gouvernement est protégé contre le feu.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si nous ne sommes pas protégés, nous partons tout de suite.

(Rires)

**M. Sylvestre (Berthier):** Je veux régler une chose avec le premier ministre. À Lanoraie, un organisateur de l'Union nationale a dit: "Si vous n'élisez pas un maire bleu, vous n'aurez pas d'octroi pour une pompe à incendie". Est-ce que le ministre se prête à de pareilles manœuvres?

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre ne se prête pas, il se loue!

(Rires)

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Le parlement est protégé par des extincteurs chimiques et par des gardiens.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Palais de justice, prisons, acquisition, transformation et construction d'immeubles (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions de dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achèvement des ponts à Trois-Rivières (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction du pont de Bellefeuille à Saint-Eustache (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Annuité à Mademoiselle Marie-Régina Drolet (résolution de l'Assemblée législative en date du 3 février 1890 (Trésor))", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pension à Monsieur L.-J. Lemieux, ex-agent général à Londres (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cent seize dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pension spéciale à Monsieur Henri Laureys, ex-directeur de l'École des hautes études commerciales, Montréal (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur - bureau du trésorier (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais du bureau - bureau du trésorier (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur et extérieur - bureau de l'auditeur (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau -



bureau de l'auditeur (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent vingt-sept mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur - bureau du Revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent trente-deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur - bureau du Revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau - bureau du Revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-quatre mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de perception - bureau du Revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Plaques: véhicules automobiles et colporteur - bureau du Revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**Un député de l'opposition** pose une question au trésorier provincial.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)**<sup>7</sup>: Les plaques coûtent aujourd'hui \$0.07 au gouvernement. Et elles sont toutes en acier, alors que sous l'ancien gouvernement, on avait acheté des plaques qui coûtaient \$0.14 pièce et qui étaient faites d'une certaine substance dont les vaches étaient friandes. Elles étaient faites d'une substance qui était si peu résistante que les vaches en mangeaient.

**Un député de l'opposition** pose une question au trésorier provincial.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)**: On s'attend de distribuer cette année 340,000 plaques d'automobiles contre 296,000 l'an dernier. Le gouvernement a demandé à plusieurs députés fédéraux qui achetaient leurs licences d'automobiles dans la province d'Ontario de les acheter dans la province de Québec.

La résolution est adoptée.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 7 mai 1947

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

#### Prière.

**M. l'Orateur**: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 30 concernant les relations provinciales-fédérales;

- bill 79 concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes.

**M. l'Orateur** communique également à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 54 concernant les ventes à tempérament avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

*a.* en insérant, immédiatement après les mots:

"vente à tempérament.",

dans la troisième ligne du paragraphe "1561*b*", ce qui suit:

"Il ne peut être fait qu'en monnaie courante et par dation en paiement d'un autre bien meuble, ou de l'une et de l'autre manière.";

*b.* en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe "1561*b*", les mots:

"si le montant de la vente",

par les mots:

"si le total des versements différés";

*c.* en remplaçant, dans la neuvième ligne du paragraphe "1561*b*", les mots:

"cinq cents",

par les mots:

"trois cents";

*d.* ce qui suit est ajouté, après le deuxième alinéa du paragraphe "1561*b*", comme troisième alinéa:

"Les versements différés doivent être égaux, sauf le dernier qui peut être pour un montant moindre.";

*e.* en insérant, immédiatement après les mots:

"de l'acheteur",

dans les onzième et douzième lignes du paragraphe "1561*b*", ce qui suit:

"Celui-ci peut faire des versements par anticipation et aussi acquitter le solde du prix de vente en tout temps avant l'échéance du terme. Sur tout versement anticipé et sur le solde payé avant l'échéance du terme, il a droit à une réduction correspondant, pour la partie du terme à laquelle il renonce, à neuf pour cent l'an du versement fait ou du solde acquitté.

"Le solde devient exigible lorsque la chose est vendue par autorité de justice ou que l'acheteur, sans le consentement du vendeur, la cède à un tiers.";

*f.* en insérant, immédiatement après les mots:

"au comptant",

dans la cinquième ligne de l'alinéa "*a.*" du paragraphe "1561*c*", les mots:

", avec mention distincte du montant reçu en monnaie courante et du montant reçu par dation en paiement d'un bien meuble, suivant le cas;"

*h.* en ajoutant, immédiatement après le mot:

"prix",

dans la deuxième ligne du paragraphe

"1561*d*", le mot:

"régulier";

*i.* en remplaçant, dans la cinquième ligne du paragraphe "1561*d*", les mots:

"de ce prix",

par les mots:

"du total des versements différés";

*j.* en remplaçant, dans la dernière ligne du paragraphe "1561*d*", les mots:

"cinq pour cent par année",

par les mots:

"trois quarts de un pour cent par mois.";

*k.* en remplaçant le paragraphe "1561*e*", par le suivant:

"1561*e*. Le contrat doit être facilement lisible, en caractère d'au moins six points s'il est imprimé, dans la forme de la cédule qui suit l'article "1561*j*" ou dans une forme au même effet, et doit contenir substantiellement les mêmes dispositions. Tous changements ou additions à cette formule qui sont incompatibles avec les dispositions du présent chapitre sont nuls.

Un ou des billets peuvent être ajoutés au contrat en reconnaissance des versements différés. Le vendeur peut transporter ses droits dans ce contrat et dans ces billets.";

*l.* en ajoutant, après le premier alinéa du paragraphe "1561*f*", ce qui suit comme deuxième alinéa:

"À défaut par l'acheteur de payer le prix de vente conformément aux conditions du contrat, le vendeur ou ses ayants droit peuvent, à leur option, soit exiger le paiement des versements échus, soit reprendre possession de la chose vendue. Dans ce dernier cas, l'acheteur est libéré, à l'égard du vendeur et de ses ayants droit, du solde du prix de vente et du paiement des billets qui y correspondent; et, d'autre part, le vendeur ou ses ayants droit ne sont pas tenus à la remise des sommes reçues.";

*m.* en insérant, immédiatement après les mots:

"ventes commerciales",

dans la troisième ligne du paragraphe

"1561*j*", les mots:

"au détail et n'excédant pas, dans chaque cas, huit cents dollars."

Elles ne s'appliquent pas, même en cette matière, aux ventes de:

*a.* machines aratoires, installations et instruments quelconques servant à l'exploitation agricole;

*b.* bateaux, barques, engins marins, et matériel de toutes sortes servant à l'industrie de la pêche ou de la navigation;

*c.* machines, instruments et ameublements pour fins artisanales, professionnelles, commerciales et industrielles;

*d.* livres de caractère religieux, scientifique, professionnel et éducatif, incluant dictionnaires, encyclopédies, traités et autres ouvrages de référence et d'instruction générale ou professionnelle;

*e.* membres artificiels, instruments et pièces de prothèse servant aux infirmes;

*f.* engins stationnaires, moteurs, tracteurs, automobiles et autres véhicules à traction mécanique.

Néanmoins, les dispositions des articles 1561*g* et 1561*h* s'appliquent à toute vente, promesse de vente et bail conditionnel d'un bien meuble comportant le droit, pour l'acheteur, le promettant acheteur ou le locataire, d'en devenir propriétaire après le paiement, total ou partiel, du prix de vente ou du loyer."

2. La cédule, à la page 4, est modifiée:

*a.* en ajoutant, après le deuxième paragraphe, ce qui suit comme troisième paragraphe:

"Les frais de transport et d'installation inclus dans le prix de vente au comptant sont de \$ .....";

*b.* en insérant, immédiatement après le mot:

"comptant",

dans l'alinéa "*a.*" du troisième paragraphe, devenu quatrième paragraphe, les mots:

", dont \$ ..... reçus par dation en paiement des effets suivants: .....";

*c.* en insérant, immédiatement après le mot:

"versements",

dans la première ligne de l'alinéa "*b.*" du troisième paragraphe, devenu quatrième paragraphe, les mots:

"comme suit:";

*d.* en biffant, dans les première, deuxième et troisième lignes de l'alinéa "*b.*" du troisième paragraphe, devenu quatrième paragraphe, les mots:

"échéant aux dates et pour les montants respectifs suivants:";

*e.* en biffant, à la suite de l'alinéa "*b.*" du troisième paragraphe, devenu quatrième paragraphe, les mots:

"(Énumérer les dates et montants des versements différés)";

*f.* en ajoutant, après le quatrième paragraphe, devenu cinquième paragraphe, ce qui suit comme sixième paragraphe:

"Sur tout versement fait par anticipation et sur le solde payé avant l'échéance du terme, l'acheteur aura droit à une réduction correspondant, pour la partie du terme à laquelle il renonce, à neuf pour cent l'an du versement fait ou du solde acquitté.";

*g.* en insérant, immédiatement après le mot:

"droit",

dans la sixième ligne du cinquième paragraphe, devenu septième paragraphe, les mots:

", à son option, soit d'exiger le paiement des versements échus, soit";

*h.* en insérant, immédiatement après les mots:

"le prix de vente",

dans la dernière ligne du cinquième paragraphe, devenu septième paragraphe, les mots:

", et, dans ce dernier cas, l'acheteur sera libéré du solde du prix de vente et du paiement des billets qui y correspondent.";

*i.* en ajoutant, à la fin de ladite cédule, le mot:

"(Signatures)".

Aussi, le bill 71 concernant l'Union Économique d'Habitations et les Cités-Jardins du Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en ajoutant, immédiatement après le mot:

"possession",

dans la dernière ligne du paragraphe "*c.*", les mots:

"ou les ont rétrocédées;".

2. L'article 7 est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot:

"trois",

par le mot:

"deux".

3. L'article 11 est modifié en insérant, immédiatement après les mots:

"qui établit",

dans la vingt-quatrième ligne, les mots suivants:

", à la satisfaction du comité, dont la décision à cet égard sera définitive.".

4. L'article 12 est modifié en insérant, immédiatement après le mot:

"peut",

dans la première ligne, les mots:

"céder ou".

5. L'article 19 est modifié en insérant, immédiatement après le mot:

"distribution";

dans la sixième ligne de la page 6, les mots suivants:

"et notamment ceux des propriétaires qui ont fait des mises de fonds pour l'achat de maisons à la Cité-Jardin, mais n'en ont pas obtenu possession ou les ont rétrocédées,".

#### **Projets de loi:**

##### **Ventes à tempérament**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 54 concernant les ventes à tempérament.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soumet quelques explications.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Union Économique d'Habitations et les Cités-Jardins du Québec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 71 concernant l'Union Économique d'Habitations et les Cités-Jardins du Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qui a voté le bill B concernant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine, qu'il la prie d'agréer.

#### **Projets de loi:**

##### **Charte de Sainte-Justine**

**M. Gatien (Maisonnette)** propose le bill B du Conseil législatif concernant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**M. Gatien (Maisonnette)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**M. Gatien (Maisonnette)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill B sans l'amender.

**M. Gatien (Maisonnette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses, 1947-1948**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (bureau des assurances (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau - bureau des assurances (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille

cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses - bureau des assurances (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** demande si l'on a l'intention d'abolir la taxe de vente.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Une loi avait été votée en 1945 pour abolir la taxe de vente et y substituer une taxe portant sur certains objets, seulement, de façon à dégrever les pauvres et à grever les riches.

Malheureusement, cette loi a été bloquée par le Conseil législatif. C'est le Conseil législatif qui a empêché le gouvernement de procéder à cette réforme. Les Conseillers législatifs ont battu une loi imposant une taxe de 6 % sur les riches qui devait remplacer la taxe de vente.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Les recettes ont augmenté considérablement et mon ministère a dû engager des employés supplémentaires. Cette année, mon département paiera toutes ses dépenses à même ses recettes.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pisciculture, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réserve de pêche, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Amélioration des conditions de chasse, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Amélioration des conditions de pêche, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Jardin zoologique de Québec, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Parcs nationaux, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** révèle que l'on a augmenté le nombre des gardes-chasse pour protéger notre faune.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction d'établissement pour fins de pisciculture (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Parcs nationaux: construction de camps (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):**

Plusieurs camps du parc des Laurentides ont été agrandis et on en construira deux ou trois nouveaux. Les camps des Portes de l'enfer et de la Passe ont été agrandis.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** l'interroge au sujet du parc de la Gaspésie. Il demande au gouvernement de finir l'hôtellerie du Mont-Albert.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Il faut commencer par les chemins. C'est l'intention du gouvernement de terminer, cette année probablement, la route qui coupe en deux la péninsule gaspésienne de Sainte-Anne-des-Monts à New Richmond, une route qui donnera accès à la future hôtellerie du Mont-Albert. Il ne reste que 12 milles à faire.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réserves de pêche: construction de cabines (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses

prévues à l'article: "Service civil intérieur (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inspection et surveillance, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entrepôts, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie, gages compris - Paiement sujet à un arrêté en conseil (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Division de la biologie marine, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subsides aux compagnies de transport maritime (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction d'entrepôts et d'une École moyenne des pêcheries, gages compris - Paiement sujet à un arrêté en conseil (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

31. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

32. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

33. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "Frais de bureau (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

34. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à la recherche des mines, traitements, gages compris (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Drouin (Abitibi-Est)**<sup>8</sup> veut tenir la question en dehors de la politique. Je ne veux pas être injuste pour le ministre des Mines (l'honorable M. Robinson) mais, dans son discours, il n'a malheureusement pas parlé de l'industrie minière, si importante pourtant. La production minière de Québec en 1946 a été d'une valeur de \$255,000,000 pendant que la valeur de la production agricole était de \$275,000,000. D'après le Dr Gill, géologue de renom, il n'y a cependant qu'un pour cent du territoire de la province de Québec qui est prospecté.

L'industrie minière emploie 107,000 hommes, faisant vivre directement ou indirectement 1,200,000 personnes, d'après un rapport du comité consultatif du gouvernement fédéral. D'après les experts, dit-il, il faudra 300 ans, au rythme actuel, pour savoir où se trouvent situés tous nos gisements miniers.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le ministre (l'honorable M. Robinson) a accompli une action d'éclat en réussissant à organiser 14 équipes de géologues. Ce qui manque, ce sont les géologues. On doit envisager une pénurie de géologues. Que mon honorable ami m'en désigne sept ou huit et le Trésor sera prêt à mettre des centaines de mille dollars à la disposition du ministre des Mines pour les payer. Je suis sûr que mon collègue, le ministre des Mines, sera heureux de les employer. Quant au trésorier, il ne demandera pas mieux que de mettre des centaines de mille dollars pour encourager ces recherches.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** exprime le désir qu'on poursuive les recherches beaucoup plus au Nord. Les C.N.R.<sup>9</sup>, dans une étude fouillée sur les chemins de fer qu'il serait opportun de construire, ont conclu que la région la plus prometteuse est le Nord-Ouest québécois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons assuré la construction d'un chemin de fer de Barraute à Kiask Falls.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** C'est l'honorable Hector Authier qui a réclamé ce chemin de fer de 1942, et il a formulé sa demande avec tant de succès que les C.N.R. ont étudié le projet, aidés par le gouvernement de mon chef (M. Godbout), et que le fédéral bâtit actuellement cette voie ferrée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les C.N.R. n'auraient pas bâti si le ministère de la Colonisation n'avait pas garanti une quantité de fret, grâce à une entente du gouvernement avec la Canada Paper.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Ce n'est pas le ministère de la Colonisation, mais la Canada Paper qui a garanti le fret. Ce sont les libéraux qui ont réclamé ce chemin de fer, et c'est le gouvernement libéral d'Ottawa qui l'a bâti.

(Applaudissements à gauche)

Et je félicite le premier ministre de n'avoir pas, pour une fois, détruit une œuvre libérale. M. l'Orateur, j'ai l'impression que, ces dernières années, on s'est préoccupé trop de nationalisme et pas assez de questions économiques. Nous avons dans le Nord-Ouest des ressources immenses qui sont à nous. Si nous les développons, nous serons le pays le plus riche au monde. Si le gouvernement s'occupe du Grand Nord, nous deviendrons et nous demeurerons la première province de la Confédération. Au point de vue forestier, nous devrions avoir un comité d'experts. Au point de vue routier, nous devrions profiter des bonnes dispositions du fédéral et nous entendre pour avoir une route entre Senneterre et Chibougamau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'Union nationale qui a construit le premier chemin de Chibougamau. Il y a des projets pour détourner le trafic et empêcher que la province retire les avantages de notre chemin reliant Chibougamau au Lac-Saint-Jean. Nous ne les permettrons pas.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Je suis obligé de dire au premier ministre que, bien que généralement il soit large, il se montre étroit. En matière de mines, on ne parle pas comme ça. Quand on a un filon, on le suit. Le filou, c'est celui qui vient de parler.

(Applaudissements)

Quand on ouvre un chemin, on le suit et on développe les mines. Malheureusement, le gouvernement considère les gens du Nord-Ouest québécois comme des étrangers. L'honorable Hector Authier a réussi à faire commencer, en 1934, la construction d'une route entre Montréal et l'Abitibi.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Pas un mille n'a été construit.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** La construction a été commencée sur une longueur de cent milles. Je pourrais donner les noms des entrepreneurs de 1934 à 1936. Ils ont perdu de l'argent, car l'Union nationale leur a enlevé leurs contrats.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Comme ministre des Mines, j'ai signé le contrat pour la route.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Ce sont les libéraux qui l'ont commencée et l'ont finie. Je réclame une route entre l'Abitibi et Chibougamau, une route reliant l'Abitibi au Lac-Saint-Jean, une route au nord d'Amos, où il y a un grand développement minier et forestier à faire et où on peut exploiter un splendide territoire de chasse et pêche. Les richesses de cette région justifieraient la construction d'un chemin de mines jusqu'à la baie James. Je suis surpris que le ministre des Mines (l'honorable M. Robinson) n'ait pas répondu à la requête pour diminuer de \$1 à 50 sous l'acre le droit de prospection.

**L'honorable M. Robinson (Brome):** Nous avons eu des entretiens avec des industriels. Nous en aurons un autre, le 13. L'an prochain, nous y verrons.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Voilà une conséquence du retard que le gouvernement a apporté à la discussion du budget. Ce débat fournit aux députés l'occasion de faire des suggestions. Il est trop tard aujourd'hui, les lois sont votées et le ministre nous remet à l'an prochain.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous avez perdu cinq semaines dans le débat sur l'adresse.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Le premier ministre a parlé d'autonomie pendant trois ans.

(Applaudissements à gauche)

Il (M. Drouin) rappelle ensuite le terrible accident de Malartic<sup>10</sup> et réitère ses sympathies aux familles des victimes. Les braves mineurs seraient peut-être encore vivants, dit-il, si nous avions une équipe permanente de sauvetage, sous la direction du ministère des Mines. J'ai eu la curiosité de m'adresser aux gouvernements des autres provinces et des États-Unis. J'ai une documentation. Partout, on a des mesures de sécurité. Je ne dis pas que nous avons beaucoup d'accidents. Il y en a même moins à



l'intérieur des mines qu'à l'extérieur des mines. À Noranda, il y a une organisation de sauvetage et dans d'autres mines. Mais le gouvernement devrait avoir son équipe de sauvetage. L'ouvrier veut plus de conditions qu'il y a 25 ans.

L'industrie minière perd de l'argent et on ne peut lui imposer d'autres obligations. Mais le gouvernement doit agir. En terminant, je veux avertir le gouvernement que, dans le développement du Nord, il ne doit pas laisser deux ou trois compagnies s'accaparer de toutes les richesses. Qu'il ne fasse pas comme dans l'Ungava. Nous sommes pour le développement du Labrador, ah oui, à cent pour cent, mais à condition que les richesses de la province ne soient pas données à une seule compagnie pour une chanson.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
35. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Chemins de mines, gages compris (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

36. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Villages miniers, gages compris (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

37. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

38. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Drainage des tourbières, gages compris (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

39. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

40. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de chemins de mines, gages compris - Paiement sujet à un arrêté en conseil (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 8 mai 1947, à la page 3, le vote des subsides se poursuit "dans une atmosphère joyeuse et sereine". Et s'il y a "quelques petits nuages, (...) ils se sont dissipés rapidement".

2. Au dire du *Devoir* du 8 mai 1947, à la page 1, et du *Soleil* du même jour, à la page 21, cet amendement est une réédition d'un ancien texte de M. Duplessis, présenté alors qu'il était chef de l'opposition.

3. *Le Canada* du 8 mai 1947, à la page 12, résume ainsi l'affaire: "Il y a quelque temps, le chef de l'opposition avait cité le cas de Saint-Eugène de

l'Islet, qui réclamait un pont. Le ministère a dit: "Ça va coûter \$1,200". La municipalité l'a bâti pour \$225. Depuis, le ministre a produit une lettre de son département adressée au candidat de l'Union nationale défait en 1944 et qui exerce le patronage dans l'Islet. M. Godbout a affirmé ce matin que la lettre avait été fabriquée après les révélations qu'il a faites et M. Lorrain a gardé un silence prudent."

4. *Le Soleil* du 8 mai 1947, à la page 21, dit que le coût total a été de \$163,000.

5. *Le Soleil* du 8 mai 1947, à la page 21, soutient que le premier ministre revient maintenant à son siège. Rien n'indique cependant qu'il l'avait précédemment quitté.

6. *The Montreal Daily Star* du 8 mai 1947, à la page 13, souligne que l'objet de la présente dispute "n'a rien à voir avec le sujet qui est discuté".

7. La discussion concernant les plaques automobiles dure quelques minutes, selon *Le Devoir* du 8 mai 1947, à la page 10.

8. Au dire de *L'Action catholique* du 8 mai 1947, à la page 17, la critique apportée par le député d'Abitibi-Est est "vraiment constructive".

9. Canadian National Railroads.

10. Jeudi le 24 avril 1947, peu après minuit, éclate un incendie dans le réfectoire de la mine East Malartic, lequel se propage rapidement aux galeries. Malgré trois jours d'efforts des secouristes, 12 mineurs périssent. L'enquête publique, tenue à l'automne de la même année, conclut à l'intoxication à l'oxyde de carbone. Parmi les recommandations faites pour améliorer la sécurité, afin de prévenir de tels sinistres, figure la mise sur pied d'équipes de sauvetage spécialement formées dans chaque mine.

## Première séance du jeudi 8 mai 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Subsides:

**Budget des dépenses  
1947-1948**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Agriculture)",

du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Garage du département - Dépenses diverses, traitements, gages compris (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

## Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de s'écarter de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

## Dépôt de documents:

**Rapport du ministre  
des Terres et Forêts, 1946**

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1946. (Document de la session no 48)

## Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, avec le consentement unanime de la Chambre, que la Chambre ajourne ses travaux à 2 h 30 cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

**Deuxième séance du 8 mai 1947<sup>1</sup>****Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 2 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Motions des députés:****Situation des agriculteurs**

**M. Hamel (Saint-Sauveur)<sup>2</sup>:** Les cultivateurs continuent de faire des sacrifices comme pendant la guerre et le ministre leur dit: "Vous êtes cultivateurs et je suis ministre." Il aurait dû plutôt régler le problème du lait, comme le lui a demandé l'U.C.C.<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si mon honorable ami a un amendement, qu'il le présente.

**Subsides:****Budget des dépenses  
1947-1948**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les crédits requis par Sa Majesté, regrette que le gouvernement n'ait pas adéquatement stimulé la production et la transformation des produits laitiers."

Je suis surpris par la colère du premier ministre. Je démontre que le testament de son vénérable père, dont il nous a parlé, n'est pas respecté. Les cultivateurs ne sont pas obligés de nourrir la population pour des revenus déraisonnables.

(Vifs applaudissements)

Le cultivateur a profité très peu de l'augmentation du prix du lait. Le gouvernement provincial devrait payer une prime sur les produits laitiers, pour permettre aux cultivateurs de rentrer dans leurs frais. La production du lait n'est pas payante. Au cours de la guerre, on a demandé aux cultivateurs des sacrifices énormes, dont il convient de les récompenser maintenant. Maintenant que la guerre est finie, on leur demande encore et toujours des sacrifices. Lorsque les contrôles fédéraux sont disparus, les autorités provinciales ont augmenté le prix du lait et le cultivateur n'a eu qu'une part très minime de l'augmentation.

L'U.C.C. a protesté, et si l'on en juge par les lettres publiées dans les journaux, elle a trouvé qu'elle n'avait pas été traitée très délicatement par le ministre. On laisse le cultivateur supporter tous les risques et, quand il serait en mesure de profiter des meilleures conditions du marché, on l'en empêche parce qu'il s'agit d'un produit essentiel. Il faut, c'est entendu, protéger le consommateur, mais l'État doit voir aussi à ce que le cultivateur ne produise pas à perte. Nous habitons une province qui n'est pas essentiellement agricole et, par surcroît, les cultivateurs de chez nous ne sont pas prospères.

Quand l'opposition réclame en leur faveur plus d'octrois du gouvernement, on répond du côté ministériel par trois raisons:

1. Pourquoi, dans le passé, les gouvernements libéraux ne leur ont-ils pas aidé?
2. Le gouvernement actuel a donné le crédit agricole aux fermiers.
3. En ces derniers temps, les prix des produits agricoles étaient contrôlés par Ottawa.

Il n'est pas juste de comparer les budgets d'il y a 10 ans ou 20 ans au budget de \$150,000,000 voté cette année. Les cultivateurs ne vivent pas de ces arguments. Avec un budget de \$150,000,000, on ne devrait pas garder indéfiniment le cultivateur dans une situation inférieure à celle des autres classes. Quand il ne peut pas vivre convenablement sur sa terre, il s'en vient en ville encombrer le marché du travail et augmenter les dangers du chômage. Il faudrait lui faire des conditions de vie au moins égales à celles des autres classes laborieuses. Il faut assurer au cultivateur une aisance relative.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je note d'abord que l'amendement n'est pas présenté par un cultivateur. Je regrette, dit-il, que ce soient deux députés de la ville qui s'occupent, du côté de l'opposition, de défendre les cultivateurs et de réclamer pour eux des octrois du gouvernement. Je ne sais pas si je dois avoir de la sympathie, de la pitié ou du mépris. Je

remercie le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) de sa sollicitude pour les cultivateurs; j'ai beaucoup de respect pour les gens de la ville, mais j'ai surtout du respect pour les gens qui se mêlent de leurs affaires.

On parle de l'U.C.C. J'ai été l'un des fondateurs de ce mouvement. Et, pendant que je travaillais pour l'association professionnelle des cultivateurs, les rouges du temps faisaient tout leur possible pour l'étouffer. Je respecte la liberté de l'U.C.C. On m'a offert d'en être le président d'honneur, mais j'aime mieux lui laisser sa pleine et entière liberté. Nos adversaires se servent du témoignage d'un commis de l'U.C.C.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** M. Filion<sup>4</sup> n'était pas commis, mais secrétaire général de l'U.C.C.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il est devenu directeur du *Devoir*.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je ne l'attaque pas, mais je dis que M. Filion a parlé un peu cavalièrement à des gens plus vieux que lui.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de lire la correspondance qu'il a échangée avec M. Gérard Filion au sujet du lait.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** lit la correspondance pour montrer que ses lettres ne contenaient rien d'injurieux pour l'U.C.C. Tout le mal, dit-il, vient de ce que le prix du beurre et du fromage est fixé injustement par Ottawa. Or, c'est ce prix qui détermine, dans la province, le prix du lait en nature et, chez nous, 50 % du lait sert à la fabrication du beurre et du fromage. Quand le lait destiné au beurre ne rapporte que \$1.90 les cent livres, les producteurs sont tentés de le vendre en nature, ce qui crée une surabondance de lait sur le marché. Le gouvernement a fait des représentations au fédéral pour obtenir plus d'argent pour les cultivateurs.

Le travail des députés libéraux, dans l'intérêt de la classe agricole, devrait consister à appuyer les réclamations que j'ai faites, dit-il, à Ottawa, afin que les cultivateurs reçoivent un meilleur prix pour leur beurre et leur fromage. C'est Ottawa qui a été la cause de tout le trouble, à cause de son injustice et de son incurie. Le cultivateur a droit à un salaire, et c'est ce que nous avons toujours réclamé. Il fait l'éloge du système de crédit agricole du Québec et rappelle que

l'Office du crédit agricole a prêté à 23,973 agriculteurs de la province une somme de \$54,000,000 durant ses 10 années d'existence et que, sur cette somme, seulement \$691.74 ont été perdus en créances irrécouvrables.

**M. Godbout (L'Islet):** Si le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) méprise la collaboration des autres classes de la société, il comprend mal son devoir. Les cultivateurs dépendent des autres classes, tout comme les autres classes dépendent des cultivateurs. Il reproche au ministre de l'Agriculture d'avoir réprimandé le représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel) et le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), parce qu'ils ont présenté cette motion. Toutes les classes de la société s'intéressent à la classe agricole. Le représentant de Montréal-Outremont a autant de droit qu'un autre d'appuyer une résolution de ce genre, et je félicite le député de Saint-Sauveur, fils de cultivateur, à qui le ministre fait des reproches injustifiés.

Le gros problème dans le domaine de l'agriculture, en ce moment, c'est celui du lait. La situation est près d'être désespérée. Lorsque le fédéral a retiré sa prime d'un sou et demi, le prix du lait a été augmenté de 3 sous la pinte; le gouvernement n'a rien fait. Il (M. Godbout) demande au ministre de faire tout en son possible pour tenter d'y trouver une solution. Les cultivateurs n'ont pas eu leur juste part de l'augmentation du prix du lait et il n'y a pas dans le moment aucun danger de surproduction. Les cultivateurs, ne faisant pas d'argent dans la production laitière, vendent leurs vaches aux États-Unis.

Je ne veux pas faire de politique avec ce problème, mais la province manquera de beurre, si le gouvernement provincial n'intervient pas dans une situation anormale. La margarine, de moindre qualité que le beurre, est de plus en plus une menace, un danger réel pour les producteurs laitiers du Québec. Si rien ne change dans ce domaine, les villes seront vite menacées de manquer de beurre.

Je dis que c'est une mauvaise habitude pour un ministre de se décharger de ses responsabilités sur l'ancienne Commission de l'industrie laitière, dans sa correspondance avec M. Gérard Filion. Les changements apportés à la Commission de l'industrie laitière n'ont rien changé à la situation. Si Ottawa maintient les prix au niveau actuel, c'est parce que les ouvriers ne peuvent pas payer plus cher, et afin que notre économie soit organisée de telle sorte que toutes les classes de la société aient droit à leur juste part des produits. On a profité des leçons de la

dernière guerre. Il appartiendrait à l'État de combler l'écart pour que les producteurs obtiennent une juste rémunération. Il (M. Godbout) invite le ministre de l'Agriculture à consacrer son temps au règlement du problème du lait, qui est de plus en plus urgent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La question a déjà été débattue. Nous sommes à régler le problème, si problème il y a, par les mesures que nous avons prises dans l'intérêt des cultivateurs. L'opposition fait de l'obstruction aux crédits agricoles. Elle ne sert à la Chambre que du réchauffé et des répétitions à cette heure tardive de la session. Ce qui intéresse l'Union nationale, ce ne sont pas les "parlements" inutiles, mais les réalisations. Les libéraux font des discours, le gouvernement, lui, agit. Nous posons des actes.

Il (l'honorable M. Duplessis) félicite le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de la connaissance pratique qu'il apporte à la solution des problèmes agricoles, de sa ténacité et de son amour du sol, de l'intérêt qu'il porte aux cultivateurs, des sacrifices personnels qu'il fait et de son dévouement pour l'agriculture.

Il (l'honorable M. Duplessis) considère comme une insulte aux agriculteurs que la motion de l'opposition sur l'agriculture soit proposée par deux députés de la ville. Nous allons laisser l'opposition à ses discours. Et nous allons, ce qui vaut mieux, voter de l'argent pour les cultivateurs.

L'amendement de l'opposition est inexact et injuste. Cette motion regrette "que le gouvernement n'ait pas adéquatement stimulé la production et la transformation des produits laitiers". Cependant, nous avons plus aidé les cultivateurs que les gouvernements précédents. Jamais il n'y eut au Québec autant de travaux de drainage sur les terres agricoles et jamais les agriculteurs de la province n'ont reçu autant d'encouragement que sous l'administration de l'Union nationale. Le député de Saint-Sauveur (M. Hamel), secondé par le député de Montréal-Outremont (M. Groulx), n'ont pas le droit de prétendre que nous n'avons rien fait en faveur de l'industrie laitière chez nous.

Pour la première fois depuis la Confédération, trois cultivateurs authentiques (l'honorable M. Barré, l'honorable M. Tardif et l'honorable M. Élie) ont été nommés ministres de l'Agriculture et c'est l'Union nationale qui les a nommés! L'Union nationale a travaillé dans l'intérêt des cultivateurs en leur donnant trois représentations dans le cabinet venant de régions différentes de la province.

C'est nous qui lui avons permis de devenir propriétaire de sa maison et de sa ferme en lui accordant un crédit agricole. L'intention du gouvernement est de réduire les coûts de production pour le cultivateur. Et nous avons rendu la production agricole plus facile en lui donnant l'électrification rurale. Nous avons donné au cultivateur le moyen d'agrandir sa ferme pour établir ses enfants en lui donnant des crédits de drainage. Nous avons reconnu la nécessité d'encourager l'industrie laitière et, uniquement pour cette session, des dispositions ont été prises pour la construction d'une école de médecine vétérinaire. Nous avons construit une école de médecine vétérinaire afin que les troupeaux soient protégés contre les maladies. Nous avons...

**M. Godbout (L'Islet):** Je ferai remarquer au premier ministre que l'École de médecine vétérinaire existe depuis 25 ans et qu'elle a été fondée par l'Université de Montréal et l'Institut agricole d'Oka, avec l'aide du gouvernement libéral de M. Gouin.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ouais! mais c'est nous qui construisons un bloc pour loger les élèves et les professeurs, à Saint-Hyacinthe. Le ministre de l'Agriculture augmente le nombre d'entrepôts frigorifiques partout dans la province. Les cultivateurs savent qu'aucun gouvernement n'a jamais eu l'âme rurale comme le gouvernement actuel. Il (l'honorable M. Duplessis) ne doute pas que les agriculteurs savent de quel côté de la Chambre leurs amis siègent.

**M. Sylvestre (Berthier):** Le ministre lui-même reconnaît que les cultivateurs de la province vendent leurs produits laitiers à perte.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** C'est la faute d'Ottawa.

**M. Choquette (Montmagny):** Et l'autonomie provinciale.

**M. Sylvestre (Berthier):** Le ministre s'avoue impuissant et incapable de remédier à la situation. En laissant l'industrie laitière opérer à perte, de l'aveu des cultivateurs, de l'U.C.C. et même du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), il manque à son devoir, et on ruine la classe agricole et la société, dont elle est le fondement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande au ministre ce qu'il pense du fait d'être défendu par un avocat.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Lorsqu'on est injustement attaqué, on a besoin d'un bon avocat.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le ministre de l'Agriculture ne manque pas de modestie à tenter de minimiser l'efficacité de ses opposants.

**M. Godbout (L'Islet)** regrette que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) ait décidé d'abolir le poste d'agronome régional. Désormais, dit-il, les agronomes de comté relèveront de l'autorité du chef des services au ministère. Le rôle de l'agronome régional était d'établir des politiques agricoles pour les comtés qu'il surveillait et de voir à la mise en œuvre de ses politiques. Il pouvait agir plus facilement, car il était sur place. L'œuvre agricole aurait avancé plus rapidement, si on n'avait pas supprimé les agronomes régionaux qui créaient un esprit de corps.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** J'ai pris les conseils des agronomes avant de faire des changements. On m'a signalé des inconvénients, dit-il, notamment que le travail d'agronome régional doublait celui de l'agronome de comté. Il est déjà survenu des divergences d'opinions entre les deux. Les jeunes agronomes sont adjoints à des hommes d'expérience. Le traitement des agronomes doit être augmenté de façon générale, mais il faut tenir compte du budget qui ne peut pas être haussé indéfiniment.

**M. Godbout (L'Islet)** fait l'éloge de M. Ernest Dubé, le chef des services au ministère. C'est un de ses anciens élèves du collège de l'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, dit-il, et il fut agronome dans le comté de L'Islet. C'est un de nos meilleurs agronomes au point de vue technique. Il (M. Godbout) est favorable à l'augmentation de salaires des agronomes. Le ministre doit voir à faire valoir les dollars dépensés pour l'agriculture. Il répète qu'il regrette de constater que les agronomes régionaux ont été changés de fonction et leur poste aboli.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** J'ai proposé des motions pour réclamer de l'encouragement à l'agriculture. Le ministre a dit: "Ça dépend d'Ottawa." Quand il est allé à Ottawa, il n'a pas dit un mot d'agriculture; il n'a parlé que d'autonomie, et aujourd'hui, il ne fait rien.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** réclame le vote sur la motion de non-confiance.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Coté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 28.

**Contre:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Langlais, Larivière, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte, après division.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions pour encourager le drainage, exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes, gages compris (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

dit qu'il avait donné l'ordre, après l'élection générale de 1944, de suspendre tous les travaux publics dans la province, dont ceux du drainage, en attendant la décision du gouvernement qui devait être assermenté le 30 août pour succéder à celui de l'honorable M. Godbout. Il (l'honorable M. Duplessis) dit qu'il avait pris cette décision après s'être entendu avec son prédécesseur sur la date de la transmission des pouvoirs. Il voulait se rendre compte, dans

l'intervalle, de la façon dont les contrats avaient été accordés et se renseigner sur certains autres détails.

**M. Choquette (Montmagny):** La déclaration du premier ministre me surprend. Je me demande en vertu de quel droit constitutionnel un homme qui n'a pas encore été assermenté comme premier ministre, qui ne sait pas encore s'il aura la confiance de la Chambre, peut s'arroger le droit de décréter ainsi la suspension des travaux dans toute la province.

Il (l'honorable M. Duplessis) n'avait pas à ce moment l'autorité de chef du gouvernement. À moins que le premier ministre ne me donne des raisons convenables, j'interpréterai ce geste comme un acte dictatorial, un acte illégal, un acte d'usurpateur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai fait que mon devoir. Je voyais quelque chose de louche dans le fait que le gouvernement libéral avait ordonné l'exécution de certains travaux à la veille des élections, dont ceux du drainage de la rivière Le Bras, dans Montmagny, dont venait de parler le député de Montmagny (M. Choquette), alors que rien n'avait été fait durant 40 ans de régime libéral. C'était suffisant pour motiver une enquête.

Quant au droit constitutionnel, je dirai ceci à mon bon ami. En vertu de la Constitution, et la chose a déjà été décidée, il n'y a pas de changement de gouvernement avant qu'un vote n'ait été pris en Chambre. Cela, c'est la lettre de la Constitution. Mais décemment parlant, convenablement parlant, c'est le parti élu par le peuple qui doit être revêtu de l'autorité à partir du jour où son adversaire est battu. Nous avons été élus, en 1944. Je suis allé rencontrer le premier ministre d'alors (M. Godbout) qui m'a dit qu'il allait démissionner avec ses ministres. Il a ajouté qu'il conseillerait au lieutenant-gouverneur de m'appeler à former un gouvernement.

Nous nous sommes entendus, alors, pour fixer au 30 août la date de la transmission des pouvoirs. Il me semble que le simple bon sens exigeait que je me mette tout de suite au travail et que je m'occupe de l'administration. C'est ce que j'ai fait.

Je crois qu'en cette occasion, nous avons agi suivant la pratique constitutionnelle et le bon sens: une fois élu, un chef de parti a droit d'agir.

**M. Godbout (L'Islet):** Avant 1944, il y a eu 1939. Or, en 1939, lorsque mon honorable ami a été défait, je suis allé à son bureau, et nous nous sommes entendus, également, sur une date à laquelle je

prendrais la responsabilité de l'administration. Mais, avant cette date, je n'ai pas donné d'ordres, pas posé un acte administratif, pas dit une parole à un fonctionnaire, laissant au gouvernement le soin de finir sa besogne.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au contraire, dès le lendemain de l'élection de 1939, on a commis des indignités. On a donné l'instruction de surveiller les ministres qui sortaient de leur bureau avec des documents, on a fait suspendre l'exécution des contrats du jour au lendemain, et des employés ont été destitués.

**M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai jamais été mis au courant de cela. La vérité, c'est qu'avant d'être assermenté, je n'ai pas fait un iota au point de vue administratif. Voilà la différence entre les deux méthodes.

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay)** demande au chef de l'opposition si les travaux de voirie dans son comté, Saint-Urbain, n'ont pas été arrêtés dès le lendemain de l'élection de 1939.

**M. Godbout (L'Islet)** dit qu'il n'en a pas entendu parler.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Dès le lendemain de l'élection, on s'est emparé de ma correspondance, dans mon bureau, pour la fouiller et l'examiner. On l'a emportée chez le chef de police qui m'a dit, quand j'ai protesté, que les ordres étaient les ordres.

**M. Godbout (L'Islet):** Si on a agi ainsi, on l'a fait sans aucune autorisation quelconque du premier ministre élu, ni des hommes qui l'entouraient.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Le chef de police me l'a dit.

**M. Godbout (L'Islet):** Jamais! Il y a toujours des employés zélés et effrontés qui outrepassent leurs devoirs. Jamais des ordres n'ont été donnés à cet effet.

**M. Poulin (Beauce):** J'étais, en 1939, sauf erreur, à l'emploi du crédit agricole. Le soir du lendemain de l'élection, à la sortie de mon bureau, un policier, accompagné d'un "stool", m'a arrêté et a fouillé ma serviette.



**M. Godbout (L'Islet):** À croire nos adversaires, le chef libéral a eu le temps de faire bien de la besogne dans la nuit qui a suivi le vote de 1939. Il a donné ordre d'arrêter les contrats dans tous les comtés, il a fait fouiller les ministres et des employés, bref, il a dû passer la nuit debout.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dès le lendemain de l'élection, l'honorable T.-D. Bouchard a envoyé un télégramme à tous les entrepreneurs pour leur ordonner de suspendre les travaux.

**M. Choquette (Montmagny):** Je tiens à faire remarquer que le premier ministre admet qu'au point de vue constitutionnel, j'ai raison. Il ne fait que confirmer ce que j'ai dit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au point de vue de la lettre, oui, mais pas au point de vue pratique constitutionnelle.

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre ne trouvera aucun jugement pour appuyer son point de vue, un jugement décrétant qu'un chef de parti, avant d'avoir été appelé par le lieutenant-gouverneur, avant d'avoir prêté le serment d'office, a le droit d'agir comme il l'a fait en 1944. Le premier ministre a exercé les pouvoirs d'un chef de gouvernement, avant d'avoir prêté serment. Après les explications qu'il vient de donner, je ne puis faire autrement que de dire qu'il a agi illégalement, commis un acte d'usurpation de pouvoirs indéfendables et sans précédent dans notre histoire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a plusieurs précédents. En 1936, le gouvernement fut changé dans des circonstances particulières et troublées. Un nouveau chef du Parti libéral a été choisi. À la démission de l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, le chef de l'opposition actuel a été appelé à lui succéder comme premier ministre. Les Chambres furent dissoutes le 11 juin et l'élection fixée au 17 août. La campagne électorale se termina plus de deux mois plus tard.

Or, un ancien ministre du gouvernement démissionnaire, feu l'honorable Honoré Mercier, était président de la Commission des eaux courantes et ne recevait pas de salaire. Le lieutenant-gouverneur s'est adressé au nouveau chef du Parti libéral, afin de se faire autoriser à signer un mandat spécial payant le salaire à M. Mercier, le personnage en question. Comme l'affaire ne paraissait pas légale,

on a communiqué avec moi pour savoir si je ratifierais la décision. J'ai répondu dans l'affirmative et le salaire a été payé.

Quand l'Union nationale est arrivée au pouvoir, tout a été régularisé. En pratique constitutionnelle, quand un gouvernement est défait le soir de l'élection, il n'a pas d'autres pouvoirs que celui de disposer des affaires déjà commencées. Quand j'ai donné des ordres, certains sous-ministres sont allés voir le premier ministre d'alors. Le chef de l'opposition (M. Godbout) leur a dit de suivre les ordres, que le chef de l'Union nationale en gardait la responsabilité.

**M. Godbout (L'Islet):** L'exemple que vient de citer le premier ministre n'est pas tout à fait adéquat. En 1939, lorsque le gouvernement de l'Union nationale a été défait, le premier ministre du temps (l'honorable M. Duplessis) m'a appris que son gouvernement avait entamé des négociations pour l'acquisition du Mont Orford. Je lui ai répondu que cette affaire engageait la responsabilité du gouvernement de la province et que je verrais à ce que l'engagement soit respecté et l'entreprise menée à bonne fin.

Je suis de son opinion quand il dit qu'un premier ministre battu ne peut pas prendre de nouvelles décisions qui engagent le crédit de la province. Ce ne serait pas normal. Et l'on ne pourra sûrement pas me reprocher d'avoir agi autrement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En 1944, le chef de l'opposition, qui était encore premier ministre, a dit aux sous-ministres de suivre mes ordres.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai dit que le chef du parti, qui avait une majorité de députés, prenait la responsabilité de ses actes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'aurais fait la même chose.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Pourquoi le premier ministre a refusé d'accorder une pétition de droit à un entrepreneur du nom de Trudel, dans mon comté, qui a été remercié de ses services le lendemain de l'élection? Il a perdu beaucoup d'argent par l'ordre de suspension du premier ministre. Il a voulu poursuivre le gouvernement et la pétition de droit a été refusée sans raison. On aurait pu savoir alors si le gouvernement avait bien le droit d'agir comme il l'a fait.

Le ministre a-t-il commencé les travaux de drainage qu'une délégation de l'Abitibi lui a demandés?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Nous avons acheté une plus petite pelle à cause des routes et nous ferons des travaux dans les deux comtés d'Abitibi.

**M. Lesage (Abitibi-Ouest):** Combien en avez-vous acheté de 1939 à 1944?

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Je n'étais pas député.

**M. Sylvestre (Berthier):** Saint-Barthélemi a déposé \$5,000 pour obtenir le creusage du Ruisseau Point-du-Jour.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il y a désaccord.

**M. Sylvestre (Berthier):** Quatre cents cultivateurs de trois comtés ont signé un accord dans une proportion de 95 %.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il nous faut 100 %.

**M. Dupré (Verchères):** Est-ce que les travaux vont être exécutés dans Verchères? Il y a des centaines de cultivateurs intéressés.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Est-ce qu'on n'a pas envoyé trois pelles là, en 1944?

**M. Dupré (Verchères):** Le ministre ne répond pas.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** *La Terre de chez nous* a dit que le ministre avait remis en public un chèque au député de Champlain.

**M. Bellemare (Champlain):** Jamais.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** L'agronome n'a-t-il pas démissionné dans Champlain en disant que la coopérative de Batiscan ne servait qu'à un homme?

**M. Bellemare (Champlain):** Non, il a démissionné parce qu'il faisait de la politique. En avez-vous des coopératives chez vous?

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** Dans Vaudreuil-Soulanges, nous avons la meilleure organisation coopérative de la province.  
(Applaudissements)

**M. Godbout (L'Islet):** À quel stage sont rendus les travaux de drainage de Sainte-Clotilde? Ces terrains, qui ont besoin de drainage et d'irrigation, offrent les meilleures terres qui soient au Canada pour la culture maraîchère. Les produits trouveront un magnifique marché à cause de la proximité de Montréal.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il y a des travaux considérables en cours. Il (l'honorable M. Barré) abonde dans le sens du chef de l'opposition (M. Godbout). Il demande aux journaux de la province de mettre les cultivateurs de l'endroit en garde contre les spéculateurs et les acheteurs de race étrangère, notamment des Juifs, qui ont commencé à jeter les yeux sur les terres prometteuses de Sainte-Clotilde et qui veulent s'emparer pour spéculer.

L'argent qu'on dépense est pour les Canadiens et non pas pour les Juifs, et j'invite les gens de Sainte-Clotilde de conserver leurs terres et de ne pas céder à la tentation de les vendre à gros prix. Ce sera plus profitable dans l'avenir. Le gouvernement y poursuit de grands travaux de drainage.

**M. Godbout (L'Islet)** approuve ce point de vue. Il serait préférable de faire une certaine propagande auprès des cultivateurs de la région, afin de leur faire comprendre comment leurs biens obtiendront une grande plus-value par suite du drainage et qu'ils seront bientôt en possession des plus belles terres maraîchères du pays. Il reproche au gouvernement d'avoir mis fin à certains travaux de drainage entrepris avant l'élection de 1944.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À cause d'un manque de drainage, la terre propre à la culture est exploitée à seulement 25 %. Si toute cette terre inculte pouvait être remise en état d'être exploitée, on peut facilement s'imaginer que tout le paysage agricole de la province s'en verrait modifié.

**M. Godbout (L'Islet)** reconnaît le caractère essentiel des travaux de drainage. Certaines terres près de Rivière-du-Loup pourraient être transformées en jardins maraîchers haut de gamme et produire des légumes pour la population de Rivière-du-Loup qui,

à l'heure actuelle, achète ses produits de Québec, de Montréal et même de l'extérieur de la province. Et il existe une multitude d'exemples semblables.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** répond qu'il fait tout le travail de drainage possible et qu'il continuera à le faire. Il y a une grande pénurie de machinerie, et cela entrave les travaux.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** soulève la question des contrats interrompus lors de l'arrivée au pouvoir du gouvernement Duplessis en 1944.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** répond que, lorsqu'il est arrivé en fonction, il a découvert que des contrats avaient été accordés sans enveloppe et que le renouvellement de certains autres, accordés à la veille des élections, exigeait des modifications.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) s'il a l'intention de continuer les travaux de drainage à Northern Creek, dans le comté de Rivière-du-Loup. Ces travaux sont nécessaires.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** dit qu'il manque d'outillage et qu'il va au plus pressé.

**M. Godbout (L'Islet)** demande au ministre de continuer le drainage de la rivière Chaudière.

**M. Poulin (Beauce)** appuie la requête du chef de l'opposition.

**M. Godbout (L'Islet):** Quand le gouvernement a interrompu les travaux de drainage, l'outillage avait été abandonné un peu partout dans la province. Lors des élections de la Beauce, on a accumulé l'outillage le long des routes pour faire croire qu'on allait commencer de grands travaux.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le creusage de la rivière Chaudière se poursuit, mais on y rencontre des obstacles. Il faut déménager à chaque inondation et le détournement des cours d'eau affecte les égouts. D'où interventions légales.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent

quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et primes (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles provinciales - traitements (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles provinciales - dépenses diverses, gages compris (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux écoles d'agriculture - traitement des professeurs (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux écoles d'agriculture (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études agricoles (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'agriculture en général - traitements et gages (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les

dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'agriculture en général - dépenses diverses (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Roberge (Lotbinière)** réclame une révision des règlements concernant l'établissement des fils de cultivateurs. Les octrois accordés pour l'établissement des fils de cultivateurs sont soumis à une réglementation trop sévère ou, du moins, ces derniers sont interrogés d'une façon trop restrictive. Il (M. Roberge) demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de les adoucir. Il cite trois catégories de jeunes agriculteurs qui ne peuvent recevoir d'octrois en vertu des règlements existants et dans lesquels il voit une injustice: pas d'octroi à une ferme qui a déjà bénéficié d'un octroi; pas d'octroi pour une ferme qu'un cultivateur achète et revend à son fils; pas d'octroi si les obligations assumées par un fils ne sont pas jugées suffisantes par les officiers du gouvernement.

Je ne veux pas blâmer le ministre, mais, à cause de l'interprétation qu'on donne aux règlements, on empêche que l'octroi soit accordé à des fils de cultivateurs qui en ont besoin et sont de bonne foi. Si on ne modifie pas les règlements, on devrait faire des enquêtes personnelles dans chaque cas.

**L'honorable M. Barré (Rouville)**<sup>5</sup> promet d'enquêter sur les conditions. On ne peut accorder des octrois chaque fois qu'une terre change de mains, quand un père cesse d'être cultivateur en établissant son fils, car il devient rentier. Un établissement qui ne peut faire vivre son homme n'est pas sujet à l'octroi.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Est-ce qu'il s'en donne des octrois?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Oui.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** pose une question.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il y a un item de \$405,000 dans mon budget, pour établir des fils de cultivateurs.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté

pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de l'industrie laitière - traitements (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de l'industrie laitière - traitements (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office de drainage - traitements (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office de drainage - dépenses diverses, gages compris (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Godbout (L'Islet):** Avant de terminer l'étude des estimés, je veux savoir du ministre (l'honorable M. Barré) pourquoi il ne rétablit pas l'Office du drainage que moi-même, dit-il j'avais créé quand j'étais premier ministre, afin de régler les litiges qui surviennent entre groupes de cultivateurs, quand il s'agit de creuser un cours d'eau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il est responsable de la disparition de l'Office du drainage. Il a combattu cette loi dans le temps qui créait l'Office, parce qu'il estimait qu'elle accordait des pouvoirs judiciaires aux commissaires. J'ai toujours été contre l'Office, car je considère que cet organisme empiétait, que c'était une sorte d'usurpation de pouvoirs.

Je dois dire à mon honorable ami que nous étudions un moyen qui nous permettra de régler les cas sans qu'il y ait empiètement sur la juridiction judiciaire et faire régner la bonne entente entre les intéressés. Nous espérons trouver bientôt une solution. Je crois que souvent la persuasion et la bonne entente font plus que des termes de lois quand il s'agit de faire exécuter des travaux mitoyens. Il y avait du bon dans la loi votée sous le régime de mon bon ami.

**M. Godbout (L'Islet):** L'Office du drainage a justement pour but d'aplanir les difficultés qui surviennent entre les intéressés, quand il s'agit de creuser un cours d'eau. Il a rendu de grands services. J'espère que le gouvernement va faire quelque chose dans ce domaine si essentiel.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du crédit agricole du Québec - traitements (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du crédit agricole du Québec - dépenses diverses (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Raffinerie de sucre de Québec (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de venir en aide à la population de Lamothe, Abitibi, qui a subi des pertes en 1945 à la suite d'un ouragan. Le département ne leur a rien donné, dit-il, malgré des requêtes réitérées, alors qu'auparavant, il avait payé 35 % pour des cas analogues à Amos, et 50 % à Landrienne, situé à une quinzaine de milles de distance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Nous étudions le cas.

**Un député ministériel:** C'est pas important<sup>6</sup>!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
fronce le sourcil.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Je défie tous les députés de l'Union nationale de venir dire dans mon comté que ce n'est pas important. J'ai écrit au département, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) a recommandé l'octroi et j'espère que le ministre va l'accorder.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je n'ai pas examiné le cas de Lamothe parce que c'est trop loin, mais j'ai examiné le cas de Rouville. Un ouragan a également causé des ravages dans mon comté, je me suis rendu sur les lieux pour me rendre compte des dommages et, finalement, j'ai décidé de ne rien payer. Si le gouvernement décidait d'accorder un octroi à tous les cultivateurs dont les granges sont renversées par le vent, il n'y aurait jamais de budget pour suffire. Nous n'en finirons pas. C'est triste pour ceux qui ont été victimes du vent, mais il y a d'autres tristesses. Le ministère de l'Agriculture ne peut répondre à toutes les réclamations. C'est ainsi qu'on vient nous demander des octrois pour la perte d'un cheval, d'une vache qui a pris le chemin et qu'on n'a plus revue.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Si le ministre juge des cas de l'Abitibi par les cas de Rouville, il continuera à commettre des erreurs. Dans l'Abitibi, nous avons plus de vent qu'ailleurs. Le fait est acquis. On enregistre deux à trois ouragans par année. De plus, il s'agit d'un pays de colonisation, où des sacrifices énormes ont été faits, avec l'assurance que le gouvernement viendrait au secours des pionniers. Il y a, dans Lamothe, des braves gens établis depuis 25 ans qui ont agrandi le territoire de la province avec la confiance que les gouvernements les aideraient. J'espère qu'après deux ans de retard, il se fera quelque chose. Ces gens-là ont besoin de l'aide du gouvernement.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pour favoriser la diffusion des caisses populaires (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de terrains et constructions

(Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité d'étude de la loi des assurances - bureau des assurances (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

### Questions orales:

#### Discussion au sujet d'une hôtellerie de Hull

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande au trésorier de la province des précisions au sujet d'un compte de taxes de \$37,580 de l'hôtel Standish Hall de Hull que le gouvernement a réglé pour \$1,500. Je voudrais savoir le montant de la réclamation du gouvernement, dit-il, et le montant qui a été payé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un inspecteur est allé à cet hôtel. Il a compté le nombre de personnes qui entraient chaque jour pendant trois jours. Il a multiplié par 365 et, pour trois ans, il a estimé que l'hôtel devait plus de \$30,000. Ça n'avait pas de bon sens.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** J'ai ici tous les renseignements. En 10 ans, cet hôtel a payé plus de \$60,000 pour la taxe des amusements et la taxe d'hôpital sur les repas.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je suis informé qu'une poursuite avait été intentée pour \$37,580 et que les procédures ont été abandonnées.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Jamais le montant en question n'a été inscrit dans les livres. Le percepteur a considéré que le calcul de l'inspecteur était erroné et qu'il n'y avait pas de réclamation possible devant les tribunaux.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Mais pour quel montant avez-vous réglé?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le contrôleur du revenu a considéré qu'une somme de \$1,500 était bien suffisante, puisque l'hôtel ne devait pas un sou noir très probablement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** S'il ne devait rien, rendez-lui ses \$1,500. Je dois dire que lorsque j'étais procureur général, on m'a rapporté que cet hôtel violait la loi et on m'informe qu'il y a encore des plaintes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est ni juste ni raisonnable. Les officiers du département du Revenu sont honnêtes et ils ont considéré que \$1,500 était une somme suffisante.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quel est le nom de l'inspecteur qui a visité l'hôtel?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** M. Clovis Cantin.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-il encore à l'emploi du gouvernement?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Non, il a démissionné il y a deux ans.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Sur quoi le gouvernement s'est-il basé pour réduire la réclamation à \$1,500?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je l'ai dit. L'inspecteur Cantin s'est installé à l'hôtel pendant trois jours. Il a fait un calcul à sa manière. Il a multiplié le nombre de personnes par 365 jours et pour trois ans.

En écrivant son rapport, les officiers du département ont dit: "Il est fou." Le propriétaire de l'hôtel a entendu dire que l'inspecteur Cantin allait le poursuivre. Il a demandé à un avocat combien ça coûterait. On lui a dit: "\$1,500 ou \$2,000". Il a décidé d'offrir \$1,500 et le département a accepté. C'est clair.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est clair comme de l'eau de roche, mais il y a l'air d'y avoir plusieurs fous dans cette affaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vais faire un marché avec le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je n'aime pas faire des marchés avec le premier ministre en politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vais m'engager comme procureur général à confier la cause à mon honorable ami, et s'il la gagne, je suis prêt à payer le double des honoraires.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si le gouvernement me donne tous les renseignements, je vais la prendre en mains, la cause. Je crois qu'il y a eu protection dans cette affaire et le trésorier (l'honorable M. Gagnon) aurait dû l'avouer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je commence à croire que ce n'est pas l'inspecteur Cantin qui est le pire.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Non, c'est le gouvernement.  
(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je n'ai jamais connu le propriétaire du Standish Hall. Le contrôleur du revenu, qui est ici, m'informe qu'il n'y a jamais eu de poursuite intentée contre cet hôtel pour une réclamation.

Il ne s'agit pas du Château Frontenac, mais d'un petit hôtel de 30 chambres. Si le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) m'avait permis de lui donner tous les faits, il saurait que, depuis six ans, l'hôtel a payé \$40,000 en taxes d'hôpital et \$23,000 en taxes d'amusement.

Après sa visite, l'inspecteur a cru que l'on devait faire payer \$37,580 en plus de ça. Le percepteur a jugé que c'était exagéré et le contrôleur du revenu a accepté \$1,500, dont \$500 pour la ville de Hull.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce que l'inspecteur a découvert, c'est qu'il y avait des taxes que l'hôtel n'avait pas payées. J'ai suspendu la licence de cet hôtel pendant quelque temps, car les autorités religieuses formulaient des plaintes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Chimère politique basée sur aucun fait. Sous l'ancien gouvernement, il y avait dans les *Comptes publics* un item de \$300,000 payé à M. Lamarche, et il n'avait rien reçu.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** C'est le shérif de Montréal qui a reçu cette somme pour son administration.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'ancien trésorier me donne des explications. Je pourrais faire des insinuations, mais ce n'est pas mon habitude. L'ancien gouvernement a commis une erreur de \$300,000.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Soyez de bonne foi. Il n'y a eu aucune erreur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La vérité vraie, c'est que l'inspecteur Cantin, nommé par des gens qui ont commis une erreur de \$300,000, a envoyé un compte.

**Voix à gauche:** C'est la vérité vraie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il a envoyé le compte au département du Revenu. Le contrôleur du revenu a trouvé que le compte ne tenait pas debout et il a réglé pour \$1,500.

**Voix à gauche:** Si ça ne tient pas debout, remettez les \$1,500.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition veut protéger l'hôtel et lui faire rembourser les \$1,500.  
(Rires à droite)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'hôtel devrait payer ce qui est dû au gouvernement.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 8 h 30 ce soir.  
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

**Troisième séance du 8 mai 1947****Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions de privilège:****Ordre public**

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)**<sup>7</sup> se lève pour signaler qu'une question de sécurité publique est en jeu; cela concerne même certains députés de la Chambre.

Des grèves ont été déclenchées depuis quelques jours.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Aucune question de privilège n'est soulevée ici.

À Ottawa, la coutume en ces questions veut que ce soit l'Orateur qui écarte de l'ordre du jour un débat sur de tels sujets.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est une question d'intérêt public qui est en jeu et on doit trouver une solution à un système malheureux qui existe actuellement.

Le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) a le droit de soulever la question. La Chambre n'a aucune idée de ce qu'a à dire le député de Montréal-Mercier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous savons qu'il y a des communistes un peu partout.

**M. l'Orateur** dit comprendre que le représentant de Montréal-Mercier souhaite mettre en avant la question de la grève de Lachute.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** dit ne pas avoir mentionné Lachute, et se dit étonné de voir le premier ministre citer des précédents d'Ottawa, lui qui n'a pas l'habitude de faire comme Ottawa.

Je désire, dit-il, discuter d'une question d'ordre public.

**Subsides:****Budget des dépenses  
1947-1948**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement du Québec favorise le placement de capitaux français dans les ressources naturelles de la province. Les industriels français qui ont des capitaux à placer feraient bien de les investir dans la Nouvelle-France. Ils y trouveraient leur profit parce que nulle part au monde il n'y a plus de sécurité et de promesses d'avenir au point de vue industriel que dans la province de Québec. Et nous bénéficierions, de notre côté, de la contribution des savants et des techniciens français.

Le Canada et la province de Québec ont perdu jusqu'ici la jouissance d'énormes capitaux français. Les usines de Chicoutimi auraient été réouvertes depuis longtemps. Si les capitalistes français n'ont pas réussi dans leur projet, c'est parce que, malheureusement, le gouvernement d'Ottawa a communiqué aux communistes français, qui font partie du gouvernement de Paris, les noms des Français qui avaient, lors de la chute de la France, des valeurs pour un montant de plus de \$200,000,000 sous séquestre au pays.

Les capitaux français de compagnies installées au Canada ont naturellement été saisis par le gouvernement canadien, lorsque les Allemands ont envahi la France. Je veux croire qu'on l'a fait de bonne foi, mais c'est contre l'entente tacite qui prévaut aux États-Unis et en Suisse. En vertu d'un "gentlemen agreement", cette liste des argents



séquestrés ne doit jamais être fournie. Les États-Unis et la Suisse entre autres ont respecté cette entente tacite.

À la fin de la guerre, lorsqu'un gouvernement français s'est constitué sous la gouverne de Bidault, on a demandé à Ottawa de fournir la liste des valeurs de propriété française, ce qu'il a fait. Mais subséquemment, il y a eu des élections en France. Le gouvernement Bidault a été battu et les communistes ont élu le plus grand nombre de candidats aux élections suivantes. Ils se sont immédiatement mis à faire chanter les propriétaires de valeurs dans les investissements canadiens, ce qu'ils font toujours.

Thorez, Duclos et leurs camarades communistes du cabinet français sont intervenus pour empêcher l'utilisation de ces capitaux français à l'étranger. Ils ont profité de l'indiscrétion commise par Ottawa pour faire chanter ceux qui avaient des valeurs au Canada ou qui voulaient mettre leurs capitaux en valeur chez nous. Il résulte de cette situation que les industriels de certaines nations étrangères, de la France en particulier, sont devenus nerveux et se sont ravisés par suite de cette indiscrétion malheureuse.

Plusieurs centaines de millions ont été ainsi perdus pour le Canada. C'est ce qui a fait rater le projet que des industriels français avaient formé de rouvrir les usines de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean. Ces gens n'ont pu obtenir la coopération voulue en France pour lever l'option que le gouvernement de Québec avait consentie à leur donner sur le moulin et certaines limites forestières de la région.

Il est facile de comprendre dans les circonstances la nervosité des capitalistes français, puisqu'on leur a dit qu'il fallait faire ceci et cela, et donner de l'argent pour ceci et pour cela. La conséquence, pour le Canada, c'est que des centaines de millions de dollars d'investissement ont été perdus, et en grande partie au Québec.

Lorsque des investisseurs étrangers arrivent ici, la moindre des choses, c'est qu'ils puissent jouir d'une garantie de protection raisonnable. Mais, malheureusement, le gouvernement canadien a livré l'information, avec les conséquences auxquelles on pouvait s'attendre de la part d'un gouvernement au sein duquel Thorez, le traître, a été nommé vice-premier ministre.

Il craint que l'on ne puisse rien attendre du mélange communiste-socialiste qui caractérise l'actuel gouvernement français. À son avis, il aurait été parfaitement légitime que la Vieille France témoigne un intérêt pour la Nouvelle-France, afin de

participer au développement d'un pays de langue française en Amérique, et que nous aidions la mère patrie à combattre le communisme en Europe, particulièrement dans les pays présentement encerclés par l'influence communiste de Moscou. La réalisation de ce projet eût favorisé la lutte anticommuniste en France. Car actuellement, les journaux et autres périodiques français sont obligés de recourir à la Russie et à ses satellites pour se procurer du papier.

Un autre plan est présentement à l'étude et donnera très prochainement des résultats satisfaisants pour Chicoutimi et la région. Plusieurs hommes d'affaires canadiens s'intéressent présentement aux usines de Chicoutimi.

Il y a lieu de croire que ces usines pourront être rouvertes avant longtemps. Le gouvernement d'Ottawa aurait dû prendre exemple sur eux qui ont gardé secrets les noms des capitalistes français, qui détenaient chez eux des valeurs en vertu des lois de la guerre.

Le gouvernement fédéral a paralysé les efforts du gouvernement du Québec à cet égard, se faisant ainsi le complice de Maurice Thorez, le vice-premier ministre chassé du gouvernement français, avec ses collègues communistes, à la faveur d'un récent remaniement du cabinet.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Les nationaux d'un pays ne peuvent cacher à leur gouvernement leurs capitaux et leurs revenus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Canada pourrait imiter nos voisins du Sud, les Américains, qui n'ont donné aucun nom et aucun renseignement aux pays étrangers.

**Des députés** posent des questions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que les informations qu'il détient quant au geste d'Ottawa proviennent de sources très fiables, et il répète qu'à son avis Ottawa a été de bonne foi. Il sait que ces responsables ont regretté ce qu'ils ont fait. On ne peut cependant rien y faire.

Un chemin, dit-il, dont le coût sera de deux à trois millions de dollars, pour ouvrir la région de Chibougamau, sera bientôt terminé. Ce chemin ouvrira des perspectives pour le développement minier et forestier.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** pose une question relative aux permis de coupe.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Plusieurs permis n'auraient jamais dû être accordés au Lac-Saint-Jean et dans la Gaspésie. Aujourd'hui, le gouvernement a passé un règlement qui limite les droits de coupe aux industries qui peuvent les utiliser.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Les colons et les cultivateurs de mon comté, dit-il, dans certaines paroisses, ont de la difficulté à se trouver du bois et en manquent pour leurs bâtiments. Il (M. Fillion) demande qu'on donne ordre aux organisateurs politiques de l'Union nationale de se mêler de leurs affaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

lui donne raison. Il n'y a qu'un moyen de remédier à cela, dit-il, et c'est la séparation du domaine forestier et des réserves cantonales. Des ordres ont été donnés pour qu'on étudie cette question. La compagnie Price, entre autres, a obtenu beaucoup trop de limites. Si cette compagnie a fait du bien, elle a fait aussi beaucoup de mal.

Il (l'honorable M. Duplessis) annonce l'intention du gouvernement de rouvrir les usines de Val-Jalbert. Il faut donner aux cultivateurs le bois dont ils ont besoin, mais il ne faut pas paralyser l'industrie de la pulpe et du papier.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** demande au gouvernement de faire des échanges dont bénéficieraient les cultivateurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y aurait certainement avantage à faire des échanges, mais il faut d'abord procéder au partage du domaine forestier. Nous sommes à faire un inventaire qui permettra de diviser définitivement la partie forestière, qui doit satisfaire aux besoins de l'industrie, et la partie forestière, qui doit satisfaire aux besoins de la population.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** À Saint-Magloire, un chef de l'Union nationale, M. Bouffard de Sainte-Justine, a coupé 225,000 pieds de bois.

**M. Choquette (Montmagny)** proteste contre le pillage des réserves cantonales dans plusieurs paroisses de son comté, à Saint-Paul du Buton, à Notre-Dame du Rosaire, à Saint-Fabien, au Cap Saint-Ignace. Il (M. Choquette) demande qu'on chasse de ces réserves les commerçants et les favoris politiques. Il cite plus particulièrement le cas de son

comté, et, entre autres, le cas de la réserve cantonale de Saint-Paul du Buton. À l'automne de 1944, un ami du gouvernement de l'Union nationale, un marchand de Saint-Paul, a fait des démarches auprès du gouvernement pour échanger certains lots qu'il avait acquis en 1941, pour des lots de la réserve de Saint-Paul. Le conseil municipal du Cap Saint-Ignace a adopté à l'unanimité une résolution pour protester contre ce projet d'échange et fait parvenir le texte de la résolution au ministre des Terres et Forêts. (M. Choquette lit la résolution)

Le ministre a répondu en donnant l'assurance que les lots allaient rester dans la réserve. En janvier 1945, des rumeurs ont commencé à circuler à l'effet que l'échange allait s'effectuer. Le conseil municipal de Saint-Paul a de nouveau protesté. Mais la première nouvelle que les gens de Saint-Paul ont eue ensuite, c'est que l'échange avait eu lieu, que cet ami de l'Union nationale avait reçu 360 acres des plus beaux lots boisés de la réserve d'une valeur de \$12,000 pour 310 acres de lots bûchés qui ne valaient que \$900. Le gouvernement a ruiné la réserve cantonale de Saint-Paul.

À l'automne de 1946, un autre ami du gouvernement, de Saint-Paul également, a reçu un permis de coupe pour 100,000<sup>8</sup> pieds de bois sur la réserve, permis qu'il a revendu pour \$1,000. Ailleurs, à Saint-Rosaire, un organisateur de l'Union nationale a reçu un permis pour 600,000 pieds de bois sur la réserve. Les cultivateurs ont toutes les peines du monde à se procurer du bois pour leurs bâtiments, et le gouvernement en accorde par centaines de mille pieds, sinon par millions, aux amis du régime, malgré les résolutions des conseils municipaux. Il (M. Choquette) proteste contre cette politique néfaste de favoriser les amis politiques au détriment des cultivateurs. Rouges comme bleus se sont unis dans cette paroisse pour demander au gouvernement de cesser cette politique néfaste.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Montmagny (M. Choquette) veut poser bien à tort au défenseur des colons. Pendant un certain temps, je me suis cru en présence d'un apôtre sincère de la colonisation. Entre les paroles et les actes du député de Montmagny, il y a souvent la marge qui sépare un homme qui veut le bien de la colonisation et un homme qui veut faire de la politique.

Dans le comté de Montmagny, des réserves appartenant à la compagnie Price ont été reprises par le gouvernement, pour assurer du bois aux industries de Montmagny, et tout particulièrement aux

industries Collin. C'est l'Union nationale qui a eu le courage d'enlever à la compagnie Price les réserves de bois qu'elle détenait pour les donner à une industrie de la région, celle des frères Collin.

Même dans les réserves cantonales, on trouve du bois brûlé, du bois affecté par des insectes et les parasites de toutes sortes, des bois qui sont un danger pour le bois sain. Il est contraire à la conservation des forêts de garder trop longtemps du bois brûlé ou attaqué par les mouches; dans les limites dont le député a parlé, il y avait beaucoup de ce bois. Il faut s'en débarrasser et c'est ce qui explique certains échanges de lots. Les libéraux sont mal placés pour parler de pillage des lots forestiers au détriment de la colonisation du Québec.

Je connais un sénateur Choquette, qui n'a jamais été colon et qui a obtenu un lot de colonisation de 200 acres dans le comté de Montmagny, malgré qu'il n'ait jamais fait de défrichement, privant ainsi les vrais colons des lots qu'ils auraient pu obtenir pour eux-mêmes. Le député de Montmagny, devant ces faits, est mal qualifié pour se porter à la défense des colons du Québec.

**M. Choquette (Montmagny):** Depuis quand? C'était en quelle année?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis 1908 et ça dure encore.

(Rires à gauche et manifestation bruyante à droite)

**M. Choquette (Montmagny):** En 1908, j'étais trop jeune pour connaître de pareils faits. Je ne sais rien de cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a toujours un bout pour manquer de logique. Quand on veut prêcher des réformes, on doit commencer par les pratiquer. Il y en a eu beaucoup trop de ces colons qui se sont emparés des lots appartenant à des colons de bonne foi. On a paralysé la colonisation.

**M. Choquette (Montmagny):** J'ai parlé de commerçants de bois amis du gouvernement actuel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voici des gens qui parlent des colons de bonne foi et donnent à un sénateur, qui n'a jamais cultivé un lot de colonisation, n'a jamais accompli une seule obligation de colon. Les opérations que l'on exige des colons n'ont pas été accomplies par le sénateur-

colon. À part lui, je connais même un député libéral qui a échangé avec le gouvernement des lots qui ne valaient rien, à Sainte-Sophie de Lévrard, pour \$20,000 de belles terres boisées. Des ministres libéraux ont fait la même chose. Sous l'Union nationale, dit-il, il n'y a pas eu de sénateurs-colons au détriment des vrais colons. Cela prend beaucoup d'audace de la part du député de Montmagny (M. Choquette) pour parler de faux colons. Il n'a pas le droit d'en parler.

Pendant que les colons ont besoin de bois, ce sont des sénateurs qui prennent les lots. C'est pharisien et c'est ridicule... L'on constate encore, dans les correspondances, que le sénateur Choquette n'était pas content de 200 acres, qu'il voulait en avoir 1,200.

Jamais la colonisation n'a pris autant d'essor que sous le ministre actuel. Il (l'honorable M. Duplessis) fait l'éloge du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque), dont il vante l'intégrité. Si un sénateur avait demandé au ministre des Terres un lot de colonisation, il aurait refusé. Il est mauvais de s'attaquer à des agissements au sein du département en l'absence du ministre, alors qu'on aurait pu faire les mêmes accusations à la session de 1945 et 1946, en présence du ministre, mais, apparemment, le député de Montmagny (M. Choquette) profite de la maladie du ministre des Terres et Forêts pour porter des accusations qu'il n'aurait jamais eu le courage de faire en face, dit-il.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre semble fâché.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, je suis dégoûté.

**M. Choquette (Montmagny):** C'est la population de Montmagny qui est dégoûtée du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous n'êtes que des pharisiens, et quand on habite une maison de verre, et surtout une maison de verre cassé, on ne devrait pas prendre des attitudes de défenseurs de la colonisation, on ne devrait pas lancer de pierres et des accusations en l'air.

S'ils veulent avoir la lutte, nous sommes capables de la leur livrer sur n'importe quel terrain. Moi qui connais l'intégrité et l'honnêteté du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque), je n'endurerai pas qu'on profite de sa maladie pour le salir.

**M. Choquette (Montmagny)**<sup>9</sup>: (Se levant d'un bond) Le premier ministre dit que j'ai attaqué le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque). M. le président, je repousse avec indignation le reproche que le premier ministre m'a fait au sujet d'un ministre malade et absent pour lequel j'ai beaucoup de sympathie. Ce n'est pas le député de Sherbrooke qui dirige le département des Terres et Forêts en ce moment, c'est l'homme qui est devant nous (il pointe du doigt le premier ministre) et c'est à lui que je m'adresse. C'est lui que je tiens responsable du pillage des réserves cantonales. Le ministre des Terres et Forêts, comme les autres, n'a rien à dire, n'a aucune responsabilité. Les ministres sont sous une dictature. Sous une dictature, l'autorité est réduite à néant; le responsable, c'est le chef de la dictature, le premier ministre lui-même. C'est le dictateur qui conduit le gouvernement!

Ne pouvant rien dire contre moi personnellement, le premier ministre lance une basse injure à la tête d'un homme qui est beaucoup plus grand que lui, à un absent, à mon père qui a 93 ans. Cette affaire remonte à 1908, alors que le député de Montmagny était à peine né, pour me lancer à la figure des faits que je ne connais pas. Mais je sais que, si cet homme était ici, malgré ses 93 ans, il donnerait au premier ministre qui est devant moi, à l'homme qui l'a si basement attaqué, la réponse qu'il mérite.

(Applaudissements à gauche)

Je ne suis pas surpris de sa conduite, et il se rappellera sans doute que celui qui attaque si basement est le fils du persécuteur de Mercier. Je donnerai aux électeurs de Montmagny la réponse du premier ministre aux résolutions des conseils municipaux pour empêcher le pillage des réserves cantonales. Je suis prêt à mettre mon siège en jeu pour accuser le gouvernement d'être un gouvernement de mal administration, de malfaiteurs, de trafiquants de permis de droits de coupe et qui spéculé en ce moment sur la vente des permis de la Commission des liqueurs pour grossir sa caisse électorale. Je porte cette accusation de nouveau contre le gouvernement et je mets mon siège en jeu.

(Tumulte. Applaudissements d'un côté et protestations véhémentes de l'autre)

(Des paroles particulièrement violentes sont lancées)

(Les dernières paroles de M. Choquette se perdent dans le brouhaha général)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre. M. le président, je vous demande d'ordonner au député de retirer ses paroles comme non parlementaires; s'il refuse, je vous demande de faire rapport à l'Orateur.

**Une voix à gauche:** Régime d'Hitler!

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Staline!<sup>10</sup>

**M. le président:** À l'ordre.

**M. Choquette (Montmagny):** À la suite des accusations lâches du premier ministre contre un homme intègre qui m'est cher, je n'ai rien à retirer et je vous demande moi-même de faire rapport à l'Orateur, M. le président, et je demande d'avance à l'Orateur de me nommer s'il le veut.

Je ne retirerai pas mon accusation et je persiste à dire que ce gouvernement est un gouvernement de malfaiteurs. Faites-le votre rapport à l'Orateur.

(La Chambre est houleuse)

(Applaudissements à gauche)

**M. le président:** À l'ordre. À la suite des expressions dont s'est servi le député de Montmagny, le point d'ordre du premier ministre est certainement bien fondé. Le langage employé par le député est antiparlementaire.

**Les députés de la gauche** font du tapage avec les couverts de pupitres.

**M. le président:** Je demande au député de Montmagny (M. Choquette) de retirer ses paroles comme non parlementaires.

L'honorable député veut-il retirer ses paroles? Sinon, je serai obligé de faire rapport à l'Orateur.

**M. Choquette (Montmagny):** Je refuse, dit-il, de les retirer. Je vous ai dit d'avance de faire votre rapport à l'Orateur, que je n'avais rien à retirer. Ce que j'ai déclaré, c'est la vérité. Alors, allez-y et faites donc votre rapport.

**M. le président** rédige son rapport pendant que les députés de l'Union nationale et de l'opposition libérale s'interpellent d'un côté à l'autre de l'Assemblée législative.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait à M. l'Orateur le rapport suivant:

M. l'Orateur, au cours de la discussion sur les estimés budgétaires du département des Terres et Forêts, l'honorable député de Montmagny, s'adressant aux membres du gouvernement, déclare que c'est un gouvernement de malfaiteurs qui spéculent sur la vente des permis des liqueurs.

L'honorable premier ministre soulève un point d'ordre et demande à ce que l'honorable député retire ses paroles comme non parlementaires.

Parlant sur le point d'ordre, l'honorable député déclare qu'il ne retirera pas ses paroles, les répète de nouveau et invite le président à vous faire rapport et déclare qu'il consent à être nommé.

Je lui demande alors de retirer ses paroles comme non parlementaires, mais il déclare qu'il refuse de les retirer. Il déclare même qu'il consent à être nommé.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le rapport est incomplet. Ce n'est pas ce qui est arrivé. Il ne mentionne pas, dit-il, le fait que le député de Montmagny (M. Choquette) était prêt à mettre son siège en jeu sur la foi des accusations qu'il fait au gouvernement.

**Des voix à droite:** Dehors!

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. l'Orateur:** À la suite dudit rapport, je demande au député de Montmagny de retirer les paroles qu'il a prononcées en comité. L'honorable député persiste-t-il dans ses accusations et dans son refus de retirer ses paroles?

**M. Choquette (Montmagny)** Absolument, Monsieur, et je mets mon siège en jeu.

**M. l'Orateur:** Le député de Montmagny (M. Choquette) est-il prêt à retirer ses paroles?

**M. Choquette (Montmagny):** Certainement non!

**M. l'Orateur:** Je rappelle nominativement à l'ordre M. Fernand Choquette, député de Montmagny.

**Motions d'expulsion:**

**Député de Montmagny,  
M. Choquette**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose alors que la Chambre censure M. Fernand Choquette, député de Montmagny, et l'exclue de la salle de l'Assemblée pour une période de huit jours, à partir d'aujourd'hui, le 8 mai.

**Voix à droite:** Sortez! Sortez!

**M. Choquette (Montmagny):** M. l'Orateur, je vous demande la permission de me retirer.  
(Applaudissements à gauche)

Il (M. Choquette) se dirige vers la porte de la Chambre et sort. Au passage, des députés oppositionnistes se lèvent pour l'acclamer et lui serrer la main.

**M. Godbout (L'Islet):** Je regrette pour le premier ministre la motion d'expulsion qui est devant la Chambre, les circonstances qui l'ont amenée et les motifs qui l'inspirent. Tous les membres de cette Chambre auraient été surpris qu'il n'y eût pas dans la bouche du député de Montmagny (M. Choquette), pour répondre aux attaques dont il était l'objet, des paroles violentes, s'il n'avait pas manifesté son indignation avec autant d'énergie à la suite de cet incident regrettable. Il y a, dans le cœur de tout homme, un sentiment qui l'honore. Si le député de Montmagny (M. Choquette) n'avait pas répondu de cette façon aux attaques virulentes, je le répète, tous les membres de la Chambre auraient été surpris...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition veut critiquer la décision de l'Orateur. Il n'appartient pas au chef de l'opposition de critiquer les décisions de l'Orateur et de dire que l'attitude du député de Montmagny était correcte.

**M. l'Orateur:** On ne peut critiquer le fait que le député de Montmagny ait été nommé. On doit s'en tenir à la motion d'expulsion.

**M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai en aucune façon critiqué votre décision. Je n'ai pas critiqué le fait que le député a été nommé. Je ne qualifie pas les expressions du député de Montmagny (M. Choquette). J'explique simplement les circonstances dans lesquelles les paroles du député de Montmagny ont été

prononcées. Le député de Montmagny a été attaqué non dans sa personne, auquel cas il était capable de se défendre lui-même, d'expliquer toute sa conduite, et le gouvernement le sait, mais dans la personne de son père. Quand on attaque l'honneur de son père, il aurait été un lâche s'il ne l'avait défendu comme il l'a fait. Je dis qu'il n'y a aucune proportion entre l'offense qu'aurait commise le député de Montmagny et ce qu'on demande par la motion qui est devant la Chambre. J'apporte comme argument les circonstances dans lesquelles ces paroles ont été prononcées.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit de dire que le député de Montmagny (M. Choquette) aurait été lâche s'il n'avait pas violé les règlements. Il n'a pas observé les règlements. Il ne peut prendre de moyens détournés pour dire qu'il a eu raison. Il a fait des déclarations antiparlementaires et il a lui-même demandé d'être nommé. J'ai présenté une motion qui est moins sévère que celles qui ont déjà été présentées à Ottawa.

**M. l'Orateur:** On ne peut faire autre chose que discuter la motion d'expulsion devant la Chambre.

**M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, je ne suis pas énervé moi, et le premier ministre n'a pas le droit de me mettre dans la bouche des paroles que je n'ai pas prononcées. J'ai dit que le député de Montmagny aurait été un lâche s'il n'avait pas défendu son père. Je dis que le député de Montmagny n'a pas été attaqué lui-même, mais dans la personne de son père, dans ce qu'il y a de plus sacré pour tout homme qui a du cœur, et il aurait été un lâche s'il ne l'avait défendu.

(Interruptions. Points d'ordre)

Je dis que la motion d'expulsion pour huit jours est excessivement sévère et n'a aucune proportion avec l'offense. C'est le premier ministre qui, le premier, a porté des accusations contre le député. Pour répondre à un adversaire qui, sans passion, critiquait la politique d'un département, le premier ministre a attaqué le député de Montmagny dans ce qu'il a de plus cher. Il a raconté une histoire que ni le député, ni nous ne pouvons vérifier, qui se réduit à zéro, car le sénateur Choquette n'a certainement pas de lot.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il n'appartient pas au député de Montmagny (M. Choquette) d'accuser l'Union nationale, quand le sénateur Choquette a eu un lot de colonisation sur lequel il n'y a eu aucun défrichement. Il n'a pas

répondu en disant que ce que j'avais dit était inexact, mais en violant les règlements et en disant qu'il voulait être nommé. Une période de huit jours n'est certainement pas trop sévère pour un député de cette Chambre dont c'est la troisième fois qu'il est nommé dans l'histoire de cette Législature, et ce sera la deuxième fois qu'il sera expulsé dans le cours de cette session-ci. Et il a poussé la témérité jusqu'à inviter l'Orateur et le mettre au défi de le nommer. Il y a un bout. Le député de Montmagny (M. Choquette) a même attaqué mon père qui est mort et dont la réputation était assez bonne pour que personne ne dise jamais qu'il a demandé un lot de colonisation.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre soulève toujours des points d'ordre qui n'en sont pas. Le premier ministre répète des choses qui ne sont pas à son honneur. Pour répondre à un homme qui critiquait la politique du département et pour essayer de confondre un adversaire, il l'a attaqué dans son père, en rapportant une histoire qui se serait passée en un temps où le député de Montmagny (M. Choquette) était à peine né, que nous ne pouvons vérifier d'aucune façon et qui se réduit à zéro parce que le sénateur Choquette n'a certainement pas et n'a pas besoin de lot de colonisation. On apporte des accusations contre un homme de 93 ans. Dans le cœur d'un fils qui en a, une telle accusation doit certainement soulever des paroles violentes. Le premier ministre en a du cœur, lui aussi, et si on attaquait son père...

**Voix à droite:** Il l'a été.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On l'a attaqué. Le député a attaqué mon père qui est mort et dont la réputation est assez bonne pour qu'on ne dise pas de lui qu'il n'a jamais eu de lots de colonisation.

**M. Godbout (L'Islet):** S'il l'a été, ce fut après la première attaque. Le député a répondu à l'accusation portée contre son père. D'ailleurs, le sien l'a été, non dans son caractère privé, non dans son honneur, mais dans ses actes politiques. On a dit que le père du premier ministre se faisait un persécuteur de Mercier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est faux. J'espère que les règlements seront observés. Le chef de l'opposition continue à vouloir justifier l'attaque du député de Montmagny. Je soulève un point d'ordre. Voici le chef de l'opposition qui persiste à violer le Règlement en

ayant l'audace de dire d'un homme qui est mort, et qui le valait 50,000<sup>11</sup> fois, qu'il a persécuté Mercier. C'est infâme, mensonger, indigne d'un homme qui se respecte.

**M. l'Orateur:** Les députés des deux côtés de la Chambre devaient se borner à discuter la motion du premier ministre, sans revenir sur les accusations portées de part et d'autre. Que l'on prenne le vote sur la motion afin d'éviter de nouveaux désordres<sup>12</sup>.

**M. Godbout (L'Islet):** Le député a été attaqué dans son père pour des choses qu'il ne peut pas connaître lui-même. Je suis convaincu qu'elles n'existent pas. Le sénateur Choquette ne peut en aucune façon être intéressé dans un lot de colonisation. Dans les circonstances, tout homme de cœur aurait prononcé des paroles virulentes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition veut critiquer les décisions de l'Orateur.

**M. Godbout (L'Islet)** dit qu'il ne fait qu'expliquer les circonstances qui ont amené cet incident. Le premier ministre n'a pas le droit de fausser les faits. Il n'est pas l'Orateur. Il est ici égal à n'importe quel député et il tente d'imposer ses décisions à l'Orateur. Il (M. Godbout) se défend, malgré les rappels à l'ordre, de vouloir critiquer la décision de l'Orateur. La motion d'expulsion est intempestive, inopportune. Le premier ministre devrait la retirer. J'espère pour le premier ministre qu'il regrette l'attaque absolument inqualifiable et pas généreuse qu'il a faite contre le père d'un collègue, parce que lui-même doit être convaincu que le sénateur Choquette ne peut pas détenir un lot de colonisation à 93 ans pour en tirer un avantage quelconque.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en suis fier!

**M. Godbout (L'Islet):** Je lui laisse sa fierté. C'est une attitude que, pour ma part, je n'aurais pas voulu tenir. Il ne devrait pas être fier de porter des accusations auxquelles un adversaire ne peut pas répondre.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La discussion menace de provoquer la répétition d'incidents regrettables et, en vertu d'un article du Règlement, je pose la question préalable, afin que la

Chambre se prononce immédiatement sur la motion. Il (l'honorable M. Sauvé) propose que la question soit maintenant mise aux voix.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'ai été témoin de bien des scènes dans cette Chambre depuis que je siège ici, mais c'est, ce soir, la plus pénible, la plus triste à laquelle il m'ait été donné d'assister. Le ministre a tort de demander que l'on prenne le vote immédiatement. Il s'agit d'une motion de censure excessivement sévère, beaucoup plus que ne le méritait le député de Montmagny (M. Choquette). Ses paroles étaient inspirées par l'indignation que doit avoir tout homme qui aime et respecte son père et que tout homme de cœur aurait ressentie. Il y a des gens de l'autre côté de la Chambre qui ont perdu la tête.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Point d'ordre!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'aurais dû dire leur sang-froid. Le premier ministre n'a pas l'habitude de porter des attaques du genre de celles qu'il a faites ce soir. Quand il aura réfléchi à ce qui s'est passé, je sais qu'il regrettera ce qu'il a fait. Il y a certainement eu provocation envers le député de Montmagny.

(La discussion se poursuit au milieu d'interruptions répétées, de clameurs des deux côtés de la Chambre.)<sup>13</sup>

**M. l'Orateur:** La conduite du député a été censurée et la question de provocation a été décidée. Parlez maintenant de mitigation.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La cause de la colère du député de Montmagny a été l'attaque du premier ministre contre son père.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pour plaider mitigation, il faut démontrer tous les faits. Le député de Montmagny ne mérite pas une expulsion de huit jours, parce que le premier ministre l'a attaqué dans ce qu'il a de plus cher.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**Une voix à droite:** Il y en a des parents qui sont aussi honnêtes que le père du député!

**M. l'Orateur** demande à la Chambre si elle est prête à voter<sup>14</sup>.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Une expulsion de huit jours est exagérée. Il y a eu provocation. Le premier ministre aura honte demain d'avoir proposé l'expulsion d'un député qui a défendu l'honneur de son père.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Montmagny a demandé à être nommé. De plus, M. l'Orateur, je fais remarquer que cela fait assez longtemps que vous rappelez ces gens-là à l'ordre. À Ottawa, M. King a déjà fait expulser pour sept<sup>15</sup> jours deux députés, M. Bruce et M. Ligurie Lacombe.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Une expulsion de huit jours est hors de proportion avec l'offense. Il y a eu provocation la plus directe et la plus sensible à un homme de cœur.

**M. l'Orateur** dit qu'il a consulté des autorités sur la question de savoir si l'Orateur peut mettre fin au débat, quand il y a du désordre. Je n'aime pas me servir de ce droit, mais pour éviter un désordre continu, je crois qu'il vaudrait mieux consentir à prendre le vote.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je fais appel au premier ministre, à son sens de la justice et de l'équité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La motion que j'ai présentée s'inspire exactement de cela, de la justice et de l'équité.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je fais appel à son jugement peut-être obscurci par la colère. C'est pour permettre au premier ministre de se ressaisir pour ne pas regretter demain l'acte qu'il pose aujourd'hui.

**M. l'Orateur:** (Considérant la Chambre suffisamment éclairée sur la question) Permettez-vous qu'on prenne le vote?

**Des voix:** Non! Non!

**M. l'Orateur**<sup>16</sup> demande si cinq députés sont prêts à demander le vote.

**Cinq députés ministériels** se lèvent.

**M. l'Orateur** ordonne au sergent d'armes de faire sonner les cloches pour appeler les députés.

La motion proposant l'expulsion du député de Montmagny (M. Choquette) pour une période de huit jours est adoptée.

Et la motion principale "que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour**<sup>17</sup>: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Ducharme, Duplessis, Dussault, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Hamel, Joyal, Kirkland, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 22.

Ainsi, la motion est adoptée.

Et la séance, en conséquence, se poursuit en comité des subsides.

#### **En comité**<sup>18</sup>:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 1, qui se lit comme suit:

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Terres et Forêts)", du



budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Protection des forêts, gages compris (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je demande au député de Saint-Sauveur (M. Hamel) de ne pas s'exciter pour rien. Il ne nous fait pas peur. Je lui conseille de ne pas s'exciter.

Ce qui s'est passé ce soir n'est qu'un petit échantillon de ce qui vous attend.

La séance est levée à minuit.

### NOTES

1. Selon *Le Canada* du 9 mai 1947, à la page 2, la syndicaliste Madeleine Parent a tenté d'assister aux débats de l'après-midi. Au dire du journal, "elle est entrée dans l'Assemblée par la porte de la galerie centrale que l'on appelle la "Galerie du peuple". Mme Parent était assise depuis quelques moments quand un gendarme en uniforme chargé de la surveillance

de la galerie s'est approché d'elle et lui a donné ordre de sortir. Elle s'est levée et, accompagnée du gendarme, elle a quitté la galerie. Dans la salle des pas-perdus, Mme Parent a demandé au policier: "De qui tenez-vous vos ordres de m'expulser de la Chambre?" L'officier a répondu: "Des autorités."

2. Selon *Le Canada* du 9 mai 1947, à la page 14, cette intervention de M. Hamel a lieu avant que la Chambre ne se forme en comité des subsides.

3. L'Union catholique des cultivateurs, ancêtre de l'Union des producteurs agricoles.

4. Gérard Filion, secrétaire général de l'Union catholique des cultivateurs (1937-1947) et principal rédacteur du journal *La Terre de chez nous* (1935-1937). Il est également directeur général du *Devoir* depuis le 19 février 1947 et quitte la direction le 31 janvier 1963.

5. Selon *Le Canada* du 9 mai 1947, à la page 14, le ministre répond assez sèchement.

6. *Le Canada* du 9 mai 1947, à la page 14, note que même le premier ministre fronce les sourcils devant ce commentaire.

7. *The Gazette* du 9 mai 1947, à la page 3, rapporte que cette discussion eut lieu alors que la Chambre s'apprêtait à revenir à l'ordre du jour de la séance de l'après-midi.

8. *Le Devoir* du 9 mai 1947, à la page 9, mentionne "190,000 pieds de bois".

9. Au dire du *Canada* du 9 mai 1947, à la page 1, l'incident à la source de l'expulsion de M. Choquette a lieu peu avant 11 heures.

10. *Le Soleil* du 9 mai 1947, à la page 3, souligne que des supporters de l'Union nationale parlent de faire un mauvais parti à certains de leurs adversaires.

11. Pour *L'Événement-Journal* du 9 mai 1947, à la page 13, son père valait "50 fois plus".

12. Selon *Le Devoir* du 9 mai 1947, à la page 9, il fait cette intervention deux ou trois fois.

13. *L'Événement-Journal* du 9 mai 1947, à la page 13, soutient que "jamais il n'y a eu autant d'effervescence sur le parquet de l'Assemblée législative".

14. *L'Événement-Journal* du 9 mai 1947, à la page 13, avance que cette requête est vaine.

15. *Le Devoir* du 9 mai 1947, à la page 9, parle de huit jours.

16. Selon *L'Événement-Journal* du 9 mai 1947, à la page 13, "Il est maintenant minuit moins vingt et le débat orageux dure depuis plus d'une heure."

17. *Le Canada* du 9 mai 1947, à la page 2, rapporte que "Les députés du Bloc populaire ne sont pas en Chambre au moment du vote."

18. On reprend l'étude du budget, mais après cinq minutes, la Chambre s'ajourne "dans le plus grand énervement", de dire *L'Événement-Journal* du 9 mai 1947, à la page 13.

## Première séance du vendredi 9 mai 1947

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Subsides:

Budget des dépenses  
1947-1948

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service forestier, gages compris (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arpentages (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Surveillance des terres de la couronne (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Ce dont on a besoin, c'est d'éduquer la population de la province sur la nécessité de conserver nos ressources naturelles. Des lois ont été adoptées, afin de fournir un inventaire des forêts pour qu'on sache que nos

richesses forestières se conserveront. À une certaine époque, on devait avoir des permis spéciaux pour couper les arbres qui avaient été ravagés par le feu ou par les insectes. Aucun doute que des abus ont été faits.

Ces faits sont arrivés à une période où des délégations ont demandé au gouvernement d'accorder des permis de coupe sans avoir à payer des droits de coupe pour favoriser la colonisation, et on a découvert plus tard que les délégations étaient à la solde des compagnies et que le bois s'en allait sur le marché commercial, sans que les droits de coupe n'aient été payés.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Les revenus du département seraient augmentés à cause de la coupe et des locations de terrains.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Les droits auraient dû être augmentés pendant la guerre. Le Trésor provincial n'a jamais reçu ce qu'il aurait dû recevoir en revenus de ses forêts.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** déclare que des fidèles de l'Union nationale ont droit à des privilèges sur la coupe dans leur comté.

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** répond que, dans son comté, les organisateurs libéraux ont tous les privilèges.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Photographie aérienne (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pépinière de Berthier, gages compris (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Sylvestre (Berthier)** réclame aujourd'hui à la Chambre de meilleurs traitements pour les journaliers de la pépinière de Berthierville. Ils font, dit-il, un trajet de 8 à 10 milles, soir et matin, pour se

rendre à leur travail et en revenir. Ils doivent nécessairement perdre tous les jours de mauvais temps durant lesquels ils ne travaillent pas. Lorsqu'ils travaillent plus que huit heures, ils sont payés au même taux. Je demande au premier ministre de dire à la Chambre quel salaire ces journaliers reçoivent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Trente et 35 cents l'heure. C'est un travail facile et ce salaire est suffisant. On y travaille à temps perdu.

**M. Sylvestre (Berthier):** C'est un salaire insuffisant et des conditions de travail que des ouvriers syndiqués ne toléreraient pas: ils se mettraient en grève.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voudrais bien voir des employés du gouvernement se mettre en grève. Ce serait intolérable. Si les gens qui travaillent là ne sont pas contents, qu'ils aillent ailleurs, nous les remplacerons par d'autres. Nous trouverons en qualité d'autres employés.

**M. Sylvestre (Berthier):** C'est la méthode du premier ministre de régler le problème des salaires raisonnables. Pas surprenant qu'il y ait des grèves dans la province.

Il pose une question au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré).

**L'honorable M. Barré (Rouville):** L'agronome Albert, de Saint-Gabriel, a été envoyé dans un autre comté.

**M. Sylvestre (Berthier):** M. Albert a rendu de grands services aux aviculteurs et cultivateurs en général. La région de Saint-Gabriel a besoin d'un agronome résidant.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Un agronome pour Berthier, c'est suffisant.

**M. Sylvestre (Berthier):** L'agronome de Berthier a plus de travail qu'il n'en peut faire. Et le geste posé par le ministre est dommageable aux intérêts de Saint-Gabriel. Saint-Barthélemy a déposé \$5,000 à l'agriculture pour des travaux de drainage et Lavaltrie réclame le creusage du cours d'eau "Point-du-Jour".

**L'honorable M. Barré (Rouville):** J'ai, dit-il, des travaux plus importants que ceux de Saint-Barthélemy à faire, et pour les autres, j'y verrai.

**M. Sylvestre (Berthier)** exprime l'espoir que le ministre de l'Agriculture ne perdra pas l'occasion d'aider l'agriculture dans les deux cas.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement forestier, gages compris (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École d'enseignement forestier et d'arpentage - Paiement sujet à un arrêté en conseil (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études forestières (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École des gardes: construction et équipement (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entomologie (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reboisement (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Godbout (L'Islet)** demande au gouvernement de s'intéresser de façon particulière au reboisement des lots boisés qui se trouvent sur les terres des cultivateurs, parce que ces lots constituent une bonne partie de notre domaine forestier. Il (M. Godbout) suggère la nomination d'un ingénieur forestier, au ministère de l'Agriculture, et d'un agronome, au ministère des Terres et Forêts. On rendrait ainsi d'immenses services à la population.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Roberge (Lotbinière)** demande des renseignements sur le pouvoir d'eau à Lac Mégantic.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La question est à l'étude, mais il y a divergence d'opinion pour savoir s'il vaut mieux municipaliser ou laisser une compagnie privée faire le développement.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** En 1944, avant les élections provinciales, un projet a été préparé par M. Olivier Lefebvre, de la Commission des eaux courantes, approuvé par M. L.-E. Potvin de l'Hydro-Québec, pour la construction d'une ligne de transmission de Cadillac à Villemontel. Le coût devait être de \$300,000. Mais, après l'élection, ce projet a été abandonné. Mon comté, dit-il, souffre du manque de courant électrique.

Il (M. Drouin) suggère au gouvernement un moyen de donner de l'électricité à l'Abitibi en attendant la construction du barrage du Lac Dozois. Que l'on construise une ligne de transmission partant de Cadillac à Villemontel! Un grand nombre de mines attendent du courant pour commencer leurs opérations.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a eu des retards à cause des rapports contradictoires des ingénieurs, mais ça va marcher.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Le gouvernement est en train de gâcher toute l'affaire.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des eaux courantes de Québec, traitements, gages compris (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

## Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

## Questions de privilège:

### Arrestation à Grand'Mère

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** attire l'attention de la Chambre sur un message qu'il a reçu d'une union catholique, relativement à deux hommes

qui ont été arrêtés à Grand'Mère. Il (M. Laurendeau) parle de la façon dont se sont conduits certains membres de la police provinciale lors des troubles qui ont eu lieu récemment à Grand'Mère.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** se dit surpris de voir qu'un député, ami de l'ordre, prenne part pour les fauteurs de désordre.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Le premier ministre tire trop rapidement ses conclusions. J'interviens à la demande des syndicats catholiques.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a présentement des procédures devant les tribunaux et nous ne pouvons intervenir dans une cause pendante.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Il ne s'agit pas de procédures. Il s'agit de l'utilisation de moyens illégaux par la police provinciale et par la police municipale, de coercition illégale dans les interrogatoires forcés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Deux hommes ont été arrêtés pour des offenses très graves. Tout ce que je sais, dit-il, c'est que trois bâtons de dynamite ont été trouvés à Grand'Mère quand les deux jeunes hommes ont été arrêtés.

La police provinciale est intervenue à la demande des autorités municipales de Grand'Mère, lesquelles étaient inquiètes au sujet de la sécurité publique, et pour protéger les ouvriers et la liberté de tous les citoyens. Pour le moment, il n'y a pas matière à débat. Je n'ai aucune opinion sur la cause. Je ne suis pas préjugé et je ne sais pas qui est coupable, mais la dynamite n'a certainement pas été placée là par la police.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Pas plus par les syndicats catholiques.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il sera plus facile de discuter cette question quand viendront les estimations du ministre du Travail. Je dirai alors, comme procureur général, ce qui peut-être dit sur une cause pendante du procureur général et du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). Le député peut toujours poser ses questions. Je dirai alors, comme procureur général, ce qui peut-être dit sur une cause pendante.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** veut insister.

## Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 9 mai 1947

### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Subsides:

### Budget des dépenses 1947-1948

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-deux mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-deux mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Le nombre des nouvelles industries dans la province de

Québec depuis deux ans, tel que publié dans le journal *Dunn & Bradstreet* de New York, est de 4,500. Les statistiques de la province sont les mieux organisées de tout le Canada, sauf celles du dominion. Nous avons actuellement tout le personnel nécessaire. M. Lemonde, chef de la statistique provinciale, est le mieux qualifié de la province. Le nombre des employés à ce service provincial est d'environ vingt.

**M. Roberge (Lotbinière)** voudrait un Bureau de recherches économiques au département de la statistique.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** De nombreux économistes sont à la disposition de son ministère, dit-il. Il (l'honorable M. Beaulieu) compte déjà sur les services d'un conseil de recherche économique dont font partie les professeurs d'universités. Divers problèmes leur ont été soumis.

**M. Roberge (Lotbinière)** réclame la nomination d'un statisticien diplômé et d'un économiste au ministère de l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce. Il (M. Roberge) demande à voir la liste des 2,500 industries qui se seraient établies dans la province<sup>1</sup>.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille trois cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Éducation hôtelière (cours, gages compris (Industrie et Commerce))", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir

les dépenses prévues à l'article: "Agents généraux de la province, traitements compris (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province, traitements compris (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Godbout (L'Islet)** trouve ce montant insuffisant. On pourrait faire des enquêtes économiques. Le travail du ministère n'est pas encore ébauché pratiquement. Il (M. Godbout) déplore la réduction des crédits pour les agences de la province à l'étranger, pour l'inventaire des ressources naturelles et industrielles, pour l'Office de l'artisanat et de la petite industrie.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** J'ai des contacts, dit-il, avec des hommes d'affaires, ce qui vaut mieux que des relations diplomatiques avec les gouvernements, et mes aviseurs jugent ces crédits suffisants. L'inventaire des ressources naturelles est fait durant l'été par les meilleurs universitaires, aidés d'étudiants.

**M. Godbout (L'Islet)** demande si le gouvernement songe à augmenter le nombre de ses agents commerciaux à l'étranger.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Le Conseil des ministres étudie cette question depuis quelque temps et cherche une façon pratique de représenter la province sur les grands marchés du monde, tout en surveillant la situation, car il ne faut pas nous laisser devancer par les étrangers. Il (l'honorable M. Beaulieu) prédit des possibilités immenses à la province dans ce domaine. Il conseille aux hommes d'affaires de Québec d'établir des contacts personnels avec les hommes d'affaires des autres pays.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-onze mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions

(Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pour favoriser l'industrie du sucre d'érable (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office de l'artisanat et de la petite industrie, traitement compris (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Godbout (L'Islet):** Souventes fois, dans les temps de crise, la petite industrie est beaucoup plus importante que la grande industrie. J'invite, dit-il, le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) à créer des débouchés locaux qui absorberaient les produits de nos artisans.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille deux cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues et frais de représentation (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante et onze mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dette publique (service de la dette publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je ne veux pas faire de politique avec la question du travail et nullement protéger les communistes. Durant la

dernière année, il y a eu de nombreuses grèves, la dernière à Lachute qui est pratiquement réglée. Il n'existe aucune preuve qu'elles ont été fomentées par des agents de Moscou. Nous sommes prêts à ce que tous les communistes soient arrêtés.

S'il (M. Francoeur) parle, dit-il, de certaines grèves récentes et des arrestations qui les ont marquées, c'est pour savoir à quoi s'en tenir de façon à bien renseigner les ouvriers sur ce qui se passe. Je demande au procureur général et au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) si l'on a la preuve que les chefs ouvriers qui ont été arrêtés, Madeleine Parent, Rowley et Beaucauge, sont des communistes. Si le procureur général possède des preuves qu'ils sont communistes et des agents de Moscou, son devoir est de les faire arrêter.

Il devrait ouvrir une enquête de façon à prouver ces fréquentes affirmations. Il (M. Francoeur) veut que cette affaire soit clarifiée une fois pour toutes.

Qu'ils soient communistes ou non, il est important de connaître les faits. Je n'ai aucune sympathie pour eux, mais le public se demande ce qu'il faut penser des méthodes que prend le gouvernement pour les combattre. Nous ne voulons pas de communistes.

Les députés de l'opposition ont hâte de se débarrasser des communistes. Il veut qu'une distinction nette soit faite entre les ouvriers honnêtes et les communistes. Il dit qu'il n'aime pas voir dans les journaux des photos de policiers provinciaux donner des coups de matraque sur la tête des ouvriers et provoquer la population.

Des actes extraordinaires ont été commis à Lachute par des agents de la police provinciale. Pas un député ne veut protéger le communisme, mais je demanderais aussi au procureur général de retirer sa police provinciale des grèves et de Lachute.

J'ai toujours appuyé la cause des faibles, dit-il. Je suis opposé au communisme et nous devrions nous unir pour dépister les communistes. Madeleine Parent a été arrêtée, mais on n'arrête pas les grands financiers, entourés d'avocats pour dépister les lois qui les protègent. Les avocats sont un mal nécessaire. Que l'on nous donne la preuve que ce sont des agents de Moscou que l'on a arrêtés. Je viens de lire dans les journaux que le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) n'a pas voulu les recevoir hier.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Ils ne m'ont pas même demandé d'entrevue. Ces gens-là ne viennent pas me rencontrer.



**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** On fait arrêter Madeleine Parent, très bien. Mais des gens qui exploitent les ouvriers depuis des années ne sont pas inquiétés.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Mais le député de Montréal-Mercier vient de me poser des questions très pertinentes avec calme, au sujet de la grève de Lachute et je vais lui répondre. Il y a bien une grève à Lachute. Cette grève a été organisée par des communistes notoires et je l'affirme. La femme Bjornson et Kent Rowley sont reconnus comme communistes, et ils n'ont jamais nié faire partie des groupements soumis aux idées de Staline et de Moscou et que leur objectif dans la vie est de susciter des grèves dans la province de Québec. Chaque fois que ces deux-là font leur apparition, il y a des troubles.

Ils se sont rendus à Lachute et ont réclamé des augmentations de salaires de la compagnie pour les journaliers. La compagnie Ayers a fait une offre, mais il y avait un écart assez considérable entre la demande faite et l'offre de la compagnie. Il n'y a pas eu d'entente et le ministère a suggéré la conciliation qui n'a pas réussi.

Il ne restait plus que l'arbitrage. Mais voici que la femme Bjornson s'est amenée parmi les ouvriers et leur a dit que l'arbitrage avait été fait, mais sans succès. Elle a menti sciemment et délibérément aux ouvriers, comme elle le fait toujours avec ses comparses Rowley et Beaucage.

Ils (Beaucage et Rowley) sont aussi reconnus comme des communistes. Ils font partie de clubs communistes, comme Madeleine Parent. Celle-ci veut défier toute autorité. Elle connaît tous les rouages de la loi et savait donc que l'arbitrage est l'étape réglementaire qui précède toute grève légale.

Ce qu'elle voulait, c'était une grève illégale. J'ai communiqué avec elle, car même quand des gens sont reconnus comme communistes, nous ne les maltraitons pas tant qu'ils respectent les lois, pour lui demander de nommer l'arbitre du local des ouvriers. Ces gens-là sont au courant de tous les rouages de la loi.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le ministre a-t-il une preuve écrite qu'elle est communiste?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Pas plus que j'ai de preuve écrite que mon honorable ami est libéral, mais j'en suis convaincu.

(Rires)

Madeleine Parent a refusé d'aller à l'arbitrage et de nommer un arbitre pour les ouvriers. J'ai demandé à la Commission des relations ouvrières d'insister à son tour, mais je n'ai pas eu plus de succès. La compagnie a néanmoins nommé son arbitre et s'est engagée d'avance, à ma demande, par écrit, à accepter la sentence arbitrale majoritaire ou unanime. Cependant, Madeleine Parent voulait la grève à tout prix, et lorsqu'on prend des procédures contre elle, c'est pour protéger les ouvriers. Nous avons fait arrêter Madeleine Parent parce qu'elle était la cause du trouble à Lachute.

Elle a fait élever une barricade et, avec l'aide d'un groupe d'amis communistes venus de Montréal, elle a formé une ligne de piquetage en face d'une autre usine, celle de la Dominion Shuttle, qui venait de signer un contrat avec ses ouvriers et qui n'avait absolument aucun conflit avec eux. La paix régnait dans cette industrie, mais elle voulait empêcher les ouvriers d'aller travailler. Avec des bandits comme elle, elle a organisé des troubles. On a lancé des pierres sur les maisons des ouvriers. On a envoyé des bandits casser les vitres de cette usine pour intimider les ouvriers et tâcher d'effrayer leurs épouses, de façon qu'elles interviennent pour les convaincre de rester chez eux.

Elle voulait que la certification fût révoquée; je ne voulais pas, et j'ai demandé à la Commission des relations ouvrières de retarder le plus possible. La révocation a été faite et la compagnie a fait une offre qui a été acceptée. Ce que Madeleine Parent voulait, c'est organiser une véritable révolution dans Lachute. C'est toujours de cette façon que l'on procède. Avec cette méthode, on voulait créer l'impression qu'il y avait une grève de sympathie à la Dominion Shuttle. Tout ceci fait partie de la façon habituelle de procéder des communistes. Ils font publier sur trois colonnes dans les journaux des photos montrant des femmes et des enfants à l'allure honnête, on diminue l'âge des grévistes, et on crée tout cela pour susciter la sympathie. Il est quand même étrange que ces photos soient toujours prêtes à être insérées dans les journaux.

La femme Bjornson appartient à la Fédération américaine du travail, mais elle n'a jamais fait quoi que ce soit pour une union. Partout où elle va, il est entendu que les ouvriers vont souffrir. Ce qu'elle cherche à faire, c'est d'organiser des grèves et des bagarres, toujours dans le but, avec ses comparses, d'assurer la diffusion de ses idées communistes parmi les ouvriers. Elle fait cela partout où elle passe. Chez Ayers, la grève ne pouvait devenir légale que 14 jours après la sentence

arbitrale. Mais on voulait une grève illégale si on tâchait de faire croire aux ouvriers qu'ils étaient dans la légalité.

Aujourd'hui, près de 90 %<sup>2</sup> des ouvriers de la compagnie sont retournés au travail et l'affaire est classée. Madeleine Parent et ses amis voulaient même organiser le piquetage autour de toutes les usines de Lachute pour faire venir des renforts de la police provinciale et rendre leur tâche impossible, de façon à poser ensuite en victimes. Avec sa photo publiée dans les journaux, Madeleine Parent espère passer pour une victime de son amour pour les ouvriers, alors qu'en réalité elle est leur pire ennemie.

(Applaudissements à droite)

**M. Chaloult (Québec):** Il y a des remarques du député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) que j'approuve. Je remercie, dit-il, l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) pour les détails précis fournis. La situation est très sérieuse pour le gouvernement: d'une part, il y a le mécontentement légitime des ouvriers, surtout ceux de l'industrie textile qui les a exploités de façon odieuse; d'autre part, il y a les communistes qui profitent de ce mécontentement et des réclamations légitimes des ouvriers pour tâcher de diffuser leurs idées.

Le gouvernement doit faire échec aux visées des communistes mais, d'autre part, ne pas paraître s'opposer aux légitimes revendications des ouvriers. C'est là que réside la difficulté pour le ministre. Son rôle est de protéger l'ouvrier, tout en évitant qu'il soit exploité par les communistes, et en même temps de combattre le communisme. Je ne me prononce pas sur l'affaire de Lachute, mais en général les ouvriers se plaignent que l'arbitrage et les décisions sont trop longs.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Nous venons de régler une grève parce que les ouvriers sont restés dans la légalité. Madeleine Parent se met dans l'illégalité pour m'empêcher d'intervenir. Lorsqu'une grève est légale, le ministère provincial du Travail peut intervenir efficacement, et intervient en fait dans l'intérêt des ouvriers pour les aider à obtenir justice. Mais, quand une grève est illégale, on est paralysé et c'est ce que veulent les communistes. Actuellement, le monde ouvrier de Québec est très calme, plus que partout ailleurs, comme il l'a toujours été.

Mais il y avait ici et là des troubles et de l'agitation, et Kent Rowley et Mlle Parent étaient toujours présents à de telles occasions. Ils ne

reconnaissent aucune autorité autre que la leur. Il n'y a pas 1 % des ouvriers qui sont en grève dans le moment. Il n'y a que quelques cas isolés ici et là. Mais les agitateurs communistes s'appliquent à faire une publicité tapageuse autour de ces incidents, de façon à créer l'impression que tout va mal. Tous les conflits de travail que nous avons eus depuis les dernières années ont été causés par le même petit groupe.

**M. Chaloult (Québec):** Je sais que c'est plus calme ici qu'ailleurs; cela est dû à notre esprit religieux et notre esprit de soumission. Mais il ne faudrait pas exploiter ce sentiment à l'avantage du capital. Il (M. Chaloult) est d'accord avec le ministre (l'honorable M. Barrette) que les communistes devraient être mis hors d'état de nuire, mais le ministre ne craint-il pas de faire de Mlle Parent une martyre?

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** admet qu'il y a là un danger et que beaucoup d'efforts ont été faits en ce sens. Et Mlle Parent a toujours eu tendance à jouer le rôle de martyre, celle qui souffre pour la cause des chers travailleurs. Il (l'honorable M. Barrette) se rend compte du danger et le premier ministre aussi.

**M. Chaloult (Québec):** Madeleine Parent, Rowley et les autres sont des communistes ou sont communistes, mais il ne serait pas bon d'en faire des victimes, quand on sait qu'il y a des griefs sérieux chez les ouvriers.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** C'est ce que je me suis dit souvent, mais je n'agis qu'à la dernière minute, quand il n'y a pas d'autres moyens, et je demande toujours conseil au premier ministre; et, dans les cas extrêmes, il m'a fallu lui demander d'intervenir. Il (l'honorable M. Barrette) est souvent allé voir le premier ministre pour lui demander, à titre de procureur général, de procéder à des arrestations, afin de prévenir des conflits, et il (l'honorable M. Duplessis) a refusé parce qu'il ne voulait pas faire de martyrs.

Mais, depuis deux ans, la femme Bjornson et ses amis sont à l'origine de tous nos conflits, de toutes les grèves dans la province. Ces gens arrivent toujours au bon moment. Ils procèdent toujours de la même façon. Quand nous rencontrons Madeleine Parent et Rowley, il y a toujours des bagarres et des émeutes. Il y a tout au plus huit ou dix organisateurs communistes qui font du travail auprès des ouvriers

dans la province de Québec, mais ils ont beaucoup d'argent, ils se spécialisent dans l'organisation de grèves illégales et ils s'arrangent pour faire beaucoup de bruit.

Ils se servent de la radio et de la presse. J'ai vu des photos prises à Valleyfield sur lesquelles des enfants de 13 à 16 ans<sup>3</sup> ont le rictus de la haine. On m'assure, mais je n'en ai pas vu la preuve, qu'ils ont fait une distribution de liqueurs douces dans lesquelles ils avaient mis des stimulants pour inciter (les enfants) à lancer des pierres et des briques. Mgr Léger a été insulté sur la rue à Valleyfield. Quand l'ouvrier est en grève depuis quelques semaines et qu'il voit souffrir sa famille, il est facile ensuite d'exciter en lui des sentiments contre l'autorité.

**M. Chaloult (Québec):** Quand on voit Madeleine Parent entre deux policiers sur une photo des journaux, quelle est la réaction psychologique?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** La photo de Madeleine Parent dans les journaux peut avoir une réaction psychologique défavorable, très mauvaise chez le peuple. Tout cela fait partie du plan de campagne de ces gens dans l'espoir de s'attirer la sympathie du public. Je suis convaincu que ces gens-là ont des agents payés à la radio et dans les gros journaux. Sur des photos que l'on étale sur trois colonnes, on donne à Madeleine Parent l'air d'une bonne enfant, d'une martyre. Les journaux à grand tirage qui publient de telles photos rendent un mauvais service à la population.

**M. Chaloult (Québec)** parle des incidents de Grand'Mère.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** À cet endroit, la grève n'existe pas. Tout est rentré dans l'ordre à Grand'Mère. Il ne reste que deux cas de congédiement à étudier. Si les plaintes sont justifiées, on forcera la compagnie à réinstaller les deux ouvriers et à leur payer un salaire rétroactif.

**M. Chaloult (Québec)** dit qu'il a reçu un télégramme des syndicats catholiques, c'est-à-dire de gens qui ont donné l'exemple du respect de l'ordre, dans lequel 700 ouvriers dénoncent les méthodes de la police provinciale.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** dit qu'il a reçu, la veille, trois officiers supérieurs des syndicats et qu'il n'a été aucunement question de ces plaintes. Les causes initiales de conflits sont

généralement bien petites, et il arrive souvent que des initiatives sont prises par des petits groupes, qui disent parler au nom de centaines d'ouvriers.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** donne sa version du conflit de Lachute. Il soumet certains faits dont la véracité est contredite par le ministre. L'union de Lachute n'est pas composée de communistes, et le ministre (l'honorable M. Barrette) dit que l'agitation est d'origine communiste.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Je n'ai pas dit que les ouvriers de Lachute étaient communistes, mais que Madeleine Parent et Rowley étaient communistes.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Je suis heureux de cette déclaration. Les ouvriers ont changé d'union et obtenu une certification après une enquête sérieuse de la Commission. La compagnie a refusé de reconnaître la certification.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** J'ai une déclaration de M. Ayers à l'effet contraire.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Les ouvriers peuvent en donner des déclarations.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre à l'effet que la discussion est hors d'ordre, parce que non pertinente à l'item en discussion, et aussi parce que le sujet soumis se rapporte à des causes actuellement pendantes, et nous devons respecter le pouvoir judiciaire. Le conflit dont veut parler le député fait l'objet d'une cause soumise aux tribunaux. On a été très large jusque-là et on a permis à plusieurs députés de parler de conflits ayant actuellement leur répercussion devant les tribunaux.

Il est contraire aux règlements de soulever une telle question. Il est temps d'appliquer les règlements. Le meilleur moyen d'assurer le respect de l'autorité, c'est de donner l'exemple et de respecter l'autorité judiciaire. La discussion a été convenable jusqu'ici et ne doit pas dégénérer en discussion incongrue. Comme la discussion prend une tournure qui dégénère en discussion, je demande qu'on revienne à l'étude des crédits.

**M. Côté (Rouyn-Noranda):** Chaque fois que je me lève, on m'empêche de parler. Chaque fois que j'essaie de parler en Chambre, on dirait que je suis appelé à l'ordre; et pourtant, très souvent, je ne fais

que parler des mêmes sujets dont discutaient assez librement les autres députés seulement quelques minutes auparavant. J'ai droit de donner ma version de la grève de Lachute comme les autres.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le sujet a été discuté de fond en comble d'un commun accord, et il n'est pas nécessaire de l'approfondir.

**M. le président** maintient le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** en appelle à la Chambre de la décision du président du comité.

Le comité suspend ses travaux.

**Rapport du comité des subsides:**

**M. le président** fait à M. l'Orateur le rapport suivant:

M. l'Orateur, alors que le comité des subsides est à étudier l'item 1 des estimés budgétaires du ministère du Travail "Service civil intérieur", l'honorable député de Rouyn-Noranda (M. Côté) veut discuter des grèves récentes à Lachute.

L'honorable premier ministre soulève un point d'ordre, à l'effet que la discussion est hors d'ordre parce que non pertinente à l'item en discussion et aussi parce que le sujet soumis par l'honorable député se rapporte à des causes actuellement pendantes.

Je maintiens le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre, et l'honorable député de Rouyn-Noranda en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix, et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Blanchard, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 45.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lemieux, Lizotte, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Ross, Samson, Sylvestre, 24.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

**M. Lemieux (Beauharnois):** Je veux faire des remarques brèves en marge de la grève de Valleyfield.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le point d'ordre a été maintenu, mais s'il s'agit d'une simple rectification, le député peut parler.

**M. Lemieux (Beauharnois):** Ce n'est pas la population de Valleyfield qui a insulté Mgr Léger.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Je n'ai jamais dit que c'était la population, mais quelques agitateurs.

**M. Lemieux (Beauharnois):** Le ministre (l'honorable M. Barrette) a déclaré que l'on avait distribué à 300 ou 400 enfants des liqueurs douces dans lesquelles on aurait mis des liqueurs fortes. Je connais la réputation des gens de mon comté. Je ne veux pas laisser la Chambre sous une fausse impression à l'égard des enfants de mon comté. Le ministre n'a pas la preuve de ce qu'il avance.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Je n'ai pas la preuve, mais j'ai vu les photos. On m'a affirmé qu'on avait distribué aux enfants des liqueurs douces avec un stimulant. J'ai simplement répété ce que l'on m'avait dit sans y ajouter foi.

Et la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 13, qui se lit comme suit:

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil supérieur du Travail (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conventions collectives, arbitrages et enquêtes, traitements compris (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Depuis deux ans, il s'est signé dans l'industrie du textile 23 conventions collectives de travail. Dans les textiles, il y a 50,000 employés dans la province. Cette industrie prend de l'expansion chez nous. Elle est ici pour y rester. Dans les textiles à Montréal, les salaires ont été considérablement augmentés. Le nombre des filatures dans la province est de 45.

**M. Côté (Rouyn-Noranda)** intervient.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les plaintes prises contre Madeleine Parent et les autres ne seront sûrement pas retirées.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté

pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'apprentissage (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante et un mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Imprimeur du Roi (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Musées et Archives - Bibliothèque Saint-Sulpice et Commission des monuments historiques (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses

prévues à l'article: "École des Hautes Études Commerciales, traitement, gages compris (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement des beaux-arts et de la musique (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Roberge (Lotbinière)** demande à l'honorable secrétaire (l'honorable M. Côté) s'il est exact que le grand prix de Peinture de la province, institué par l'honorable Hector Perrier<sup>4</sup> en 1943, a été discontinué, mais qu'on donnera un prix d'art décoratif en même temps qu'un prix de peinture.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

Non. Le concours sera continué, mais il y aura en même temps un prix d'art décoratif et un prix de peinture.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement post-scolaire (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École supérieure de commerce (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École Polytechnique, Montréal (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

31. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses

prévues à l'article: "Octroi annuel - Université McGill, Montréal (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

32. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide *re*: entretien d'un institut de neurologie - Université McGill, Montréal (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

33. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocation spéciale à l'enseignement protestant - Université McGill, Montréal (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

34. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octroi annuel - Université Laval, Québec (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

35. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octroi annuel - Université de Montréal (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

36. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octroi annuel - Bishop's College, Lennoxville (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

37. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocation spéciale à l'enseignement protestant (secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

38. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions

(secrétariat de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

39. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

40. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quatre-vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

41. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

42. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

43. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quarante mille trois cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** J'ai appris, dit-il, que, dans mon comté, des commissions scolaires ont été obligées de donner des contrats aux entrepreneurs désignés par l'organisateur de l'Union nationale.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Jamais le département de l'Instruction publique n'est intervenu dans l'octroi d'un contrat pour la construction d'une école, sauf en territoire non organisé. Les octrois aux commissions scolaires sont accordés suivant les besoins et sur recommandation de la Commission des affaires municipales. Les commissions scolaires accordent les contrats qu'elles veulent et à qui elles veulent.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** remercie le ministre (l'honorable M. Côté) de sa mise au point.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** demande au ministre d'être encore plus généreux pour les écoles de l'Abitibi qu'ailleurs, parce que les besoins sont plus considérables.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

44. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions à certaines institutions, particuliers (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

45. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent trente-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles normales (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

46. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de l'Instruction publique (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

47. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Journaux d'éducation (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

48. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

49. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses imprévues (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

50. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

51. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

52. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

53. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de voyage (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

54. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau d'enregistrement (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

55. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million deux cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale, traitements (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

56. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale, traitements (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

57. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Poursuites au criminel

(procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

58. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration des palais de justice et prisons (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** demande au premier ministre de voir à améliorer le sort des employés de la prison de Bordeaux qui sont mal rémunérés pour les services qu'ils rendent et qui devraient recevoir du gouvernement un meilleur traitement. La nourriture des prisonniers n'est pas bonne.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** promet de s'occuper de ce problème.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** attire l'attention du premier ministre sur le sort des fonctionnaires provinciaux à Montréal, plus particulièrement les employés du greffe de la Cour d'appel, du bureau du protonotaire de la Cour supérieure, du greffe de la Cour de magistrat et des greffes de la couronne et de la paix. Ces fonctionnaires, dit-il, sont mal rémunérés pour leurs précieux services, et une augmentation de traitement s'impose immédiatement dans leur cas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** reconnaît la justesse des réclamations du député de Montréal-Verdun et promet qu'il donnera des instructions pour s'occuper d'eux au plus tôt.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
59. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage - juges des Sessions de la paix (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

60. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Coroners (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.



61. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je peux dire à la Chambre que nous n'avons jamais été aussi bien organisés qu'à l'heure actuelle pour combattre le communisme. Mais nous acceptons les conseils de gens au courant de la situation qui nous disent qu'il y a certaines époques, mieux que d'autres, où il est mieux d'agir.

Il (l'honorable M. Duplessis) donne des détails additionnels sur la découverte de documents relatifs à un complot communiste, découverte effectuée à Montréal récemment. Les activités communistes sont surveillées très attentivement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** D'habitude, l'étude de ces subsides donne lieu à une grosse bataille. Mais, vu que nous célébrons tous deux (lui et le premier ministre) le vingtième anniversaire de notre entrée dans la vie politique et à l'Assemblée législative, nous allons faire exception à la règle générale.

L'opposition libérale a décidé de laisser voter les crédits du procureur général sans débat. Nous nous reprendrons à la prochaine session. D'ici là, je demande au premier ministre et procureur général de réduire autant que possible le nombre des permis de vente des liqueurs alcooliques et de faire observer avec rigueur la loi des liqueurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je suis, moi aussi, en faveur d'une réduction du nombre des licences. Nous avons donné instruction de ne pas en accorder de nouvelles et de ne pas remplacer celles qui sont annulées. Dans ce domaine tout particulièrement, il est difficile d'obtenir la perfection.

Souvent, quand des plaintes sont portées pour infractions à la loi des liqueurs, il y a des gens qui interviennent de la meilleure foi du monde pour empêcher qu'on y donne suite, ce qui met les autorités dans une curieuse situation. Mais nous allons faire notre possible pour commettre le moins d'erreurs possible.

La police municipale de Montréal, la police provinciale et la police fédérale ont contribué toutes les trois à la découverte du complot communiste. On a trouvé des plans et la clef de ces plans.

Des ordres furent ensuite donnés aux avocats du département, à Montréal, d'avoir à se rendre compte de l'agencement de la preuve. Quand j'aurai la conviction que la preuve peut être faite, je donnerai des ordres de procéder contre ces fauteurs de désordre.

**M. Godbout (L'Islet) et M. Roberge (Lotbinière)** demandent au premier ministre des octrois pour certaines salles paroissiales de leurs comtés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

promet de donner son attention aux demandes d'octrois pour des salles paroissiales. Je suis convaincu que les salles paroissiales font énormément de bien, surtout dans les paroisses rurales. Il convient d'en favoriser l'épanouissement.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

**Troisième séance du 9 mai 1947**

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Subsides:****Budget des dépenses  
1947-1948**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** déplore le manque d'ingénieurs pour faire les travaux qui s'imposent dans toute la province. De 1939 à 1944, 40 ingénieurs ont quitté l'emploi de la province parce qu'ils étaient mal payés. Ils recevaient alors \$1,800 par année, mais depuis, ce salaire a été porté à \$3,000.

**M. Samson (Québec-Centre):** Quand on veut garder ses employés, il faut bien les payer.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le salaire des cantonniers a été augmenté. L'an dernier, le ministère de la Voirie a réparé 4,342 milles de chemins, mais on manque de machineries, et sur une commande de \$500,000, le ministère n'a reçu que pour \$200,000 d'outillage.

**M. Dumoulin (Montmorency)** demande au ministre de la Voirie s'il a l'intention de terminer le pavage du chemin de Sainte-Anne-de-Beaupré.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le département devrait dépenser \$38,000,000, cette année, pour faire les travaux indispensables. Des grandes routes de la province, pas une seule n'est en bon état ni terminée.

**M. Dumoulin (Montmorency)** s'informe du sort réservé à la route des Prêtres, sur l'île d'Orléans.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Des gens sérieux ont exprimé des doutes sur l'utilité de ce chemin. Les uns disent qu'il offre de réels avantages, mais les autres prétendent qu'il détruirait le cachet de l'île d'Orléans. Mes amis d'en face n'ont jamais eu l'intention de le faire.

**M. Lizotte (Kamouraska)** demande au ministre de la Voirie s'il a l'intention de paver la route numéro 2, la route Sainte-Anne-Saint-André, qui passe le long du fleuve dans son comté. Cette route, dit-il, a été élargie par les libéraux et la population demande qu'elle soit maintenant terminée.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** On aurait dû la paver tout de suite. Les libéraux ont eu le tort de ne pas terminer les travaux eux-mêmes. Aujourd'hui, le gravier est en grande partie disparu et il va falloir graver de nouveau avant de poser le pavage. Il s'agit d'un projet dont le coût total sera de \$400,000.

**M. Samson (Québec-Ouest)** demande au ministre si Ottawa accepte de construire une deuxième travée au pont de Québec, s'il consentirait à améliorer les voies d'accès au pont et s'il (l'honorable M. Talbot) a l'intention de terminer le boulevard Sir-Wilfrid-Laurier à travers la ville de Sillery, jusqu'au pont de Québec. Le boulevard a été entrepris par un grand ministre qui a fait son possible. Il n'est pas terminé et tout le trafic doit passer par une route tortueuse de 22 pieds. Je voudrais que le ministre me fasse une promesse. Mais, pas une promesse d'élection, une vraie promesse de vrai ministre.

(Rires)

Comme vous avez de gros surplus, faites donc plaisir à un député qui ne vous importune pas souvent en Chambre. Si nous réussissons, avec les libéraux fédéraux, à nous entendre au sujet d'une double voie sur le pont de Québec, me promettez-vous que vous allez terminer le boulevard? Je demande au premier ministre de me servir de parrain. Ces travaux sont nécessaires parce que le chemin actuel conduisant au pont n'a que 22 pieds de largeur.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Si les travaux du boulevard n'ont pas été faits à date, c'est que le gouvernement attend la construction d'une seconde voie carrossable sur le pont de Québec et la permission d'Ottawa. Si on l'obtient, les travaux seront entrepris tout de suite.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** pose une question.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** L'Union nationale a aussi l'intention de terminer le projet original d'un boulevard à quatre voies à partir de l'ouest de Montréal à Sainte-Anne de Bellevue, qu'elle a commencé. Les travaux débuteraient cette année. Les plans du premier gouvernement de l'Union nationale étaient de construire quatre voies, mais le gouvernement libéral, qui a gouverné entre les deux régimes de l'Union nationale, a réduit ce projet à un boulevard à deux voies. L'intention du gouvernement est de réaliser le plan initial.

Il déclare à la Chambre qu'il a rencontré une délégation dirigée par le Dr J.-F.-A. Gatién, député de Maisonneuve dans Montréal, concernant la reconstruction par le gouvernement du boulevard Pie-IX à partir de la ville de Montréal jusqu'à la Rivière des Prairies, en passant par les municipalités de Côte Saint-Michel et de Montréal-Nord.

C'est un travail qui relève habituellement du domaine municipal mais, à cause de difficultés financières, le gouvernement s'en chargera, et mon département, dit-il, fera cette année le drainage du boulevard Pie-IX, et la route sera pavée l'année prochaine.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** demande si le gouvernement a l'intention de terminer la route qui conduit à Tadoussac.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Non.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** pose des questions au sujet de la nouvelle route de Chicoutimi.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** fait l'historique de la voirie de la région. La route actuellement en construction est demandée depuis 1865. Il (l'honorable M. Talbot) parle des trois routes actuelles qui ne répondent pas aux besoins de l'heure présente. On a déjà dépensé des millions pour la route du parc, qui est restée une route de lièvres. Cette route n'était utile que pour le Lac-Saint-Jean. La nouvelle route suivra le même parcours, de Stoneham au grand lac Jacques-Cartier, puis il y aura un embranchement pour Chicoutimi.

Une des raisons pour lesquelles la région de Chicoutimi-Lac-Saint-Jean, une des plus belles de la province pour ses paysages, n'accueille pas de trafic touristique, c'est qu'il n'y a jamais eu de moyens de communication adéquats. La nouvelle autoroute

réglera cette situation et apportera aussi beaucoup à la ville de Québec et la région avoisinante.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Le bon sens exige une route par Hébertville, qui aurait ainsi profité aux trois comtés, c'est-à-dire, Chicoutimi, Lac-Saint-Jean et Roberval. La nouvelle dessert surtout le comté du ministre, tandis que la route d'Hébertville dessert les trois comtés. Il a transformé ce chemin pour des fins politiques et pour faire plaisir à la seule ville de Chicoutimi.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il y aura un autre embranchement en direction du Lac-Saint-Jean.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean) et M. Bienvenue (Bellechasse)** posent des questions.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** La longueur totale de la nouvelle route sera de 102 milles de Stoneham à Laterrière, et le coût moyen sera de \$106,000 à \$115,000 du mille. La bifurcation à partir du grand lac Jacques-Cartier aura 53 milles. La route aura 46 pieds de largeur et 100 pieds de déblaiement. Elle sera du type de la route Saint-Jovite-Mont-Laurier. Le coût total sera d'environ \$6,000,000<sup>5</sup>. À l'heure actuelle, les travaux ont déjà coûté environ \$4,000,000. On a terminé 25 milles au nord du lac Jacques-Cartier et environ 25 milles au sud.

Deux contrats sans soumissions publiques ont été accordés pour la construction de la route de Chicoutimi à deux compagnies de Toronto, l'un à la Cartier Construction, dont le président est M. McNamara, pour \$2,405,000, et l'autre à la Champlain Construction, dont le président est M. Franceschini, de Montréal, pour \$3,900,000<sup>6</sup>. On s'attend à ce que la route soit terminée en novembre de cette année. Aucune autoroute importante de la province n'est terminée, bien qu'elles soient toutes carrossables.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ces contrats ont été accordés sans demandes de soumissions publiques. Il (M. Bienvenue) pose des questions au sujet de M. Franceschini.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces deux entrepreneurs ont exécuté des travaux de voirie dans tout le Canada et ils ont obtenu des contrats de tous les gouvernements, notamment du fédéral. Dans tous les cas, on n'a pas demandé de

soumissions. Il (l'honorable M. Duplessis) énumère toute une liste de contrats accordés dans diverses provinces, par divers gouvernements, et même du gouvernement fédéral, à M. Franceschini.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Pendant la guerre, le fédéral a accordé à M. Franceschini pour \$10,725,000 de contrats<sup>7</sup>. Dans notre province, des intérêts privés, diverses compagnies lui ont donné des contrats pour \$14,000,000 de 1930 à 1946. Les contrats du fédéral furent donnés à commission, pendant la guerre.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** nomme plusieurs compagnies de la province de Québec qui auraient été heureuses d'accepter des contrats sur la route de Chicoutimi.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** demande au ministre de la Voirie si l'embranchement du lac Jacques-Cartier à Hébertville, sur la route de Stoneham à Hébertville, sera terminé?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** répond dans la négative. La route jusqu'à La Tuque sera terminée, mais le gouvernement ne finira pas, non plus, pour le moment, la route de Roberval à La Tuque. Ce n'est pas une affaire urgente.

**M. Roberge (Lotbinière):** Le ministre a-t-il l'intention de terminer le tronçon de la voie Sir-Wilfrid-Laurier du pont de Québec à Drummondville?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** dit qu'il n'a nullement l'intention d'exécuter les travaux sur cette route. Un contrat a été accordé et le travail a débuté l'année dernière sur un tronçon de 11 milles à l'est de Drummondville, mais il ne peut pas dire que le projet initial de quatre voies sera réalisé. Je ne fais qu'une deuxième traversée de Drummondville à Saint-Hyacinthe. J'ai déjà dit que cette route était inutile et nuisible.

Inutile principalement, parce qu'elle mène aux États-Unis, alors que nous avons déjà 14 chemins qui nous y conduisent. Nuisible, parce que nous comptons beaucoup sur le tourisme et que les touristes prendront cette route qui traverse des savanes et ne donnera aucune idée de la province de Québec. Au point de vue touristique, c'est un désastre.

**M. Roberge (Lotbinière):** Le ministre ne semble pas réaliser l'importance économique de l'ouverture de la section Drummondville-Québec, ce

chemin qui dessert quatre ou cinq comtés. Ce serait la route du gros trafic. Elle permettrait de relier 12 mois par année les Cantons-de-l'Est avec Québec.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Serais-je justifiable de dépenser \$18,000,000 à \$20,000,000 pour le boulevard Sir-Wilfrid-Laurier? Mon honorable ami préférerait sans doute que je dépense cet argent dans son comté ou sur la route du long du fleuve.

**M. Roberge (Lotbinière):** Il ne s'agit pas de \$18,000,000 à \$20,000,000. Le ministre pourrait dépenser \$500,000 ou même \$1,000,000, et la route serait très convenable.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Les contrats ont été accordés à MM. McNamara et Franceschini<sup>8</sup> sans soumissions publiques. Quand un contrat est accordé sans soumissions, des devis sont préparés et soumis à quatre ingénieurs au moins: l'ingénieur de division, l'ingénieur de district, l'ingénieur en chef - je n'ai pas le quatrième - avant d'être ratifiés par le sous-ministre d'abord, puis par le ministre. Jamais il ne s'est pris autant de précautions, au ministère de la Voirie, avant l'octroi des contrats. Jamais les intérêts de la province n'ont été mieux protégés.

La route de Chicoutimi est absolument essentielle, non seulement pour la région industrielle du Saguenay, mais aussi pour Québec dont elle sera l'un des grands actifs.

**M. Godbout (L'Islet)** exprime la même opinion que le représentant du Lac-Saint-Jean (M. Fillion). Le raccourci, dit-il, de Laterrière à Chicoutimi, ne comporte pas pour Chicoutimi des avantages suffisants pour refuser aux autres comtés, le Lac-Saint-Jean et Roberval, les bénéfices d'une route convenable. On aurait dû faire d'abord la route de Québec à Laterrière, puis construire un embranchement à l'avantage du Lac-Saint-Jean et de Roberval. Je trouve étrange que l'on construise une troisième route pour aller à Chicoutimi et qu'on laisse les deux autres en plan.

Les contrats de voirie comportent en outre des frais particuliers. On a passé des conventions en dehors de ces contrats, qui donnent aux entrepreneurs des avantages marqués qui leur permettent des bénéfices hors de proportion. Ainsi, les chemins de pénétration sont à la charge du gouvernement, de même que la construction des camps de voirie, dont quelques-uns, me dit-on, ont

coûté \$50,000. En plus, le gouvernement loue aux contracteurs la machinerie nécessaire et s'engage à la remettre lui-même en bon état. Ce travail se fait l'hiver aux frais du ministère de la Voirie. Le ministre a nié que le gouvernement ait transporté de Montréal le matériel de ces compagnies et, cependant, c'est ce qui a été fait et on paye en plus l'assurance sur ces machineries.

En général, les soumissions publiques permettent au gouvernement d'obtenir des prix beaucoup plus avantageux. Il (M. Godbout) ne prise donc aucunement la théorie émise précédemment par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot).

Il a dit que, d'après le calcul des ingénieurs, la nouvelle route de Chicoutimi coûtera à peu près \$6,000,000. Or, un peu plus tard, il admettait que le coût de construction par mille sera de \$110,000 à \$115,000. Je crois qu'une fois terminé, ce chemin coûtera au moins \$150,000 du mille, et cela est loin du chiffre mentionné par le ministre.

Il (M. Godbout) plaide en faveur de la route Sir-Wilfrid-Laurier et demande au gouvernement de finir au moins une bande de 11 pieds pour permettre la circulation d'un bout à l'autre de cette voie, qui est de nature à développer considérablement les activités commerciales de la province.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** parle dans le même sens. Le ministre, dit-il, va donner l'impression qu'il veut tout garder pour Chicoutimi.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Contrairement à l'ancien ministre, M. T.-D. Bouchard, qui gardait tout pour la voie Sir-Wilfrid-Laurier et ne voulait même pas endurer que les députés de son parti lui exposassent leurs besoins, le gouvernement actuel fait des travaux partout, à tel point qu'il y avait, l'été dernier, 1,700 chantiers de voirie dans la province. La nouvelle route de Chicoutimi est absolument essentielle pour donner un débouché convenable à l'une des régions industrielles les plus riches de la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** promet au représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) de faire des travaux sur la route de Rivière-du-Loup à Edmunston.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Cette route qui conduit aux États-Unis est en mauvais état. Il (M. Casgrain) attaque le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) parce qu'il dépense tout l'argent de la voirie sur la route de Chicoutimi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** expose les besoins de la région de Chicoutimi qui n'est pas convenablement servie par le chemin de fer. Il fait un bel éloge du ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot).

C'est un privilège pour la province de Québec d'avoir comme ministre de la Voirie un homme de la compétence et de l'intégrité du représentant de Chicoutimi. Je veux le remercier publiquement du dévouement qu'il apporte à cette tâche si importante.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les ministres précédents étaient aussi honnêtes que le représentant de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot).

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**L'opposition** mentionne les achats de clavigraphes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait l'éloge de l'honorable Gérald Martineau, conseiller législatif, fondateur et ancien président de la firme qui porte son nom et qui est maintenant dirigée par son fils. L'honorable Gérald Martineau est connu de tout le monde comme un gentilhomme et un grand animateur dans le domaine des sports. La maison d'affaires qu'il a fondée est un excellent actif pour la ville de Québec. Quant à son fils, il marche sur les traces de son père.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix millions cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins, y compris les chemins d'hiver, traitement et gages compris (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il faudrait au moins \$20,000,000 pour placer du gravier où il en manque. Les ingénieurs, dit-il, m'ont soumis des plans pour \$38,000,000.

Il ne pourra évidemment tout faire cette année. On fera cette année le drainage du Boulevard Pie-IX et, l'an prochain, il (l'honorable M. Talbot) pourra procéder au pavage.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Colonisation)",

du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reconnaissance, classification des terres de colonisation et études économiques, traitements, gages compris (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions trois cent vingt-sept mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'établissement et au maintien des colons, gages compris (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Établissement des colons - Entente fédérale-provinciale (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent trente-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent cinquante mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Acquisition de certaines terres pour fins de colonisation (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Compagnie de navigation Charlevoix-

Saguenay (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Consolidation, y compris diverses subventions à cette fin (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée.

---

#### NOTES

1. Selon *Le Canada* du 10 mai 1947, à la page 2, "elle est toujours invisible".

2. Selon *Le Canada* du 10 mai 1947, à la page 12, il s'agit de 95 %.

3. Dans *The Gazette* du 10 mai 1947, à la page 13, on dit qu'il s'agissait de garçons de 14 à 16 ans.

4. M. Hector Perrier (1895-1978) fut député libéral à l'Assemblée législative pour le comté de Terrebonne et secrétaire de la province (1940 à 1944) dans le cabinet Godbout. Il est notamment fondateur du

Conservatoire de musique et d'art dramatique de la province de Québec en 1943.

5. Il s'agit de \$8,000,000, selon *Le Soleil* du 10 mai 1947, à la page 23.

6. Selon *Le Soleil* du 10 mai 1947, à la page 23, le président de la première corporation est M. Jim Franceschini, et le second M. G. McNamara, tous deux de Toronto.

7. *L'Événement-Journal* du 10 mai 1947, à la page 13, attribue cette phrase à M. Duplessis.

8. Bien que *L'Événement-Journal* du 10 mai 1947, à la page 13, rapporte "Tedeschini", il s'agit sans doute de M. Franceschini.





Séance du samedi 10 mai 1947

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Subsides:**

**Budget des dépenses  
1947-1948**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Chaloult (Québec):** J'attire l'attention du gouvernement, dit-il, sur la nécessité de faire de bons chemins dans les régions de colonisation. Les griefs des colons semblent se résumer à un problème de chemin de fer. Ce dont les colons se plaignent le plus, c'est le manque de routes pour les communications entre les paroisses nouvelles. Je visiterai cet été des cantons de colonisation pour me renseigner sur cette question des chemins.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Pendant 50 ans, on a parlé de l'œuvre merveilleuse de Mercier et on en parle encore. Les plans que nous avons préparés sont considérables et l'œuvre du premier ministre actuel, dans le même domaine, éclipse tout ce qui s'est fait jusqu'à date.

Il (l'honorable M. Bégin) parle des travaux entrepris sous l'Union nationale pour développer le

bassin du lac Matagami, qui n'a pas encore été atteint. Nous avons envoyé des équipes de reconnaissance, nous avons fait les travaux préliminaires et nous sommes en mesure de dire qu'il n'y a pas de région plus merveilleuse, plus favorable à la colonisation dans la province de Québec. Elle deviendra la plus belle partie agricole de notre province. Elle est riche en terre arable, en bois et, malgré sa situation géographique, son climat est plus clément que celui du sud de l'Abitibi.

Avec l'appui du premier ministre, dit-il, mon ministère poursuit une œuvre gigantesque dans la région du lac Matagami et, dès cette année, un chemin de fer de 50 milles de longueur sera construit de Senneterre à Kiask. Tous les travaux de reconnaissance sont déjà faits et tout va rondement. Les chemins seront construits cette année pour faire la liaison avec la ligne de chemin de fer qui sera construite.

On procédera également à un inventaire complet dans la région. Dans vingt-cinq<sup>1</sup> ans d'ici, la région du lac Matagami, au nord de l'Abitibi et de la rivière Harricana, aura une population considérable de 100,000, 125,000, à 150,000 âmes. Je n'ai pas de doute que cette région deviendra, quand nous l'aurons ouverte, le paradis terrestre pour les colons de la province de Québec.

En réponse à ceux qui accusent le gouvernement de n'avoir rien fait, il (l'honorable M. Bégin) passe en revue les œuvres de l'Union nationale dans le domaine de la colonisation. L'an dernier, entre autres choses, mon ministère a construit 140 milles de chemins, soit trois fois plus que par le passé, et nous avons préparé 20 cantons. Nous avons construit des chemins de pénétration dans les endroits prêts à recevoir des colons sérieux. Nous ne sommes pas prêts à accepter n'importe qui comme colons, à prendre des ratés de la vie pour les installer dans une région comme celle que nous voulons ouvrir. La colonisation est une œuvre trop sérieuse pour la compromettre en acceptant des gens qui ne sont pas aptes à rester sur la terre.

Nous allons prendre, plutôt, des gens qui viennent de la terre et qui aiment la terre. Le gouvernement n'a pas l'intention d'aller chercher n'importe quel type de colon; il est illusoire de s'attendre à ce que n'importe qui, spécialement parmi les gens de la ville, puisse coloniser. Toutes les précautions sont prises pour que les établissements soient permanents. J'aime mieux, quant à moi, établir 3,000 colons qui resteront sur la

terre que d'en envoyer 6,000 et d'être obligé d'en ramener 4,000 ensuite, comme cela s'est produit l'an passé.

Il assure le représentant de Québec (M. Chaloult) que le gouvernement est totalement conscient que l'avenir de la province repose sur l'agriculture et sa petite sœur, la colonisation. Mon ministère, dit-il, va faire cette année 300 milles de chemins de colonisation. L'œuvre de colonisation du lac Matagami sera la plus belle qui n'ait jamais été entreprise dans la province.

**M. Godbout (L'Islet)** relève les paroles du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) et dit qu'il répète le même discours depuis deux ans. Le discours du ministre est propre à donner espoir, mais ce qui compte, ce sont les réalisations. Depuis deux ans, il n'y a pas eu de mouvement sérieux de colonisation. Quand le ministre prétend qu'il y a eu des développements merveilleux, il fait rire les gens.

Il (M. Godbout) ne le croit pas et n'admet pas qu'on n'ait pu trouver plus de colons sérieux. Ce ne sont pourtant pas les colons qui auraient manqué. Si le département s'était plus intéressé à son œuvre, il aurait pu trouver plus de colons.

Le ministre a parlé de la région de Matagami. Il y a longtemps que ce pays est connu. Il a été question, dit-il, sous mon administration en 1943<sup>2</sup>, du projet de chemin de fer dont le ministre (l'honorable M. Bégin) a semblé vouloir attribuer la responsabilité au premier ministre. Ce n'est pas le premier ministre actuel qui aura conduit là un nouveau chemin de fer. Dès 1942, je faisais des démarches à ce sujet avec le vice-président du Canadien National, l'honorable Hector Authier et d'autres personnages.

En 1943, j'ai étudié, dit-il, avec des représentants du C.N.R. et M. Hector Authier, les plans de tracé d'un futur chemin de fer en Abitibi, parce que je me rendais compte de l'importance de ce chemin de fer pour le développement économique futur de la région. La construction du chemin de fer a été décidée en 1943.

Le ministre nous fait entrevoir un espoir et nous voulons nous accrocher à cet espoir. Il (M. Godbout) espère que l'œuvre merveilleuse que le ministre projette se réalisera, car la colonisation, c'est l'œuvre primordiale en ce moment.

Il faut nourrir notre population d'abord et augmenter ensuite l'exportation de nos produits agricoles. Il insiste sur la nécessité de développer la colonisation, en même temps que nous développons l'industrie et que la population de la province augmente.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Comment le chef de l'opposition peut-il affirmer qu'il ne s'est rien fait puisque le budget de la colonisation a été considérablement doublé?

**M. Chaloult (Québec)** se réjouit des projets du ministre pour le développement de la région du lac Matagami. Il faut faire de la colonisation intensément, parce que là réside l'avenir de notre peuple. J'espère que le ministre pourra montrer une œuvre sérieuse. Il faut s'attacher à la terre et utiliser toutes les mottes de terre qui nous appartiennent. Ottawa veut présentement lancer un mouvement d'immigration et on sait pourquoi. Il faut contrebalancer la campagne d'immigration lancée par le fédéral et, plus que jamais, nous attacher au sol.

Il (M. Chaloult) souhaite que, l'an prochain, le ministre informe la Chambre qu'il a établi des centaines, des milliers de colons. La consolidation c'est bien beau, mais ce n'est pas suffisant, il importe de s'emparer de la terre. Il réclame une propagande bien organisée et une publicité intense. J'espère que le ministre va utiliser une partie des millions qui ont été votés pour la colonisation. L'an prochain, je reviendrai avec une documentation plus abondante. Je veux m'attacher à ce problème qui est plus que jamais vital.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un agréable devoir pour moi, dit-il, de signaler à la Chambre les félicitations et les remerciements que j'ai reçus de diverses organisations de colons, de missionnaires-colonisateurs et des colons eux-mêmes, pour avoir choisi comme ministre de la Colonisation le représentant de Dorchester (l'honorable M. Bégin) et pour le travail que celui-ci accomplit au nom du gouvernement. Il (l'honorable M. Duplessis) loue la compétence, le dévouement, le talent et l'activité de l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin). Ce qui m'a frappé dans les lettres que j'ai reçues, ce sont les allusions multiples que l'on fait au fait que le ministre de la Colonisation est le fils d'un véritable colon, de l'un des pionniers de l'Abitibi et qu'il habite lui-même une paroisse rurale. Il fait un travail d'endurance.

Ce qui a manqué à la province, dans le domaine de la colonisation, c'est un plan d'ensemble pour la colonisation. Le régime libéral, pendant un règne de 45 ans sur 50, n'a pas su accomplir ce qui s'imposait: la séparation du domaine de la colonisation et de celui du marchand de bois. En arrivant au pouvoir, à la suggestion du ministre de la Colonisation, le gouvernement de l'Union nationale

a eu le courage de prendre une initiative féconde, en séparant le domaine de la colonisation du domaine des marchands de bois.

Autrefois, le colon devait endurer sur son lot, pendant 16 mois, le marchand de bois, son ennemi mortel. Aidé des conseils du député de Dorchester (l'honorable M. Bégin), nous n'avons pas tardé à mettre fin à cet abus. Et le colon est devenu libre, sur une terre libre. Nous avons multiplié les réalisations dans le domaine de la colonisation. De 1936 à 1939, nous avons fait 10 fois plus de chemins que les autres pendant toute période équivalente.

Je ne veux pas laisser passer cette occasion sans dire aux colons de la rue Bleury<sup>3</sup> à Montréal, qu'ils devraient comprendre la situation, et qu'il leur serait de loin préférable de collaborer avec le gouvernement, au lieu de s'en tenir à leurs projets chimériques, et avant de faire des déclarations étayées sur rien, qui dénotent un manque de volonté de coopérer. La référence aux colons de la rue Bleury s'adresse aux Jésuites de Montréal, ou plutôt à deux d'entre eux qui ont vivement critiqué les travaux de colonisation du gouvernement, et ne s'applique pas à la congrégation jésuite en entier. Il est temps que la vérité soit dite. La colonisation est une œuvre essentielle, indispensable, et nous avons prouvé que nous en réalisons l'importance vitale, et c'est pour cela que nous avons mis à la tête du département un homme qui connaît les colons et les besoins.

**M. Godbout (L'Islet) :** À entendre le premier ministre, on dirait que c'est lui qui a tout fait et que l'œuvre des libéraux n'existe pas. Il (l'honorable M. Duplessis) fait bon marché de l'œuvre libérale dans le domaine de la colonisation. Ce furent des libéraux qui ont ouvert à la colonisation les plus grandes régions de la province. En 30 ans, nous avons peuplé en Abitibi une province nouvelle. Personne n'avait pénétré dans cette région avant qu'un gouvernement libéral inaugure le grand mouvement de colonisation de l'Abitibi.

Pendant la même période, la région du Lac-Saint-Jean et du Saguenay et le haut des comtés de Québec ont été développés, et la colonisation a fleuri dans la vallée du Saint-Laurent où des paroisses nouvelles ont surgi jusqu'à la péninsule de Gaspé. Je tenais à le rappeler pour que le premier ministre ne se gonfle pas d'orgueil injustifié. D'autre part, l'œuvre de l'Union nationale dans ce domaine est bien infime.

En ce qui concerne la participation des révérends pères Jésuites à la colonisation, si le premier ministre saisit l'importance de la colonisation,

il devrait reconnaître que les ministres de la Colonisation, sous tous les gouvernements, ont trouvé chez les pères Jésuites d'excellents collaborateurs et ont profité de leur œuvre. Il (M. Godbout) ne prétend pas que les Jésuites sont des experts de la question, mais ils ont beaucoup travaillé dans ce sens et la colonisation leur tient à cœur. Leur critique est sans doute attribuable au zèle dont ils font preuve. Ils ont travaillé avec ardeur au mouvement colonisateur.

Il ne faut pas traiter à la légère ceux qui éveillent l'attention et donnent des directives. Celui qui méprise ou néglige l'œuvre des pères Jésuites, qui n'ont manqué aucune occasion d'encourager les colons, de les soutenir dans l'accomplissement d'un travail aussi dur, est profondément injuste et n'est pas au courant de la situation. Je sais que, parfois, on est porté à l'impatience en entendant des critiques. La critique n'est pas toujours féconde, mais elle est utile.

**M. Chaloult (Québec)** souscrit à l'éloge du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) par le premier ministre. Il (M. Chaloult) vante son talent, son dévouement, son élan et déclare qu'il a une occasion de faire de la colonisation l'œuvre de sa vie. Il admet que le ministre de la Colonisation démontre un bel esprit d'initiative, quoique, selon lui, son travail n'est pas compatible avec sa tâche d'organisateur de l'Union nationale. Étant donné qu'il y a trois ou quatre élections partielles par année, le ministre perd un temps précieux qu'il pourrait investir dans la colonisation.

La question de la colonisation est l'œuvre vitale par excellence, particulièrement à l'heure où le gouvernement fédéral s'apprête à faire entrer des immigrants au Canada. Le gouvernement ne doit consentir à aucun sacrifice dans la promotion de la colonisation. S'il (l'honorable M. Bégin) est convaincu de cela, il a toutes les qualités nécessaires pour mener la tâche à bonne fin. Il (M. Chaloult) ne dit pas que le gouvernement n'est pas complètement convaincu en ce qui regarde les besoins de la colonisation.

Quant aux pères Jésuites, on ne peut nier qu'ils mettent de l'ardeur et de la flamme dans leur propagande pour la colonisation, et c'est sans doute leur zèle qui les a amenés à émettre certaines critiques. Il (M. Chaloult) ne croit pas que la critique soit mauvaise, mais qu'elle serve plutôt à aiguillonner les efforts. Leur seul désir, c'est de développer la colonisation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) :** Ils y mettent aussi beaucoup de préjugés.

**M. Chaloult (Québec):** On peut discuter le point de vue de ceux que l'on appelle les colonisateurs de la rue Bleury. On ne peut douter de leur compétence. On ne peut tout de même douter de leur sincérité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais on peut douter de leur compétence.

**M. Chaloult (Québec):** Le seul but qu'ils poursuivent, c'est le bien de la province. Chose certaine, c'est que lorsqu'ils écrivent comme ils le font, ils n'ont aucun souci de nuire au gouvernement. À la longue, leur critique aura du bon. Ils ont généralement de la sympathie pour le gouvernement et entretiennent de nobles aspirations en ce qui a trait à la colonisation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas toute la communauté des pères Jésuites qui est concernée; il n'y a que deux personnes.

**M. Chaloult (Québec):** Ils attendaient beaucoup plus du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je connais le prétendu expert de la rue Bleury. C'est un de mes cousins. Sa mère a eu deux fils, un qui a du jugement, l'autre qui n'en a pas.

**M. Chaloult (Québec):** Ce que l'on veut, c'est que le gouvernement fasse de la colonisation sa politique provinciale. Il (M. Chaloult) demande au ministre (l'honorable M. Bégin) s'il n'a pas été entendu qu'il n'y aurait pas de prêtre dans le fonctionnarisme. En quoi consistent les fonctions de M. l'abbé Arthur Fortier, au ministère de la Colonisation?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** J'ai cru que nous devions avoir un directeur des services sociaux au ministère et que cette tâche devait être confiée à un prêtre. J'ai demandé à son éminence feu le cardinal Villeneuve de nous désigner un membre du clergé. Après avoir consulté les évêques, son éminence m'a désigné l'abbé Fortier, qui est le lien entre le ministère et les missionnaires colonisateurs. Je ne le connaissais pas avant sa venue au ministère, et je suis heureux de dire que nous sommes très satisfaits.

Il (l'honorable M. Bégin) a eu, dit-il, trois entrevues avec le cardinal, à ce sujet. M. l'abbé Fortier a accompli une œuvre gigantesque et admirable

au ministère de la Colonisation, il est indispensable. C'est l'homme le plus compétent du ministère.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) le connaît?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Oui, il a habité mon pays, Chicoutimi, pendant 20 ans. Il a aidé les colons, fondé des caisses populaires, est devenu aumônier de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.). L'abbé Fortier est un missionnaire. Il a toute mon admiration, mon respect et mon estime pour le travail qu'il a accompli au point de vue de la colonisation.

**M. Godbout (L'Islet):** Mes paroles ne sont pas une critique du travail de M. l'abbé Fortier, que je ne connais pas, du reste, mais je parle au nom des principes. Si l'abbé Fortier faisait, je le crois, l'œuvre que nous décrit le ministre de la Voirie, on aurait dû le garder dans cette région. C'est un mauvais principe que de mêler un prêtre à l'administration d'un département aussi compliqué que l'est le ministère de la Colonisation. C'est injuste pour le clergé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mon honorable ami peut-il reprocher à Honoré Mercier d'avoir choisi le curé Labelle pour sous-ministre de la Colonisation? Je n'ai aucune hésitation à dire que M. l'abbé Fortier accomplit une œuvre supérieure à celle du curé Labelle.

**M. Chaloult (Québec):** N'était-il pas convenu que ce poste ne serait plus occupé par un prêtre?

**M. Godbout (L'Islet):** Nous ne sommes plus à l'époque du curé Labelle; les conditions ont bien changé depuis. À cette époque, le prêtre était tout pour nos gens, leur soutien, leur avocat. Je crois qu'associer aujourd'hui un prêtre à l'administration d'un ministère, c'est fournir à des organisateurs politiques la tentation de s'abriter derrière la soutane du prêtre pour esquiver leurs responsabilités et attirer des critiques au clergé. C'est injuste pour le clergé.

Ce n'est pas la première fois que j'exprime cette opinion; je l'ai déjà dit au cardinal Villeneuve. Je crois que le clergé doit continuer à occuper la place d'honneur qu'il occupe en cette province. Le clergé peut donner des directives, de l'inspiration dans les domaines sociaux et économiques, mais il n'est pas juste de le mêler à une organisation

politique. La présence des prêtres dans l'administration est une mauvaise affaire. La première personne à qui j'ai dit cela, c'est au cardinal lui-même.

**M. Chaloult (Québec):** Je crois pour ma part que les curés-fonctionnaires, c'est dangereux, et cela me semble le désir des autorités religieuses que cela cesse. Ils ne sont pas à leur place. Le curé Labelle était un homme dynamique, un grand apôtre et aussi un grand politicien. Mercier et Chapleau s'en sont servis, mais on sait les ennuis qu'a eus à ce sujet l'Archevêque de Montréal.

Il (M. Chaloult) suggère que l'on sépare les fonctions de ministre de la Colonisation et d'organisateur du parti au pouvoir.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Jamais le ministre de la Colonisation ne se cachera derrière la soutane d'un prêtre et de l'abbé Fortier. J'ai l'intention, dit-il, de prendre toutes mes responsabilités.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Le ministre de la Colonisation s'est certainement caché derrière la soutane de l'abbé Fortier, il y a un mois, en publiant les annonces dans les journaux en faveur de l'Union nationale, qu'il avait fait préparer par l'abbé Fortier.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester)** bondit de son siège pour répondre aux accusations.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** lui signale de demeurer assis.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions deux cent soixante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles techniques ou professionnelles, traitements et gages compris (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Cours de correspondance des écoles spécialisées, traitements compris (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Chaloult (Québec)** réclame de nouveau des traductions françaises des manuels techniques, afin que nos jeunes ouvriers ne soient pas placés sur un pied d'infériorité.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Sept manuels français sont déjà complétés et il y en a plusieurs autres sur les principaux corps de métier. Ces manuels serviront de base pour les cours de correspondance qui commenceront à l'automne. Le printemps prochain, au moins 12 séries de manuels seront à la disposition des ouvriers de notre province qui veulent se perfectionner. Même à Paris et à Alger, on s'intéresse à ces réalisations et on veut avoir les manuels de la province de Québec.

**M. Chaloult (Québec)** remercie le ministre de ces intéressantes réalisations.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles de réforme et d'industrie (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Morin (Québec-Centre)** demande au ministre de créer à Québec une école de mécanique navale, comme il en existe déjà à Rimouski.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

On y songe sérieusement et on étudie présentement cette question. En attendant, nous avons déjà institué un cours de mécanique navale, et quand les élèves seront assez nombreux, nous pourrions établir une école distincte et donner des cours à Québec.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses pour cours additionnels (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** pose une question.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Les demandes, dit-il, faites à mon ministère au sujet des centres de loisirs sont très nombreuses. Mais il faut être extrêmement prudent dans ces questions. Mon département, dit-il, ne tient pas à s'occuper pour le moment des centres de loisirs. L'établissement des centres de loisirs tombe tout d'abord sous la responsabilité des parents et des organisations paroissiales. Il ne faut pas d'ingérence de l'État dans les organisations de jeunesse, le principe est trop dangereux.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le nouveau ministre a une tâche énorme à accomplir. J'espère qu'il prendra son rôle au sérieux et qu'il s'occupera notamment du problème très important de la délinquance juvénile. J'espère aussi qu'à la prochaine session, il pourra montrer à la Chambre quelque chose de concret.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-trois mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à

l'établissement des jeunes, traitements, gages compris (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pensions de vieillesse, traitements compris (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

**M. Roberge (Lotbinière)** suggère au ministre d'employer dans son département, au service des allocations aux mères nécessiteuses, des assistantes sociales qualifiées, ce qui permettrait d'appliquer la loi d'une façon plus humaine.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

La question est justement à l'étude. En attendant, on se propose d'utiliser les services des enquêtes sociales du service des pensions aux vieillards.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente et un mille huit cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles techniques ou professionnelles (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Adopté.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

**Voies et moyens:****Budget des dépenses 1947-1948**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1948, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme additionnelle ne dépassant par \$65,586,988.34. Adopté.

**Rapport du comité des voies et moyens:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution.

La résolution du comité des voies et moyens est lue et agréée.

**Projets de loi:****Loi des subsides No 3, 1947**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 36 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1948 et pour d'autres fins du service public. Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Adopté.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Il est ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 36 octroyant à Sa

Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1948 et pour d'autres fins du service public et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

**Messages du lieutenant-gouverneur:****Sanction royale**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

8 Loi relative à la Commission des écoles catholiques de Montréal;

9 Loi concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

10 Loi modifiant la loi électorale de Québec;

24 Loi relative à l'utilisation du bois coupé sur les terres de la couronne;

30 Loi concernant les relations provinciales-fédérales;

43 Loi pour collaborer au succès des caisses populaires;

44 Loi concernant les corporations et compagnies;

47 Loi concernant les fonctions de régisseurs de l'Office du crédit agricole du Québec;

48 Loi concernant le greffe des Cours de jeunes délinquants;

50 Loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Quebec Mines, Limited;

51 Loi modifiant la loi des compagnies de fidéicommis;

52 Loi modifiant la loi des assurances de Québec concernant le Bureau de l'inspecteur des sociétés de secours mutuels;

53 Loi modifiant la loi des produits laitiers;

- 54 Loi concernant les ventes à tempérament;  
 55 Loi concernant le Séminaire de Joliette;  
 56 Loi concernant l'orphelinat Notre-Dame-de-la-Merci d'Huberdeau;  
 57 Loi autorisant l'établissement d'une école provinciale de médecine vétérinaire;  
 58 Loi concernant l'Hôpital Saint-Michel Archange;  
 59 Loi modifiant la loi des véhicules automobiles;  
 60 Loi modifiant la loi des valeurs mobilières;  
 61 Loi modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité;  
 62 Loi concernant les corporations municipales et scolaires et leurs employés;  
 63 Loi concernant la Commission des eaux courantes de Québec;  
 64 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;  
 65 Loi relative à la délinquance juvénile;  
 66 Loi concernant la Régie provinciale des transports et communications;  
 67 Loi concernant la paroisse de L'Annonciation, comté des Deux-Montagnes;  
 68 Loi concernant la colonie de vacances Camp Kinkora Incorporated;  
 69 Loi modifiant le Code civil;  
 70 Loi concernant l'Université d'Ottawa;  
 71 Loi concernant l'Union Économique d'Habitations et les Cités-Jardins du Québec;  
 72 Loi concernant La corporation du collège de Saint-Laurent;  
 73 Loi concernant les écoles protestantes de la cité d'Outremont;  
 74 Loi modifiant la loi de la curatelle publique;  
 75 Loi modifiant le Code de procédure civile et la loi des renvois à la Cour du banc du roi;  
 76 Loi concernant le Séminaire des Trois-Rivières;  
 77 Loi concernant le Séminaire de Sherbrooke;  
 78 Loi modifiant le Code de procédure civile concernant les règles de pratique de la Cour supérieure;  
 79 Loi concernant la Commission hydroélectrique de Québec, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et ses compagnies composantes;  
 80 Loi améliorant la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses;  
 81 Loi modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles;  
 82 Loi concernant l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu;  
 105 Loi concernant le Children's Memorial Hospital;  
 111 Loi établissant la Commission électrique municipale de Hull;  
 114 Loi modifiant la charte de la ville de Farnham;  
 119 Loi modifiant la charte de la ville LaSalle;  
 122 Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Mercier Brosseau à l'étude de la profession de notaire et à régulariser son brevet de cléricature;  
 124 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;  
 125 Loi modifiant la charte de la ville de Plage Laval;  
 128 Loi concernant la succession de Paul-Émile Guilbeault;  
 131 Loi autorisant l'admission de Émile Rochon dans l'Institut des comptables agréés de Québec;  
 133 Loi concernant la substitution de demoiselle Ovide Lamarre;  
 134 Loi ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau (maintenant la ville de Gatineau) dans le comté de Hull, et des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et un contrat passé entre ladite municipalité et la Canadian International Paper Company;  
 135 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;  
 136 Loi modifiant la charte de la cité de Sorel;  
 140 Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent;  
 144 Loi constituant en corporation la ville de Pont-Viau;  
 146 Loi constituant en corporation la cité de Sillery;  
 147 Loi constituant en corporation la ville de l'Abord-à-Plouffe;  
 148 Loi concernant Berthierville;  
 149 Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville;  
 154 Loi constituant en corporation la ville de Jacques-Cartier et la ville de Mackayville;  
 155 Loi modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les Écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs, et assurant des revenus appropriés au Bureau central des Écoles protestantes de Montréal;



163 Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières;

165 Loi concernant la Caisse nationale d'Économie;

168 Loi concernant une imposition temporaire, pour fins municipales et scolaires dans Saint-Joseph de Sorel des propriétés de Sorel Industries, Limited;

171 Loi ratifiant une convention entre le directeur de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants et la ville de Pointe-Claire;

172 Loi constituant en corporation le Petit Séminaire de Saint-Georges de Beauce;

174 Loi constituant en corporation Casa d'Italia - Maison d'Italie;

175 Loi concernant le village de McMasterville;

176 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Lachine;

177 Loi constituant en corporation La corporation des Frères de Sainte-Croix;

178 Loi autorisant Joseph-Aristide-Lionel Émond, de la cité de Sorel, à pratiquer comme comptable public et lui conférant le titre de membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

179 Loi modifiant la charte de Les religieux de Sainte-Croix;

180 Loi modifiant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine;

181 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre George Vassili Candris à l'exercice de l'art dentaire après examen;

182 Loi modifiant la loi constituant en corporation La Congrégation des Filles de Jésus;

184 Loi concernant la succession de feu William Thomas Newcomb et validant le titre de ladite succession à un emplacement situé dans la cité de Montréal;

185 Loi concernant le Club Laval-sur-le-Lac;

186 Loi libérant la Corporation de Normetal de certaines obligations et servitudes;

200 Loi modifiant le Code du notariat;

201 Loi modifiant la loi pour réglementer la pratique de la comptabilité et de la vérification;

202 Loi modifiant la loi du Barreau;

B Loi concernant la charte de l'Hôpital Sainte-Justine.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

36 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1948 et pour d'autres fins du service public.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de clore la troisième session de la vingt-deuxième législature de la province de Québec, par le discours suivant:

#### **L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Aujourd'hui se termine une session particulièrement remarquable par la législation abondante et fructueuse adoptée par la Législature.

Ces lois, qui s'inspirent d'une saine politique familiale, sociale et nationale, contribueront au progrès et à la prospérité durables de la province. En outre, elles témoignent de l'irrévocable volonté de mon gouvernement de collaborer à la grandeur du Canada en conservant intacts les droits, libertés et prérogatives de la province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

En prorogeant la présente session de la législature, je prie le Bon Dieu de répandre sur notre chère province ses plus abondantes bénédictions.

**M. l'Orateur du Conseil législatif:** C'est la volonté et le désir de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province que cette

législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée.

---

## NOTES

1. Selon *The Gazette*, du 12 mai 1947, à la page 1, on parle ici plutôt de 10 ans.
2. Selon *Le Devoir* du 12 mai 1947, à la page 7, il s'agit de 1942.
3. *L'Événement-Journal* du 12 mai 1947, à la page 13, rapporte que M. Duplessis fait allusion aux articles du journal *Relations*.